



MÉMOIRES

DOCUMENTS ET ÉCRITS DIVERS

LAISSÉS PAR LE PRINCE DE

METTERNICH

CHANCELIER DE COUR ET D'ÉTAT

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en avril 1883.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

MÉMOIRES

DOCUMENTS ET ÉCRITS DIVERS

LAISSÉS PAR LE PRINCE DE

METTERNICH

CHANCELIER DE COUR ET D'ÉTAT

PUBLIÉS PAR SON FILS

LE PRINCE RICHARD DE METTERNICH

CLASSÉS ET RÉUNIS PAR M. A. DE KLINKOWSTRŒM

Deuxième partie : L'Ère de paix
(1816-1848)

TOME SIXIÈME



PARIS

E. PLON ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
RUE GARANCIÈRE, 10

1883

AVANT-PROPOS.

Quand nous avons commencé la publication du Journal de la princesse Mélanie, nous ne nous sommes pas dissimulé les difficultés de tout genre que rencontrerait l'exécution de cette entreprise. Des notes ayant un caractère intime, émanant d'une femme dans une grande situation comme celle qu'occupait la compagne du chancelier d'État, ne peuvent pas être livrées sans hésitation au grand jour de la publicité pour servir de documents; les scrupules de l'Éditeur augmentent en raison de la triple obligation qui s'impose à lui, de respecter les lois d'une discrétion toute naturelle, de sauvegarder les droits de la vérité historique, et de répondre à la légitime attente d'un cercle étendu de lecteurs. En nous efforçant d'enrichir ces Mémoires d'éléments de cette nature, de les compléter par des extraits du Journal de la princesse Mélanie lorsque d'autres sources étaient insuffisantes, de leur donner plus de vie et de fraîcheur au moyen de descriptions et de récits sortis d'une plume étrangère, nous avons dû nous attendre à voir se produire des différences d'opinion sur l'emploi excessif selon les uns, trop restreint selon les autres, des matériaux ainsi mis en

œuvre ; ces divergences nous paraissent d'autant plus naturelles qu'en introduisant ce nouvel élément dans l'ouvrage, nous nous sommes écarté jusqu'à un certain point de notre idée primitive, qui était de laisser la parole au chancelier d'État exclusivement.

Hâtons-nous toutefois de faire observer, avec une certaine satisfaction personnelle, que ce n'est pas la voix de la critique qui nous engage à revenir sur un point déjà discuté, aujourd'hui où nous poursuivons dans ce volume et les suivants la publication des notes biographiques extraites du Journal de la princesse Mélanie.

Nous n'avons que peu de mots à dire.

Bien que la princesse Mélanie n'ait écrit son Journal que dans le but de fixer ses propres souvenirs et sans prévoir que ces notes jetées rapidement sur le papier seraient un jour livrées à la publicité, il est certain que c'est répondre à l'esprit qui anime ces pages depuis la première jusqu'à la dernière ligne, que d'arracher à l'oubli tout ce que cette femme fidèle, à la fois pleine de cœur et d'esprit, pense et dit de la vie féconde de son mari; ce serait méconnaître ses intentions que de ne pas conserver tout ce qui peut éclairer le jugement de la postérité et mettre en lumière la grande figure du chancelier d'État, que nous désirons voir occuper dans l'histoire la place que lui assignent la justice et la vérité.

Nous avons dû nous imposer des limites rigoureuses dans le choix des matériaux, et nous avons souffert

de cette contrainte volontaire. Combien l'Éditeur, animé des sentiments d'un fils à l'égard de la princesse Mélanie, aurait été heureux de rendre un juste hommage de reconnaissance, de respect et d'affection à celle qui fut sa seconde mère, en initiant le lecteur à tous les secrets de cette belle âme! A ce point de vue, il n'y aurait eu rien à supprimer, rien à passer sous silence, pas une ombre à éloigner de l'image lumineuse que la princesse nous a donnée d'elle-même à son insu. Ce n'est que dans son intégrité que le Journal aurait fait voir toute la noblesse de ses sentiments, toute la pureté de son caractère, toute la sûreté de son jugement, et que ses qualités se seraient montrées sous un jour bien plus brillant que celui que présentent ces courts extraits.

Mais si l'on considère le but de cet ouvrage, qui doit être avant tout un répertoire de documents, ces notes, malgré leur forme restreinte, ont une valeur historique. Pareilles à ces pierres microscopiques dont la main de l'artiste compose une mosaïque savante, ces notes jetées au hasard, insignifiantes en apparence, mises à leur place et coordonnées par le connaisseur, contribuent singulièrement à compléter le portrait du chancelier d'État.

Plus tard seulement, le Journal prend une importance plus considérable et offre un intérêt vraiment général : c'est quand arrive l'époque où la vie du prince est agitée par les plus graves événements, par des événements qui amènent la retraite du chancelier

d'État, le forcent à vivre loin de sa patrie, dans un exil volontaire, et ne permettent à ce vieillard, âgé de près de quatre-vingts ans, de retrouver qu'au bout de quelques années son foyer et son existence habituelle. Pendant cette période, le Journal n'interrompt que rarement le fil de la narration, et la princesse Mélanie s'élève réellement au rôle de biographe de son cher Clément, à qui elle s'efforce d'épargner le moindre chagrin, pendant que, veillant avec une sollicitude exclusive à la conservation des jours du chancelier d'État, elle oublie tout à fait le mal incurable et douloureux qui la consume, et qui finit par l'enlever à l'affection de son mari.

Nous sommes donc entièrement tranquillisé au sujet des devoirs que nous imposent le respect filial et la discrétion, et dont personne ne peut mieux connaître l'étendue que nous-même. Quant au lecteur, il nous saura gré de faire apparaître, à côté de l'image complète du chancelier d'État, cette gracieuse figure qui, dans une période de vingt-trois années, la dernière de la vie du prince, ne l'a jamais quitté un moment, cette compagne fidèle dont l'affection ne s'est jamais démentie, et dont les notes nous initient si bien à sa vie intime et à celle de son mari.

Vienne, mai 1882.

TABLE DES MATIÈRES

TOME SIXIÈME.

(TOME IV DE LA SECONDE PARTIE)

LIVRE VIII.

PÉRIODE DU RÈGNE DE L'EMPEREUR FERDINAND. — RECUEIL DE DOCUMENTS (1835-1848).

Année 1835.

Année 1836.

Année 1837.

Année 1838.

Année 1839.

Année 1840.

Année 1841.

Année 1842.

Année 1843.

L'Index, comprenant les volumes qui forment toute la seconde partie, se trouve à la fin du tome VII.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU TOME SIXIÈME.

LIVRE VIII.

PÉRIODE DU RÈGNE DE L'EMPEREUR FERDINAND.

RECUEIL DE DOCUMENTS (1835-1848).

1835 (SUITE).

LE CHANGEMENT DE RÈGNE EN AUTRICHE.

1189. Dépêche circulaire adressée par Metternich aux différentes missions I. R. Vienne, le 12 mars 1835 *. — 1190. Metternich à Ancillon, à Berlin (Lettre). Vienne, le 20 mars 1835. — 1191. Metternich à Ficquelmont, à Saint-Pétersbourg (Lettre confidentielle). Vienne, le 2 avril 1835.

1189. J'ai satisfait, le 2 de ce mois, au pénible devoir de vous annoncer la perte irréparable que venait de faire la Monarchie dans la personne d'un Souverain dont le nom seul est un éloge que l'histoire consacrera dans ses pages les plus impartiales.

Je vous ai prévenu alors que rien dans l'attitude intérieure et extérieure de notre Cour ne serait changé. Je puis aujourd'hui vous donner l'assurance que ce fait important est pleinement accompli. Les feuilles du Gouvernement vous auront informé des premiers actes du nouveau règne. Par ces actes, le nouveau Souverain s'est borné à confirmer dans leurs

* Voir tome V, nº 1187. (*Note de l'Éditeur.*)



emplois tous les serviteurs et les fonctionnaires de l'État, et à s'approprier les principes sur lesquels s'est invariablement maintenu le Monarque défunt.

Aussi, l'aspect que présente la Monarchie, à commencer par la capitale, est-il remarquable. Jamais, dans aucun temps ni dans aucun pays, — je n'hésite point à l'avancer, — le passage d'un règne à un autre ne s'est opéré avec plus de calme. Un même deuil règne dans toutes les classes de la nation; un même espoir les anime; le vœu principal, le seul qui se fasse jour à travers la douleur universelle, est celui que tout demeure, et qu'il ne soit rien changé à ce qu'a établi et fondé la haute sagesse du Souverain qui, pendant quarante-trois ans, avait présidé aux destinées de l'Empire. Ce vœu a été compris et accueilli avec empressement par l'héritier du trône, et, ce vœu satisfait, la confiance générale s'est trouvée assise sur une base d'autant plus solide qu'elle est universellement connue et appréciée.

Ces faits sont patents; trente-cinq millions d'hommes leur servent de témoins, et les Cours respectives devront en recevoir la pleine confirmation par leurs représentants à Vienne.

Après avoir établi ce qui précède, il me reste cependant, Monsieur....., à vous éclairer sur ce qui dans tous les temps, et plus particulièrement dans les nôtres, doit avoir pour tout observateur impartial la valeur d'une espèce de phénomène. Les miracles ne comptent guère en politique; c'est donc à la recherche des causes naturelles que doivent s'attacher ceux qui, par leur position et leurs devoirs, sont appelés à s'occuper des affaires publiques.

Le passage d'un règne à un autre est, par la nature même de l'événement, un embarras immense, si ce n'est un danger plus ou moins réel. Il semble qu'entre deux règnes s'ouvre comme un précipice que la volonté des hommes ne parvient pas à combler, quels que soient les efforts qu'ils pourraient y vouer. Ce danger est un de ceux que l'Empereur François ne s'était point dissimulés; son esprit droit et la haute élévation de son âme le portaient à envisager comme un devoir de préparer d'avance le passage de son règne à celui de son fils.

Sûr de son peuple, et également sûr de son successeur, il a constamment tenu en vue l'avenir; il n'a conçu et pris aucune mesure gouvernementale sans la peser dans la balance de ce même avenir. C'est ainsi qu'il a pris des décisions que les seuls besoins du moment n'eussent peut-être point réclamées, et qu'il n'a jamais entrepris ce qu'il ne croyait pas pouvoir conduire lui-même à son terme. Initié aux pensées les plus secrètes du Monarque vénéré dont nous pleurons la perte, et témoin, durant plus d'un quart de siècle, de tous ses actes, je puis répondre du fait que je viens d'établir et qui se trouve pleinement confirmé aujourd'hui.

Aux effets de cette prévoyance souveraine et paternelle se joignent tout naturellement les garanties qu'offrent, pour le maintien de la tranquillité publique, des masses que les révolutions n'ont point remuées; un édifice social que l'esprit novateur n'a point sapé dans ses fondements; une nation, enfin, composée d'hommes qui regarderaient comme un manque de confiance injurieux pour eux-mêmes le renouvellement d'un serment qui, une fois prêté, est à jamais valable!

Je viens de vous tracer en peu de mots le tableau de la vérité. Loin d'être exagéré, il ne dissimule rien et met au grand jour ce qui constitue la réalité dans les faits. Comme tout était prévu sous le dernier règne; comme rien de ce qu'il était essentiel d'asseoir sur des bases solides n'avait été oublié; comme, dans cette grande organisation qui constitue le Gouvernement, tout était pénétré de l'esprit du Monarque qui avait vieilli sur le trône; comme cet esprit, enfin, est aussi particulièrement celui de son successeur, l'Autriche est aujourd'hui ce qu'elle était hier et ce qu'elle sera demain : une puissance dont la pensée est généralement connue, qui ne déviera pas des principes sur lesquels repose son existence morale et politique, et qui continuera à suivre, sans altération quelconque, la direction dont elle ne s'est jamais écartée depuis tant d'années.

Il est dans l'intention de l'Empereur que vous fassiez usage de la présente dépêche dans vos rapports avec . . . . . auprès . . . . . vous êtes accrédité. Nos paroles seront

accueillies, nous en avons la conviction, avec une vive satisfaction par les hommes de bien.

Metternich à Ancillon, à Berlin (Lettre). Vienne, le 20 mars 1835.

1190. Votre excellent prince Guillaume retourne à Berlin; il a été reçu et traité ici comme un fils de la maison, et il s'est, de son côté, conduit comme tel. Je lui ai ouvert mon cœur sur toutes choses, et il rendra certes à son auguste père et à Votre Excellence le compte le plus exact de ce qu'il a vu, entendu et senti. Je déclare d'avance comme justes et droites, comme conformes à la simple vérité, toutes les impressions que Son Altesse Royale emporte d'ici.

Le présent, en Autriche, ressemble tellement au passé, qu'il peut être confondu avec lui sans s'exposer au risque d'un faux calcul. Veuillez bien vous pénétrer de cette vérité, — l'accepter comme il est dans votre nature d'accueillir les vérités, et en tirer les conséquences avec la sagacité de votre esprit. Le sort, en nous enlevant un Monarque tel que l'Empereur défunt, a joué un mauvais tour aux brouillons en Europe, en permettant que l'esprit de celui qui n'est plus s'identifiât à ce point avec ce qui demeure. Quelle leçon pour les nations tourmentées par *les progrès,* que cette parfaite tranquillité; ce passage, sans secousse quelconque, d'un règne à un autre; cette uniformité de vœux en faveur de la simple conservation de ce qui existe; ces grands exemples donnés par la sagesse aux niais plus encore qu'aux fous du siècle!

Je saurai tirer tout le parti possible de cet événement, car c'en est un; aidez-moi avec votre bon esprit dans cette besogne, qui est d'un intérêt commun. Ne parlons pas beaucoup, mais disons juste; montrons aux niais que nous concevons leur désappointement, et que nous les dispensons de croire à notre satisfaction. Marchons droit et ferme vers le but que nous tenons également en vue; ne nous laissons distraire par rien, et nous vaincrons encore bien du mal!

Dispensez-moi de vous parler en détail d'une affaire quelconque. Le prince Guillaume est un interprète excellent, et

j'ai vidé devant lui mon sac. Il vous dira plus en un quart d'heure que je ne pourrais vous en dire dans un temps dix fois plus long. J'ai onze porteurs de lettres à expédier, qui tous partent à la fois, et dont le prince Adolphe de Schwarzenberg fait partie. Ce qu'il vous dira de ses propres impressions sera juste. Là où tout le monde sent et voit la même chose, les instructions deviennent inutiles.

Metternich à Ficquelmont, à Saint-Pétersbourg (Lettre confidentielle).
Vienne, le 2 avril 1835.

1191. Le récit que vous m'avez fait de l'impression produite sur l'Empereur Nicolas par le décès de l'Empereur François a toute la valeur d'un panégyrique du défunt Monarque et d'un dithyrambe sur le vivant. L'Empereur François ne peut être loué plus dignement que par l'ami auguste qui a su le comprendre, et qui dès lors a dû apprécier ses éminentes qualités. Si l'Empereur Nicolas a conservé de ses entretiens de Münchengrætz un souvenir à la fois vif et doux, notre auguste Maître est mort plein du souvenir de cette même époque. . .

Ici les choses vont comme si rien n'était arrivé. Cette uniformité de marche irait jusqu'à blesser mon cœur, si je n'avais la ressource de regarder celui que je pleurerai le restant de ma vie comme la cause principale du phénomène. Ce pays-ci sert aujourd'hui d'une haute démonstration de ce que vaut *l'ordre*, et l'exemple qu'il donne à l'Europe ne sera pas perdu pour la bonne cause!

Voici un calcul qu'à cet effet je vous prie de suivre avec moi. Ouvrons un compte courant et mettons en tête du *devoir* la perte de l'Empereur François, que j'évalue à cent, ou, ce qui équivaut, à un capital tout entier. Passons maintenant à l'*avoir*. A combien évaluez-vous le fait suivant : Le règne d'un Monarque est analogue à la vie des hommes; or, les hommes ne vivent pas des intérêts du capital de la vie, mais du capital lui-même. Chaque jour en diminue une partie, et le jour de la mort est celui de la banqueroute. Les longs règnes, comme les longues vies, n'ont de pénible que la persistance de

l'idée de la fin. Les bons ont peur et en deviennent plus faibles; les méchants espèrent et se renforcent. Ce sentiment n'existe pas au commencement d'un règne.

A combien évaluez-vous l'impression que doit produire le passage d'un règne à un autre, qui s'effectue ainsi que s'est effectué celui dont nous avons eu le malheur d'être témoins? A quel taux mettez-vous tant d'espérances criminelles ou absurdes déçues, les craintes prouvées fausses, la confiance clairement justifiée? Je vous abandonne les chiffres, mais ils présentent un avoir immense!

L'art a consisté, mon cher Comte, à ne point être pris au dépourvu, à ne pas perdre la tête dans le moment de la catastrophe, à faire la part du sentiment et à ne point laisser empiéter celui-ci sur le domaine de l'esprit. Dieu, le sentiment de mes devoirs, et la force que j'ai puisée dans la volonté si connue de celui pour lequel j'eusse cent fois donné ma vie, me sont venus en aide. J'ai beaucoup fait et j'ai bien fait; je ne demande plus rien aux hommes! Ce qui, par contre, est certain, c'est qu'un seul homme ne peut pas tout faire; qu'il lui faut l'aide d'autres hommes, et que la réussite de toute entreprise est subordonnée à des causes placées en dehors d'une seule individualité. Or, eu égard à cette condition de tout succès, je ne saurais assez féliciter un pays de posséder des esprits faits comme le sont ceux qui animent la haute région des affaires dans notre patrie, d'être riche d'une famille souveraine comme l'est la nôtre, et d'être dépourvu de toute espèce d'intrigants de bas étage.

Quant à l'avenir, arrêtez-vous au fait qu'il est bien plus facile de maintenir dans les bonnes voies ce qui y est placé, qu'il ne l'est d'y faire rentrer ce qui ne s'y trouve plus. La direction tout entière de l'esprit du nouveau Monarque est, de son côté, propice à l'entreprise. Cette direction est *toute droite;* j'admets que l'Empereur Ferdinand ait besoin d'être guidé, mais je n'admets pas qu'il soit facile de le faire sortir de la voie toute tracée à ses yeux.

EXTRAITS DU JOURNAL DE LA PRINCESSE MÉLANIE.

DÉTAILS BIOGRAPHIQUES.

1192. Vienne (du 20 mars au 26 mai 1835). — 1193. Séjour à la campagne, à Schœnbrunn (du 5 juin au 30 septembre 1835). — 1194. Retour à la ville (du 1er octobre au 31 décembre 1835).

VIENNE.

1192. Départ du prince Guillaume de Prusse. — Lettre du prince à Marie-Louise. — Pompe funèbre. — Le duc de Nassau. — L'Empereur Nicolas. — Service funèbre. — Cavafango. — L'Archiduc François. — Antiphonaire. — Gravures anglaises. — Mort de l'Archiduc Antoine. — Conversation avec l'Impératrice mère. — Mort du duc de Leuchtenberg et de Guillaume de Humboldt. — Madame de Gœthe, madame Jameson, M. de Chabot. — Mission de M. de Chabot. — Crise ministérielle en Angleterre. — Entrevue à Teplitz. — Dîner chez l'Empereur. — La princesse de Hohenlohe. — L'Impératrice régnante. — Appréhensions au sujet de l'avenir de la France. — Sir Charles Bagot. — Balzac.

Vienne, le 20 mars.

1192. Le prince Guillaume a été très-affectueux en prenant congé de nous; il part demain de très-bonne heure. Il est profondément ému de tout ce qu'il a vu dans ces jours de deuil.

21 mars.

Clément m'a donné à copier une lettre touchante qu'il a adressée à Marie-Louise; les expressions dont il se sert sont navrantes et rendent fidèlement ce qu'il éprouve.

Les appartements du palais présentent un triste aspect : les salles sont tendues de noir, le trône et les meubles sont noirs. Mais rien ne saurait être assez sombre pour donner l'idée du deuil qui règne dans nos cœurs, et qui ne peut que grandir tous les jours.

25 mars.

Le duc de Nassau s'est admirablement conduit à l'occasion de la mort de notre Empereur bien-aimé. Il a ordonné un

deuil de quatre mois, en faisant remarquer que le dernier Empereur romain méritait bien un tel hommage. Il a prescrit de porter le deuil de la Confédération, comme on l'a fait autrefois pour les Empereurs d'Allemagne; puis il est accouru lui-même à Vienne pour saluer notre nouvel Empereur et pour pleurer avec lui l'Empereur François.

Un courrier de Saint-Pétersbourg annonce pour aujourd'hui l'arrivée du comte Orloff en qualité d'ambassadeur extraordinaire. Le triste événement a fait sur l'Empereur Nicolas l'impression à laquelle nous nous attendions : il pleure celui qui n'est plus comme un vrai frère et comme un tendre ami; il a fait prendre le deuil au régiment de l'Empereur, qui portera toujours le nom de ce Prince, et il persiste à vouloir rendre visite à l'Empereur Ferdinand, afin de prouver à l'Europe qu'il sera pour le fils ce qu'il a été pour le père. On ne saurait mieux se conduire dans un moment aussi triste que celui-ci.

26 mars.

J'ai reçu la visite de Tatistscheff et d'Orloff; ce dernier prend une vive part à notre malheur, et il donne à ses sentiments une expression qui fait honneur à son cœur et à celui du Czar son maître.

28 mars.

Dès dix heures du matin j'ai été chez les Minorites, où l'on célébrait un service funèbre pour l'Empereur. Le nonce et trois évêques officiaient; le corps diplomatique et de nombreux invités assistaient à cette triste cérémonie. L'auditeur du nonce, M. Bruschi, a prononcé, en italien, une oraison funèbre qui, autant que j'ai pu la comprendre, m'a paru trop faible, trop politique, trop peu touchante, je serais presque tentée de dire trop peu catholique, si je ne craignais d'irriter le nonce contre moi en la qualifiant ainsi.

J'ai accompagné Clément à la maison de plaisance du Prater, pour aller voir une machine à curer le lit des rivières, qu'Étienne Széchényi a rapportée d'Angleterre. On la nomme *Cavafango;*

elle est construite d'une manière fort ingénieuse. Nous avons trouvé là toute la Cour, du moins tous les Archiducs. L'Archiduc François est venu vers moi, et à ce moment mes yeux se sont remplis de larmes; car, dès que je vois quelqu'un qui tenait de près à l'Empereur, j'éprouve un sentiment pareil à celui que ferait naître en moi une perte toute personnelle. L'Archiduc me dit qu'il avait toujours admiré mon mari, mais que maintenant il éprouvait, lui ainsi que toute la Cour, le plus profond attachement pour lui, et que ce sentiment durerait toujours. Je lui répondis que Clément avait trouvé un si ferme appui dans toute la famille impériale, que l'union et l'affection qui règnent chez tous ses membres avaient donné un si bel exemple et avaient été pour lui un si puissant motif d'encouragement, que sa tâche lui avait paru facile, et que l'admiration qu'il en ressentait continuait à rester tout entière. « Mon Dieu, répliqua l'Archiduc, nous ne faisons que remplir la promesse que nous avons faite à mon bon père qui n'est plus; cette promesse, nous la tiendrons fidèlement, et sa mémoire vivra éternellement dans notre cœur. » J'avoue que ces paroles m'ont profondément émue.

30 mars.

Après le dîner, mon mari s'est longuement entretenu de l'Empereur Ferdinand avec les messieurs et les dames que nous avions invités. Je suis heureuse chaque fois qu'il se présente des occasions pareilles, parce que les femmes donnent trop facilement carrière à leur imagination, et que, lorsqu'elles entendent parler Clément, elles sont finalement obligées de croire ce qu'il dit. Leurs suppositions sont parfois si absurdes, que cela lui fait du bien de les réduire au silence.

1er avril.

J'ai été avec Clément au jardin; c'est là sa seule distraction et son seul plaisir. En passant, nous nous sommes informés de l'état de la santé de l'Archiduc Antoine. Clément est allé jusque

dans l'antichambre, et il est revenu fort inquiet : la maladie avait pris une tournure très-alarmante, et les médecins craignaient une issue fatale.

Clément nous a montré deux magnifiques ouvrages qu'un libraire de Mayence a apportés ici. L'un est un antiphonaire orné de peintures de Lebrun, que Louis XIV avait donné aux chanoines réguliers de Sainte-Croix. Le libraire l'avait fait relier pour le couronnement de Charles X; mais, comme il a été achevé trop tard, il est venu l'apporter à Vienne, dans l'espoir de pouvoir le vendre pour le couronnement du nouvel Empereur. L'autre ouvrage qu'il a apporté consiste en trois gravures, qui ont été faites en Angleterre à l'époque du couronnement de Georges IV. Notre Empereur possède la collection entière, moins ces trois pièces : elles représentent lord Anglesey, le duc de Wellington et le duc de Devonshire; elles sont parfaites d'exécution, et Clément a trouvé le portrait de lord Wellington si frappant qu'il l'a fait copier par Daffinger.

2 avril.

L'Archiduc Antoine est mort à neuf heures et demie, regretté de tous les honnêtes gens et de pauvres sans nombre. Il avait toute sa connaissance lorsqu'on lui donna l'extrême-onction; il demanda même qu'on le couvrît du manteau de l'ordre Teutonique, parce que les médecins ne lui permettaient pas de se lever. Après qu'il eut vu tous ses frères, et chargé Haugwitz de prier l'Empereur de prendre à cœur les intérêts de l'Ordre, l'agonie commença. La Cour regrettera bien cet Archiduc : il possédait les plus rares qualités; il avait un caractère doux et paisible, un cœur d'enfant. Il n'avait pas eu, comme les autres, à lutter contre le chagrin et les soucis. Que Dieu lui accorde le repos éternel!

7 avril.

J'étais dans mon cabinet, occupée à écrire, et je me disposais à aller à la messe, lorsqu'on m'annonça que l'Impératrice mère me recevrait à une heure. J'avoue que cette nouvelle

me causa une vive émotion. Je tremblais en allant chez elle, et, pendant que je l'attendais dans son salon, je pleurai à chaudes larmes. Quand je la vis paraître, je fus effrayée de son aspect : elle est pâle et abattue. Elle me parla en termes touchants de notre Empereur adoré ; il n'est pas besoin de dire qu'au palais on ne peut parler que de lui. Elle me dit qu'elle avait cru mourir dans la nuit où on le porta de sa chambre dans la chapelle où il devait être exposé. Elle parle beaucoup des derniers moments de l'Empereur, de ses enfants, particulièrement du petit Archiduc François, que l'Empereur aimait beaucoup ; enfin de l'Archiduc François-Charles, dont elle ne peut dire assez de bien et dont elle ne peut louer assez vivement le bon cœur. J'ai passé auprès de la bonne et excellente Impératrice deux heures entières, deux heures consolantes, car le courage qu'elle montre donne de la force.

14 avril.

Clément a reçu de Francfort la nouvelle de la mort du duc de Leuchtenberg, qui a été enlevé dans l'espace de trois jours par une esquinancie. Il laisse une veuve de seize ans, doña Maria, avec laquelle il n'a été marié que trois mois. Cette nouvelle va causer un nouveau chagrin à l'Impératrice et à l'Archiduchesse Sophie. On annonce de Berlin que Guillaume de Humboldt est mort aussi ; c'est une grande perte pour la science.

Nous avons eu une sorte de dîner de savants ; au nombre des convives étaient madame de Gœthe, belle-fille du poëte, et madame Jameson, un bas bleu dans toute l'acception du mot ; Édouard Lichnowsky, Sophie Zichy et Gerway formaient comme un juste milieu entre notre ignorance et le savoir de ces dames. Du reste, ces deux personnes, dont j'avais réellement peur, sont d'un commerce facile et agréable, et, dans la conversation, on est tout à fait à l'aise avec elles. Je leur ai montré le cabinet de mon mari, pour lequel toutes deux professent une grande admiration.

J'ai lu à Clément quelques papiers, puis j'ai passé une

agréable soirée avec M. de Sainte-Aulaire, qui m'a présenté un M. de Chabot, envoyé ici pour une mission de courtoisie *. On dit qu'il est plus Anglais que Français, que depuis longtemps il vit éloigné de toutes les intrigues politiques, et qu'aujourd'hui il est encore ce qu'il a toujours été, un ami de la famille d'Orléans.

20 avril.

On sait depuis quelques jours que le ministère Peel-Wellington s'est retiré. Au premier moment, Clément et tous ceux qui voudraient envisager l'avenir avec un peu de confiance, en étaient au désespoir. Actuellement, les choses semblent prendre une meilleure tournure : le ministère whig n'arrive pas au pouvoir, et le Cabinet qui prend en main la direction des affaires ne pourra se maintenir que quelques jours. Aussi, quand Peel reviendra, il sera devenu tellement fort que rien ne pourra plus ébranler le gouvernement des torys, ce qui serait de la plus haute importance.

21 avril.

Reuss, le duc de Nassau, le général Langenau et Wallmoden ont dîné chez moi. Le prince de Nassau part cette nuit. Clément a parlé avec lui des résolutions qui viennent d'être prises; le congrès ou l'entrevue des Empereurs Ferdinand et Nicolas et du Roi de Prusse aura lieu en septembre, à Teplitz. Le duc compte y venir aussi. Clément en est enchanté, parce que ce projet lui permet d'entrevoir un séjour de quinze jours à Kœnigswart. Clément s'est oublié si longtemps dans une conversation intime avec M. de Rohan-Chabot, qu'à une heure et demie j'ai dû mettre fin à leur entretien.

22 avril.

Clément a dîné à une heure chez l'Empereur, qui avait voulu recevoir à sa table Tatistscheff et Orloff. Ce sont parti-

* Voir « Lettres à Apponyi », n° 1197. (*Note de l'Éditeur.*)



culièrement l'Archiduchesse Sophie et l'Impératrice qui ont fait les frais de la conversation ; la première surtout ne pouvait assez vanter l'attitude de l'Empereur. Les Archiducs étaient également présents, ainsi que le fils aîné de l'Archiduc Charles, le duc de Lucques et Kolowrat, que Clément met toujours sur la même ligne que lui-même.

23 avril.

J'ai pu de nouveau passer quelques heures de la matinée à travailler chez mes sœurs ; ensuite j'ai eu un grand dîner en l'honneur des diplomates venus à Vienne pour complimenter l'Empereur Ferdinand ; les plus marquants étaient Charles Bagot, M. de Chabot et le couple Hohenlohe. La princesse, qui est Russe de naissance, est aimable et jolie.

25 avril.

L'Impératrice régnante m'a fait venir chez elle à une heure. Elle m'a fait prendre place et m'a dit qu'elle était infiniment touchée de la conduite de mon mari à l'égard du nouvel Empereur.

3 mai.

Clément s'était enfermé avec M. de Chabot, qui part demain. Lorsqu'il eut quitté son cabinet, j'eus encore une longue conversation avec cet envoyé, à qui j'ai dit, avant son départ, plus d'une forte vérité. Il comprend nos inquiétudes au sujet de l'avenir de la France et les partage lui-même. Il plaint ses pauvres enfants, qui sont destinés à être témoins Dieu sait de quels tristes bouleversements ; quand on l'entend parler, on apprend à estimer en lui un homme loyal et bien pensant. Il est très-aimable et d'excellente compagnie.

6 mai.

Nous avons eu un grand dîner diplomatique, auquel assistaient les ministres plénipotentiaires de la Belgique, de la

Suède et du Danemark, le prince de Schwarzburg et mon cher sir Charles Bagot, qui me plaît infiniment.

20 mai.

Ce matin, Clément a vu Balzac; il a commencé la conversation en ces termes : « Monsieur, je n'ai lu aucun de vos ouvrages; mais je vous connais, et il est clair que vous êtes fou ou que vous vous égayez aux dépens des autres fous, et que vous voulez les guérir au moyen d'une folie encore plus grande. » Balzac répondit que Clément avait deviné que c'était là son but, et qu'il l'atteindrait. Clément a été enchanté de la manière dont il voit et juge les choses. Avant de me prononcer, j'attendrai de l'avoir vu.

25 mai.

Balzac m'a fait l'effet d'un homme simple et bon, abstraction faite de son costume, qui est fantastique. Il est petit et corpulent, mais ses yeux et sa physionomie annoncent beaucoup d'esprit. Il a un grand faible pour Louise Schœnburg, et je suis convaincue que l'esprit original et séduisant de cette dernière le captive au plus haut point, d'autant plus qu'elle flatte son amour-propre. Quant à moi, je n'ai pas fait vibrer en lui la moindre corde poétique, et je ne l'ai pas flatté un seul instant. Nous avons causé politique. Il se dit royaliste enragé; moi, je me suis montrée tout à fait telle que je suis.

26 mai.

Le prince Gortschakoff m'a raconté pendant le dîner qu'hier Balzac semblait enchanté de moi, qu'il était sorti enthousiasmé de notre conversation, après avoir été tout à fait prévenu contre moi.

SÉJOUR A LA CAMPAGNE, A SCHOENBRUNN.

1193. Custine. — Prestation solennelle du serment de fidélité. — Accouchement de la Grande-Duchesse de Toscane. — Procession de la Fête-Dieu. — Mémoire de Ficquelmont sur l'Espagne. — Riches Vénitiens. — Expériences faites avec du charbon de terre. — Tristes pressentiments du prince. — La duchesse de Cœthen. — Députation de Tyroliens. — Kolowrat. — Illusions des légitimistes. — Image allégorique en souvenir de l'Empereur François. — Départ du prince pour Teplitz. — Berryer. — L'Archiduchesse Sophie.

Schœnbrunn, le 5 juin.

1193. M. de Custine a passé la soirée chez moi avec plusieurs autres personnes; il part demain matin pour Jérusalem, et il a eu une longue conversation avec Clément.

14 juin.

A cinq heures, j'étais sur pied. Neumann, Alcudia, Montenegro, Nouri-Pacha, le jeune Blacas et les Sándor étaient avec nous. A sept heures, nous avions pris place sur un balcon, sous les fenêtres de notre bon Empereur François; de là on voyait très-bien tout le cortége. Lorsqu'on vit apparaître la voiture qui portait l'Empereur et l'Impératrice, la foule fit entendre des vivat qui m'émurent profondément. A neuf heures, nous rentrâmes chez nous pour déjeuner et pour assister à une messe; ensuite nous nous rendîmes dans la salle des Chevaliers, pour voir la cérémonie de la prestation du serment de fidélité. L'Empereur était assis sur son trône, entouré de sa Cour. On prononça des discours, auxquels l'Empereur répondit. Lorsque Clément entra, je me mis à pleurer à chaudes larmes. Il a si grand air, un extérieur si noble, et lui seul anime tout ce triste corps. Il se sentait si malheureux d'avoir à remplir ses fonctions dans cette salle où il ne s'était jamais trouvé qu'avec l'Empereur François, que cette pensée m'était pénible au plus haut point. Après le banquet, nous rentrâmes tous à la maison; nous étions extrême-

ment fatigués. En quittant la salle des cérémonies, Clément nous avait conduits dans la salle de bal, où étaient dressées dix-sept tables pour les députés des États. Ce spectacle était aussi magnifique que la chaleur était insupportable.

16 juin.

Le représentant de la Toscane a apporté la nouvelle de l'heureuse délivrance de la Grande-Duchesse; elle a donné le jour à un garçon, ce qu'elle désirait depuis longtemps.

18 juin.

J'ai assisté avec l'Impératrice à la procession de la Fête-Dieu. On avait gardé le deuil. En sa qualité de doyen des chevaliers de l'Ordre de la Toison d'or, Clément marchait à côté de l'Empereur. Le temps était magnifique, et il ne faisait pas trop chaud.

20 juin.

J'ai lu à Clément un assez long Mémoire sur l'Espagne, que Ficquelmont a rédigé. Cet homme d'État est admirablement doué, et Clément fait grand cas de lui. J'ai accompagné mon mari au palais, où il avait à parler à l'Empereur avant de partir pour Vienne, et je suis rentrée seule. Nous avons dîné avec trois Vénitiens faisant partie de la députation de la Chambre de commerce *. Ils possèdent ensemble trente millions, ce qui est une jolie fortune. Bernstorff était aussi du dîner.

24 juin.

Clément m'a conduite à l'Institut polytechnique, pour assister à l'essai des charbons de terre d'Istrie et de Dalmatie. Il nous

* Cette députation était venue à Vienne pour le même motif que les députations des congrégations centrales du Lombard-Vénitien, c'est-à-dire pour apporter ses compliments de condoléance au sujet de la mort de l'Empereur

a fallu y respirer assez longtemps l'odeur désagréable de ces charbons; mais, malgré cela, ce combustible m'a paru excellent.

6 juillet.

Clément a des idées noires. Il envisage l'avenir avec de tristes pressentiments, et cela m'est extrêmement pénible. Il s'est rendu chez l'Archiduc Ferdinand, qui est revenu de Transylvanie depuis quelques jours, et il n'est rentré à Schœnbrunn qu'à onze heures.

8 juillet.

Après avoir rempli mes devoirs habituels, je suis allée rendre visite à la duchesse de Cœthen, qui, je ne saurais le nier, a mis ma patience à une fort rude épreuve. Elle s'est évertuée à me prouver qu'au lieu de s'occuper des affaires de ce monde, on ne devait penser qu'aux choses du ciel; que l'Autriche avait besoin d'une renaissance religieuse; que les prêtres actuels ne valaient rien, et qu'il fallait renvoyer tous ceux qui sont en fonction dans ce moment. La société, disait-elle, a besoin de prêtres pour la diriger; elle entremêlait ses assertions de sorties contre tous ceux qui sont appelés à prendre part au gouvernement, s'écriant, les mains levées au ciel, qu'il était temps de prendre en pitié le malheureux catholicisme, etc. J'en eus bientôt assez, et je quittai cette sainte énergumène.

9 juillet.

Hier soir, en allant chez Richard, qui était un peu souffrant, Clément a fait une chute sur l'escalier, ce qui m'a fort effrayée. Heureusement il ne s'est pas fait d'autre mal que de se fouler le pouce. Je l'ai frictionné avec de l'arnica, et, dans l'après-midi, je suis sortie en voiture avec lui pour aller en ville. Nous

François, et pour féliciter l'Empereur Ferdinand de son avénement au trône. (*Note de l'Éditeur.*)

avons eu à dîner toute la députation tyrolienne*. Parmi les députés se trouvaient deux paysans portant le costume national, qui m'ont plu extraordinairement; le plus jeune surtout s'exprime bien et est un homme superbe.

19 juillet.

Kolowrat est souvent de mauvaise humeur, parce qu'il embrouille les affaires les plus simples en se mettant en tête de ne pas en faire part à Clément. Quand il ne sait plus à quel saint se vouer, il s'adresse à mon mari et grille d'impatience dès qu'il voit que des questions dont il regardait la solution comme *impossible* sont réglées dans l'espace de quelques jours.

25 juillet.

Clément m'a raconté, pendant notre promenade, les choses les plus intéressantes et les plus extraordinaires. Le duc de Blacas est convaincu que le moment décisif est venu pour la France. On fait constamment des propositions à Charles X, et il paraît même que Louis-Philippe, qui ne sait plus quel rôle jouer, veut se poser en restaurateur de la légitimité et se tirer de la situation terrible et désespérée dans laquelle il se trouve, en se déclarant le libérateur de la royauté. Je ne crois guère à ces bruits; cependant on voit tous les jours les choses les plus étranges se passer dans le monde; on ne peut pas s'y habituer, et l'on éprouve toujours de nouvelles surprises.

18 août.

Clément a reçu aujourd'hui les lithographies qu'il a fait faire, et auxquelles il a ajouté les paroles contenues dans le testament

* C'était la députation des quatre États du Tyrol, choisie, aux termes de la Constitution, dans le grand Comité. Elle était venue à Vienne pour présenter à Sa Majesté l'Empereur Ferdinand l'hommage du pays (6 juillet).
(*Note de l'Éditeur.*)

de l'Empereur *. On ne peut rien voir de plus joli. L'Empereur est conduit devant le trône du Très-Haut par saint François, par la Sainte Vierge, par un chœur d'anges qui prient pour lui, et par saint Léopold; saint Étienne, Charles-Quint et saint Wenceslas sont agenouillés derrière lui. D'un côté, on voit représentées les trois vertus cardinales; de l'autre, on voit saint Michel combattant le principe du mal, qui lui résiste avec fureur. La paix et le repos sont figurés par la touchante sollicitude du berger qui fait paître ses brebis au pied de l'image. Les peuples jurent fidélité au successeur du Prince défunt, comme l'Empereur le désire dans son testament.

C'était aujourd'hui l'anniversaire de la naissance du petit Archiduc François. J'ai conseillé à Clément de lui donner le premier exemplaire de cette gravure. Il l'a fait, et toute la Cour a été très-touchée de cette attention.

31 août.

Je voulais encore passer quelques instants avec Clément, mais j'en ai été empêchée par la visite de l'Archiduc Louis. Tatistscheff et une foule d'autres personnes sont venus pour voir encore Clément. Son départ m'attriste jusqu'au fond de l'âme. La petite Mélanie m'a dit aujourd'hui : « Pourquoi maman est-elle triste? Papa ne part que demain. » Le pauvre Clément lui-même est affecté de ce voyage. J'ai le sentiment de lui être utile et même nécessaire. Si je me trompe, c'est une illusion fort triste, parce que c'est là le but de ma vie; mais si je suis dans le vrai, il m'est bien permis de pleurer.

1er septembre.

Clément Hügel et Clément sont partis à sept heures et demie. Que Dieu assiste mon pauvre mari; qu'il lui donne du courage pendant tout ce voyage si pénible et qu'il le préserve de tout

* D'après un dessin de Führich, gravé sur cuivre (non lithographié) par Lasinio, de Florence. (*Note de l'Éditeur.*)



danger! J'ai failli succomber à mon chagrin quand je l'ai vu partir, et dans tout le cours de cette triste journée, j'ai été tourmentée par les idées les plus lugubres. Le temps était affreux. J'ai écrit à Clément pour me consoler de son absence.

5 septembre.

J'ai communié et j'ai prié avec ferveur pour l'enfant que je porte dans mon sein, en remerciant le Ciel du fond du cœur pour toutes les grâces qu'il m'a déjà accordées. Ensuite, j'ai reçu une bonne lettre de Clément; elle était datée de Budweis.

6 septembre.

J'ai reçu la visite de Paul Esterhazy, qui est arrivé de Londres il y a quelques jours. Il me propose de m'accompagner à Teplitz le 24, ce que j'ai accepté avec reconnaissance. Nous avons longuement parlé de la mort de l'Empereur François, de tout ce qui s'est passé depuis, de Teplitz, etc. Cet entretien m'a fait du bien; je me suis sentie rapprochée de Clément.

Du 7 au 30 septembre.

J'ai pris la ferme résolution de partir d'ici le 13, pour retrouver Clément à Teplitz; j'ai fait mon possible pour atteindre ce but, et je désirais si vivement ce voyage que je me sentais aussi la force de l'effectuer. Mais Clément m'a écrit tout à coup pour me prier de renoncer à ce projet; il insistait tellement que j'ai dû me rendre à sa volonté. Cette décision m'a profondément attristée, parce qu'elle recule le moment où nous pourrons nous revoir.

Les lettres de mon mari, qui, malgré ses affaires, a trouvé le temps de m'écrire tous les jours, forment *un journal complet* *.

* Nous reproduisons la plus grande partie de ces lettres, sous forme d'extraits, à l'endroit voulu du Journal. Voir les chapitres intitulés : « Pendant le voyage de Bohême », « l'Empereur Ferdinand à Kœnigswart », « les Trois Souverains alliés à Teplitz », et « Fêtes de Prague », n[os] 1209 et suivants. (*Note de l'Éditeur.*)

J'ai vu ici un homme intéressant, le célèbre orateur Berryer, avec lequel Clément s'est entretenu à Carlsbad, et dont il a eu beaucoup de plaisir à faire la connaissance. C'est un homme dont le talent et le génie percent dans tous ses actes.

L'Archiduchesse Sophie a eu la bonté de venir chez moi, à Schœnbrunn. Cette visite a été une preuve d'amabilité toute particulière, parce qu'elle est devenue un peu fatigante pour la princesse par suite de l'état dans lequel elle se trouve.

SÉJOUR A LA VILLE.

1194. Arrivée et visites de l'Empereur Nicolas. — Tabatière de Nesselrode. — Retour du prince. — Résultats de l'entrevue de Teplitz. — Retour de l'Empereur et accueil qu'on lui fait. — Schweitzer. — Lord Wellesley. — Chez l'Impératrice mère. — Jugement de Berryer sur le prince. — Radetzky. — Sedlnitzky. — Capefigue. — Portrait du prince par Ender. — Rubichon. — L'Archiduchesse Sophie. — Le comte de Bombelles. — Affaires de Hongrie. — Fête annuelle de l'Académie. — L'année nouvelle.

Vienne, du 1er au 12 octobre.

1194. Nous avons quitté Schœnbrunn le 3. Le temps était encore beau; j'ai passé quelques matinées sur la terrasse du bastion, et mes enfants ont fait régulièrement leurs promenades.

Je causais avec Neumann, qui revenait de Prague et qui n'est arrivé qu'hier soir, lorsqu'on m'annonça que le Czar était descendu à l'ambassade de Russie. En effet, l'Empereur venait d'arriver avec le général Benkendorff et le prince Charles de Liechtenstein. Nous tombions des nues. Le Czar voulait garder l'incognito; il avait défendu au concierge de dire qu'il était ici, et déclaré immédiatement qu'il ne voulait voir personne, attendu qu'il était venu *uniquement* pour l'Impératrice mère. Il s'est passé les choses les plus drôles du monde. Le concierge de l'hôtel de l'ambassade, en voyant les marques

de respect qu'on donnait à un homme de haute taille qui descendait de la voitúre, se mit à sonner la cloche de toutes ses forces; mais personne ne vint, si ce n'est le prince Gortschakoff, qui, par le plus heureux des hasards, se trouvait dans la ville, — car, à cette heure, il est ordinairement à Hietzing, — et Gerway, qui était arrivé de Bruck dans la matinée même. Lorsque l'Empereur aperçut un domestique russe, il lui demanda s'il le connaissait; l'autre répondit négativement, en ajoutant qu'il croyait l'avoir vu à l'ambassade; sur quoi l'Empereur répondit qu'il n'y avait pas encore servi.

Le prince Gortschakoff fut envoyé chez moi pour me dire que l'Empereur se rendrait immédiatement à Schœnbrunn, où l'appelait son devoir; qu'il n'avait eu que le temps de faire la toilette nécessaire, bien que, pour venir de Prague ici, il n'eût été en route que pendant vingt-trois heures; que, dès qu'il aurait fait à l'Impératrice une simple visite, il viendrait m'apporter une dépêche de mon mari. Je m'habillai en toute hâte; les enfants, c'est-à-dire Léontine et Herminie, coururent à la porte du château pour voir l'Empereur. Mais, comme il était en uniforme de hussard, et que par conséquent il n'avait que les insignes de colonel, il fit asseoir le général de Liechtenstein à droite, ce qui empêcha les passants ainsi que nos dames de le reconnaître.

Le prince Gortschakoff est venu m'annoncer que l'Empereur désirait me voir d'abord *seule,* que le soir il viendrait au thé, et qu'il me priait de réunir pour ce moment-là *ma société habituelle.*

Nous avons dîné à quatre heures; Neumann, Andlau, Litta, la comtesse Lanckoronska, Herminie, Léontine, mon frère Félix, qui est arrivé par hasard hier, et moi, voilà quels étaient les convives. On m'annonça que l'Empereur venait; aussitôt les messieurs s'éloignèrent. J'allai au-devant de lui jusqu'au perron, où s'était rassemblée une foule considérable, et, après les premiers moments de la plus profonde émotion, je lui présentai mes deux filles, ce qui était tout naturel, et ensuite la comtesse Lanckoronska. Ces trois dames s'occupèrent de Charles de Liechtenstein, pendant que l'Empereur m'adressait

la parole de la manière la plus affectueuse et la plus aimable. Il me remit un billet de Clément, me parla de l'Empereur défunt, de son vif désir de voir l'Impératrice mère et de lui montrer combien il s'associe à sa douleur. Il amena aussi la conversation sur Teplitz, vanta l'union qui existe entre les trois alliés, parla de la santé de notre Empereur actuel, de la bonté de cœur de notre Impératrice et de l'entente cordiale qui règne dans toute la famille. Bref, il effleura tout, et cela avec le tact le plus exquis et la plus parfaite convenance. Ma petite Mélanie entra dans le salon en faisant des révérences sans nombre, et dit : « Est-ce là l'Empereur de Russie? » Il la caressa, et, après avoir encore causé avec Léontine des hauts faits de son mari, il me dit qu'il avait promis de passer la soirée à Schœnbrunn.

On m'informa que l'Empereur reviendrait après avoir passé une partie de la soirée à Schœnbrunn. A sept heures, il apparut avec Benkendorff; il avait déjà fait sa visite à Madame la Grande-Duchesse et s'était arrêté une heure à Schœnbrunn. Il me parla de la santé de l'Impératrice mère, qu'il avait trouvée meilleure qu'il ne s'y était attendu. Il constata que l'Archiduchesse Sophie avait très-bonne mine, et ses enfants lui parurent charmants. Il parla longuement de l'union qui règne dans la famille impériale, ensuite de Clément, et me pria de lui pardonner d'avoir désiré être seul : il ne voulait pas, disait-il, livrer son aspect d'ours du Nord à la curiosité de regards indiscrets. Passant à la composition du corps diplomatique, il dit : « L'Empereur défunt m'a fait un jour une déclaration que je « n'oublierai jamais : « Oh! si nous nous étions entendus il y a « dix ans comme nous nous entendons aujourd'hui, que de « malheurs auraient été épargnés au monde! Il faut maintenant élever une barrière pour séparer le passé de l'avenir. « Portons patiemment le poids des fautes que nous avons commises ou laissé commettre, et veillons à ce qu'il ne s'en « commette plus dans la suite. Tel doit être le but de nos efforts et de nos vœux, et, tant que nous serons étroitement « unis tous les trois, rien de semblable ne pourra plus se reproduire. » C'est à Münchengrætz qu'a été formé ce lien

indissoluble; à Teplitz, il s'est resserré, et rien ne pourra plus nous séparer désormais. »

L'Empereur Nicolas parle de notre Empereur actuel avec beaucoup de déférence ou plutôt avec un vif attachement, que toutefois il fait dériver d'une manière vraiment touchante des sentiments qu'il éprouvait pour le père. Il déplore sincèrement l'état maladif de Sa Majesté et est plein d'admiration pour le dévouement de l'Impératrice régnante.

L'Empereur nous a quittés à onze heures et demie. Je suis restée levée jusqu'à une heure pour écrire à Clément une lettre que je lui ai fait parvenir par l'Empereur, et une autre contenant plus de détails, que je compte remettre à Charles de Liechtenstein. J'ai passé une partie de la matinée à écrire des lettres à maman et à Clément.

Paul Esterhazy, qui est venu ce matin, ne voulait pas croire à la possibilité que l'Empereur fût ici. On m'annonça ce dernier dans le temps qu'Esterhazy était chez moi. Il s'éloigna en toute hâte, et je conduisis Sa Majesté dans mon cabinet. L'Empereur me raconta qu'à partir de neuf heures du matin il avait parcouru seul les rues de Vienne. Plus tard j'appris que Prévot, le maître d'hôtel de Tatistscheff, l'avait accompagné; qu'ensuite il était allé en voiture avec Charles de Liechtenstein au Prater, et qu'après cela il avait fait le tour de la ville. « J'ai vu *de loin,* dit-il, le palais Rasumowsky. » Cela me surprit; je croyais qu'il était allé voir le vieux Rasumowsky. Plus tard, j'appris que sa première visite avait été pour le caveau où reposait l'Empereur défunt, qu'il y avait prié près du cercueil, et qu'ensuite il était allé voir Fanny de Liechtenstein, la femme de Charles, qui vient d'accoucher. L'Empereur me dit que le Palatin était arrivé, qu'il ne l'avait pas vu depuis vingt ans, et qu'il l'avait trouvé bien changé. Le Czar ajouta qu'il avait eu beaucoup de plaisir à le voir et qu'il dînerait avec lui à Schœnbrunn. Je remis à Sa Majesté une lettre pour Clément, qu'il me promit de donner lui-même à mon mari; ensuite il prit affectueusement congé de moi, en me reparlant encore des excellentes qualités de l'Impératrice mère et de l'agréable impression que produit l'Archiduchesse Sophie.

13 octobre.

Un courrier m'a apporté la dernière lettre de Clément; il revient demain. Dieu soit loué!

14 octobre.

Tatistscheff est venu de grand matin m'apporter une fort élégante tabatière enrichie de turquoises, que Nesselrode m'envoie en souvenir du vif désir que j'ai exprimé à Münchengrætz d'en offrir une semblable à Clément. C'est le plus joli objet du monde. Tatistscheff m'a longuement parlé de son Empereur.

J'ai résolu d'aller en voiture au-devant de Clément, et je l'ai rencontré au Rothenthurm. Il a bonne mine, et se réjouit de me revoir autant que je suis heureuse de l'avoir de nouveau près de moi.

Clément a longuement causé avec Sedlnitzky et moi des résultats de l'entrevue de Teplitz. Il en est très-content, et il a rendu pleine justice à l'attitude de l'Impératrice régnante.

15 octobre.

L'Empereur est revenu aujourd'hui de Bohême; il a été reçu par le corps des bourgeois, au milieu de vivat enthousiastes et de salves d'artillerie.

21 octobre.

Clément s'est entretenu avec un Russe du nom de Schweitzer, qui est employé sous les ordres de Benkendorff, et qui l'intéresse beaucoup. Pendant qu'ils causaient ensemble, je me suis occupée à écrire dans mon cabinet, ce qui ne m'a pas empêchée de me convaincre que Clément trouve du plaisir dans la société de cet homme, qui possède de grandes connaissances.

Nugent m'a présenté lord Wellesley, fils de Wellington, qui

a une tenue parfaite, qui est très-aimable, et avec lequel nous nous sommes oubliés à causer jusqu'à une heure.

23 octobre.

Ender est venu au nom de l'Académie, qui, pour célébrer, le 29 de ce mois, le vingt-cinquième anniversaire de la nomination de mon mari comme président de ce corps, fait faire le portrait de Clément et frapper une médaille.

24 octobre.

L'Impératrice mère voulait me voir cette après-midi. Il m'a fallu me mettre en toilette et me rendre au palais ; mais j'en ai été récompensée, car la Princesse a été extraordinairement aimable. Elle a parlé de tout ce qui peut m'intéresser ; elle m'a longuement entretenue de l'Empereur de Russie, et surtout de Clément, ainsi que de l'Empereur défunt. Elle m'a montré de nombreux portraits qu'elle fait faire de lui et qui sont plus ou moins manqués. Pourtant, il y en a un de Krafft qui ne me paraît pas tout à fait mauvais et qu'on trouverait bien à placer. Elle m'a conduite aussi dans sa chapelle. Le tableau de Kupelwieser, qui représente l'Empereur montant au ciel, n'est pas trop réussi ; cependant on prie avec ferveur devant cette image. L'Impératrice a parlé avec beaucoup de bonté de ma famille, des affaires qui intéressent mes parents, de mes sœurs, même de mes frères. Elle m'a retenue et fait causer pendant deux heures ; elle a été on ne peut plus aimable et m'a témoigné beaucoup d'affection. J'ai trouvé chez moi Nany Wehfeldt, qui m'a apporté, de la part de l'Impératrice mère, un buste de l'Empereur défunt. Cette attention de l'Impératrice m'a profondément touchée

26 octobre.

J'ai lu chez Clément plusieurs lettres. Il y en avait une de Berryer, qui contenait, relativement à mon mari, le passage

suivant, que je me suis hâtée de copier : « Hier soir, j'ai pris congé du prince de Metternich : c'est un homme d'une intelligence rare et d'une grande pénétration, dont le calme ne se dément jamais, parce qu'il voit toujours les choses sous leur véritable aspect et qu'il obéit à de grands principes. Il joint à ces qualités une facilité de conception qui étonne chez un homme chargé ou plutôt surchargé d'affaires si nombreuses et si considérables, mais qui s'explique pourtant par ce fait qu'il a bien médité ces affaires, qu'il domine parfaitement les questions et qu'il voit clair en toutes choses. Hier soir, j'ai passé quatre heures chez lui, et j'ai dû continuellement rougir comme Français, quand j'établissais une comparaison entre lui et nos hommes d'État. »

28 octobre.

Clément est très-occupé d'une expédition pour Paris. Il m'a lu quelques-unes de ses dépêches, qui se rapportent au projet, émanant de l'Angleterre, d'un mariage entre la jeune Reine d'Espagne et un prince de Cobourg, projet que mon mari n'approuve pas.

29 octobre.

Entre autres visites, j'ai reçu celle du général Radetzky. Je ne le connaissais pas encore, et j'ai été enchantée de lui. Sa bonté est admirable.

12 novembre.

Clément a été absorbé par mille affaires différentes; je crois qu'il aura maille à partir avec Sedlnitzky, qui n'arrive jamais à rien finir. Il lui a fait, ce soir, des représentations sérieuses, car nos adversaires profitent de cet état de choses pour démontrer l'incapacité de ce fonctionnaire. Ce serait une chose fort triste si les reproches qu'on lui fait étaient fondés.

5 décembre.

Pendant les premières heures de la soirée, j'ai lu à Clément une nouvelle brochure de Capefigue sur la révolution de Juillet; ce petit livre l'intéresse beaucoup.

8 décembre.

J'ai été chez Ender, où j'ai trouvé Clément qui posait pour la dernière fois. Je trouve que ce portrait n'est pas tout à fait mauvais.

14 décembre.

J'ai passé les dernières heures de la soirée avec Tatistscheff; il m'a présenté M. Rubichon, Français très-instruit, qui, à ce que j'apprends, a écrit d'intéressants ouvrages sur la statistique, sur l'administration politique et sur d'autres sujets de ce genre. Il a été en contact fréquent avec Peel, et il possède, dit-on, de grandes connaissances. Je ne veux pas lui contester ces mérites; il n'en est pas moins vrai que M. Rubichon est un grand bavard, qui fatigue beaucoup quand on a le bonheur d'être obligé de l'entendre pendant plusieurs heures. Il a des idées fixes qui peuvent être justes, mais qui, toujours ressassées, frisent le radotage. Sa marotte consiste à soutenir, envers et contre tous, qu'il y a trop d'hommes et trop peu de bœufs, ce qui n'est assurément que trop vrai, mais ne devrait pas passer à l'état d'idée fixe.

Flore, Thérèse, Édouard Lichnowsky et surtout maman, ont écouté ce monsieur avec une attention soutenue; ils étaient tous plongés dans une admiration muette, ce qui a fini par m'irriter, car je sais positivement qu'au fond du cœur ils s'ennuyaient tout autant que moi, sans toutefois avoir le courage de l'avouer. J'en voulais à M. Rubichon dès le premier moment, parce qu'il a fait ma connaissance en me déclarant qu'il avait pris mon mari pour le baron Binder,

ce qui ne pouvait paraître extraordinaire, attendu que ses traits lui étaient complétement sortis de la mémoire et que, du reste, il avait bien changé dans les douze années écoulées depuis qu'il ne l'avait pas revu. Une telle méprise ne pouvait pas me donner une idée bien favorable de ce personnage.

17 décembre.

J'ai terminé la soirée avec M. de Villa-Franca, la princesse Léopoldine de Liechtenstein et sa fille, M. Rubichon et une foule d'autres messieurs. Rubichon a causé très-agréablement et a oublié un peu ses chiffres.

19 décembre.

Clément m'a raconté qu'il a été ce matin chez l'Archiduchesse Sophie; elle lui a longuement parlé du comte Henri de Bombelles, qui se trouve actuellement ici, parce qu'il est appelé à être le gouverneur du petit Archiduc François. L'Archiduchesse, paraît-il, a montré un grand bon sens pendant tout cet entretien. C'est, dans tous les cas, une dame très-aimable et fort distinguée. Puisse Dieu la conduire!

28 décembre.

Clément est absorbé par les affaires de Hongrie, qui lui donnent bien de l'inquiétude; il voit la situation sous un jour tout à fait sombre. Il a affaire à de si méchantes gens, que je suis convaincue qu'il juge trop sévèrement ce malheureux pays. Sans doute la Hongrie compte bien des têtes exaltées et de mauvais sujets; mais au fond c'est un bon pays, où il y a de beaux et nobles caractères dont on pourrait tirer un excellent parti, si l'on savait bien les prendre. Les affaires de ce pays me remplissent souvent de bien tristes appréhensions.

29 décembre.

Ce matin, j'ai été très-agitée, parce que je savais que Clément devait recevoir une grande députation des membres de l'Académie. Ces messieurs avaient fait peindre son portrait, qui a été exposé aujourd'hui dans le salon de Sainte-Anne; ils ont aussi fait frapper en son honneur une médaille qui est parfaitement réussie *. Il y a aujourd'hui vingt-cinq ans qu'il est à leur tête, et ils ont voulu lui donner une marque de leur attachement. La députation de l'Académie est aussi venue chez moi et m'a adressé une belle allocution, à laquelle j'ai répondu en versant des larmes d'attendrissement et en donnant à ces messieurs l'assurance que les médailles qu'ils m'avaient remises seraient toujours conservées dans ma famille comme un précieux souvenir.

31 décembre.

Ma famille s'était réunie pour l'échange des vœux de nouvelle année. L'année qui s'en va pour faire place à une autre laisse toujours une impression pénible. Que Dieu veille sur nous et sur tout ce qu'il nous a accordé! Ce n'est qu'en tremblant qu'on peut jeter un regard sur le passé et penser à l'avenir.

* Cette médaille porte d'un côté la tête du prince; sur le revers on voit une figure allégorique de l'Art, avec une légende appropriée à l'objet.
(*Note de l'Éditeur.*)

SUR LES ÉVÉNEMENTS POLITIQUES DU JOUR.

EXTRAITS DE LETTRES CONFIDENTIELLES DE METTERNICH A APPONYI, A PARIS, DU 22 MARS AU 2 DÉCEMBRE 1835.

1195. Mission du prince de Schœnburg à Paris. — La crise ministérielle en France. — L'aspect de Vienne après la mort de l'Empereur François. — 1196. Retour de Sainte-Aulaire à son poste de Vienne. — 1197. Mission du vicomte de Rohan-Chabot à la Cour de Vienne. — 1198. Sur le séjour de Rohan-Chabot à Vienne. — Mission d'Elliot en Espagne. — 1199. Les mesures de la France en faveur de la Reine Christine. — Sur la non-intervention de la France en Espagne. — 1200. La situation de l'Angleterre. — Dispositions de Palmerston à l'égard de Louis-Philippe. — Conclusion de l'affaire de Berne et retour de Bombelles à Berne. — 1201. Entretien d'Apponyi avec Talleyrand. — 1202. — L'attitude de Louis-Philippe. — Procès monstre. — 1203. L'attentat Fieschi. — 1204. La loi draconienne sur la presse. — Que faut-il en France? — L'attentat est-il un crime isolé? — 1205. Les sectes en France et en Espagne. — Entrevue des Souverains à Teplitz. — 1206. Les trois Souverains alliés à Teplitz et à Prague. — Acte d'amnistie. — 1207. Détails intimes sur l'entrevue de Teplitz. — Biographie de Metternich par Capefigue. — 1208. Inquiétudes de Louis-Philippe au sujet de la politique anglaise en Orient.

Metternich à Apponyi. Vienne, 22 mars 1835.

1195. Le choix est tombé sur le prince de Schœnburg, par la raison que j'ai compris la nécessité d'envoyer au Roi Louis-Philippe un personnage intelligent*. Le prince de Schœnburg est au fait des affaires; il est ferré à glace relativement aux principes, et il n'est chargé d'aucune autre commission que d'une fonction d'honneur; mais à côté d'une fonction pareille se trouve la causerie, et Louis-Philippe est causeur. Il faudrait lui envoyer un sourd-muet pour empêcher qu'on lui répondît. Eh bien, le Roi n'aura qu'à causer et trouvera quelqu'un qui lui répondra en se maintenant dans la droite ligne. Je vous préviens de ces faits, car ils vous serviront pour guider votre propre marche.

* Le prince de Schœnburg fut envoyé à la Cour de France pour la notification de l'avénement de Sa Majesté l'Empereur Ferdinand.
(*Note de l'Éditeur.*)



La crise ministérielle * est un fait déplorable et bien plus riche en conséquences que ne l'admet sans doute la légèreté française. Ce ministère ne vivra pas, ou s'il vit, son existence sera une source de grandes difficultés intérieures et extérieures. Ce à quoi, dans tous les cas, mènera le triomphe des doctrinaires, ce sera à leur mort ou à celle de leurs doctrines, car le monde, à commencer par la France, veut du positif.

M. de Sainte-Aulaire n'est pas encore arrivé. Il aura de la peine à ne pas s'étonner du phénomène le mieux caractérisé, d'une tranquillité, d'un esprit d'ordre et de subordination à toute épreuve. L'aspect de Vienne n'offre pas *de différence.* Retirez les habits de deuil dans la rue, et l'on pourrait passer ici bien du temps sans s'apercevoir de la cruelle catastrophe, qui n'en est pas moins une réalité.

23 mars.

1196. M. de Sainte-Aulaire, je le prévois, nous arrivera fort emmiellé. Il se sentira le besoin de nous faire avaler son ami de Broglie, et l'ambition de Sainte-Aulaire ne se bornera pas là; il voudra que je trouve au mets une saveur toute particulière. C'est une singulière amitié politique que celle qui existe entre ces deux hommes; elle repose sur le doctrinarisme, et n'offre pas d'autre similitude. L'ambassadeur est, au fond, un esprit droit, bien que peu large; il a la vue courte, mais il voit juste. M. de Broglie est d'un naturel tout opposé. Nous aurons du fil à retordre avec cet homme!

8 mai.

1197. M. le vicomte de Rohan-Chabot rendra sans doute compte au Roi de l'accueil qu'il a reçu à Vienne. J'ai tout lieu

* Il s'agit de l'extension de la crise ministérielle occasionnée par la retraite du maréchal Mortier. Le duc de Broglie remplaça ce dernier et reprit la présidence du Conseil avec la direction du ministère des affaires étrangères; le comte de Rigny resta ministre d'État sans portefeuille, et le maréchal Maison fut rappelé de Saint-Pétersbourg pour prendre la direction du ministère de la guerre. (*Note de l'Éditeur.*)

de croire qu'il nous a quittés sous de fort bonnes impressions; celles qu'il nous a laissées sont excellentes, et il en est des impressions comme de tous les sentiments; elles sont ordinairement réciproques. J'ai pris à tâche de répondre par une entière franchise à celle que M. de Chabot a, de son côté, apportée dans nos entretiens. J'ai trouvé en lui un homme éclairé, pensant comme il faut penser, c'est-à-dire tout droit, et voulant ce qui est bien dans des voies pratiques. Je me flatte qu'il portera le même jugement sur mon propre compte. Veuillez l'accueillir avec prévenance et lui dire que j'ai regardé comme un devoir de vous rendre compte de l'impression qu'il m'a laissée. J'ai trouvé M. de Chabot franchement attaché à son maître, et dans une conviction pareille se trouvera toujours pour moi une base de confiance assurée. Je n'ai, d'un autre côté, point éprouvé d'embarras à m'expliquer avec cet envoyé sur des points qui m'ont déjà fourni souvent de l'étoffe pour des explications directes avec le Roi lui-même. M. de Chabot a plus d'une fois bien voulu admettre que je connaissais la France et que je n'étais pas dans l'erreur à l'égard de ce qui, vu à distance, prête facilement à des illusions; je crois voir les choses telles qu'elles sont; je ne puis dès lors éprouver ni embarras ni difficulté de m'expliquer envers des hommes de bonne foi, et je mets M. de Chabot de leur nombre. D'un autre côté, personne n'aime plus que moi la vérité; je suis donc toujours prêt à accueillir les rectifications là où je me trompe.

Les explications confidentielles dans lesquelles le Roi Louis-Philippe me permet d'entrer avec lui, la facilité que ce Prince met à nous rendre compte de sa propre pensée, offrent, dans une situation qui généralement est difficile, de bien grands avantages à ce que je qualifie sans hésitation de cause générale et commune. Tous les gouvernants ont les mêmes ennemis à combattre; ces ennemis, ce sont les hommes qui voudraient gouverner à leur place; car en analysant la tendance véritable des oppositions, la vérité se réduit à ce fait. Tout est bon pour les oppositions systématiques : elles sont monarchiques dans la République et républicaines dans la Monarchie; religieuses là où la tendance des Gouvernements est autre, et irréligieuses

là où il s'agit de servir la religion. Le Roi Louis-Philippe est plus directement appelé que bien d'autres princes à faire journellement l'expérience de cette vérité; à force d'user de tous les genres de régime, la France s'est plus ou moins dissoute en oppositions; mais c'est contre cette dissolution générale, qui se masque sous le nom de *progrès* et qui se nomme le *mouvement,* que le bon sens des masses a fini par se soulever: elles répugnent à vivre d'illusions; elles veulent vivre tranquilles non-seulement aujourd'hui, mais également demain; c'est dans cette tendance vers le premier des bienfaits pour toute société humaine, vers le *repos,* que se trouve la force que le Roi tient à sa disposition. Plus il assurera ce repos à la France, et plus il assurera son existence. Or, pour atteindre ce but, il devra repousser les moyens qui s'opposent au repos; ces moyens, ce sont les idées creuses, les théories abstraites, les dissolvants moraux, enfin toute cette somme de doctrines que l'expérience des siècles a déjà réduite à sa juste valeur, ces hérésies politiques et administratives qui ont de commun avec les erreurs religieuses de ne point être d'invention nouvelle. Le privilége qu'exploite notre temps n'est autre que celui d'avoir lancé d'un même coup dans le corps social ce qui à d'autres époques lui avait été servi pièce par pièce.

J'ai beaucoup causé avec M. de Chabot, et j'ai pris à tâche de l'inviter à ne point me ménager les questions. Je ne connais, à la lettre, pas de sujet que nous n'ayons traité, et s'il devait nous avoir quittés sans être éclairé sur tous les points, la faute n'en serait certes pas à moi.

8 mai.

1198. Ma lettre particulière précédente est ostensible pour le Roi. Elle vous dispensera de lui faire lecture de ma dépêche réservée de ce jour, que je ne vous ai adressée que pour vous bien mettre au fait de mes entretiens avec le vicomte de Chabot. Tenez envers Sa Majesté le langage que vous y trouverez indiqué à l'égard de l'affaire d'Espagne.

A propos de cette affaire, je vous confierai, sous le sceau du secret, ce que j'ai appris sur l'inconcevable mission de

lord Elliot*. Cette mission est une de ces erreurs auxquelles nous avons vu, en mainte occasion, le duc de Wellington se livrer avec facilité.

Le motif véritable qui a fait agir le duc a été sa conviction que les affaires de don Carlos étaient compromises au point que le dernier service à rendre à ce prince, et le seul encore possible, était de sauver sa personne. C'est le général Alava qui avait peint en couleurs aussi sombres la position de don Carlos, et le duc l'a cru. Le fait, que je puis certifier comme positif, est de nature à fournir une clef pour ce qui en a manqué jusqu'ici.

M. de Chabot m'a parlé sur toutes choses avec beaucoup d'abandon, et il a, entre autres, également abordé la question du *mariage du duc d'Orléans*. Je lui ai fait comprendre avec la même franchise qu'il ne fallait point toucher cette corde; il n'y est dès lors plus revenu. Je lui ai expliqué avec simplicité et vérité tout ce qui a été relatif au projet de voyage du duc d'Orléans à Vienne, et je l'ai également invité à empêcher que, dans la position actuelle des choses, on ne revînt de sitôt à un semblable projet. Faites semblant d'ignorer tout cela, si même il devait vous en parler; mais dans ce cas improbable, argumentez ainsi que je l'ai fait, en vous appuyant sur la considération qu'avant tout il faut permettre au nouvel Empereur de ne pas s'occuper de pareilles choses.

M. de Chabot est parti d'ici frappé de l'aspect de tranquillité parfaite qui règne dans notre Empire. Je lui en ai donné l'explication, et il l'a saisie. Ses sentiments à l'égard de la position de son maître sont corrects, et je n'ai rien découvert en lui qui ressemblât à une illusion. Ce qui pour moi ressort de ses aveux, c'est la pleine confirmation de la vérité déjà

* Relativement à cette mission, Esterhazy écrit à Metternich, le 9 avril, ce qui suit : « M. le duc de Wellington m'a répété l'assurance que l'envoi de lord Elliot n'avait d'autre but que de chercher, au moyen d'un cartel, à amener un arrangement qui pût rendre la guerre civile moins désastreuse. Cependant, ce ministre m'a néanmoins laissé entrevoir que lord Elliot était aussi chargé de voir s'il n'y avait pas quelque possibilité de disposer Don Carlos à un accommodement qui mettrait un terme à la résistance de son parti, et, pour ce cas, de lui offrir accueil et asile en Angleterre. » (*Note de l'Éditeur.*)

ancienne pour moi, que l'ordre de choses en France repose sur la lassitude des masses et l'habileté du Roi, deux bases d'existence plus qu'éphémères sans doute, mais qui, faute de mieux, représentent néanmoins une puissance!

N'allez pas au-devant de M. de Chabot, mais laissez-le venir, et alors montrez-lui de la confiance. Placé sous l'active surveillance de son propre Cabinet, le Roi pourra vouloir saisir des occasions qui lui rendent utile la présence d'un intermédiaire; comme c'est à Sa Majesté à le choisir, vous devez vous borner à attendre.

18 juin.

1199. Je m'étais attendu à des mesures de juste milieu, de ces mesures qui, sans servir efficacement la cause de la Reine Christine, maintiendront la France dans un état permanent de gêne politique; celles dont vous m'avez parlé dans vos rapports du 9 juin, soit qu'elles tournent à l'exécution ou qu'elles demeurent de simples velléités, ne me surprennent donc pas. Nous ne pourrons empêcher que la légion étrangère passe *au service* de l'Espagne; la France est maîtresse de s'en défaire, et la *Reina Gobernadora* est en droit de courir le danger de se l'approprier *. Il en est autrement du recrutement en Belgique. Celui-ci, s'il devait s'effectuer, aurait des suites pour le Roi Léopold. J'en parle au prince Esterhazy; veuillez prendre confidentiellement acte de ce que je lui en ai dit **.

Le fait de la non-intervention est d'une importance bien grande et bien générale. J'ai anticipé nos félicitations au Roi Louis-Philippe, et, en effet, on ne peut que lui adresser des

* Le 21 mai, la Reine Christine avait invoqué le secours armé de l'Angleterre et de la France contre les carlistes. Les Cabinets de Londres et de Paris refusèrent, il est vrai, une intervention formelle; toutefois ils permirent à la Reine d'Espagne de faire des enrôlements en Angleterre, et la France mit à la disposition de cette Princesse la légion étrangère qu'elle a en Afrique. Les enrôlements de Français pour la légion étrangère furent autorisés; mais, par suite d'un contre-ordre, ils n'eurent pas lieu. (*Note de l'Éditeur.*)

** Dans cette dépêche, du 18 juin, le prince de Metternich écrit à Esterhazy : « Personne ne saurait contester que l'établissement des relations des Cours de Vienne et de Berlin avec la Belgique n'ait été un acte de leur volonté, libre et

félicitations. Je sais bien que des cris, qui approcheront de la fureur, s'élèveront contre ce Prince, de la part même des oppositions de droite et de gauche qui s'étaient prononcées sans détour *contre* l'intervention. Ces sortes d'inconséquences sont dans la nature des oppositions, et elles ne prouvent rien, ni pour ni contre elles. Ce qui est certain, c'est que le Roi a très-bien agi dans son propre intérêt en n'intervenant pas; la critique loyale ne peut porter sur une pareille décision. Elle n'est juste qu'autant qu'elle porte sur la situation où s'est placé le Gouvernement français, en reconnaissant à l'Espagne des titres à l'intervention, titres desquels on la déboute aujourd'hui. Ce fait est une conséquence voulue de la position du Roi des Français, qui est toujours pleine d'embarras. C'est par suite de cet embarras qu'il s'est soumis à reconnaître la Reine Isabelle et qu'aujourd'hui il lui refuse le secours qu'elle réclame. Ce qui attend le Roi et la bonne décision qu'il vient de prendre, c'est la nécessité de prouver aux partis en France qu'il n'a pas eu d'arrière-pensée en agissant ainsi qu'il l'a fait.

Toujours accusé, du bien comme du mal, le Roi règne en se maintenant dans une défensive constante, triste situation pour tout Gouvernement, et qui, si elle ne fait pas reculer les affaires, n'est cependant guère propre à les faire avancer.

28 juin.

1200. Je vous prie de prendre connaissance des dépêches que j'adresse aujourd'hui à M. le prince Esterhazy. Elles ne vous apprendront rien de nouveau.

Je n'ai fait qu'effleurer, dans mes dépêches, les symptômes

spontané, un procédé conçu et exécuté dans un esprit évident de conciliation. Tout acte pareil peut être révoqué, lorsque les parties viennent à changer. Tel serait le cas, le jour où le Gouvernement belge offrirait aux puissances conservatrices la preuve qu'il permet sur son territoire la levée d'un corps de troupes révolutionnaires. C'est dans cet esprit que j'invite Votre Altesse à s'exprimer, en attendant qu'elle reçoive, soit par la voie de Berlin, soit directement de Vienne, l'ordre de donner à son langage la forme d'une déclaration officielle. »

Le Roi Léopold finit par interdire formellement de faire en Belgique des enrôlements pour l'Espagne. (*Note de l'Éditeur.*)

de tension qui commencent à se manifester, ainsi que le mauvais vouloir de lord Palmerston à l'égard du Roi des Français. La recherche de Doña Maria par le duc de Nemours est-elle aussi avancée que l'on semble le croire à Londres? Vous en apprendrez quelque chose. Si les soupçons anglais sont fondés, Louis-Philippe n'aura pas donné, en cette occasion, une preuve de la sagacité de ses calculs. Jamais l'Angleterre ne souffrira qu'un Prince de la Maison de Bourbon arrive au trône de Portugal, et l'essai devra dès lors manquer et tourner ainsi en une compromission gratuite pour le Roi des Français. L'alliance anglaise est, au reste, un leurre, une source de grands désordres politiques, un pacte révolutionnaire, et de la véritable propagande sociale. Elle conduira loin le Roi Louis-Philippe, s'il ne sait y mettre ordre mieux qu'il n'a su le faire jusqu'ici.

Il m'est encore impossible d'asseoir mes propres idées sur ce qui arrivera ou n'arrivera pas; ce que je sais, c'est que les puissances conservatrices ne pourront laisser faire que jusqu'à de certaines limites. Le désordre se tue assurément lui-même, mais il en tue également d'autres, et nous ne sommes pas d'humeur à nous laisser tuer par lui.

J'ai reçu aujourd'hui un rapport du comte Louis de Bombelles, daté de la frontière du canton de Berne, où le secrétaire d'État fédéral est venu à sa rencontre pour lui porter la réponse du Vorort à ses nouvelles lettres de créance. Le lendemain 23, le comte de Bombelles et le baron de Hertling *, qui s'était joint à lui, seront arrivés à Berne. Ils y passeront quelques jours et se retireront alors de nouveau à Zurich. L'affaire a donc fini, non comme le voulait M. de Rumigny, mais comme nous l'avions voulu **. La diplomatie du juste milieu n'a pas cueilli la palme de la victoire. Ses artifices étaient pitoyables, et ils ont été mis tellement à découvert que les aveugles mêmes ont pu en saisir la misère. Je ferai publier dans nos feuilles un compte rendu exact du fait histo-

* Ministre résident de Bavière à Berne. (*Note de l'Éditeur.*)

** Les détails historiques succincts de cette affaire ont paru dans l'*Observateur autrichien*, n° 187 de l'année 1835. (*Note de l'Éditeur.*)

rique; j'abandonnerai à d'autres le soin de raisonner sur eux et d'en tirer la morale *.

16 juillet.

1201. Le récit de votre conversation avec M. de Talleyrand m'a fort intéressé. Ce diplomate reste fidèle jusqu'à son déclin aux habitudes de toute sa vie. Il fait et défait sans jamais rien créer, si ce n'est le désordre. Si M. de Talleyrand ne veut point ce qu'il voit arriver journellement, il aurait dû s'abstenir de conclure la quadruple alliance. Mais telle n'a pas été sa volonté. Il ne craint jamais de provoquer une complication, vu que personne n'est plus prêt que lui à l'arrêter au moyen d'un nouveau jeu. Ce qu'il vous a insinué à l'égard de l'état de santé de Mgr le Duc de Bordeaux manque de tout fondement. Le jeune Prince ne s'est jamais mieux porté.

25 juillet.

1202. Mon expédition de ce jour est bien plus morale que directement politique. C'est qu'en effet il n'y a point de politique à faire là où il ne peut exister d'autre soin pour les hommes sensés que d'empêcher que les États ne périssent comme des vaisseaux dans des parages semés d'écueils!

Je tiens à poursuivre les explications dans lesquelles je me suis engagé avec le Roi Louis-Philippe. Il serait impossible que ce Prince ne comprît pas les embarras de sa position, d'une position qui, malgré ce que peuvent en dire des hommes légers, observateurs superficiels, s'embarrasse journellement davantage. Si le Roi a le sentiment que je lui suppose, il

* Le Vorort, agissant au nom du canton de Berne, avait profité de l'occasion que lui offrait la réponse à la lettre de notification impériale du décès de l'Empereur François, pour exprimer sa désapprobation relativement aux désordres qui avaient eu lieu à Steinhœlzle, et pour affirmer qu'il tiendrait, à l'avenir, une conduite conforme aux règles du droit des gens. A la suite de cette démarche, les relations diplomatiques avec le canton de Berne furent reprises, après avoir été momentanément interrompues.

(*Note de l'Éditeur.*)

devra me savoir gré de le deviner et de lui montrer, non le chemin qu'il devra suivre, — car je serais fort embarrassé de le lui indiquer, — mais le terrain sur lequel *nous sommes établis*. L'utopie doctrinaire et libérale, dans le cours des derniers temps, était allée jusqu'à se complaire dans une union politique entre les deux Cours maritimes et l'Autriche, projet sans fondement de raison ni même de possibilité. Ce que je regarderais comme possible, ce serait que le Roi des Français, pour se renforcer contre les atteintes toujours renouvelées des factions révolutionnaires, se plaçât sur le terrain *conservateur :* sur ce terrain il nous rencontrera, nous et nos alliés. Si je regarde un tel fait comme *possible*, je ne le considère pas pour cela comme *facile*. Rien, au contraire, ne me paraît plus difficile pour le Roi des barricades que ce qui l'éloigne de son origine; mais peut-il suivre la direction qui seule répondrait à ses antécédents? Là se trouverait certainement une impossibilité facile à démontrer; ce qui conduit à la conclusion que si Louis-Philippe n'est pas placé entre deux impossibilités, il l'est certes entre une impossibilité et une immense difficulté!

Ce que je tiens à lui prouver, c'est que nous sommes des gens honnêtes et bons, et comme tels, jamais ennemis des personnes, mais toujours des mauvaises choses.

Le procès monstre * est devenu pour moi un véritable objet de curiosité. *Jamais* le monde civilisé n'a offert un scandale pareil, jamais un corps moral, qui se qualifie de *Gouvernement*, n'a fait preuve de plus de fautes et d'ineptie; jamais enfin des hommes sérieux, ou qui devraient l'être, n'ont fourni plus de preuves que tout leur semble bien, pourvu que cela les serve. Si telle est la doctrine des doctrinaires, ils auraient mieux fait de la voiler que de la montrer à nu, ainsi que cela a lieu dans le procès du jour, qui en est un que le Gouvernement du juste milieu fait au sens commun et à la pudeur publique.

* C'est le procès criminel intenté aux individus accusés d'avoir trempé dans l'insurrection de Lyon. (*Note de l'Éditeur.*)

En France, où les esprits glissent sur toute chose, il est possible que le grand public ne s'en occupe plus guère ; mais il en est autrement à l'étranger, où ceux qui s'appesantissent sur les actes des Gouvernements se sentent enfoncer dans la boue aussi souvent qu'ils s'occupent du procès monstre. Ce qui est certain, c'est qu'une procédure pareille ne pourrait avoir lieu dans aucun autre pays qu'en France. Si c'est là un épisode du progrès universel, je m'y perds !

Traitez les questions, mon cher Comte, comme je les entends ; chantez selon l'intention du compositeur ; point de recherches, point de broderie ni de roulades ; ma musique est écrite en larges notes, elle n'a point d'autre valeur, et il ne faut jamais mêler les genres, ni en musique ni en politique.

7 août.

1203. Le déplorable événement* qui motive la présente expédition est de ceux qui peuvent servir la cause du repos, tout comme ils peuvent lui porter un coup funeste. La décision de ses conséquences est entre les mains du Gouvernement français lui-même ; elle sera salutaire ou pleine de dangers présents et futurs, selon que ce Gouvernement saura être fort ou faible.

Donnez connaissance au Roi de la présente lettre, si vous le trouvez bon ; sinon, abstenez-vous-en. Je ne sais point écrire sur des objets de la nature de ceux que je traite sans penser haut ; je puis me taire, mais non parler autrement que je le fais.

Le Roi Louis-Philippe doit savoir qui nous sommes, et ce que nous cherchons et voulons en toute chose. Ici il ne s'agit de nous qu'indirectement, il s'agit du repos général, du prochain avenir de la France, et de celui du corps social tout entier !

L'attentat du 28 juillet n'est que le symptôme d'un mal

* Il s'agit du célèbre attentat de Fieschi, qui essaya de faire périr le Roi, à l'aide d'une machine infernale, lors de la revue qui fut passée le 28 juillet, sur le boulevard du Temple, en mémoire des journées de Juillet. (*Note de l'Éditeur.*)

qu'il faudra attaquer dans la racine. Ce qui aveugle bien des hommes sur le danger de ce mal, c'est le sentiment qu'il n'est point sympathique à l'esprit des masses, et en ceci l'erreur est grande. Ceux qui se trompent à ce sujet suivent diverses lignes de raisonnement également fausses. Les uns s'attachent au mot *république* et fondent leur quiétude sur la conviction que la France ne veut pas de la république. D'autres se perdent dans la niaise recherche du perfectionnement indéfini des sociétés humaines, et regardent tout ce qui arrrive comme devant tourner à bien. D'autres, enfin, ne savent ni ce qu'ils veulent ni ce que veulent des chefs de parti plus avisés qu'eux. Tous ces hommes, il faut les abandonner à leur mauvais génie, et s'attacher à faire de la raison au milieu d'une société en folie. Mes soins n'ont pas d'autre direction, et Dieu sait que dans le fait il n'entre point de *politique,* à moins que l'on ne veuille nommer ainsi les premiers éléments dont se compose la vie des États.

La France, prise dans son grand ensemble, ne veut pas de la *république;* ce fait est certain. Elle n'en veut pas, parce qu'elle craint l'anarchie et ses suites connues. Malgré ce sentiment, que je crois être celui de l'immense majorité des Français, l'anarchie devance déjà ce qui n'est qu'un mot. La France a besoin d'être gouvernée, elle a cela de commun avec tous les pays; sous bien des rapports cependant, ce besoin est plus prononcé que tel n'est le cas dans plusieurs autres États, au nombre desquels je place le nôtre. Un pays n'a point passé par des régimes divers; il ne peut se soutenir sous le poids de milliers de lois, s'il n'est *gouverné avec force et suite.* Or, la force et la suite sont impossibles là où règne la licence, et tel est le cas en France. *C'est donc à combattre la licence* que doit s'attacher le Gouvernement qui veut vivre, et quand une occasion comme celle du jour vient à se présenter, il faut la saisir, ou bien renoncer à vivre!

L'erreur que je découvre à toute heure en France, c'est que le Gouvernement ne sait pas séparer avec assez de précision les questions *de fait* d'avec celles *de droit.* Le Gouvernement que la révolution de Juillet a créé peut être fort s'il

renonce franchement à vouloir soutenir son existence *de fait* avec des argumentations sur le *droit*. Toutes les argumentations de cette espèce le placeront toujours sur un terrain qui ne lui offrira pas un appui véritable. Vouloir prouver que Charles X a dû perdre la couronne parce qu'il avait porté atteinte à la Charte de 1814, c'est préparer la chute du Trône du 7 août. Prouver que la Restauration a fort mal conduit ses affaires, c'est s'attacher à un fait que personne ne s'avisera de nier.

L'homme qui dit : « Je possède, et j'entends conserver ce que je possède, parce que c'est vous qui m'avez appelé », est bien fortement établi sur la base du *fait!* Vouloir argumenter en dehors de ce cercle restreint, c'est quitter la position pour se faire battre en détail.

C'est encore moi, mon cher Comte, qui ai le droit de dire ce que je viens de dire, car c'est sur cette base de raisonnement que repose la force de notre ligne de conduite envers la France. Comment ce qui nous prête de la force, — à nous qui sommes les premiers défenseurs du droit, — n'en prêterait-il pas à ceux qui doivent commencer par invalider le droit avant d'y faire appel?

Les républicains sont des adversaires pleins de franchise et de bonne foi ; on peut dès lors les combattre en champ clos. Les doctrinaires échappent au combat ; on ne sait où les trouver, à force de vague dans leur existence ; ce sont des adversaires incommodes et des amis dangereux, et chaque jour fournit des preuves de cette vérité. Ils sont, en dernier résultat, les représentants véritables de l'état de choses actuel, — de cet état qui n'est ni la vie ni la mort, ni le triomphe ni la défaite ; qui prépare au corps social des crises effroyables et rend impossibles les calculs les plus ordinaires.

Nous attachons à l'événement du 28 juillet une attention toute particulière, et je trouverai dans la force et surtout dans la direction de l'action répressive des éléments pour mon calcul sur l'avenir. Si le Gouvernement se trompe dans la direction qu'il suit, et s'il borne ses efforts à la seule répression du *symptôme,* il courra de bien grands risques. Les feuilles révo-

lutionnaires s'attachent déjà au soin de présenter l'attentat comme un fait isolé; si en cela elles jouent leur jeu, le Gouvernement devra engager la partie sur le terrain opposé. Nous ne sommes pas encore parvenus à lier entre la police française et celles de l'étranger rien qui de loin même ressemblerait à des relations; celles-ci sont cependant nécessaires, si le Gouvernement le plus directement attaqué par la faction du mouvement entend se sauver. L'erreur de bien des hommes influents en France repose sur l'idée que cette faction offre plus de danger aux puissances qu'au trône de Juillet, et que, vu ce fait, elle peut être ménagée et former même une espèce d'arme entre les mains des *habiles* dans le Cabinet français. Je plains ceux qui voient aussi faux, mais je plains surtout la cause qu'ils entendent servir.

14 août.

1204. Le moment présent est bien important. Le Gouvernement français est en train de faire du pouvoir; j'ai bien peur qu'il ne choisisse à cet effet une *fausse route*. Personne ne sait mieux que moi combien le choix des directions est borné pour un corps politique qui manque de base, mais encore y a-t-il moyen de faire des choix meilleurs ou plus mauvais, et les doctrinaires se trompent avec une rare facilité. Le faux esprit conduit à des positions fausses.

La nouvelle loi sur la presse est *draconienne*. C'est une loi pleine de colère, et la colère est un mauvais élément de législation. Il faut attendre l'issue des débats de la Chambre. Je prévois que la loi y subira des changements notables. Quels que puissent en être les amendements, ils ne changeront rien à la base fautive de la conception, mais ils auront pour résultat d'en faire un fruit indigeste. Une vérité éternelle, c'est qu'il n'y a pas de loi *répressive* de la presse pratique et possible. En somme, il n'y a d'efficace que la censure, car tout ce qui, en dehors de la censure, doit produire l'effet d'une répression, est encore bien plus contraire à la libre émission de la pensée.

Le fait est que le Gouvernement de Juillet doit marcher

comme il le fait, car il ne peut marcher autrement. Que seulement il n'affiche pas la prétention d'être un Gouvernement modèle! Privé des premières conditions de la vie, il est condamné à vivre. Il doit vivre parce qu'il ne saurait périr sans déverser sur la France une somme de maux incalculable. Ce que M. le prince de Talleyrand a dit sur l'affaire du jour est d'une justesse parfaite. Oui, il s'agit d'une restauration, et de la seule possible. Le Roi doit acquérir du pouvoir, car la France, comme tout pays, et plus même que beaucoup de pays, a besoin d'être gouvernée.

Les légitimistes qui prêchent Henri V sont des fous, car tous ceux qui veulent l'impossible sont des fous. Un enfant ne peut pas gouverner. Il n'y a de possible aujourd'hui que Louis-Philippe ou la république; si Louis-Philippe devient impossible, et si, comme il est certain, la république peut se *présenter* sans pouvoir *durer*, alors Henri V pourra un jour acquérir la valeur d'une ancre de salut, après que les flots soulevés auront englouti bien des fortunes!

Ces vérités sont si claires et à la fois tellement à la portée de tous les esprits, qu'elles prédominent sans aucun doute également en France.

Une autre vérité, c'est que les hommes les plus habiles à tout perdre et les moins capables de rien sauver, ce sont les doctrinaires. Le pire des despotismes est celui de la doctrine, non-seulement parce qu'il est lourd, mais parce qu'il étouffe le bien tout en ménageant constamment le mal. Il vit de ruse et d'habileté mesquine; il agite tout et n'assied rien; il chatouille au lieu de frapper; il nargue, il émeut, il blesse et il exalte au suprême degré les passions qui font le malheur du jour. Nous verrons ce que produira la nouvelle loi! Ce que vous venez de lire, mon cher Comte, a la valeur d'une profession de foi, que vous pourrez émettre aussi souvent que vous sentirez le besoin de rendre compte de mes impressions. Ce n'est pas là ce que je puis écrire d'une manière ostensible, mais ce que je dirais au Roi Louis-Philippe lui-même, si j'étais en tête-à-tête avec lui.

L'attentat du 28 juillet est-il un crime *isolé?* Telle est la

première question qu'a dû se faire tout homme qui réfléchit. La presse périodique s'est empressée de la résoudre négativement, ce qui est déjà une présomption pour l'affirmative.

Nous n'hésitons pas à accuser de cet horrible crime la *Jeune Italie*, ou plutôt la *Jeune Europe*, dans laquelle sont venus se fondre les représentants des républicains de tous les points du continent. Ces énergumènes, qui d'abord avaient compté sur la France pour régénérer l'Europe à leur manière, voyant que l'appui dont on les avait flattés leur manquait au jour de l'explosion, ont changé en haine implacable le penchant qu'ils avaient montré dans le principe pour un Roi élevé sur le pavois par le peuple souverain. La correspondance des réfugiés italiens et autres respirait cet esprit de vengeance depuis un certain temps, mais surtout depuis l'issue de l'expédition de Savoie, et depuis la répression des révoltes de Lyon et de Paris.

Il y a, du reste, un accord si manifeste entre toutes les données que nous recueillons depuis des années sur Mazzini et sur les menées de sa phalange, que nous ne pouvons nous refuser à rejeter l'exécrable attentat du 28 juillet sur le compte de cet homme et de la secte qui suit sa bannière. Il est hors de doute que dans le Royaume de Naples tout est préparé depuis longtemps; l'État pontifical, quoique moins systématiquement organisé par la propagande italienne, suivrait néanmoins l'impulsion; on peut en dire autant, plus ou moins, des autres États de l'Italie. Mais tous ces peuples, dégoûtés d'une initiative qui leur a mal réussi, exigeaient pour se soulever que d'autres pays, et la France surtout, leur en donnassent l'exemple. Voilà la clef la plus naturelle de l'attentat des boulevards; s'il eût réussi, il aurait fait disparaître la branche cadette de la Maison de Bourbon et laissé le champ libre à l'action du parti républicain. La France en feu, l'Italie, l'Allemagne, la Pologne, auraient été bientôt ébranlées par le contre-coup.

La foule des fonctionnaires, des hommes de lettres, des journalistes, sourira de pitié lorsqu'elle entendra soutenir qu'une horde peu nombreuse, mal aguerrie, vise à changer

l'état actuel de la société. Une œuvre aussi gigantesque, diront ces gens, ne saurait sortir des mains d'une tourbe d'obscurs conspirateurs, sans ressources matérielles, sans génie pour créer. L'homme d'État jugera différemment; il se dira que dans l'état actuel de pourriture du corps social, l'audace peut tenir lieu d'argent et de génie. L'assassinat politique, admis comme dogme, comme système, est un moyen d'autant plus terrible qu'il dispense ses sectateurs de véritable talent.

C'est ici qu'il est facile de reconnaître les fruits amers de la fausse marche qu'ont suivie toutes les administrations qui se sont succédé en France depuis le mois de juillet 1830. Elles ont beau le nier, elles avaient fait alliance avec la propagande, qu'elles ont protégée, soit directement, soit indirectement; elles avaient cru découvrir en elle un auxiliaire utile contre les puissances étrangères, tout en se flattant qu'elle respecterait en France un Gouvernement né de la souveraineté du peuple. Des hommes plus franchement éclairés ne seraient point tombés dans une erreur aussi grave; ils se seraient dit que tout pouvoir, quelle que soit son origine, veut et doit gouverner, à moins de cesser d'être un pouvoir; que par conséquent la propagande ferait peut-être une *trêve* avec la Royauté en France, mais jamais un traité de paix et d'alliance perpétuelle; enfin, que chaque pas de la nouvelle dynastie, pour acquérir de la force et de la solidité, devait nécessairement lui aliéner l'attachement simulé de ces dangereux amis et finir par en faire d'implacables ennemis.

Kœnigswart, 11 septembre.

1205. Je me permets de rendre le Roi bien particulièrement attentif aux dangers qu'offrent les sectes. Il devra sentir la force de leur action, car il y est plus exposé que nous-mêmes, et dans ce fait tout est naturel.

Dans un pays qui, durant un demi-siècle, a été remué comme la France, deux seules alternatives peuvent se présenter : l'opinion publique (la véritable opinion) doit être avide de mouvement ou en avoir assez. Dans le premier cas,

les sectes n'auront rien à faire; ce qu'elles veulent sera prêché dans la rue; dans le second cas, leur travail deviendra intense, car elles voudront ce dont le peuple ne veut plus. Or, comme la France me paraît être dans la seconde de ces alternatives et que les masses peuvent y être regardées comme inclinées au repos, il est certain que le jeu des sectes devra être actif, et c'est ce qui existe en effet. Une vieille expérience m'a appris à regarder le travail des sociétés secrètes comme un thermomètre qui marque avec une véritable précision la température de l'esprit public.

Ce qui est vrai pour les pays qui ont traversé une longue série de bouleversements, l'est également pour ceux qui sont dans d'autres conditions. Là où l'action du Gouvernement est forte, les sociétés secrètes travaillent avec activité à briser les rouages de l'autorité; là où l'action gouvernementale est faible, ces sociétés s'étendront et s'infiltreront dans tous les canaux de la vie sociale.

J'accuse le Gouvernement français d'avoir commis, depuis la révolution de 1830, la faute grave de s'être abusé sur le danger des associations secrètes. Le Cabinet avait cherché pendant longtemps dans leur existence un moyen de force *politique* applicable aux prétendus dangers provenant de l'étranger. Les hommes qui ont donné accès à ce plan ont fourni par le fait une preuve de leur manque de sens pratique. Les armes empoisonnées sont de fort mauvaises armes à employer; elles ne sont pas de franche guerre et blessent davantage ceux qui s'en servent que ceux contre lesquels elles sont dirigées. M. Thiers, — que je regarde, au reste, comme doué d'un esprit plus droit que plusieurs de ses collègues, — dit aujourd'hui que si Mazzini devait tomber entre ses mains, il saurait en faire justice. Il aurait dans tous les temps dû en agir ainsi. Les *Vieux de la montagne* ne doivent jamais être ménagés. Les pouvoirs occultes ont par leur nature une telle tendance à s'élever au-dessus des pouvoirs réguliers, qu'il n'y a point à pactiser avec eux. Serait-il présumable que l'idée de nous servir d'associations secrètes en faveur de notre propre conservation, ne nous eût point été soumise bien des fois,

durant la longue et immense lutte que notre puissance a soutenue et qu'elle soutient encore contre les envahissements révolutionnaires? Tout homme capable de juger les affaires ne doit pas en douter. Eh bien, mon cher Comte, *jamais* l'Empereur François n'a accueilli une proposition pareille qu'avec l'expression du plus profond mépris, et jamais le conseil d'en agir autrement n'est entré et n'entrera dans ma conscience. C'est peut-être à la sévérité inaltérable de la conduite de notre Cour qu'elle doit d'être aussi haut placée qu'elle l'est en effet dans le sentiment même des révolutionnaires les plus forcenés! Ces hommes nous honorent de leur plus franche haine; ils ne nous méprisent pas, et la haine clairement prononcée prête des armes d'un emploi utile à ceux qui en sont l'objet.

Le Roi devra se placer droit et ferme sur la ligne qui seule peut servir à ceux qui entendent se conserver. Il y a des hommes et des choses avec lesquels une capitulation est possible; il y en a avec lesquels elle est impossible. Que Sa Majesté se pénètre de cette vérité, que son esprit droit et pratique lui aura rendue évidente sans qu'une voix étrangère doive le lui dire. Mais si une voix pareille s'élève, le Roi n'a pas le droit de la regarder comme contraire à ce qu'il doit vouloir lui-même.

La marche que suivent les choses en Espagne rentre en entier dans mes prévisions. Là également, c'est le jeu des sectes qui embrase le sol.

Que le Roi ne me prenne pas pour un rêveur, — pour un homme à systèmes, à théories fixes, quand il m'entend parler ainsi. Je suis tout le contraire; mais je sais beaucoup, et le temps sert à compléter l'expérience chez ceux qui savent en écouter les leçons.

Je prie le Roi d'être parfaitement tranquille sur Teplitz. Je ne voudrais point affaiblir son attitude morale; je désire la renforcer. Qu'il me croie sur parole, et qu'il laisse spéculer les cerveaux creux.

Prague, 12 octobre.

1206. Vous avez été privé de mes nouvelles depuis mon départ de Kœnigswart. Ce qui s'est passé depuis vous a été

dit par les gazettes, et quelque bizarre que puisse paraître la phrase, je ne vous assure pas moins que vous connaîtrez Teplitz et Prague en croyant, quant aux faits matériels, à ce que les feuilles publiques de nos pays ont raconté, et en vous attachant, relativement à la partie morale, à la vérité qui vous est connue sur la marche de notre pensée appliquée à toutes les questions politiques.

Je réponds, sur mon âme et conscience, de l'accord le plus complet entre les vues des trois Monarques qui se sont rencontrés dans une grande réunion de famille. Ils n'ont rien eu à s'apprendre mutuellement, et ils se sont quittés comme ils s'étaient réunis; ils ne se sont point éloignés du terrain d'une saine pratique; ils se sont dit, en un mot, que le secret de toute chose consiste dans l'art de vivre au milieu des éléments de dissolution qui menacent le corps social.

J'ai trouvé l'Empereur Nicolas sage et calme, et convaincu que la véritable force se trouve là. Je n'ai point découvert chez lui de l'exagération dans les apparences, ni des préoccupations à l'égard des faits. Ses vues ne s'éloignent en rien des nôtres; il ne fait pas plus que nous de la fausse politique.

Vous aurez été informé par les feuilles publiques, et bien avant l'arrivée du présent courrier, de la grande mesure que l'Empereur a prise à l'égard des conspirateurs politiques condamnés par nos tribunaux italiens *. Cette mesure avait été arrêtée par feu l'Empereur; la date de l'ordonnance (le 4 mars dernier) vous prouvera le fait. Je suis curieux de voir comment nos amis les révolutionnaires s'y prendront pour persuader aux frères et amis que la mesure, d'une invention toute nouvelle, en serait une de despotisme et d'inhumanité. Ils s'y appliqueront sans aucun doute, car ils devront le faire pour rester conséquents; mais je n'ai pas connaissance d'une mesure d'un comité de salut public quelconque qui ait jamais mis autant de

* Il s'agit de l'amnistie à la suite de laquelle vingt individus du Royaume lombard-vénitien, qui avaient été reconnus coupables de haute trahison et condamnés à mort, obtinrent une commutation de peine et furent tenus plusieurs années en prison. Voir l'*Observateur autrichien*, nº 279.

(*Note de l'Éditeur.*)

soin à servir avec une égale justice distributive ce que réclament la conservation de la paix publique et les égards pour des hommes égarés. Le bannissement, qui n'existe pas dans notre code criminel, va y entrer, de sorte que les tribunaux pourront infliger cette peine; la mesure en question est le précurseur de la loi. Les trois ou quatre condamnés politiques qui se trouvent dans les prisons par suite de la commutation de la peine de mort en une détention perpétuelle, seront traités comme les derniers condamnés en Lombardie. Confalonieri est de leur nombre. La mesure portera-t-elle de bons fruits? Je ne me permets pas de le prédire; mais ce que je sais, c'est que l'on usera de toute la rigueur des lois envers de nouveaux coupables.

12 octobre.

1207. De toute mon expédition de ce jour vous ne pourrez donner connaissance au Roi que de ma dépêche sur les affaires d'Espagne et de ma lettre particulière avec la *Gazette de Milan*. Tout le reste est *pour vous*, et ce qui l'est surtout, c'est le *memorandum* ci-joint *, que vous voudrez bien lire, et brûler après l'avoir lu. Il suffit que vous preniez connaissance de son contenu; je ne voudrais pas qu'il restât déposé dans vos archives.

Dites-vous, — et vous ne vous tromperez pas, — que Teplitz a été *complet*. De toutes les réunions de Souverains et

* Dans ce *memorandum*, qui est daté de Teplitz, le 2 octobre 1835, Metternich envisage l'éventualité de la chute du trône du 7 août 1830, et s'exprime à cet égard ainsi qu'il suit sur les vues communes des trois puissances continentales alliées : « Un événement pareil ne pourrait tourner qu'en faveur de la dynastie légitime ou d'un prince nouveau élevé sur le pavois de la Révolution, ou enfin de la République. Dans le premier cas, les puissances ne sauraient tarder à reconnaître le Roi de France; dans le second comme dans le troisième cas, elles auront à se placer dans une attitude de réserve sévère, en retirant leurs représentants de Paris et en ne recevant pas ceux que leur adresserait un nouveau Gouvernement; elles conserveront la liberté entière de leurs décisions ultérieures, et elles gagneront le temps nécessaire pour prendre, à la suite d'un concert à établir entre elles, celles que leur dicteront leurs intérêts communs. » Voir aussi les « Résultats de l'entrevue des Souverains à Teplitz », n° 1242. (*Note de l'Éditeur.*)

de Cabinets qui ont eu lieu dans le courant des derniers vingt ans, aucune n'a offert cet ensemble *complet* de pensées, de vœux et de vues. Tout ce que nous avons voulu, les deux autres Cabinets le sentent et le veulent. Nous nous sommes condamnés au silence, et soyez sûr qu'il sera plus imposant que tout ce que nous aurions pu dire.

Ma biographie par Capefigue* me ressemble fort peu. Il paraît que j'ai à l'égard des écrivains le même sort qu'avec les peintres, et que ma physionomie morale est aussi difficile à saisir que mon physique. C'est ainsi, du reste, que s'écrit l'histoire et qu'elle ne devrait pas s'écrire.

2 écembre.

1208. Si je ne me trompe, on est effrayé à Paris de la fougue anglaise, et l'on a raison de l'être. Chaque jour prouvera davantage que je suis dans le vrai en désignant l'Angleterre comme la *propagatrice* du mal; la France est un cratère éteint dans lequel les éléments sont encore partie en combustion et partie en décomposition. La France est *hier*, et l'Angleterre

* La biographie de Metternich, par Capefigue, que le prince critique dans cette lettre, a paru dans la *Revue des Deux Mondes* (année 1835). Deux ans auparavant, Capefigue s'était adressé au chancelier d'État pour obtenir de lui la communication de matériaux relatifs à l'ouvrage qu'il projetait. Le prince de Metternich lui écrivit, en réponse, ce qui suit : « Dans la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, vous m'exprimez le vœu que je vous fournisse sur ma vie publique des dates et des renseignements qui puissent vous servir de matériaux pour faire insérer ma biographie dans le recueil intitulé la *Revue des Deux Mondes*. La vie d'un homme d'État appartient au monde; ses juges naturels sont les contemporains, et c'est à l'histoire impartiale qu'il appartient de confirmer ou de réformer leur premier jugement. Tout ce qu'il m'est possible de vous fournir, ce sont des jalons qui puissent servir à marquer ma longue carrière. Une circonstance fortuite me met à même de satisfaire facilement, sous ce rapport, à votre désir. Ma biographie, conçue dans le sens que je viens de vous indiquer, a paru en Allemagne, en 1826, dans un ouvrage historique. J'ai l'honneur de vous envoyer ce travail, que j'ai fait compléter jusqu'au moment présent..... » L'esquisse biographique dont il est question ici, rédigée par J. A. Pilat, d'après des notes autographes du prince de Metternich, a été imprimée sous le titre suivant : *Biographie sommaire du prince de Metternich, chancelier de Cour et d'État, jusqu'à* 1825, mais sans indication du lieu ni de l'année où l'ouvrage a été publié.

(*Note de l'Éditeur.*)

sera *demain*. Nous et les États qui sommes *aujourd'hui*, nous nous trouvons nécessairement froissés à chaque occasion par les éléments qui se heurtent avec ceux de notre existence. Il y a toutefois moyen de s'entendre plus facilement avec le mal connu qu'avec l'inconnu : or, le *passé* est connu, tandis que l'*avenir* ne l'est pas.

Ce que dans vos rapports je trouve de plus particulièrement marquant, c'est l'inquiétude que le Roi vous a témoignée au sujet d'une complication en Orient, fait dont j'ai déjà conçu des soupçons par suite de quelques aveux de M. de Sainte-Aulaire. D'après cet ambassadeur, ce que craint le Roi, c'est le mauvais jeu du Gouvernement anglais. « Ne vous y fiez pas, me dit M. de Sainte-Aulaire, les ministres anglais veulent la guerre avec la Russie! — Je vous crois, lui ai-je répondu, et le fait ne dérange pas un seul de mes calculs. Si vous me disiez que les deux puissances s'entendent maintenant pour brouiller les cartes en Orient, j'admettrais que leurs efforts réunis peuvent conduire à la guerre; mais si c'est l'Angleterre seule qui couve un projet de guerre, cela ne dépassera pas les limites d'une velléité de lord Palmerston. Voulez-vous la guerre? — Que Dieu nous en garde! s'est écrié l'ambassadeur. — Dès lors, lui ai-je répondu, soyez certain qu'elle n'aura pas lieu. Chargez-vous d'empêcher les folies anglaises, nous nous chargeons de maintenir l'Empereur Nicolas dans ses dispositions toutes pacifiques! »

Veuillez, mon cher Comte, vous expliquer dans le même sens vis-à-vis du Roi. Toute la question est là. Ce qui peut contribuer à exciter l'inquiétude de Sa Majesté, c'est sa mauvaise affaire avec les États-Unis d'Amérique *. Si dans mes dépêches je n'ai pas parlé de cette affaire, c'est que je n'aurais pu le faire sans m'exprimer hautement sur les légèretés commises par les ministres français.

* Il s'agit de la rupture des relations diplomatiques entre la France et les États-Unis de l'Amérique du Nord, rupture qui eut lieu à propos des dommages et intérêts à payer par la première de ces puissances à la seconde pour la saisie illégale de bâtiments de l'Amérique du Nord à l'époque du blocus continental décrété par Napoléon. (*Note de l'Éditeur.*)

PENDANT LE VOYAGE EN BOHÊME.

EXTRAITS DE LETTRES PARTICULIÈRES DE METTERNICH A SA FEMME, DU 1er AU 6 SEPTEMBRE 1835.

1209. Départ en compagnie de Hügel. — Coucher à Stremberg. — **1210.** De Budweis. — Voyage à Budweis en chemin de fer à traction de chevaux. — Arrivée de l'Empereur dans cette ville. — Partout des arcs de triomphe. — **1211.** Arrivée à Kœnigswart. — **1212.** Préparatifs pour l'érection de l'obélisque. — **1213.** Cérémonie religieuse au château. — Prière imprimée avec le nom de l'Impératrice altéré. — Les préparatifs faits en vue de la réception de l'Empereur. — Partie d'écarté avec Tatistscheff.

Metternich à sa femme. — Stremberg, 1er septembre, neuf heures du soir.

1209. Me voici, ma bonne amie, à la fin de ma première journée. Je viens d'arriver, après une très-heureuse course. J'ai rencontré entre Sieghardtskirchen et Perschling le courrier Beck venant de Paris. J'ai pris avec moi les dépêches et lui ai fait continuer la route. Dites à Alcudia que les nouvelles de Madrid et d'Espagne ne nous apprennent que ce que nous savions avant mon départ.

J'ai dîné à Mœlk. Depuis là jusqu'ici, il n'a fait que pleuvoir, et Hügel et moi nous avons dormi comme s'il faisait le plus beau temps du monde.

J'espère que vous allez tous bien, et que la petite Mélanie occupera dignement sa place à côté de la grande. Je n'ai rien à vous recommander, car vous êtes tous de fort raisonnables personnes et que j'aime de tout mon cœur. Ménagez-vous, c'est tout ce que je vous demande, et soyez bien tranquilles sur mon compte. Je suis un vieux voyageur, et les voyages sont un métier qu'il faut apprendre, comme toute chose ici-bas.

Budweis, 2 septembre.

1210. Je suis arrivé ici, ainsi que je me l'étais proposé, après être parti de Stremberg à six heures du matin. J'ai pris le chemin de fer près de Linz, à dix heures, et j'ai mis huit

heures à parcourir ces trente-quatre lieues. La direction m'avait préparé un équipage excellent, une grande calèche couverte, dans laquelle six personnes tiennent à l'aise, et attelée d'un seul cheval; on va aussi vite que le cheval peut courir. Il y a de Linz ici six relais : on se glisse entre les montagnes, on s'élève sans s'en douter, et l'on descend de même. Sans un certain nombre de précipices qui se trouvent à droite et à gauche, et entre lesquels la voie ferrée est construite, avec deux pieds d'espace de chaque côté, je ne connaîtrais rien de confortable comme cette route.

L'Empereur est arrivé ici, aujourd'hui, en très-bonne santé. Il a été reçu avec enthousiasme, et tout s'est très-bien passé. J'irai le voir demain matin, et je partirai à dix heures. Comme je ne pourrai arriver que fort tard à Pilsen, je continuerai ma course, sans m'arrêter, jusqu'à Kœnigswart. Le temps s'est remis au beau fixe; il fait clair de lune, et je dors aussi bien dans ma voiture que dans mon lit. Je ne m'arrêterai donc pas.

Je suis effrayé de tous les arcs de triomphe dont la route est parsemée, et je vais en commander sans retard à Kœnigswart. J'en ferai établir un à l'entrée du parc, un autre devant le château, ce qui aura l'avantage de masquer celui-ci, et un troisième à la sortie de mes terres. Un autre raffinement obligé, ce sont les petites filles; je ferai rassembler tout ce qu'il me sera possible d'en ramasser. Clam m'a conté que, — sur je ne sais quelle terre où l'Empereur a passé ce matin, — on en avait groupé comme des décors de l'arc de triomphe lui-même : il y en avait une déguisée en Amour; je n'imiterai pas cet exemple. Je serai, par bonheur, en possession de Nobile le 5; ce qui me manquera, c'est un poëte, et je n'ai pas cru que jamais j'en pourrais regretter l'absence!

Vous autres, établis tout tranquillement, vous êtes exempts de ces tracas, et je ne vous dis rien de bien flatteur en vous assurant que je préférerais de beaucoup me trouver à vos côtés en regardant les enfants jouer et faire M. et madame Guerra du Cirque, au lieu de me livrer à d'aussi ineffables plaisirs!

Kœnigswart, 4 septembre.

1211. Me voilà où je voudrais vous avoir avec moi, ma bonne chère Mélanie. Je suis arrivé à Marienbad ce matin à neuf heures. J'y ai déjeuné et fait l'inspection des lieux, pour que l'Empereur s'y trouve bien *. Tout l'établissement de Marienbad est dans le meilleur état, et avec quelques meubles accessoires que j'y enverrai, tout le monde y sera bien. Après avoir rempli ce devoir, je suis arrivé à Kœnigswart à onze heures et demie.

Je me suis établi dans la chambre de Léontine, et j'écris dans mon cabinet ordinaire. Je réserve le grand appartement pour Leurs Majestés. Je suis encore ici seul avec Hügel, qui a une joue enflée, ce qui ne l'empêchera pas d'aller tirer un cerf demain matin.

Demain commenceront mes fêtes. J'aurai à dîner les Taaffe, qui sont à Marienbad, le baron de Blomberg, avec un M. de Demle, Badois, et Dieu sait qui encore!

Tout cela, et vous allez trouver que je suis bien difficile, ne me console pas de votre absence. Kœnigswart ne vaut rien sans vous, et, en général, plus rien en ce monde ne vaut quelque chose sans vous, ma bonne amie.

Embrassez les enfants et aimez-moi.

5 septembre.

1212. J'ai passé une partie de la matinée à tout préparer pour la cérémonie de la pose de la pierre de l'obélisque **. J'en ferai une espèce de fête, et il y aura certainement des milliers de personnes. La place est parfaite pour sa destination. Comme l'obélisque est encore entre les mains des ouvriers, je fais placer au pied du monument un drapeau immense aux

* Le pied-à-terre où descendit l'Empereur était une maison de Marienbad appartenant au prince de Metternich. (*Note de l'Éditeur.*)

** Il s'agit de l'érection du monument en mémoire de l'Empereur François. (*Note de l'Éditeur.*)

couleurs impériales, et à la hauteur de l'obélisque je fais tendre dans ce moment de la percale jaune et noire tant que je puis en trouver.

Il y aura également un service d'église très-bien arrangé.

Tout cela irait bien mieux si vous étiez ici; mais que faire? Le ciel en a disposé autrement, et la raison en est bonne.

A l'heure où je vous écris, je suis en possession de Werner, Sieber et Reymond; Tatistscheff est arrivé, et j'attends Nobile avec impatience pour faire les dessins des arcs de triomphe. Ceux que l'on a faits ici sont dans le goût des amateurs de Kœnigswart, et par conséquent dans un style antipathique.

A tout moment je voudrais passer chez vous pour vous dire ou vous demander quelque chose, ce qui prouve que vous me manquez en tout et pour tout.

Ce qui me fait plaisir, c'est de voir combien on vous aime ici. Il y a une désolation générale de votre absence; les bienfaits que vous avez répandus ont porté leurs fruits.

6 septembre.

1213. C'est dimanche aujourd'hui, et j'ai été fort content du service à la chapelle. Tout s'y passe avec une décence que l'on ne trouve pas dans mainte cathédrale. Il y avait pour le moins quatre cents personnes dans la chapelle, et le chapelain est parfaitement à sa place. Il a prononcé un sermon que je ne pourrais imaginer meilleur. Puis on a dit la prière ci-jointe, qui est bien conçue, et qui ne pèche que par l'inconcevable erreur du nom de l'Impératrice *.

Après cela, le prêtre pria pour nous deux et pour toute la famille, vivants et morts, et cette prière est également très-bien faite. Le peuple répond avec ferveur. Dans ce régime, il y a plus de bien et d'utilité qu'il n'y en aurait dans l'ouverture d'un club à Kœnigswart, où quelque avocat sans cause expliquerait aux badauds les droits de l'homme et du citoyen

* Dans cette prière, on donnait à l'Impératrice régnante le nom de Thérèse. (*Note de l'Éditeur.*)

carbonaro. On appellera mon régime, tant que l'on voudra, de l'obscurantisme; j'y trouve plus de vraie lumière que dans le système opposé!

Tatistscheff est enchanté de tout ce qu'il trouve de changements ici. L'aspect des lieux est, en effet, tout autre, et l'on voit aujourd'hui que les choses se rapprochent de leur complément. Je prie Dieu qu'il me laisse ici-bas assez longtemps pour tout achever; alors la famille aura un bon gîte, et mon fils n'aura plus rien à faire. Il sera, sous ce rapport, autrement placé que je ne l'ai été, car j'ai eu tout à créer.

J'ai, depuis l'arrivée de Nobile, tout réglé pour le séjour que fera ici l'Empereur. La place de l'obélisque est toute prête. Il y a un grand espace marqué où se rassemblera le peuple, et je compte sur huit à dix mille âmes. On arrange un abri en verdure pour la Cour, et la cérémonie se passera très-bien.

Il y aura du chant et des coups de canon. Si le temps se maintient beau, — et toute l'apparence y est, — le spectacle même sera grandiose. Les curieux de Franzensbad pourront en jouir avec l'aide de longue-vues.

La tournée que je ferai faire à l'Empereur dans le jardin commencera par la croix, qui est véritablement décorée à merveille. La place a pris un autre aspect; elle a perdu le pittoresque sauvage, et elle en a acquis du civilisé et du gothique. Puis il y aura la pose de la pierre, et nous finirons par le Schœnbusch. Avec le service d'église, la tournée et le dîner, je remplirai bien l'espace entre neuf et trois heures.

Je compte aller dîner demain à Marienbad, et j'y placerai les meubles dans l'appartement de Leurs Majestés.

J'ai passé ma soirée d'hier à causer avec Tatistscheff; les éléments indispensables pour une partie de jeu nous manquent, car, à moins de faire une partie d'écarté, il n'y a pas de joueurs; demain arrivera ici l'Oberst-Burggraf; le 10, le comte de Nesselrode. Je rejoindrai l'Empereur à Franzensbad le 13 au matin.

Adieu, ma bonne amie. Vous voyez que je vous adresse une

espèce de journal qui n'a de l'intérêt que pour vous, et c'est pour cela que je l'aime*.

L'EMPEREUR FERDINAND A KOENIGSWART.

EXTRAITS DE LETTRES PARTICULIÈRES DE METTERNICH A SA FEMME, DU 8 AU 19 SEPTEMBRE 1835.

1214. Préparatifs faits pour la réception de Leurs Majestés. — Plan de voyage. — Refus de donner un passe-port à Paëz. — 1215. Activité de Nobile. — Une lettre du duc de Nassau. — 1216. Arrivée de l'Empereur et de l'Impératrice à Marienbad. — 1217. Réception solennelle de l'Empereur. — Pose de la première pierre du monument de l'Empereur François. — 1218. Les créations de Metternich à Kœnigswart. — 1219. Choix de cadeaux pour l'Impératrice. — 1220. Lord William Bentinck. — 1221. Détails sur Plass.

Metternich à sa femme. — Kœnigswart, 8 septembre 1835.

1214. C'est le dernier jour de mon séjour à la campagne que je vous écris. Demain, il sera fini, car demain je redeviens *courtisan*, et vous savez, ma bonne amie, combien ce métier me va!

J'ai dîné hier à Marienbad, où j'ai pris les dernières mesures pour la réception de Leurs Majestés. Il ne leur manquera rien. J'ai envoyé là-bas tout ce qui peut ajouter au confort.

L'arc de triomphe grandit à l'entrée de la cour du château. Nobile a la rage de placer dans les niches des petites filles au lieu de statues; des filles *drapées* s'entend! Si Galioti était ici, je lui eusse ménagé une place sur le faîte, — celle, par exemple, d'un Hercule ou d'un Gladiateur, — et je crois qu'il n'aurait pas mal figuré.

J'irai demain matin à Marienbad pour recevoir l'Empereur. J'y dînerai, et le soir je reviendrai ici faire les honneurs du château à Nesselrode, qui couche la nuit prochaine à Baireuth.

* On trouvera la suite des lettres dans le chapitre suivant. (*Note de l'Éditeur.*)

Le château se remplit à toute heure de personnages auxquels je ne m'attendais pas.

La fête de la Vierge a attiré des milliers de paysans. Dès l'aube, les processions se sont succédé. Je ne sais combien de gens ont communié. Il y a eu une grand'messe à neuf heures, puis sermon *dans la cour*, puis encore une messe. Ce qui me frappe, c'est la différence remarquable qui existe dans l'aspect des hommes comme des lieux : les paysans sont d'une bien meilleure tenue; la plus grande décence régnait dans l'église, dont toutes les portes étaient ouvertes : trois cents personnes tiennent à peu près dans la chapelle, et trois ou quatre cents autres étaient soit dans la cour, soit du côté du jardin. Tout ce monde s'est transporté ensuite à la croix, dont les alentours sont terminés. Nobile veut ajouter encore des marches, et il a raison. Le lieu est maintenant tout à fait beau, et dans un style tout particulier. Ce n'est ni une église ni une chapelle, mais un lieu saint, et tout porte ce dernier caractère. Vous ne pouvez vous faire une idée du changement qu'a éprouvé la localité; je ne me la serais point figurée telle qu'elle est. Je n'ai jamais vu un mélange plus bizarre de rochers, de monuments, d'arbres et de choses tout à fait disparates, lesquelles, réunies, forment un ensemble extraordinairement pittoresque et propre à élever l'âme. Ce qui me fait plaisir, c'est la reconnaissance que le peuple me porte de toutes ces choses. Les paysans se regardent et se conduisent comme s'ils étaient les conservateurs des lieux.

Le temps est toujours beau, mais les baromètres baissent. Qu'il pleuve après le 12 tant qu'il plaira au ciel, mais ce jour-là qu'il fasse beau! Je suis convaincu qu'il y aura huit ou dix mille spectateurs à la place du monument sur l'Antonsberg, auquel je donnerai le nom de montagne de François.

Voici mon plan de voyage, autant qu'il m'est possible de le fixer. Je recevrai l'Empereur le 12. Le 13, j'irai le rejoindre à Franzensbad; je l'accompagnerai à Carlsbad le 14. Je voudrais pouvoir aller à Plass le 15 ou le 16 au plus tard. J'y resterai le 17 et le 18 au soir, ce qui fera que le 19 je serai rendu à Teplitz.

Le voyage de l'Empereur réussit jusqu'à présent à merveille. Il est reçu partout avec un vif enthousiasme, et il se porte bien. Gerway me tient au courant de tout; j'ai deux fois par jour de ses nouvelles.

Dites mille choses à Alcudia, et prévenez-le que Paëz* a écrit à Tatistscheff, de Francfort où il se trouve, pour lui témoigner le désir d'être invité à se rendre à Teplitz. Je lui ai refusé le passe-port, et il n'aura qu'à cuver son *carlisme* à Francfort.

Adieu, bonne chère Mélanie; embrassez les enfants.

9 septembre.

1215. . . . L'Empereur ne quitte aujourd'hui Pilsen qu'à une ou deux heures de l'après-midi. Il ne pourra donc arriver à Marienbad que vers sept ou huit heures. Je dînerai ici et l'attendrai à Marienbad. Puis, je reviendrai ici, où je trouverai probablement Nesselrode.

Nobile se distingue par tout ce que la Providence peut accorder d'activité à un être humain. Il est tellement dans les arcs de triomphe qu'il ne dort ni ne mange. La cour du château prend une très-bonne apparence. Elle sera fermée par des arbres verts, comme elle le sera dans la suite par un mur. Nobile prétend que ce qu'il fait aura l'air d'une clôture *en bronze*. Je prétends que l'Empereur et toute sa suite ne verront que du sapin, — et du sapin. Il me demande des petites filles; dans chaque éclaircie, il en placera une *en attitude*. Je le laisse faire, car cela le rend complétement heureux. Je ne l'ai jamais vu plus *high spirited*.

Veuillez faire savoir à Madame l'Archiduchesse Sophie que j'ai reçu hier une lettre de Silésie, du duc de Nassau, dans laquelle se trouve le passage suivant :

« Je puis vous assurer en toute sincérité que l'Archiduc François-Charles a obtenu ici un triomphe complet; je le vois

* Paëz de la Cadena, autrefois envoyé d'Espagne à Saint-Pétersbourg, séjournait alors à Francfort. (*Note de l'Éditeur.*)



beaucoup, et je ne crois vraiment pas qu'un homme du monde accompli puisse mieux se conduire. »

10 septembre.

1216. L'Empereur est arrivé hier à Marienbad à sept heures du soir. Il faisait nuit par conséquent, et nous l'avons reçu aux flambeaux. Je l'ai conduit dans *son* appartement, car pour *des* appartements, il n'y en a pas, et cela d'autant moins que la femme de chambre de l'Impératrice s'est emparée de la chambre à coucher de Leurs Majestés, et que celles-ci sont reléguées dans le cabinet à côté.

L'Impératrice est enchantée de la petite maison; elle m'a dit qu'elle voudrait y passer sa vie. C'est qu'elle est condamnée à n'en habiter que de grandes.

Nesselrode est arrivé ici hier au soir; je l'ai trouvé établi lors de mon retour de Marienbad. M. de Brunnow est arrivé ce matin. Nous avons fait hier au soir la première partie de whist. Tout le monde est désolé de votre absence.

12 septembre.

1217. Me voici à la soirée de la grande journée; tout s'est passé à merveille; le temps a été magnifique; le plus beau soleil possible; en un mot, tout ce que le ciel peut prêter d'agréments aux pauvres humains, il nous l'a octroyé.

Je vais vous faire le récit abrégé des événements. L'Empereur est parti de Marienbad à neuf heures trois quarts; il est arrivé ici à dix heures et demie. Les habitants formaient une haie depuis le passage de la digue derrière la métairie jusqu'au château; tous les métiers, drapeaux déployés, toutes les autorités, etc., le tout dans un ordre parfait. Descendu de voiture, j'ai conduit Leurs Majestés dans leurs appartements. J'avais assigné à l'Empereur le salon et à l'Impératrice la grande chambre à coucher; à la Grande Maîtresse, le cabinet à côté.

A onze heures, nous avons entendu la messe; une messe *chantée,* sans violons, car je n'aime pas ceux qui écorchent

les oreilles. L'ordre le plus parfait a régné dans la chapelle. Tous mes forestiers ont tenu la police, et véritablement à merveille. Après la messe, retour dans les appartements. Puis, promenade en voitures, jusqu'à proximité de la croix. Descendues de voiture, Leurs Majestés ont fait leur prière. De là nous sommes allés à pied au pavillon, et puis, remontant en voiture au bout du Maiberg, nous avons traversé le parc et atteint l'Antonsberg, en calèche, jusqu'à la place de l'obélisque. Il y avait près de cette place un temple en verdure dans la forme de ceux de Pæstum, véritable chef-d'œuvre de l'infatigable Nobile. Sous cet abri ont été signés les actes, qui ont été déposés dans la pierre fondamentale. Cette pierre a été bénite par le curé, et la prière qu'il a dite était tellement belle que tout le monde avait les larmes aux yeux. Toute la cérémonie, en général, a porté un caractère véritablement auguste. Un grand cercle avait été maintenu vide autour de la pierre. Huit ou dix mille personnes s'étaient groupées autour de ce cercle; après la prière, des milliers de voix ont chanté le « *Gott erhalte* » avec accompagnement de musique. Puis, nous sommes remontés en calèche et descendus à l'entrée du Schœnbusch, que nous avons parcouru à pied, en rentrant au château par le jardin, près de la maison du jardinier. Ceci nous a menés jusqu'à une heure et demie. On a dîné dans la grande salle, à une table de trente couverts. L'Empereur est parti pour Franzensbad à quatre heures, et je l'ai accompagné jusqu'à la limite de mes terres.

Ce qui est positif, c'est que l'Empereur et l'Impératrice ont paru satisfaits. Tous deux ont trouvé le lieu charmant. Gurk, le dessinateur de l'Empereur, restera ici encore quelques jours pour dessiner des points de vue, et entre autres la cérémonie de la pose de la pierre, la croix, etc. L'Empereur a dit à la comtesse Taaffe, qui était assise à table à côté de lui, qu'il croyait n'avoir jamais vu un lieu *plus charmant* que Kœnigswart, et qu'il y reviendrait aussi souvent qu'il irait en Bohême. L'Impératrice a trouvé un point de vue du Schœnbusch tellement joli, que j'ai donné à l'endroit le nom de cette Princesse.

Franzensbad, 13 septembre.

1218. J'ai l'occasion de vous écrire, ma bonne amie, par la nécessité où je me trouve d'envoyer une estafette à Vienne, pour des affaires de l'intérieur.

J'ai quitté Kœnigswart ce matin à onze heures, bien fâché de devoir le faire. Nesselrode et Tatistscheff sont partis une heure avant moi, droit pour Teplitz. Je n'ai pris avec moi ici que Hügel; mes autres messieurs me suivront le 15 à Plass, où j'arriverai le 16.

J'ai quitté Kœnigswart à regret, car c'est véritablement un lieu agréable, que j'aime d'un sentiment à la fois filial et paternel. Il y a quarante-neuf ans que j'y suis venu pour la première fois. Huit ans plus tard, mon père m'a envoyé mettre de l'ordre dans l'administration à Kœnigswart. Alors j'ai commencé à faire faire les premières plantations au Maiberg et au Schœnbusch; ce sont, dans les deux endroits, les arbres autres que les sapins et les hêtres : tout ce qui, en fait de grands arbres, n'est pas de ces deux espèces, a été planté par moi. Puis, j'ai fait plusieurs séjours à Kœnigswart avec mes parents. Enfin, dans l'année 1820, j'ai entrepris la bâtisse. On a commencé par la métairie, pour dégager le château. Puis, j'ai appelé Riedl et Nobile, et peu à peu les choses sont devenues ce qu'elles sont aujourd'hui.

Quand j'ai mis la main à l'œuvre, je ne me doutais pas que vous deviendriez la châtelaine de céans. A moins d'être prophète, je n'aurais pas pu y songer; quand j'ai trouvé Kœnigswart affreux et que la velléité de l'embellir a germé en moi, le monde avait encore à attendre votre venue durant dix-neuf longues années! Maintenant que vous aimez également ce que j'aime, et même ce que je n'aime guère, c'est-à-dire ma personne, tout est bien. Ce qui ne l'est pas, c'est qu'il y ait quarante-neuf ans que j'ai été à Kœnigswart; ce qui fait que dans quarante-neuf ans je n'irai certainement plus nulle part.

Durant notre court séjour, Hügel a fait un travail de nègre. Tous les tableaux sont pendus aux murs. La galerie avec les

tableaux de famille est rétablie, et il n'a pas fait grâce au moindre tableau. Dans la revue que nous en avons faite avec Tatistscheff, j'en ai découvert plusieurs d'une certaine valeur; je les ai envoyés à Vienne. Il y a entre autres un portrait de l'Impératrice Éléonore de Gonzague, épouse de Ferdinand II, qui est une belle toile, et dont Tatistscheff a sur-le-champ deviné le maître. Ces tableaux ont besoin d'être restaurés, surtout ceux de famille.

Carlsbad, 14 septembre.

1219. Je suis parti de Franzensbad ce matin à neuf heures. Je me suis fait conduire par des chevaux de la Cour jusqu'à la première poste, où m'ont attendu mes chevaux de Marienbad qui m'ont conduit jusqu'ici. Ils repartiront demain de leur pied léger pour Marienbad, et ils m'ont rendu le notable service de me dispenser de me laisser conduire par des chevaux de paysan, mauvaise et dangereuse manière de voyager.

A Ellbogen, nous nous sommes arrêtés pour examiner dans tous ses détails une belle fabrique de porcelaine, où j'ai acheté un service à thé qui me servira à Teplitz, et qui, après cela, ira augmenter les trésors de Kœnigswart. L'Empereur m'avait prié de lui faire un choix de jolies choses pour en faire cadeau à l'Impératrice. Comme je l'avais précédé à Ellbogen, j'ai eu le temps de remplir ce vœu, et les deux hauts personnages ont été enchantés de mon bon goût.

Ici, les mêmes cérémonies qui attendent l'Empereur partout.

J'ai passé deux heures cette après-dînée avec Berryer, dont l'entretien m'a vivement intéressé.

Lord Alvanley est assis dans mon salon pendant que je vous écris. Je l'ai trouvé ici, à ma grande surprise. C'est le même bon vivant que vous connaissez. Il désire être rappelé à votre souvenir.

15 septembre.

1220. Hier, après vous avoir quittée, j'ai dû assister à une foule de cortéges solennels : les tireurs, la bourgeoisie, les mineurs, en un mot, toutes les corporations qui marquent les

petites villes. L'aspect de tous ces braves gens était beau, et l'on nous a gratifiés de musique à satiété.

Ce matin, nous avons visité les différentes sources. J'ai laissé continuer à Leurs Majestés leur excursion, et je suis rentré chez moi pour travailler.

Je viens d'avoir la visite de lord William Bentinck, qui prend ici les eaux pour chasser de son corps les grandes Indes, où il vient de passer sept années en qualité de gouverneur général. Il m'a beaucoup parlé de Charles Hügel, qu'il regrette de ne point avoir vu après le bien que lui en ont mandé les officiers de la Compagnie qui se sont trouvés en contact avec lui à Bombay. Je connais lord William depuis plus de trente ans, et j'ai été charmé de le revoir.

Il a très-bonne mine, et si Hügel revient de ses voyages comme le gouverneur général, je l'en féliciterai sincèrement.

Je rentre d'une tournée que j'ai faite à la fameuse « Wiese », où j'ai acheté pour vous une jolie cassette en bois du Brésil qui sera fort commode pour le transport de vos bijoux et qui ne prend pas la place de votre grande cassette.

Je partirai de Prague avant l'Empereur. Je n'aurai plus rien à y faire quand une fois l'avalanche des princes étrangers se sera écoulée. C'est donc bien certainement à la mi-octobre que je serai de retour à Vienne.

Plass, 19 septembre.

1221. Me voici arrivé au dernier terme de mon séjour sur cette terre. Je partirai d'ici demain à six heures du matin. J'entendrai la messe à la grande église de l'abbaye, et comme je passerai près de l'une des grandes métairies, je l'inspecterai, et mes grosses voitures auront pendant ce temps gagné la grande route, où j'irai les rejoindre en calèche. Je serai à Teplitz à quatre ou cinq heures de l'après-midi.

Je serai bien aise de pouvoir vous montrer un jour cette terre-ci. Elle n'est pas gaie, mais elle est belle. La situation du château est fort agréable depuis les déblayements que j'ai fait faire ; la vue porte sur une immense prairie entourée de

fort jolies collines qui sont parfaitement boisées. A droite on voit l'usine. Cet établissement est vaste et se présente fort bien de jour et de nuit : le jour, parce que tout est bien bâti, et la nuit, à cause des hautes colonnes de feu et d'étincelles qui s'élèvent vers le ciel. Je ne crois pas que vous ayez jamais vu une fabrique de cette espèce. C'est l'enfer ouvert, et tout y est pittoresque.

Je brûle aujourd'hui près de cinquante coulées de bois par jour, et j'occupe plus de trois cents ouvriers, qui demeurent groupés autour de la fabrique dans de jolies petites cabanes dont chacune a son petit jardin et ses champs tout à portée. La fabrique va très-bien, et la preuve, c'est que les magasins sont vides et qu'elle ne travaille plus que sur commandes, auxquelles elle ne peut suffire.

Le temps est constamment au beau fixe. Le climat de Plass est infiniment plus doux que celui de Kœnigswart; j'aime cependant bien mieux habiter ce dernier endroit. Si je pouvais transporter là-bas le château de Plass, je ferais une bonne affaire, car il est bien autrement beau. Je vous ai déjà dit que Nobile en est amoureux. Plass est une terre où mes successeurs, libres de leurs faits et gestes, viendront passer quinze jours dans le temps des chasses; ils passeront les mois d'été à Kœnigswart et les printemps au Johannisberg. Pour que cela se puisse, il faudra qu'ils ne soient point esclaves comme je le suis.

Je rentre dans la fournaise d'où je m'étais retiré pour trois jours. A l'heure qu'il est, l'Empereur doit être arrivé à Teplitz; à partir du 25, commencent à y affluer les quarante et tant de princes. Comme ils pèseront plus ou moins sur mes épaules, je ne me livre pas, pour ce 25 et pour les jours suivants, à un sentiment anticipé de comfort. Ce qui me flatte bien autrement, c'est de voir arriver la mi-octobre, où j'espère vous trouver tous et toutes en bien bonne santé et fort satisfaits de me revoir, le petit Paul non excepté. Il me recevra avec une petite mine fort bête et pleine d'étonnement*.

* La suite des lettres se trouve dans le chapitre suivant.
(*Note de l'Éditeur.*)



LES TROIS SOUVERAINS ALLIÉS A TEPLITZ.

EXTRAITS DE LETTRES PARTICULIÈRES ADRESSÉES PAR METTERNICH A SA FEMME, DU 20 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 1835.

1222. Arrivée à Teplitz. — Hôtes augustes réunis dans cette ville. — **1223.** Souvenirs de 1813. — **1224.** Arrivée de nouveaux hôtes. — **1225.** Préparatifs pour la pose solennelle de la première pierre du monument de Priessen. — **1226.** Sándor, chambellan de la Grande-Duchesse de Weimar. — Le prince de Wittgenstein. — **1227.** Le Grand-Duc de Weimar. — **1228.** Arrivée de l'Empereur Nicolas. — **1229.** Arrivée de l'Impératrice de Russie. — Dîner à la Cour. — La Grande-Duchesse Olga. — Manière de s'exprimer du Roi de Prusse. — **1230.** La vie à Teplitz. — **1231.** La fête de la pose de la première pierre du monument de Priessen. — **1232.** Théâtre et concerts. — **1233.** Excursion à Tetschen. — L'Empereur Nicolas à Dux.

Metternich à sa femme. Teplitz, 20 septembre 1835.

1222. J'ai quitté Plass ce matin. A sept heures, j'ai entendu la messe à la grande église, puis je suis monté en calèche pour visiter une métairie qui est dans la direction de la grande route sur laquelle j'ai fait précéder mes équipages de voyage. Je suis arrivé ici à six heures du soir.

Après le dîner, je suis allé rejoindre l'Empereur au théâtre. De là, j'ai été travailler avec le comte Kolowrat pour régler une foule de choses; puis, j'ai été voir Nesselrode, que j'ai trouvé chez M. de Tatistscheff, et me voilà à vous écrire, ce qui vaut bien mieux que le reste.

L'Empereur de Russie arrivera ici le 24 au soir, au lieu du 27. L'Impératrice arrivera le lendemain. Heureusement tout est prêt pour les recevoir, et tout le monde sera bien établi.

Nobile est tout à son monument. La tête de la statue s'est brisée en route; l'écusson s'était détaché et a abîmé la tête; mais, comme Nobile ne perd jamais la sienne, il est déjà en train d'en confectionner une nouvelle à sa Victoire. L'art de réparer aussi facilement les victoires perdues serait bien utile à la guerre et aussi en politique.

Le Grand-Duc Michel et la Grande-Duchesse sa femme

vont nous arriver également. Nous possédons déjà plus de quarante princes.

21 septembre.

1223. L'aspect de la place de Teplitz, qui est sous mes yeux, me rappelle le mouvement qui y régna pendant l'année 1813. Que de choses se sont passées depuis! Et si le monde a eu beaucoup à souffrir, le fait est dû, en grande partie, à la résistance que l'Empereur Alexandre a opposée à la sagesse des plans que je lui avais soumis alors, et que, dans une même situation, je lui soumettrais encore aujourd'hui. Alors, nous tenions le taureau par les cornes; aujourd'hui, il n'y a pas de taureau, mais des spectres, et ceux-ci sont bien plus difficiles à saisir.

24 septembre.

1224. Je commence à me trouver dans tous les tracas d'une grande réunion de personnages importants. Ma vie de campagne, le *dolce far niente* dont j'ai joui pendant les trois semaines de voyage et de villégiature qui viennent de s'écouler, sont remplacés aujourd'hui par de graves besognes. Ancillon est ici depuis hier; il m'a pris deux heures ce matin; Nesselrode m'en a pris deux autres; j'en ai passé deux en conférence, une en visites. Me voici à vous écrire quelques mots, car mon salon est plein de convives qui dîneront chez moi, et la poste part après le dîner.

L'Archiduc Jean est arrivé ici hier. L'Archiduc François arrivera ce soir. Ils sont on ne peut plus charmés de leur séjour en Silésie et à Kalisch.

L'Empereur n'arrivera que le 25, et l'Impératrice le 26. Le reste du monde commencera à affluer à la même époque. Moi et les chevaux de poste, nous allons avoir une rude besogne et éprouver le même sort.

J'ai visité hier le plan du monument; il sera magnifique. Nobile vient de s'emparer de cinquante soldats pour en achever la construction. J'ajoute que je me porte parfaitement et que tout va bien ici.

23 septembre.

1225. Sándor est arrivé hier au soir. Il m'a remis votre lettre et donné les meilleures nouvelles sur votre état à vous tous. J'en remercie Dieu, car la première condition de mon bonheur est celle de vous savoir bien portants. Le reste s'arrange toujours entre braves gens.

L'Archiduc François-Charles est arrivé ici hier au soir. Il revient on ne peut plus satisfait de la réception qu'il a trouvée partout et de tout ce qu'il a vu. Il nous a donné les détails les plus précis sur les désirs de l'Empereur et de l'Impératrice de Russie au sujet de la réunion, et ces désirs cadrent en plein avec les arrangements que j'ai conseillés.

Le séjour à Teplitz sera de cinq jours, et celui de Prague probablement de trois. Vous voyez que le temps s'écoulera vite, et je n'aurai rien à ajouter à la durée de notre séparation, mais plutôt à diminuer. Tous les apprêts ici sont faits ou en train de se terminer, et tout ira bien. Les princes pleuvront sur nous incessamment comme une pluie d'orage; ils s'écouleront de même.

J'ai réglé hier sur les lieux la cérémonie de la pose de la pierre fondamentale*. Je désire en faire un beau spectacle, et tout y prête. Vous en lirez la description, et vous en verrez les dessins. J'y ferai tirer bien des coups de canon, on chantera, on fera du bruit de toute espèce. Il y aura certainement de vingt à trente mille spectateurs; ce sera, en un mot, une belle cérémonie et un spectacle magnifique. Je fais élever quatre mâts, dont trois porteront les drapeaux autrichien, russe et prussien; le quatrième sera orné des flammes des trois alliés réunis. Je m'assigne une place convenable dans la cérémonie. Il n'y a plus que le Roi de Prusse et moi qui som-

* Il s'agit de la pose solennelle de la première pierre du monument qu'on devait ériger à Priessen, en commémoration de l'héroïque résistance que les régiments de la garde russe opposèrent, la veille de la bataille de Kulm, au corps de Vandamme, qui leur était bien supérieur en nombre.

(*Note de l'Éditeur.*)

mes les survivants d'une époque bien glorieuse et qui dans tous les temps marquera dans l'histoire comme une révolution politique et sociale.

Nobile est plaisant à voir; le mouvement qu'il se donne est incommensurable. C'est lui qui soulève les masses immenses de granit qui forment la base du monument; il est sur et sous les pierres, et s'il n'y prend garde, il encourra le sort d'une souris sous une trappe. Il commande aujourd'hui un bataillon de soldats qui nivellent le terrain, et il est convaincu en son âme et conscience que c'est lui qui a gagné la bataille de Kulm.

Je vais passer mes soirées chez la princesse Clary, où les *aimables* du lieu se réunissent. Elle loge au Moritzhof, assez chétive petite maison; le château est dans un excellent état.

Ancillon est à vos pieds, et je le crois sûr d'occuper une place dans votre cœur. Je me garde bien de le désenchanter. Ce qui est certain, c'est que le regret de ne pas vous avoir ici est général et sincère.

24 septembre.

1226. Chaque heure nous amène maintenant un nouveau prince. Je ne sors pas des réceptions et des visites, et quand j'en sors, c'est pour tomber dans des entretiens diplomatiques ou bien dans des conférences, afin de régler ce qu'il convient de faire pour ne point tomber dans des absurdités.

J'ai fait placer Sándor comme chambellan près de la Grande-Duchesse de Weimar.

Le prince de Wittgenstein est arrivé ici hier. Il n'a pas aussi mauvaise mine qu'on me l'avait annoncé. Ce qui le change, c'est une perruque *à l'enfant* en cheveux gris de lin, véritable tour de force qui, j'en suis convaincu, ne réussirait pas à Apollon lui-même.

L'Empereur Nicolas arrivera demain dans la soirée. Il n'y aura point de réception. L'Empereur et l'Impératrice iront à la rencontre de l'Impératrice de Russie, qui arrivera le 26 au soir.

25 septembre.

1227. J'ai fait ma visite ce matin au Grand-Duc de Weimar, et si j'étais d'une humeur jalouse, je le serais du Grand-Duc. Jamais, non, jamais on n'a fait à un mari une déclaration à l'égard de sa femme comme le Grand-Duc m'en a adressé une pour vous.

Tout cela est bon; ce qui ne l'est pas, c'est que je ne trouve plus le temps de vous écrire. Ma chambre ne désemplit pas depuis sept heures et demie du matin jusqu'à minuit. Je commence ma journée par une gaie conférence à huit heures du matin avec Kolowrat, le grand écuyer, Fürstenberg, Ségur, etc., pour régler les plaisirs de la journée, les invitations pour la table impériale et autres agréables choses. Je me lève à sept heures précises, car la journée deviendrait sans cela trop courte.

Le monument est près d'être terminé, et il est véritablement beau. Il m'est venu une bonne idée, que la disposition des lieux m'a inspirée. Vous vous souvenez des monuments prussien et autrichien au delà de Kulm. On ne les découvre pas du point où l'on érige celui qui est destiné à la garde russe. On fera beaucoup de bruit près de celui-ci; une batterie de canons saluera les Monarques et la pose de la pierre fondamentale. Or je ferai placer près de chacun des deux anciens monuments des batteries qui répondront aux saluts du nouveau, *véritable conversation entre les morts*. La chose fera un grand et touchant effet; l'idée est tout à fait poétique, et un Kœrner en eût chanté avec passion la cause et l'effet.

Adieu, chère amie. Je sors de table, et Nesselrode, Ancillon et Tatistscheff sont dans mon salon pour entrer en conférence. Je suis vingt fois par jour tenté de m'écrier comme Dandini : « *Ma mi stracciate!* » — Adieu. Je ne serais pas surpris si l'Empereur Nicolas arrivait ici ce soir. Nous ne savons encore rien de lui, et comme l'Impératrice arrivera demain, je crois qu'il veut tomber dans la maison comme une bombe.

26 septembre, cinq heures du soir.

1228. L'Empereur de Russie est arrivé deux heures plus tôt qu'on ne l'attendait. L'Empereur venait de monter en voiture pour aller au-devant de lui; ils se sont rencontrés au sortir de la ville. J'ai passé deux heures à causer avec lui, et j'en ai été complétement satisfait. Il m'a témoigné des regrets fort touchants sur votre absence. Il est heureux de tout ce que je lui ai dit, il est content de tout ce qu'on lui a préparé; en général, les choses se passeront à merveille.

L'Impératrice arrivera encore ce soir. L'Empereur ne veut absolument pas que nos Majestés aillent à sa rencontre; on l'attendra donc de pied ferme au château.

Le Roi de Prusse arrive également ce soir. Il fait retirer jusqu'aux guérites des sentinelles devant sa maison.

Le séjour ici sera de sept jours, celui de Prague de deux. L'Empereur ira faire une course à Carlsbad pour y voir sa sœur, la princesse d'Orange. Madame de Ficquelmont a été nommée pour faire près de l'Impératrice le service qui vous était destiné.

Je mène une vie de chien ou plutôt d'oiseau, car je ne fais que voler d'une chambre à l'autre. Si je n'y étais pas, on aurait bien de la peine à se retourner! Quant à se retrouver, je crois que cela ne réussirait pas. Tout est réglé aujourd'hui, et tout ira à souhait.

Ce soir, il n'y a rien à la Cour, hormis le souper de famille. La troupe de Prague est ici, et elle est véritablement excellente. On a donné hier « *il Barbiere* ». Il y a deux fort bonnes chanteuses, un bon ténor et un certain *Bœck*, basse-taille qui fait grand plaisir, même quand on connaît Lablache.

27 septembre.

1229. Chère amie, j'attrape également aujourd'hui un instant entre chien et loup, pour vous écrire quelques mots.

Le chien, ce sont les affaires, et le loup les sécatures; je ne sors pas d'entre ces aimables puissances.

Ce qui est charmant et de fort bon goût, c'est la tournure que les attitudes ont prise ici. L'Impératrice de Russie est arrivée hier au soir vers huit heures. L'Empereur Nicolas est allé à sa rencontre, et notre Cour les a reçus au débotté. L'Impératrice de Russie a fait une fort simple toilette, et l'on a soupé en famille, c'est-à-dire à une table de trente-quatre couverts.

L'Impératrice, dès qu'elle m'a aperçu, est venue à moi et m'a dit : « Je suppose que vous êtes le prince de Metternich; vous me trouverez bien changée! » Je lui ai dit : « Changée, non, mais extrêmement grandie! » Elle avait sept ans quand je l'ai vue la dernière fois. Elle n'a que des restes, non de beauté, la taille exceptée, mais d'agrément et de prestance. Je la trouve bien plus avancée en âge que je ne l'avais cru; elle conserve cependant ce que gardent les figures agréables, certains moments, certaines poses, où l'observateur reconnaît le type effacé. Elle a, dans tous les cas, l'air d'avoir dix années de trop, comparée à son mari. Le ménage russe pèche ainsi par les inconvénients opposés à ceux de notre ménage. Vivent les justes milieux! on y revient toujours, et même à Teplitz.

Aujourd'hui commence le train de vie qui continuera durant sept jours. Le matin, promenade, manœuvre ou chasse; on dîne ensemble à deux heures; promenade après le dîner; puis, spectacle à six heures et demie, et après cela réunion, présidée par le prince de Clary.

Je vous quitte maintenant pour aller présenter mes messieurs à l'Impératrice de Russie.

Je vous retrouverai plus tard, moi qui ne voudrais jamais vous quitter. Je ne connais rien d'ennuyeux comme votre absence, d'abord par le fait lui-même, et puis à cause des inextricables explications dans lesquelles je suis obligé d'entrer sur la raison qui vous empêche d'être ici.

A cinq heures.

Je sors du dîner de la Cour, qui s'est très-bien passé. Comme je me mêle ici de tout, j'en fais autant des dîners. Je

m'assois toujours en face de l'Empereur, à une table remarquablement étroite. Je me suis adjoint comme aide de camp le prince Paul Esterhazy, et nous avons fait rire prodigieusement l'Impératrice de Russie, qui est extrêmement simple et facile dans ses manières. Nous sommes ensemble comme si trente années ne s'étaient pas écoulées depuis notre première rencontre. Parmi les bonnes histoires du temps qu'elle m'a racontées, je dois citer celle d'une douzaine d'Anglais qui, avec une autre douzaine, ont assisté aux camps de Kalisch et de Liegnitz, qui tous les jours ont dîné et soupé avec les maîtres du logis, et qui jamais n'ont pensé à se faire présenter à eux. On les a laissés aller leur chemin, de sorte que ces braves gens iront faire le tour de l'Europe, prenant toutes les Cours pour de bons hôtels garnis.

Je crois que je suis prêt à devenir amoureux, ma bonne chère. Ma flamme, c'est la jeune Grande-Duchesse Olga. C'est une charmante petite créature. Elle a treize ans, et n'a pas l'air d'en avoir davantage ; elle ressemble à son père comme la charmante miniature d'une belle chose. C'est l'Empereur Nicolas vu par une lorgnette retournée ; ce sont tous ses traits, changés en traits plus délicats. Elle est avec cela parfaitement bien élevée, simple, naturelle et polie. Tout père serait heureux d'avoir une fille comme elle, et je l'ai dit à l'Empereur et à l'Impératrice.

Le Roi de Prusse, entre autres, m'a également exprimé ses vifs regrets de ne pas vous voir ici : « C'est grand dommage ; — m'aurait été fort agréable ; — bonne raison... — dommage ; — une autre fois ; — bien des compliments ; — la reverrai bientôt avec plaisir. »

28 septembre.

1250. J'ai reçu aujourd'hui votre lettre du 25 septembre, et comme vous ne m'y dites pas un mot de votre santé, je la crois en règle : c'est ce qu'il me faut avant tout, et bien avant ma propre santé. Celle-ci, au reste, est excellente, et je fais de nouveau l'expérience que ma nature tient à celle des vieux

chevaux de bataille, qui n'ont besoin pour fournir leur carrière que du son de la fanfare.

Je ne puis vous dépeindre le singulier effet que me font vos lettres ; vous êtes l'autre partie de moi-même ; vos récits, qui me replacent au milieu du train journalier de notre vie, et ce qui se passe autour de moi, c'est comme si j'avais la moitié de mon être au bal et l'autre dans un des grands fauteuils de votre salon. Et encore, quel bal ! Cinquante-quatre princes et princesses, autant de grands maîtres et de grandes maîtresses, le double de chambellans, aides de camp et demoiselles d'honneur, tout cela tourbillonnant, et moi, pauvre chancelier, forcé de faire mouvoir toute cette masse, de la débrouiller et de la faire marcher dans les voies qui conviennent ! Quand je dis que c'est moi qui fais mouvoir la machine, c'est de toute vérité, et même l'une des plus généralement reconnues et appréciées ici.

J'aurai quelques bonnes anecdotes à vous conter à ce sujet. Je me suis adjoint comme aides de camp Paul Esterhazy et Sándor. Ce dernier est tellement dans la Cour de Weimar que s'il ne vous revient pas une espèce de Gœthe, la faute en sera toute à lui. Il jure et tempête, mais remplit à merveille le rôle que je lui ai infligé !

Hier a eu lieu la première réunion. Elle a fort bien réussi, et à la satisfaction générale. J'entends déjà bourdonner autour de moi le vœu que Teplitz se prolonge beaucoup, mais il n'en sera rien.

Je suis forcé de me lever journellement à six heures. En revanche, je me couche à onze heures. Je laisse danser les hauts personnages tant qu'ils veulent, et entre autres Brockhausen, qui danse des contredanses à Teplitz tout comme il en dansait à Vienne.

Ce matin, il y a eu parade religieuse à Dux. Je suis resté chez moi à travailler. Demain aura lieu la pose de la pierre pour le monument. La cérémonie sera belle et imposante. Nobile vit, mange et dort sur le piédestal du monument. Il jouera demain le grand rôle.

Je ne puis assez me louer de l'Empereur Nicolas et le louer

pour toute chose. J'ai eu, ces jours-ci, de longs entretiens avec lui; chaque jour me prouve que je l'avais bien deviné. L'Impératrice est tout à fait naturelle et fort aimable. Les choses sont, en un mot, établies comme si tous ceux qui se trouvent ici ne formaient qu'une seule et même famille; il n'y a pas plus de gêne que dans un salon de bonne compagnie; on mène, en un mot, une véritable vie de château. On est toujours en frac et en bottes. Le Roi de Prusse occupe son ancienne place au parterre du théâtre. Il est debout à celle qui dans la salle de la réunion porte l'empreinte de ses pieds, tant il l'a foulée dans le cours des dernières vingt-cinq années; c'est enfin Teplitz anobli, et pas autre chose. L'Empereur Ferdinand et l'Impératrice s'amusent et trouvent cela comfortable et nouveau. Cette dernière m'a encore dit aujourd'hui : « J'avais si peur de tout, que je suis tout étonnée de n'avoir plus peur de rien. »

29 septembre.

1231. C'est vraiment le cœur plein d'émotion que je vous écris aujourd'hui. Je ne crois pas que jamais il y ait eu une plus touchante et plus auguste cérémonie que celle de ce jour.

Vous verrez incessamment dans les feuilles publiques la description de la fête, car c'en était une véritable. Ce qu'elles ne diront pas, ou ce qu'elles diront mal, c'est le sentiment que plusieurs milliers d'assistants ont éprouvé!

Le temps le plus magnifique a embelli la solennité. Je me suis rendu à neuf heures sur l'emplacement du monument, pour y régler toutes les dispositions. A dix heures sont arrivés les Monarques; les autres hauts personnages y étaient déjà réunis sous une espèce de tente-galerie. J'ai rempli les fonctions à la fois de directeur et de chancelier. J'ai fait signer les actes; je les ai déposés dans la boîte, et alors les trois Monarques se sont avancés vers la plate-forme qui servira de soubassement au monument. Le prélat d'Osseg a officié, et après la première bénédiction, la troupe a fait un feu de file et l'artillerie a salué. Les tambours autrichiens et prussiens ont répondu aux salutations. Les coups de canon dans le lointain

et les colonnes de fumée qui s'élevaient au-dessus de la hauteur qui coupe la vue en marquant la place des batteries, ont produit l'effet auquel je m'étais attendu. Tout le monde a pleuré, et les quatre grenadiers russes qui étaient posés aux coins du monument, et qui tous avaient assisté à l'affaire du 29 septembre, n'ont fait que s'essuyer les yeux. La cérémonie a, en un mot, parlé à un même degré aux esprits et aux cœurs. Entre autres circonstances fortuites dont la réussite a impressionné le public, les pavillons qui étaient attachés à des mâts hauts de cinquante pieds, pendaient, faute de vent; au moment où la cérémonie a commencé, ils se sont mis à flotter.

Je vous renvoie à ce que vous apprendra la gazette, car si je voulais entrer dans les détails, j'aurais vingt pages à remplir. Ce dont je puis vous assurer, c'est que si vous aviez été présente, vous auriez versé bien des larmes. Tout, le passé, le présent et même l'avenir, s'est présenté aux esprits, et de tous les sentiments, ceux qui embrassent à la fois les trois époques sont certes les plus profondément saisis. Le Roi de Prusse était particulièrement touché. De tous les assistants, deux étaient seuls, il y a vingt-deux ans, ce qu'ils sont encore aujourd'hui, — le Roi et moi. Aussi en a-t-il fait la remarque les larmes aux yeux.

La cérémonie finie, tout le monde s'est rendu sur le champ de bataille de Kulm, où, sur une hauteur d'où l'on voit tout l'emplacement, étaient dressées des tentes. Un officier de l'état-major a expliqué les positions; puis on a été voir les monuments autrichien et prussien, et le tout a fini par un incident assez curieux. Vous vous rappelez la maison de l'invalide qui garde le monument de Colloredo. J'ai proposé à l'Empereur de Russie d'y entrer; tout le monde nous a suivis. Il y avait sur la table, dans la seule petite chambre qui forme la demeure du maître du logis, un gros pain noir et du beurre. L'Impératrice de Russie, après avoir longtemps regardé le pain, a voulu s'arranger une tartine. Je me suis offert pour lui en faire une, et ensuite moi, qui fais des tartines assez élégantes, j'ai été obligé d'en faire pour le moins cinquante.

Notre Empereur, l'Impératrice, toutes les puissances de la terre se sont munies de tartines. J'en ai eu le bras rompu, et comme en France tout finit par des chansons, il paraît qu'il était écrit dans le livre du destin que cette journée finirait par des tartines au beurre.

Ce qui est certain, c'est qu'il n'y a qu'une voix sur la cérémonie. Tout le monde m'en fait compliment. J'aurais été bien heureux si vous et les enfants y aviez été ; vous en auriez gardé un souvenir durable et touchant.

Nobile s'est couvert de gloire, et il a été beau de mouvement et de satisfaction intérieure.

30 septembre.

1232. Nous voici au dernier jour du premier mois que j'ai passé loin de vous, mon amie, car voilà bien trente jours complets que nous sommes séparés. Encore quinze jours, et nous serons réunis.

Le départ d'ici est fixé pour dimanche 4 octobre. Notre Cour ira ce jour-là droit à Prague, et l'Empereur de Russie passera ce jour à Theresienstadt à inspecter la forteresse.

On a donné hier soir *Norma,* avec une bien véritable perfection ; tout le monde est enchanté de l'Opéra. Ce soir, on donnera *Zampa*. Samedi prochain, il y aura, à la place du spectacle, un concert où Thalberg jouera. Je suis charmé de trouver cette occasion qui lui permette de se faire entendre.

Demain, l'Empereur de Russie passera la journée à Dux, où arrivera la princesse d'Orange, et le reste des Cours se rendra à Tetschen. Je suis un meuble trop nécessaire pour me dispenser d'en être. Mais je paye cher le temps que cela me prend. C'est la reprise d'un train de vie que j'ai mené durant un si grand nombre d'années, que je n'y découvre rien de nouveau.

Thalberg vient de m'interrompre. Je l'ai nommé maître de chapelle, et il arrange le concert pour samedi.

1er octobre.

1233. Je suis rentré de la course à Tetschen, du théâtre, où l'on donnait l'*Eulenspiegel,* et de la réunion. J'ai heureusement une estafette à faire partir pour Vienne. Je vous écris donc, ma bonne chère Mélanie. L'estafette porte à Pilat un article que j'ai fait sur la cérémonie d'avant-hier * et que je désire voir paraître dans l'*Observateur* le jour même où paraîtra dans la *Gazette de Vienne* le récit officiel de cette belle journée.

Tout le monde a pleuré à la cérémonie, les Souverains comme le peuple et les soldats. Mes coups de canon ont fait un effet qui m'a vivement saisi moi-même. J'étais en pleines fonctions, et à la place que vous trouverez marquée dans la lithographie que je vous envoie avec la prière récitée par M. le prélat d'Osseg, quand les batteries des monuments de Kulm ont répondu. Le canon parle un langage que tout le monde entend, et ici les paroles ont frappé les esprits et les cœurs. Je vous enverrai demain une fort bonne lithographie faite par Gurk et qui représente le monument; de plus, un poëme bien fait, qui dit en vers ce que je viens de vous dire en mauvaise prose.

Notre partie d'aujourd'hui a été charmante. Nous avons parcouru des sites admirables par le plus beau temps du monde. Il y a je ne sais combien d'années que je n'avais été à Tetschen, et j'ai trouvé à la contrée une vie et un air de civilisation qu'elle n'avait pas. L'immense commerce qui a lieu sur l'Elbe a fait de Tetschen une espèce de port de mer. La rivière est pleine de gros bateaux qui tous étaient pavoisés. Un grand nombre de fabriques se sont établies près de ce lieu de débouché; j'en ai visité une, entre autres, où l'on fait de la faïence façon Wedgwood, et dont le débouché principal est l'Angleterre.

L'Empereur Nicolas n'y était pas; il a passé la journée à

* Cet article de Metternich a été imprimé dans l'*Observateur autrichien*, n° 278. (*Note de l'Éditeur.*)

Dux avec sa sœur la princesse d'Orange, qui y est arrivée ce matin. La société était composée du reste de la Cour impériale de Russie, de la nôtre et de celle de Prusse. Les autres princes avaient été envoyés à la chasse, et ils ont dîné à Teplitz. On s'est promené, on a beaucoup ri, on s'est prodigieusement amusé, et c'est certes le meilleur parti que l'on puisse tirer d'une vie de Cour*.

FÊTES DE PRAGUE.

EXTRAITS DE LETTRES PARTICULIÈRES ADRESSÉES PAR METTERNICH A SA FEMME, DU 4 AU 11 OCTOBRE 1835.

1234. Arrivée à Prague. — Metternich logé à l'abbaye de Strahof. — Il la quitte pour le Hradschin. — Réunion sans souper. — 1235. Arrivée des deux Empereurs. — Présence d'un grand nombre de Cours. — Ennuis provenant du service et du logement. — Succès de Metternich. — Programme des fêtes. — 1236. Lettre de Metternich destinée à être portée par un courrier tout à fait extraordinaire. — 1237. L'Empereur Nicolas se rend incognito à Vienne. — 1238. Visite à la famille royale de France à Buschtiehrad. — 1239. Détails sur l'excursion à Vienne, projetée par l'Empereur Nicolas. — 1240. Biographie de Metternich, par Capefigue. — 1241. Retour de l'Empereur Nicolas à Prague. — Départ de Metternich pour Vienne.

Metternich à sa femme. Prague, 4 octobre 1835

1234. L'Empereur est à l'heure qu'il est en route pour se rendre de Teplitz ici. Il arrivera vers quatre heures, après avoir dîné à Weltruss. L'Empereur Nicolas dînera aujourd'hui chez le Roi de Prusse à Teplitz et couchera à Theresienstadt. Il passera la matinée de demain et dînera probablement ici. J'ai quitté Teplitz hier au soir et suis arrivé ici ce matin. Le quartier-maître avait trouvé plus digne de me loger à l'abbaye de Strahof, éloignée de Prague comme Hietzing l'est de Vienne, que dans un petit appartement du château, c'est-à-

* La suite et la fin des lettres se trouvent dans le chapitre suivant. (*Note de l'Éditeur.*)

dire, de mettre à ma disposition vingt chambres, au lieu de trois. Je suis descendu dans ma magnificence à quatre heures du matin. J'ai trouvé l'abbé et la communauté m'attendant en gala, et je crois qu'ils m'auraient porté au lit, si je n'avais pris les devants en me couchant moi-même. Je n'aime pas à jurer, mais j'ai immensément pesté contre l'inventeur de cet arrangement.

La première chose que j'ai faite en me réveillant à neuf heures, a été de quitter les honneurs et d'aller occuper mes trois modestes pièces au Hradschin. J'ai tellement surpris le quartier-maître par un aussi violent accès de modestie, que j'ai peur qu'il n'en devienne malade.

Comme le monde irait bien, s'il y avait moins d'imbéciles sur la surface de la terre!

Aujourd'hui tout se passera en doux repos. Demain commenceront les plaisirs. Mon dernier acte à Teplitz a été l'apaisement d'une insurrection parmi les princes et les princesses. Il avait été décidé que, vu le départ des cuisiniers, on souperait en famille et qu'il n'y aurait point de réunion; tout le monde a voulu la réunion, à commencer par notre Impératrice. J'ai tranché la question et proposé la réunion, mais *sans souper,* et aucun jugement antérieur, sans excepter ceux de Salomon et de Midas, n'a fait un effet plus surprenant et n'a eu plus de succès! L'auguste assemblée, tous gens enragés de danse et de plaisirs, m'a acclamé. Sur ce, je me suis esquivé pour venir à Prague!

5 octobre.

1235 .....L'Empereur et l'Impératrice sont arrivés ici hier à cinq heures du soir. Ils ont été accueillis avec un enthousiasme vraiment touchant de la part des populations. Le soir, il n'y a rien eu à faire. J'ai donc pu travailler, et j'ai fini ma journée chez les Chotek, où la société s'était réunie.

L'Empereur et l'Impératrice de Russie sont arrivés ici aujourd'hui à trois heures de Theresienstadt, où ils avaient passé la nuit. Ce soir, on ira voir la ville illuminée. Il y aura ici, outre la Cour de Russie, celle de Weimar, le prince et la

princesse royale de Prusse, les princes et les princesses Guillaume et Charles de Prusse, et le prince Albert, les ducs de Nassau et de Cobourg avec armes et bagages; le duc et la duchesse de Lucques; le prince et la princesse Frédéric des Pays-Bas. Vous voyez que tout cela fait un bon nombre de grands et petits personnages et beaucoup de tracas avec l'inconcevable désordre qui règne à la Cour.

Le bonheur m'a conduit ici vingt-quatre heures avant les étrangers; j'ignore ce qu'on en aurait fait, mais dans tous les cas il y aurait eu des confusions inextricables. J'aurai de bonnes histoires à vous conter. Vous connaissez mon métier de *frotteur* et d'homme de peine. Je puis jurer devant Dieu que depuis vingt-quatre heures je n'ai guère dépassé les limites de ces nobles métiers. J'ai, entre autres, brisé de mes propres mains un pot que l'on avait placé dans une table de nuit destinée à la Cour de Russie, et qui renfermait encore des restes de la Cour de Charles X. Enfin, et vraiment à l'aide de l'Impératrice elle-même, je suis parvenu à mettre les choses en état. Notre Cour est montée au second, et celle de Russie est descendue au premier, qui au moins est tolérable.

Vous me reprochez de ne pas vous avoir parlé de mon sentiment sur les affaires. Qu'il vous suffise de savoir que selon moi, qui ai été témoin de toutes les réunions de Souverains qui ont eu lieu depuis vingt-six ans, au grand déplaisir de certains hommes, celle de Teplitz a été une des meilleures. Je ne saurais mieux la caractériser que par le mot suivant, que m'a adressé naguère l'Empereur Nicolas : « Conservez-vous, m'a-t-il dit, car vous êtes notre clef de voûte ! » Aussi longtemps que les voûtes ne se plaignent pas de la clef, les choses sont bien placées, et l'édifice ne croule pas.

Voici le plan pour Prague. Demain *mardi,* inspection de troupes, le matin. *Mercredi,* grandes manœuvres et redoute publique. *Jeudi,* départ de la Cour de Russie. L'Empereur Ferdinand restera encore ici jusqu'au mardi de la semaine prochaine. Je tâcherai de pouvoir partir *dimanche.* Je prendrai dans tous les cas la nouvelle route par Neuhaus, et j'arriverai ou bien *lundi* soir ou *mardi* dans le milieu de la journée, selon

l'heure de mon départ d'ici. J'enverrai tous les jours l'un des individus de ma suite comme courrier à Vienne. Je n'en ai plus besoin, et de cette façon leur voyage ne sera pas tout à fait perdu pour le service.

Cette lettre vous sera apportée par Hübner, que j'ai gardé à Teplitz pour la rédaction. Vous savez combien j'apprécie son talent.

J'ai eu ce matin la visite du duc de Blacas; il m'a dit de fort bonnes choses sur vous, et il m'a fait grand plaisir.

8 octobre.

1236. Il se passe dans ce monde une foule de choses que l'esprit ne devine pas, mais dont le secret repose dans le cœur.

Vous recevrez cette lettre par un courrier comme il n'y en a jamais eu et comme il n'y en aura plus *.

8 octobre.

1237. Peu d'heures avant l'arrivée du présent courrier, vous serez tombée des nues.

Ce matin, c'est-à-dire il y a une heure, l'Empereur Nicolas est allé demander à notre Empereur ses ordres *pour Vienne.* Il m'a fait chercher et m'a confié également qu'il allait partir pour cette destination. Je lui ai remis deux lignes pour vous, que j'ai écrites à son bureau avec une plume affreuse, et cachetées avec les armes du prince Guillaume de Prusse, seul porteur d'un cachet.

L'Empereur va voir l'Impératrice mère. Il vous verra, je le suppose, et après un séjour de quelques heures, il reviendra ici *lundi.* Il ne s'y arrêtera pas plus d'un jour; je ne pourrai donc partir d'ici que *mardi.*

L'attention de l'Empereur Nicolas est *charmante,* mais elle agit comme un coup de pistolet, à l'improviste. J'espère que

* Ce billet m'a été remis à Vienne par l'Empereur Nicolas, le 9 octobre, à cinq heures du soir. (*Note écrite de la main de la princesse Mélanie.*)

vous vous conduirez toutes bien, et que vous ne tomberez pas malades de surprise. Tout le monde tombera des nues, et il y a de quoi.

Je ne vous en dis pas davantage, car je ne veux pas arrêter le porteur, que je charge de parler à l'Archiduc Louis et à Sedlnitzky.

9 octobre.

1238. J'ai profité de la matinée de ce jour pour faire une course à Buschtiehrad. Je suis parti d'ici entre huit et neuf heures, et j'ai ainsi précédé l'Empereur et l'Impératrice d'une heure. J'ai trouvé la famille royale occupée à déjeuner dans l'attente de l'auguste visite. Je me suis établi à table entre la Dauphine et le duc de Bordeaux, que j'ai trouvé grandi. On s'est bientôt levé de table, et j'ai causé avec le Roi jusqu'au moment de l'arrivée du prince Frédéric des Pays-Bas et de sa femme, qui ont profité de leur passage près de Buschtiehrad pour aller voir le Roi Charles X. J'ai trouvé celui-ci en fort bonne santé, et plutôt rajeuni que vieilli. Il a soixante-dix-neuf ans, et être frais à cet âge, c'est avoir un très-bon esprit. Après une heure de séjour de l'Empereur, nous sommes repartis pour Prague, où nous sommes arrivés pour le dîner. Notre table était singulièrement restreinte en comparaison des dernières quatre semaines, où elle comptait entre soixante et soixante-dix couverts. Il n'y a plus ici que les Weimar et le duc et la duchesse de Cobourg, qui partent ce soir ou demain matin.

A l'heure qu'il est (une heure de l'après-midi), l'Empereur Nicolas pourra être arrivé à Vienne. Votre surprise aura donc éclaté. Je vous ai dit dans la lettre qui est partie par courrier ce matin, que je m'attends à des scènes sans précédents. Elles ne manqueront pas. J'ai, en attendant, envoyé par ce courrier un canevas d'article pour l'*Observateur*. Il importera de parler, et dès lors il vaut toujours mieux dire bien que mal.

9 octobre.

1239. Je vous ai écrit hier deux fois : la première lettre par le courrier extraordinaire, et *fort extraordinaire,* qui vous aura envoyé ou remis ma lettre; l'autre par Podstatzky, que j'ai fait partir au moment où il m'a été possible de l'expédier, avec l'ordre de crever les chevaux pour devancer, si faire se pouvait, sur la route de Tabor, l'Empereur Nicolas, pour prévenir de son arrivée l'Archiduc Louis et par conséquent l'Impératrice mère, à laquelle Sa Majesté est allée faire une visite. Les distances n'effrayent pas un Empereur de Russie.

Voici la scène telle qu'elle s'est passée ici.

L'Empereur a assisté ce matin à une grande production de l'artillerie. Ensuite, il est revenu au Hradschin; il avait annoncé qu'il partirait avec l'Impératrice pour la Silésie. Tout le monde était rassemblé pour prendre congé de la famille impériale. Je n'y étais pas encore. L'Empereur Nicolas a demandé à l'Empereur et à l'Impératrice d'Autriche leurs ordres pour *Vienne.* On n'y a rien compris! « Oui, je vais à Vienne, faire ma cour à l'Impératrice mère, et je ne prendrai congé de Vos Majestés qu'après mon retour, lundi prochain! » Vous jugez de l'étonnement général! Sur ces entrefaites, je suis entré dans le salon, et aussitôt que l'Empereur Nicolas m'a aperçu, il m'a entraîné dans son cabinet (je ne savais rien de ce qui venait de se passer) et il m'a dit : « Asseyez-vous à cette table et écrivez à votre femme! » Je l'ai regardé avec de grands yeux (comme notre petite Mélanie dans certaines occasions) et lui ai demandé ce que je devais vous écrire. « Écrivez ce que vous voudrez, je serai le porteur de la lettre. » Alors j'ai eu le sentiment d'avoir ouvert une bouche bien plus grande encore que les yeux! « Oui, oui », me dit-il, « ce n'est pas une plaisanterie, je vais justement à Vienne; j'y serai dans vingt-huit heures, et lundi, je serai de retour ici ». Alors je vous ai écrit les quatre lignes que vous aurez eu de la peine à lire, car de toutes les plumes infernales, la plus maudite s'est trouvée sous ma main. J'ai voulu lui remettre la lettre ouverte,

il a voulu qu'elle fût cachetée; et comme ni l'Empereur de Russie ni la chancellerie d'Autriche n'avaient de cachet, j'ai cacheté avec les armes du prince Guillaume de Prusse. Sur cela, l'Empereur Nicolas s'est mis en route pour Iglau, Znaïm et Vienne, dans une calèche, avec le général Benkendorff, sous le nom duquel il voyage.

Comme celui-ci n'a point de passe-port, je suppose qu'on lui fera des difficultés aux portes de Vienne. Maintenant, que se passera-t-il là-bas? Dieu le sait! L'Empereur descend chez Tatistscheff, dont la maison n'est pas préparée, et tout ce que celui-ci a pu faire, ç'a été de donner à son maître une lettre de recommandation pour son maître d'hôtel.

Je suis rentré chez moi pour faire partir Podstatzky, qui devait se mettre en route ce soir. Pendant qu'on le cherchait, je vous ai écrit.

Je suis fâché de ne pas voir les singuliers visages, les surprises et les étonnements de tout Vienne. Il pourra se présenter de plaisantes combinaisons. L'Empereur Nicolas peut être arrivé au milieu du déménagement de Schœnbrunn; il pourra vous trouver en robe de chambre, et votre mine, si l'on vient vous annoncer le général Benkendorff, ou Dieu sait quel nom il prendra, et que vous reconnaîtrez l'Empereur, sera parfaite à observer. Paul Esterhazy, parti d'ici ce matin par la route de Tabor, et qui, je crois, couchera en route, trouvera Vienne sens dessus dessous. On lui dira : L'Empereur Nicolas est ici, — ou : Il vient de repartir de Vienne; — il traitera de fou celui qui tiendra un aussi sot propos. Tirez-vous-en comme vous pourrez; plus il y aura de confusion, plus l'Empereur sera content.

Le résultat de la plaisanterie, qui, au reste, est de fort bon goût, c'est qu'il me faudra rester ici deux jours de plus. Je comptais partir dimanche, je ne partirai plus que mardi, et serai par conséquent à Vienne soit mercredi au soir, soit jeudi dans la matinée.

Demain, il n'y aura plus ici que la Cour de Weimar, que l'Empereur Nicolas a priée de rester jusqu'à son retour.

Maintenant que je vous ai conté tout cela, je vous dirai que

je vous aime de tout mon cœur, et que j'ai bien besoin de me retrouver près de vous.

Je ne crois pas avoir jamais passé quatre semaines plus en mouvement.

11 octobre.

1240. Une lettre que Clam vient de recevoir de sa femme lui a appris que l'Empereur Nicolas est arrivé le 9, à deux heures de l'après-midi. Je n'ai rien reçu de la chancellerie, ni lettres ni gazettes. La chancellerie aurait-elle aussi perdu la tête?

Cette lettre devait être portée à Vienne par Thalberg, qui ne partira que ce soir, ce qui fait que je la confie à un courrier.

Demain, je ferai partir celui qui commandera mes chevaux, et c'est par lui que vous saurez l'heure de mon arrivée.

Prague est rentrée dans la vie ordinaire. J'ai passé la soirée d'hier chez les Dietrichstein, qui viennent de faire meubler leur maison d'une manière fort agréable. Thalberg y a joué comme un ange. Il s'est fait entendre deux fois devant la Cour, une fois à Teplitz et une fois ici. Il a remporté un énorme succès, et une bague avec le chiffre que notre Empereur lui a donnée.

Je vous envoie ma *biographie* par Capefigue. C'est bien la biographie de quelqu'un, mais non la mienne. Cette publication prouve de nouveau ce qui n'a plus besoin d'être prouvé, qu'il est impossible d'écrire l'histoire contemporaine. Le portrait n'est pas ressemblant, et les faits sont à moitié vrais et à moitié de pure invention, ou de cette induction à laquelle les littérateurs français se livrent communément avec une présomption sans égale. Vous trouverez à la fin de l'article l'anecdote des deux mariages, que j'ai contée à Balzac. Elle n'est pas non plus très-exactement rendue *.

11 octobre, huit heures du soir.

1241. L'Empereur est arrivé ici un peu après cinq heures, par conséquent en vingt-quatre heures de course. Je l'ai reçu

* Voir aussi la lettre à Apponyi, n° 1207. (*Note de l'Éditeur.*)

au débotté; il m'a remis votre lettre et m'a raconté tout ce qui s'est passé à Vienne. Il est enchanté de vous, et vous vous êtes conduite comme un ange.

Il regarde sa course comme un des beaux moments de sa vie, et il a reçu de Vienne l'impression que j'avais désiré qu'il en reçût.

RÉSULTATS DE L'ENTREVUE DES SOUVERAINS A TEPLITZ.

1242. Metternich à Apponyi, à Paris (D.). Prague, le 12 octobre 1835.

1242. Je mets à profit les derniers moments de mon séjour à Prague pour vous transmettre les informations suivantes, qui devront demeurer réservées à votre connaissance exclusive, mais qui pourront servir de guide à votre langage envers ceux qui se croiraient en droit de vous faire des interpellations.

La rencontre des trois Monarques à Teplitz a été la suite d'un engagement pris entre feu l'Empereur François et l'Empereur Nicolas, au moment où, en 1833, ils se sont séparés à Münchengrætz. La perte que notre Empire et l'Europe ont éprouvée dans la personne du Monarque qui, dans le cours de quarante-trois ans, a su tenir le sceptre avec une inébranlable fermeté et traverser victorieux l'une des périodes les plus accablantes de l'histoire; cette perte n'a en rien altéré les relations si heureusement existantes et si longuement éprouvées d'une parfaite solidarité de principes et d'action entre les Monarques qui occupent les trônes d'Autriche, de Russie et de Prusse. Si tout est resté et reste inébranlable pour le fond, rien également n'a dû éprouver un changement dans les formes. Le rendez-vous arrêté avec le père a eu son plein effet après l'avénement du fils, par une réunion non-seulement entre des Monarques, mais entre d'augustes familles, toutes unies par un même lien d'amitié.

Si dans tous les temps il eût été impossible qu'une réunion aussi auguste restât étrangère à des questions de haute politique,

il est certain que, dans une ère comme la nôtre, avancer le contraire, ce serait avancer une assertion absurde.

Non, Monsieur le Comte, les Monarques ne se sont pas bornés à se voir. Ils se sont rendu compte de la situation générale des choses, de leurs positions relatives, des soins que réclament de leur part les grands intérêts du jour et l'accomplissement de leurs devoirs. Leurs points de départ ne sont ignorés de personne. Défenseurs et gardiens des principes conservateurs, les trois Monarques n'ont pu errer ni dans le choix de la tâche que la Providence leur a imposée, ni dans la direction qu'ils auraient à suivre pour la remplir. Le corps social est engagé dans une lutte à laquelle participent plus ou moins tous les États. Cette lutte n'est pas d'hier; elle est généralement connue; les partisans des seuls systèmes qui comptent encore, celui de la conservation et celui de la prétendue réforme sociale, ne sont plus en doute ni sur ce qu'ils veulent ni sur ce qu'ils doivent vouloir pour servir les causes sous les drapeaux desquelles les partis se dessinent tous les jours d'une manière plus prononcée. En se rendant compte mutuellement des besoins du jour, les puissants gardiens de la paix publique se sont rencontrés dans leurs pensées, et l'attitude de chacun d'eux s'est renforcée de la conviction qu'en toutes choses ces pensées sont les mêmes.

Quant à des affaires spéciales, il est difficile d'en trouver une qui ne rentre pas dans la cause générale. Parmi ces affaires réputées spéciales, il en est qui ne sont pas même des affaires, et d'autres qui n'exigent aucun changement, ni dans l'attitude ni dans la marche antérieure des puissances.

A la tête des affaires qui n'en sont pas, nous plaçons sans hésitation celle qui est qualifiée d'affaire d'Orient. Je n'ai à ce sujet rien à vous apprendre que vous ne connaissiez déjà. Les deux puissants voisins ne se laissent pas dérouter par un mauvais jeu politique dans leurs vues uniformément conservatrices à l'égard du trône et de l'Empire ottomans, et il suffira de ce fait pour déjouer, soit le mauvais vouloir, soit les idées erronées auxquelles se sont livrées et se livreraient encore d'autres Cours.

Parmi les affaires dignes de ce nom, nous plaçons en première ligne le règlement de l'affaire hollando-belge. On s'est effectivement occupé de cette question à Teplitz, et les Cabinets des trois grandes puissances continentales ont pris en considération des ouvertures que le Cabinet anglais venait précisément d'adresser à la Cour de Prusse, par l'organe de sir Robert Adair, dans le but d'amener la reprise des conférences de Londres. Comme les trois puissances n'ont pas provoqué dans le temps la rupture de ces conférences que les deux Cours maritimes ont cru devoir suspendre, les trois Cabinets réunis à Teplitz ont dû reconnaître que toute démarche ayant pour but de renouer la négociation devait être faite à La Haye par l'Angleterre et la France, et qu'alors, sur une invitation du Roi des Pays-Bas, les Cours d'Autriche, de Russie et de Prusse non-seulement concourraient à la reprise des conférences, mais feraient tous leurs efforts pour mener à son terme cette affaire si compliquée.

Tout ce qui regarde la péninsule Ibérique rentre dans le domaine de la question générale. L'Espagne continue à être le théâtre d'une lutte ouverte et acharnée entre le principe de conservation et celui de destruction. L'attitude que, dans cette lutte, ont cru devoir prendre les trois Cours, a dans tous les temps été si franchement dessinée, qu'il n'y a rien à vous apprendre à cet égard. Toujours conséquentes dans leur marche, les puissances conservatrices n'ont rien changé ni ne changeront rien à l'attitude libre et expectative qu'elles ont adoptée. Elles ne sauraient se lancer dans une mêlée que des conditions matérielles tiennent placée hors de la portée de leur action directe. L'Espagne semble destinée par la Providence à passer par des épreuves cruelles et à donner en même temps de grandes leçons au monde. Ces leçons seront les plus dures pour ceux qui, en suivant les impulsions d'une politique perverse, ont soufflé et entretenu le feu dans un pays où tant de matières combustibles se trouvent placées à côté d'autres matières qui semblent être destinées par la nature à résister à l'action du feu. Tout ce qu'en particulier je vous ai écrit sur les affaires d'Espagne est approuvé en entier par la conscience

de nos intimes alliés. La réunion des Monarques n'a rien pu changer ni avancer dans les décisions des trois Cours; c'est au delà des Pyrénées que se trouve l'affaire d'Espagne, et ceux qui ont cru pouvoir la placer à Londres ou à Paris se sont livrés à une grande erreur, à une erreur que les Monarques n'ont jamais partagée, en essayant de transporter cette même affaire à Teplitz.

Vous puiserez dans ce court aperçu, Monsieur le Comte, tous les éléments nécessaires pour votre information. Les trois Cabinets sont maintenant tombés d'accord de ne point adresser, à la suite de leur réunion, un manifeste ni même des circulaires à leurs missions. Ce que veulent les trois Cours est généralement connu; le redire est inutile et ne pourrait avoir d'autre résultat que d'affaiblir leur situation inexpugnable. Les vagues viennent se briser contre le rocher, le rocher ne s'avance pas pour briser la lame. Les crises sociales ne peuvent être surmontées par une action trop active de la part de ceux qui sont destinés à en devenir les réparateurs grâce à la même force qui leur a indiqué à eux-mêmes les véritables voies pour se conserver. Si les puissances savent se taire quand la réserve est commandée par la sagesse, elles sauront agir le jour où leur action sera véritablement utile.

Opposez à des questions indiscrètes une sérieuse impassibilité. Personne n'a ni le droit ni le pouvoir de faire parler des puissances qui ne veulent point s'expliquer. Des consciences agitées par le sentiment de leurs torts, ou des esprits privés du secours d'une saine pratique, pourront seuls essayer de pénétrer les secrets de Teplitz. Les Cours n'ont pas de compte à rendre aux premières, et elles auraient grand tort de se livrer davantage envers les autres. Que tous sachent que les Monarques se sont séparés comme ils se sont rencontrés, animés des mêmes sentiments et décidés au maintien de leur attitude immuable *.

* Nous avons donné plus haut une courte analyse du Mémoire secret qui avait été envoyé à Apponyi en même temps que cette expédition. Voir la note qui accompagne le n° 1207. (*Note de l'Éditeur.*)

1836.

EXTRAITS DU JOURNAL DE LA PRINCESSE MÉLANIE.

DÉTAILS BIOGRAPHIQUES.

1243. Vienne (du 1er janvier au 10 juin). — 1244. Séjour à la campagne, à Hietzing (du 26 juin au 4 août). — 1245. Voyage en Bohême et à Prague (du 5 août au 14 septembre). — 1246. Retour à la ville (du 19 septembre au 26 décembre).

VIENNE.

1243. Commencement de l'année. — Dîner diplomatique. — Soirée chez l'Impératrice mère. — Dîner chez Rothschild. — Trente et unième anniversaire de naissance. — Alcudia. — Conversation avec l'Impératrice mère. — Mort de la Reine de Naples. — Le *Portfolio*. — Affaires de Hongrie. — Portrait du prince par Molteni. — La maison de Baden. — Arrivée, réception et séjour des princes français. — Les petits Archiducs et mademoiselle Sturmfeder.

Vienne, le 1er janvier 1836.

1243. Dieu veuille que cette année s'écoule, sinon heureusement, du moins sans de trop rudes épreuves! Que Dieu me conserve ce qu'il m'a donné, et qu'il m'accorde la force de contribuer au bonheur des autres! Voilà ce que demande au Ciel ma fervente prière. Dieu a infligé à notre pauvre pays une perte terrible et douloureuse au dernier point. Nous la ressentons aujourd'hui plus encore qu'au moment où l'Empereur François Ier a fermé les yeux.

J'ai eu à dîner tout le corps diplomatique; l'ambassadrice et les femmes des ministres plénipotentiaires étaient aussi au nombre des invités. Tatistscheff donnait le bras à madame de Tettenborn; j'étais placée entre le nonce et l'ambassadeur de France. Le soir, nous avons eu peu de visites; il n'est venu que quelques messieurs, et nous nous sommes couchés assez fatigués. Clément a un fort rhume de cerveau; le temps est affreux, et l'on se refroidit dans les chambres.

5 janvier.

Nous avons passé la soirée chez l'Impératrice mère, où était réunie une société très-choisie. Clément n'a pas tardé à animer la conversation. Nous ne sommes rentrés qu'à neuf heures et demie, sans pouvoir nous plaindre de la soirée, qui a été aussi agréable que possible.

25 janvier.

J'ai dîné à cinq heures chez notre ami Salomon de Rothschild. Le comte et la comtesse de Sainte-Aulaire, les Maltzahn, la vieille princesse Marie Esterhazy, la princesse Paul et Rosa, les Chorinsky, Sedlnitzky, Clément et moi, nous assistions à ce dîner, qui était parfait. Rothschild a un fameux cuisinier français, et il avait naturellement ses petits plats extra à côté des grands plats. Son appartement dans la maison où se trouve l'hôtel de « l'Empereur romain » est très-joli et très-confortable. Wertheimstein et Goldschmidt ont aidé à faire les honneurs. Rothschild possède une magnifique collection d'antiquités, qu'il nous a montrée et qu'il destine à son fils. Nous avons vu aussi la *caisse* de Rothschild, qui est sans contredit la plus belle partie de la maison; elle contient pour le moment *douze beaux millions!* Cette idée me rend triste. Que de bien pourrait-on faire avec le quart de cette somme!

28 janvier.

Aujourd'hui j'ai accompli ma trente et unième année. Je suis déjà horriblement vieille, ce qui est un défaut dont on ne peut plus se défaire.

9 février.

J'ai lu à Clément le procès de Fieschi. Il y a eu chez Sainte-Aulaire un bal, pour lequel nous ne nous sommes pas mis en grands frais. Nous avons achevé la soirée à la maison, avec Alfred Potocki, maman, Marschall et Alcudia, qui était dans

un état d'excitation nerveuse à faire pitié. Je lui demandai ce qu'il avait, à quoi il me répondit qu'il était le plus malheureux des hommes, que Montenegro avait été envoyé vers lui par le Roi Charles pour lui dire de tout abandonner et de se rendre auprès de lui aussi vite que possible. D'une part, l'idée de ne pas obéir aux ordres formels de son Roi lui est pénible au plus haut degré; d'autre part, il ne peut quitter sa femme, qui attend sa délivrance; il ne peut se séparer de ses enfants et laisser ses affaires, qui sont si importantes en ce moment, pour s'exposer au danger probable de ne pas arriver du tout au but, parce qu'il sera arrêté en route, ou, dans le cas où cette éventualité ne se réaliserait pas, de ne pouvoir supporter, à son âge, les privations et les fatigues de la vie des camps. Je n'ai jamais vu quelqu'un de plus embarrassé et de plus malheureux que ce pauvre Alcudia; il m'a inspiré la pitié la plus vive, en partie parce qu'on ne sait pas quel conseil lui donner dans une situation aussi délicate.

10 février.

Je me suis réveillée avec la pensée que j'avais eu tort de lancer des invitations pour un bal d'enfants qui doit avoir lieu vendredi, parce que ce jour tombe sur le 12 et que l'Impératrice pourrait trouver mauvais qu'on choisît ce jour, qui est l'anniversaire de la naissance de l'Empereur défunt, pour organiser chez moi une réunion dansante. Clément, qui avait eu une longue conversation avec Reviczky, a partagé ma manière de voir. Il est très-absorbé par l'arrivée du Palatin. Je me suis donc arrangée de manière à remettre mon bal à un autre jour.

13 février.

Je suis allée à six heures et demie chez l'Impératrice mère. Elle m'avait fait venir simplement pour causer avec moi. Hier, jour anniversaire de la naissance de l'Empereur défunt, on avait dit la première messe dans la chapelle qui se trouve dans la chambre où il est mort. L'Impératrice est très-affligée de la mort de la Reine de Naples; c'était une femme si nécessaire et

si vertueuse! On dit que l'Impératrice régnante est plongée dans la plus profonde douleur, et elle a bien lieu d'être désolée.

17 février.

Clément est venu chez moi dans un état d'extrême agitation. Il m'a apporté un journal dans lequel se trouvaient des extraits de dépêches qui avaient été écrites en 1829 par Pozzo et par Tatistscheff. Ce dernier parle de l'artificieuse Autriche, mais Pozzo déclare ouvertement que l'unique moyen de réaliser les glorieux projets de la Russie, c'est de délivrer l'Empire d'un homme aussi abominable que le prince de Metternich, etc. La publication de pareils documents fait frémir. La source est une brochure qui paraît à Londres sous le titre du *Portfolio*, et qui contient des papiers authentiques trouvés à Varsovie lors du pillage des archives. Les dépêches avaient été communiquées, sous forme de copie, au Grand-Duc Constantin, et cette jolie collection se publie en ce moment.

18 février.

Clément m'a encore longuement parlé des dépêches de Pozzo; il a fait chercher celles qu'il a expédiées en 1828, et il a été démontré que toutes les assertions de Pozzo étaient controuvées. Il prend cette affaire très à cœur.

19 février.

Clément m'a fait lire toutes les dépêches qu'il a adressées à Paris et à Londres dans le cours de l'année 1829. Je suis péniblement affectée de cette affaire, parce qu'elle ne peut avoir que de fâcheuses conséquences, et que Clément, dont le caractère honnête et loyal est attaqué de la manière la plus grave par la conduite de ses collègues, ne cache pas l'humeur qu'elle lui cause.

23 février.

Clément m'a lu la dépêche qu'il envoie à Saint-Pétersbourg en réponse au *Portfolio* * ; c'est un travail très-remarquable. Ficquelmont est chargé de le porter à la connaissance de l'Empereur Nicolas. Tous les documents de nature à réfuter les assertions calomnieuses et à faire justice des interprétations perfides qui sont contenues dans les dépêches de Pozzo, y sont annexés. L'Autriche, et surtout Clément, y apparaissent sous un jour qui fera certainement une grande impression sur le cœur loyal de l'Empereur Nicolas, car il est revenu de ses erreurs passées, et il désapprouve, je n'en doute pas, ces imprudentes publications qui le compromettent si gravement, lui et son entourage.

4 mai.

L'Empereur est parti le 1er mai pour présider la clôture de la Diète à Presbourg. Clément est parti le même jour pour le rejoindre; ces affaires de Hongrie sont bien tristes. La clôture de la Diète s'est effectuée dans de très-bonnes conditions. La présence de mon mari à Presbourg a été un bien; il

* Cette dépêche, adressée à Ficquelmont, à Saint-Pétersbourg, porte une date postérieure, celle du 1er mars; elle était destinée à être mise sous les yeux de l'Empereur Nicolas. Elle est accompagnée de vingt-cinq documents qui y sont annexés : ce sont, en grande partie, des dépêches écrites par Metternich en 1828 et 1829, qui forment autant d'arguments victorieux contre les allégations mensongères du *Portfolio*. Le chancelier n'avait d'autre but que de présenter sous son vrai jour la conduite loyale qu'il avait tenue à cette époque à l'égard du Monarque russe, attendu que le principal grief contenu dans le document publié par le général Pozzo (ainsi que le lecteur a pu le voir par le document n° 941 du tome IV) tendait à faire croire que le prince de Metternich s'était efforcé de coaliser les Cours de Berlin, de Londres et de Paris contre la Russie, dans le but de dicter les conditions de la paix à imposer à cette dernière puissance. Cet exposé sincère et détaillé de Metternich atteignit son but, et les attaques de Pozzo furent repoussées victorieusement, grâce à la production des pièces tirées des archives de l'État : cela est démontré par le fait que l'Empereur Nicolas continua d'honorer le chancelier d'État autrichien de toute sa confiance. C'est pour cette raison que nous nous abstenons de faire figurer dans les Mémoires les nombreux documents qui se rapportent à cette affaire toute spéciale. (*Note de l'Éditeur.*)

a empêché de commettre de grandes sottises. Il veut dorénavant prendre tout à fait en main la direction de ces affaires et faire donner les principales fonctions à des personnes dont il soit parfaitement sûr *.

19 mai.

L'Archiduc François a eu avec Clément un entretien au sujet de la réception qu'il y aura lieu de faire très-prochainement aux princes français, et il m'a aussi parlé longuement de cette question.

20 mai.

Molteni a fini le portrait de mon mari; s'il n'est pas bon, il est du moins supportable.

* A propos de son séjour à Presbourg, le prince de Metternich écrivait, le 1er mai, à sa femme : « La Diète est rassemblée, le chancelier Reviczky est en conférence chez lui, je suis en conférence chez moi; tous plaisirs peu réjouissants, mais nécessaires pour terminer le tout demain par une bien heureuse clôture. J'ai beaucoup travaillé et fait beaucoup d'affaires dans le cours de ma vie, mais des affaires comme celles d'ici sont bien désagréables. Comme toute chose a une raison, celle qui trouble la Hongrie dans sa définition la plus simple est la suivante : Le pays, les lois qui le régissent, les mœurs, les usages, sont en arrière de plusieurs siècles du reste de l'Europe. Quelques écervelés sont imbus des idées qui dans l'ouest de l'Europe sont nées de l'excès de civilisation. Ce sont ces idées qu'ils veulent appliquer à un corps social qui n'est pas préparé à les recevoir. Dans la vie de l'homme, il y a une enfance, un âge mûr et la décadence : l'une de ces phases succède sans effort à l'autre. En Hongrie, l'âge mûr a été sauté, et ce que les fous de ce pays ont cherché dans d'autres pays, ce ne sont pas les fruits de l'âge mûr, mais les produits de la décadence. Voilà la vérité, et toute la vérité. Vous voyez que je vous parle comme si je conférais. »

Le 2 mai, Metternich écrivait : « L'affaire est finie, et de la meilleure manière dont elle pouvait finir. J'ai très-bien fait de venir ici, car, sans ma présence, l'Empereur se serait trouvé dans plusieurs embarras que les frères et amis lui avaient ménagés et que j'ai su faire tourner à leur honte, ou pour le moins pas à leur profit. Je sors, à sept heures du soir, de la séance royale. L'Empereur a très-bien lu son discours, et le tout s'est très-bien passé. C'est la fin des fins. Demain, à neuf heures, je serai en route pour aller vous rejoindre, ce qui est un tout autre bonheur que celui d'assister à la clôture d'une Diète, fût-ce même celle de Presbourg. » (*Note de l'Éditeur.*)

24 mai.

J'ai été avec Clément à Baden ; nous sommes arrivés à trois heures dans notre jolie maison, qui est aussi coquette et aussi commode que possible. Après le dîner, nous nous sommes rendus dans la maison de l'Archiduc Antoine, pour voir les orangers dont l'ordre Teutonique nous a fait présent ; ils sont magnifiques et peuvent se transplanter, ce que nous regardions comme impossible.

25 mai.

Clément avait un courrier à expédier. Il avait beaucoup à faire ; mais il est venu une foule de fâcheux, qui l'ont tellement dérangé, que je suis allée m'installer dans la bibliothèque pour barrer le chemin. Mes mesures de police étaient si bien prises que mon mari a pu tranquillement terminer son travail.

29 mai.

A onze heures du matin, j'ai vu une foule de monde courir vers la place du château, ce qui m'a inquiétée. Neumann, qui a assisté à l'arrivée des princes français, m'a dit que c'était la population de Vienne qui, poussée par la curiosité, était accourue en masse pour les voir. Clément s'est rendu en uniforme à Schœnbrunn, où toute la famille impériale était réunie pour recevoir ses hôtes. L'Empereur a conduit les princes chez l'Impératrice, et plus tard l'Archiduc François les a présentés à sa femme. Les membres de la famille impériale, la Cour, la duchesse de Lucques, Clément et Kolowrat ont assisté au dîner.

Clément est rentré à quatre heures ; il était très-satisfait de l'attitude des princes. J'ai appris plus tard que le duc d'Orléans avait dit à l'Archiduchesse Sophie que l'empressement du public accouru pour voir les arrivants lui avait fait grand plaisir, qu'il avait même remarqué des verres de couleur préparés pour l'éclipse de soleil, dont on s'était servi pour les regarder. A six heures, Clément s'est rendu chez les princes.

Les grands dignitaires de la Cour étaient déjà venus leur rendre visite. Clément a parlé au duc d'Orléans de questions d'affaires, et il a été content de lui. A huit heures, je suis allée chez Sainte-Aulaire. Je dois l'avouer, j'étais légèrement irritée. Je trouvais inconvenant que ces princes ne fussent pas venus chez moi et qu'il me fallût venir les chercher chez l'ambassadeur. L'air embarrassé de Sainte-Aulaire me rendit mon calme. Il me présenta le duc d'Orléans, qui est grand et d'un extérieur agréable. La conversation a été aussi insignifiante que possible; mais je crois avoir été telle que je le devais. Le duc a quelque ressemblance avec le duc de Lucques; cependant il est plus bel homme; son frère est petit, parle peu et s'efface autant que possible. On ne saurait méconnaître son origine napolitaine. L'ambassadeur nous a offert du thé et a retenu les princes à souper. Il leur fit d'abord prendre place à une petite table avec Clément et Paul Esterhazy, qui est dans les meilleurs termes avec eux; mais mon mari a fait en sorte qu'on leur offrît des places à la table des dames. Nandine, Auguste Szapary et la princesse Radziwill furent chargés de leur tenir compagnie; Karolyi et quelques autres messieurs leur cédèrent leurs places. Guillaume Lichnowsky, qui remplissait auprès du duc d'Orléans l'office de chambellan, nous raconta que le duc lui avait dit, lors de son arrivée, que sa mère l'avait chargé de faire dire, dans le caveau mortuaire, des messes pour le repos de l'âme de l'Empereur défunt, et qu'il voulait se rendre lui-même auprès de la tombe. Lui, Nobili et Édouard Zichy ont été désignés pour accompagner les princes.

30 mai.

Les princes ont reçu aujourd'hui tout le Corps diplomatique ainsi que les autorités militaires.

J'ai mis une toilette aussi simple que riche, et à partir de neuf heures, j'ai attendu mes invités. L'Archiduc François fut le seul de nos princes qui parût. Il est arrivé le premier; le duc d'Orléans, lorsqu'il vint, dit à l'Archiduc qu'il regrettait d'avoir été devancé par Son Altesse Impériale, attendu que *son* devoir

aurait été d'arriver le premier. Comme les jeunes princesses ne venaient pas et qu'il faisait déjà très-chaud dans nos salons, je commençai la polonaise avec le duc d'Orléans; la princesse Esterhazy me suivit avec le duc de Nemours, et l'Archiduc François vint ensuite avec l'ambassadrice. Waldstein menait la danse. Le duc d'Orléans dansa la première valse avec Bertha Lobkowitz. Éléonore Schwarzenberg, qui est revenue d'Italie hier, est venue ce soir; elle est plus jolie que jamais. Le bal a été très-animé, le souper a été splendide. On a dansé, malgré les uniformes, jusqu'à quatre heures du matin.

31 mai.

Clément a dû se lever de bonne heure pour aller à Baden, où les princes dînaient chez l'Archiduc Charles. L'Archiduchesse Thérèse a assisté au dîner, mais elle n'a pas pris part à une excursion à Vœslau, qui a duré assez longtemps.

1er juin.

J'ai eu une agréable soirée, très-animée et très-jolie. Les princes ont soupé chez moi et, en se retirant, ils m'ont remerciée de mon hospitalité.

2 juin.

Il nous a fallu déjeuner de bonne heure, parce qu'à quatre heures nous devions assister au goûter que la Cour donnait aux princes dans les jardins de Schœnbrunn. L'Empereur était dans un char-à-bancs avec son frère François et l'Archiduc Louis; puis venaient, dans une calèche, l'Impératrice avec le duc d'Orléans; une deuxième calèche était occupée par l'Archiduchesse Sophie et le duc de Nemours; dans une troisième calèche étaient Clément et Thérèse Fürstenberg; dans une quatrième, Dietrichstein et moi; une cinquième, dans laquelle se trouvaient la comtesse Kolowrat et l'ambassadeur, fermait la marche. Nani Herberstein était accompagnée par un des généraux français; le reste suivait le cortége. On fit d'abord une

halte dans le Jardin botanique. L'Empereur, les princes et les messieurs visitèrent les serres; l'Impératrice, l'Archiduchesse et moi, nous restâmes dans le jardin. Un public nombreux était venu; l'ordre et le silence le plus complet ne cessèrent de régner. Nous remontâmes en voiture pour faire le tour du jardin, et nous mîmes pour la seconde fois pied à terre dans la *gloriette*, qui était ornée de fleurs et d'orangers. Le petit Archiduc François et mademoiselle de Sturmfeder y vinrent aussi. Quand on descendit de voiture, on vit un spectacle singulier : trois mille personnes au moins étaient réunies, sans qu'une seule voix se fît entendre. Les princes le remarquèrent et firent des réflexions à ce propos.

On goûta, puis on retourna au château, où l'on prit congé de la famille impériale.

3 juin.

J'ai trouvé Clément engagé dans une conversation animée avec le duc d'Orléans, qui était venu *pour lui demander conseil.*

Peu de temps après le dîner, nous nous sommes rendus à Schœnbrunn pour voir jouer les *Aveux* dans la salle de spectacle du château; la représentation a été très-jolie.

4 juin.

Clément et moi, nous nous sommes mis en route pour Laxenburg, où nous sommes arrivés les premiers. Il était une heure. Bientôt toute la Cour se trouva réunie, et nous étions tous au salon quand les princes français entrèrent. Presque aussitôt on annonça le dîner; l'Empereur marchait seul à côté de l'Impératrice, qui donnait le bras au duc d'Orléans; l'Archiduchesse Sophie était menée par le duc de Nemours, tandis que l'Archiduc François conduisait l'ambassadrice; ensuite venait l'Archiduc Charles avec Thérèse Fürstenberg, et enfin moi avec l'Archiduc Louis. L'Archiduc Albert, le fils aîné de l'Archiduc Charles, accompagnait la comtesse Kolowrat, et ses frères donnaient le bras aux comtesses de Wallis, de Schœnborn et de Herberstein, les seules dames qui fussent de

la partie. Les dignitaires de la Cour assistaient, comme de raison, au dîner, qui dura longtemps. Pendant le repas, Strauss et une musique militaire jouèrent sans interruption; presque aussitôt après s'être levé de table on monta en voiture, et, comme l'Archiduc François tenait compagnie à l'Empereur, l'Archiduc Charles se trouva en tête-à-tête avec madame de Sainte-Aulaire, et moi avec l'Archiduc Albert. Après avoir fait le tour du jardin, on s'arrêta près du vieux château. L'Impératrice en fit les honneurs aux princes, et moi je restai dans la cour avec l'Archiduchesse Sophie.

7 juin.

Les princes ont passé la journée à Baden. Ils ont commencé par visiter quelques établissements militaires, puis ils sont allés faire des emplettes et ont envoyé Guillaume Lichnowsky chez Clément pour lui demander s'il ne pourrait pas recevoir le duc d'Orléans ce soir, après l'excursion de Baden. Clément croyait qu'après son entretien avec lui, le duc viendrait chez moi. Il voulait discuter à fond avec le prince les affaires d'Espagne. A dix heures, Guillaume Lichnowsky m'apporta la nouvelle que le duc était chez Clément, mais qu'il ne comptait pas venir chez moi, attendu qu'il n'était pas en toilette de salon. Il avait dit à mon mari que l'Archiduchesse Thérèse lui plaisait beaucoup, que, par suite, il avait parlé à cœur ouvert à l'Archiduc, et que celui-ci lui avait répondu qu'il n'avait rien à objecter contre sa *personne*, mais qu'il y avait là une question politique en jeu. Le duc insista donc auprès de mon mari, le priant de ne pas s'opposer à son bonheur, qui maintenant ne dépendait plus que de lui. Clément lui fit observer que la question devait d'abord être discutée comme affaire de famille. Le duc lui répliqua qu'il lui fallait avoir un oui ou un non formel, et cela bientôt, car Sainte-Aulaire était chargé par le Roi d'appuyer *officiellement* sa demande, et viendrait le lendemain parler à Clément. Mon mari a fait à l'Archiduc Louis un rapport écrit sur cet entretien.

8 juin.

L'Archiduc Louis a répondu à mon mari qu'il avait été fort surpris de la nouvelle qui lui arrivait si brusquement. Clément l'a informé qu'il aurait une longue entrevue avec Sainte-Aulaire, et qu'après le dîner il se rendrait à Schœnbrunn.

Après sa conversation avec Sainte-Aulaire, Clément est venu chez moi. On a, ce me semble, admirablement partagé les rôles. M. Thiers a écrit une lettre, qu'on a montrée à Clément, et dans laquelle il déclare qu'il faut demander formellement la main de l'Archiduchesse. Sainte-Aulaire attachait une grande importance au fait qu'on troublerait la bonne entente qui régnait entre nous et la France, si l'on répondait par un refus au fils de Louis-Philippe, qui tenait beaucoup à ce mariage. Il ne se dissimule pas les difficultés à vaincre et comprend nos objections; mais il ne se laisse pas dérouter, et, tout en insistant, il observe l'amabilité la plus parfaite et s'épuise en compliments.

J'ai accompagné mon mari à Schœnbrunn, et je suis allée voir la baronne de Sturmfeder, qui a eu la bonté de me conduire chez les petits Archiducs. J'ai trouvé très-bonne mine à la petite Archiduchesse; elle a beaucoup grandi et est devenue bien plus forte. Les Archiducs font la meilleure impression. La baronne de Sturmfeder est une personne très-distinguée et très-intelligente.

Clément est venu me chercher après son entretien avec l'Archiduc Louis. Ce dernier est décidé à parler net à l'Archiduc Charles, et il a fait prier ce dernier de venir demain en ville pour s'entendre avec lui.

9 juin.

Clément est allé de bonne heure chez l'Archiduc Louis, qui lui a dit qu'il avait parlé à son frère l'Archiduc Charles. Ce dernier a déclaré qu'il partageait entièrement la manière de voir de l'Archiduc Louis, et qu'il était résolu à refuser la main de sa fille au duc d'Orléans, d'autant plus que la jeune

princesse, tout en affirmant la veille qu'elle trouvait le duc d'Orléans très-agréable, avait dit que jamais elle n'oserait l'épouser, car elle était convaincue qu'elle mourrait à la première émeute qui éclaterait en France. Clément est rentré pour écrire une lettre à laquelle l'Archiduc Charles doit répondre officiellement, et qui est destinée à couper court aux efforts de l'ambassadeur.

A onze heures, le duc d'Orléans est venu chez l'Archiduc Charles, qui l'avait fait prier de passer chez lui. Il lui dit qu'il regrettait de ne pouvoir lui donner une réponse satisfaisante; qu'il avait parlé de la demande du duc à la famille impériale, qui était opposée à l'idée d'un troisième mariage d'une Archiduchesse autrichienne avec un prince français; que, du reste, l'Archiduchesse elle-même avait déclaré qu'il lui était pénible de refuser sa main à un homme aussi aimable, aussi distingué que le duc, mais qu'il lui serait impossible de s'exposer au danger d'une émeute ou d'un mouvement populaire quelconque, parce que cela dépassait la mesure de ses forces. L'Archiduc et Clément sont enchantés de l'attitude du prince, qui a été charmante : il regrette que son union avec une personne aussi distinguée que l'Archiduchesse ne puisse avoir lieu, mais il espère que la franchise et la loyauté qui président aux relations nouvellement établies entre lui et la famille de l'Archiduc seront le point de départ d'une amitié aussi vive que sincère. Il termine en déclarant qu'il veillera à ce qu'il ne soit fait aucune autre démarche par son père ni par l'ambassadeur, et il exprime l'espérance que son caractère personnel et l'attitude qu'il comptait prendre à l'avenir assureront partout la paix et l'ordre. Peut-être sera-t-il plus heureux alors et présentera-t-il de plus solides garanties de bonheur et de sécurité. L'Archiduc lui répondit qu'il ne pouvait prendre aucun engagement à cet égard, parce qu'il comptait donner à sa fille le mari de son choix, dans le cas où il se trouverait quelqu'un qui lui convînt. Clément est très-satisfait de la tournure qu'a prise cette affaire.

10 juin.

A huit heures, Clément s'est rendu chez le duc d'Orléans, qui lui a affirmé qu'il était enchanté de la manière dont la Cour s'était conduite à son égard, qu'il estimait infiniment mon mari, et que son unique désir, son unique pensée, était de garder son amitié et sa confiance.

SÉJOUR A LA CAMPAGNE, A HIETZING.

1244. Arrivée du Roi de Naples. — Nouvelles de Paris. — Fête à Hütteldorf. — Attentat contre la vie de Louis-Philippe. — Présent destiné par l'Empereur à Dom Pedro. — Thikworth. — Le duc de Brunswick. — Marie-Louise. — Décoration de l'Ordre de Malte. — Blacas. — Concert à la Cour. — Nouvelles de Paris. — L'Archiduchesse Sophie. — Rasumowsky.

Hietzing, 26 juin.

1244. Le Roi de Naples est arrivé hier à deux heures avec le prince Léopold. On ne sait rien des projets du Roi; il a eu même de la peine à se décider à laisser défaire ses malles. On lui a offert ici deux chambres de l'appartement de l'Impératrice.

Clément s'est rendu à une heure chez le Roi. Il ne l'avait pas vu depuis longtemps; mais il a été satisfait de lui et de son attitude, qu'il qualifie de royale.

28 juin.

Ce soir, j'ai eu de nombreuses visites. Fanny Liechtenstein était la seule femme présente; mais il est venu une foule de messieurs, parmi lesquels le Roi de Naples et le prince Léopold avec leur suite, qui nous ont fait l'honneur de venir nous surprendre. Le Roi est un bel homme, il est grand et fort; on dit qu'il a quelque ressemblance avec Napoléon, mais il est timide à l'excès : souvent il reste un quart d'heure en face de quelqu'un sans trouver un mot à lui dire.

29 juin.

Clément a reçu de Paris des dépêches que j'ai lues avec lui. Louis-Philippe ne cesse d'assurer que l'affaire d'Espagne et la reconnaissance de Don Carlos forment l'objet de ses plus sérieuses préoccupations. Il ressort de toutes les nouvelles venant de Paris que les princes français se sont exprimés en termes très-favorables sur l'accueil qu'ils ont reçu à Vienne.

A six heures nous étions à Hütteldorf. La princesse Marie Esterhazy y donnait une fête en l'honneur de son fils Paul.

30 juin.

Une dépêche télégraphique nous annonce un nouvel attentat contre la vie de Louis-Philippe. Le télégraphe se borne à dire que, le 26, on a tiré sur le Roi sans l'atteindre, que Paris est agité, mais que la tranquillité n'a été troublée nulle part. Quelle vie que celle que mène ce malheureux Prince!

Hoyos a été chez moi; il a apporté à Clément six fusils dont l'Empereur veut faire présent au petit Dom Pedro.

1er juillet.

Un Américain et Clément Hügel sont venus nous voir. On a accablé l'Américain de questions; il est très-loquace et presque aimable. Il s'appelle, je crois, Thikworth; M. de Humboldt l'a recommandé chaudement à mon mari.

3 juillet.

Les princes français ont reçu à Milan la nouvelle de l'attentat; ils ont quitté cette ville le même jour, pour retourner à Paris. Le duc de Brunswick est également venu en visite à Vienne. Clément est allé en ville pour lui présenter ses devoirs.

Le soir nous avons eu une épouvantable tempête, mais sans

pluie. Cette année encore, la sécheresse est extrême. Il est venu de nombreuses visites, parmi lesquelles le duc de Brunswick, qui est jeune et très-bel homme.

5 juillet.

J'ai été chez Marie-Louise, qui avait désiré me voir; c'est une bonne et aimable femme. Elle exprime d'une manière touchante les regrets que lui cause la mort de son père, et elle a les meilleurs sentiments pour Clément.

6 juillet.

Le comte de Khevenhüller, bailli de l'Ordre de Malte, m'a apporté la décoration au nom de l'Ordre.

Du 18 au 19 juillet.

Ce soir j'ai eu plusieurs visites, entre autres celle de M. de Blacas, qui a encore fait un trait digne de lui. Il s'est rendu auprès du Roi à Budweis, où toute la famille royale est parquée dans un affreux hôtel. Ne voulant pas voir se prolonger cet état d'incertitude dans lequel la famille royale se trouve au sujet de son sort futur, et pressé de savoir où le Roi trouverait un asile pendant les dernières semaines de l'été et toute la saison de l'automne, le duc a eu l'idée d'acheter le château de Kirchberg, qu'il a payé un prix beaucoup trop élevé. Ce château appartient aux d'Orsay; il est situé à cinq lieues de Budweis, bien construit, pas grand, il est vrai, mais arrangé de manière à pouvoir recevoir le Roi immédiatement. Il a cédé aux d'Orsay son château d'Erlaa, en les priant d'y séjourner jusqu'à ce qu'ils trouvent quelque chose de convenable. Après son retour de Budweis, le duc a passé quelques heures à Vienne pour acheter tous les meubles nécessaires, afin que la famille royale ne se sente pas trop mal dans ce château.

22 juillet.

A huit heures et demie nous sommes allés à la Cour. La société se composait de l'Empereur, de l'Impératrice, de l'Impératrice mère, de l'Archiduchesse Sophie et de l'Archiduc François, du prince Léopold et de sa femme avec leur fille, qui est malheureusement très-petite, mais gracieuse et spirituelle; il y avait aussi Marie-Louise, le Roi de Naples et l'Archiduc Louis. Clément et moi, nous étions les seuls invités qui ne fissent pas directement partie de la Cour ou de la suite des Archiduchesses. Nous avons d'abord entendu madame Carl, une chanteuse qui a fait fureur en Hongrie et qui y a été couverte de lauriers, mais qui n'en est pas moins très-médiocre. Elle avait été chaudement recommandée par l'Archiduchesse Joseph. Elle a chanté avec Schœnstein, qui a sensiblement baissé. Il nous a régalés de quelques élégies de Schubert, qui sont pour le moins très-ennuyeuses. Thalberg a joué deux morceaux de sa composition; ce sont des œuvres admirables; il est coiffé à la française, ce qui n'est pas de mon goût. On avait fait aussi venir un improvisateur italien dont on vantait le mérite, mais qui m'a paru tout simplement ridicule, parce que je ne comprenais pas un mot à ce qu'il disait et qu'il faisait les plus épouvantables grimaces. L'Impératrice s'est occupée de l'Impératrice mère, que j'ai vue pour la première fois dans sa société depuis que nous avons eu le malheur de perdre notre Empereur.

24 juillet.

Je suis allée chercher Clément à la chancellerie d'État. Il était engagé dans une conversation animée avec Lamb, dont j'ai été très-contente.

27 juillet.

Clément a eu aujourd'hui la bonté de me lire des dépêches de Paris, dans lesquelles il est question de l'affaire du ma-

riage *, ainsi que du terrible effet du dernier attentat, qui a privé Louis-Philippe du semblant de repos qui lui restait encore. On annonce un nouvel attentat pour le 29, jour où doit avoir lieu une grande revue. Il paraît qu'on n'est plus sûr de la garde nationale, et que même dans ce corps il se trouve des assassins.

2 août.

A une heure, il m'a fallu aller chez l'Archiduchesse Sophie, qui a été très-bonne et très-aimable pour moi. Elle m'a parlé encore une fois des princes français. Elle reconnaissait qu'ils étaient charmants. Elle m'a dit qu'elle était contente du Roi de Naples comme parent et comme ami; elle a qualifié d'agréables les relations qu'on avait avec lui, bien qu'elle n'ignore nullement sa manière de vivre habituelle. Lorsque je pris congé d'elle, l'Archiduchesse me donna une assiette en laque ancienne, qui avait appartenu à l'Empereur François, et un éventail de la femme du Souverain défunt, en ajoutant gracieusement qu'elle savait bien que personne n'était plus digne que moi de recevoir ces souvenirs qui provenaient de notre Empereur bien-aimé.

3 août.

Clément et moi, nous sommes allés voir le vieux prince Rasumowsky, qui nous avait priés de venir encore une fois chez lui. Nous l'avons trouvé mourant, et nous avons eu la douleur de nous dire que nous ne le reverrions plus.

4 août.

Cette après-midi j'ai été chez l'Impératrice mère, qui m'avait fait appeler. Elle voulait me faire ses adieux; elle a été on ne peut plus gracieuse et plus aimable.

* Voir « Réflexions sur une alliance de famille entre l'Autriche et la France », n° 1267. (*Note de l'Éditeur.*)

VOYAGE EN BOHÊME; SÉJOUR DANS LES TERRES DE LA FAMILLE; VOYAGE A PRAGUE.

1245. Voyage en Bohême. — Stieckna. — Séjour à Kœnigswart. — Eger. — La Reine de Bavière et le Roi Othon. — Le Grand-Duc et la Grande-Duchesse d'Oldenburg. — Retour. — Ellbogen. — Carlsbad. — Lady Jersey et sa fille. — Plass. — Dans la chapelle du caveau de famille. — Notre-Dame de Teinitz. — Le caveau des Grisbeck à Kralowitz. — Costume national. — Séjour à Prague. — Entrée de l'Empereur. — Kolowrat. — Fêtes. — Couronnement. — Banquet. — Présent de l'Empereur. — Dîner à la Cour. — Distinctions. — Le choléra. — Couronnement de l'Impératrice. — Fête populaire.

5 août.

1245. Nous nous sommes mis en route à six heures du matin. Clément, la petite Mélanie et moi, nous étions dans une voiture; derrière nous venaient, dans une seconde voiture, Richard, la bonne et deux femmes de chambre de maman. Une troisième contenait maman avec Caroline et Clément Hügel; une quatrième, ma femme de chambre et Raymond; une cinquième, où se trouvaient les valets de chambre, fermait le cortége. C'est à Gœpfritz que nous avons fait notre première halte pour dîner. Nous avons couché à Schrems, pendant que les deux Clément se mettaient en route pour Teplitz.

6 août.

A onze heures nous sommes arrivés à Wittingau, où nous avons rencontré le Dauphin et la Dauphine, qui sont immédiatement descendus de voiture pour nous saluer de la manière la plus affable. Ils se rendaient à Kirchberg, et ils nous dirent que le duc de Bordeaux se portait bien et qu'il nous verrait à Budweis, où madame d'Agoult et Mademoiselle * nous attendraient aussi. En arrivant dans cette ville, nous trouvâmes toute la famille royale installée dans un affreux hôtel,

* Mademoiselle de France, petite-fille du Roi Charles X. (*Note de l'Éditeur.*)



occupant de petites chambres malpropres où l'on ne pouvait se retourner, en un mot logée de manière à exciter plus que de la pitié. Madame d'Agoult nous reçut d'abord et nous conduisit auprès de Charles X, que je trouvai très-bien portant et qui avait beaucoup meilleure mine qu'à Buschtiehrad. Il parla longuement de sa triste situation et nous dit que surtout depuis trois ans il avait été très-malheureux. Je crois qu'au fond il est très-aigri, ainsi que tout son entourage. Du reste, il est bon, paternel, extrêmement affable, et il m'a comblé d'amabilités. Ensuite nous sommes allés voir Mademoiselle, qui est jolie et gracieuse. Elle s'est longuement entretenue avec nous. Enfin nous nous sommes rendus chez le duc de Bordeaux, qui n'est pas encore complétement remis d'une grave maladie et qui a été très-embarrassé. Cependant il a fait une très-bonne impression sur moi, car il est charmant, gai, doux; il a un extérieur agréable, des traits séduisants et un grand air de distinction. Il était en robe de chambre; néanmoins ce simple costume lui allait très-bien. Nous nous sommes arrêtés beaucoup trop longtemps pour l'estomac de mes pauvres enfants, qui soupiraient après le dîner. A sept heures et demie nous arrivâmes à Stieckna, où Alfred Windischgrætz, Éléonore et toute la famille nous accueillirent on ne peut mieux.

Kœnigswart, le 9 août.

Après avoir été en route depuis sept heures du matin jusqu'à neuf heures du soir, nous sommes arrivés ici sans accident. Clément nous attendait déjà avec Hügel; Werner, Reymond, Sieber et de Pont arrivèrent successivement de Vienne. Clément commença par montrer tout le château à maman. Il se sent si bien et si content ici, et personne ne sait jouir d'un pareil bonheur aussi pleinement que lui.

10 août.

Clément s'est rendu à Marienbad auprès du Roi Othon. Après le dîner, Redern est venu ici. Tatistscheff et M. de

Struve sont arrivés pendant que nous étions à table. La soirée s'est passée à attendre vainement l'arrivée de Léontine, de Sándor et d'Herminie. Mon premier soin après mon arrivée a été d'aller prier à la Croix, cet endroit qui m'est si cher.

Du 12 au 22 août.

Nous nous levons de bonne heure et nous ne cessons de nous promener dans le jardin. Clément se livre à cet exercice avec une ardeur infatigable, et il s'en trouve bien. L'obélisque à ériger en mémoire de l'Empereur François ne sera achevé que dans un an. En ce moment on bâtit dans le château ; c'est la seule chose qui manque encore pour faire de Kœnigswart un séjour charmant. Clément l'a réellement bien embelli, et cela lui fait plaisir. Il est ici un autre homme que partout ailleurs. Le 13, nous avons dîné à Marienbad, où nous sommes allés voir la princesse de Reuss et sa mère, la princesse de Rohan.

Le 15, jour de l'Assomption, nous avons fait nos dévotions dans la chapelle, où nous avions à gagner une indulgence plénière, comme tous les jours de grande fête. Plus de trois cents personnes ont communié avec nous. La croix de Kœnigswart, que viennent visiter tant de pèlerins, et la chapelle, où l'on vient gagner avec un si pieux empressement les indulgences du Saint-Père, font réellement de ce lieu un sanctuaire où l'on aime à s'arrêter avec les siens.

Nous avons passé la journée du 17 à Eger et à Franzensbad. Nous avons commencé par visiter toutes les curiosités d'Eger, par exemple, une chapelle des Templiers, qui est magnifique, mais pour la conservation de laquelle on ne fait rien. Dans la maison où fut assassiné Wallenstein, l'escalier est intact, il est vrai, mais la chambre même où le meurtre fut commis a été arrangée de manière à servir d'habitation à quelque fonctionnaire. La ville a un caractère à part. Tout a un cachet étrange : les maisons, les décorations des édifices, le costume des habitants. Malheureusement la manie d'innover a fait irruption ici comme ailleurs, et bientôt toute trace du passé sera effacée

comme partout. A Franzensbad il m'a fallu faire grande toilette pour assister, avec Clément et maman, à un dîner donné par la Reine de Bavière et son fils, le Roi Othon. Ce prince ressemble beaucoup à son frère le prince héritier; il fait une impression très-agréable, paraît bon et résolu à faire le bien, mais surtout à s'instruire partout où il peut. Parmi sa suite se trouve un Grec en costume national; c'est un homme d'une beauté remarquable. Le Roi a tort de ne pas toujours porter ce costume; chacun doit être fier de porter le costume de son pays, surtout quand il est joli. La Reine nous a invités à faire une promenade en voiture. Elle m'a fait monter auprès d'elle, et Clément est resté en compagnie du Roi. Nous avons visité un ancien cratère fort intéressant, le Kamerpiel, volcan éteint qui se trouve dans le voisinage d'Eger.

Comme nous avions appris que la Grande-Duchesse d'Oldenburg, sœur du prince de Wasa, était ici, maman est allée lui rendre visite, et j'ai cru devoir également lui présenter mes hommages. J'ai quitté Franzensbad sans y avoir vu autre chose que des têtes couronnées. A notre retour à Kœnigswart, nous avons trouvé Tatistscheff installé. Il est resté jusqu'à aujourd'hui (22).

Carlsbad, le 23 août.

Nous nous sommes mis en route à sept heures. Cette année, j'ai quitté Kœnigswart avec beaucoup de regret. Nous ne sommes arrivés qu'à deux heures à Ellbogen, où le commissaire de police nous a reçus avec une foule d'employés de tout genre. Il nous a fallu visiter le nouveau pont en fer que l'on construit pour relier deux montagnes. C'est un vrai travail de Romains; la vue en est magnifique. On avait posté la musique du bataillon de chasseurs derrière les buissons. La contrée est jolie, et l'ensemble faisait une impression pittoresque et poétique. Cette impression ne fut gâtée que par une seule circonstance : il nous fallut marcher pendant trois heures, par une chaleur épouvantable, pour jouir des beaux points de vue de la promenade d'Ellbogen. Nous étions épuisés en arrivant à la fabrique de porcelaine. Il y avait là de jolis objets; après en

avoir acheté quelques-uns, nous nous sommes remis en route. A quatre heures, nous arrivâmes à Carlsbad, où Tatistscheff nous offrit l'hospitalité. Nous avons dîné chez lui en compagnie de lord et de lady Jersey. Cette dernière est une très-belle femme. Il y a dix ans, elle était radicale; aujourd'hui, elle compte parmi les torys exaltés. Madame de Schrœder, la princesse Radziwill, madame de Kisseleff, assistaient également au dîner. Parmi les convives se trouvait aussi Adolphe Schwarzenberg, à qui les médecins ont conseillé les eaux de Carlsbad. Tatistscheff nous a donné dans la salle de Saxe une soirée, dont le plus bel ornement était la fille de lady Jersey. Elle a quatorze ans, est jolie et gracieuse au possible, et danse réellement à ravir. Nous avons séjourné dans la maison où Clément avait demeuré pendant le célèbre Congrès de Carlsbad.

Plass, le 24 août.

Mon arrivée dans ce lieu, où sont déjà enterrés deux de mes enfants, a été bien pénible à mon cœur. Demain je veux entendre la messe dans la chapelle du caveau. Après avoir visité la maison, que Clément a fait arranger d'une manière confortable, et après avoir dîné, nous sommes allés voir l'ancienne abbaye. Clément a fait restaurer quelques chapelles, l'église paroissiale et celle où se trouve le caveau; les autres bâtiments, qui sont magnifiques, servent en partie de greniers et sont habités par une foule d'ouvriers et de gens de toute espèce, sans compter les employés, qui forment ici toute une légion.

25 août.

A neuf heures je suis allée dans la chapelle funéraire; l'intérieur en est joli, sans luxe, simple, correct et agréable. Quand le premier moment, le moment terrible est passé, on se sent consolé et heureux de savoir que ceux qui nous étaient chers et que nous avons perdus ont trouvé un asile aussi paisible. Clément a fait convertir le terrain qui s'étend autour de l'église en jardin anglais, ce qui fait une impression douce et

agréable. Je n'en ai pas moins versé des larmes abondantes : cette église renferme tant de souvenirs de ce qui a été pour moi une source de chagrin et d'amères douleurs ! C'est ici que repose l'être qui a causé à mon cœur la première souffrance sérieuse qui l'ait atteint; c'est ici que je pleurerai ceux que l'avenir m'enlèvera encore, jusqu'à ce que moi-même je vienne dormir de l'éternel repos dans cet asile de la paix et de l'oubli où toutes les choses terrestres paraissent indifférentes.

26 août.

Après le dîner, nous sommes allés à Notre-Dame de Teinitz; c'est une belle église, qui est en ruine. Clément se voit forcé de la faire démolir, parce que l'entretien de ces grands et inutiles bâtiments coûte fort cher. Il veut y faire construire une raffinerie de sucre; il a parlé de ce projet d'un air un peu maussade, parce qu'il croit que son régisseur, qui est un très-brave homme, et moi, nous sommes prévenus contre ce dessein. Je m'accommode de toutes les branches d'industrie qui peuvent rapporter quelque chose, mais je n'ai pas confiance dans les gens qui en sont occupés; ce qui m'attriste le plus, ce sont les ennuis que tout cela cause à Clément.

Nous avons été à Kralowitz pour voir l'église dans laquelle on a transféré l'image miraculeuse de Notre-Dame de Teinitz. Nous y avons reçu la bénédiction, ce qui fait toujours une impression bienfaisante, et l'on nous y a montré le caveau des Grisbeek. Il y a là quatorze membres de cette famille, qui sont enterrés depuis trois cents ans, mais qui n'ont pas été atteints par la décomposition : c'est un spectacle qui glace d'effroi, mais qui est bien étrange.

28 août.

Nous avons entendu dans l'église paroissiale une grand'messe à laquelle assistaient les mineurs en uniforme, ce qui formait un aspect très-original. Le costume qui se porte ici est très-pittoresque. Nous avons eu à dîner un de nos voisins, le comte

de Kokorsowa. Puis nous avons fait une promenade et nous avons fini par visiter le haut fourneau.

29 août.

Après le dîner, Clément est allé avec Hügel à Prague. Demain, des conférences doivent avoir lieu à Brandeis, où l'Empereur séjourne en ce moment.

Prague, le 30 août.

Après avoir pris congé de tous les employés de Plass, je suis partie à six heures du matin avec maman et les enfants. Nous avons voyagé ensemble jusqu'à Pilsen ; là, ma mère a pris avec Caroline la route de Vienne. Je suis arrivée à Prague à sept heures et demie du soir. Clément m'attendait ; il avait passé la journée chez l'Empereur. Nous avons parlé de la situation de ce pays et de Kolowrat. Que Dieu assiste Clément et lui accorde la force nécessaire !

31 août.

Après la messe, je suis allée à Bubentz pour rendre visite à la femme du gouverneur ; mais je n'ai pas été reçue. La pauvre femme a vu récemment tous ses enfants atteints d'une espèce de choléra. Cette maladie règne ici à l'état épidémique et m'inspire parfois des craintes. Je n'ai été reçue que chez la princesse Charles Taxis et chez la comtesse Waldstein de Münchengrætz, dont les enfants sont également malades de la cholérine. Après avoir fait toutes mes visites dans ce quartier de la ville, je suis rentrée pour le dîner. Ensuite Clément nous a montré toutes les belles salles et l'église où aura lieu le couronnement.

1er septembre.

Dès le matin nous sommes allés au palais Schwarzenberg, où nous avons rencontré Bertha Lobkowitz, lady Jersey, les ambassadeurs, etc. Nous y avons vu l'entrée de l'Empereur, qui n'a rien présenté d'extraordinaire. Je citerai seulement vingt-



quatre postillons qui précédaient à cheval le prince de Paar, qui était dans une berline de voyage attelée de six chevaux de poste, sur le siége de laquelle se trouvaient deux chasseurs. L'Empereur n'était précédé que de quelques membres des États, qui étaient à cheval. Une voiture à six chevaux, avec Esterhazy et Moll; une seconde, qui contenait Dietrichstein et Eugène Wrbna; une troisième, où était Salis; une quatrième, où se trouvaient l'Empereur et l'Impératrice; une cinquième, dans laquelle était assise Thérèse Fürstenberg; une sixième, avec Éléonore Schwarzenberg et Marie Lobkowitz; une septième, avec Éléonore Windischgrætz et la princesse de Taxis; enfin une huitième, avec les comtesses Chotek et Kolowrat, formaient le cortége. Un pauvre officier de cuirassiers se cassa la jambe en tombant de cheval, à côté de la voiture de l'Impératrice. Nous avons dîné chez Windischgrætz. J'ai fait de nombreuses visites, mais je n'ai été reçue que par la comtesse de Thun, née de Latour. A sept heures je rentrai, et je laissai les enfants aller au théâtre. Clément était très-occupé. Kolowrat, qui avait commencé par déclarer qu'il voulait renoncer à un service qui le tuait, pria Clément de prendre les dispositions nécessaires pour qu'il fût moins accablé de besogne *. Il a voulu tout absorber, et maintenant il ne peut plus venir à bout de tant d'affaires. Il veut prendre un congé d'un an et rester tout au plus trois mois à Vienne. C'est un homme malade, il est vrai; mais tous ceux qui ont affaire à lui en sont fatigués au plus haut point. D'autre part, Clément a reçu la nouvelle de la chute de M. Thiers. Tout cela n'est pas agréable.

* Une lettre écrite par Metternich à Kœnigswart, le 11 août, et adressée à Clam, facilitera peut-être l'intelligence des faits. Voici ce qu'elle contient : « J'ai également trouvé ici une lettre du comte Kolowrat, dans laquelle il parle aussi d'*arrangements à prendre à Prague pour ce qui concerne sa propre personne*, et se livre à une longue jérémiade sur l'écoulement du trésor de la Banque. Je connais cette dernière affaire, et je partage l'opinion du banquier, qui voit dans ce fait un symptôme favorable. Le parti opposé, à la tête duquel se trouve Eskeles, qui est vieux, usé, et qui de tout temps a été un homme craintif, semble influencer le comte Kolowrat.

« La vérité est que les finances de l'État ne peuvent pas être gouvernées par une main capricieuse; que la bonne gestion des deniers publics demande au contraire qu'on suive fidèlement un système bien arrêté; qu'en cette matière

3 septembre.

On nous avait averties de paraître en toilette du matin à la cérémonie de l'hommage. Nous avons assisté dans la tribune du corps diplomatique à une grand'messe, et ensuite à la cérémonie de l'hommage, que l'Impératrice, habillée d'une robe à queue, a vue dans une tribune en face de nous. Les États ont prononcé plusieurs discours en langue tchèque; l'Empereur y a répondu en allemand. Nous avons vu défiler les équipages des États; ceux de Schwarzenberg, de Chotek et de l'archevêque de Prague sont beaux, parce qu'ils sont anciens et, par conséquent, caractéristiques.

Le soir, Bertha Lobkowitz a donné une grande soirée, où tout Prague était réuni.

4 septembre.

Cette après-midi, je me suis mise en grande toilette pour présenter lady Jersey à l'Impératrice. Celle-ci tenait un cercle diplomatique; mais elle nous a reçues à part et a été on ne peut plus aimable et gracieuse. Deux heures après, il m'a fallu aller chez Bertha Lobkowitz; elle donnait un grand dîner diplomatique, qui a été très-beau et parfaitement ordonné. On n'y avait invité que des hommes. Après le dîner, nous avons visité une partie du palais Lobkowitz, qui est vraiment fort beau. Lamb, mon voisin de table, a été aimable et cau-

chacun fasse son devoir *dans la sphère d'action qui lui est assignée*, et que *tous* l'accomplissent en *concentrant sans interruption* sur un même but leur zèle et leurs efforts. Mais c'est là précisément ce que le comte Kolowrat ne comprend pas, lui qui n'agit jamais qu'en obéissant à des influences de tempérament.

« Je recevrai votre travail avec beaucoup d'intérêt; je suis certain d'avance que j'y trouverai mes sentiments nettement exprimés. A Prague, nous l'examinerons, et cela sera d'autant plus nécessaire que nous n'éviterons pas une scène avec le comte Kolowrat. Mes idées sur le *quid faciendum* sont, du reste, si arrêtées, que leur mise en pratique ne m'inquiète pas. Les choses s'arrangeront d'elles-mêmes; car, lorsqu'il y a d'un côté le *bien* et de l'autre côté le *vide*, le résultat n'est jamais douteux. Il n'y a qu'à marcher *tranquillement* de l'avant. » (*Note de l'Éditeur.*)

seur. Après m'être reposée un peu chez moi, il m'a fallu me mettre en grande toilette de bal, avec robe de dentelle et diamants, pour aller à la Cour, où avait lieu un bal auquel le corps diplomatique était invité. J'ai présenté lady Jersey aux Archiduchesses. Toute la société de Prague était réunie; il y a de belles femmes dans le nombre. La chaleur était insupportable; aussi à dix heures je me sentais tout épuisée, et je me serais volontiers retirée en même temps que l'Empereur et l'Impératrice. Le premier avait tenu un cercle fort brillant. L'Impératrice a beaucoup causé ce soir, et elle a même dansé un quadrille français. Après la retraite de Leurs Majestés, l'Archiduchesse Sophie est restée pour faire les honneurs du bal.

7 septembre.

Dès huit heures du matin, j'étais déjà en manteau de cour rose brodé d'argent, avec des diamants dans les cheveux, assise dans une tribune d'où l'on pouvait admirablement voir les cérémonies du couronnement. Voici en quoi consistait le cérémonial de la fête : avant l'acte solennel du sacre et du couronnement, qui fut accompli par l'archevêque de Prague dans la cathédrale, le prélat demanda en latin au Roi : « Veux-tu rester fidèle à notre sainte religion? Veux-tu gouverner et défendre le Royaume selon la justice exercée par tes pères? » Le Roi répondit : « Je le veux » ; puis, s'agenouillant, il prêta serment entre les mains de l'archevêque. L'onction se fit sur le bras droit, sur les deux épaules et sur la poitrine. Après l'onction, le Roi fut ceint de l'épée de saint Wenceslas par le land-maréchal, qui lui mit le sceptre dans la main droite et la pomme d'or dans la main gauche; puis l'archevêque lui posa la couronne royale sur la tête. Ensuite les États vinrent lui prêter le serment de fidélité. C'était un spectacle magnifique. L'ordre le plus parfait n'a cessé de régner.

L'Empereur s'est fait remarquer par son attitude : il avait l'air heureux et ne semblait nullement fatigué. Il m'a vraiment étonnée. De la tribune où nous étions, l'œil embrassait toute l'église. Devant nous se dressait le maître-autel,

derrière nous était réunie la Cour. L'Impératrice était pâle et avait l'air souffrant. L'Archiduchesse Sophie, sa sœur la Reine de Saxe, les Archiduchesses Thérèse et Clémentine et plusieurs Archiducs avaient pris place en cet endroit. La cérémonie a été couronnée par un banquet royal. La salle du banquet était splendide. L'Empereur était seul à sa table avec l'archevêque de Prague; de plus, il y avait encore douze tables, chacune de douze couverts. Nous sommes rentrés à deux heures. Les ambassadeurs n'ont pas vu le banquet, parce qu'ils croyaient qu'ils avaient droit à une place à la table de l'Empereur; mais, comme on n'avait pu les contenter à cet égard, ils n'ont pas accepté l'invitation du gouverneur de la Bohême et n'ont pas assisté au banquet. Le soir, il devait y avoir une illumination; mais elle a été empêchée par un violent orage et par une averse. Comme l'Empereur avait appris que Clément désirait lire le journal d'un de ses ancêtres, du comte Ernest de Metternich, qui se trouvait en manuscrit à Olmütz, il a écrit aujourd'hui à mon mari pour lui annoncer qu'il lui faisait cadeau de ce livre; c'est une attention qui naturellement a fait grand plaisir à Clément. L'Empereur fait observer dans son billet autographe que le cadeau de ce manuscrit date du jour de son couronnement en Bohême. Nous avons passé la soirée à lire dans ce journal, qui est très-intéressant *.

8 septembre.

Clément a été en conférence pendant toute la matinée. A la Cour il y avait un dîner de soixante couverts. Je portais un beau turban en étoffe lamée d'or et une magnifique robe de brocart. L'Impératrice donnait le bras au Roi de Saxe, l'Empereur conduisait la Reine; les autres couples étaient l'Archiduchesse Sophie et l'Archiduc Charles, l'Archiduc François et l'Archiduchesse Clémentine, l'Archiduc Jean et l'Archiduchesse Thérèse, l'Archiduc Louis et Thérèse Fürstenberg, l'Archiduc Albert et Marie Lobkowitz, son frère et Éléonore

* Le manuscrit se trouve dans les archives de famille, à Plass. (*Note de l'Éditeur.*)

Schwarzenberg. Quant à moi, j'ai donné le bras à l'Archiduc Ferdinand, qui a été aimable et causeur. Le dîner présentait un beau coup d'œil; la soirée qui l'a suivi s'est prolongée. La ressemblance de la Reine de Saxe avec notre Archiduchesse Sophie est frappante. Elle parle agréablement, et l'on ne tarde pas à se convaincre que les deux sœurs ont les mêmes idées.

A la maison, j'ai tenu compagnie à Clément, qui s'occupait des promotions qui doivent avoir lieu. Il veut faire nommer Mercy conseiller intime. Louis Liechtenstein, Ferdinand Lobkowitz, Adolphe Schwarzenberg, le prince de Fürstenberg, l'ambassadeur Apponyi, Csaky et d'autres recevront l'ordre de la Toison d'Or.

Comme Clément était resté jusqu'à neuf heures et demie chez Kolowrat, j'ai renoncé, conformément à son désir, au projet d'assister à une soirée chez Éléonore Windischgrætz, et nous sommes restés à la maison pour lire le journal du comte de Metternich.

9 septembre.

Toute la journée il a plu d'une manière épouvantable; le choléra continue toujours à sévir; la maison de la comtesse de Waldstein est pleine de malades et de mourants. Je crois qu'il y a eu deux décès la nuit dernière; chez Fanny Liechtenstein il est mort aussi une femme, qui a succombé après douze heures de maladie.

A huit heures du matin j'étais prête pour la cérémonie du couronnement de l'Impératrice. J'avais mis une toilette magnifique : je portais tous mes diamants dans les cheveux, et j'avais ma belle robe blanche brodée d'or et une traîne rouge brodée d'or également, que j'avais fait venir aussi de Paris et dont le dessin était vraiment d'une beauté remarquable. Nous nous sommes réunies dans les appartements de l'Empereur. Fritz Fürstenberg vint nous dire qu'immédiatement après l'Impératrice marcheraient les deux dames du palais actuellement de service; qu'ensuite viendraient les princesses, les dames du palais, la femme du gouverneur de la Bohême, puis celles des dignitaires héréditaires de la Bohême, parmi lesquelles se

trouvaient Bertha Lobkowitz, Caroline Lobkowitz et d'autres. Nous formâmes immédiatement notre cortége derrière l'Impératrice, à qui la couronne allait à ravir. C'était un spectacle merveilleux. Jamais on n'a vu tant de dames réunies ni tant de splendeur. La cérémonie a été de toute beauté. L'Impératrice faisait l'effet d'une sainte, tandis que l'Archiduchesse Thérèse était charmante comme un ange. Au moment où elle plaça la couronne sur la tête de l'Impératrice *, elle avait l'air d'un chérubin couronnant une sainte. Le moment où l'Impératrice communia fut surtout saisissant par le silence solennel, la ferveur profonde et l'émotion grave et religieuse qui régnaient parmi les assistants. L'Impératrice est restée certainement pendant dix minutes absorbée en elle-même ; elle a fait attendre l'archevêque, qui, le calice en main, était tourné de son côté pour lui offrir l'ablution (et non, comme on l'a cru généralement ici, pour lui offrir la communion sous les deux espèces) **. Même les hommes froids et insensibles qui se trouvaient réunis dans l'église n'ont pu se soustraire à l'impression que faisait l'attitude de cette belle et pieuse Reine. Après la cérémonie a eu lieu le banquet, auquel n'assistaient que des femmes, tandis qu'au couronnement de l'Empereur n'avaient assisté que des hommes. C'était un spectacle magnifique. Après le banquet, l'Impératrice s'est montrée sur le balcon ; mais il pleuvait juste en ce moment ; nous n'avons donc fait que jeter un coup d'œil sur la foule joyeuse et enthousiaste qui se pressait dans la cour, ce qui était également un intéressant spectacle.

11 septembre.

Je devais partir demain, mais une indisposition de l'Empereur me retient encore ici. Il fait un froid épouvantable, ce qui ne nous a pas empêchés d'aller voir la grande fête populaire sur

* L'Archiduchesse Thérèse avait à couronner la Reine, en qualité d'abbesse du couvent de dames du Hradschin. (*Note de l'Éditeur.*)

** Même l'*Observateur autrichien* (nº 256, du 12 septembre 1826) raconte que, lors du couronnement, l'Empereur a communié sous les deux espèces : mais l'erreur a été rectifiée plus tard (nº 262). (*Note de l'Éditeur.*)

la grande pelouse derrière l'hôtel des Invalides. Cette fête a été réellement splendide ; le coup d'œil était grandiose, la journée très-belle ; bref, toutes les circonstances favorables étaient réunies. Nous ne sommes rentrés qu'à deux heures. J'ai vu défiler sous mes fenêtres trois cents mineurs avec des torches et des lampes, qui se sont joints aux cortéges qui se formaient pour défiler devant la Cour. Le soir, j'ai assisté à un joli bal chez Caroline Lobkowitz. La salle des fêtes est une merveille. Les Archiduchesses et les Archiducs étaient là, et toute la jeunesse s'est livrée au plaisir de la danse, malgré la chaleur étouffante.

RETOUR A VIENNE

1246. Retour à Vienne. — Un pamphlet. — Séjour à Carlburg. — Kolowrat. — Berryer. — Enrôlements napolitains. — Accès de découragement. — Affaires intérieures. — Berryer et Victor Hugo. — Madame Trollope. — Mort de Charles X. — Kolowrat. — Promenade dans Vienne. — Clam. — Présents du Sultan. — Fête du prince. — Collection de portraits. — Indisposition du prince. — Portrait du prince par Daffinger. — Soirée chez l'Impératrice mère. — L'Archiduchesse Thérèse.

Vienne, le 19 septembre.

1246. Nous avons passé trente-deux heures en voiture, et nous n'avons mis pied à terre que pour dîner à Tabor et pour déjeuner à Horn. A quatre heures, nous sommes arrivés à Vienne, et bientôt après à Schœnbrunn.

21 septembre.

Nous nous sommes transportés à Vienne, où il ne s'est rien passé d'extraordinaire. La ville est encore déserte ; le jardin du Rennweg a beaucoup souffert de la sécheresse, mais la maison est près d'être achevée et réellement jolie.

Carlburg, le 23 septembre.

Nous avons quitté Vienne à quatre heures. En route, nous avons lu un abominable livre allemand intitulé : « Détails secrets

sur Vienne et sur l'Autriche, par un prince médiatisé. » Je crois avoir deviné quel en est l'auteur ; j'attribue cet odieux pamphlet à M. Langenschwarz, inepte et ridicule improvisateur que le comte de Ficquelmont nous a envoyé il y a quelques années.

26 septembre.

Après le déjeuner, nous sommes restés dans le salon du rez-de-chaussée. Clément a causé avec les deux Redern et a raconté des anecdotes de sa vie, des traits de l'Empereur Alexandre et de Napoléon. Je n'ai jamais vu personne écouter avec un intérêt plus vif que l'aîné des Redern ; il dévorait les paroles de mon mari, et il n'a pu maîtriser son impatience lorsqu'on l'invita à signer et surtout à lire le contrat *. La cérémonie s'est effectuée avec une ordre parfait ; l'allocution a été irréprochable.

Vienne, le 27 septembre.

Nous avons quitté Carlburg après le déjeuner, et nous sommes arrivés au jardin du Rennweg à deux heures.

28 septembre.

Clément a été absorbé ces jours-ci par bien des préoccupations. Il faut qu'il travaille à tout organiser pendant l'absence de Kolowrat, ce qui n'est pas une mince besogne, d'autant plus qu'il a fort à cœur d'éviter tout ce qui pourrait faire supposer qu'il médite des empiétements quelconques. Sa conduite en cette occurrence est admirable ; aussi trouve-t-elle une complète approbation auprès du public, qui n'a jamais osé dire que ce soit lui qui veuille écarter Kolowrat. Cette affaire l'a péniblement affecté, elle l'a souvent empêché de dormir, et parfois il se sent tout découragé.

* Il s'agit du contrat de mariage de son frère cadet, le comte Henri-Alexandre de Redern, avec la princesse Victoire Odescalchi. Le comte Guillaume-Frédéric de Redern assistait comme témoin au mariage, qui a eu lieu à Carlburg. (*Note de l'Éditeur.*)



3 octobre.

Clément me semble plus tranquille aujourd'hui relativement aux affaires intérieures. Nous avons longuement causé avec plusieurs personnes, entre autres avec lord Alvanley, qui est ici, et qui amuse Clément. Il est très-aimable et très-gai.

6 octobre.

Cette après-midi, il m'a fallu aller chez l'Impératrice pour remplir l'office de grande-maîtresse à l'occasion de l'audience de l'ambassadeur de Turquie. Celui-ci a fait une longue allocution, à laquelle l'Impératrice a répondu suivant l'usage. Elle m'a dit qu'elle était heureuse de m'avoir près d'elle; en un mot, elle a été très-bonne pour moi.

9 octobre.

M. Berryer est venu nous voir après le dîner; cet homme possède le don de l'éloquence à un degré incroyable. Il choisit toujours les termes les plus clairs, les plus simples et les plus harmonieux, et cela sans la moindre prétention à l'effet. On voudrait savoir parler comme lui. Il a causé de quelques procès qu'il a gagnés pour ses clients, ce qui le rend heureux et fier. Il n'y a pas longtemps qu'il a sauvé la vie à un homme qui avait été condamné injustement; cela doit faire du bien de pouvoir se dire cela.

10 octobre.

Berryer a parlé d'une manière intéressante sur les événements qui se sont passés en France pendant et après la Restauration. Il est très-attachant, il est même entraînant et sait captiver ses interlocuteurs; avec cela il a de l'esprit, de l'intelligence, un jugement sain et droit; bref, on l'écoute avec beaucoup de plaisir.

11 octobre.

Clément a voulu profiter du beau temps et a fait avec moi une assez longue promenade. Il m'a raconté que le Roi de Naples paraissait décidé à épouser l'Archiduchesse Thérèse, et qu'il avait déjà fait la demande de mariage, mais pas encore officiellement. Il paraît que le mariage doit avoir lieu ici, et l'on dit qu'il désire que son frère cadet se marie en même temps que lui, et qu'il épouse la fille de l'Archiduc Régnier.

14 octobre.

Il m'arrive parfois d'avoir de vives appréhensions au sujet de mon mari. Je le trouve inquiet et triste, tourmenté par des idées lugubres, qui me semblent avoir trait à sa personne. Je crains qu'il ne soit préoccupé à cause de son âge et qu'il ne s'abandonne à des pressentiments sinistres. Dieu sait que tout cela m'inquiète au plus haut point; mais plus je suis frappée de l'abattement que j'ai la douleur de constater chez lui, moins je fais semblant de le remarquer; j'affecte même d'être gaie. Nous sommes à la veille d'une crise terrible; ah! si j'avais le cœur moins serré, je me laisserais aller à l'espérance et je rêverais un avenir plus tranquille et plus heureux. Cependant il me semble que les dispositions qu'on prend actuellement sont en train de réussir. Peut-être Dieu aura pitié de nous! Le pauvre Clément est abattu surtout à cause des affaires intérieures et de la crise d'Espagne; en France aussi, des complications sont imminentes, et je crois bien que le mariage du Roi de Naples déplaira fort dans ce pays et qu'il refroidira singulièrement nos relations. Enfin ce sont aussi les affaires personnelles de mon mari qui le tourmentent beaucoup. L'éloignement de son intendant et les difficultés qui en résultent lui donnent du souci. Que Dieu détourne ces orages de nos têtes et qu'il le conserve; il est si nécessaire! Que Dieu lui conserve aussi cet esprit toujours jeune et cette sérénité dont il a besoin pour vivre et pour travailler!

18 octobre.

J'ai fait une promenade avec Clément, qui est content de la tournure que prennent les affaires intérieures. Que Dieu en soit loué!

21 octobre.

J'ai été avec Clément à Schœnbrunn, par un temps épouvantable. Il avait à parler à l'Impératrice mère et à l'Archiduc Louis.

22 octobre.

Clément a de nouveau passé la soirée à travailler à propos de cette ennuyeuse affaire de conférence et de la marche à adopter pour l'administration de l'intérieur. Je ne puis prier Dieu avec assez de ferveur pour que cette affaire se termine enfin, car ce serait on ne peut plus nécessaire pour la tranquillité de mon pauvre mari.

29 octobre.

Clément a mené à bonne fin la grande affaire de la conférence, qui doit prévenir toutes les complications futures*. Cette question, qui le maintenait dans un état de surexcitation d'autant plus pénible que l'affaire est plus importante, est maintenant résolue. C'est un grand bonheur!

J'ai donné en l'honneur de Berryer un dîner auquel j'avais invité les personnes qui désiraient faire sa connaissance. Dans

* Sur la proposition de Metternich, la conférence instituée par feu l'Empereur François fut étendue et reçut une forme plus régulière sous la dénomination de *Conférence d'État*. Cette conférence était présidée par l'Empereur et se composait de membres permanents et de membres temporaires. Les membres permanents étaient : les Archiducs François et Louis, le chancelier de Cour et d'État prince de Metternich, et le ministre d'État et de conférence comte Kolowrat. Comme membres temporaires devaient y figurer, suivant le nombre et l'importance des affaires à traiter, les autres ministres d'État et de conférence, les chefs de section du Conseil d'État, les conseillers d'État, ainsi que les chancceliers et présidents des Conseils auliques.

(*Note de l'Éditeur.*)

le nombre se trouvaient mes sœurs, les Hardenberg, la comtesse de Lanckoronska. Il possède un charme de conversation irrésistible, cela est hors de doute, mais cependant tout ce qu'il dit porte un caractère éminemment français. Il m'a raconté que les écrivains à la mode se rendaient ridicules par leur orgueil et leurs prétentions, ce qui lui faisait de la peine, parce qu'il y a parmi eux des esprits distingués. Il a avoué qu'il souffrait des travers de ces hommes, parce qu'ils étaient de ses amis. « Figurez-vous, dit-il, qu'il y a peu de temps j'ai rencontré Victor Hugo chez une de mes amies : — Eh bien, Victor, lui dis-je, comment cela va-t-il? A quoi il me répondit qu'il était presque aveugle. Je fus effrayé, et je lui en exprimai mon vif regret; mais il répliqua : — Mon Dieu, nous le sommes tous! M. Berryer se mit à rire, et j'avoue que je n'y comprenais rien. Je demandai alors : — Tous les Hugo sont donc aveugles? — Pas le moins du monde, repartit Berryer; il voulait dire : nous, c'est-à-dire Homère, Milton et moi Victor Hugo. »

3 novembre.

Clément, Herminie et moi, nous avons dîné chez l'ambassadeur d'Angleterre. Parmi les invités se trouvait mistress Trollope. C'est une bonne femme très-simple et très-naturelle, qui vous écoute avec attention et qui est reconnaissante de la moindre marque de sympathie qu'on lui donne. Elle a de quarante-cinq à cinquante ans; elle a un air un peu vulgaire, bien que sa conversation porte le cachet d'une parfaite éducation. Elle a fait la conquête de mon mari, et lui, de son côté, me fait l'effet d'avoir fait la sienne.

10 novembre.

Clément a reçu les premières lettres du duc de Blacas et de Montbel qui annoncent la maladie et la mort du Roi (Charles X). Montbel raconte des traits touchants à propos des derniers instants de ce Prince. Le jeune Blacas est venu chez moi; Clément l'envoie à Goritz, ce qui fera plaisir à son père.

On a proposé à la famille de Bourbon de revenir immédiatement à Prague, en ajoutant qu'on était prêt à faire pour elle tout ce qu'elle pourrait désirer et tout ce qui serait possible. On ne lui pas a offert de faire ensevelir le corps du Roi dans le caveau impérial, parce qu'on ne veut pas avoir l'air de prouver ainsi que les Bourbons ont renoncé à la sépulture de Saint-Denis; toutefois on leur fait savoir que, s'ils le désirent, on admettra la dépouille de Charles X dans le caveau impérial. Bref, on fait ce qu'on peut pour alléger l'affreux coup qui vient de frapper cette famille. Mais il y aura sans doute encore beaucoup de difficultés à surmonter.

15 novembre.

Ce matin, le comte Kolowrat est venu chez Clément et lui a affirmé qu'il avait trouvé tout naturel qu'on réglât la question du Conseil d'État, que les choses ne pouvaient pas continuer d'aller comme maintenant, qu'il voulait pour lui-même une situation bien définie, et qu'il demandait à être simple ministre d'État et de Conférence. Il paraît que tout est arrangé à présent, bien que je n'aie pas grande confiance dans la situation.

17 novembre.

Je me suis promenée avec Clément dans les rues de Vienne. Ces expéditions lui font plaisir, parce qu'il rencontre des maisons neuves qui sont vraiment très-jolies. L'aspect de Vienne a beaucoup changé depuis quelques années; cela est vrai surtout de la Rothenthurmstrasse.

19 novembre.

J'ai prié à l'église de Notre-Dame de Bon-Secours pendant que Clément avait un long entretien avec le comte Kolowrat. Cet entretien ne fut rien moins que satisfaisant à mon avis, car le comte déclara qu'il ne pouvait se décider à prendre l'initiative des changements qu'il reconnaissait lui-même comme

nécessaires pour le bien de l'État. Clément a dit au comte de dures vérités ; il lui a fait observer entre autres qu'il n'était pas le seul qui pût se retirer, que lui-même pouvait le faire aussi. Il avait passé sa vie au service de l'Empereur et de l'État, et il avait juré, au lit de son maître, de mourir sur la brèche : pourtant il ne persévérerait dans sa situation que s'il avait la conviction de bien faire et de défendre les principes qui seuls ont fait notre force pendant une période de vingt-huit années, si féconde en crises et en luttes. Aussi le jour où il aurait acquiescé à la ruine de la machine gouvernementale, il serait pénétré du sentiment qu'il agit mal, et ce jour-là il se retirerait, pour remettre les affaires entre des mains plus habiles que les siennes, car il n'était pas ambitieux.

Ma belle-sœur a été chez moi ; elle aussi est frappée de la mauvaise mine de mon mari, qui souffre extrêmement de ces fâcheuses complications. Les affaires qui le concernent personnellement, c'est-à-dire le ministère des affaires étrangères, sont actuellement une distraction pour lui.

Clam est en ce moment une consolation pour moi ; il soutient Clément avec une énergie, une loyauté comme on en voit rarement, mais dont on a bien besoin dans des moments pareils. Tous deux ont encore été chez l'Archiduc Louis, qui est également on ne peut plus ennuyé de cette affaire, mais qui n'a pas la force de dire : Il faut que cela cesse, je le veux. Mon Dieu, mon Dieu, où est notre Empereur ?

20 novembre.

Clément se porte mieux aujourd'hui, et il a aussi bien meilleure mine, Dieu merci. L'ambassadeur de Turquie m'a envoyé au nom du Sultan un beau châle et des confitures.

28 novembre.

Lord Alvanley m'a apporté son portrait peint par Daffinger. Ce sera le commencement d'une intéressante collection que je veux faire et à laquelle je trouverai infiniment de plaisir.

17 décembre.

Daffinger est venu de bonne heure et a commencé le portrait de mon mari. Le début a été très-heureux; j'en suis enchantée, et cette parfaite ressemblance me touche jusqu'aux larmes. J'ai fait la lecture à Clément pour lui faire prendre patience.

19 décembre.

A sept heures et demie nous avons assisté à une soirée chez l'Impératrice mère. Il n'y avait là que l'Impératrice, l'Archiduchesse Sophie, les Dietrichstein, Thérèse Fürstenberg, la comtesse Lazansky, les dames d'honneur et Hoyos. La conversation a été aussi agréable qu'animée; j'avais apporté mes portraits. Clément a causé beaucoup et d'une manière très-intéressante.

26 décembre.

Clément s'est rendu de bonne heure chez l'Archiduc Charles, et il a eu un long entretien avec l'Archiduchesse Thérèse, à laquelle il a donné de bons conseils. Il a été enchanté d'elle.

SUR LES ÉVÉNEMENTS POLITIQUES DU JOUR.

EXTRAITS DE LETTRES CONFIDENTIELLES DE METTERNICH A APPONYI, A PARIS, ET A SAINTE-AULAIRE *, A VIENNE, DU 2 JANVIER AU 8 DÉCEMBRE 1836, EN DEUX PARTIES.

I.

1247. Instructions de Pahlen relativement à la reconnaissance éventuelle de Don Carlos. — Violente attaque des journaux anglais contre la France. — 1248. Indices d'un nouvel attentat contre Louis-Philippe. — Réflexions sur ce sujet. — 1249. Faiblesse au point de vue positif et force au point de vue négatif du Cabinet français. — Thiers. — De Broglie. — 1250. Événements de Cracovie. — 1251. Le doctrinarisme dans le Cabinet français. — Aveux de Talleyrand à Apponyi. — Prochaine évacuation de Cracovie. — 1252. Règlement de l'affaire de la contribution de guerre entre la Russie et la Porte. — Conduite équivoque de l'Angleterre. — Évacuation des États pontificaux par les troupes françaises. — Expulsion de révolutionnaires réfugiés en Suisse. — Commencement de l'évacuation de Cracovie et réduction de l'armée autrichienne. — 1253. Illusions sur l'influence de la presse quotidienne de Paris. — Clôture de la Diète hongroise. — 1254. Réflexions sur le système représentatif. — Vues de Talleyrand. — L'anarchie ou Don Carlos. — 1255. Capefigue. — Guizot et Thiers.

Metternich à Apponyi. Vienne, 2 janvier 1836.

1247. M. le comte Pahlen vous aura sans doute fait part d'un ordre de sa Cour qui l'autorise à s'entendre avec vous et M. le baron de Werther pour déclarer, le cas échéant, au Roi Louis-Philippe que les trois Cours trouvaient le moment venu pour procéder à la reconnaissance du Roi d'Espagne.

Cet ordre a été provoqué par nous comme une mesure *éventuelle,* propre à nous faire gagner un temps précieux peut-être, et qui, vu la distance qui sépare les autres Cours de Saint-Pétersbourg, serait perdu sans cette prévoyance.

* Le comte de Sainte-Aulaire a été ambassadeur de France près la Cour d'Autriche, de l'année 1833 à l'année 1843. Il était en intimes relations d'amitié avec le chancelier d'État. Les lettres adressées par Metternich au comte, que nous reproduisons ici et dans une autre partie de l'ouvrage, nous ont été communiquées de la manière la plus obligeante par les héritiers de M. de Sainte-Aulaire. (*Note de l'Éditeur.*)

Vous ne serez toutefois pas dans le cas de faire usage de cette latitude donnée à M. l'ambassadeur de Russie, à moins que vous n'en soyez prévenu par nous.

Le Roi Louis-Philippe vous a naguère témoigné son inquiétude de ce que nous pourrions nous résoudre à reconnaître Don Carlos à la suite de la prise de Bilbao. Vous avez très-bien fait de démentir cette supposition. Ce n'est pas, en effet, un événement pareil qui pourrait nous engager à changer l'attitude expectante que nous avons su maintenir jusqu'à cette heure, et qui, j'en suis convaincu, est dans l'intérêt même de Don Carlos. Il faudrait, pour nous décider, d'autres circonstances, comme la fuite de la Reine, sa déchéance, sa chute et celle de son Gouvernement.

Veuillez, mon cher Comte, ne point entrer même dans ces détails avec MM. vos collègues et dire à M. le comte Pahlen que *l'instruction qu'il a reçue vous servira également de règle;* mais que, pour faire *une démarche,* vous devez attendre une indication plus précise de la part de votre Cour, qui ne vous manquera certes pas, le cas échéant.

La virulence des attaques que les journaux anglais dirigent contre le Gouvernement français continue d'une manière qui devra déplaire beaucoup à Paris. Comme c'est surtout le *Morning Chronicle* qui se distingue dans cette lutte de mauvais procédés, le Roi ne peut être dans le doute sur le côté d'où partent les traits envenimés. Plus lord Palmerston se sentira compromis personnellement par la tournure que prennent les affaires, plus il usera de violence. La comparaison que j'établis entre les résultats de la triple et de la quadruple alliance sera chaque jour justifiée davantage par les événements. Le caractère de lord Palmerston est celui de tous les hommes de son espèce; il a de l'aventureux dans l'esprit et manque de connaissances solides; la morgue et une certaine méchanceté remplacent chez lui la fermeté; il bat en retraite facilement et fait preuve d'une légèreté inconcevable dans le choix des moyens; tels sont les côtés dangereux de ce genre d'hommes d'État.

Mais quelle alliance, grand Dieu! que cette alliance pour

le Roi des Français! Lui qui, avant tout, aurait besoin de repos et d'appui, et qui ne recueille de cette prétendue amitié que de l'agitation et des menaces!

8 janvier.

1248. C'est une bien déplorable circonstance qui m'engage à vous envoyer sitôt un nouveau courrier. Nous qui frémissons d'horreur à la pensée de ces attentats, quels doivent être les sentiments de celui contre qui les coups sont dirigés * !

Il est certain que le remède à opposer au mal est bien difficile à trouver, et que si le mal devait ne point être détruit, le malade succombera. C'est donc à un perfectionnement social de cette espèce que la révolution de 1830 a conduit la France! Quand on est, comme moi, placé à distance, peu enclin à s'arrêter à la surface des choses et à même de pénétrer dans les replis secrets des affaires, il devient difficile de prendre pour raison ce qui n'est que de la folie et pour vérité ce qui n'est qu'un tissu d'erreurs.

La France ne restera pas telle que l'ont faite les niais de l'époque et de fort imprudents égoïstes. Elle ne restera pas ce qu'elle ne peut rester : un jouet perpétuel d'intrigues, de folies et de passions dont pas une ne s'élève au delà du péché de convoitise. Dans toute la boutique, il n'y a guère un homme de caractère, si ce n'est le Roi lui-même; et c'est pour cela que les énergumènes veulent s'en défaire à tout prix.

La lutte entre le ministère qui est au pouvoir et ceux qui voudraient y arriver est vive, et tous ces fous ne réfléchissent pas qu'aucun d'entre eux ne deviendra ministre le jour où le Roi sera assassiné. Tous, — les Thiers et les hommes du parti Thiers, — seront écrasés, et ce seront les hommes d'une nouvelle Terreur qui viendront au gouvernail d'un État en combustion qui finira par subir le sort de l'Espagne. On est habitué

* La police de Paris avait découvert les traces d'un complot dirigé contre la vie de Louis-Philippe; mais l'attentat lui-même fut déjoué, attendu qu'en se rendant en voiture à l'ouverture des Chambres, le Roi changea brusquement d'itinéraire. (*Note de l'Éditeur.*)

en France à dormir au milieu du bruit et à ne pas lui attribuer une valeur véritable quand on est éveillé. C'est que ce qui fait du bruit n'est en effet que du bruit; ce qui n'en fait pas est la chose capitale, et je la regarde comme bien plus avancée qu'on ne le croit. Un grand État conduit comme l'est la France ne peut échapper à d'immenses secousses; ce ne seront ni les événements de 1789 ni ceux de 1793; les mêmes faits ne se répètent pas de la même manière. Les nouveaux riches y passeront; toute cette surface resplendissante d'industrie sera labourée et culbutée; le désordre le plus affreux succédera aux paroles mielleuses, et alors disparaîtra le libéralisme dans toutes ses subdivisions, comme les vents d'orage emportent la fumée. L'assassinat de Louis-Philippe ou la chute de l'Angleterre, le triomphe du radicalisme dans la Péninsule ou quelque guerre malheureuse entreprise par la France, donneront le signal de la perturbation. Si l'antique Monarchie avec ses traditions séculaires a péri entre les années 1789 et 1791, ce qui se croit une Monarchie nouvelle périra avec moins de fracas. Dans un pareil bouleversement, que deviendra l'Europe? Je ne vous le dirai certes pas, mais elle fera bien, en tout état de cause, de ne pas se laisser surprendre par les événements.

Quand vous verrez M. le duc d'Orléans, ajoutez à la commission dont vous êtes chargé pour lui de la part de l'Empereur, quelques mots aussi de ma part. Le duc de Nemours a passé une vilaine fin d'année entre Constantine et le quai de la Terrasse! Mais aussi comme tout cela est conduit!

Adieu, mon cher Comte. Recevez mes hommages sincères. Je signe cette lettre entre deux valses que je n'ai point dansées, mais auxquelles j'ai le malheur de devoir assister, car il y a bal chez moi.

10 mars.

1249. Mon expédition de ce jour a quelque poids. Elle porte sur trois objets importants :

1° Sur le changement du Cabinet en France;

2° Sur le vœu du Roi d'arriver à l'union des cinq Cours ;

3° Sur le *Portfolio* *.

A l'égard de ces trois objets, je m'explique avec une franchise qui certes ne peut rien laisser à désirer au Roi, s'il veut — ainsi que je le crois — connaître mon sentiment. Sa Majesté y trouvera notre jugement en toute vérité, et comme mon style lui est connu, il devra me comprendre avec facilité.

Je regarde la position du Gouvernement comme *positivement* mauvaise et comme *négativement* forte. Le simple fait que le ministère dans sa composition actuelle est *une nécessité,* prouve en faveur du premier de ces jugements. Si cette néces-

* Le 22 février, Thiers prit la présidence du Cabinet à la place du duc de Broglie, avec le portefeuille des affaires étrangères; Montalivet devint ministre de l'intérieur; Pelet, ministre de l'instruction publique; Duchâtel, ministre du commerce; Maison resta ministre de la guerre; de Broglie et Guizot se retirèrent. Le prince de Metternich écrit à ce sujet :

« La dissolution du dernier Cabinet ne nous a pas surpris; nous nous y attendions, par suite de la roideur des doctrinaires, de ce défaut que les hommes de cette coterie confondent avec le caractère. Nous espérons que le Roi trouvera plus de facilité dans la conduite des affaires politiques avec le nouveau ministre des affaires étrangères. Je considère, d'un autre côté, l'élévation de M. Thiers à la présidence du Conseil comme un véritable danger pour la durée du nouveau ministère. »

Relativement au second point, on trouve dans l'expédition le passage suivant :

« La réunion des *cinq* puissances est écrite dans l'avenir, car en elle se trouvera le rétablissement de la paix morale du corps social; mais ce n'est pas aujourd'hui qu'il serait possible de réunir les hommes qui sont assez franchement éclairés pour savoir discerner ce qui est véritablement bien et utile et dans quelles voies le bien peut et doit être fait; il n'est pas encore possible d'effectuer cette réunion, mais il est de la sagesse de ces mêmes hommes de la préparer avec zèle et constance. Les cinq puissances se trouvent placées dans des positions trop divergentes pour pouvoir arriver à un résultat aussi désirable que le serait leur réunion. Les trois puissances du Nord veulent non-seulement une même chose, mais il est dans la nature de leurs principes qu'elles les peuvent *hautement avouer,* et dans leur intérêt indubitable qu'elles doivent vouloir ce qu'elles veulent. Par contre, il existe dans la situation des deux puissances maritimes une dissemblance qui, selon moi, est, malgré leur prétendue alliance, plus positive que celle qui distingue encore la *politique* du Roi Louis-Philippe d'avec celle des trois autres Cours. »

Pour ce qui concerne le troisième point, relatif aux publications du *Portfolio,* le prince de Metternich donna connaissance à l'ambassadeur Apponyi de la dépêche adressée par lui, sur ce sujet, au comte de Ficquelmont, à la date du 1er mars 1836. Voir la note qui accompagne le Journal de la princesse Mélanie, p. 97. (*Note de l'Éditeur.*)

sité devait néanmoins tourner en une impossibilité, qu'adviendrait-il de l'ordre public en France? Ce que je pense de la position de M. Thiers, vous le trouverez dans mes dépêches; je n'ai rien contre l'homme personnellement; mes doutes ne portent pas sur ses facultés intellectuelles, mais il me semble avoir trop peu de poids. Aussi ne lui vois-je pas d'autre soutien que celui que lui prêtera la Couronne, et les hommes qui vivent de fonds prêtés ne sont jamais forts par eux-mêmes. Il y a bien quelques observateurs qui admettent que M. Thiers pourra se retourner vers la gauche; je ne suis pas de leur nombre. Il le *pourra,* sans aucun doute; mais entre l'action et le succès, la différence est grande. Si c'est la gauche qui jamais l'emporte de nouveau, elle brisera le renégat et voudra confier la conduite de ses intérêts à un de ses *purs.* Ce que je crains, c'est que M. Thiers devra faire de la force, comme un ministre qui disposerait d'une base plus large que ne peut l'être celle dont dispose M. Thiers lui-même.

Mais tout en France est placé en dehors des calculs; j'accepte donc le nouveau président du Conseil, et j'attends l'événement.

24 mars.

1250. Je viens de recevoir des rapports de Cracovie qui ne me permettent pas de douter que le sentiment public s'y prononce journellement davantage dans le sens des puissances*. Comme celles-ci ne cherchent et ne veulent que le repos de ce petit État, et comme le repos est la suite du bon ordre, il est naturel que les paisibles habitants d'une ville tout agricole et médiocrement commerçante doivent se sentir soulagés par

* Une note du 16 mars, émanant des plénipotentiaires de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse, et adressée au Président et au Sénat de l'État libre de Cracovie, avertit ces derniers que des troupes, sous le commandement supérieur du major général Kaufmann, occuperaient la ville et le territoire de Cracovie au nom des trois puissances protectrices, afin d'assurer la dispersion des réfugiés révolutionnaires, des émissaires de la propagande et des gens sans aveu qui, depuis la révolution de Pologne, s'étaient concentrés à Cracovie, et qui, de là, étendaient leurs menées criminelles jusque dans les pays voisins. Dès que ce but serait atteint, les troupes des trois Cours se retireraient immédiatement. (*Note de l'Éditeur.*)

le seul fait d'être rendus à eux-mêmes. Les listes que j'ai remises à M. de Sainte-Aulaire renferment beaucoup de noms tout à fait inconnus. Il est difficile de constater d'une manière authentique les antécédents de ces aventuriers.

Les véritables chefs se sont enfuis; ils ont trouvé la porte ouverte du côté de la Silésie. Plusieurs sont arrivés en Saxe; d'autres ont paru à Hambourg. Deux ont été saisis dans l'intérieur de nos pays, et parmi ces derniers se trouve, à ce qu'il paraît, l'un des membres, si ce n'est le président, du tribunal secret qui a fait exécuter Pawlowski.

Veuillez dire à M. Thiers que dans les listes il n'a jusqu'à cette heure point paru de nom français. L'évacuation du territoire ne se fera pas attendre.

28 mars.

1251. Par mon expédition de ce jour, je m'adresse de nouveau au Roi avec une grande franchise. Veuillez lui faire sentir que dans cette franchise même se trouve le gage de la confiance que j'ai dans la qualité de son esprit. Je crois lui fournir, par ce que je lui dis sur les *questions de Cabinet,* un argument d'une grande force, qu'il pourra faire valoir pour arrêter ses ministres dans une direction essentiellement fautive et qui repose sur des éléments détestables, tels que la vanité et l'esprit de domination des individus. C'est dans un monde qui n'existe pas dans la réalité, que certains ministres ont été chercher leur utopie d'omnipotence ministérielle. Je sais bien que le modèle leur en a été fourni par l'Angleterre; mais s'ils avaient plus de pratique dans l'esprit, ils auraient découvert que les mœurs gouvernementales anglaises ne sont point et ne seront jamais véritablement applicables à la France.

La cause que nous désirons servir aujourd'hui, c'est le rétablissement de l'autorité dans ce dernier pays, et Louis-Philippe doit, à cet égard, être de notre avis. La France a soif du pouvoir, et le pouvoir est un mot vide de sens s'il n'est fondé sur l'autorité. Qu'est-ce que l'*autorité ministérielle,* surtout sous le régime représentatif moderne, qui est l'ennemi de tout maintien des hommes en place? Tout ministre français

peut être un homme de *pouvoir* sans pour cela pouvoir prétendre à être un homme d'*autorité;* l'autorité ne se concède pas; elle réside dans des considérations diverses, dont l'une des plus nécessaires se trouve dans la marche du temps. Quel est le ministre qui depuis 1814 a pu profiter d'un seul de ses bénéfices? Je raisonne beaucoup dans les dépêches que j'envoie à Paris, parce que je trouve le raisonnement à sa place dans nos relations avec Louis-Philippe et avec un pays où l'ordre public est redevenu un objet d'*éducation*.

Je ne puis assez vous exprimer combien les dernières confessions que M. de Talleyrand vous a faites sur la marche de l'opinion publique en France m'ont intéressé. C'est une chose curieuse à suivre que le retour d'un vieux pécheur vers les bons principes. Une confession politique ou administrative du prince de Talleyrand vaut mieux et offre plus d'intérêt que la lecture d'un produit littéraire, fût-il même de l'école romantique, — d'heureuse mémoire, — car cette espèce d'antilittérature commence également à passer de mode.

P. S. — D'après les rapports les plus récents de Cracovie, les choses suivent la direction que nous leur avons donnée. On s'occupe avec zèle à amener la *fin,* c'est-à-dire l'évacuation. Il se trouve que c'est aujourd'hui la ville elle-même qui a peur d'être abandonnée trop tôt. Nous trouverons pour cela le moyen terme utile. *Parlez seulement de la prochaine évacuation.* Nous commencerons par renvoyer les Russes et les Prussiens de la campagne, et nous nous retirerons ensuite graduellement de la ville, à mesure que la milice se reformera.

14 avril.

1252. Les nouvelles les plus récentes de Constantinople sont pleines de la satisfaction qu'y produit l'arrangement qui vient d'y être conclu pour le règlement définitif de la contribution que la Porte doit encore à la Russie. Il y a longtemps que la pensée de l'Empereur Nicolas à l'égard de cette fin de l'affaire nous était connue, et Sa Majesté Impériale nous a parfaitement tenus au courant de la négociation. Vous pourrez,

sans vous tromper, croire que Teplitz et Prague ne lui sont point restés étrangers. L'Empereur de Russie a voulu surprendre l'Europe et contrecarrer les mauvais procédés anglais par son attitude pacifique à l'égard de la Porte; je regrette que lord Ponsonby se donne aujourd'hui l'air d'avoir *forcé la main* à l'Empereur de Russie. Cette prétention n'est pas légitime, et elle peut devenir dangereuse. Si l'Empereur apprend le fait, — et comment ne l'apprendrait-il pas? — il m'est difficile de calculer d'avance à quels effets il pourra conduire les affaires. Si le Roi Louis-Philippe devait connaître un moyen de faire sentir à Londres qu'une pareille politique est de nature à ne servir d'autre cause que celle du désordre, Sa Majesté ferait un bien véritable. Veuillez, mon cher Comte, lire cela au Roi.

Une autre question bien délicate est celle que j'ai touchée dans ma dépêche réservée de ce jour*. J'entends parler de celle de l'évacuation des États romains. Je n'ai rien à ajouter à ce que je vous ai dit dans cette dépêche; ce qu'il m'importe de savoir au plus tôt, c'est si le Roi ordonnera la sortie de ses troupes d'Ancône sur la simple sommation du Pape et si le Cabinet français entend se borner au *simple énoncé du fait.* Je ne connais que ce moyen pour empêcher de graves embarras, parmi lesquels la perspective d'une nouvelle révolte ne serait pas le moindre. Je n'ai rien dit au sujet de l'évacuation, ni à M. le comte de Sainte-Aulaire ni à personne autre. Je m'adresse directement au Roi, et Sa Majesté en fera ce qu'elle voudra;

* Dans cette dépêche, le prince de Metternich écrit qu'il n'y a pas en ce moment de guerre politique à redouter entre les puissances; que l'ordre et le repos règnent partout en Europe; que l'Autriche a réduit son effectif et qu'il serait aussi temps de faire évacuer les États pontificaux par les troupes étrangères. Puis il continue en ces termes : « Si le Pape devait juger le moment propice pour procéder dans ces voies, et s'il devait nous adresser la demande de rappeler nos troupes, *nous nous bornerions au simple fait de leur rappel.* Nous ne parlerons pas, nous ne publierons rien, et nous nous bornerons ainsi à faire connaître, par la voie de notre gazette officielle, *la demande adressée par le Saint-Père à l'Empereur du rappel des troupes autrichiennes des Légations, et les ordres conformes au désir de Sa Sainteté donnés en conséquence par Sa Majesté Impériale.* Le Gouvernement français en fera-t-il autant? Ne dira-t-il rien au delà? Se bornera-t-il au simple énoncé des faits? »
(*Note de l'Éditeur.*)

ce qu'il nous importe de savoir, avant de faire même une démarche à Rome, c'est *ce que veut le Roi*. Je connais, du reste, assez les dispositions du Saint-Père pour ne pas être en doute qu'il suivra nos indications.

En train de déblayer le terrain politique, il me reste encore à exprimer à Sa Majesté le vœu que les conspirateurs en Suisse, *qu'un arrêté de la Diète fédérale de* 1834 *en a déjà bannis*, finissent par être expulsés de ce pays. Nous ne voulons en cela que ce que l'honneur et l'intérêt de la Confédération suisse réclament évidemment autant que l'intérêt des États limitrophes en général. Les hommes qui ont fait l'invasion de la Savoie, et Mazzini à leur tête, se promènent en Suisse le front levé, malgré le décret fédéral. Mazzini ne se cache même plus. Je demande instamment au Roi de bien vouloir insister près de son Gouvernement pour qu'une franche entente s'établisse entre lui et les autres Gouvernements, dans l'intérêt de la Suisse et des États limitrophes.

Il me resterait encore à vous parler des affaires de la péninsule Ibérienne; mais comme il me faudrait pour cela retarder le départ du courrier, je renvoie cet objet à une très-prochaine occasion. Veuillez, en attendant, remercier le Roi de la constance qu'il met à ne pas sortir de la ligne de conduite qu'il s'est prescrite ; ces remercîments doivent lui être adressés par tous les esprits non prévenus et par les cœurs droits.

L'évacuation du territoire de Cracovie a déjà commencé. Les Russes et les Prussiens doivent, à l'heure qu'il est, l'avoir quitté, et il ne se trouve plus dans la ville qu'un bataillon et un escadron autrichiens, pour suppléer à la garde urbaine, qui est en train de se former. Le séjour de cette dernière troupe n'a même eu lieu que sur la demande expresse du président et sur les représentations de la ville, qui n'a pas voulu rester sans garde de sûreté. La *grande* affaire de Cracovie sera ainsi réduite à des proportions bien minimes, et ce qui en restera bientôt, ce sera la paix de la ville, de bonnes relations avec les États voisins, et six à huit cents émeutiers de moins. Vous apprendrez incessamment, mon cher Comte, qu'une forte réduction va s'opérer dans notre armée. Cette réduction nous

rapprochera beaucoup de notre pied de paix, et ce qui le dépassera encore n'est calculé que sur des nécessités que le Roi appréciera comme elles ont été appréciées par l'Empereur notre auguste Maître. Proportion gardée, ce sera dans nos provinces au delà des Alpes que, malgré la rentrée de plusieurs corps de troupes dans l'intérieur de la Monarchie, nous conserverons le plus de forces disponibles; le corps stationné dans le Vorarlberg n'éprouvera aucun changement. La présence de forces respectables dans ces deux directions est évidemment urgente, à cause du danger que pourrait faire naître le jeu des factions dans les pays avoisinants. On peut faire usage des forces militaires dans deux buts différents : dans un but politique, et dans celui d'assurer le maintien de la sûreté publique. Nous désirons que les factieux ne se trompent pas sur la portée de la mesure que je vous annonce. Nous désirons, d'un autre côté, offrir à l'Europe une preuve de notre quiétude relativement au maintien de la paix politique, et en même temps de notre ferme détermination de ne point capituler avec les factieux.

30 avril.

1253. La France est le pays et Paris est la ville où l'on se livre avec le plus de facilité à des illusions; au nombre de ces illusions se trouve le peu de valeur que l'on a pris l'habitude, à Paris, d'accorder à l'influence de la presse quotidienne. Le ridicule déversé, d'une part, et la haine qui, d'autre part, perce dans les produits de la presse française, disposent mal le public allemand pour des Princes qu'il voit traiter dans leur propre pays de la manière dont ils y sont journellement traités! Les Français croient que ce qui ne les touche pas n'est point senti autre part; ils ont tort.

Je partirai demain pour assister à la clôture de la longue Diète hongroise. Elle aura lieu le 2 mai*.

* Voir sur ce sujet le « Journal de la princesse Mélanie », page 98.
(*Note de l'Éditeur.*)

30 avril.

1254. Plus je suis d'accord avec M. de Talleyrand sur l'affaissement de la fantasmagorie représentative, moins cependant il m'est donné de voir ce qui pourrait la remplacer dans les pays où cette forme de gouvernement s'est une fois établie. Si les choses réelles dépérissent, il est bien plus naturel encore que celles qui n'ont pas de corps aient le même sort; la différence entre les positions est néanmoins celle-ci, que le passage de la raison à la folie est bien plus facile et surtout bien autrement prompt que ne saurait l'être celui de la folie à la raison. Il en est du corps social comme du corps humain; rien n'est prompt comme l'envahissement d'une maladie, tandis que la convalescence est constamment lente !

Le système représentatif moderne n'était point convenable à la France pour deux raisons : l'une, c'est que l'esprit français, pour rester réglé, a besoin de ne pas être abandonné à l'influence d'une tribune ; l'autre, — et c'est peut-être la plus catégorique, — c'est que ce système repose bien plus sur la théorie que sur la pratique, et que l'esprit français est bien plus pratique que disposé à vivre et à se nourrir de théories. M. de Talleyrand s'est servi du mot de *Restauration épurée*. Ce mot est certes le mieux conçu; mais la chose sera-t-elle possible? N'importe; je l'épouse pour ma part, et le prince, s'il admet que l'Autriche n'avance jamais que dans une direction certaine et qui lui est parfaitement connue, devra ne pas mettre en doute que c'est à l'appui de la prévision du prince lui-même que sont vouées notre marche et notre attitude politiques.

Veuillez donner connaissance à M. de Talleyrand, — si, comme je l'espère, il devait encore se trouver à Paris, — de mon expédition de ce jour. Il ne donnera pas un démenti à la suite des idées qu'il y trouvera développées. Le portrait que je fais de la Pologne et des Polonais lui paraîtra fidèle, et ce que je dis des affaires d'Espagne aura, je m'en flatte, le même sort. *Ou l'anarchie, ou Don Carlos,* telles sont les premières paroles

que j'ai prononcées en apprenant la malheureuse disposition testamentaire de Ferdinand VII. L'Espagne répond aujourd'hui de la même voix. Le juste milieu, dans ce pays à moitié arabe et à moitié chrétien, comme l'était le moyen âge, équivaut à une nullité complète, au vide qu'abhorre la nature. Ce qui embarrasse la position du Gouvernement à l'égard des affaires d'Espagne, — et à mon avis bien autrement que la fumée de la quadruple alliance, — c'est le mot de *Restauration* au delà des Pyrénées, mot entièrement faux et dépourvu de toute signification juste. Don Carlos ne peut pas être *restauré,* car il n'a jamais régné; l'ancien régime ne peut pas être restauré en Espagne, car il ne peut l'être nulle part, et bien moins là où ce que l'on se platt à qualifier ainsi n'est que l'absence de tout régime. Ce qui doit et peut être restauré en Espagne, c'est l'*ordre de succession,* que la Charte de 1830 a eu soin de conserver en France. Dans cette restauration, il n'y a non-seulement point de danger pour le dernier de ces pays, mais son repos intérieur y est grandement intéressé. Cet intérêt pour la France est aussi vif et aussi palpitant que l'exclusion des mâles de la Maison de Bourbon est une cause populaire en Angleterre. La vérité sur l'avenir de l'Espagne, et sur l'influence que l'avenir de ce malheureux pays exercera sur la France, est là.

Ne croyez pas que je voie le *repos de l'Espagne* dans le triomphe de Don Carlos; il n'en est point ainsi. Ce que j'y cherche, c'est la direction *conservatrice* du Gouvernement en opposition avec l'influence funeste d'une Reine au maillot et de sa mère, plus remarquable par l'exubérance de son tempérament que par des qualités vraiment sérieuses. Je sais que le Roi Louis-Philippe aurait bien des embarras à surmonter pour regagner dans les affaires de la Péninsule un terrain solide; mais les motifs sont si clairs, les embarras liés à toute marche contraire sont tellement inévitables, que le Roi devrait trouver de la force dans la vérité habilement ménagée et présentée. Don Carlos sera un bon voisin, tandis que le gouvernement des femmes restera livré à tout ce qu'il y a de plus plat et de plus détestable. Je crois que ce qu'il serait important de

faire en considération de l'Angleterre, ce serait de bien explicitement séparer la question de la succession d'Espagne de celle du Portugal. Que l'Europe laisse l'Angleterre commanditer le désordre portugais, mais qu'elle protége l'ordre en Espagne. Qu'en pense M. de Talleyrand?

17 mai.

1255. Je lirai le livre de Capefigue, et je prévois que je partagerai le jugement que vous portez sur son compte. Le défaut de Capefigue, comme de tous les écrivains sur l'histoire du jour, est et sera toujours de tenir à un parti, ou, s'ils sont tout à fait impartiaux, de risquer de ne pouvoir dépasser le terrain des théories, c'est-à-dire le terrain sur lequel les hommes sont le plus exposés à des défaites que ne leur épargnent pas les événements.

Il est possible que deux caractères comme ceux de Guizot et de Thiers puissent marcher ensemble; la fusion entre leurs natures me paraît cependant impossible. Guizot est un idéologue conservateur, et Thiers un révolutionnaire pratique. Leurs points de départ diffèrent ainsi essentiellement, comme idéologues ou comme gens pratiques; s'ils étaient tous deux l'un ou l'autre, ils pourraient se rencontrer plus facilement que la chose n'est possible avec leurs points de départ différents. Tous deux veulent, sans aucun doute, *conserver* ce qui *existe*. Ils diffèrent et différeront toujours, soit aujourd'hui, soit demain, sur le choix des moyens pour arriver au même but.

II.

1256. Sur la réception et le séjour des princes français à Vienne. — **1257.** Attentat d'Alibaud. — **1258.** Sur le même sujet. — Les quatre articles de Thiers. — Séjour des princes français à Milan. — **1259.** L'attentat et les sectes en Suisse. — Suppression des fêtes de Juillet. — **1260.** Projet d'un mariage entre le duc d'Orléans et une Archiduchesse autrichienne. — Vues

de sir Frédéric Lamb au sujet de l'alliance anglo-française. — 1261. Attitude de Louis-Philippe dans l'affaire d'Espagne. — Portrait de Thiers. — 1262. Molé chargé de former un ministère. — 1263. Vœux de Molé relativement à une intervention autrichienne à Naples et à l'appui à prêter par la France au Roi de Sardaigne. — 1264. Coup de main tenté par Louis Bonaparte à Strasbourg. — 1265. Mariage du Roi de Naples avec l'Archiduchesse Thérèse. — 1266. Situation difficile de Louis-Philippe. — Conduite pleine de tact du duc d'Orléans.

Metternich à Apponyi. Vienne, 5 juin 1836.

1256. Ce que je vous dis en toute franchise et ce que Sa Majesté apprendra sans doute avec une véritable satisfaction, c'est l'hommage que la Cour et la société rendent aux qualités distinguées de Leurs Altesses Royales *. Il serait impossible de faire preuve de plus de tact que les Princes. Leur tenue est excellente, et l'impression à ce sujet est générale.

Le temps a jusqu'à présent singulièrement favorisé les vues de l'Empereur, qui tendent bien sincèrement à laisser à Leurs Altesses Royales un souvenir agréable de leur séjour à Vienne. La Cour étant établie à Schœnbrunn, la plupart des réunions se passent en plein air et avec le concours d'un nombreux public, dont l'aspect doit satisfaire les augustes étrangers. Le fait de réunions aussi nombreuses de *peuple,* sans mélange de *populace,* n'a effectivement point échappé à Mgr le duc d'Orléans. Le jour de la visite des jardins de Schœnbrunn, le nombre des gens accourus doit avoir dépassé celui de trente mille ; parmi cette foule il ne s'est pas trouvé un individu mal vêtu, et pas un seul inspecteur de police. La journée que la Cour a passée hier à Laxenbourg n'a pas été moins remarquable. Une foule d'habitants de la capitale s'y étaient transportés, et le nombre des hommes de la campagne était très-grand. Il est de fait qu'il est plus facile de se mouvoir ici au milieu de vingt mille individus de toutes les classes que dans les salons les mieux choisis d'autres pays et même du nôtre !

Les Princes ont fixé leur départ au 11 de ce mois.

* Le duc d'Orléans et le duc de Nemours. (*Note de l'Éditeur.*)

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, 30 juin.

1257. Quel affreux événement *, mon cher ambassadeur! Vous êtes le premier à me l'apprendre; mais un courrier que j'ai reçu de Paris hier avec des rapports du 20 juin, m'avait apporté des données de police qui me font trouver le fil de cet événement.

L'affaire Fieschi a toujours encore une queue, ou, pour parler plus juste, cette affaire était la queue d'un corps qui est toujours vivant, qui se meut dans des voies souterraines et qui a des ramifications étendues. C'est du choléra moral. Je vous ai parlé de l'affaire des cartouches, et les gazettes en ont été remplies. Cette conjuration est en partie découverte; — c'est toujours du Fieschi et du Peupin, — c'est-à-dire une société secrète fortement organisée et dont les fils sont difficiles à saisir, parce que l'association se compose de clubs formés de trois et tout au plus de cinq membres, sur lesquels quatre ou deux ne font qu'obéir à un chef. Il y a une quantité d'arrestations faites, et ce qui me paraît le plus vraisemblable, c'est que, de crainte de voir la police toujours avancer de découverte en découverte, l'un des coryphées aura été chargé de couper le fil à la racine même. On était fort inquiet pour l'anniversaire des fêtes de Juillet; beaucoup de précautions étaient prises pour ces journées; un essai a été tenté avant cette époque prévue; c'est pour le moins ce qui me semble vraisemblable. Le procès nous en dira plus long.

Mes rapports de Paris sont d'un haut intérêt. Si vous n'avez pas d'autre engagement, veuillez me faire l'honneur de venir dîner chez moi à quatre heures; bien entendu à *Hietzing*, car je n'irai pas en ville aujourd'hui.

Metternich à Apponyi. Vienne, ce 5 juillet.

1258. Il paraît que les félicitations adressées au Souverain après un attentat manqué deviennent stéréotypes en France.

* L'attentat commis par Alibaud contre la vie du Roi Louis-Philippe, le 25 juin 1836. (*Note de l'Éditeur.*)

Cette mode est bien triste, et elle marque le danger le plus incessant pour l'ordre de choses existant!

Ce qui est clair, c'est que le Roi n'a qu'une manière de s'assurer des chances de vie, celle d'*avancer* d'un pas ferme. Chaque mouvement en arrière le perdra infailliblement. Quelle leçon, au reste, pour les idées de mariage! Comment un père et une fille pourraient-ils se décider à un établissement soumis à des chances comme celles auxquelles sont exposés les chefs du Gouvernement français? Et, par contre, quel embarras pour le Roi que la difficulté d'établir son fils d'une manière convenable!

Le Roi ne peut plus tergiverser dans l'affaire espagnole. Il devra s'y jeter à corps perdu, ou s'en retirer et venir regagner le terrain que les puissances conservatrices ont eu la sagesse de ne pas quitter et sur lequel elles pourront, en se concertant, conduire les affaires *à une fin*.

L'attentat du 25 juin donnera une grande force au Roi s'il sait s'en servir pour l'utiliser dans la véritable direction. S'il sait le faire, alors nous nous entendrons facilement. Je fais, en attendant, un mystère aux Cabinets prussien et russe des détails de nos derniers pourparlers avec le Cabinet français sur l'affaire espagnole, car je veux éviter les commérages.

M. Thiers ne me semble pas également scrupuleux; il me revient de tous les côtés des étincelles qui réunies forment une lumière. Je ne doute pas que les *quatre articles* de M. Thiers * ne soient le produit d'une impulsion de Madrid ou

* Ces quatre articles étaient ainsi conçus :

« 1° Mariage entre la Reine Isabelle et le fils de Don Carlos;

« 2° Le jeune Prince non pas mari de la Reine, mais Roi. La loi salique par conséquent rétablie;

« 3° La Reine Christine régente;

« 4° Une constitution, le *Statut royal,* ou tel quel, ou modifié de manière à ressembler le plus possible à la constitution française. Ces deux premières conditions *sine qua non* pour la France.

« Si le prince de Metternich trouvait ce plan convenable et s'engageait à l'accepter, on travaillerait sur ce plan à Londres et à Madrid; sinon, on ensevelira le tout dans un secret absolu. »

Le texte des quatre articles, ainsi que l'observation qui les suit, avaient été dictés par M. Thiers au comte Apponyi à l'occasion d'un entretien confidentiel. Le prince de Metternich trouva que le projet était inaccep-

du général Cordova. Il y a trop d'analogie dans les pensées pour qu'il puisse en être autrement, et tout ce qui vient d'au delà des Pyrénées manque toujours de saine pratique.

Le séjour des princes à Milan a été court et y a produit l'effet auquel je m'attendais. Ils ont été battus froid par les hommes qui veulent prouver leur dévouement à l'Autriche, et

table, surtout à cause de la contradiction qui existait entre l'article 2 et l'article 3, et qui empêchait de concilier ces deux articles. « Dans ce projet », écrit le prince de Metternich à Apponyi, « deux principes opposés se trouvent évidemment en présence : la pragmatique de Philippe V et la régence de la Reine Christine. La loi de succession qui appelle les mâles au trône ne peut être maintenue que par le règne de Don Carlos, ou par son abdication comme Roi en faveur du Prince des Asturies. Une renonciation pure et simple de Don Carlos au trône ne serait plus possible, vu qu'il s'est déclaré Roi. De son côté, le fils de Don Carlos ne peut devenir Roi qu'en vertu de la loi qui l'appelle à succéder directement à son père, et non comme une conséquence de son mariage avec la Reine Isabelle; ainsi, dans le cas où le plan, tel qu'il a été proposé par M. Thiers, devrait servir de base à un arrangement, la pragmatique de Philippe V ne serait pas maintenue. Si on veut qu'elle le soit, il ne saurait être question de la *régence* de la Reine Christine, ni même d'aucune régence, car le fils de Don Carlos a atteint l'âge de majorité, et l'Infante Isabelle, en devenant Reine, non du chef du testament de son père, mais du chef de son mariage avec le Roi qui, dans l'ordre de la pragmatique de Philippe V, occuperait le trône, ne saurait être placée que sous une tutelle. »

Dans les différentes pièces de l'expédition du 5 juillet, qui se compose de trois longues dépêches (dont l'une était destinée à être mise sous les yeux du Roi Louis-Philippe), le prince de Metternich expose les difficultés qu'il y aurait à faire concorder la politique de la France en Espagne avec celle des trois puissances du Nord, et il en conclut que le seul expédient possible, ce serait l'attitude passive du Roi; il écrit à ce propos : « Le Roi a reconnu la Reine Isabelle, et il est signataire du traité de Londres. Jamais le Cabinet impérial ne conseillera à d'autres ce qu'il ne croirait pas devoir faire lui-même. Le Roi Louis-Philippe a pris des engagements, et nous ne saurions dès lors lui conseiller de les trahir.....

« Le Roi a eu la sagesse de se ménager relativement au traité de Londres une liberté d'action qu'il est en droit d'interpréter, de resserrer ou d'étendre à volonté. *Que Sa Majesté commence par resserrer son action dans ses limites les plus étroites.* Qu'Elle commence par prendre une position *véritablement passive.* La nullité du Gouvernement de Madrid se montrera bien plus à découvert que tel n'a été le cas jusqu'ici. Le Roi alors ne pourrait-il pas élever la voix et se prononcer en faveur *d'une fin?* »

Le fait que, peu de temps après, le Roi Louis-Philippe retira d'Espagne la légion étrangère que la France y avait envoyée, et cela malgré la protestation de Thiers, et provoqua ainsi la démission de ce dernier, a peut-être quelque rapport avec le conseil donné par le chancelier d'État. (*Note de l'Éditeur.*)

également par les libéraux, qui détestent Louis-Philippe. On les a trouvés très-bien personnellement, mais on ne leur a pas témoigné plus de sympathie pour cela.

12 juillet.

1259. Je présume que le Gouvernement français a été informé par ses missions en Suisse et en Piémont des circonstances qui devraient faire supposer qu'entre l'attentat du 25 juin et le travail des sectaires dans le premier de ces pays, il y a une certaine concordance. Un coup a été médité pour le mois de juillet, et sans doute de préférence pour l'anniversaire des fêtes. La pensée du Roi s'est encore une fois rencontrée avec la mienne à l'égard de la nécessité de prendre une mesure catégorique au sujet de ces fêtes. J'ai éprouvé un soulagement véritable en apprenant qu'elles n'auront pas lieu.

Je n'ai pas voulu faire entrer dans la dépêche que je vous ai adressée le 5 de ce mois, une remarque qui a trait aux fêtes de Juillet; elle est cependant frappante de vérité. Cette remarque est la suivante.

De quoi s'agit-il? La France entend-elle célébrer la chute du trône des Bourbons ou l'avénement des d'Orléans, la chute de la Charte de 1814 ou la proclamation de celle de 1830? Dans le premier cas, le 27 juillet est le jour à célébrer; dans le second, ce devrait être le 7 août. Dans le premier cas, c'est la mort; dans le second, c'est la renaissance que l'on tient en vue. Que veut-on en France? Veut-on la mort ou la vie, la cause ou l'effet, la perte ou l'acquisition? Ces questions sont fort importantes à résoudre, car elles ne se présentent pas aux esprits sérieux comme une thèse de simple polémique, mais comme une question de pratique qui se renouvelle chaque année. Un exemple rendra ma pensée fort claire. Le trône est occupé; plusieurs successeurs au trône sont en présence. Une maladie contagieuse enlève le Prince régnant et ses successeurs, à l'exception du dernier dans l'ordre de succession. Quel jour celui-ci choisira-t-il pour une fête nationale? sera-ce l'époque de la maladie ou le jour de

son avénement? Autre exemple : A est depuis longtemps épris de B, mais B est mariée. L'époux meurt, et A épousera B. Quel sera le jour anniversaire du bonheur domestique? sera-ce celui du décès du premier mari ou celui de la célébration des secondes noces? Quelqu'un en France a-t-il jamais pensé *à ce petit détail*? Je ne demande pas mieux que vous en parliez au Roi.

30 juillet.

1260. Je ne vous ai entretenu jusqu'ici que fort sommairement de ce qui a rapport au projet d'union entre Mgr le duc d'Orléans et madame l'Archiduchesse Thérèse. Il me serait impossible d'user aujourd'hui de la même réserve.

Tout est dit en peu de mots à l'égard de l'affaire elle-même. *Madame l'Archiduchesse ne s'est pas senti le courage de courir les chances auxquelles la famille royale est exposée.* Il est assez naturel que bien des personnes qui savent quelque chose de l'affaire du mariage, cherchent des causes et des influences étrangères à la question telle que je viens de la poser. Eh bien, toutes ces personnes — et je mets de leur nombre également M. de Sainte-Aulaire — sont dans l'erreur. Pour décider d'une chose sans courir le risque de se tromper, il faut bien des conditions; les propos sont ordinairement fort loin de la vérité dans les choses. Moi qui connais la position *à fond,* qui suis placé au milieu de la famille impériale comme au milieu de la mienne propre; qui connais toutes les individualités mieux que bien des pères ne connaissent souvent celles de leurs enfants, je vous dis que rien au monde n'aurait pu faire céder la jeune princesse devant le sentiment de crainte qui la domine.

Aussi soyons justes. Les choses sont placées d'une manière grave relativement aux positions *personnelles* en France, et la vérité à cet égard est bien au-dessous des impressions auxquelles prêtent et la distance et les efforts de la presse périodique! L'un des éléments les plus perfides, ce sont les journaux; il faut, pour en prendre et en laisser ce qu'il est juste de laisser ou de prendre, une connaissance des choses que n'a

pas le public, et rien n'est *public* sous ce point de vue comme une jeune enfant! Moi qui suis placé fort près des affaires, qui ai la charge pénible d'en conduire plus que je n'en ai le goût, je sais combien l'opinion est influencée par les efforts journaliers de la presse. En France et en Angleterre, le mal est moins senti, tout comme les hommes habitués au bruit savent dormir au milieu du fracas; il en est autrement dans des endroits tranquilles. Aucun ne l'est certes plus que Vienne et la vallée de Sainte-Hélène*; il est dès lors tout à fait croyable qu'une jeune princesse née et élevée au centre du repos puisse reculer de peur devant un champ de bataille, et c'est ainsi que bien des personnages, grands et petits, regardent Paris, chez nous et autre part!

Sur ces prémisses, jugez de l'effet du crime d'Alibaud! Voici ce que l'Archiduchesse Thérèse a dit au moment où elle l'a appris : Grand Dieu! si j'avais dit *oui,* je serais morte aujourd'hui! Que l'on qualifie de faiblesse, d'enfantillage, de tout ce que l'on voudra une impression pareille, le fait qu'elle existe n'en sera pas moins vrai, tout comme celui que rien n'est affreux et dissolvant comme la cause qui lui sert de base!

Il est clair pour moi que le Roi a voulu lier l'affaire d'Espagne à celle du mariage. C'est vouloir accoupler des faits d'une nature toute différente. Ce n'est pas l'Autriche que dans l'affaire de la Péninsule nous voyons compromise en première ligne. Ce que je prêche, ce sont les conditions de la vie pour la France. Quand on me dit : Si vous faites l'un, je ferai l'autre, c'est tout comme si l'on ne disait rien.

Les enfants, pour punir leurs parents, disent souvent : Je ne mangerai pas! Aussi souvent que j'entends une menace pareille, je dis à l'enfant : Eh bien, ne mange pas! Veuillez saisir l'*idée* et l'appliquer utilement dans vos explications; je vous dispense de la citation de l'exemple **.

* Il s'agit du château archiducal de Weilburg, dans le Helenenthal, près de Baden, que l'Archiduc Charles habitait avec sa famille.

(*Note de l'Éditeur.*)

** Voir sur le même sujet les « Réflexions sur une alliance de famille entre l'Autriche et la France », nº 1267.

Le 17 août, le prince de Metternich écrivit à Clam, relativement au dénoû-

Sir Frédéric Lamb, avec lequel je n'ai encore que fort peu voulu couler à fond les affaires depuis les huit jours qu'il est de retour à Vienne, m'en a assez dit pour me laisser voir clairement que rien ne ressemble moins à une alliance que ce qui porte ce nom entre l'Angleterre et la France. Jugez du fait par l'argument suivant : « L'affaire d'Espagne est odieuse et exécrable. L'Angleterre ne cherche pas autre chose que d'empêcher que la France n'en devienne la maîtresse. Notre force se trouve dans la Reine Isabelle, non qu'elle soit une force espagnole, mais parce que Don Carlos en serait une française. » Et puis, que l'on menace à Paris de ne pas m'écouter? Que Dieu garde les pauvres humains d'une politique libérale! On est toujours réduit à se demander qui l'on veut tromper! Ma vieille expérience et le sens commun, le plus commun, me crient : Ce sont les auteurs eux-mêmes qui se trompent, et ils ne trompent personne autre!

22 août.

1261. Vous trouverez que j'ai forcé les couleurs sur ma palette, et je le fais parce que je suis convaincu que le moment est venu où il devient indispensable de prendre une attitude dans l'affaire espagnole. Vous ferez bien si vous rendez le Roi attentif à cette nécessité. La meilleure interprétation qu'il soit possible de donner encore à la politique de la France dans cette affaire, c'est de ne représenter le Roi que comme un instrument maniable entre les mains de son Conseil, et par conséquent de ne pas lui imputer personnellement l'ambiguïté de l'attitude du Gouvernement français. Tel est encore, en effet, mon sentiment, mais la cause de l'ordre n'y gagne rien.

ment de cette affaire, le billet suivant : « Je vous envoie, mon cher Comte, sous forme d'annexe, une lettre du comte Apponyi qui contient la preuve que cette histoire d'un mariage entre un Prince français et une Archiduchesse autrichienne est définitivement enterrée.

« Je vous prie d'en informer Sa Majesté. Maintenant que cette désagréable affaire est terminée, l'honneur commande de garder un silence complet à cet égard. » (*Note de l'Éditeur.*)

Le Roi impuissant ne sert pas mieux cette cause qu'un prince hypocrite.

M. Thiers est en tout état de cause un homme fort dangereux. Il a certains défauts communs aux Français, et il manque d'expérience dans le maniement des affaires politiques. Le char qu'il dirige verse toujours à droite ou à gauche, et il recevra encore de bien dures leçons s'il parvient à se soutenir. Thiers aurait dû rester ministre de l'intérieur; il entend le maniement des partis en France. Il en est différemment de l'Europe. Singulier amalgame de doctrines révolutionnaires, d'audaces de journaliste et de despotisme gouvernemental, ce ministre représente son pays vis-à-vis du pays; il n'est pas fait pour le représenter en face de l'Europe. On n'y est pas dupe des situations; on y connaît les dangers auxquels est exposée la France et dont celle-ci menace le corps social. L'ère des phrases est généralement passée, et elles ne font plus le moindre effet.

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, le 3 septembre.

1262. Les rapports de Paris sont du 28 et arrivent avec les gazettes du 29. C'est Molé qui paraît chargé de la formation du nouveau ministère. Guizot et Duchâtel ont été cités par courrier et par le télégraphe. La position semble difficile, surtout avant l'arrivée de Guizot, que l'on regarde comme la tête de toute nouvelle combinaison. Le comte Apponyi n'a pas vu le Roi, car il ne veut pas prêter à la calomnie, comme s'il se mêlait de quelque chose, et il a raison pour le fond et dans la forme. Il a vu M. Thiers, qui lui a dit qu'il allait partir pour l'Italie. Dans cet entretien, M. Thiers a soutenu la thèse que le Roi se perdrait en n'intervenant pas; que la constitution de 1812 ne changeait rien à cette nécessité; qu'il aurait répondu du triomphe du juste milieu; que la proclamation de la constitution était l'œuvre d'une soldatesque effrénée; que l'Espagne ne voulait que d'un juste milieu, etc.

Il a dit à d'autres qu'il attendait le nouveau ministère à la prochaine session; qu'il ne ferait pas une opposition de salon,

mais de tribune; qu'il formerait un parti nouveau dans la gauche, qu'il renforcerait par le tiers parti; que dans six mois il serait de nouveau ministre, et qu'alors il conduirait la révolution de Juillet à ses fins; qu'en France il n'y avait qu'un seul homme, et que cet homme, c'était lui!

Le conseil du 25 au soir n'a duré qu'une demi-heure. M. Thiers et le Roi y ont parlé seuls. Le sujet a roulé sur l'article du *Moniteur*.

M. Thiers a *seul* donné sa démission, et c'est lui qui a fait insérer dans le *Journal de Paris* du 26 août celle de ses collègues, qui n'en savaient rien.

En Espagne, on s'égorge. La troupe à Madrid est continuellement en insurrection. Elle formule les demandes les moins possibles à satisfaire, comme, par exemple, celle de pain blanc au lieu de pain noir, et des détachements ont voulu aller en chercher sur la table de la Reine. Les bataillons se battent entre eux, ils n'obéissent à personne.

Voilà l'histoire du jour et celle du testament de Ferdinand VII!

Metternich à Apponyi. Vienne, le 16 octobre.

1263. Dans mon expédition de ce jour, je ne suis point entré en matière sur les points de vue exposés par M. Molé à l'égard des mesures que les circonstances pourraient nécessiter en Italie. Ce ministre fait allusion à une intervention autrichienne à Naples et à des secours à prêter par la France au Roi de Sardaigne. A toute idée pareille il n'y a qu'une réponse possible: c'est que *nous* ne laisserons pas la Révolution prendre pied en Italie, de quelque côté qu'elle puisse essayer de le faire, et c'est ce que j'ai consigné dans ma dépêche à M. le prince Esterhazy du 17 septembre dernier. A côté de cette décision, il reste un principe à sauver, c'est la liberté qu'a tout Gouvernement indépendant de réclamer de la part d'une puissance le secours qu'il regarde comme le plus utile. Comme certainement Sa Majesté Sarde n'appellera pas secours ce qui n'en serait pas, nous pouvons nous appuyer,

sans courir de risques, sur une force des choses qui peut nous conduire à des complications que nous regretterions sans pouvoir nous empêcher de les braver.

Dans ce peu de mots se trouve tout un système d'action qui n'a pas besoin d'être développé par nous, sauf en temps utile. Le Cabinet français ne saurait avoir de doute sur la nature de notre décision; il n'y a ainsi point de nécessité à lui apprendre ce qu'il doit savoir. Aussi souvent que l'occasion de nous expliquer sur une aussi grave question pourra se présenter, veuillez le faire en conformité de notre principe et sans vous dire muni d'instructions. Ce qui s'entend de soi-même et ce qui a été dit vingt fois ne forme pas l'objet d'instructions renouvelées. Les entretiens que M. le prince Esterhazy aura eus avec le Roi nous éclaireront sur la pensée de Sa Majesté à l'égard de ce sujet délicat.

Il me paraît que Mgr le duc d'Orléans se remue plus qu'il n'est bien pour lui-même qu'il le fasse. Sa position est difficile, sans contredit, mais c'est dans des positions pareilles qu'il est prudent d'user de beaucoup de sagesse. Or, le duc est-il sage? Ce n'est certes pas moi qui déciderai de la question. S'il y avait un calcul sérieux à fonder sur rien de ce qui constitue la France telle que l'ont faite le dix-huitième siècle, la Révolution, l'Empire, la Restauration et 1830, je me permettrais d'assurer que le Gouvernement est dans une bien mauvaise passe. Dans la situation actuelle, la France traînant à sa suite les conséquences de *tant de passés* et végétant sous *un présent* qui n'a rien su trouver de plus fort pour s'y appuyer qu'un juste milieu qui n'est rien du tout, — car une suite de négations ne constitue une attitude gouvernementale ni pour les gouvernants ni pour les gouvernés, — je ne sais sur quelle base asseoir un calcul sérieux. Livré à la seule ressource de l'instinct, je ne nie pas que le mien ne soit plein de doutes sur le lendemain d'une aussi pitoyable veille.

Adieu, mon cher Comte; que Dieu vous ait en sa sainte et digne garde. Si tous les hommes ont besoin d'une pareille garde, un ambassadeur d'Autriche à Paris ne peut décidément pas s'en passer.

9 novembre.

1264. L'action inqualifiable du jeune Bonaparte * a été jugée de prime abord ici à sa valeur véritable. Les recherches auxquelles elle prêtera conduiront en Suisse, sans expliquer davantage comment un colonel, homme sérieux, ne fût-ce que parce qu'il a passé l'âge d'une effervescence puérile, a pu se joindre à une entreprise aussi imprudente. Parmi ceux qui ne reviennent pas de leur étonnement se trouve le prince de Salerne. Le colonel Vaudrey avait fait les honneurs des établissements d'artillerie de Strasbourg au Roi de Naples, et il n'avait en aucune manière fait sur ce prince et sur son oncle l'impression d'un conspirateur.

Le parti que le Gouvernement a pris de ne pas retirer le procès du lieu du délit est fort sage. Il ne pourrait nulle part être mieux conduit que là où le ridicule s'est placé à côté du crime. Je regarderais comme fort utile que la question de la complicité du parti radical en Suisse ne fût jamais perdue de vue. Ce qui est certain, et ce qui n'a plus guère besoin d'être démontré à personne, c'est qu'un foyer toujours incandescent comme l'est la Suisse ne peut être toléré dans la partie du monde qui a tant de prétentions aux progrès de la civilisation **.

* Il s'agit de la tentative bien connue que fit le prince Louis Bonaparte à Strasbourg, le 29 octobre, pour renverser le Gouvernement de Louis-Philippe et se faire proclamer Empereur. (*Note de l'Éditeur.*)

** Le 6 novembre, le prince de Metternich, écrivant à Sainte-Aulaire au sujet de cet événement, s'exprimait ainsi : « Je vous envoie, mon cher ambassadeur, au moment où je la reçois, l'expédition ci-jointe de Carlsruhe.

« Vous y trouverez les détails d'une tentative révolutionnaire faite à Strasbourg. C'est du jacobinisme, poussé par les efforts des conjurés en Suisse, revêtu de bonapartisme et accommodé à la méthode péninsulaire. Ce que les frères et amis oublient, c'est que le bonapartisme sans Napoléon est comme l'Espagne sans l'esprit espagnol. Strasbourg a présenté une échauffourée ridicule jusqu'à l'absurde si elle est de provenance uniquement française. La conjuration a-t-elle des ramifications? Nous l'apprendrons tout à l'heure. Ce qui ressort de l'événement, quelque plat qu'il soit, c'est que les factieux travaillent des corps militaires, et c'est ce dont je vous prévenais. Tout cela,

23 novembre.

1265. Le Roi de Naples vient de demander la main de Madame l'Archiduchesse Thérèse, et Son Altesse Impériale la lui a accordée. Il y a plusieurs mois que le bruit de ce mariage s'est généralement répandu en Europe, et il a gagné en intensité dans les dernières semaines. Voici quelle est à cet égard la vérité.

Ni avant ni pendant le séjour qu'a fait à Vienne, l'été dernier, Sa Majesté Sicilienne, il n'avait été question de ce mariage. Le Roi a rencontré Madame l'Archiduchesse dans les occasions où toute la famille impériale était réunie. Il ne s'est non-seulement pas ouvert sur ses intentions, mais je suis même assez tenté d'admettre qu'à cette époque elles n'étaient pas arrêtées. Ce que nous avons su, c'est que ce Souverain ne pensait pas alors à se remarier aussi promptement. C'est du moins ce qu'il a dit, avec l'intention assez marquée que ses paroles fussent répétées. Il y a à peu près quatre semaines que le Roi chargea son oncle, le prince de Salerne, de s'informer si la main de Madame l'Archiduchesse était libre et si Son Altesse Impériale serait disposée à la lui accorder. Simultanément avec cette commission, Mgr le prince Léopold reçut l'ordre exprès du Roi de ne formuler la demande que par les voies les plus directes et sous le sceau du secret.....

La réponse transmise par Mgr le prince de Salerne ayant paru satisfaisante au Roi son neveu, ce Souverain vient de lui annoncer qu'il fera faire, dans le courant du mois prochain, la demande formelle de la main de Madame l'Archiduchesse Thérèse, et qu'il désire que la cérémonie du mariage ait lieu à Trente dans les premiers jours du mois de janvier suivant.

au reste, est détestable, ou heureux si le peuple et les hommes de bien se remuent enfin contre de pareilles folies.

« Vous serez le premier à apprendre mes nouvelles, et j'espère ne plus en recevoir; je le crois même. J'attache moins de valeur à l'événement, vu son déploiement à *Strasbourg;* on y trouve directement la *jeune Suisse* et le quartier général du bonapartisme sur le lac de Constance. »

(*Note de l'Éditeur.*)

Je vous mande ces détails, Monsieur le Comte, afin que vous puissiez en faire usage envers le Roi Louis-Philippe. J'ignore si Sa Majesté Sicilienne a déjà informé son auguste tante de ses intentions; ce qui est certain, c'est que ce n'est que dans ce moment que je puis vous mander comme une réalité ce qui jusqu'à ce jour, où le Roi de Naples s'est définitivement prononcé, n'était qu'un bruit public.

8 décembre.

1266. Il arrive aujourd'hui au Roi Louis-Philippe ce qui devait lui arriver. Les embarras de sa position grandissent à mesure que la Révolution recule en France. Je l'ai dit cent fois, parce que je regarde cela comme vrai : 1830 a été *un accident,* amené et consommé à partie égale par les innombrables bévues commises par la branche aînée et par la politique intéressée de la branche cadette. L'une comme l'autre des deux branches a joué avec le feu ; le feu a fini par prendre, et il a consumé l'édifice. Louis-Philippe a été appelé au trône quand celui-ci n'était plus ce qu'il aurait voulu qu'il fût resté. Charles X a perdu le trône que, sans les fautes commises, il n'aurait pas vu crouler sous lui. Je ne connais rien qui rende mieux la vérité qu'un mot qui, ces jours derniers, a échappé à un personnage politique français : « J'ai été franchement dans l'opposition contre les Bourbons; j'ai cru le trône plus fort qu'il ne l'était. Si j'avais pu admettre que *nous* le ferions tomber, j'aurais été ministériel. Croyez que tous mes amis se sont trompés comme je me suis trompé ! »

Tel est, en effet, le cas des doctrinaires et de toute la secte libérale et moutonnière. Ces gens ont cru faire de l'esprit, et cet esprit a tourné en une effroyable sottise, par la raison toute simple que ce qu'avec une inconcevable légèreté ces hommes ont pris pour de l'esprit n'en approchait pas même de loin !

Aujourd'hui, les mêmes hommes voudraient pouvoir refaire ce qu'ils ont détruit; mais la chose est impossible. L'édifice a croulé, et une machine en carton l'a remplacé. Tout le monde

a le sentiment de la vérité de ce fait, mais personne ne peut faire que du carton devienne de la pierre. Le seul homme qui au milieu des sots n'a pas été un sot, c'est le Roi Louis-Philippe. Il a empoigné les rênes du Gouvernement, et il a mené les choses aussi bien qu'elles pouvaient être conduites. Mais à l'impossible nul n'est tenu. Le Roi le sent, car il a l'esprit droit; il sent qu'il vit d'habileté, et il sent aussi qu'à mesure que les masses se livrent au sentiment que le repos leur est nécessaire, les côtés faibles de son existence gouvernementale se font jour.

Le voyage de Mgr le duc d'Orléans à Vienne a été une faute. C'est la légèreté française qui seule a pu le conseiller. Vous savez combien je rends justice à la conduite qu'a tenue ici ce jeune prince : chargé d'enlever d'assaut une Archiduchesse, il s'est conduit avec un tact parfait.

Je l'ai couvert de mon égide en Autriche, mais personne n'a pu l'aider à pallier la faute commise à l'égard de son propre pays. C'est cette faute qui pèse aujourd'hui de tout son poids sur le trône d'Août. Le mariage du Roi de Naples, sur lequel je me suis expliqué dernièrement avec vous, a réveillé la question d'une manière regrettable.

Je vois que l'ambassade ici est fort occupée de la chose. Elle tremble de tout ce qui se dira à ce sujet à la Chambre. Je ne partage pas ses frayeurs. La faute est commise, et elle est escomptée.

Une situation pareille est certes déplorable; mais les hommes, que peuvent-ils pour la changer? Rien, absolument rien, car ce qu'ils peuvent ne touche pas la cause et la source du malaise. Il en est des positions sociales comme des situations individuelles. L'art n'est jamais arrivé et n'arrivera jamais à effacer les vices organiques dans le corps humain. Tout ce qu'il peut faire, c'est de les pallier, de suppléer à ce qui manque; mais il ne saurait changer la cause du mal en une source pour le bien. Un tyran bossu peut ordonner à tout un peuple de s'affubler de manière à paraître bossu; cela ne rendra pas droit le prince, ni le peuple bossu. Quand la France est libérale, elle a la prétention que l'Europe entière

le soit également; quand elle s'adonne au culte de la légitimité, l'Europe doit être légitimiste; quand elle devient juste milieu, les trônes doivent renoncer aux bases sur lesquelles ils sont établis! Pour que des vœux aussi changeants puissent être accomplis, il faut de bien autres conditions que celles qui sont à la disposition de la France, réduite à vivre elle-même au jour le jour. L'exemple qu'offre ce pays n'est guère tentant pour l'étranger.

Personne, mon cher Comte, ne se reconnaît plus que moi le droit de parler ainsi. Le Roi Louis-Philippe n'a pas trouvé en Europe un Cabinet qui l'ait mieux compris que le nôtre, et qui l'ait même *deviné,* lui et sa pensée gouvernementale, comme nous les avons devinés. Aussi lui avons-nous rendu de bien grands services, afin de rendre un service pareil à la cause de l'ordre que nous défendons et au sujet de laquelle nous ne savons pas reculer ni changer. Nous professons la religion dans laquelle nous sommes nés; le Roi des Français a abjuré cette même religion. Nous pouvons marcher avec lui jusqu'aux limites de la discussion dogmatique; franchir ces limites ne nous serait pas possible, et faire seulement semblant de les franchir, ce serait nous suicider et entraîner le Roi Louis-Philippe dans notre chute. Le mariage du duc d'Orléans eût été une faute immense de part et d'autre. Nous serions tombés dans un abîme, et pour rendre acceptable à la France libérale une pareille union, le Roi et son fils eussent dû porter des coups journaliers à la cause qu'ils auraient semblé vouloir adopter. Dans une voie aussi glissante, les hommes les plus adroits ne peuvent éviter de tomber. Ces vérités doivent être senties par les hommes de sens, en France, comme nous les sentons nous-mêmes, et elles réduisent la question aux embarras inhérents à l'origine du trône d'Août, c'est-à-dire à des embarras assurément fort réels et parfois très-cuisants, mais que rien ne peut effacer ni même amoindrir, si ce n'est *le bénéfice du temps.*

RÉFLEXIONS SUR UNE ALLIANCE DE FAMILLE ENTRE L'AUTRICHE ET LA FRANCE.

1267. Metternich à Apponyi, à Paris. (E. D.) Schœnbrunn, le 30 juillet 1836.

1267. Dans une lettre adressée à M. de Sainte-Aulaire, et dont celui-ci a bien voulu me donner connaissance, M. Thiers se répand sur l'urgente nécessité du mariage de Mgr le duc d'Orléans. D'après l'opinion de ce ministre, l'attentat du 25 juin dernier est un nouveau et puissant motif à alléguer en faveur de cette nécessité.

M. Thiers a raison, et il n'est pas un ami de l'ordre public qui ne partage cette opinion. Oui, l'héritier présomptif du trône doit vouloir donner à la France une garantie d'avenir, et son mariage est la meilleure que, dans les circonstances actuelles, il puisse lui fournir. « Les assassins », a écrit M. Thiers, « ne connaissent pas le Roi; ils ne le haïssent pas; sa mort est pour eux une révolution. » Ces paroles renferment une vérité incontestable; en effet, ce n'est pas Louis-Philippe comme homme qui est en butte aux attaques des assassins, c'est le *Roi des Français*. Ces attaques n'ont pas pour objet une vengeance personnelle, elles sont le produit du fanatisme politique.

M. Thiers examine ensuite les partis qui peuvent se présenter, et il admet qu'un mariage entre le Prince royal et une Archiduchesse pourrait ne pas être pour la politique du Cabinet français le parti le plus avantageux. « Il peut », dit ce ministre, « en résulter de la gêne pour ses mouvements; une alliance pareille peut, d'un autre côté, compenser par son apparence de grandeur ce qu'elle fait perdre en liberté de mouvement! »

La question étant placée ainsi sur le terrain politique, c'est sur ce terrain que je l'examinerai avec une franche impartialité.

Les intérêts sont la base première de toute saine politique, car ils sont permanents, tandis que les convenances sont va-



riables. Or, j'établis en thèse que si dans tous les temps le premier intérêt pour tous les États est celui de se conserver, cet intérêt doit acquérir une valeur encore plus évidente dans un temps où l'objet que les partis poursuivent ouvertement est le renversement des Gouvernements existants. Comme la France et l'Autriche *doivent* se rencontrer relativement à ce grand intérêt, — car il leur est commun, — ce n'est pas sous ce point de vue général qu'on doit prendre en considération l'alliance entre les deux Maisons régnantes. Là où l'intérêt est le même, un lien de famille de plus ou de moins ne saurait entrer en ligne de compte.

Il peut en être autrement des convenances. Dans des cas donnés, une alliance peut leur être utile comme elle peut leur nuire. Aussi M. Thiers s'est-il posé à lui-même cette question, si dans le cas du mariage ce seraient les avantages qui l'emporteraient sur les désavantages.

Eh bien, mon cher Comte, j'admets toutes les raisons qui ont pu faire désirer à Louis-Philippe et à son Gouvernement l'alliance en question, et je suis prêt à les regarder comme fondées. Mais je le suis également à admettre, d'un autre côté, qu'il existe des considérations d'une nature toute pratique qui doivent faire naître des doutes sur l'opportunité de cette alliance.

Ces considérations se rattachent, d'après la manière de voir de M. Thiers, à la liberté du mouvement; mais comme le mouvement peut avoir lieu dans plusieurs directions, je m'expliquerai sur la seule dont je veuille parler, — la seule même dont il puisse être question dans le présent examen.

La puissance autrichienne n'est pas populaire en France ; elle ne l'est pas en raison d'anciens préjugés qui se conservent et se perpétuent en France plus que dans aucun autre pays. En outre, les différents partis du mouvement sont nos adversaires déclarés, et si dans tous les temps j'ai trouvé dans les vues favorables qu'a manifestées le Roi pour une union de famille avec la Maison impériale un gage de la fixité de ses principes en matière de gouvernement, il m'eût été impossible, d'un autre côté, de ne point y reconnaître en

même temps une preuve évidente de son indépendance personnelle.

Le Gouvernement français désire-t-il renforcer sa position par une alliance de famille avec l'Autriche? Cette alliance ne saurait rien ajouter à l'appui que nous sommes toujours disposés à prêter à tout corps politique digne de ce nom et qui veut se conserver. Il ne peut être ainsi question que du surcroît de forces qui résulterait de cette alliance pour les deux puissances et qui leur permettrait de suivre, tant pour elles-mêmes qu'à l'égard d'autres États, une ligne d'action conforme à leurs principes politiques. Je conçois que, dans ce sens, M. le président du Conseil ait jugé la question digne d'un examen impartial; je ne le comprendrais pas dans toute autre acception, et cela d'autant moins qu'il me serait impossible de trouver dans une alliance de famille un gage de sécurité permanente contre une divergence dans la marche politique des deux puissances.

M. Thiers signale dans sa lettre *la séparation des puissances en deux camps* comme un mal auquel il serait utile de mettre un terme. Nous sommes bien sincèrement de l'avis de M. le président du Conseil.

Cette séparation a été la suite naturelle des événements de 1830. Faire aux puissances un reproche de s'être mises en garde contre les chances d'un bouleversement général, ce serait, d'une part, se rendre coupable d'une injustice manifeste, et de l'autre, diminuer le mérite du Prince dont la main ferme et habile a su arrêter dans son cours une révolution qui, sans ses efforts, eût fini par mettre sur pied l'Europe entière.

Le temps, ce puissant auxiliaire, n'a-t-il pas agi déjà d'une manière visible sur la distance qui, il y a peu d'années, séparait les deux camps que signale M. Thiers? Eh bien, que les hommes véritablement éclairés et en position de servir la cause commune des Gouvernements et des peuples se tendent la main; que leurs efforts suivent une même direction, et ils obtiendront tout le succès qu'ils méritent. Libre comme je le suis dans ma position, fort de l'attitude impartiale du Cabinet

dans lequel compte ma voix, fort enfin de la confiance que le temps, avec la fixité de sa marche, a permis à ce même Cabinet d'inspirer aux amis de l'ordre, l'appel que je fais à un esprit de la trempe de celui de M. le président du Conseil devra ne point rester sans effet sur lui. Ceux qui voueront leurs efforts à effacer les distances qui séparent encore les grands corps politiques seront toujours sûrs de se rencontrer avec l'Autriche.

« Les Cabinets se querellent », a dit M. Thiers, « tantôt pour Cracovie, tantôt pour la Suisse, tantôt pour l'Espagne; quelquefois pour des réalités, plus souvent pour des riens, et finiront peut-être un jour par en venir aux mains ! » Ces faits sont incontestables; mais Cracovie, la Suisse et l'Espagne, quel sujet de querelle offrent-ils en réalité? Faites-en disparaître le désordre, que restera-t-il comme sujet de querelle? Quel est celui de ces corps politiques qui est menacé dans son indépendance? Quelle est la puissance qui vise à gêner celle de l'un ou de l'autre de ces États? Quelle est la Cour qui ne désirerait pas franchement leur bien-être? La divergence cependant a existé ou existe encore, et elle doit avoir une cause; cette cause ne se trouve-t-elle pas dans le fait que les efforts de l'anarchie ont été jugés sous des points de vue différents par les puissances? Quel progrès n'a point fait le sentiment du besoin de repos à mesure que l'opinion publique s'est éclairée sur le véritable état des choses, et qu'il s'est montré tel qu'il est !

Il me reste, mon cher Comte, à consigner ici une vérité qui, — je n'en doute pas, — sera saisie par M. le président du Conseil sous son véritable point de vue.

Que ce ministre se convainque que rien n'est fixe et immuable comme la marche de notre Cour.

Notre force repose sur la conviction que si nous participons aux maux de tous les corps politiques, nous avons, par contre, une base de vitalité qui ne nous place pas sur la première ligne des dangers. Forts de ce sentiment, nous allons droit notre chemin, et l'expérience nous a prouvé que nous faisons bien. Le but que dans la situation des affaires nous nous proposons

d'atteindre, c'est d'assurer aux États qui composent l'Europe le maintien de la tranquillité intérieure, autant que nous pouvons y contribuer, ou de chercher à la rétablir là où elle est troublée.

Quant à la politique proprement dite, nous n'en faisons que tout juste autant qu'il en faut pour empêcher que des complit cations politiques ne viennent distraire les Gouvernements de la pénible besogne gouvernementale qui pèse sur eux. Nous sommes faciles à deviner, parce que nous savons bien exactement ce que nous voulons comme ce que nous devons vouloir pour être fidèles à nous-mêmes. Une grande puissance centrale placée comme l'Autriche n'exagère pas son influence si elle s'attribue la valeur d'un élément de salut commun *.

* Dans une dépêche secrète adressée le même jour au comte Apponyi, le prince de Metternich traite aussi cette question. Il s'exprime à ce sujet dans les termes suivants : « La lettre de M. Thiers vaut mieux que la marche qu'il a imprimée à l'affaire du mariage. Celle-ci eût été fausse à l'égard de toute autre Cour; mais elle l'a été bien spécialement à l'égard de la nôtre. On n'enlève rien d'assaut à Vienne, ni le Cabinet, ni une princesse. Dans sa lettre, M. Thiers aurait raisonné juste s'il n'avait point oublié que la position de la famille royale en France est fausse, et qu'en raison de cela, la sûreté personnelle du Roi et du *successeur au trône* est compromise. Personne ne mettra en doute que la Maison d'Orléans ne soit une grande et illustre Maison; c'est le trône du 7 Août qui la rapetisse. Le duc de Chartres eût été un parti plus désirable; le Prince Royal des Français ne l'est pas. »

(*Note de l'Éditeur.*)

1837.

EXTRAITS DU JOURNAL DE LA PRINCESSE MÉLANIE.

DÉTAILS BIOGRAPHIQUES.

1268. Vienne (du 1er janvier au 31 décembre).

VIENNE.

1268. Fêtes du nouvel an. — Le casino de la noblesse. — Le Vladica de Monténégro. — Bal chez l'ambassadeur turc. — Questions de préséance. — Le palais Esterhazy. — Trente-deuxième anniversaire de naissance. — Soirée chez l'Impératrice régnante. — Le livre de Fiévée sur Bonaparte. — Fête militaire d'enfants chez l'Archiduchesse Sophie. — Sombres pressentiments. — La situation en France. — Lord Palmerston. — Autrefois et aujourd'hui. — Maladie du Palatin. — Détails d'intérieur. — Rétablissement du Palatin. — Mort d'Ancillon. — Le missionnaire Baraga. — La chapelle du Rennweg. — Soixante-cinquième anniversaire de la naissance du prince. — Concert chez l'Archiduchesse Sophie. — Entrée du nonce. — — La Dauphine. — Le prédicateur de la Cour Strauss. — Le livre de Marmont sur ses voyages. — Mort du Roi d'Angleterre. — Départ du prince. — Son voyage et les succès qu'il y obtient. — Séjour de la princesse au pavillon. — Le comte de Schulenburg. — Fanny Elssler. — Le duc de Bordeaux et lord Clanwilliam. — Retour du prince. — Charles de Liechtenstein et Reischach. — Les Archiducs Ferdinand, Maximilien et Jean. — Élections en Angleterre. — L'Électrice de Bavière. — Pourtalès. — Tristes dispositions. — Naissance d'un enfant. — Le petit Lothaire. — Acteurs français au théâtre du Kærntnerthor. — Le prince Auguste de Prusse. — Contrariétés. — L'affaire du l'archevêque de Cologne. — Bunsen. — L'Impératrice mère. — Maladie de l'Archiduchesse Sophie. — Carrousel d'enfants. — Fin de l'année.

Vienne, le 1er janvier 1837.

1268. Ce soir, toute la ville est venue chez nous; la scène des années précédentes s'est renouvelée au Ballplatz, c'est-à-dire qu'il y régnait une confusion extrême et qu'il y avait foule dans les salons, pendant que l'escalier était encore plus encombré. J'ai fait les honneurs jusqu'à huit heures, parée du grand cordon de l'ordre de Malte. Ma collection de portraits,

qui devient de plus en plus interessante, trouve un succès extraordinaire auprès de la société.

3 janvier.

On veut fonder ici un casino de la noblesse, ce qui donnera le coup mortel aux salons et aux endroits où se réunit la bonne société, en tant qu'elle existe encore chez nous.

12 janvier.

J'ai assisté à la bénédiction dans l'église de Saint-Pierre, puis j'ai eu à dîner l'archevêque et souverain du Monténégro, une espèce de géant, qui pense peu à son diocèse, mais qui songe d'autant plus à couper des têtes de Turcs. Il est toujours en guerre ouverte avec les Turcs, dont il parle avec beaucoup d'exaspération. M. de Lilienberg, celui de nos généraux qui commande en Dalmatie, et son aide de camp, nous ont servi d'interprètes. Félix Schwarzenberg, Neumann et Ottenfels nous ont aidés à soutenir la conversation autant que cela a été possible. L'archevêque est partisan des Grecs et est placé, ainsi que son pays, sous la protection particulière de la Russie. Tout cela irrite les Turcs, et l'on dit que la résistance des Monténégrins donne beaucoup de soucis à l'ambassadeur turc.

22 janvier.

A neuf heures, il m'a fallu aller chez l'ambassadeur de Turquie, où j'avais à faire les honneurs du bal. Lorsque j'arrivai à Mariahilf, il y avait déjà quelques invités. Par contre, ceux qui comptent dans une soirée arrivèrent encore plus tard que d'ordinaire. Je me hâtai de faire commencer la polonaise lorsque les Archiducs et la princesse de Wasa eurent fait leur apparition, afin de prévenir les discussions de préséance entre certaines dames; car des affaires de ce genre vous font entièrement perdre la tête. Après que les Archiducs eurent dansé une courte polonaise, il fallut attendre pour commencer la première valse, parce que personne ne

venait. Mais enfin tout finit par marcher convenablement. C'était ce qu'on a l'habitude d'appeler un beau bal; mais les appartements du palais Esterhazy, à Mariahilf, qu'habite l'ambassadeur, ne sont malheureusement pas bien tenus. Les tableaux les assombrissent; on ne peut pas les éclairer, et les meubles sont vraiment indignes d'y figurer. On a servi des mets froids; la foule était énorme; cependant tout s'est bien passé. L'ambassadeur de Turquie paraissait être sur les dents. Il commence déjà à parler assez bien le français.

24 janvier.

Clément a lu avec intérêt les discours prononcés à la Chambre de Paris. Il a consacré une attention toute particulière à celui où M. Thiers a traité la question de l'intervention en Espagne *, et il m'a dicté des notes dont il a besoin pour une dépêche qu'il veut envoyer à Apponyi. Je suis restée dans son cabinet jusqu'à deux heures et demie, sans bouger.

28 janvier.

Je compte aujourd'hui trente-deux ans; c'est ce qu'on peut appeler au moins un âge mûr. Clément m'a donné une jolie bonbonnière de jaspe; mes enfants m'ont adressé leurs compliments habituels.

Après le dîner, il m'a fallu assister à une soirée chez l'Impératrice. L'Empereur nous a montré sa belle collection de dessins représentant les fleurs rares qu'on cultive à Schœnbrunn.

4 février.

Clément nous a lu quelques passages d'un livre qui vient de paraître et qui l'intéresse beaucoup : c'est la vie et la corres-

* Il s'agit du grand discours prononcé par Thiers, le 14 janvier, à la Chambre des députés.

(*Note de l'Éditeur.*)

pondance de Bonaparte par Fiévée *. C'est un ouvrage excellent, écrit avec un grand amour de la vérité.

10 février.

J'ai été chez Clément; il est absorbé par des affaires pénibles, qu'il me cache pour ne pas m'attrister et ne pas m'inquiéter; je ne puis cependant pas me dissimuler que les choses vont mal, et que l'état actuel n'offre guère de chances d'amélioration.

Le soir, Léopoldine Liechtenstein (née Esterhazy) est venue; elle se tourmente beaucoup au sujet de Paul Esterhazy, qui, à ce qu'il semble, désire rester ambassadeur à Londres. Clément lui a écrit, par le dernier courrier, une lettre toute paternelle, par laquelle il le laisse libre d'agir à sa convenance. S'il reste ambassadeur, Clément en sera heureux; s'il croit, au contraire, que ses affaires privées pourraient souffrir de son absence, il peut se retirer.

11 février.

Nous sommes allés chez l'Archiduchesse Sophie, qui donnait une seconde édition de la fête célébrée, il y a quelques jours, en l'honneur de l'Impératrice mère. La Cour seule était présente. Les Archiducs, les petits Bombelles, Salis et Richard entre autres, ont reproduit trois tableaux de la vie militaire, un camp, un assaut et un bivouac. Tous les enfants étaient en uniforme, et c'est ainsi qu'ils ont défilé devant la Cour. C'était un très-joli spectacle; aussi a-t-il eu beaucoup de succès. L'Archiduchesse a très-bonne mine.

23 février.

La situation générale inspire de grandes appréhensions à Clément. Une crise paraît imminente, et tout présage de vio-

* *Correspondance et relations de Joseph Fiévée avec Bonaparte.* Paris, 1837. (*Note de l'Éditeur.*)

lentes commotions. Nous sommes tous bien malades, et j'avoue que je perds courage et que je reste bien tourmentée quand je me détourne un moment de la triste image de l'avenir. Clément envisage résolûment les événements qu'il voit poindre à l'horizon, et s'apprête à lutter jusqu'au dernier soupir avec ce courage que donne la confiance qu'on défend la bonne cause.

29 mars.

Il est venu de Paris un courrier apportant des nouvelles qui prouvent que la situation de la France est très-alarmante. Louis-Philippe est tous les jours en danger d'être assassiné; on s'attend si positivement à l'événement fatal, qu'on dit tout haut que telle ou telle chose arrivera le jour de l'assassinat du Roi. Tous les partis sont déchaînés, on ne s'impose aucune contrainte; aussi n'est-ce qu'en tremblant qu'on peut envisager l'avenir prochain de ce pays, qui en entraînera tant d'autres dans sa ruine.

1er avril.

Clément a reçu un courrier de Londres, et il a feuilleté les dépêches jusqu'à dix heures du soir. Lord Palmerston devient si traitable qu'on peut en conclure combien sa position est fragile.

3 avril.

Clément a eu au salon une intéressante conversation sur Napoléon et sur l'inquiétude que son existence inspirait au monde. Je crois toutefois qu'en ce temps-là l'inquiétude était moindre qu'aujourd'hui. On connaissait du moins l'ennemi; actuellement, il faut craindre les amis autant que les ennemis, parce que les premiers sont faux et maladroits.

7 avril.

Clément est venu me chercher pour me faire faire un tour de promenade; mais, en passant par les salons, nous avons

rencontré le comte de Waldstein, aide de camp du Palatin*, qui venait nous annoncer que ce dernier était très-malade. Clément s'est rendu en toute hâte à la Cour; il a pris les mesures nécessaires, puis il est revenu dans un état d'extrême agitation; néanmoins, il a travaillé avec cette énergie que je lui connais dans les grands moments de crise.

8 avril.

Clément a été chez moi; il en avait fini avec toutes ses conférences, et il était rassuré sur toutes les complications que pourrait faire naître la mort du Palatin. Après le dîner, je suis restée auprès de lui dans son cabinet. Le baron Moll, un des aides de camp de l'Empereur, a été envoyé à Pesth. Rien n'a été oublié, et je ne puis contenir mon admiration quand je vois le caractère de mon mari se révéler à l'occasion d'un événement important que rien ne faisait prévoir.

12 avril.

La journée s'est terminée par un rout monstre. Je n'ai encore jamais vu autant de monde réuni chez moi. Clément a eu la bonne idée de lire à nos invités un livre tout à fait curieux, qu'on lui a envoyé de Linz; nous n'avons pas discontinué de rire à la lecture des sottises qu'il contient.

19 avril.

Hier, Clément s'est arrangé avec Sina, et nous sommes aujourd'hui en possession de la maison Doblhof, avec le jardin; il est notre voisin au Rennweg, et cette extension de terrain est un grand avantage pour nous. Clément est très-heureux de cette acquisition; il est souvent venu chez moi pour discuter tous les arrangements qu'il projette. Nobile est venu également nous soumettre des plans.

* L'Archiduc Joseph, oncle de l'Empereur. (*Note de l'Éditeur.*)

Moll, un des aides de camp de l'Empereur, est revenu de Pesth. Le Palatin est rétabli. L'Archiduc Jean, qui se trouvait aussi à Pesth, est allé voir mon mari. Il paraît que, depuis sa maladie, le Palatin voit les choses sous un jour plus vrai; il demande à Clément ses conseils et son appui.

23 avril.

Il y a eu un *Te Deum* solennel à la Cour, pour remercier Dieu d'avoir conservé le Palatin. Six dames hongroises étaient de service comme dames du palais; on dit que le cortége était très-imposant et très-beau. Tous les vrais *patriotes* ont remercié le Ciel d'avoir rendu la santé au Palatin.

24 avril.

Clément a reçu la nouvelle de la mort d'Ancillon *. Il sera extrêmement difficile de le remplacer.

Un missionnaire de Laybach, nommé Baraga, qui vit dans l'île des Douze-Apôtres (Amérique du Nord), a dîné chez nous. C'est un homme simple, naïf, bon et intelligent, et il sait raconter des choses intéressantes.

25 avril.

Il est venu un courrier de Paris; l'expédition qu'il apporte retrace le triste état de la France. Le ministère a été reformé, mais il n'a pas pu se maintenir. Il est impossible que les choses continuent d'aller de cette façon.

4 mai.

Malgré la tempête et la pluie, nous sommes allés au jardin, car Clément n'a pas même peur de la pluie quand il s'agit d'aller là. Il a eu aujourd'hui l'heureuse idée d'ériger une jolie chapelle au Rennweg; il s'occupera tout particulièrement de cette con-

* Il mourut à Berlin, le 19 avril, à la suite d'une courte maladie. Il était dans sa soixante-dixième année. (*Note de l'Éditeur.*)

struction, et il m'a dit, d'une façon qui m'a vraiment touchée, qu'il savait bien que ce projet me ferait plaisir, et qu'il était juste qu'après avoir tant dépensé pour notre agrément personnel, nous songions à consacrer un coin de notre demeure à Dieu seul. Que le Ciel bénisse ce noble cœur!

15 mai.

Que Dieu bénisse et protége Clément; qu'il le conserve non-seulement pour moi, mais encore pour le monde entier! Telle est la prière que je lui ai adressée aujourd'hui à la messe, avec plus de ferveur encore que d'habitude. Il devrait avoir le privilége de rajeunir d'un an à chaque anniversaire de sa naissance; ce serait bien nécessaire. Ses soixante-cinq ans m'effrayent; je serais heureuse si je pouvais en ajouter la moitié à mes années. Les enfants et les amis sont venus lui présenter leurs compliments; Paul lui-même lui a adressé une allocution, qui était plus éloquente qu'intelligible. A quatre heures, j'ai eu un grand dîner; vingt-cinq amis sont venus s'asseoir à notre table.

Nous avons assisté à un beau concert que nous donnait l'Archiduchesse Sophie. Toute la Cour était réunie, les deux Impératrices, la Grande-Duchesse de Bade, les Archiducs, la Vice-Reine, son mari et leurs deux filles aînées. Les chanteurs italiens se sont distingués; seulement, leur voix était un peu trop forte pour la salle, qui est basse. Madame Tacchinardi a été parfois désagréable, Pozzi excellent, Lonati faible, Rigamonti trop bruyant et Marini insupportable. Le concert a duré de huit heures jusqu'à dix heures et demie.

31 mai.

Le nonce a fait son entrée aujourd'hui; c'est une cérémonie qui d'ordinaire était organisée par les ambassadeurs. Il s'est rendu au jardin Schwarzenberg, et de là une voiture de gala de la Cour l'a mené dans la ville; il était suivi des voitures des ambassadeurs, dont chacune était attelée de six chevaux. Le public

a été très-étonné de voir le nonce accompagné de l'équipage d'un ambassadeur schismatique, c'est-à-dire de Tatistscheff, de celui de Lamb, qui est protestant, et de celui d'un musulman, l'ambassadeur de Turquie.

1er juin.

J'ai été à l'église de Saint-Pierre, afin de prier pour l'enfant que Dieu m'envoie; puis il m'a fallu aller chez la Dauphine ou chez la Reine, car on lui donne ce dernier titre quand on la voit en particulier; c'est ce que j'ai fait, parce que je savais que Clément lui donnait cette qualification en lui parlant. J'ai vu Mademoiselle, qui est très-agréable, très-jolie et très-spirituelle. L'Empereur et toute la Cour ont reçu le nonce en grande pompe.

2 juin.

Nous avons eu à dîner un M. Strauss, prédicateur de la Cour de Berlin; c'est un homme d'esprit; il a été envoyé par le Roi à Clément pour le consulter sur différentes affaires religieuses. Clément m'a dit aujourd'hui qu'il ne voulait pas me laisser aller en Bohême, que je devais prochainement m'installer au pavillon du Rennweg, afin de m'habituer à la solitude.

9 juin.

Ce soir, je suis restée avec Clément; nous avons lu le voyage de Marmont en Orient : c'est un livre intéressant et bien écrit.

28 juin.

Le Roi d'Angleterre est mort * ; c'est une affreuse nouvelle et un coup terrible pour le moment; quelle direction la prin-

* Au château de Windsor, le 20 juin. Metternich se borna à écrire sur cet événement, dans la lettre qu'il adressa, le 4 juillet, à l'ambassadeur d'Autriche à Londres, prince Esterhazy, les lignes suivantes : « Vous comprendrez que je ne saurais me permettre d'escompter un événement d'un aussi haut intérêt que l'est celui de la mort du Roi Guillaume IV; c'est au temps seul qu'il appartient

cesse Victoria suivra-t-elle? Clément est affecté de cet événement, qui fera sans doute naître encore mainte complication.

29 juin.

La mort du Roi d'Angleterre est pour Clément une nouvelle cause de préoccupation; quant à moi, cet événement m'inflige la douleur de le voir partir au milieu de cette nouvelle complication politique.

Voilà plus de six semaines que j'ai été forcée d'interrompre mon Journal. Cet intervalle a été pour moi une période de chagrin, de soucis et d'épreuves. Tant de circonstances se sont réunies pour me rendre l'absence de Clément bien pénible et bien douloureuse! Pendant les premières semaines, j'ai éprouvé un véritable désespoir. Il m'a quittée le 5, accompagné de mon père*. Il a été à Ischl, à Salzburg, à Munich, à Teplitz, à Plass et à Kœnigswart; ce voyage lui a fait, Dieu merci, du plaisir et du bien. Il a aussi contribué à hâter l'heureuse solution d'affaires importantes, qu'il a réussi à régler pendant son absence de Vienne. A mes yeux, le résultat le plus considérable qu'il ait obtenu, c'est d'avoir déterminé le Roi de Prusse à entrer en pourparlers avec le Saint-Siége relativement aux questions religieuses, ce qui nous fait espérer que ce Prince montrera quelque tolérance.

J'ai commencé cette triste partie de mon existence à Vienne, où il m'a fallu rester jusqu'au 11. A ce moment-là j'ai pu aller habiter le pavillon, ce qui m'a un peu distraite.

Nous avons vu ici plusieurs étrangers. Un comte de Schulenburg, cousin des Schulenburg d'ici, a été envoyé à Vienne

de constater sa valeur et sa portée. Sir Frédéric Lamb, avec lequel j'ai eu plusieurs entretiens, est fort préoccupé et vivement inquiet des résultats que peut avoir le changement de règne. Il s'est exprimé à ce sujet, vis-à-vis de moi, avec un honorable abandon. » (*Note de l'Éditeur.*)

* Relativement à ce voyage, nous renvoyons le lecteur aux lettres de Metternich à sa femme, nos 1281 et suivants. (*Note de l'Éditeur.*)

par le Roi de Hanovre, afin d'annoncer son avénement au trône. Je l'ai invité à dîner avec Hardenberg, le gros Schulenburg et quelques autres. Il fait une impression agréable. D'ici il est parti pour Munich, vu que notre Empereur ne pouvait le recevoir à Ischl, où l'Impératrice venait d'avoir la rougeole, et dans quelques jours il rentrera dans son pays.

Fanny Elssler a eu un succès tout à fait extraordinaire auprès du public de Vienne. L'enthousiasme a surtout dépassé toute mesure lorsqu'elle a exécuté une danse espagnole, la *cachucha;* pendant le court séjour qu'elle a fait ici, il lui a bien fallu, je crois, la danser trente fois. Elle n'a paru qu'à cinq représentations. Sous ses fenêtres, il y a eu des sérénades, des vivat, des fanfares; bref, toutes sortes de choses qui contrastent singulièrement avec le calme qui règne d'ordinaire à Vienne.

Une après-midi, le duc de Bordeaux est venu chez moi, avec le duc de Blacas et deux messieurs qui l'accompagnent toujours. Il m'a fallu quelque temps avant de le reconnaître. Il a un extérieur distingué, un profil remarquable et un regard très-sympathique. Cette excursion à Vienne l'enchante; il n'était jamais venu ici; aussi tout l'étonne et le frappe. Il a déjà été partout pour tout voir. Il est monté sur la tour de l'église Saint-Étienne et a visité le Belvédère, les arsenaux, les musées; bref, toutes les curiosités. Lorsqu'il m'honora de sa visite, il revenait de Schœnbrunn et voulait aller à Laxenburg pour revenir le soir à Erlaa, tout cela avec les méchants chevaux du loueur de voitures Jantschky, qui l'avaient promené toute la journée. Je le fis déjeuner, car il en avait grand besoin pour se restaurer; ensuite je lui donnai une voiture. Ayant remarqué que mes visiteurs désiraient que l'Impératrice mère fût informée de l'arrivée du duc, j'écrivis à sa dame d'honneur, et le lendemain l'Impératrice invita le jeune duc à venir à Schœnbrunn, ce qui a fait partout une bonne impression et beaucoup de plaisir.

Clanwilliam a également fait une courte apparition. Il est venu me rendre visite, et je l'ai encore rencontré chez Fanny de Liechtenstein. Il voit les affaires d'Angleterre sous un aspect

couleur de rose et croit que la jeune Reine gouvernera avec sagesse. Dieu le veuille !

15 août.

Je voulais aller à la rencontre de Clément; mais je n'en ai rien fait, parce que j'ai trouvé que la chaleur était excessive et que j'avais peur d'être incommodée. A trois heures, il est arrivé avec papa. J'ai été très-émue, et j'ai remercié Dieu de m'avoir fait arriver enfin à ce moment tant désiré et si lent à venir. Je trouvai qu'il avait mauvaise mine, ainsi que papa; mais tous deux paraissent contents de leur excursion et de leurs différents voyages. Nous avons dîné avec Neumann et Ottenfels, après que Clément eut tout visité. Il est étonné des progrès des enfants. Mélanie parle un peu le français; Richard a grandi et me donne de la satisfaction; son précepteur, bien que très-jeune, exerce sur lui une influence salutaire; je ne puis assez en remercier Dieu. Après le dîner, Clément a passé son temps à circuler dans les deux jardins et dans les deux maisons. Il n'est pas resté tranquille un instant. Le soir, nous sommes allés en ville; il voulait voir ce qui s'y était fait de nouveau.

16 août.

La famille Charles de Liechtenstein, le père, la mère et la fille, ainsi que Reischach, ont dîné chez nous. Charles va à Londres pour féliciter la Reine. Il emmène Reischach; tous deux sont enchantés de faire ce voyage. Le prince de Wasa et Tettenborn sont venus après le dîner; ils voulaient parler à Clément, mais celui-ci n'a pu les recevoir, parce que l'Archiduc Ferdinand se trouvait chez lui. L'Archiduc revient d'Hermannstadt et a très-bonne mine. L'Archiduc Maximilien a résolu de s'arrêter à Ischl pour tenir compagnie à l'Empereur.

19 août.

L'Archiduc Jean, qui va partir dans quelques jours pour se rendre au camp russe et ensuite à Constantinople, a passé une

heure ici. Il trouve, comme tout le monde, que notre installation est charmante.

Clément est très-satisfait des élections qui viennent d'avoir lieu en Angleterre, et qui ont donné une forte majorité au parti conservateur.

22 août.

J'ai dîné avec Sainte-Aulaire, le comte d'Estourmel, qui quitte Vienne pour aller en France, et un M. Rogier, journaliste et propriétaire du journal *la Paix*. Plus tard sont venus Gyulai et Josika, et j'étais en train de causer avec Fanny de Liechtenstein, dont la première sortie avait été pour moi, avec Louis et Henriette Hunyady, lorsque tout à coup entrèrent Clément, l'Archiduc Ferdinand et l'Électrice de Bavière. Je ne connaissais pas cette dernière; elle a de l'esprit et elle cause bien.

25 août.

J'ai dîné avec Clément et M. de Pourtalès, le frère de Frédéric de Pourtalès, que nous avons vu ici l'année dernière. C'est un homme foncièrement honnête; il s'est fort bien conduit en Suisse; bref, c'est un homme qu'on voudrait voir souvent chez soi. La conversation a roulé surtout sur la politique, et elle a été fort intéressante. Le soir, sont venues de nombreuses visites.

26 août.

L'Archiduc Maximilien est venu chez Clément. Son extrême bonté est vraiment touchante; il fait du bien partout où il peut.

7 septembre.

J'ai encore passé une triste matinée, et je suis incapable de me livrer à une occupation suivie. Aussi ne puis-je suivre Clément comme j'étais habituée à le faire. Je le laisse donc seul et je reste dans ma chambre, ce qui rend ma situation fort pénible. En un mot, je ne suis, pour le moment, bonne à

rien dans ce monde, et je souffre beaucoup. Clément aussi est triste et inquiet; mon état lui inspire des inquiétudes, et je n'ai pas la force de les dissiper, car je suis encore plus inquiète que lui.

9 septembre.

Dans la nuit du 9 septembre, j'ai donné le jour à un garçon; cet événement a causé une grande joie à tous les membres de la famille.

J'ai quitté le lit le dixième jour; j'étais faible, mais je me sentais assez bien. Mon petit Lothaire a l'air d'être robuste; j'espère qu'il continuera d'être bien portant, et que du moins il ne me donnera pas d'inquiétudes. Après être arrivée à la sixième semaine, alors que j'étais encore toute faible et épuisée par de longues souffrances, il m'a fallu subir une nouvelle épreuve, plus dure que les précédentes. Un matin, en traversant la chambre des enfants, je vis la bonne et Marenzeller près du berceau du petit, et je ne tardai pas à apprendre que le pauvre enfant souffrait des mêmes convulsions que les deux petits anges qui m'ont été enlevés d'une manière si cruelle. Je me suis aussitôt résignée à faire encore ce sacrifice, et cela sans murmurer, Dieu le sait; mais j'ai ressenti, dans toute son horreur, la crainte de perdre ce petit être, qui a vu le jour au milieu de telles douleurs et de tels dangers, sans qu'il me reste de cette longue période de cruelles souffrances autre chose que le regret de ne l'avoir plus.

10 novembre.

Nous avons été au théâtre du Kærntnerthor, où avait lieu la première représentation d'une troupe française, qui restera quelque temps ici. Clément l'a vue chez Sainte-Aulaire, et elle lui a fait grand plaisir. La première pièce, *Malvina,* était triste et ennuyeuse; les acteurs sont passablement médiocres. La seconde, un vaudeville intitulé *Moiroud et Compagnie*, est charmante et a tellement amusé Clément que j'en ai été tout heureuse. Je comptais me coucher de très-bonne heure, parce

que je me sentais très-fatiguée ; mais la visite des deux fils de l'Archiduc Charles, qui viennent de Gratz et de Brünn, où ils sont en garnison, m'a forcée de rester au salon jusqu'à minuit. Le jeune prince de Nassau est également venu ; il est très-beau garçon et a énormément grandi.

29 novembre.

Le prince Auguste de Prusse est venu me surprendre avant qu'il y eût une seule lampe allumée. Je me suis confondue en excuses, ce qui ne réparait pas le mal ; il a été aimable et gai, et a paru content de sa soirée. Ma collection de portraits a fait les principaux frais de la conversation ; le prince m'a promis le sien.

2 décembre.

Le monde m'inspire un tel dégoût que, si j'écoutais mon cœur, je chercherais à en dégoûter aussi Clément et à le déterminer à songer enfin à lui-même et à ses enfants. Mais que Dieu me préserve d'agir ainsi! Je fais semblant de croire tout ce qu'il me dit pour défendre ses misérables ennemis, parce que je sais pertinemment qu'il ne se fait pas d'illusions et qu'il ne cherche qu'à en faire naître chez les autres, afin de soutenir le courage de tous. Que Dieu bénisse ce noble caractère !

Clément est très-occupé de l'affaire de l'archevêque de Cologne, qui lui inspire aussi des appréhensions pour notre Empire.

3 décembre.

Il m'a fallu faire grande toilette pour assister à un dîner donné en l'honneur du prince de Prusse. Tous les grands dignitaires de la Cour étaient invités, ainsi que le Corps diplomatique, la princesse Esterhazy, la comtesse de Hartig, la princesse de Dietrichstein, Thérèse Fürstenberg et Fanny Zichy. Le prince a causé beaucoup et bien.

10 décembre.

Münch, Marschall, Werner, le maréchal Marmont et M. de Bunsen ont dîné chez moi. Clément a eu un long entretien avec ce dernier. Il paraît que ce ministre est embarrassé, malgré l'intérêt évidemment très-vif qu'il prend à toute l'affaire de Cologne, et qu'il a un peu conscience de la faute qu'il a commise.

17 décembre.

Je me suis fait excuser auprès de l'Impératrice mère de n'avoir pu me rendre à une audience fixée pour quatre heures et demie, parce qu'il m'a fallu aller chez Tatistscheff. J'ai terminé la soirée par un rout tellement colossal qu'il m'a été presque impossible de pénétrer dans mon salon. J'avais déclaré assez haut que je ne recevrais pas avant le mois de janvier; cependant on force ma porte avant la date que j'avais fixée. Lamb m'a présenté une jolie Anglaise, lady Sterling.

19 décembre.

J'ai été avec Clément au Rennweg, puis il m'a fallu me mettre vite en toilette pour me rendre chez l'Impératrice mère. Je l'ai trouvée très-inquiète au sujet de l'Archiduchesse Sophie, qui a été prise, hier soir, d'un accès de fièvre, et qui a passé toute la journée dans une espèce de torpeur. L'Impératrice s'est montrée très-bonne pour moi; j'ai beaucoup parlé de Clément, et je ne lui ai rien caché de ce que j'avais sur le cœur. J'ai été surprise de la voir si bien au courant de tout ce qui se passe, et en même temps j'ai été profondément touchée de trouver chez elle de si bons sentiments à l'égard de mon mari; elle m'a affirmé que l'Archiduc François connaissait toute la vérité, et que Clément trouverait toujours en lui un appui solide. Bref, j'ai été étonnée de la voir si bien comprendre et même partager mes appréhensions. L'audience a duré une heure et demie.

20 décembre.

J'ai été effrayée au plus haut point lorsque j'ai entendu Malfatti affirmer que l'Archiduchesse Sophie était à la mort. Il était survenu un érysipèle; la torpeur était très-grande, ce qui indiquait que le cerveau était pris; aussi Malfatti croyait-il que la mort pourrait venir d'un instant à l'autre. D'abord l'inquiétude me fit perdre la tête, ensuite je réfléchis un peu et j'en vins à me dire que Malfatti, fâché d'avoir été laissé de côté, voulait prouver maintenant qu'il avait raison, et que, soit qu'il fût réellement inquiet, soit qu'il voulût pleinement justifier ses inquiétudes, il attribuait une gravité tout à fait exagérée à une maladie d'ailleurs très-sérieuse.

21 décembre.

L'Archiduchesse Sophie va beaucoup mieux aujourd'hui.

31 décembre.

On m'a conduite dans le grand salon, qui était entièrement éclairé et où se trouvaient déjà de nombreux invités, entre autres les petits Archiducs, fils de l'Archiduchesse Sophie, et les enfants de l'Archiduc Charles. Henriette, Julie Hunyady et maman avaient organisé un petit tournoi, un carrousel d'enfants, dont les héros chevauchaient sur des chevaux de carton; c'était charmant. Plus tard on les a fait souper, ce qui a aussi offert un joli coup d'œil. La jeune génération, qui soupait avec ses futurs Empereurs, a fait naître dans les esprits plus d'une pensée poétique.

J'ai terminé la soirée chez maman avec une société choisie. A minuit, tout le monde s'est embrassé. Que Dieu bénisse l'année 1838; qu'il la rende heureuse pour mon mari; qu'il le fasse triompher de ses ennemis, qui sont les ennemis du bien; qu'il lui donne la force physique et morale qui lui est nécessaire; qu'il l'arme de courage et lui épargne les chagrins

domestiques ; qu'il protége mes enfants, ma famille, mes amis! Qu'il me préserve de tout danger moral et physique, et qu'il remplisse mon cœur de reconnaissance pour toutes les grâces qu'il m'accorde ! Ainsi soit-il.

SUR LES ÉVÉNEMENTS POLITIQUES DU JOUR.

EXTRAITS DE LETTRES CONFIDENTIELLES ÉCRITES PAR METTERNICH A APPONYI, A PARIS, ET A SAINTE-AULAIRE, A VIENNE, DU 2 JANVIER AU 18 NOVEMBRE 1837.

1269. Situation du Roi Louis-Philippe. — L'alliance anglaise. — Talleyrand. — Pozzo. — La princesse de Lieven. — **1270.** Nouvel attentat contre Louis-Philippe. — Son discours du trône. — **1271.** La Sainte-Alliance d'après les idées de Louis-Philippe et de Molé. — Rapports avec le premier. — Verdict de Strasbourg. — Valeur du jury. — **1272.** Ce que l'Angleterre veut en Espagne. — Louis-Philippe et ses ministres. — Encore l'affaire de Strasbourg. — Il est à désirer que le duc d'Orléans soit appelé au Conseil des ministres. — **1273.** Illusions de Louis-Philippe au sujet des lois de dotation. — **1274.** Son erreur en ce qui concerne le ministère. — Mariage du duc d'Orléans avec une princesse de Mecklembourg. — L'importance de Bilbao pour Don Carlos. — **1275.** La Monarchie des Tuileries et la Monarchie de Goritz. — **1276.** Difficulté de former le ministère français. — **1277.** Mort du baron de Plessen. — **1278.** Confusion qui règne en France. — Molé. — **1279.** L'expédition de Constantine. — **1280.** Retraite de Don Carlos de devant les portes de Madrid.

Metternich à Apponyi. Vienne, 2 janvier 1837.

1269. Je vous envoie le présent courrier dans le double but de répondre à vos intéressants rapports du 11 au 18 décembre et de mettre un courrier à votre disposition. Vous verrez que je m'explique envers le Roi avec une grande franchise, et il faut le faire ou se taire. Le Roi Louis-Philippe a positivement une haute intelligence, et il a certes besoin de son concours pour pouvoir suffire à la charge qui pèse sur lui. Il a acquis bien de l'expérience sur un champ qui non-seulement n'avait pas été le sien, mais qu'il avait attaqué, tandis qu'aujourd'hui il doit le défendre. Ce que je réponds à la distinction que le Roi vous a faite, entre lui, — *homme trituré dans les rouages révolutionnaires*, — et moi *qui n'ai point été trituré*, me

semble non-seulement juste, mais utile à être placé sous ses yeux. Ce n'est ni un sentiment de fatuité ni une pensée exagérée quelconque qui me permet de croire qu'en fait de *révolutions* je ne suis pas moins savant que si j'avais travaillé à l'œuvre de destruction. Je tiens à ce que Louis-Philippe sache *que je sais beaucoup,* et que dès lors je ne suis pas disposé à me laisser séduire par du clinquant. Le jour où il ne mettra pas en doute cette vérité, il ne pourra plus croire (si toutefois il devait le croire) que je puisse me faire illusion sur les difficultés de sa position.

Personne, certes, n'est plus prêt que moi à regarder cette position comme éminemment difficile. Elle l'est bien particulièrement, parce que, *Roi en vertu d'une révolution,* Louis-Philippe doit, s'il veut régner, réformer les bases de son existence. Pour cela, il faut qu'il se mette en contradiction avec tous les précédents de sa vie publique et même privée. Toute entreprise de cette nature est pleine d'embarras et de dangers, mais elle n'offre pas les chances d'un choix à faire; elle est de celles qu'il *faut* tenter, car en ne le faisant pas on est sûr de périr. Si le Roi devait donc croire parfois que nous regardons sa position comme moins gênée qu'elle ne l'est, il se trompe.

C'est dans ses relations avec l'Angleterre que le Roi éprouvera encore bien des embarras! La vérité est que ces relations se sont établies sur un point de départ qui a reposé sur une erreur. Les hommes de Juillet ont cru devoir garantir leur existence contre des attaques des puissances conservatrices, et ils ont jeté à cet effet leurs regards sur le libéralisme anglais. Celui-ci a accepté l'offre, et il n'est pas près de lâcher sa proie. Les lumières que Louis-Philippe a acquises avec le temps lui ont fait comprendre que le danger n'était pas là où, au début de son règne, il avait cru l'entrevoir, et que le secours ne se trouvait également pas là où il l'avait cherché. Dès lors, tout est devenu difficile pour le Roi, qui, certes, n'avait pas besoin de cet embarras de plus pour se sentir mal placé! Ce qui est certain, c'est que la prétendue alliance anglaise pèsera chaque jour davantage sur le *Roi conservateur,* tandis que dans les occasions où il s'éloignerait de ce système, il ne trouvera dans

les whigs que de faux frères qui voudront se servir de lui pour le *gros ouvrage,* ainsi qu'il en a déjà été des prétentions anglaises à l'intervention française dans les affaires d'Espagne.

Je suis surpris, mon cher Comte, que vous ne me nommiez plus jamais ni le prince de Talleyrand, ni le comte Pozzo, ni la princesse de Lieven. Le premier doit nécessairement jouer un rôle ou vouloir en jouer un; le second doit se mêler de politique, car il lui serait impossible de ne pas le faire. La princesse, enfin, doit se remuer dans un sens quelconque, car il n'est pas dans sa nature de rester tranquille. Je conçois que le mouvement que ces trois personnages peuvent se donner ou qu'ils peuvent vouloir se donner ne les conduise pas à grand'chose, mais, ne fût-ce que comme autant de peines perdues, le fait pourrait encore avoir de l'intérêt pour moi.

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, le 5 janvier.

1270. Un nouvel attentat a eu lieu*. A la sortie du guichet sur le quai, un jeune homme a tiré un coup de pistolet sur le Roi. Le coup a heureusement manqué. Mgr le duc d'Orléans a été blessé légèrement au corps par des éclats de verre de la glace, qui était levée. L'assassin a été arrêté. Le Roi a été à la Chambre, où il a été reçu avec d'immenses applaudissements.

Le discours m'a frappé *en bien* à la rapide lecture que je viens d'en faire**. *Il est rond et sans jactance*. Il est fort long, et je crois qu'on aurait eu tort de le faire plus court.

Mais quelle habitude infernale, mon cher ambassadeur, que celle des assassins, qui en font un métier, une espèce de gloire! Un corps social est bien malade quand un courage aussi infernal s'empare de jeunes têtes.

* L'attentat de Meunier, commis le 27 décembre 1836. (*Note de l'Éditeur.*)

** Il s'agit du discours du Trône, prononcé le même jour à l'ouverture des Chambres. (*Note de l'Éditeur.*)

Metternich à Apponyi. Vienne, le 26 janvier.

1271. Mon expédition de ce jour offre un caractère qui n'est pas celui des travaux diplomatiques ordinaires, et la raison en est toute naturelle. Le corps social n'est point porté à la politique; les Cabinets ont le bon esprit de n'en point faire, et celle que font les oppositions tombe dans le domaine du simple mouvement révolutionnaire. C'est donc de celui-ci qu'il faut s'occuper, et ne point donner dans le panneau que les chefs de bande tendent aux Gouvernements dans l'espoir de les engager dans des affaires qui, en réalité, n'ont point de corps.

Une grande preuve que tel est l'état de la question est renfermée dans tout ce qui a trait à l'affaire espagnole. Cette affaire n'est que de la révolution mise en pratique, car il ne s'agit ni de personnes ni de nuances dans les formes administratives. Tout ce qui n'est pas cela est du mensonge, et n'a d'autre valeur que celle d'illusions.

M. Molé a eu grand tort de parler de la Sainte-Alliance; il ne faut jamais jeter dans une discussion des paroles qui ne représentent rien. Le Roi Louis-Philippe fait de la Sainte-Alliance quand il ne veut pas que la France soit livrée à la fureur et à la convoitise des partis frénétiques. M. Molé en fait à son tour quand il n'entend pas se mêler de ce qui ne le touche pas, et qu'il se reconnaît le droit de se mêler de ce qui le touche. Comme en réalité la Sainte-Alliance ne dépasse pas la valeur d'une abstraction, pourquoi lui prêter un corps et pourquoi assigner à ce corps une place *en face de la propagande révolutionnaire?* C'est commettre une faute et se livrer à une erreur dont les conséquences sont graves. De deux choses l'une : ou la Sainte-Alliance a la valeur *d'un corps,* ou elle n'a pas cette valeur. Dans le premier cas, ce corps, s'il a le poids suffisant pour pouvoir servir de contrepoids à la propagande révolutionnaire, ne serait pas à dédaigner par le Gouvernement français, qui ne saurait se faire illusion sur les dangers journaliers auxquels l'expose la propagande.

Le juste milieu en France n'a point de chances de salut en dehors de la vérité, et il a cela de commun avec tous les pouvoirs, quelle que soit leur dénomination. La plus vraie des vérités, c'est que l'on ne vit qu'avec l'aide des éléments de la vie, et que vouloir vivre avec ceux de la mort est une sottise. Je vous livre aujourd'hui un travail qui a directement pour but d'écarter entre le Roi Louis-Philippe et les puissances conservatrices un élément de mort, la *polémique sur les origines!* Le meilleur moyen pour éviter une chose, c'est sans contredit de ne pas la faire; l'entreprise n'est souvent pas facile; pour qu'elle devienne possible, il faut se placer sur un point de départ fixe. Or, c'est un point pareil que mon travail tend à établir, et c'est dans ce but que j'ai remplacé les mots de *légitimité* et de *droit divin* par celui de *droit* (sans plus), et que je n'écarte pas la valeur des droits *historiques,* car sur ce terrain tout le monde peut se rencontrer et s'entendre. Voilà l'origine du mot qui, lors de la lecture qu'il a faite de ma dépêche du 21 décembre, a fixé l'attention du Roi et qui lui a fait énoncer le vœu que, dans l'intérêt commun des amis de l'ordre, *on sépare le trône d'Août de la Révolution.* Ce vœu est juste; mais pour qu'il devienne pratique, il faut *que le Gouvernement français lui-même se sépare de la Révolution.*

Cette nécessité est évidente, et ce sont, dans les temps comme les nôtres, des nécessités pareilles qui ordinairement sont les plus difficiles à satisfaire. C'est ce qui arrive, en effet, au Roi Louis-Philippe, et personne ne saurait plus que lui en avoir le sentiment. Cet objet abordé, il me reste à vous faire une remarque.

Rien n'est curieux comme les rapports qui se sont établis entre ce Prince et le chef du Cabinet autrichien, car ils prêtent tout naturellement à beaucoup de fausses interprétations. Le Roi des Français cherche-t-il à induire en erreur le ministre, ou bien est-ce celui-ci qui désire tromper le Roi? Le Roi veut-il se ménager des chances pour arriver *à l'absolutisme,* ou bien le ministre (qu'on ne peut soupçonner d'être devenu révolutionnaire) veut-il conduire le Roi sur une pente glissante qui le ferait tomber dans un abîme?

Eh bien, mon cher Comte, de ces diverses suppositions il n'y en a pas une qui soit vraie. La vérité est que le Roi Louis-Philippe ne veut pas la mort du corps social; que le ministre ne la veut pas davantage, et que si l'un ne veut pas de la Révolution, l'autre ne veut pas davantage de l'absolutisme, qui conduit aux révolutions. Une autre vérité, c'est que, malgré des points de départ opposés ou différents, les hommes pratiques peuvent se rencontrer à l'égard du but, et c'est ce qui arrive aux deux hommes! Le Roi Louis-Philippe ne veut pas m'enrôler sous le drapeau de la Révolution, tout comme je ne veux pas le pousser à l'absolutisme. Il veut régner pour pouvoir vivre, et je ne lui demande pas autre chose. Le jour où nous sommes d'accord sur ce fait, les moyens de nous entendre ne sauraient offrir d'autres difficultés que celles qui sont inhérentes aux choses elles-mêmes, et comme ni le Roi ni moi ne sommes des esprits légers et enclins à nous tromper sur les difficultés de mainte position, nous pouvons certainement courir le risque de ne point réussir, sans courir celui de ne pas nous entendre.

Je lui demande de la confiance dans la marche de mon esprit, et je me reconnais quelques droits à ce sentiment quand il s'agit de celle de notre politique.

L'acquittement des conjurés de Strasbourg est un événement déplorable *. Il ne pourra porter que de bien mauvais fruits. Celui qui renferme le plus de poison, c'est celui *qui tue l'armée*. Je suis persuadé que l'armée sera indignée, qu'elle protestera même contre la conduite de quelques-uns de ses membres; il pleuvra, — je regarde cela comme possible, — des adresses; eh bien, toutes ces démonstrations, et parmi elles les plus sincères, ne changent rien à la gravité de l'événement et à l'étendue de ses conséquences. Il n'y a pas d'armée possible sans une discipline sévère; celle qui en manque n'est qu'une horde; pour qu'il puisse y avoir de la discipline, il faut une base légale sur laquelle elle puisse s'appuyer. Le

* Après une courte délibération du jury, qui dura dix minutes à peine, tous les accusés impliqués dans l'affaire de Strasbourg furent déclarés non coupables du crime de haute trahison. (*Note de l'Éditeur.*)

jour où la révolte contre le drapeau est couverte d'un verdict de *non-culpabilité,* la base se trouve détruite.

L'éloignement du chef de la conspiration a pu prêter des armes *à la défense* des complices ; il n'a rien de commun avec la *culpabilité des individus*. Que ressort-il du fait, si ce n'est une preuve nouvelle que l'institution du jury est antisociale? et cette vérité, pour me frapper, n'a pas eu besoin de cette démonstration nouvelle. Cette institution peut-elle être abolie là où elle s'est une fois établie? Non certes ; il en est du jury comme de la liberté de la presse. Mais qu'en adviendra-t-il? La dissolution des États, l'impossibilité que la Monarchie se soutienne, un désordre sans fin, et à la suite du désordre, le despotisme, soit celui des masses, soit celui de quelques individualités.

Adieu, mon cher Comte. Aussi souvent que je signe une expédition comme celle de ce jour, je suis à me demander si je n'abuse pas des moments du Roi. Comme ma conscience m'absout, ne fût-ce que grâce à l'intention qui me guide, je me refuse à écouter mes scrupules.

28 janvier.

1272. Le Roi vous a dit qu'il ne parvient pas à savoir ce que le Cabinet anglais veut en Espagne? Que Sa Majesté ne se donne point à ce sujet une peine inutile. Le Cabinet anglais veut dans la Péninsule ce qui ne peut être combiné ; il y veut trois choses : assurer son ancienne domination sur le Portugal ; contre-balancer en Espagne l'influence française, et introduire dans la Péninsule le régime représentatif moderne. Or, en voulant ces trois choses, il ne peut arriver qu'à un désordre sans fin. La prépondérance du commerce anglais en Portugal était possible sous le régime ancien ; elle ne l'est pas sous celui des Cortès. Il n'existera en Espagne ni une influence prépondérante anglaise, ni une force politique française, aussi longtemps que ce pays sera dans un état d'anarchie ; or, anarchie et système représentatif sont aujourd'hui synonymes en Espagne. Là où les hommes veulent le pour et le contre à

l'égard d'une même chose, ils ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils veulent, et ils sont dès lors incompréhensibles pour les autres. Le traité de la quadruple alliance a été conçu dans trois buts différents : de la part de la France, pour se donner une garantie contre les puissances du Nord, c'est-à-dire contre les Cours *soi-disant* du Nord et *soi-disant* propagandistes en faveur de l'*absolutisme;* de la part de l'Angleterre, dans les trois buts ci-dessus énoncés ; par les deux puissances péninsulaires enfin, dans le but qui fait toujours désirer à des maisons en faillite flagrante de s'accrocher à des maisons plus solides. Si ce que veut l'Angleterre en Espagne est incompréhensible par la raison que je viens d'indiquer, il n'est guère plus facile de définir ce que veut la quadruple alliance, cette alliance qui se compose d'une Cour dont la tendance est *conservatrice,* d'un Cabinet qui fait de la politique *radicale,* et de deux États en faillite ouverte sur le terrain moral, financier et administratif! La conclusion de cette alliance de la part de la France a été une faute tout aussi naturelle dans son point de départ qu'elle est restée telle dans ses conséquences. Les hommes de Juillet, dans la première effervescence de la révolution, se sont trompés sur une bien importante question, qu'ils ne se sont pas même donné la peine d'examiner avant de prendre un parti ; à savoir, sur celle où se trouvaient les véritables ennemis et les amis du Gouvernement qui entend conserver la paix politique et le repos social. Ne se trouve-t-il pas aujourd'hui que les amis sont là où l'on a cru trouver les ennemis, et les adversaires là où l'on comptait sur des appuis? Qu'est-il arrivé de plus? L'un des alliés s'est toujours avancé davantage sur le terrain révolutionnaire, et les deux autres alliés ont tellement changé, — je ne dirai pas *de nature,* mais *dans les formes,* — que la France se trouve liée à des amis d'une fort mauvaise espèce!

Je remercie sincèrement le Roi des avis importants qu'il vous a donnés sur la situation où se trouve la Sicile. Ils sont conformes à nos notions, et ils ne diffèrent en rien de notre propre jugement sur ce que devrait faire le Gouvernement napolitain. Je regarde comme un devoir de tirer le

meilleur parti possible de la confirmation de ces importantes nouvelles.

Ce que Sa Majesté vous a confié au sujet de la gêne qu'Elle éprouve dans l'adoption de mesures légales pour arrêter en France le mal le plus flagrant, me cause un chagrin profond, mais ne me surprend pas. Les factions ont toujours deux cordes à leur arc; elles sont *légales* aussi souvent que les lois sont mauvaises ou insuffisantes, et elles font de l'opposition aux bonnes lois avec un arbitraire qui ne les effraye pas. Les ministres ont peur des Chambres; il serait impossible qu'il en fût autrement. Ce que ne parviendra pas à faire la sagesse du Roi aidée par la raison du pays, ne pourra être atteint. Je vous ai déjà parlé de l'affaire de Strasbourg. Je la regarde comme très-grave pour la France et comme portant dès lors le même caractère pour l'Europe. Que fera le Gouvernement pour circonscrire le danger dans les limites les plus étroites possibles? J'avoue ne pas pouvoir me l'imaginer. Le verdic du jury est contraire à toutes les saines idées du devoir d'un jury. C'est un *acte de grâce,* et non un jugement. Ce fait est un crime. L'holocauste du lendemain est un délit. Punira-t-on le délit quand on ne peut atteindre le crime? On ne le punira donc pas; mais que pourra-t-on punir par la suite? Le chant de triomphe qu'élèvent déjà les feuilles radicales, — en tête desquelles je place la *Gazette de France,* — marque la valeur de l'événement. Il me serait difficile de vous rendre un compte exact de l'impression que celui-ci fait sur notre public, mais plus particulièrement sur l'armée. J'ai entendu dire à des officiers que ce que ne punissent pas les lois doit être tranché par le sabre, et s'il s'agissait de faire courir notre armée sur des hommes tels que les Vaudrey et les Parquin, je ne sais l'officier autrichien qui ne demanderait pas à en faire partie!

Le Roi vous ayant fait l'honneur de vous parler de l'attitude de Mgr le duc d'Orléans, je crois pouvoir supplier Sa Majesté de vouer tous ses efforts au soin de faire entrer Son Altesse Royale au conseil. Ce n'est pas là que les héritiers présomptifs du trône courent le risque de se compromettre;

c'est dans les Chambres, ou quand ils se trouvent *en pleine liberté d'appréciation*. Circonscrire cette liberté, c'est rendre aux princes, et à l'État qui vit du présent et de l'avenir, un service certain. Si les premiers restent exclus de la connaissance des affaires, ils deviennent pour le moins *des critiques* fort dangereux, et la pâture des intrigants !

7 février.

1273. Je ne saurais vous dépeindre assez le sentiment pénible que j'éprouve aussi souvent que je suis appelé à m'occuper des affaires de la France. Je les regarde comme détestablement placées, et tout me dit que les hommes qui s'en occupent le plus en France sont tous livrés à l'erreur. Je commence à cet égard par le Roi Louis-Philippe même. Comment un homme de la portée indubitable de son esprit peut-il se faire sur sa position gouvernementale une illusion assez grande pour engager à la fois dans les Chambres un combat sur des lois qui décideront de la vie ou de la mort de l'ordre de choses existant, et sur de misérables questions d'argent pour ses enfants *? Louis-Philippe cherche des ministres qui sachent lui obéir, et en cela il a parfaitement raison ; je sais obéir, et cependant, si j'étais ministre français, j'aurais mille fois préféré me retirer plutôt que de présenter la demande des dotations !

Ce sentiment, que je garde pour moi, ne m'empêche pas de me livrer à de lourds travaux, et mon expédition de ce jour en renferme une preuve nouvelle. Ne vous y trompez pas, au reste ; des travaux pareils tournent bien véritablement en dégoût pour moi, car je sais qu'ils ne peuvent conduire à aucune saine pratique. Leur utilité est semblable à celle du lest dans les vaisseaux. Bien réparti, il sert à mieux régler leur marche, mais il n'empêche cependant pas les vaisseaux de

* Le 25 janvier, le comte Molé présenta à la Chambre deux projets de loi relatifs à des affaires de famille de la Maison d'Orléans : l'un proposait de donner un apanage au duc de Nemours, l'autre un cadeau de noces à la Reine des Belges, fille de Louis-Philippe. (*Note de l'Éditeur.*)

chavirer; c'est plus que du lest qu'il faut pour une navigation heureuse! La barque de 1830 fait eau de toutes parts; il n'y a pas moyen de la tenir à flot en la calfeutrant; il faudrait la refaire pièce par pièce; et où est le chantier sur lequel ce travail serait possible, si même les pièces de rechange devaient exister, — fait que je mets fortement en doute!

Il est certain que l'étranger partage uniformément les impressions que nous avons nous-mêmes sur la fâcheuse position dans laquelle le Gouvernement français se trouve renfermé. Les Cours allemandes en particulier sont fort préoccupées d'un avenir, plus ou moins prochain, plein de trouble et de confusion. Je ne suis pas aussi craintif que ces Cours, mais c'est peut-être pour cela que je m'ingénie plus que personne à la recherche des moyens d'empêcher un mal qui, à la longue, devra rompre toutes les digues.

17 février.

1274. J'ai peur que Sa Majesté Louis-Philippe ne se livre à des illusions, ou ne fasse semblant de s'y livrer, à l'égard de l'existence solide du ministère, assurément le meilleur qu'il ait encore eu. Je regarde comme possible qu'il puisse résister aux attaques de l'opposition dans la Chambre; ce que je regarde comme moins probable, ce serait qu'il pût résister au manque d'homogénéité qui caractérise le Cabinet.

Si le mariage du duc d'Orléans avec la princesse de Mecklembourg devait être positivement arrêté, je n'aurais rien à y objecter. Il faut que ce prince se marie, et son alliance avec une princesse d'une petite mais bonne Maison n'a aucune portée politique. Je n'ai, au reste, aucune trace de l'assentiment soit de la famille, soit de la fiancée en question. Le bruit en avait couru il y a cinq ou six mois, et alors on lui a opposé à Schwerin un démenti *complet*. Si l'affaire s'arrange, ce sera M. Bresson qui l'aura faite.

Je ne vous ai jamais parlé des affaires de Bilbao. Veuillez dire au Roi que c'est parce que je n'y ai jamais attaché plus de valeur que Sa Majesté n'en attache elle-même. L'entreprise du siége de cette ville a toujours porté à mes yeux le

caractère d'une faute grave. Les mauvaises affaires sont toujours celles qui portent de mauvais fruits, quand elles manquent comme quand elles réussissent. De quelle utilité pourrait être Bilbao pour Don Carlos? Sa prise eût été pour lui une lourde charge, car il fallait *nourrir* et *défendre* cette ville. Pampelune ou toute autre ville éloignée de la mer, et par conséquent du contact avec les Anglais, aurait une tout autre valeur. Ce qui manque à Durango, c'est ce qui manque à Madrid et dans toute l'Espagne, c'est l'*esprit*. Il est *prouvé* que si Don Carlos avait su se conduire avec la moindre habileté, immédiatement après la révolte de la Granja il entrait triomphant dans Madrid. La difficulté *d'entrer* dans cette ville n'est, au reste, pas la plus grande ; c'est *d'y rester*, et le difficile sera, en tout état de cause, de gouverner l'Espagne.

25 mars.

1275. Le n° 37 du 17 mars du *Journal de Paris* renferme sous ce titre : « *De la Monarchie des Tuileries et de celle de Goritz* », un article de M. Fonfrède que je vous signale si vous deviez ne pas l'avoir lu. Cet article dit la vérité sur les deux Monarchies, en tant qu'il les met en opposition et en rivalité entre elles. Ce qu'il ne dit pas, c'est que le mot de *Monarchie* ne convient plus à la France, sous quelque dénomination qu'il soit possible de parler *d'un régime sous un Roi,* que ce soit un Roi de Juillet ou un Roi légitime, de fantaisie populaire ou de fortune. La royauté en France n'est plus qu'une affaire de titre, mais non de pouvoir, ou ce qui est la même chose, d'ordre public. Qu'un homme investi d'une fonction gouvernementale se nomme Roi, consul ou président, peu importe, le titre ne fait rien à la chose, tout comme il n'ajoute rien aux facultés du titulaire.

Le président des États-Unis d'Amérique a, par exemple, vu de près bien plus de pouvoir réel que le Roi des Français : il n'est tenu à aucun conseil ; la responsabilité de ses actes pèse sur lui directement ; c'est dès lors en toute réalité *lui qui gouverne.*

La question n'est donc pas dans le *titre* du premier personnage de l'État; elle réside *dans le principe de la souveraineté*. C'est là ce que M. Fonfrède n'a point dit, et dans son système il a eu raison de placer les deux royautés, celle des Bourbons et celle d'Août, sur une même ligne, soit de puissance, soit d'impuissance. En scrutant les deux positions sous cet aspect, le Roi des barricades est certes plus fort que ne le serait celui de Goritz, et cette vérité est prouvée par le fait que le premier habite les Tuileries et que l'autre est en exil.

Tout ce que M. Fonfrède dit au sujet des maximes gouvernementales de la *Gazette de France* est parfaitement juste. Le *Journal de Paris,* qui soutient le Roi de 1830, est bien plus correct sous le point de vue gouvernemental que la *Gazette,* qui prêche pour le trône des Bourbons et qui en même temps sape les fondements sur lesquels il devrait reposer; car le trône légitime ne peut, tout aussi peu que tout autre *siége,* être suspendu en l'air; il faut qu'il touche la terre.

Toute cette polémique prouve, au reste, combien les choses sont détestablement placées en France. Chaque parti veut y faire du pouvoir à sa guise, ce qui fait que l'on a beau chercher le *pouvoir,* on ne le trouve nulle part.

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, le 18 avril.

1276. Ne me demandez pas, mon cher ambassadeur, ce qui se passe; je suis à la lettre au bout de mon latin, et s'il m'en reste un souvenir, il me conduit à la supposition que le Roi pourrait bien ne pas être fâché de voir les *notabilités* fournir à la France la preuve qu'elles ne savent pas se former en un corps suffisamment compacte pour représenter un Cabinet, et bien moins encore pour en être un *. Le Roi finira par nommer son monde. Il restera à résoudre la question de

* La crise ministérielle aboutit, le 16 avril, à la solution suivante : Molé resta président du Conseil et ministre des affaires étrangères; le général Bernard (guerre), l'amiral Rosamel (marine) et Martin (commerce) gardèrent leurs portefeuilles; Barthe fut chargé du ministère de la justice et des cultes; Montalivet, de celui de l'intérieur, et Salvandy remplaça Guizot au ministère de l'instruction publique. (*Note de l'Éditeur.*)

savoir si ces choix seront du goût de la Chambre; comme elle reste en repos quand il n'y a point de Cabinet, peut-être se contentera-t-elle de celui que lui présentera la volonté royale.

Je vous dis cela comme si je vous contais un rêve; mais, faute de pouvoir penser, il doit être permis de rêver même à un homme qui n'a pas l'habitude des rêves creux.

Le *Journal des Débats* a donné depuis deux jours de bons articles. Le fait me prouve qu'il sent que le moment est grave.

2 mai.

1277. Vous apprendrez par le rapport ci-joint du baron de Marschall, le décès du baron de Plessen et quelques détails relatifs au voyage des princesses.

La mort de M. de Plessen * est un véritable malheur pour le petit pays dont il a su conduire les affaires avec autant de force que de probité. Je perds en lui, de mon côté, un ami de plus de quarante ans et l'homme qui a marché avec moi depuis la dernière paix générale comme peut-être jamais deux ministres, placés dans une indépendance entière et réciproque, ont su s'entendre dans une affaire aussi compliquée que la législation de la Confédération germanique.

On regrettera à Paris la perte de l'homme sans lequel le mariage ne se serait peut-être point arrangé.

Metternich à Apponyi. Vienne, le 14 octobre.

1278. Le moment est éminemment important, car tout se résume en une seule et même nécessité pour le Roi Louis-Philippe de prendre un parti. L'affaire d'Espagne tire *à sa première fin;* celle de Portugal est perdue pour les intrigues de lord Palmerston; l'expédition de Constantine cloche; les

* L. H. de Plessen, président du Conseil intime et ministre d'État de Mecklembourg-Schwerin, mourut le 25 avril 1837. Appelé au ministère dès l'année 1807, il jouit jusqu'à la fin de sa vie de l'entière confiance de son Souverain. (*Note de l'Éditeur.*)

élections vont commencer. Dans tout cela il y a de graves fautes d'un Gouvernement qui, sans vouloir d'une manière active le mal, ne sait pas faire le bien, et qui pèche autant par ses faiblesses que par ses velléités. Molé me paraît trop faible, et quand toute une machine pèche par la base, il faut plus que du courage ordinaire et de la modération véritable pour ne pas compromettre la chose publique comme elle l'est en France. Ce n'est pas que j'entrevoie des risques pour le repos à l'intérieur; personne ne songe à se remuer, car tout le monde est las. Ce qui attend le Gouvernement français, ce sont des compromissions qui le placeront plus mal qu'il n'est déjà. Il lui faut des conseils, je ne les épargne pas; mais ce qui manque, c'est l'organe pour les suivre.

15 novembre.

1279. L'affaire de Constantine est une mauvaise affaire, et je regrette sincèrement que le Cabinet français n'ait point déployé assez de force pour résister à l'expédition. On dira qu'il n'a pas pu résister au torrent de l'opinion publique du pays. Le jour où j'aurai la conviction que tous les moyens de résistance lui ont en effet manqué, cette certitude ne m'offrira point de consolation. Je suis trop au fait des embarras que peuvent éprouver les Gouvernements; mais c'est tout juste parce que je sais ce que des embarras pareils peuvent offrir de gênant pour le pouvoir, que je dois regretter l'existence d'embarras pareils là où je désirerais qu'il n'en existât pas.

L'affaire de Constantine devra gêner pour longtemps la franchise de l'attitude de la France vis-à-vis de l'Angleterre et de la Porte Ottomane, et de plus elle pèsera sur la France d'un poids que chaque année verra s'augmenter. Ce n'est pas, mon cher Comte, en ennemi de cette puissance que je vous exprime ici mon sentiment; c'est comme ami de l'autorité, en France comme en tout autre pays, que je pense à ce qui, à mes yeux, a la haute valeur d'un embarras sans issue facile Je sais qu'en disant cela je ne dis rien qui ait une valeur quelconque. Je ne fais que vous dire ce que je pense.

18 novembre.

1280. Ce qui m'est revenu sur la retraite de Don Carlos me prouve qu'il doit y avoir eu bien des dissentiments au quartier général. La retraite date du jour où *tous* les généraux voulaient que l'on s'emparât *sans plus tarder* de Madrid, et Moreno seul a été d'un avis contraire, auquel Don Carlos s'est rangé. La retraite une fois commencée, elle a été sans fin, c'est-à-dire qu'elle a été menée jusque dans les anciens foyers de l'insurrection, d'où l'armée, après s'être refaite, recommencera ses opérations actives, qu'elle entend couronner par la prise de Madrid. C'est ainsi que devra se jouer en deux actes une pièce qui originairement ne devait en avoir qu'un seul. Si l'on a eu des raisons valables pour admettre que *rester* à Madrid ne soit point la même chose qu'*entrer* dans la capitale, on a eu raison d'agir comme on l'a fait. Si ces raisons ne sont pas concluantes, on aura eu tort. Comment décider le pour et le contre? Ce n'est pas moi, placé comme je le suis à une énorme distance des événements, qui, certes, me permettrai de prononcer entre les deux opinions. Ce qui est clair, c'est que nous devons maintenant attendre le développement des événements et empêcher, autant que la chose est en notre pouvoir, que la France ne se laisse entraîner à des sottises.

VOYAGE A TEPLITZ PAR MUNICH.

EXTRAITS DE LETTRES PARTICULIÈRES DE METTERNICH A SA FEMME, ÉCRITES DU 6 JUILLET AU 12 AOUT 1837.

1281. Voyage en compagnie du père de la princesse. — Arrivée à Ischl. — **1282.** De Salzbourg. — Les curiosités d'Ischl. — **1283.** La princesse de Beira. — **1284.** La Cour d'Espagne à la table impériale. — **1285.** De Munich. — Diner chez le Roi. — Ses créations artistiques à Munich. — Chez la Reine à Biederstein. — La *Bataille des Huns* par Kaulbach. — Nos marbres. — **1286.** Arrivée à Plass. — Description du Walhalla. — **1287.** De Teplitz. — Entrevue avec le Roi de Prusse. — Présent fait par ce Prince. — Le microscope de Humboldt. — **1288.** Heureuse issue des affaires. — Con-

férences. — Vieilles connaissances. — **1289**. Retour à Plass. — Nouvelles rassurantes pour Alcudia. — **1290**. Un travail pour Ischl. — **1291**. De Kœnigswart. — **1292**. Arrangement des tableaux dans le château. — Arrivée de Cappaccini. — Son rendez-vous avec le Roi de Prusse. — Concours de visiteurs. — **1293**. Visites de Pahlen et de Lamb. — **1294**. Bien-être croissant des environs. — **1295**. Voyage du duc de Bordeaux à Vienne. — **1296**. Sur le voyage du Roi de Hanovre à Carlsbad. — **1297**. Visites de curieux à la Van Aken.

Metternich à sa femme. Ischl, 6 juillet 1837.

1281. Nous avons fait aujourd'hui, votre père et moi, une forte, mais très-belle journée. Nous sommes partis d'Amstetten à cinq heures précises; M. de Kast étant venu m'inviter avec une extrême courtoisie à ne point passer par Ebersberg sans m'y arrêter, j'ai pris le parti d'y accepter un déjeuner excellent qui nous a dispensés du dîner à Lambach. A Gmunden, le directeur du *Salzkammergut* nous a fait une douce violence pour goûter chez lui. Après tout cela, nous sommes arrivés ici à neuf heures du soir. Nous avons eu un temps superbe, et votre père est dans l'enchantement du pays qu'il a traversé, de tout ce qu'il a vu, et même de tout ce qu'il a mangé. Il est occupé dans ce moment à souper; vous voyez qu'il ne mourra pas de faim. Aussi m'a-t-il assuré qu'il veut voyager le reste de sa vie avec moi, car, comme il a l'excellent esprit de s'amuser de tout, les réceptions mêmes lui font plaisir. Ce qui doit plaire à tout le monde, c'est la beauté des sites. On ne peut pas faire un plus charmant voyage que d'Amstetten à Ischl. Le château d'Ebersberg offre une vue admirable des Alpes et de tout ce beau pays de la Haute-Autriche. J'ai fait arrêter sur la route de Gmunden, afin de faire voir à votre père la chute de la Traun, qui est moins grandiose, mais plus pittoresque que celle du Rhin à Schaffhausen. Après nous être arrêtés sur la terrasse de Gmunden qui domine le lac, nous avons traversé celui-ci, accompagnés d'une barque de *Jodlerinnen* et au milieu des coups de boîtes, qui grondent comme le tonnerre au milieu des montagnes. Tout cela est beau, et comme vous voyez, en somme, fort près de Vienne.

Salzbourg, 8 juillet.

1282. . . . . . Je suis arrivé ici à midi, comme je me l'étais proposé. L'Empereur n'a fait son entrée qu'à cinq heures et demie cette après-midi. J'étais donc arrivé à temps.

J'ai passé la journée d'hier à parcourir tout Ischl, qui a singulièrement prospéré depuis les quatorze années que je n'y étais allé.

Parmi les progrès qui m'ont frappé, je citerai un établissement que Wierer a fondé à ses seuls frais, pour enseigner un métier aux jeunes enfants des pauvres montagnards. Il y a dans une maison destinée à ce but cent cinquante enfants des deux sexes. Les petites filles apprennent à filer, à coudre, enfin à faire une foule de travaux à l'usage des femmes de ménage, et les petits garçons, au lieu d'aller mendier, apprennent à gagner leur vie. De tout cela, il s'est déjà formé une petite filature de lin, que font aller deux métiers de tisserand établis dans la maison. Le produit est vendu au marché, et les enfants reçoivent pour la main-d'œuvre une petite somme qui est remise aux parents. Il y a dans tout l'établissement une propreté, un ordre admirables. Les enfants vont à l'école comme tous les enfants de l'endroit et des environs, mais ensuite ils passent dans l'établissement les heures d'oisiveté. On leur apprend à être propres, on les habille avec les produits de la fabrique, le tout de la manière la plus simple. On leur conte des fables, des histoires, comme Richard et Mélanie les aiment. J'ai demandé à Wierer le plan de l'établissement, car j'ai bien envie d'en fonder un sous votre patronage à Kœnigswart. Jusqu'à présent, Wierer y dépense encore annuellement douze cents florins; mais bientôt l'établissement se soutiendra lui-même, et le profit, quand une fois il y en aura, sera employé à l'agrandissement de l'œuvre. Il faut voir l'ensemble pour en apprécier toute la perfection. Les prix y sont distribués *en pommes de terre*. Les enfants bien propres et bien diligents en reçoivent une pour le goûter. Ils ont tous une mine de prospérité et de tenue remarquable, et jeter une

centaine de bonnes mères de famille dans une pauvre population, c'est améliorer toute une race.

Le second objet de mon admiration est une fontaine d'eau douce comme il n'y en a pas, ou pour le moins pas une meilleure. C'est un véritable puits artésien, capable de donner cinq barils par minute. On a analysé cette eau, elle est d'une pureté absolue. On ne se fait pas une idée de la perfection de ce don du Ciel.

Wierer l'a découverte par hasard. Se promenant un jour, il a rencontré des paysans cherchant de l'eau au milieu d'un pays qui abonde en sources. Il leur en demande la raison, et il apprend que de temps immémorial on allait chercher cette eau pour les malades et les convalescents : « Les malades guérissent vite ici », lui ont répondu les paysans, qui l'ont conduit à un trou abominable, tout encombré de ruines et de décombres. En examinant la localité, il a trouvé que dans les siècles reculés il y avait une fontaine. Elle est aujourd'hui déblayée, et les vieilles inscriptions sont rétablies. Cette eau, été comme hiver, a sept degrés Réaumur.

Ce qui est fort curieux, c'est que quand il y a un fort orage à Gastein, la source d'Ischl, qui en est éloignée pour le moins de quinze à vingt lieues, *s'arrête tout à coup*. J'ai parlé avec Wierer pour organiser un transport de cette eau à Vienne.

J'ai remarqué enfin une villa que fait bâtir le comte Sickingen, et qui sera une chose réellement charmante, comme site et comme disposition générale. Son seul défaut sera de lui coûter pour le moins cent mille florins, ce qui est trop pour Ischl.

9 juillet.

1283. J'ai rendu visite hier, à sept heures, à la princesse de Beira. Je la trouve très-aimable; elle ressemble à son frère Dom Miguel, et cause très-bien. Alcudia était enchanté, et je suis resté plus de deux heures avec la princesse, sa belle-fille, son fils aîné et Alcudia.

J'ai fait durant mon long entretien bien des réflexions sur le

sort de l'élégante Espagnole. Les pauvres gens sont établis comme *des pauvres,* dans toute la force du terme; rien ne ressemble moins à une Cour. L'antichambre est remplie de figures comme on n'en rencontre que dans les bois.

10 juillet.

1284. . . . . . La Cour espagnole a dîné hier au palais. La princesse de Beira a bien de l'esprit, et de cet esprit qui sait se faire valoir en restant toujours dans le vrai, sans aucune exagération. Nous parlons, dans ces soirées, de la Reine Christine, comme s'il n'y avait point de sœur au monde.

Munich, 14 juillet.

1285. Me voici, mon amie, à mon second jour à Munich, et le premier s'est passé entre la Cour et la ville. J'ai reçu le matin une foule de visites; ministres, corps diplomatique, vieilles connaissances et nouvelles figures, rien n'a manqué. Puis j'ai dîné chez le Roi, qui est expressément rentré en ville pour me voir. Après le dîner, j'ai été voir quelques objets curieux, puis je suis rentré avec la nuit pour ne plus sortir. J'ai écrit et fini la soirée dans le salon du comte Colloredo.

Ce matin, je me suis mis en course de bonne heure, et tout ce que j'ai vu, sans compter ce qui me reste à voir, dépasse l'imagination même la plus exaltée. On ne comprend pas comment un homme peut admettre de sang-froid l'idée d'entreprendre *à la fois* ce que le Roi fait construire et faire, et je ne crois pas que jamais pareille œuvre ait été entreprise. On bâtit dans ce moment le palais, la bibliothèque, l'université, je ne sais combien d'autres établissements publics, et quatre églises immenses. Il ne s'agit pas, dans tout cela, de petits détails; tout est grand. Les vitraux d'une seule de ces églises coûteront trois cent mille florins, et cette église n'est que la paroisse d'un pauvre faubourg. La chapelle de la Cour, qui fait partie de la nouvelle construction du château, est d'une grande richesse en marbres et en peintures rares, et d'un beau style

byzantin; *tout le fond* de l'édifice intérieur est en or, et les fresques en couleurs. L'effet est admirable. Les ateliers des peintres et des sculpteurs sont encore encombrés de commandes, statues de marbre, de bronze, et tout se fait par cinquantaine. Si Nobile est encore à Vienne, assurez-le qu'il ne m'en a pas trop dit, et que je pourrais même lui reprocher le contraire.

Aujourd'hui, j'ai dîné à Biederstein, chez la Reine douairière. C'est à un pas de la ville. La seule chose que j'y ai remarquée comme idée nouvelle, c'est une espèce de jardin d'hiver qui sert aussi de jardin d'été et que je trouve fort joli. C'est un *conservatory* à l'anglaise, qui l'hiver est tout en verre. L'été, les châssis supérieurs sont remplacés par des jalousies que l'on lève et ferme à volonté, et qui donnent ainsi un libre accès au soleil et garantissent de la pluie. L'invention en appartient au jardinier de la Reine, qui me paraît meilleur architecte que jardinier.

Il faut que je vous parle d'un tableau véritablement admirable, d'un nommé Kaulbach, jeune artiste plein de génie. Ce tableau, qui a quinze pieds de haut sur au moins dix-huit de large, représente la dernière bataille entre les Huns et les Romains, d'après une légende du cinquième siècle, selon laquelle le combat aurait été tellement acharné que pas un combattant n'aurait survécu; la troisième nuit, les guerriers morts se seraient réveillés et auraient recommencé la lutte, dont le prix était la possession de Rome; *combat entre les spectres,* dans lequel les Romains ont été vaincus encore une seconde fois. Voilà le sujet du tableau, exécuté dans le genre de Michel-Ange. Le tableau n'est encore qu'en grisaille, et le comte Raczynski, à qui il appartient, ne veut pas le laisser achever, de peur qu'il ne devienne moins beau qu'il ne l'est actuellement. Je trouve qu'il a raison. Le peintre veut le copier dans une moindre dimension et l'achever, pour prouver que Raczynski et moi avons tort. Le sujet vaut tout un poëme épique du genre le plus grandiose, et le talent du peintre est digne du sujet.

J'ai monté, entre hier et aujourd'hui, pour le moins cinq à six mille marches dans les églises, sur vingt échafaudages,

pour voir les peintures à fresque, sans compter les escaliers d'un usage plus ordinaire. Ce qui me fait plaisir, c'est que je vois que si je deviens vieux, mes jambes ne suivent pas un aussi mauvais destin. Je fatigue tout ce qui me suit, et je ne suis pas plus fatigué que si je ne faisais que le tour du pavillon au Rennweg, que je ne donnerais pas, avec tout ce qu'il renferme, pour tous les trésors du monde ! Le pavillon, au reste, est confortable, et tout ce que je vois ne l'est pas; le pavillon est joli, et tout ceci est magnifique. La seule chose que je voudrais avoir d'ici, ce sont les marbres, et tous ces marbres viennent *de nos pays*, où personne ne les connaît ou n'en veut! J'ai, du reste, fait un arrangement à Salzbourg, où l'on peut avoir des marbres superbes et, à la lettre, *pour rien*. J'y ai acheté une plaque pour table qui arrivera à Vienne à mon adresse. J'en ferai faire une table de toilette pour moi, car la forme ne va pas à autre chose. Des colonnes comme celles qui se trouvent sur notre terrasse coûtent au Roi de Bavière entre soixante et quatre-vingts florins! Je suis curieux de comparer ce prix avec celui de nos belles pierres.

Je partirai demain à six heures du matin pour Ratisbonne, ou bien pour Donaustauf, selon que le prince de la Tour et Taxis, chez lequel je descendrai, sera dans l'un ou l'autre de ces endroits. Il m'a écrit pour m'engager à m'arrêter chez lui, et j'ai accepté. Klenze (l'architecte du Roi de Bavière) vient me faire les honneurs du Walhalla. Le 17 au matin, je partirai de là, et je serai à Plass le 18, et le 19 à Teplitz.

J'ai vu ce matin ce qui me restait à voir; j'ai parcouru les nouveaux agrandissements du palais, et tout cela est *gigantesque*.

J'ai visité la fabrique des vitraux peints par Boisséré. C'est la perfection.

Adieu, bonne chère amie; je vous embrasse et vous bénis tous, grands, petits et en herbe ! Que Dieu vous garde, et que je reçoive bientôt de bonnes nouvelles de vous. Il faut que je vous quitte pour aller dîner chez la Reine, à Nymphenbourg, c'est-à-dire à une heure de chemin d'ici.

Plass, 19 juillet.

1286. Nous sommes arrivés ici hier, à trois heures de l'après-midi.

A mon débotté, j'ai été reçu par cinquante employés et par le maréchal Marmont, ici depuis la veille. Nous avons dîné, et puis j'ai passé quelques heures aux forges, mais cette fois-ci non pour en faire les honneurs à des ignorantes comme vous autres, mais pour inspecter l'état des choses avec les hommes de l'art, que j'ai réunis ici de toutes les parties du monde. Ils m'assurent tous qu'en mettant à gauche ce qui est à droite, en avant ce qui est derrière, et en haut ce qui est en bas, tout sera merveilleusement bien. Il n'y en a que quelques-uns qui prétendent qu'il faut faire le contraire, ce qui prouve en faveur du système représentatif. Je suis au milieu de tous ces conseillers un juge impartial, ignorant à la vérité, mais bien disposé, et en me guidant d'après le plus simple sens commun, — ce bon sens qui dit aux hommes que pour avancer il faut atteler les bœufs devant le chariot et non derrière, — j'espère prendre de bonnes décisions.

J'en reviens à mon voyage. Je suis parti de Munich à six heures du matin, ce qui m'a fait arriver à Ratisbonne entre six et sept heures du soir. Nous avons dîné à Landshut, où j'ai perdu une heure par suite de la quantité d'amis qui viennent obstruer mes voyages. Nous avons trouvé à la dernière poste avant Ratisbonne le prince de Taxis avec des équipages, et c'est ainsi que nous avons fait notre entrée triomphale dans le palais de Son Altesse, où nous avons trouvé les petits pots mis dans les grands.

Le lendemain, c'est-à-dire le 17 au matin, nous sommes partis à six heures de Ratisbonne, pour aller à Donaustauf voir le Walhalla. Figurez-vous une forte élévation sur laquelle se trouve un temple colossal, tout en marbre et en blocs qui pèsent entre huit cents et quinze cents ou deux mille quintaux chacun. Tout cela est sculpté comme une boîte, l'intérieur formant une salle immense, autour de laquelle seront rangés

les grands Allemands passés et présents, quand ceux-ci seront passés. L'intérieur de la salle sera revêtu de marbre rouge poli; une immense frise en bas-relief fera le pourtour de l'édifice. La toiture sera en fer et le plafond en bronze doré. L'avenue sera un immense escalier en marbre, qui servira de soubassement au temple, et qui descendra jusqu'au bas de la montagne, car c'est une montagne. Cette construction coûtera bien au delà de sept millions de florins, car c'est à cela qu'elle est taxée d'avance. Il faudra encore six ans pour la terminer, bien qu'elle soit arrivée à la hauteur de la frise.

Voilà le côté magnifique. Ce qui est inepte, à mon avis, c'est la dépense de tant de millions dans un lieu isolé, — sans aucune utilité réelle; — une construction immense qui ne sera habitée que *par des bustes;* une forêt de têtes coupées ne saurait faire un bon effet. Le vide de la salle sera de ceux qu'abhorre la nature. Je conçois un immense temple voué au culte, qui appelle des fidèles et non pas des curieux, car les curieux ne sont jamais en grand nombre à une grande distance *de tout,* excepté d'une ville en décadence et des bords du Danube peu riants ici. J'aurais compris la dépense à Munich, et je ne la comprends pas là où elle a lieu. Je ne l'eusse approuvée nulle part; il faut loger des hommes, et non pas des bustes. Un monument tel qu'une colonne, une pyramide; quelque chose qui aurait coûté un million, et non pas huit ou dix, eût mieux rempli le but de l'auteur. C'est une folie, une idée gigantesque, mais malheureuse, et comme je ne sais point élever mon âme à la hauteur d'une conception poétique aussi coûteuse, je ne saurais porter un jugement bienveillant sur le Walhalla.

Teplitz, 22 juillet.

1287. Arrivé ici avant-hier à six heures du soir, je suis descendu chez les Clary.

Hier, j'ai, à la lettre, passé toute la matinée chez le Roi, qui m'a reçu avec une cordialité exceptionnelle. J'ai le sentiment que Sa Majesté a une véritable affection pour moi. Dans l'après-midi, j'ai été visiter le monument de Kulm, qui dans

quinze jours sera sur pied, c'est-à-dire quelques jours trop tard, soit pour être achevé pendant la présence du Roi, soit le 29 juillet, anniversaire de la bataille. C'est qu'en Autriche la chose la moins possible, c'est l'à-propos.

J'ai tant à travailler, et il y a tant de personnes ici avec lesquelles j'ai à causer, que je ne sais où prendre le temps nécessaire pour achever toute cette besogne. Aussi suis-je occupé depuis sept heures du matin jusqu'à minuit.

Le Roi voulant me donner une preuve de son attention, m'a fait cadeau, — de quoi? Vous ne le devinerez pas : — d'un *microscope*. C'est Humboldt qui est l'inventeur de cet instrument d'optique, et il me fera perdre pas mal de temps dans la journée pour admirer des infusoires. Le microscope est, au reste, charmant; il est dans une boîte au chiffre de Sa Majesté.

J'en étais ici de cette lettre, quand Humboldt est venu m'interrompre pour me faire les honneurs du cadeau royal, duquel il s'attribue le mérite de la conception. Vous connaissez son flux de paroles et l'immensité de ses explications; il m'a pris deux bonnes heures en démonstrations sur les infusoires. Ce qui est certain, c'est qu'il m'a montré *les dents* de ces animaux microscopiques, leurs intestins, et des mères enceintes dont les embryons renferment une seconde génération déjà formée. Tout cela se remue l'un dans l'autre.

Le Roi est venu me faire une visite et m'a pris une heure. Puis je suis resté en conférence avec Werther.

23 juillet.

1288. J'ai fini mon séjour et mes affaires, car pour moi il n'y a point de séjour sans les affaires. J'ai d'ailleurs tout lieu d'être parfaitement satisfait de celles que j'ai eu à traiter ici, et la confiance que le Roi de Prusse me témoigne ne peut que s'en accroître encore. Ce qui est certain, c'est que je suis arrivé à tout ce que j'ai désiré obtenir.

J'ai travaillé comme un forçat toute la matinée, et cette après-midi j'ai été, avec Tatistscheff et Nobile, inspecter les

travaux pour la pose du monument à Kulm. Nobile restera ici jusqu'au 29, puis il viendra me trouver à Kœnigswart; ensuite il retournera à Teplitz pour mettre la dernière main à l'œuvre. Tout va ici comme à Vienne; on ne parvient pas à en finir.

La journée a été superbe, et chaque rayon de soleil m'a fait penser à vous. Je vous voyais assise sur la terrasse, et les enfants jouant au jardin.

J'ai pour le moins parlé durant cinq heures sans avoir eu le temps de me moucher! A chaque phrase qui plaît au Roi, il a l'habitude de me demander une prise de tabac, ce qui fait que je suis rentré ma boîte vide. Vous voyez que je dois avoir dit de fort belles choses.

Entre les deux conférences, nous avons fait une tournée au jardin, où il y avait une foule compacte. Cette foule s'est serrée autour de moi, car elle était composée d'une bonne portion de curieux; chétif et fort stérile plaisir sans doute. Je n'avais point encore été au rendez-vous, prétendu champêtre, de midi, ce qui a fait souffrir les curieux de profession; il y a donc eu débordement aujourd'hui.

J'ai retrouvé, au reste, ici, une foule de connaissances antédiluviennes. Parmi des connaissances pareilles, les rencontres qui toujours sont le plus pénibles, ce sont les vieilles femmes que l'on a connues jeunes, et qui en semblable occasion se croient en devoir de redevenir sémillantes. J'ai donné ici sur plusieurs individualités de cette espèce que je n'avais pas revues depuis trente-cinq ou quarante ans, et parmi elles, entre autres, une grand'mère qui se promène avec trois grandes filles, et que j'avais connue quand elle avait seize ans. J'ai lu sur sa mine qu'elle était peinée de ce que je ne l'avais pas reconnue, et qu'elle s'était attendue à m'entendre prononcer un « *impossible* » quand elle m'a présenté sa descendance en ligne directe.

Je partirai d'ici demain à six heures du matin pour descendre à Plass. Le 29, je dînerai à Kœnigswart, où j'aurai une foule de monde, ce qui ne m'amuse guère. Adieu, ma bonne chère amie.

Plass, le 25 juillet.

1289. Je vous ai écrit de Teplitz avant-hier. J'en suis parti hier à sept heures du matin, et je suis arrivé ici à cinq heures de l'après-midi.

Vous voyez que les affaires de Don Carlos vont très-bien. Je vais leur donner une impulsion qui devra les faire aller encore mieux. Dites à Alcudia que j'ai été parfaitement content du Roi de Prusse et du baron Werther. Dites-lui aussi que j'ai des nouvelles de Paris qui me prouvent que tout irait à souhait, sans les légitimistes français, qui prennent à tâche de tout gâter dans le but de créer des embarras à Louis-Philippe et de marier la Restauration en France avec le succès définitif de Don Carlos. S'il y a moyen de gâter les affaires de celui-ci, c'est aux légitimistes français que le malheur sera dû. Ces braves gens sont tellement légers, et ils manquent si complétement de toute saine pratique, que l'abîme dans lequel ils sont tombés ne doit surprendre personne. L'événement prouve de nouveau que les amis sont ordinairement plus dangereux que les adversaires.

27 juillet.

1290. J'ai envoyé une estafette au Roi de Prusse à Teplitz, et j'ai fait un grand travail pour Ischl *. J'ai beaucoup de temps ici, car je n'ai point d'audiences à donner, et les affaires n'y perdent rien. Ce que la plupart des hommes prennent pour une affaire n'en est pas une, et cette erreur fait perdre leur temps à ceux qui savent quelle en est la valeur! A Kœnigswart, je serai plus tourmenté, parce qu'une foule de monde viendra s'y jeter sur moi, comme à une curée!

* L'Empereur Ferdinand, l'Archiduc François-Charles et l'Archiduc Louis étaient venus faire un séjour à Ischl. Le comte Kolowrat et le comte Clam y étaient aussi. Voir les lettres adressées à ce dernier, nº 1298.
(*Note de l'Éditeur.*)

Kœnigswart, le 30 juillet 1837.

1290. Me voici dans le lieu que nous aimons. Kœnigswart est d'une grande beauté. J'y suis arrivé hier à quatre heures de l'après-midi, par un temps magnifique. Nous avons vite dîné, et j'ai conduit votre père et Marmont, qui est arrivé ici de Carlsbad une heure avant nous, au « Schœnbusch » et à la Croix.

1er août.

1292. Ce matin, Hügel, votre père et Félix ont été mis en réquisition pour décrocher et replacer les tableaux. Cette entreprise a été éminemment difficile, vu la singulière composition des personnages qu'ils représentent. J'ai tranché le nœud gordien, et j'ai mis le *Pape Pie VII* à la place de la *Charité* dans le salon; j'ai placé à ses côtés le *Napoléon* en tapisserie des Gobelins et *Marie-Louise*. J'ai pendu *Murat* en face de *Dom Miguel*, et ainsi du reste. Tout cela fait très-bien, et l'on ne me taxera pas d'être homme de parti. C'est du juste milieu mis en pratique.

Mgr Cappaccini* est ici depuis avant-hier au soir. Il a dit la messe aujourd'hui dans la chapelle, car il veut pouvoir dire au Saint-Siége qu'il a prié devant son autel. Il y a prié pour vous. Il trouve la chapelle aussi belle qu'elle l'est en effet. Je crois qu'il nous quittera demain, et je vous confie qu'il se rend droit à Berlin, où je lui ai arrangé un rendez-vous avec le Roi. C'est une espèce de coup d'État qui (sauf le respect que je professe pour l'humilité) m'a bien réussi.

Je suis étouffé ici par des amis et des visites. Nous avons été hier vingt-huit personnes à dîner, et je compte aujourd'hui sur quarante. Maltzahn m'arrive pour vingt-quatre heures de

* Le sous-secrétaire d'État Mgr Cappaccini se rendait en mission secrète à Berlin pour aplanir les difficultés qui s'étaient élevées dans l'archevêché de Cologne. Le même motif l'avait amené aussi à Kœnigswart, où fut également discutée la durée de l'occupation autrichienne dans les Légations.

(*Note de l'Éditeur.*)

Carlsbad. Schœnburg vient d'entrer dans ma chambre ; trois Windischgrætz viennent de Marienbad ; des capitaines de cercle, des commissaires de police, enfin une réunion des plus bizarres, comme si l'on avait pris tout ce monde au hasard. « C'est tout à fait charmant, mais un tant soit peu ennuyeux », dirait madame d'Apponyi.

4 août.

1293. J'ai été hier avec ma société à Marienbad. La course était agréable, car le temps est superbe. Nous y avons passé la matinée et sommes revenus dîner ici. Le comte Pahlen, ambassadeur de Russie à Paris, a dîné chez moi, et je lui ai fait faire, l'après-dînée, une course qui l'a éreinté. Aussi Éléonore Windischgrætz, qui l'a vu ce matin, a-t-elle recueilli ses lamentations sur la vigueur héroïque de mes jambes. Tatistscheff est retourné à Carlsbad ce matin ; par contre, sir Frédéric Lamb l'a remplacé. Il serait, en effet, par trop triste que je n'eusse pas pour le moins un ambassadeur sous mon toit.

6 août, au soir.

1294. Kœnigswart commence à être tellement bon à voir, que je n'hésite pas à le montrer. Un changement frappant et heureux, c'est la disparition de la mendicité. Il n'y a que peu d'années, on ne pouvait sortir du château sans être assailli et suivi par des mendiants de tout âge et de tout sexe ; — aujourd'hui, il n'y en a plus. C'est l'industrie croissante du pays et la charité qui ont opéré ce bien réel. Les aumônes dans le tronc de la Croix montent parfois jusqu'à trente florins par jour. Dieu préfère ce genre de philanthropie à celui que les hommes hurlent du haut des tribunes et qui aboutit aux massacres et à tous les genres de péculat. La France présente aujourd'hui le triste spectacle d'un pays qui se dit et qui se croit peut-être tranquille, parce que l'impunité y existe pour tous les genres de vols et de turpitudes. J'aurais été un fort mauvais ministre sous un régime pareil, ou plutôt n'y aurais-je point été ministre, quoi que l'on eût fait pour m'y engager.

8 août.

1295. J'ai su que le duc de Bordeaux se rendrait à Vienne; il en avait demandé la permission, et comme je trouve fort simple qu'il veuille voir la capitale, et délicat qu'il ait choisi à cet effet le moment de l'absence de la Cour, j'ai demandé à l'Empereur que l'on n'y mît point obstacle.

10 août.

1296. Hier, au moment où je montais en voiture pour me rendre à Carlsbad, il m'est arrivé des nouvelles d'Ischl, d'après lesquelles l'Impératrice était si bien remise de sa rougeole que le séjour de la Cour devait y être réduit, conformément au premier projet. J'attends d'ici à demain la confirmation de la nouvelle, et si, — comme je l'espère, — elle arrive, j'aurai le bonheur d'éviter le détour par Ischl, et je pourrai être rendu à Vienne le 15.

J'ai passé hier la journée entre ma voiture et Carlsbad. Je suis parti d'ici à cinq heures du matin, et après m'être arrêté une demi-heure à Ellbogen, je suis arrivé à Carlsbad à onze heures. J'ai trouvé ma chambre encombrée de visiteurs de toutes les sortes, et l'invitation de me rendre immédiatement chez le Roi de Hanovre. J'ai obéi, comme de juste, et je suis resté en conversation avec lui jusqu'à deux heures. Puis nous avons dîné chez lui, et je dis *nous,* car j'avais pris votre père avec moi. Le dîner a duré longtemps, et puis les conversations n'ont point fini, de manière que ce n'est qu'à cinq heures que j'ai pu quitter les Majestés. Alors j'ai été trouver mon ami, le fabricant de cassettes; j'en ai acheté une fort jolie que je vous envoie par ce courrier; puis je suis allé à la promenade, où j'ai rencontré toutes les figures du monde : les enfants Maltzahn, madame Kisseleff, Malfatti, le maréchal Maison, une foule de Russes, d'Anglais, et je crois même quelques sauvages; enfin, à six heures précises, je suis remonté en voiture, et je suis entré dans le salon de Kœnigswart à onze heures.

J'ai été on ne peut plus content du Roi de Hanovre. On prétend qu'il manque de jugement ; mais ce qui prouve le contraire, c'est que sir Frédéric Lamb lui-même m'a assuré qu'il est le seul qui connaisse bien l'Angleterre, et qu'il faudrait suivre *tous* ses conseils. Ainsi va le monde et ainsi se font les réputations !

12 août.

1297. Je suis continuellement entouré d'une cohue telle, que j'ai besoin de mon calme inné pour ne pas tomber à bras raccourcis sur la foule des ennuyeux. Parmi eux, les pires sont ceux qui viennent pour *me voir,* — non comme on va voir un ami, mais comme on va à la ménagerie de Van Aken. Il m'arrive ici journellement des figures de l'autre monde qui s'annoncent dans cette aimable intention. Dieu délivre les pauvres humains de cette espèce de célébrité !

SUR LA SITUATION INTÉRIEURE DE L'AUTRICHE.

LETTRES CONFIDENTIELLES ÉCRITES PAR METTERNICH AU COMTE CLAM MARTINITZ, PREMIER AIDE DE CAMP GÉNÉRAL DE L'EMPEREUR FERDINAND, DU 23 JUILLET AU 27 AOUT.

Teplitz, le 23 juillet 1837.

1298. Votre conversation avec le comte Kolowrat doit être mise au nombre de ces divagations qui peuvent, à bien des égards, passer pour des indigestions. Dès que je pourrai retrouver le repos à la campagne, je vous adresserai une lettre ostensible pour l'Archiduc Louis, lettre où je démontrerai jusqu'à l'évidence, en termes on ne peut plus simples, toute l'inanité des paroles qui ont été dites.

Un homme doit-il, à côté de l'Empereur, concentrer tout le pouvoir entre ses mains? Où est-il, cet homme? Est-ce l'Archiduc Louis? Il ne veut pas de ce pouvoir. Est-ce moi? Je n'en veux pas non plus. Est-ce le comte Kolowrat? Cela ne

lui est pas possible. Le baron Eichhoff? Personne ne veut lui obéir; il faut donc un Conseil! On aura beau se révolter contre une telle solution, ce sera toujours la seule possible.

Je suis on ne peut plus content du Roi de Prusse et du baron de Werther. Nous nous sommes entendus sur toutes les éventualités imaginables, et la chose a été facile, car l'entente repose sur une parfaite conformité de vues et de sentiments.

Cette lettre ne partira que de Plass, où j'arriverai demain. Je resterai dans cet endroit jusqu'au 29 de ce mois. Ce jour-là je partirai pour Kœnigswart en passant par Pilsen, et dans la première semaine du mois d'août j'irai à Carlsbad, pour y voir le Roi de Hanovre. S'il plaît à Dieu, je serai rentré à Vienne le 15 août, et, en cas de besoin, je pourrais être à Ischl même avant ce terme.

Kœnigswart, le 30 juillet.

1299. Votre lettre m'est arrivée aujourd'hui par Vienne, et, comme j'ai été aussi informé directement par une estafette de la maladie de l'Impératrice, je n'ai pas besoin de vous dire, mon cher Comte, dans quelle pénible situation me met ce fâcheux événement. Le Ciel fera, je l'espère, que tout se passe bien; le contraire serait un malheur incalculable.

J'écris aujourd'hui au comte Kolowrat pour le prier, dans le cas où ma présence deviendrait nécessaire à Ischl, de m'en aviser aussitôt. Je vois se réunir autour de moi (les stations thermales surtout facilitent ces réunions) une sorte de congrès allemand, dont les membres sont venus pour s'éclairer au sujet de l'affaire de Hanovre, qui est on ne peut plus regrettable *. C'est une des questions les plus délicates dont j'aie eu à m'occuper depuis longtemps, car elle touche à bien des éléments de la vie politique. Heureusement j'ai été à même de m'entendre à cet égard, et cela de la manière la plus complète, avec le Cabinet de Prusse, à Teplitz; nous avons donc échappé au danger d'être exposés à des fautes résultant de la

* Il s'agit probablement de la question de la constitution hanovrienne, qui aboutit, au mois de novembre de la même année, à la solution que l'on connait. (*Note de l'Éditeur.*)



légèreté de Berlin. Cependant, comme il faut toujours aviser au plus pressé, je subordonnerai toujours les besoins de Kœnigswart à ceux d'Ischl. S'il plaît à Dieu, tout se passera bien; mais il nous faudra beaucoup de temps pour réussir.

Priez l'Archiduc Louis de ne pas toucher au Conseil d'État sans que je sois informé *à priori* des modifications qu'il peut projeter à Ischl, et surtout avant *qu'aucune proposition* soit faite. J'ai pour cela les raisons les plus sérieuses, et Son Altesse Impériale m'accordera assez de confiance pour tenir compte des motifs qui me guident dans un cas aussi grave. Il est si facile de gâter les choses et si difficile de les remettre en ordre, qu'on ne peut vraiment, dans un temps et dans une situation comme la nôtre, agir avec trop de circonspection.

Kœnigswart, le 5 août 1837.

1300. J'ai reçu aujourd'hui la nouvelle, partie d'Ischl le 2 de ce mois, que la maladie de l'Impératrice s'est terminée par une heureuse guérison; j'en rends grâces à Dieu. Mais ce qu'il y a de fâcheux dans cette circonstance, malgré l'issue favorable dont nous nous félicitons, c'est que la Cour prolonge son séjour dans un lieu si éloigné du centre des affaires. Je ferai en sorte de m'arranger de manière à revenir à Vienne en passant par Ischl. Dans le cas où cela me paraîtrait faisable, j'enverrais ma suite de Budweis à Vienne; quant à moi, j'y retournerais par Ischl. Je ne crains pas de faire ce détour, dès qu'il s'agit d'accomplir un devoir moral, et c'est sous ce caractère que m'apparaît la visite à faire à Leurs Majestés dans l'état actuel des choses. Puisque je parle de devoir moral, il faut que j'ajoute que je ne le confonds pas avec les obligations du service, que je suis toujours prêt à remplir. Je puis me dire qu'en ce moment il n'y a pas d'affaire pressante qui exige mon intervention ou qui la rende même désirable, et ce sentiment est fondé sur la conviction que Mgr l'Archiduc Louis ne peut pas considérer Ischl comme le point où il soit possible de décider au pied levé des questions fondamentales. Son esprit

calme, pratique et ferme ne peut pas se prêter à traiter ainsi les affaires, et j'en bénis le Ciel.

Notre tâche à tous est *difficile*, mais elle a du moins l'avantage d'être tout indiquée..... Cette tâche se réduit au meilleur choix d'un règlement pour les affaires à traiter par la conférence d'État. La seule existence de cette conférence est une cause de tranquillité pour la foule, qui accueille avec bien plus de confiance, dans la manière dont les affaires sont traitées, une forme délibérative qu'une façon dictatoriale de décider les plus grandes questions politiques, c'est-à-dire des questions de la solution desquelles dépend le bonheur ou le malheur de l'Empire, la tranquille existence de l'État sur le terrain conservateur ou l'agitation politique perpétuelle sur celui des faiseurs de projets.

En ce qui concerne la responsabilité personnelle des individus, j'ai une conviction qui, à mes yeux, a toute la valeur d'une religion; elle repose sur cette vérité que des hommes, quelque honnêtes, quelque capables qu'on se les figure, *ne doivent prendre sous leur direction personnelle que certaines parties seulement de cet ensemble qui constitue l'existence d'un État; cette condition est indispensable si l'on veut assurer la marche régulière des affaires.*

Les affaires se divisent en catégories; comme cela est inévitable, il faut aussi que le fait soit admis et qu'on agisse en conséquence. Il en résulte que, puisque l'État forme un tout et qu'il dépérit nécessairement si on ne le considère pas comme tel, les parties doivent aboutir à un centre commun. Encore une fois, nous trouvons un centre pareil dans la conférence d'État. Celle-ci n'est donc pas une abstraction, mais une nécessité de fait. Or, il en est de cette nécessité comme de toutes les autres; elle peut s'accomplir dans de bonnes conditions, tant bien que mal ou même tout à fait mal.

La question principale, celle de la nécessité, est absolue, et l'on ne peut rien y changer. Il ne s'agit donc que du mode d'exécution.

Le comte Kolowrat, dont personne ne sait mieux que moi apprécier les qualités et le mérite, reste souvent comme para-

lysé vis-à-vis de lui-même, et cela malgré ses grandes qualités; il n'agit plus alors que sous l'impulsion d'une cause extérieure. Il est de ces gens qui s'imaginent diriger les autres quand ils sont dirigés eux-mêmes; qui de temps à autre reconnaissent leur infirmité et voudraient briser des liens par lesquels ceux-là seuls se laissent enchaîner, qui les ont forgés eux-mêmes et qui ne s'en chargeraient pas s'ils avaient assez de force pour les rompre après les avoir une fois acceptés. Le comte Kolowrat est né pour être un *instrument*, et non un *agent directeur;* il le sent aux heures de calme et de sang-froid, et alors il se laisse entraîner par l'envie de tout abandonner.

Je n'ignore pas que dans notre pouvoir central il y a bien des parties qui auraient besoin de recevoir un peu de vie et de mouvement; vous êtes parfaitement convaincu, ainsi que le comte Kolowrat, que je le sais. Vous savez aussi bien que moi-même que ce dernier partage mes sentiments à cet égard; d'autre part, le comte Kolowrat est aussi intimement convaincu que je puis l'être moi-même, que les moyens d'animer les parties inertes consistent dans un petit nombre de mesures. Vous savez également qu'il s'est exprimé vis-à-vis de moi sur ce point avec une entière franchise, et qu'il s'est chargé de présenter un projet positif. Toutefois il n'en a rien fait, et son inaction doit être attribuée, non pas à lui-même, mais à l'influence des éléments impurs qui le dominent et qui paralysent son zèle pour le bien. Nous finirons pourtant par arriver au but, et plus le but est grand, plus il faut examiner avec calme les moyens de l'atteindre. Sur ce point, je m'en rapporte entièrement à la sagesse de Mgr l'Archiduc Louis; je suis sûr qu'il accueillera toutes les propositions relatives à cette question, mais qu'il se réservera *de les examiner à loisir.* Si cet examen devait avoir lieu à Ischl, je vous prierais, mon cher Comte, de soumettre à Son Altesse Impériale la conviction que j'ai qu'en déviant en quoi que ce soit de la marche que j'indique, on s'exposerait à des dangers qu'il ne serait peut-être pas facile de conjurer. Plus notre situation est difficile par suite de circonstances contre lesquelles nous ne pouvons rien,

plus il importe de procéder avec calme et réflexion. Tout ce qui a l'apparence d'une intrigue et d'un coup d'État est dangereux partout et serait mortel dans notre situation.

6 août.

1301. Vous devinerez sans peine le but de la lettre précédente. Lisez-la aux Archiducs. J'y ai mis autant de concision que possible, afin que l'Archiduc Louis en puisse entendre la lecture sans fatigue.

Votre lettre du 2 de ce mois est l'expression fidèle de la vérité, et je n'en exclus pas ce que vous dites de ma position. Vous pourriez à ce propos me demander pourquoi je ne me décide pas à agir. La raison de mon inaction est qu'à mon avis nous faisons mieux de résoudre le problème que de trancher le nœud gordien. Il faut que nous procédions *piano*. S'il y avait un homme plus capable à la place du comte Kolowrat, j'aimerais mieux qu'il prît en main l'organisation qui nous préoccupe. Mais nous ne pouvons pas mettre le comte Kolowrat à la porte, parce qu'il reparaîtrait sous la forme d'un revenant. Nous n'avons donc d'autre ressource que d'attendre que Kolowrat se présente avec son projet d'organisation. S'il n'arrive pas à le produire, je me résignerai à faire moi-même des propositions.

Aujourd'hui, la grande question est celle-ci : MMgrs les Archiducs ne doivent *rien* décider et tout recevoir *ad referendum*. Cette tâche est vraiment la plus facile, et elle doit leur sembler actuellement la plus utile, car il viendra toujours un moment où l'on ne pourra se passer de moi. Ischl n'est pas un endroit convenable pour faire des réformes ; qu'on écoute et qu'on prenne du temps pour réfléchir. C'est le meilleur conseil que je puisse donner.

10 août.

1302. Les vues que vous me communiquez sur la situation intérieure, mon cher Comte, concordent si bien avec les miennes, que je suis parfaitement tranquille. Il s'agit du véri-

table intérêt de l'État, et, dès que des questions atteignent cette hauteur, les vapeurs qui ne peuvent s'élever que dans les régions inférieures de l'air se dissipent et se perdent dans les couches plus pures. Peut-être n'y a-t-il jamais eu de situation plus difficile que la nôtre, et il en est ici comme toujours; ce n'est que par des procédés simples qu'on peut régler des affaires graves. Nous avons les mêmes éléments d'existence que tous les États. Il est dans la nature des choses que les éléments soient portés à se combattre; or, gouverner n'est, à tout prendre, pas autre chose que la coordination de ces éléments hétérogènes. Si l'on n'agit que sur un seul d'entre eux, les autres en souffrent, et les affaires marchent mal, ou le désordre s'y met même tout à fait. Tel est précisément le cas chez nous. A n'entendre que les finances, on dirait qu'à elles seules elles forment tout l'État, tandis qu'elles ne constituent qu'une partie de son existence. Puisque gouverner n'est autre chose que coordonner, il faut établir l'harmonie entre les pouvoirs, ce qui n'est possible que par la *discussion*. Il est naturel que des hommes qui, soit par ignorance de la vérité, soit parce qu'ils se laissent dominer par leurs petits sentiments et leurs vues mesquines, n'envisagent qu'un objet, aient peur de la discussion. En cela, toutefois, ils ne font ni plus ni moins que se tromper.

Eichhoff est un homme intelligent et qui a des connaissances. Chaque fois que ces qualités sont unies à de grands défauts de caractère, les hommes de cette espèce deviennent dangereux. Le comte Kolowrat n'a aucune indépendance de caractère, et ce sont précisément les gens comme lui qui se croient les plus indépendants, parce que des flatteurs le leur font accroire. Cependant, Eichhoff suit une voie encore plus sûre; il terrorise le comte Kolowrat. Il n'y a, dans ce cas particulier, qu'un moyen de salut, pour l'État en général aussi bien que pour le comte Kolowrat personnellement: il faut contraindre M. d'Eichhoff à sortir des coulisses et à paraître lui-même sur la scène. Comme les finances sont un des éléments les plus importants de l'économie politique, il faut que les hommes qui portent le fardeau du pouvoir voient clair dans les finances. Malgré de

nombreuses tentatives, je ne suis pas encore arrivé à savoir *ce que veut Eichhoff, ni comment il le veut.* Si j'interroge le comte Kolowrat, il me répond *qu'il a lui-même l'intention de le demander à Eichhoff;* si je manifeste mon étonnement de voir qu'il est d'abord obligé de se renseigner, le comte Kolowrat se met à se plaindre de la difficulté de prendre son homme. Aussi je me pose la question suivante : La Monarchie a-t-elle été donnée à M. d'Eichhoff? Peut-il en user et en abuser à volonté, et même au gré de son caprice, suivant le principe de droit connu, vrai en lui-même, mais dangereux au plus haut degré : Le propriétaire peut *user* et *abuser* (*utere et abutere*)? Pour répondre à cette question, il suffit du simple bon sens.

Le comte Kolowrat m'a dit qu'en Bohême *il examinerait* avec le président de la chambre des finances *la situation du département des finances dans tous ses détails,* et que cet examen déciderait si lui ou l'autre ou si tous deux à la fois doivent se démettre ou peuvent rester. Je n'ai pas d'objection à élever contre un pareil examen, quelque singulière que soit d'ailleurs l'entreprise, car il me semble que nous n'en sommes plus à la période d'examen, mais que nous sommes dans celle des connaissances acquises.

Ce qu'il y a de positif pourtant, c'est que l'heure de la décision n'a pas encore sonné. Pour prendre des décisions sur de grands intérêts financiers, il faut qu'on ait d'abord étudié les questions, mais ensuite il faut qu'elles soient décidées, car on ne peut pas rester dans l'équivoque. Pour résoudre de pareils problèmes, Ischl n'est pas l'endroit qu'il faut; qu'on étudie l'affaire à Vienne, qu'on l'examine à tête reposée ; Mgr l'Archiduc Louis prendra cette voie, et surtout il ne brusquera jamais rien, j'en suis sûr.

Vienne, le 17 août.

1303. Je suis arrivé ici le 15, dans l'après-midi, mon cher Comte, et j'ai reçu hier votre lettre du 15 de ce mois.

Tout ce qu'elle contient est, tout bien considéré, l'histoire de la maladie dont nous souffrons; c'est un mal chronique

avec des périodes inflammatoires, conformément au caractère des maux de cette nature.

Ce qu'il nous faut avant tout, c'est une hiérarchie bien réglée, car sans cela il n'y a pas d'ordre possible dans la société humaine. Ces vues m'ont guidé dans les nombreux entretiens que j'ai eu l'honneur d'avoir avec l'Empereur défunt sur l'*édifice de l'État*. Vu la parfaite conformité des vues de Sa Majesté avec les miennes, ces entretiens auraient conduit à des résultats si l'Empereur avait vécu deux ans de plus, et si ces résultats ne se sont pas produits plus tôt, la cause en est uniquement due à ce fait que le Prince qui possédait à un degré aussi éminent certaines qualités du Souverain, n'avait pas celle de la promptitude dans l'exécution. Comme il avait conscience de sa valeur et de ses facultés personnelles, il laissait la situation se prolonger tant bien que mal, et fermait les yeux sur des lacunes qui, après sa mort, ont semblé des abîmes dont la profondeur aurait englouti l'État lui-même, si, du haut jusqu'en bas, les rouages de l'édifice politique n'étaient pas réglés d'une manière aussi pratique qu'ils le sont heureusement. Aussi nous vivons, mais cela ne suffit pas : il faut continuer de vivre et ne pas en arriver à ce que la vie s'arrête. Pour nous, le présent est une période de transition d'un règne à un autre. Une forte organisation peut seule nous faire triompher des embarras de cette période. En admettant tout cela comme une vérité indiscutable (et il faut bien l'admettre comme tel ou fermer les yeux à l'évidence),on se trouve en présence de la question des maux existants. Un de ces maux a son principe actif dans les qualités et les défauts du comte Kolowrat. Je dis : dans ses qualités, car, s'il ne les possédait pas, il n'aurait pas le poste qu'il occupe ; dans ses défauts, car s il en était exempt, les choses prendraient d'elles-mêmes une tournure meilleure que celle qu'elles ont à présent. Il n'est pas indépendant de caractère, et c'est précisément pour cela qu'il devient l'esclave de ceux qui savent le prendre. Cette dernière opération se divise toujours en deux périodes : la première est celle des cajoleries ; la seconde, celle de l'oppression. La tâche du cajoleur est facilitée par la vanité du comte, celle de l'oppresseur par sa faiblesse.

Aujourd'hui, le génie qui a plus que de l'influence sur le comte Kolowrat, c'est M. d'Eichhoff. Il le tyrannise, et le caractère de ces deux hommes se prête on ne peut mieux à cette tyrannie exercée et subie. Eichhoff est né tyran, comme le sont tous les doctrinaires libéraux; il a des talents remarquables, mais peu de connaissances spéciales en ce qui concerne les finances où il vient d'entrer. Il a grandi dans l'octroi, par conséquent dans une branche des finances publiques; or, entre cette branche et la haute administration il y a une aussi grande différence qu'entre un intendant militaire et un chef d'armée.

A côté de ce mal il y en a encore un autre : les tendances tyranniques d'Eichhoff le poussent à la cachoterie. Il considère toute question qu'on lui adresse comme une insulte, comme un empiétement sur ses droits imaginaires, et les fonctions qui lui ont été confiées, non comme une branche de l'économie politique (branche assurément très-importante et, pour cette raison même, exigeant du savoir et des lumières), mais *comme toute l'économie politique elle-même*. Tout doit s'incliner et se taire devant sa sagesse. Je suis ainsi fait que l'un et l'autre me sont impossibles.

Je viens de parcourir la Bohême dans bien des sens, et j'ai parlé à toutes sortes de gens. L'ensemble de ces conversations se résume en une masse de plaintes sur la plupart des mesures prises par la chambre des finances. Le pays est parsemé d'uniformes verts, et la contrebande a augmenté dans la proportion des douaniers. A l'étranger, on rit des mesures qui amènent un résultat pareil; à l'intérieur, on se plaint amèrement des tarifs douaniers. Les premiers fabricants de verrerie — et je puis citer ici Mayer — prétendent que, si l'on n'y met ordre, cette branche si importante de l'industrie fera nécessairement un grand pas en arrière. Il en est de même de la porcelaine.

Les fabricants de cet article ont déjà présenté ou présenteront un mémoire dans lequel ils se plaignent que, par suite d'une étourderie de la douane, la porcelaine anglaise figure sous la même rubrique que la faïence anglaise, en sorte que la première, même en y comprenant les frais de transport,

revient moins cher dans notre pays que la porcelaine autrichienne. Je n'entends rien à la question, parce qu'elle ne serait compréhensible que pour des hommes de génie; or, je n'ai aucune prétention au génie en matière de douane. Mais il faut que ces questions-là soient examinées, et le ministre de sfinances n'a pas le droit de vouloir qu'on ne s'en préoccupe pas. La charge de président de la chambre des finances n'est sous aucun rapport plus indépendante que la mienne, et je reconnais à l'administration centrale non-seulement le droit, mais encore le devoir de voir clair dans ma marche politique et de me demander, chaque fois que cela est nécessaire, si je suis la voie de la guerre ou la voie de la paix. Qu'on vienne me réveiller à minuit, et je serai prêt à rendre compte de mes actes! C'est ainsi qu'à mon avis on sert le droit, et pas autrement. De plus, je crois présenter, dans mon attitude personnelle, plus de garanties à l'État qu'Eichhoff ne serait capable de le faire. Il ne s'ensuit pas de tout cela que j'en veuille à Eichhoff. Je n'ai jamais rien contre les hommes, mais souvent je m'irrite contre les choses. Je crois que le centre des grandes affaires de l'État a le droit et le devoir de savoir *où en sont les finances*. L'envie qu'ont certains hommes de rester ou de partir tranche la difficulté tout aussi peu que les bruits alternatifs de banqueroute de l'État et de bonne situation financière. Il faut qu'Eichhoff dise *ce qu'il veut, pourquoi il le veut, et comment il le veut*. Il finira par le dire, pourvu qu'on sache insister, car personne au monde ne songe moins que lui à aller, c'est-à-dire à s'en aller; ce qu'il voudrait, ce serait qu'on le *laissât aller comme il l'entend*.

En me quittant, le comte Kolowrat m'a dit qu'en Bohême il examinerait avec Eichhoff la question de savoir *s'ils peuvent rester ou non*. Je lui ai répondu qu'il m'était impossible d'accepter la question ainsi posée; que pour moi la question était celle-ci : l'état des finances répond-il ou non aux besoins de l'État, et, dans le dernier cas, quelles mesures faudrait-il prendre pour rétablir l'équilibre?

Les inconvénients qui résultent de l'incertitude de notre situation financière sont nombreux et portent les caractères

bien marqués d'un mal réel. Aussi faut-il en finir, ou bien le mal fera périr l'État, qui, Dieu le sait, ne peut être défendu et ne peut traverser les orages du temps qu'à la condition que tous marchent en rangs serrés. Je vois un embarras journalier ou plutôt un véritable danger dans l'inquiétude toujours croissante qui se répand dans les différentes couches de la société, et que la manière d'agir du comte Kolowrat alimente tous les jours d'une façon incompréhensible pour celui qui ne connaît pas la situation. Depuis les quelques heures que j'ai passées ici, les symptômes et les manifestations de l'inquiétude pleuvent sur moi; c'est ainsi, par exemple, que tout le conseil d'État est en émoi, parce que le comte Kolowrat a chargé Pipitz* de lui envoyer (telle est la version qui court) les statuts fondamentaux de ce corps, *attendu qu'il se propose de faire une réforme totale dans l'institution elle-même aussi bien que dans le personnel.*

Si les choses en sont là, c'est-à-dire si un corps tel que le conseil d'État *peut admettre un seul moment la possibilité* de ce fait, qu'il dépend d'un seul homme de changer à son gré l'organisation de ce corps et le personnel qui en fait partie, c'est qu'alors l'esprit public est déjà bien malade.

Si l'on examine la nature de la maladie, on découvre la faiblesse et les intrigues de gens subalternes pour qui une funeste manie de bavarder ouvre la porte de tous les secrets. Il faut arrêter le mal, c'est une nécessité qui finalement ne peut échapper à personne.....

A la lecture de la lettre ci-dessus, vous aurez bien vite reconnu qu'elle n'a pas été écrite *pour vous*. Lisez-la à MM. les Archiducs et commentez-la.

22 août.

1304. On a vraiment de la peine à comprendre qu'un homme d'un caractère aussi indécis ait pris un poste comme celui qu'oc-

* Le docteur Joseph Pipitz, alors conseiller du Gouvernement attaché au cabinet du comte Kolowrat; il passait pour être le bras droit de ce dernier. Plus tard il devint gouverneur de la Banque. (*Note de l'Éditeur.*)

cupe le comte Kolowrat. Ce qui est certain, d'autre part, c'est que la voie dans laquelle nous avons fait entrer la question doit aboutir nécessairement à une solution. Si j'ai souvent réussi dans ma carrière à sortir de situations inextricables en cherchant les moyens les plus simples de me dégager, le même procédé peut encore me servir cette fois. C'est dans l'idée de la *liquidation* qu'est le remède. Il n'y a qu'à s'en tenir à ce mot, car il désigne la seule idée vraie. Parler en l'air ne mène à rien. Qu'on bavarde tant qu'on voudra, qu'on dise tantôt blanc et tantôt noir, tous ces propos finissent par fatiguer; ce qu'il faut faire, c'est *liquider les positions*. Voilà ce que le pouvoir central a le droit d'exiger, tandis que des individus n'ont pas le droit de demander qu'on leur fasse l'honneur de les reconnaître sur parole comme le seul pouvoir central véritable, qu'on regarde leur intelligence comme l'équivalent du bon sens public, et qu'on admire leurs velléités de rester et de partir comme de grandes lois morales et d'imposantes vérités matérielles. Si vous ou quelque autre agissiez comme le comte Kolowrat et son tyran, je serais curieux d'entendre les critiques de ces deux messieurs. Le comte de Wilczek m'a raconté des scènes qu'il a eues avec Eichhoff, scènes qui touchent presque au fantastique et à l'incroyable. Du reste, Wilczek est tout à fait sur le véritable terrain, et il voit parfaitement clair en toutes choses. Il est tout indiqué pour remplacer Eichhoff, car celui-ci ne restera pas et ne peut pas rester.

27 août.

1305. Après une conférence de trois heures, à laquelle j'avais convoqué Mgr l'Archiduc Ferdinand et les membres de la conférence préliminaire de Hongrie, j'ai terminé aujourd'hui la grande affaire des élections de Transylvanie, et cela de la manière la plus satisfaisante. Toutes les voix se sont trouvées d'accord, et l'Archiduc ira lui-même annoncer ce résultat à Ischl afin d'obtenir la sanction impériale, ce qui ne saurait souffrir de difficultés.

A propos de la conférence d'aujourd'hui, j'ai pu reconnaître

une fois de plus combien il est facile de mener à bonne fin des affaires épineuses, quand les hommes appelés à les régler ne veulent chercher derrière les choses que ce qui est vraiment bon et utile.

Et maintenant, mon cher Comte, je vous souhaite de passer agréablement les quelques jours que vous allez pouvoir rester à la campagne. Si j'étais de ces hommes qui ne voient et n'aiment qu'eux au monde et qui ne s'entendent qu'à vivre pour leur propre bien-être, je secouerais tout le fardeau des affaires et je passerais certainement les derniers jours de l'automne de ma vie, non pas dans mon cabinet, mais en plein air, sous le ciel du bon Dieu. Mais puisque le Ciel m'a créé comme je suis, je continuerai de tracer mon sillon aussi longtemps et aussi bien que ma conscience me le permettra. Si jamais elle me dit que cela ne va plus, c'est moi qui m'en irai.

LES TROUPES AUTRICHIENNES DANS LES LÉGATIONS.

1306. Metternich à Clam (Lettre). Vienne, le 22 août 1837. — 1307. Metternich à Clam (Lettre). Vienne, le 28 août 1837.

1306. En même temps que je vous envoie cette lettre, j'adresse à M. de Gerway un rapport à Sa Majesté, qu'il communiquera à Son Altesse Impériale l'Archiduc Louis, au comte Kolowrat et à vous, mon cher Comte, et qui est relatif à la question dont je vous ai déjà entretenu, savoir, à la déclaration de la Cour de Rome, déclaration aux termes de laquelle le Gouvernement pontifical entend *ne pas supporter au delà de la fin du mois d'août de cette année les charges pécuniaires qu'entraîne pour lui la présence de nos troupes dans les Légations.*

Sous peu de jours nous saurons positivement *si la Cour de Rome veut s'en tenir à sa déclaration antérieure ou à celle que Monsignor Cappaccini m'a faite à Kœnigswart, déclaration*

d'après laquelle cette Cour aurait à supporter les frais d'occupation jusqu'à la fin du mois d'octobre de cette année.

Comme le caractère incertain de cette déclaration, joint à ce terme si rapproché, dans le cas où le payement des frais d'occupation cesserait à la fin du mois d'août, nécessite certaines mesures de la part de notre administration publique; comme d'ailleurs il y aurait peut-être lieu de tenir à cet égard une conférence à Ischl, je crois devoir exposer ici la question dans toute son étendue, en vous priant de prendre mes explications en considération.

La présence du petit corps de troupes que nous avons dans les Légations est une question complexe.

Au point de vue *militaire,* il est absolument indifférent que nous ayons des troupes sur tel ou tel point des Légations, ou que les forces dont on pourrait avoir besoin à un moment donné se trouvent dans le voisinage du Pô, sur le territoire autrichien, ou sur la rive droite du fleuve, à Ferrare même.

Au point de vue *politique,* la retraite de nos troupes d'occupation présente cet avantage que les Français seront obligés d'évacuer Ancône ou bien de se compromettre gravement sous le rapport moral vis-à-vis du Pape et de toute l'Europe, s'ils voulaient rester plus longtemps que nous dans les États de l'Église. D'autre part, il y aurait désavantage pour nous s'il nous fallait franchir encore une fois nos frontières pour rétablir l'ordre dans les Légations et entrer sur le territoire de la Cour de Rome.

Dans cette affaire se présentent donc à la fois un avantage et un désavantage, et, selon moi, le premier est bien plus frappant que le second, parce que l'avantage est certain et que le désavantage est seulement conditionnel. Aussitous mes calculs se basent-ils *sur l'évacuation,* et ils ne sont subordonnés qu'à certaines considérations, que je ne puis m'empêcher d'appuyer *sur l'opportunité.* Au nombre des considérations de ce genre, j'indiquerai les suivantes :

1° Nous n'avons aucune raison de créer au Roi Louis-Philippe des embarras vis-à-vis de son pays; or, cela arriverait fatalement si l'évacuation d'Ancône avait lieu durant la ses-

sion des Chambres. Les Chambres ne sont pas réunies actuellement; donc le moment est bon sous ce rapport.

2° Quelle est la situation en Italie? Y a-t-il des troubles à l'ordre du jour? Telle est la véritable question, et elle s'éclaircira sous peu, particulièrement en ce qui concerne la Sicile, le pays aujourd'hui agité. Jusqu'ici, j'ai considéré les scènes qui se passent dans cette île comme le résultat d'une effervescence causée par le choléra, que le parti radical exploite, ainsi que toute autre cause d'agitation, au profit de ses visées politiques; si le Gouvernement ne faiblit pas, l'orage passera sans faire de mal; dans le cas contraire, la situation changerait.

En conséquence, voici quelle est ma manière de voir : Je crois que nous pourrons retirer *très-prochainement* nos troupes des États de l'Église; toutefois, *à l'heure où j'écris,* je ne puis affirmer positivement l'opportunité de cette mesure. Or, comme l'incertitude est ordinairement un des plus grands maux, je souffre en ce moment d'une double incertitude : y a-t-il un motif rationnel pour que l'évacuation ait lieu *le 1er septembre* ou non? Le Saint-Père *persistera-t-il à cesser le payement des frais d'occupation ce jour-là,* ou bien adhérera-t-il à ce qui a été dit entre son sous-secrétaire d'État et moi au sujet *du terme plus reculé adopté par lui* — le dernier jour du mois d'octobre de cette année? Sous peu de jours, nous serons fixés à cet égard.

Toutefois, comme le 1er septembre est proche et que, pour des raisons morales et matérielles, il importe de pourvoir aux besoins de nos troupes pour le cas où l'hypothèse *la plus défavorable* se réaliserait, je m'adresse aujourd'hui même à Ischl pour faire prendre les mesures nécessaires.

Toute la difficulté tient, du reste, à la marche irrégulière et confuse de l'administration pontificale et à l'influence que les *intrigues personnelles* exercent dans les États de l'Église comme dans tous les États méridionaux. La question dont il s'agit se résume en une lutte entre Monsignor Cappaccini et ses adversaires; or, en pareille circonstance, nul ne peut prédire comment tournera l'événement.

A tous les égards, je considère le moment où nous obtiendrons la certitude que la Sicile ne se mettra pas en révolution comme étant celui où l'évacuation devra se faire. Mais pour arriver à cette certitude en suivant la voie de la raison ou, ce qui revient au même, de la prudence, il faudra toujours plus de temps qu'il n'en reste entre ce jour-ci et le 1er septembre. Il est nécessaire, en effet, que le Pape *nous adresse une demande formelle d'évacuation. Ce n'est pas à nous* de décider si nous resterons ou si nous partirons, c'est au Saint-Père à provoquer *notre départ,* car autrement nous aurions l'air de chasser la garnison française qui occupe Ancône, tandis qu'il rentrait dans notre politique sage et prudente *de ne pas nous préoccuper de la garnison de cette place;* de tous les coups que nous pouvions porter à cette entreprise subversive de la politique des barricades, c'était le plus sensible, parce qu'il le présentait à la France elle-même comme un fait mesquin et méprisable.

Dans le temps, le Cabinet français *avait cherché* à donner à cette entreprise l'apparence d'une *mesure devant contrecarrer* le secours que nous avions prêté à la Cour de Rome. Mais tout ce beau plan a été déjoué par notre impassibilité.

Je vous prie de soumettre ce simple exposé du *status quæstionis* à tous les pouvoirs qui ont à prendre part à l'examen du *quid faciendum.* Une solution est nécessaire; la force des choses la commande. Quelle sera cette solution? Dans le cas où il faudrait considérer le dernier jour du mois d'août comme étant celui où les finances romaines cesseraient de pourvoir à l'entretien de nos troupes, si l'on veut décider l'évacuation immédiate sans tenir compte des événements de Sicile et de la solution imminente de la crise, solution favorable ou non au rétablissement de l'ordre, il faudra, à tous égards, prendre des mesures à un double point de vue :

1° A celui du délai qui devra s'écouler entre le 1er septembre et le jour du passage du Pô par nos troupes et leur entrée à Ferrare, quand même ce délai serait aussi court que possible ;

2° A celui de l'envoi des troupes nécessaires dans le voisinage du Pô, pour rétablir l'ordre dans les Légations, dans le

cas où il serait troublé par suite de l'incertitude de l'issue des événements de Sicile et des conséquences qui pourraient résulter pour le Royaume de Naples de cette situation défavorable. A ces deux points de vue, *qui ne sont pas facultatifs,* il est urgent de décider toutes les questions, et j'ai besoin de connaître *aussitôt que possible* ce qui aura été résolu dans l'intérêt de la marche que j'aurai à suivre.

Metternich à Clam (Lettre). Vienne, le 28 août 1837.

1307. Jusqu'à présent, je suis encore sans nouvelles de Rome au sujet de l'accord conclu à Kœnigswart avec Cappaccini, et s'il était question ici d'une autre Cour que de celle de Rome, je ne douterais pas que l'accord en question ne triomphât. Mais comme nous avons affaire à Rome, je ne puis avoir la même confiance, car là *tout* est possible, les résolutions sages aussi bien que les résolutions imprudentes.

Je m'entendrai immédiatement avec Hardegg au sujet des mesures à prendre dans le cas où les choses tourneraient mal, afin que rien ne compromette notre petit corps d'occupation.

Votre lettre ne m'a rien appris de nouveau, car je sais depuis longtemps que certaines gens sont placés sur le terrain le moins pratique, sur celui où *tout,* même les phénomènes naturels, devrait être subordonné à la crainte *de mettre un homme de mauvaise humeur*. Je sais tout aussi bien que lorsqu'il ne sera plus question de tous ces inutiles bavardages, ce qui doit arriver fatalement arrivera. Il est un autre fait tout aussi positif, c'est qu'une pareille façon de conduire les affaires est une des plus fatigantes et des plus insupportables qu'il y ait. Mais, après tout, cette situation changera, car elle ne peut pas durer.

Si les observations que, dans votre lettre ostensible, vous mettez dans la bouche de Mgr l'Archiduc lui ont véritablement été suggérées par ses propres réflexions, je m'en réjouis, car elles sont parfaitement justes. Aussi ne me suis-je pas contenté de les faire moi-même; mais mon plan, en ce qui concerne l'évacuation d'Ancône, repose sur la conviction qu'il

faut que les Français évacuent cette ville en même temps que nous. Je vous expliquerai verbalement comment ce résultat devra être amené, car je n'ai pas le temps de vous l'écrire; nous nous verrons d'ailleurs d'ici à peu de jours.

P. S. — Ma négociation avec Monsignor Cappaccini à Kœnigswart a parfaitement réussi. Ce à quoi je ne m'attendais pas, ce sont les *remercîments* du Gouvernement romain pour l'autorisation qu'il a reçue d'avoir la satisfaction de payer encore pendant deux mois les frais d'occupation. *Est modus in rebus.*

1838.

EXTRAITS DU JOURNAL DE LA PRINCESSE MÉLANIE.

DÉTAILS BIOGRAPHIQUES.

1308. Vienne (du 8 janvier au 13 juin). — 1309. Pendant le voyage d'Inspruck et de Milan (du 22 juin au 24 octobre). — 1310. Retour à Vienne (du 25 octobre au 16 décembre).

VIENNE.

1308. Bunsen. — Incendie du palais d'hiver. — Dîner chez l'Impératrice régnante. — L'Archiduc François et le prince. — Bal à la Cour. — Toilettes des dames. — Jour de naissance et anniversaire. — Bal d'enfants. — Conversation avec l'Archiduc François. — Portrait et lettre de l'Empereur Nicolas. — Fête chez le prince Louis de Liechtenstein. — Dans le caveau des Capucins. — Situation intérieure. — Société d'horticulture. — Inondation en Hongrie. — Loterie. — L'Impératrice Marie-Anne. — Voyage de l'Empereur de Russie. — Course en chemin de fer. — Liszt. — Les salons du Rennweg. — Exposition de fleurs. — Mort de Talleyrand. — Visite de l'Empereur et de l'Impératrice. — Concert. — Bal. — Visite de Marie-Louise. — Idées noires. — Clam. — L'Archiduc François.

Vienne, le 8 janvier 1838.

1308. Clément m'a dit avec un accent de conviction qui m'a frappée : « Dieu m'assistera, et la vieille Monarchie ne

périra point. » Cette confiance fait du bien. Des nouvelles de Rome me prouvent qu'on cherchera à terminer l'affaire de Cologne en sacrifiant M. de Bunsen, à qui l'on donnera tort en Prusse, en cherchant à faire croire que les intentions du Roi ont été mal remplies par son envoyé à Rome, qui a dirigé les affaires ecclésiastiques dès le principe.

11 janvier.

Clément a reçu la nouvelle d'un terrible incendie qui a détruit le palais d'hiver de Saint-Pétersbourg. L'Empereur sera certainement très-sensible à cette catastrophe. Clément a envoyé un courrier à Saint-Pétersbourg.

24 janvier.

Il m'a fallu me mettre en toilette pour aller chez l'Impératrice régnante, qui nous avait invités à dîner. Clément a eu une longue et importante conversation avec l'Archiduc Louis; ensuite il s'est rendu chez l'Empereur, où je l'ai trouvé. Les deux Impératrices, l'Empereur, l'Archiduc François, la marquise de Saint-Georges, la comtesse de Wallis, mon mari et moi, nous assistions au dîner. C'est surtout Clément qui a animé la conversation; il a lu aussi à l'Impératrice la lettre d'Orloff au sujet de l'incendie du palais d'hiver. L'Archiduc François m'a dit ensuite que l'Archiduchesse Sophie voulait me parler. Il m'a fait passer par un petit escalier intérieur, et lorsque nous étions à mi-chemin dans l'oratoire de la chapelle de Saint-Joseph, il m'a dit qu'il avait quelque chose sur le cœur et qu'il lui fallait absolument me le confier. Il me prit par la main et m'assura, les larmes aux yeux, que Clément et moi nous pourrions toujours compter sur lui. « Depuis que mon père n'est plus, me dit-il, je n'ai qu'une pensée, je ne songe plus qu'au prince! Que Dieu daigne le conserver! Je le soutiendrai toujours, qu'il ait confiance en moi; les propos des autres ne peuvent avoir aucune influence sur moi. Je persiste dans mon opinion, car mon opinion n'a pas

été conçue à la légère. Personne ne peut me détourner du droit chemin; or, le droit chemin, c'est le prince de Metternich. » Bref, il a été si bon, il m'a parlé si longuement dans ce sens que j'ai eu de la peine à retenir mes larmes, et je ne pouvais cacher mon émotion en entrant chez l'Archiduchesse. Elle a été, comme toujours, très-aimable, très-bonne et très-gracieuse. Je trouve qu'elle a fort bonne mine, ce qui étonne vraiment, après tout ce qu'elle a souffert. Elle m'a montré la petite Archiduchesse, qui est charmante.

25 janvier.

J'ai été prévenue de grand matin que ce soir j'aurais à remplir, au bal de la Cour, les fonctions de grande maîtresse auprès de l'Impératrice. Nous avons donc dîné un peu plus tôt, et je me suis rendue à la Cour en toilette magnifique. Le bal avait lieu dans le grand salon; il s'entend de soi que le corps diplomatique était réuni au grand complet. Je priai l'Impératrice de dire quelques mots à la princesse Radziwill, nièce de l'ambassadeur (Tatistscheff); quand je vis qu'elle ne se la rappelait pas, je voulus la lui présenter; cependant, en s'approchant d'elle, elle la reconnut pour l'avoir vue à Teplitz. Je me suis donné toutes les peines du monde pour n'oublier personne, pour être polie avec tout le monde, et pour être tout à fait à la hauteur de mes fonctions. L'Impératrice dit hautement aux dames du palais sa façon de penser sur les toilettes des dames, et exprima le désir qu'on fît savoir à la société que les toilettes réellement indécentes, — car on va si loin qu'il ne reste presque plus rien à cacher, — lui étaient désagréables, et qu'elle voulait qu'on observât plus de retenue.

27 janvier.

J'ai eu un rout complet; même toute la famille Wasa est venue. On m'a fait à minuit beaucoup de compliments plus ou moins sincères. J'ai maintenant trente-trois ans, ce qui

commence à compter ; une fête qui est déjà revenue si souvent ne fait plus plaisir.

30 janvier.

Il y a sept ans aujourd'hui que je suis mariée ; je ne puis que remercier Dieu pour toutes les grâces qu'il a daigné m'accorder pendant cette période.

1er février.

J'ai été au bal de la Cour, bien que je fusse souffrante. Les toilettes étaient beaucoup plus convenables, et l'Impératrice a remercié la princesse Esterhazy d'avoir tâché de lui faire plaisir. L'Archiduchesse Sophie a fait sa première apparition. Elle a très-bonne mine, et elle a fait la meilleure impression. Toute la société réunie au bal discutait très-vivement un fait bizarre. On avait trouvé un papier dans lequel était enveloppée une boucle de cheveux noirs, et qui portait cette suscription : « Pour celui que j'aime le plus au monde. 24 janvier 1837 », avec un nom supposé pour signature. On se passa le papier et la boucle de main en main, et l'on fit à ce propos mille réflexions scandaleuses. A la fin du bal, on vit un monsieur fort agité ramasser avec beaucoup d'ardeur tous les papiers épars dans la salle et chercher anxieusement le trésor qu'il avait perdu. Plus tard, nous apprîmes que la signature mystérieuse devait être lue à rebours, et que le nom réel qu'elle cachait était celui d'une cantatrice dont un jeune magnat était fort épris. Celui qui cherchait le papier était son ami intime et probablement son confident.

6 février.

A six heures et demie, j'ai eu un bal auquel j'avais invité tous les enfants de la société de Vienne. Les petits Archiducs sont aussi venus, et même l'Archiduchesse Sophie m'a fait l'honneur d'assister à cette soirée. Les enfants ont dansé très-gentiment des quadrilles français et n'ont pas été gauches du tout. A huit heures et demie, on a soupé ; ensuite les Archiducs se sont retirés, et le bal a continué jusqu'à onze heures.

19 février.

Ce soir, j'ai été chez la princesse Wasa, où avait lieu un grand et beau bal, auquel la Cour assistait. L'Archiduchesse Sophie a été très-aimable pour moi. L'Archiduc François m'a parlé très-affectueusement de Clément; il est vraiment bon et loyal, et il a les meilleures intentions; que Dieu le bénisse pour tout le bien qu'il voudrait faire! Il m'a dit ce soir que l'entretien de mon mari avec l'Archiduc Louis avait eu les suites les plus heureuses, et m'a chargé de donner à Clément les meilleures espérances pour l'avenir.

24 février.

Tatistscheff m'a apporté le portrait de son Empereur, accompagné d'une lettre très-flatteuse du Czar.

J'ai dû déjà, dans la matinée, m'occuper d'une toilette pour le bal que Louis de Liechtenstein nous a donné dans le palais Rasumowsky. Ce palais, que Louis habite encore et qu'il veut continuer d'habiter jusqu'à ce que la maison qu'il fait construire sur le bastion soit achevée, ce qui peut durer encore longtemps, était décoré avec un luxe merveilleux; tout était beau, splendide, et avait un caractère de fête. Aussi, grâce aux peines que Louis s'est données, a-t-il réussi à faire de cette féte la plus charmante et la plus magnifique que j'aie vue de ma vie. Les femmes et les toilettes étaient ravissantes de fraîcheur, et l'aspect que la salle de danse présentait de jour avait un charme tout particulier. Je suis restée pour le dîner, et ce n'est qu'à trois heures et demie que j'ai fait à Clément le sacrifice de quitter ce lieu enchanteur, car on me disait que le grand salon, qui avait été disposé pour le bal du soir, aurait un aspect féerique. Je me retirai enfin, après avoir dansé un quadrille avec le jeune prince d'Auersperg. A huit heures et demie, je suis retournée au bal chez Louis de Liechtenstein. On dansait dans le grand salon, qui était brillamment illuminé. Le souper n'a rien laissé à désirer; tout était ordonné

avec un soin parfait; tout était beau, magnifique. Louis a fait les honneurs d'une façon irréprochable; Fanny est belle et aimable : il n'en faut pas plus, surtout quand on est secondé par Henriette Hunyady, Ida Paar et Mimi Liechtenstein *. On n'aurait pu mieux recevoir les invités qu'on ne l'a fait dans cette maison. Je l'ai quittée à regret, une demi-heure après minuit.

2 mars.

J'ai assisté au service funèbre qui a été célébré en mémoire de l'Empereur François; ensuite, j'ai été avec la comtesse Lanckoronska dans le caveau des Capucins, afin de prier sur la tombe de l'Empereur. Clément veut y envoyer des candélabres, qui devront servir les jours d'anniversaire près du tombeau de son Empereur, de son ami, de celui que lui seul sait apprécier et regretter comme il le mérite. Je vais me mettre aussitôt au travail et broder un tapis et un coussin pour ce caveau. C'est une pensée consolante de se dire qu'on peut encore faire quelque chose pour lui et qu'on lui apporte des hommages auxquels si peu de personnes pensent encore.

4 mars.

Clam a été chez nous. Il a longuement parlé du triste état des affaires intérieures. Clément persiste à espérer, mais Clam et moi, nous sommes d'avis qu'on ne saurait laisser aller les choses, et qu'il faut attaquer de temps en temps pour vaincre. Clément croit qu'il pourra convaincre ses adversaires eux-mêmes. Nous, au contraire, nous sommes persuadés qu'il y a des gens qu'on ne pourra jamais convaincre et qui sont des ennemis jurés, des ennemis très-dangereux.

7 mars.

Rothschild nous avait envoyé un turbot; ce cadeau a été l'occasion d'un dîner. Nous avons été très-gais; ensuite, il

* Les sœurs du prince de Liechtenstein. (*Note de l'éditeur.*)

nous a fallu aller chez l'Archiduchesse Sophie, qui nous avait invités à un concert. Le matin, Clément avait été à la Cour, et il en était revenu très-satisfait de son entretien avec l'Archiduc et l'Archiduchesse, qui lui témoignent beaucoup de bonté.

11 mars.

J'ai assisté à une assemblée de la Société d'horticulture; Charles Hügel présidait. On avait exposé une masse de fleurs de toute beauté. Hügel a prononcé un discours, dans lequel il a dit qu'il proposerait de faire frapper les médailles données en prix à l'effigie de l'Archiduc Antoine, parce que c'était à lui qu'on devait la création de cette société, qui n'a commencé d'exister réellement qu'après la mort de ce prince. Il a proposé en outre un prix de dix ducats pour l'horticulteur qui présenterait la plus belle rose mousseuse au mois de mai. Maman et moi, nous avons offert un prix pour la plus belle pensée, et j'en ai ajouté un autre pour le plus beau jasmin, parce que cette fleur est très-peu cultivée chez nous, et que je l'aime pour elle-même et à cause des souvenirs qu'elle me rappelle.

18 mars.

Pesth est affligé d'une inondation comme on n'en a encore jamais vu. L'étendue de la catastrophe et les conséquences de ce terrible fléau sont incalculables. A Gran, des bâtiments se sont écroulés, des maisons ont été détruites, et, dans les environs, des villages entiers ont été engloutis. C'est affreux! L'Empereur donne des sommes considérables pour les victimes; on veut envoyer des secours d'argent, mais ils arriveront sans doute trop tard pour sauver tous les malheureux qui meurent de faim par suite de l'inondation.

20 mars.

A midi, un congrès de famille s'est réuni chez moi pour discuter les moyens de procurer des secours d'argent aux

inondés. Charles Hügel eut l'idée de faire une loterie; tout le monde pourrait contribuer à cette œuvre de charité en envoyant des dons, qui seraient exposés dans un local élégamment disposé. Les objets de prix seraient tirés au sort; les autres, ainsi que de menus objets, seraient vendus par les dames dans un bazar. J'ai été d'abord contraire à ce dernier projet, parce que je prévoyais une foule de difficultés et que, sans cela, il y en a déjà tant à surmonter qu'il n'est pas sage d'en provoquer de nouvelles. Cependant, lorsqu'on m'a parlé des serres du jardin du palais impérial comme du local où l'on pourrait installer les boutiques, la solution du problème m'a paru bien plus facile. Nous avons fait un plan, qui a eu l'approbation de Clément et qui a été soumis à l'Archiduc Louis; celui-ci nous a autorisés à disposer des serres et nous a promis que la Cour nous seconderait de son mieux.

21 mars.

Clément m'a fait écrire le programme d'une loterie, à laquelle devra se joindre tout au plus un concert; ensuite il l'a envoyé à l'Archiduc Louis, afin qu'on puisse prendre les dispositions ultérieures.

25 mars.

Douze dames se sont réunies chez moi; ce sont celles qui consentent à fonctionner comme dames patronnesses de la grande loterie qu'on va organiser en faveur des victimes de l'inondation de Pesth. Lobkowitz et Charles Hügel nous ont assistées de leurs conseils. Je suis allée remercier le prince Colloredo, qui a pris deux mille billets. Le soir, j'ai eu un rout; j'ai exposé quelques lots qu'on m'avait envoyés pour la loterie. Cela a fait la meilleure impression sur le grand public; aussi j'espère qu'on m'en enverra encore beaucoup.

26 mars.

Clément a eu une conférence importante, dans laquelle il a dit de bonnes vérités. Pourtant, les résultats de cette séance

sont insignifiants; si Dieu n'a pas pitié de nous, tout périra peu à peu.

27 mars.

L'Impératrice régnante nous a adressé une lettre fort belle, dans laquelle elle exprime le désir que nous lui apportions nous-mêmes nos offrandes pour les Hongrois victimes du fléau. Cette démarche est désapprouvée par quelques-uns; quant à moi, j'adhère pleinement à cette idée; je suis toujours heureuse de voir une Souveraine se mettre à la tête d'une manifestation qui a pour objet de faire le bien. La princesse Wasa est venue chez moi ce matin pour me dire que l'Impératrice l'avait fait informer qu'elle viendrait en personne chez elle pour lui demander son obole, si toutefois cela lui était agréable. Toutefois, la princesse croit qu'il sera plus convenable d'aller lui porter de cent à deux cents florins.

28 mars.

Un courrier de Saint-Pétersbourg annonce à Clément que l'Empereur de Russie veut accompagner sa femme à Salzbrunn, en Silésie, ce qui recule le moment de son arrivée ici et modifie nos projets ou plutôt les renverse tout à fait.

21 avril.

Comme Clément a appris aujourd'hui que le projet qu'il avait d'aller voir l'Empereur Nicolas en Silésie ne pourrait pas se réaliser, je lui ai proposé d'emmener avec nous les enfants; d'aller le 15 juillet à Teplitz, de nous y arrêter trois jours; de passer ensuite quinze jours au Johannisberg, et d'aller, de là, à Milan, etc. Il a été très-heureux de la perspective que je lui ouvrais d'aller au Johannisberg.

Il y a eu chez l'Impératrice régnante une soirée d'enfants, qui a été égayée par les tours d'un prestidigitateur. Clément y a conduit Richard et Mélanie.

8 mai.

Je suis allée, avec mes enfants et maman, regarder la locomotive. Clément avait fait la course en chemin de fer, avec l'Impératrice mère, l'Archiduchesse Sophie, les Archiducs, parmi lesquels se trouvait même le petit Archiduc François *, et le comte Kolowrat. Cette excursion d'un nouveau genre a très-bien réussi, et tout le monde en a été satisfait; en outre, le temps était on ne peut plus favorable.

15 mai *.

Que Dieu répande ses bénédictions sur Clément! Les enfants lui ont débité une foule de compliments en français, en anglais et en allemand. Toute la famille était réunie, ce qui ne m'a pas empêchée d'aller chez le Père Schmidt et de communier ensuite à l'église de Saint-Étienne.

17 mai.

Nous avons assisté à un concert chez l'Impératrice régnante. Madame Brouville, la Schoberlechner et Poggi ont chanté très-agréablement. Liszt a joué deux fois, d'abord des variations de Rossini, puis d'autres variations sur un motif des *Puritains*. L'enthousiasme s'est contenu cette fois; personne n'osait l'exprimer tout haut. Seule, l'Archiduchesse applaudissait avec ardeur; elle a fait jouer un morceau de Schubert.

20 mai.

Nous avons ouvert nos salons du Rennweg; les personnes qui y sont venues les ont trouvés jolis.

* L'Empereur actuel. (*Note de l'éditeur.*)
** Jour de naissance du prince. (*Note de l'éditeur.*)

23 mai.

J'ai été à l'exposition des fleurs ; elle a eu lieu pour la première fois dans le jardin de l'Empereur, qu'on a mis à la disposition de la Société d'horticulture. Après mon retour à la maison, j'ai lu à Clément quelques dépêches de Paris. On y trouve, entre autres, la nouvelle de la mort de Talleyrand, qui est mort, à ce qu'on dit, réconcilié avec l'Église *.

L'Empereur et l'Impératrice nous ont fait l'honneur de venir

* Le prince envoya la copie d'un rapport de l'ambassadeur d'Autriche à Paris, rapport qui contient des détails circonstanciés sur les derniers moments de Talleyrand, au comte de Lützow, à Rome, avec prière de la communiquer au cardinal Lambruschini, et il y ajouta les réflexions suivantes : « Je n'avais jamais mis en doute que M. de Talleyrand finirait comme il vient de finir ; ce que j'avais craint, c'est que le temps ne marchât plus vite que sa décision. C'est sans doute à madame de Dino qu'est dû l'accomplissement de la bonne œuvre.

« J'ai beaucoup connu le prince, et j'ai certes eu assez d'occasions pour l'observer dans le long cours de ma vie publique ; je ne crois pas qu'entre deux individualités il puisse exister plus de divergences qu'il n'en a existé entre nous ; cependant nos relations personnelles ont constamment été amicales, et même, sous plus d'un rapport, elles n'ont pas manqué d'une certaine intimité. Le prince de Talleyrand partageait, *au fond de l'âme*, mes principes politiques ; il les regardait comme établis sur une forte base, et en les comparant à ceux qu'il a défendus lui-même, il est plus d'une fois convenu, vis-à-vis de moi, qu'entre eux deux j'avais raison et lui tort.

« C'est dans l'été de 1825 que je l'ai vu pour la dernière fois à Paris. Nos entretiens ont roulé sur la position de la France et sur son attitude personnelle. Je lui ai prédit alors la catastrophe que, cinq années plus tard, j'ai eu le malheur de voir s'accomplir. Lui n'y croyait pas, car il était l'homme du monde qui se trompait avec le plus de facilité. Il n'était alors pas encore désabusé du système représentatif, de la fantasmagorie *anglaise*, du système absurde enfin des contre-poids. Je lui ai parlé de lui-même, et je me souviens de m'être servi dans l'un de nos colloques (qui jamais n'avaient manqué d'intimité) des paroles suivantes : « N'oubliez jamais qu'il vous reste un grand « exemple à donner au monde ; il sera détestable ou salutaire, selon que vous « saurez vous décider. » Il me prit, à ce propos, par la main et me dit : « Croyez, mon cher Prince, que je sais ce que je dois à Dieu et au monde, « et ayez l'âme en repos ! »

« Ce qui pour moi est hors de doute, c'est que si le prince était mort d'une mort *libérale*, les ovations eussent été sans fin de la part du parti qui aujourd'hui le jette aux gémonies. Tel est le caractère de ce parti. »

(*Note de l'Éditeur.*)

nous voir au Rennweg; ils ont visité le pavillon dans tous ses détails. L'Impératrice a daigné prendre le café chez nous; ensuite tous deux sont allés à Schœnbrunn, où ils passeront la belle saison cette année.

26 mai.

J'ai fait les préparatifs nécessaires pour un grand et beau concert, qui a été fort brillant. Les Belgiojoso ont chanté, et Thalberg a joué deux fois avec une virtuosité extraordinaire. Tout le monde était enchanté, et avec raison.

30 mai.

J'ai passé la matinée à apprêter les salons pour le bal. Un orage et une averse épouvantable nous ont causé de grandes appréhensions; mais à neuf heures le temps s'éclaircit, et la fête s'est passée le mieux du monde. Nous avons reçu nos invités dans le salon blanc; on a dansé dans le grand salon et soupé dans la salle du milieu; ensuite on a illuminé le petit jardin qui se trouve devant la salle de bal, ce qui a produit un très-joli effet. Marie-Louise et l'Archiduchesse Sophie, avec tous les Archiducs, ont fait une apparition chez nous; le bal a eu beaucoup de succès.

1er juin.

Tatistscheff et le maréchal Marmont ont passé chez nous une heure, qui a été remplie par des conversations dont M. de Talleyrand et sa vie formaient l'objet; Clément y a pris part.

7 juin.

Marie-Louise est venue avec sa suite, c'est-à-dire avec le comte Charles de Bombelles et la comtesse de Wallis. Elle a visité le pavillon et désiré voir le jardin. Après être arrivés jusqu'aux serres, nous avons été malheureusement surpris par une forte averse, et il nous a fallu rentrer en voiture. Sa Majesté ne s'est pas laissé effrayer par ce contre-temps; elle

est restée encore une heure entière chez nous, et elle a examiné ma collection de portraits.

10 juin.

J'ai passé trois heures à la chancellerie d'État, où j'ai écrit des lettres. Clam y est venu; il voit les affaires politiques sous un jour si sombre que j'en suis tout effrayée. Clément est si abattu, si triste et parfois si découragé, que je meurs d'inquiétude. J'ai fait semblant de ne m'apercevoir de rien, et cependant je souffre quelquefois bien cruellement. Que Dieu ait pitié de nous!

11 juin.

Clément a reçu déjà dans la matinée la visite de Clam. Celui-ci a les meilleures intentions du monde, et cependant il est presque aussi agité que moi. Il est inquiet et cherche à faire partager ses inquiétudes aux autres; il veut notamment pousser Clément, auquel il reproche de manquer d'énergie, à agir avec vigueur. Il est convaincu que mon mari n'a qu'un mot à dire pour écarter ceux qui embarrassent son chemin, et il lui en veut de ne pas dire ce mot. Il en résulte qu'il tourmente Clément, qui n'est que trop tourmenté sans cela.

13 juin.

L'Archiduc François a été chez mon mari; il s'exprime nettement en faveur de la bonne cause et montre réellement une grande fermeté. Il est un appui pour Clément; toutefois, il le blâme de ne pas déployer assez d'énergie contre ses ennemis.

PENDANT LE VOYAGE D'INSPRUCK A MILAN.

1309. Maladie de la princesse. — Voyage du prince en Bohême. — Voyage en famille à Milan. — Séjour aux bords du lac de Côme. — Thiers. — Fêtes à Milan. — Rossini. — Mademoiselle Mars. — Le Roi de Sardaigne. — Gênes. — Lucques. — Pise. — Florence. — Les Bonaparte. — Affaires de Rome. — Le prince Poniatowski. — Bologne. — Venise. — Entrée de l'Empereur. — Fêtes. — Trieste. — Retour à Vienne.

1309. Pendant les deux mois que je suis restée sans écrire, il s'est passé bien des événements douloureux pour moi et pour les miens. Le 22 juin, j'ai été atteinte d'une grave maladie dans le pavillon du Rennweg. C'était une violente inflammation d'intestins, qui a donné, à juste titre, de grandes inquiétudes à mon pauvre Clément. J'ai été au plus mal pendant quelques jours, et ensuite je suis restée pendant six semaines très-souffrante et très-faible. Maman a passé tout ce temps auprès de moi; elle avait quitté Carlburg dans ce but. Cette maladie m'a surprise juste au moment où je devais partir avec Clément pour le Johannisberg et faire ce voyage dont il se réjouit d'avance depuis sept ans. C'est moi qui étais la cause de son chagrin; cette idée m'a vraiment déchiré le cœur; Dieu seul sait ce que j'ai souffert physiquement et moralement pendant cette longue épreuve.

Clément est parti pour la Bohême le 16 juillet, et il est resté absent pendant quinze jours. C'est à Teplitz qu'il a vu le Roi de Prusse et l'Empereur de Russie; il est revenu complétement satisfait de cette entrevue *.

Après avoir passé huit jours avec moi dans le pavillon du Rennweg, Clément est reparti. Il devait se rencontrer avec notre Empereur à Inspruck **, et il croyait que

* Voir « Rendez-vous des Souverains à Teplitz, lettres de Metternich à sa femme », n° 1328. (*Note de l'Éditeur.*)

** Pour la fête de la prestation solennelle de l'hommage, qui eut lieu à Inspruck le 12 août. Le prince a décrit cette fête dans une lettre, du même jour, à sa femme; voici comment il s'exprime : « J'aurais voulu que vous eussiez passé la journée avec nous. Le spectacle était beau, et ce qui vaut mieux, il

je pourrais le rejoindre dans cette ville si je partais d'ici le 12. Je me sentais encore bien faible et je ne pouvais penser à ce voyage qu'en tremblant. J'étais affaiblie physiquement et moralement, j'avais cruellement souffert et je ne me sentais réellement capable de rien. Le séjour que j'ai fait cette année au Rennweg a été fort triste.

La Cour a eu beaucoup d'attentions pour moi pendant ma maladie; les deux Impératrices sont venues me voir, et l'Impératrice régnante a été réellement d'une bonté qui m'a touchée. J'ai éprouvé un profond chagrin en me séparant de mes enfants. Le 12, je suis partie avec Herminie et Mélanie, que Clément m'avait permis d'emmener, afin de me rendre les adieux moins pénibles et le voyage plus supportable. On m'a confiée à la protection de Neumann; de plus, Lederer, mon médecin, m'accompagnait avec sa fille, âgée de douze ans. Je suis arrivée heureusement à Saint-Pœlten, le second jour à Enns et le troisième à Neumarkt, de telle sorte que j'ai gagné un jour et que je suis arrivée à Salzbourg le 15. Le pays m'a plu extraordinairement; j'ai assisté à une messe, et j'ai envoyé un courrier à Inspruck pour informer Clément que j'arriverais le 17 ou le 18. Ensuite, je suis allée rendre visite à la princesse de Beira, qui m'a reçue avec la plus grande bonté et qui a été très-aimable.

L'archevêque Schwarzenberg est venu chez la princesse pour me voir, attendu qu'il m'avait manquée à l'hôtel. Il m'a proposé de faire dans l'après-midi une promenade à Aigen,

a été touchant. Ce n'est pas la prestation de foi et d'hommage qui a mérité cette qualification, car c'est une cérémonie qui ressemble à toutes les autres. Ce qui porte un tout autre caractère, ce sont les compagnies de *scharfschützen* (chasseurs volontaires) qui ont défilé devant l'Empereur. Il y en avait plus de sept mille, et rien n'est à la fois original et admirable comme cette troupe. Des hommes superbes, portant des costumes variés d'après les vallées, véritables *soldats de la nature*, joyeux et toujours prêts à se battre contre l'ennemi du Prince et du pays; des compagnies de vétérans ouvraient la marche, tous ayant deux, trois et plus de médailles et des croix de la Légion d'honneur qu'ils ont gagnées sur les champs de bataille, non *pour* Napoléon, mais *contre lui*. Les croix qu'ils portent sont celles qu'ils ont prises sur l'ennemi, et c'est ainsi qu'une compagnie a pour drapeau une aigle prise de même. Hofer a publié en 1809 un ordre dans lequel il a engagé ses compatriotes à se *décorer*, et l'Empereur, en

J'ai dîné à la maison avec Neumann et toute ma suite; le soir, je suis revenue très-fatiguée d'Aigen. Mais que Salzbourg est beau avec sa magnifique ceinture de montagnes!

Le lendemain, je me suis remise en route de bonne heure et j'ai passé la nuit à Sœlz, de manière à arriver pour deux heures de l'après-midi à la dernière station avant Inspruck; c'est là que Clément m'attendait. Il a été heureux de me retrouver en bonne santé; en effet, je me sens toute vaillante, le mouvement et la fatigue me font du bien. J'avais cru voir à Salzbourg une belle contrée; mais qu'est-ce à côté du Tyrol et d'Inspruck! Je n'ai pas été maîtresse de mon admiration : le pays est d'une beauté ravissante. Clément a été bien heureux de me ravoir auprès de lui; il est enchanté de tout ce qu'il a vu à Inspruck. Les fêtes ont été superbes, et les Tyroliens se sont montrés admirables. Rien de touchant comme leur dévouement, leur affection pour l'Empereur, et la joie qu'ils cherchaient à exprimer de toutes les manières possibles. C'est un beau, un bon peuple. On dit que le défilé de quinze cents montagnards, qui étaient venus assister à la prestation solennelle de serment, a présenté le spectacle le plus attrayant et le plus grandiose qu'on puisse voir.

Clément a dû me quitter le 18 au matin, pour se rendre auprès de l'Empereur de Russie à Kreutz en Bavière, où l'Impératrice prend les eaux. J'ai profité de son absence pour aller voir quelques curiosités. J'ai visité l'église des Franciscains, qui renferme des monuments remarquables, particulièrement le tombeau de l'Empereur Maximilien avec les merveilleux

reprenant le pays, leur a permis de porter leurs décorations. Il y a aujourd'hui en ville plus de douze mille paysans de toutes les parties du Tyrol; les rues sont remplies de monde, et l'on n'entend que des acclamations et des chants. Il n'y a pas un homme de police, car ces braves gens la font eux-mêmes. La fête passée, ils retournent dans leurs vallées et sur leurs montagnes, qu'ils cultivent comme des jardins. Ce soir, la ville a été illuminée; ce qui est admirable, ce sont les feux sur les montagnes, qui toutes ont de sept à dix mille pieds d'élévation. C'est sur ces cimes que brûlent des bûchers de huit à douze cordes de bois, qui ont l'air d'étoiles de première grandeur. Si l'Empereur Nicolas devait venir (ce que nous saurons au plus tard demain ou après-demain), je regretterai beaucoup qu'il n'ait point passé ici la journée d'aujourd'hui. »
(*Note de l'Éditeur.*)

bas-reliefs de Kollin. J'ai vu la Martinswand* et d'autres jolis points de vue. L'Archiduc François, qui était resté seul à Inspruck, a donné un dîner en mon honneur. La suite seule était présente; il a été très-aimable et on ne peut plus affectueux. Clément est revenu le 19 au soir, et le lendemain nous avons continué ensemble notre voyage. Nous avons couché à Brixen, ensuite à Trente, et, le 22, nous sommes arrivés à Desenzano sur le lac de Garde. Notre hôtel était très-agréablement situé, et nous avons eu une vue charmante. A Brescia, nous avons visité les antiquités qu'on a découvertes en faisant des fouilles, entre autres une statue de la Victoire, en bronze, qui est admirablement conservée. A mon avis, on a poussé les restaurations trop loin; on ne peut plus distinguer ce qui est ancien d'avec ce qui est moderne, et cela est certainement regrettable.

Nous sommes arrivés d'assez bonne heure à Bergame. C'est une très-jolie ville, délicieusement située, et qui fait une impression on ne peut plus agréable. J'ai vu la Poggi, qui a chanté le soir au théâtre, M. Poggi et madame Garcia, qui a fait de grands progrès. *Lucie de Lammermoor* a été parfaitement interprétée. Nous sommes restés à Bergame jusqu'au lendemain à midi; je suis allée voir la partie de la ville qui est située sur la montagne; on y jouit d'un coup d'œil splendide. Nous avons fait le tour de la foire, qui était fort brillante, et nous avons fait venir le ténor David, qui nous avait tant plu autrefois. Il a perdu sa voix et semble être dans une situation très-précaire. Il voudrait devenir professeur de chant; mais on dit que son caractère est devenu très-difficile, ce qui pourrait bien empêcher les gens de s'adresser à lui. J'ai de la sympathie pour lui, en souvenir du plaisir qu'il m'a procuré jadis.

De Bergame, nous avons pris le chemin de Lecco, en passant par la Brianza, afin d'arriver au lac de Côme. Celui-ci est resté au-dessous de mon attente. Les montagnes qui encadrent le lac sont jolies, mais la végétation est maigre; c'est

* Montagne située près d'Inspruck, où, selon la légende, l'Empereur Maximilien Ier, qui s'était égaré en chassant, fut sauvé par un ange.
(*Note de l'éditeur.*)

tout simplement de la mousse, encore n'a-t-elle pas une belle couleur. Mon imagination s'était représenté tout cela sous un aspect bien plus riant. Nous avons demeuré chez l'abbé Configliachi, professeur. On nous a accueillis à bras ouverts, et l'on a eu pour nous toutes les attentions imaginables. L'air était froid et horriblement humide. Nous sommes arrivés le 24, et l'Empereur le 25. Nous sommes allés voir les Fontana, qui possèdent une villa sur les bords du lac; c'est là que nous avons assisté à l'arrivée de l'Empereur, qui a été accueilli par des démonstrations d'enthousiasme tout italiennes, c'est-à-dire par des applaudissements. Nous étions sur le balcon avec une foule de monde, entre autres M. et madame Thiers avec la sœur et la mère de cette dernière. M. Thiers s'est fait présenter à mon mari.

Le soir, nous sommes retournés chez les Fontana pour voir l'illumination, qui a été féerique. Toutes les embarcations étaient ornées de lampions, ce qui produisait un effet ravissant. On ne peut voir ces choses-là qu'à Côme, et pourtant je n'ai pu m'empêcher de comparer ce spectacle au décor final d'un ballet. L'Empereur a fait une promenade sur le lac, ce qui a beaucoup plu à la population. Ils applaudissent toujours comme au théâtre. Le 26, j'ai été chez l'Impératrice à la villa Raimondi, autrefois Odescalchi; la maison est belle, mais construite sans goût et peu commode; elle renferme de grandes salles où il n'y a pas de meubles, mais, malgré tout, c'est une magnifique propriété. J'ai vu aussi la Vice-Reine.

M. de Brunnow, Nesselrode et son gendre Chreptowitch sont venus également à Côme; j'ai eu du plaisir à revoir mes amis de Münchengrætz. La Cour est partie le 27, et nous avons profité de cette journée pour faire une promenade en bateau à vapeur et pour voir toutes ces villas dont on parle avec tant d'enthousiasme. Nous avons été d'abord à la villa Melzi, où nous avons rencontré la duchesse, qui est belle et intéressante. Elle nous a reçus avec une bonne grâce parfaite et nous a montré sa magnifique chapelle en marbre blanc et en bronze. Je n'ai jamais vu rien de plus simple et en même temps d'aussi parfaitement beau. Les autres parties de la villa sont fort jolies

à voir, et les salons renferment mainte peinture gracieuse; mais tout cela manque de confort, et même le style de ce palais, ainsi que de tous ceux que nous avons vus ensuite, est sans goût. On s'écrie, à première vue : Voilà qui est magnifique! et, en y regardant de plus près, on se dit qu'on ne voudrait pas posséder ce palais, ce qui prouve, à mon avis, qu'on ne peut pas l'admirer. Les arbres du jardin m'ont frappée d'étonnement. Nous avons vu, chez le professeur Configliachi, quatre magnolias d'une beauté merveilleuse. Dans la villa Melzi, il y avait des mimosas et des camélias en pleine terre; mais le jardin n'est pas entretenu avec soin, les arbres s'étouffent les uns les autres, ce qui inspire plus de regret que d'admiration. Des gondoliers de la duchesse Melzi nous ont conduits à la villa Serbelloni. La maison tombe en ruine; aussi ne nous l'a-t-on pas montrée. Le jardin offre un coup d'œil splendide. Les trois lacs produisent un effet merveilleux, mais les chemins sont affreux, et cette belle végétation est abandonnée à elle-même, ce qui produit un pêle-mêle indescriptible. Enfin, nous nous sommes rendus à la plus belle de ces villas, à la villa Sommariva. Elle renferme beaucoup d'objets d'art. L'entrée en est ravissante : elle est ornée de deux myrtes aussi hauts que la maison, et l'on goûte, en traversant un petit bois de myrtes, l'ombre et le frais. Cependant, en somme, cette habitation ne me plaît pas. La villa est humide, les ornements qui la décorent sont sans goût. Dans un grand salon se trouvent des bas-reliefs de Thorvaldsen, qui ont été achevés par ordre de Napoléon; le salon est en stuc bleu d'une vilaine couleur. Tout est magnifique, mais il n'y a de goût nulle part; j'aime bien mieux mon petit pavillon que tous ces palais. Sans doute il lui manque la vue sur le lac, dont l'eau brille des plus ravissantes couleurs; mais ses bords sont moins charmants que je ne me les étais figurés. Dans la villa Sommariva nous avons trouvé Lamb avec quelques Anglais; nous les avons quittés pour nous rembarquer sur notre bateau à vapeur, qui nous a amenés fort tard à Côme. Nous dînions avec les Fontana et les messieurs qui nous avaient accompagnés, lorsque M. Thiers est venu voir Clément. Ils ont eu

ensemble un long entretien, que M. Thiers a cherché sans succès à diriger du côté de la politique, car mon mari le ramenait sans cesse à l'Italie et aux œuvres d'art, ce que son interlocuteur a fort mal pris. Clément a appris que la duchesse d'Orléans venait de donner le jour à un fils auquel on a donné le titre de comte de Paris, et il s'est hâté de communiquer cette agréable nouvelle à M. Thiers, qui n'a pas manqué de la faire publier par les journaux.

Mon mari est parti le 28 pour Monza, où se trouvait l'Empereur *. Ce jour-là j'ai fait avec les Fontana une promenade en bateau sur le lac. J'ai vu la villa d'un Anglais, qui paraît charmante, mais seulement de loin; ensuite j'ai visité la villa Pliniana, célèbre par les cyprès dont Pline parle dans une lettre qu'on a gravée sur le mur. On n'y voit plus que les ruines d'un beau château, à la place duquel s'élève aujourd'hui une filature de soie. J'ai vu aussi la villa d'Este, qui est en ruine; ensuite nous nous sommes arrêtés un instant près de la villa de madame Malibran, qui est venue nous voir dans notre bateau. Elle est bien conservée, ne chante plus et vit de ses revenus, qui sont considérables, dit-on. Il était huit heures quand nous nous sommes mis à table chez les Fontana, qui ont été très-aimables pour nous. J'ai fait la connaissance de toute leur famille; ce sont des gens d'un caractère parfait, pour lesquels j'ai beaucoup de sympathie. Le 29, il m'a fallu garder le lit pendant presque toute la journée, à cause d'un fort refroidissement. Le 30, je suis partie pour Milan avec mon frère Victor, qui avait quitté Rome pour venir à Côme nous voir. Mon frère Emmanuel et Charlotte y étaient aussi, mais ils sont partis deux jours plus tôt pour Milan, afin de voir lord Hertford, qui était arrivé très-malade de Nice. A cinq heures,

* C'est de là qu'il écrivait, le 28, à sa femme : « Je vous préviens, pour vous réjouir le cœur, que la duchesse d'Orléans est accouchée d'un fils, qui se nomme Louis-Philippe-Albert, comte de Paris. Cette qualification est un juste milieu entre les usages de la féodalité et de la popularité; elle n'a donc rien qui vaille. On assure que si la duchesse était accouchée d'une fille, elle aurait eu le nom de Mélanie-Louise-Philippine. Vous voyez que votre nom est en honneur dans le meilleur des pays de ce meilleur des mondes. »

(*Note de l'Éditeur.*)

j'arrivai à Milan. Clément s'y était déjà installé la veille. Nous sommes descendus dans un palais très-beau, mais très-mal entretenu. La dame du logis, la vieille marquise Busca, m'a reçue à bras ouverts. On prétend qu'elle a un caractère désagréable; quant à moi, je n'ai eu qu'à me louer de son amabilité et de ses attentions. Elle m'a apporté les plus beaux bouquets de fleurs et m'a même fait cadeau d'un petit tableau très-joli, représentant la Sainte Vierge avec l'Enfant Jésus. La Scala est magnifique; quand la salle est éclairée, elle présente le plus beau spectacle du monde. Il y a cent quatre-vingt-seize loges dans ce théâtre, et, ce qui est un mérite digne d'être apprécié, partout on y entend également bien.

Le 1er, a eu lieu l'entrée de l'Empereur. Je l'ai vue de la fenêtre du palais Busca; la Vice-Reine et la famille impériale étaient sur le balcon. L'entrée a été très-belle : je connaissais les chevaux et les voitures, mais ce que je n'avais pas encore vu, c'étaient les hérauts d'armes, qui étaient magnifiques; l'ensemble de la scène faisait une impression solennelle. Nous avons eu le même jour chez lord Hertford un dîner qu'on avait qualifié du nom de déjeuner. Je me suis trouvée là avec Rossini, ce qui m'a fait grand plaisir; il a pris les manières françaises et est devenu élégant, ce qui pourtant ne fait point de tort à son amabilité. Toute la société de Milan était réunie chez lord Hertford. La fête devait se prolonger jusque dans la nuit, mais Clément et moi nous sommes rentrés pour nous reposer, et, le soir, nous sommes allés au théâtre de la Scala, qui était brillamment éclairé. Le 2, ont eu lieu les présentations; je suis restée à la maison, entourée de toute la famille et de nombreux amis. Je ne suis pas allée au Corso, mais au théâtre paré, où la Cour n'est arrivée que fort tard; il y avait dans le parterre une presse épouvantable, ce qui a rendu le public un peu impatient. Mais l'ensemble des spectateurs était si bien disposé qu'il n'en est rien résulté de fâcheux.

Le 3 s'est passé pour moi sans fêtes; j'ai visité plusieurs parties intéressantes de la ville, l'exposition de tableaux, qui n'avaient rien de bien remarquable, et l'atelier Marchesi, où il y a quelques jolies statues à voir. Le 4, il y a eu à la Cour

un grand bal auquel ont assisté quatre mille personnes, parmi lesquelles une foule d'Anglais de haut rang. Je citerai les Beaufort et lady Élisabeth Harcourt, qui est à la fois belle, bonne et aimable, et qui réunit la simplicité à la distinction. A Milan, nous avons vu aussi lord Alvanley et lord Burghersh; ce dernier est aimable.

Le 5 a été un jour de repos; le 6, a eu lieu le couronnement, auquel je n'ai pas assisté. J'ai regardé le cortége, qui était magnifique, et ensuite le banquet. J'ai eu chez moi un dîner de quatre-vingts personnes, en majorité des diplomates et des étrangers. Au lieu d'aller voir l'illumination, j'ai reçu une foule de visites, ce qui m'a extrêmement fatiguée. Le 7, j'ai assisté au concert de la Cour, et j'ai fait la connaissance du duc de Modène.

Le 8, j'ai eu chez moi un magnifique concert. Rossini tenait le piano, accompagnant madame Pasta, mesdemoiselles Novello et Kemble, le prince Poniatowski, ténor, la basse Zuccoli et les deux Belgiojoso, qui chantaient. Madame Pasta a été admirable, et tout le concert a parfaitement réussi. La société était nombreuse; elle a été enchantée du plaisir qu'elle a trouvé à cette soirée.

Le 9, il y a eu grand bal à la Scala; le coup d'œil était splendide. Je me suis trouvée longtemps dans la loge de la duchesse de Litta, qui est on ne peut mieux placée. On ne peut pas se faire une idée de ce spectacle quand on ne l'a pas vu; il a un caractère merveilleux de beauté et de grandeur. La Cour était présente; elle a traversé la salle et a été très-applaudie.

Le 10, il y a eu grandes manœuvres. Les troupes ont fort bon air; leur tenue est superbe. Aussi ont-elles fait la meilleure impression sur les étrangers; je regrette fort que l'Empereur de Russie n'ait pas été là. Ce spectacle l'aurait beaucoup intéressé. Après la revue, on a béni le grand et magnifique arc de triomphe que Napoléon avait fait commencer pour lui, que l'Empereur François fit achever et auquel il a donné le nom d'Arc de la Paix (*Arco della Pace*). C'est un monument admirable et parfait jusque dans les moindres détails.

Je suis aussi allée voir plusieurs fois mademoiselle Mars, qui

jouait dans un assez pauvre théâtre; cependant elle fait la meilleure impression, et l'on suit son jeu avec beaucoup de plaisir, malgré les acteurs plus que médiocres dont elle est entourée. La comtesse de Sainte-Aulaire me l'a amenée un jour; elle a des manières fort convenables, et on l'écoute avec plaisir. Le 13, j'ai dîné à la Cour; le 14 et le 15, j'ai passé mes matinées à faire des préparatifs pour un bal que je voudrais donner samedi, c'est-à-dire la veille du départ de l'Empereur. C'était une véritable improvisation. Le 15, j'ai dîné à la Cour, et, le soir, nous avons eu chez nous l'Empereur, l'Impératrice, la Vice-Reine avec toute sa famille, toute la famille de Modène, la duchesse de Lucques et tous les Archiducs, naturellement sans que j'eusse osé les inviter. Nous avons été d'abord très-embarrassés à cause du peu d'espace dont nous disposions, mais tout a fini par s'arranger. L'Impératrice et sa sœur m'ont témoigné une bonté touchante, qui m'a vivement émue; la société de Milan avait mis ses plus beaux atours, ce qui m'a fort amusée.

Le lendemain, Clément est parti pour Pavie, où le Roi de Sardaigne lui avait donné rendez-vous. Je suis restée à Milan un jour après mon mari. Avant son départ, nous sommes encore allés ensemble voir l'exposition des beaux-arts, où il n'y avait, en fait de tableaux, rien de remarquable. Le 17, je me suis mise en route, afin de me rencontrer avec Clément à Pavie : je me suis arrêtée pour voir en détail la Chartreuse. Je n'ai jamais rien vu d'aussi beau, d'aussi magnifique, d'aussi parfait que cette église. Tout y est admirable.

Clément a été très-content du Roi de Sardaigne. Ce Prince a été on ne peut plus aimable à son égard et a conféré à Radetzky l'ordre de l'Annonciade.

Nous avons quitté Pavie le 18, et nous avons couché à Novi. L'endroit est affreux; je m'y suis refroidie, je crois, car j'ai été souffrante le lendemain, lors de mon arrivée à Gênes. Cela ne m'a pas empêchée toutefois de jouir de l'admirable spectacle que nous présentait la mer à notre entrée dans cette ville. C'est un aspect magique, sublime, qui a fait sur moi l'impression la plus profonde. Après le dîner, je me suis cou-

chée, pendant que Clément et les enfants allaient visiter le port et entreprenaient même une promenade en bateau. Je regrettai de ne pouvoir prendre part ni à cette partie de plaisir ni à celles du lendemain; mais je me sentais si mal à mon aise que je n'ai pu bouger. Le général Paulucci, gouverneur de Gênes, voulait nous montrer l'arsenal. J'ai fait un effort sur moi-même pour suivre les miens; mais il a fallu bientôt revenir sur mes pas, parce que j'étais trop souffrante. Ce n'est que le dernier jour que j'ai pu voir une magnifique église et des palais merveilleux. Nous avons dîné chez Paulucci, qui a une très-aimable femme, une Russe, et de beaux enfants. J'y ai vu le marquis de Brignole, qui est actuellement ambassadeur de Sardaigne à Paris.

Nous sommes partis le 21, et nous avons couché à Chiavari. La route de la Riviera di Levante, que nous avons prise, est de toute beauté. Elle suit constamment la mer et le golfe de Spezia, qui offre un coup d'œil ravissant; cette végétation luxuriante, ces bosquets d'orangers et de citronniers, tout se réunissait pour porter mon enthousiasme à son comble. Pour la première fois de ma vie, j'ai trouvé le pays plus beau que je ne me l'étais figuré.

Le 22, nous avons eu, sur la route de Chiavari à Sarzana, de si épouvantables averses qu'il fallait réellement quelque courage pour continuer notre route entre deux lignes de rochers et de montagnes. Paulucci avait reçu du Roi l'ordre de nous recevoir avec tous les honneurs possibles. On nous a donc donné pour nous escorter des gendarmes, qui nous ont rendu de grands services quand nous avons traversé la Magra; en effet, ce passage est très-désagréable, surtout quand il faut l'effectuer de nuit. Il était fort tard quand nous arrivâmes à Sarzana. Le 23, nous étions à Carrare, qui est admirablement situé. Nous avons visité tous les travaux qu'on y exécute, ainsi que les différents ateliers, ce qui m'a donné du plaisir et m'a beaucoup intéressée. Clément a acheté une charmante petite statue représentant l'Ange gardien qui préserve un enfant de la morsure d'un serpent. Il a commandé aussi une cheminée et a acheté encore une table. J'ai fait également quelques

petites emplettes; j'ai trouvé là des objets qui me plaisaient.

A huit heures, nous sommes arrivés à Lucques, où il nous a fallu aller aussitôt au théâtre. Madame Unger chantait *Lucrèce Borgia* avec un ténor qui fait fureur en ce moment et qui s'appelle Moriani. Nous avons demeuré dans le château, qui est vraiment magnifique. Les appartements manquent un peu d'élégance, mais ils sont bien distribués, et l'ensemble fait une impression grandiose. Pour arriver chez moi, il m'a fallu monter cent trente-six marches, ce qui n'est pas précisément très-agréable. Le château renferme des toiles très-belles et parfaitement restaurées; il se trouve dans le nombre des tableaux de grand prix. C'est là que j'ai vu pour la première fois des chefs-d'œuvre de Fra Bartolomeo et d'André del Sarto, qui sont toujours restés mes favoris. Ce qui m'a plu particulièrement, c'est une madone qui prend les affligés sous sa protection, et qu'on appelle *Madonna del Popolo,* ensuite une autre madone, placée sur un piédestal, ayant l'Enfant Jésus dans ses bras; en bas se trouve un ange qui chante et qui s'accompagne du luth. Ce sont de délicieuses toiles de Fra Bartolomeo, qui se trouvent dans l'église des Franciscains. Nous avons visité encore quelques églises et, après avoir renoncé au projet de faire une course à Livourne, nous sommes allés voir les bains, qui sont très-beaux, mais qui ne peuvent cependant pas se comparer à maintes autres merveilles que j'ai vues pendant ce charmant voyage. Le jeune duc, qui habite malheureusement Marlia avec sa tante, ci-devant princesse de Saxe, actuellement comtesse de Rossi, nous a rendu une visite que mon mari lui avait faite à la campagne. Il a été très-spirituel et très-aimable. Le 25, nous avons quitté Lucques pour aller à Pise; là nous avons visité la Tour penchée et le Campo Santo, dont l'aspect est grandiose. Les croisés y ont apporté de la terre de Palestine, pour y être enterrés. Aujourd'hui ce magnifique emplacement, qui sert de sépulture à tant de héros, est devenu une espèce de musée. Les fenêtres du Campo Santo sont en style gothique et d'une beauté merveilleuse. Nous avons parcouru tout Pise à pied, suivis d'une foule nombreuse qui se pressait sur les pas de Clément. Son voyage

ressemble vraiment à une marche triomphale, et j'en suis fière, bien que je sente combien il paye cher sa gloire et cette réputation européenne qui s'est répandue jusque dans les classes inférieures : il l'a acquise au prix de la vie épouvantable qu'il mène, vie toute de chagrins, de fatigues et d'amertumes. A Pise, nous avons rencontré les Maltzahn, qui font le même voyage que nous. Le comte se promenait tranquillement avec Adèle, lorsque tout à coup des gens du peuple leur crièrent de se hâter, afin de voir le prince de Metternich qui venait d'arriver; en voyant que cette nouvelle laissait ces étrangers indifférents, ils parurent très-mécontents et très-fâchés.

Nous sommes arrivés à Florence le même jour, c'est-à-dire le 25. Au dernier relais, notre secrétaire de légation, l'excellent Schnitzer, est venu à notre rencontre, et l'on nous a offert un bouquet plus grand que notre voiture et qui sentait tellement fort qu'on pouvait à peine y tenir. L'Hôtel de l'Europe, où nous sommes descendus à Florence, est magnifique : c'était autrefois le palais d'une famille considérable; on y est si bien qu'on se croirait à la maison. Le 26, nous avons commencé nos pérégrinations à travers la ville : nous avons d'abord visité le palais des Médicis, ou *Palazzo Vecchio*, et la place qui se trouve devant; sur cette place on voit le fameux *Persée* de Benvenuto Cellini, une statue de Jean de Bologne, trois ou quatre de Michel-Ange, un *Hercule* de Bandinelli et une fontaine d'Ammanati. On ne peut se faire une idée de l'impression que produit la vue de tant de chefs-d'œuvre. Il faut pourtant que j'avoue que les statues de Michel-Ange m'ont inspiré moins d'admiration que je ne m'y étais attendue; on dirait qu'il cherche la difficulté et qu'il vise à s'éloigner de la nature. Ensuite j'ai visité les collections du *Palazzo Vecchio*, dont la cour est grandiose; elle est ornée d'une fontaine en porphyre, surmontée d'une statue d'enfant due à Verrocchio. Les plus beaux chefs-d'œuvre se trouvent dans la Tribune; il y a dans le nombre de magnifiques tableaux de Raphaël. Toutefois, le *Saint Jean dans le désert* ne me plaît pas extraordinairement : je le trouve trop noir; je ne puis pas davantage me passionner pour la belle *Fornarina*, dont la figure est très-

commune, tandis que les ombres me paraissent exagérées. On y voit cependant d'autres tableaux de Raphaël qui sont admirables, notamment la *Vierge au Chardonneret* et le portrait du Pape Jules II. Ce qui m'a plu surtout, c'est un tableau du Corrége, représentant une Vierge qui adore l'Enfant Jésus et qui est plongée dans toute l'ivresse de l'amour maternel. Il faudrait écrire dix volumes pour énumérer toutes les merveilles dont ces salles sont remplies.

La veille de mon départ, j'ai visité en détail les deux palais, le *Palazzo Vecchio* et le palais Pitti, les anciens appartements des Médicis, ce qu'on appelle le trésor du Grand-Duc, qui renferme une foule d'objets précieux. Au *Poggio imperiale,* château de plaisance du Grand-Duc, j'ai contemplé avec respect la chambre où est né l'Empereur François. J'ai été aussi à *Bello Sguardo,* promenade publique plantée de magnifiques pins à pignons. Il m'est resté du temps pour dîner à la Cour, avec la Grande-Duchesse douairière, qui est bonne et aimable. Elle s'est beaucoup occupée de ses nièces, filles de sa sœur, qui était la première femme du Grand-Duc. Ces jeunes princesses paraissent parfaitement élevées et sont très-jolies. La sœur du Grand-Duc a la taille un peu déformée, mais on dit beaucoup de bien de son caractère. Toute la famille paraît être un modèle d'union. La Grande-Duchesse actuelle est une princesse napolitaine. Le Grand-Duc et sa femme ne sont revenus à Florence que le jour de notre départ; mon mari est allé seul leur présenter ses hommages. J'ai vu aussi l'endroit où se font les mosaïques en pierres dures, et j'ai trouvé ce spectacle rebutant. L'effet que produisent ces morceaux de marbre juxtaposés n'est nullement en rapport avec le travail extrêmement pénible qu'il faut pour les assembler. On ne devrait employer pour cela que des condamnés à mort, car ce travail est vraiment un supplice. J'ai dîné chez le prince Neri Corsini, ministre des affaires étrangères. Le vieux comte de Saint-Leu, frère de Napoléon et père du prince Louis, qui a beaucoup fait parler de lui dans les derniers temps, a fait des démarches auprès de Clément pour que son fils puisse quitter la Suisse et venir résider dans les États autrichiens. Il a obtenu

cette autorisation; mais Louis Bonaparte est allé en Angleterre. Monsignor Cappaccini a été envoyé par le Pape à Florence, sur le désir de mon mari, qui veut régler une question importante en faisant évacuer Bologne par nos troupes, ce qui forcera les Français de quitter Ancône. Le Pape a demandé à l'Autriche si elle regardait le moment comme convenable, et on lui a répondu par l'affirmative. Là-dessus le Pape a encore exprimé le vœu de voir les Autrichiens différer leur départ jusqu'à ce que les Français aient effectué le leur, ce qui a été également accordé. Le Saint-Père vient d'envoyer un courrier à Paris pour communiquer ses vues à Louis-Philippe. Tout cela a donné beaucoup de besogne à mon mari.

Le théâtre est joli, la salle assez grande et décorée avec élégance. Le jardin de madame de Butturlin mérite une mention particulière; on y voit quantité de camélias en pleine terre et des fleurs d'une beauté ravissante. Le prince Poniatowski s'est donné beaucoup de peine pour nous faire les honneurs de Florence. Il nous a invités à un opéra, *l'Elisir d'amore*, qu'il voulait faire jouer en famille; mais, par suite de la maladie d'un ténor, on a voulu remplacer la représentation par un concert, et finalement tous ces projets ont abouti en réalité à un bal. J'y ai assisté la veille de mon départ. La jeunesse de Florence s'y trouvait réunie. J'ai vu quelques jolies figures; la maison était disposée avec élégance, elle était surtout égayée par des fleurs sans nombre; je me suis retirée à minuit pour monter en voiture le lendemain, 2 octobre. Nous avons eu bien froid en passant les Apennins. A dix heures du soir, nous sommes arrivés à Bologne, dont l'aspect m'a surprise. Les maisons sont magnifiques, et les arcades sont d'une beauté merveilleuse. Le bon général Puchner, qui a été un vrai père pour mon frère Victor pendant le temps que celui-ci a passé à Bologne, est venu nous voir avec le comte de Salis, commandant des troupes suisses. Rossini nous a aussi fait une visite. Il possède une maison à Bologne et vit actuellement dans cette ville.

Dès le matin, de bonne heure, Clément a fait de longues visites aux deux cardinaux; ensuite il a reçu toute la garnison autrichienne et pontificale.

Plus tard, nous sommes allés voir la magnifique galerie de tableaux, où la belle toile de *Sainte Cécile* par Raphaël, la *Transfiguration* de Titien et tant d'autres chefs-d'œuvre ont excité notre admiration. Nous avons vu aussi la fameuse fontaine de Neptune avec des sculptures de Jean de Bologne; elle se trouve en face du palais pontifical, où réside le cardinal-légat et qui est un des plus beaux édifices que j'aie jamais vus.

A Ferrare, nous sommes descendus chez le cardinal della Genga, et nous avons dîné chez lui avec le commandant des troupes autrichiennes et quelques officiers. Le dîner a été parfait, vraiment exquis et très-bien servi; aussitôt après avoir quitté la table, il nous a fallu partir pour nous remettre en route. Il faisait nuit quand nous sommes arrivés sur les bords du Pô. Néanmoins la traversée s'est faite sans encombre, et à peine étions-nous sur l'autre rive que nous aperçûmes l'illumination que le duc de Modène avait organisée en l'honneur de l'Empereur dans sa charmante villa de Cattajo. On dit que le spectacle était magique, et ce que nous en avons vu permet de le croire. En arrivant au dernier relais avant Cattajo, nous avons trouvé une lettre du duc, qui nous invitait à faire une halte et à prendre part aux fêtes; il disait aussi qu'un dîner nous attendait. Cependant, comme nous avons traversé Cattajo à une heure de la nuit, nous avons préféré continuer notre route. A cinq heures du matin, nous sommes arrivés extrêmement fatigués à Padoue. On nous a installés dans une maison particulière, qui appartient à un banquier et qui est disposée avec une élégance remarquable; aussi nous nous y sommes trouvés admirablement bien. Dans la matinée, nous sommes allés visiter l'église de Sainte-Justine, qui est remarquable par son autel et par les reliques de martyrs qui s'y trouvent. Les grands caveaux souterrains qui renferment ces restes sacrés ont été, dit-on, découverts par miracle. Malheureusement je n'ai pas pu voir l'église de Saint-Antoine, parce qu'il était trop tard et que l'arrivée de Marie-Louise nous faisait craindre des difficultés relativement aux chevaux de poste. A midi, nous avons quitté notre riche banquier et son luxe, pour prendre le chemin de Venise. Les villas des environs de Fusine sont

toutes plus ou moins abandonnées. A Fusine, nous avons pris une barque de l'administration des postes, et, vers cinq heures, nous sommes arrivés heureusement à Venise. De ce côté, la mer ne fait pas une impression extraordinaire. Dans le lointain apparaît le spectacle grandiose de Venise; mais, quand on entre dans les canaux, la première impression est celle de la tristesse, parce qu'il y a là beaucoup de maisons en ruine. Nous n'avons pas passé par le Grand Canal; aussi je répète qu'à première vue j'ai éprouvé un sentiment plus que mélancolique. Maman, Caroline, Neumann, Charlotte et Victor nous attendaient à la porte de notre demeure. Nous devions occuper le ci-devant palais Fini, qui appartient aujourd'hui au comte de Mocenigo. Le *Canal Grande* présentait un joli coup d'œil. Les gondoles m'ont fait une impression lugubre; on dirait des cercueils flottants.

L'Empereur est arrivé un jour après nous. Comme il nous a fallu l'attendre longtemps, nous sommes allés dans l'intervalle voir les Procuraties avec leurs grandes et belles salles. Mais ce qui est merveilleux et ce qui m'a réconciliée avec Venise, c'est la place Saint-Marc. L'imagination la plus féconde ne peut rien rêver de plus magnifique. Je connaissais Venise par de nombreuses gravures que j'avais vues, et particulièrement la place Saint-Marc me faisait l'effet d'une vieille connaissance. L'entrée de l'Empereur a été unique dans son genre et a produit une impression magique. Les gondoles richement décorées; toutes ces embarcations ornées de belles draperies étincelantes d'or et d'argent, conduites par des gondoliers aux costumes les plus variés, à la fois originaux et bizarres; avec cela cette ceinture d'antiques et superbes palais; le tout ensemble formait un spectacle vraiment féerique. Tout le monde était heureux et content; la joie se peignait sur tous les visages; c'était merveilleusement beau. L'Empereur s'est rendu dans l'église de Saint-Marc, où nous ne l'avons pas suivi; il y a fait une prière, et il a reçu la bénédiction du cardinal-patriarche. Le soir, la ville a été illuminée pour fêter l'entrée du Souverain. La seconde fête a été la régate; elle a été belle surtout parce qu'elle portait un cachet vraiment

national. Immédiatement avant le départ des gondoles, la mer était comme parsemée d'embarcations sans nombre. On ne saurait se faire une idée de cette charmante confusion, de ce bruit, de cette allégresse générale, de cette agitation ; c'est un coup d'œil qu'on ne peut retrouver ailleurs. J'avoue que le souvenir de cette fête m'est plus agréable que ne l'a été la réalité elle-même, car je tremblais en voyant notre gondole comme perdue dans une forêt d'autres gondoles qui ne pouvaient pas faire un mouvement. C'était curieux de voir avec quelle facilité tout ce chaos s'est débrouillé ; il faut dire aussi que cela a pu se faire grâce à l'esprit d'ordre et au caractère paisible de ce peuple d'ordinaire si animé, si bruyant et si mobile.

A Murano, on avait dressé un arc de triomphe ; après le départ de l'Empereur, nous y sommes allés dans une embarcation que commandait notre célèbre Paulucci, qui s'est couvert de lauriers dans toutes les circonstances. Cette promenade a été charmante. Nous avons aussi été sur le Lido, pour y jouir du spectacle de la mer ; nous y avons ramassé une masse de coquillages. Ensuite nous sommes allés visiter la fabrique de verre et de perles à Murano ; l'arc de triomphe qu'on y avait élevé avait coûté une somme considérable ; il était formé tout entier de perles de toutes sortes, ce qui pourtant ne produisait pas un effet remarquable. La manière de fabriquer ces perles est très-intéressante, et l'on ne peut assez s'étonner du travail difficile et pénible qu'il faut pour produire un aussi mince résultat. Il y a eu une grande fête dans la maison du peintre Schiavoni, qui a acheté un vieux palais et qui l'a admirablement transformé. Nous étions tout près de la Cour, qui se trouvait dans le palais Foscari, et nous avons pu très-bien tout voir. Nous n'avons pas assisté à une grande régate aux Murazzi, bien que tous les Archiducs m'eussent engagée à aller la voir. La mer était très-agitée, tout le monde se sentait incommodé, et il est survenu une tempête qui m'a donné beaucoup d'inquiétude, parce que Clément était de la partie. Cependant tout le monde est rentré sans accident à neuf heures du soir. J'ai joui de l'admirable coup d'œil qu'offrait l'illumi-

nation de la place Saint-Marc; c'était splendide. Tous les beaux édifices de cette place, avec les ornements qui les décorent, étaient garnis de lampions disposés en lignes architecturales, ce qui présentait un spectacle qui défie toute description. On pouvait lire sûr la place comme en plein jour. Elle était couverte d'une foule immense, parmi laquelle j'ai circulé avec Clément et les enfants sans me trouver le moins du monde serrée ni poussée.

On a aussi célébré une messe militaire sur la place Saint-Marc; ce spectacle a été insignifiant, parce que le patriarche a trouvé qu'il était au-dessous de sa dignité de dire la messe en plein air, et que c'était un non-sens de faire agenouiller les troupes devant une église sans qu'elles pussent assister au sacrifice lui-même. La tombola, qui est également une fête nationale, a excité peu d'intérêt. Je me suis abstenue d'aller au grand bal de la Cour, où il y avait une cohue épouvantable.

L'Empereur a produit à Venise une impression vraiment extraordinaire. Il a eu l'excellente idée de se promener souvent en gondole avec l'Impératrice ou l'Archiduchesse, sans aucune suite. C'est ainsi qu'il est allé presque tous les jours au jardin public; une fois aussi il est entré dans une église pour assister à la bénédiction, et, lorsque des agents de police, qui l'avaient reconnu, voulurent éloigner la foule, il dit : « Devant Dieu nous sommes tous égaux », et il resta entouré des gens du peuple, qui étaient assis sur le même banc que lui.

Après la proclamation de l'amnistie, qui a bien dérangé les calculs de Louis-Philippe, Clément s'est mis en devoir de lui jouer un tour bien plus sensible encore. Il a pris toutes les mesures pour faire évacuer la Romagne par nos troupes, ce qui aura nécessairement pour conséquence le départ des Français d'Ancône. Sainte-Aulaire a été tout hors de lui, pendant que son ami Lamb en versait des larmes de joie.

Ce voyage est une nouvelle source d'honneur et de gloire pour Clément. Le peuple, qui profite de l'heureux résultat de ses efforts, sait le reconnaître et le comble de ses bénédictions. On compte plus de trente mille étrangers à Venise, et l'on a

calculé que le séjour de l'Empereur a rapporté à la ville au moins quatre millions de florins. Venise commence à revivre, les ruines disparaissent peu à peu, et l'on dit que depuis quelques années le commerce se relève.

Clément a été heureux de retrouver dans la bibliothèque du palais des Doges un magnifique camée, une tête de Jupiter Olympien, qu'on prétend avoir été trouvé dans les ruines du temple d'Éphèse. Les Français l'avaient emporté; Clément en a fait opérer la restitution, et il a fait déposer dans les archives un acte authentique constatant que c'est à lui qu'on la doit.

Nous avons généralement passé nos soirées à la Fenice; c'est un théâtre charmant, le plus joli de tous ceux que j'ai jamais vus. On jouait *Lucrezia Borgia,* avec le concours de madame Unger et de Moriani, qui possède une jolie voix, mais qui ne sait pas en tirer parti.

Le 18, nous sommes partis par la voie de terre. Maman avait eu la bonne idée d'aller par eau à Trieste en huit heures; il nous a fallu près de deux jours pour faire le même trajet. Nous avons couché à Palmanuova, et nous sommes arrivés le 19 à Trieste, après un voyage ennuyeux. Nous nous sommes mis aussitôt à parcourir la ville, et bientôt nous avions toute la population sur nos talons. La situation de cette ville est charmante; l'animation qu'on y remarque était chose toute nouvelle pour nous. Le jeune comte de Salm, second fils de notre vieux comte, nous a fait les honneurs de Trieste à la place du gouverneur Weingarten, qui s'était rendu à Udine avec une députation de la ville, afin de saluer l'Empereur. Notre ami Waldstein est conseiller du Gouvernement à Trieste; il a voulu aussi nous accompagner partout. Toute la société du Lloyd autrichien, dont mon mari est le protecteur, l'attendait avec une vive impatience. Il a été accueilli à Trieste avec un enthousiasme qui m'a toujours touchée et souvent mise dans l'embarras. On nous a accompagnés dans la loge du gouverneur pour assister au spectacle, et lorsque nous y sommes entrés, toute la salle a retenti de tels vivat et de telles acclamations, que j'en ai été toute troublée. Clément a commencé par se cacher, mais il a bien dû finir par se montrer et par

saluer, ce qui était vraiment assez embarrassant. Mon mari a rendu de grands services à Trieste; c'est à lui principalement que cette ville doit l'extension de son commerce, qui augmente de jour en jour; mais ce qui a surtout porté l'enthousiasme au comble, c'est le nouveau traité de commerce avec l'Angleterre, qui par hasard s'est trouvé publié dans les journaux la veille de notre arrivée. Ce traité est très-avantageux pour les intérêts de Trieste. Nous avons été dans beaucoup de magasins; les articles anglais abondent ici, et tout y est à bon marché. Le 20, nous avons fait en bateau à vapeur une jolie excursion à Pirano; le temps était magnifique, la mer calme; bref, la partie a été charmante. Le 21 au matin, nous avons quitté Trieste; nous avons couché à Laybach, ensuite à Marburg et à Bruck, et nous sommes arrivés le 24 à Vienne.

RETOUR A VIENNE.

1310. Clam. — Évacuation d'Ancône. — Arrivée de l'Empereur. — L'Archiduchesse Sophie. — L'Archiduc Albert. — Ficquelmont. — Fête du prince. — Évacuation des Légations.

25 octobre.

1310. Clément, à peine de retour à Vienne, est pris d'une sorte de désespoir; cet air lui pèse, bien qu'il règne un grand froid.

Clam est venu nous voir après le dîner. Il est heureux de la marche triomphale que nous avons faite; mais néanmoins il se sent tout épuisé. J'admire cet homme : il possède une force de caractère remarquable et fait le bien avec un zèle infatigable.

26 octobre.

Clément a reçu de Paris un courrier qui apporte des nouvelles très-satisfaisantes. On a donné à l'affaire d'Ancône, dont on était extrêmement contrarié en France, une tournure telle,

qu'il faudra bien que les Français fassent de nécessité vertu. Ils se résignent à l'évacuation, ne s'en plaignent même pas, et promettent de quitter Ancône d'ici à trois mois. Nos troupes n'évacueront pas Bologne avant qu'ils se soient mis en route.

Anna Herberstein est venue après le dîner pour me parler de notre voyage et des brillants résultats qu'il a produits. Ici aussi l'on rend justice à Clément; c'est une grande satisfaction pour nous.

L'arrivée de l'Empereur a pris les proportions d'une vraie marche triomphale; en tête du cortége se trouvait le corps de la garde bourgeoise.

31 octobre.

J'ai été chez l'Archiduchesse Sophie, qui est enchantée de notre voyage. Elle reconnaît parfaitement tous les avantages qui en résultent; elle est très-bonne et favorise tout ce qui conduit au bien. J'ai eu une longue conversation avec elle, puis j'ai passé une soirée agréable avec Clément, que je vois peu en ce moment. Je me couche de meilleure heure et me lève tard, ce qui m'enlève les heures que j'avais généralement l'habitude de passer dans sa société. Le soir, j'ai, pour me distraire, de nombreuses réunions; il faut s'y résigner sans se plaindre, se soumettre à la volonté divine et accepter les désagréments de sa position.

9 novembre.

Ce soir, j'ai eu la visite du fils aîné de l'Archiduc Charles, qui va rejoindre son régiment à Gratz. C'est un jeune homme très-aimable.

19 novembre.

J'ai pris congé de Ficquelmont, qui va retourner demain à Saint-Pétersbourg. Je regrette son départ, parce que c'est un homme bon et aimable, et que Clément a du plaisir à s'entretenir avec lui.

23 novembre.

Je me suis levée de bonne heure pour recevoir les compliments des enfants et des amis. Ce jour-là, le pauvre Clément est encore plus tourmenté que d'ordinaire, ce qui est beaucoup dire.

Richard a passé son jour de congé chez moi. Il m'est attaché, ce qui me fait du bien; c'est la seule récompense que j'attende pour la sollicitude et l'affection que j'ai pour lui. Il y a eu aussi, comme d'habitude, un grand dîner. Pepi et Paul Esterhazy, Sedlnitzky, Flore Wrbna, la comtesse Lanckoronska et un grand nombre de messieurs de la chancellerie d'État y assistaient. Plus tard, nous avons eu une jolie représentation théâtrale avec des artistes français; on a joué deux pièces fort gentilles, qui ont amusé Clément. Pour terminer la soirée, Thalberg nous a joué en entier *Lucrezia Borgia,* dont nous avions reçu de Milan un méchant extrait pour piano. Malheureusement les cordes de l'instrument sautèrent quand il voulut nous faire entendre sa dernière composition, la *Donna del Lago.*

16 décembre.

Le général Auersperg, qui vient de Forli, dit qu'à Bologne et partout dans les Légations on a été très-attristé du départ des troupes autrichiennes. On a reconduit les officiers, des vivat ont retenti; bref, il y a eu des scènes uniques dans leur genre.

SUR LES ÉVÉNEMENTS POLITIQUES DU JOUR.

EXTRAITS DE LETTRES CONFIDENTIELLES DE METTERNICH A APPONYI, A PARIS, ET A SAINTE-AULAIRE, A VIENNE, ÉCRITES DU 3 JANVIER AU 26 DÉCEMBRE 1838, EN DEUX PARTIES.

I.

1311. Débuts diplomatiques de Bunsen à Rome. — Voyage de Sainte-Aulaire à Paris. — 1312. Une lettre de cet ambassadeur et la réponse. — Le Cabinet whig en contradiction avec lui-même. — 1313. La royauté en Espagne. — L'affaire de Cologne. — 1314. Inondation à Pesth. — 1315. Faiblesse du ministère Molé. — Voyage de Thiers à Côme. — 1316. L'affaire hollando-belge. — Routes. — 1317. Invitation pour Sainte-Aulaire à venir au Johannisberg. — 1318. Attitude menaçante de Méhémet-Ali vis-à-vis de la Porte.

Metternich à Apponyi. Vienne, 3 janvier 1838.

1311. J'ai reçu hier les premiers rapports de Rome à la suite de l'arrivée de M. de Bunsen. Ce dernier a débuté par une faute. Il a adressé, *soi-disant* d'Ancône, au cardinal secrétaire d'État, une Note qui, en vérité, n'est pas bien forte, et qui prête le flanc à une réplique victorieuse de la part de la Cour de Rome *. Il faut laisser aller l'affaire jusqu'à ce que

* L'envoyé de Prusse, Chrétien-Charles, chevalier de Bunsen, était allé à Rome avec une mission particulière : il devait négocier avec le Gouvernement pontifical afin de régler l'affaire ecclésiastique de Cologne. Relativement aux circonstances qui ont amené cette affaire si connue, il suffira de rappeler que l'archevêque de Cologne, Clément, baron de Droste-Vischering, avait été arrêté par ordre du Gouvernement prussien, le 20 novembre 1837, à cause de son attitude dans des questions relatives aux mariages mixtes, et qu'il avait été enfermé dans la forteresse de Minden. Dans la Note mentionnée ci-dessus, qui est datée d'Ancône, le 17 décembre 1837, Bunsen déclarait que, pendant son voyage à Rome, aussitôt qu'il était entré dans les états de l'Église, il avait eu connaissance « par la voix publique » d'une allocution du Saint-Père (du 10 décembre) relative à l'affaire ecclésiastique en question ; il regrettait profondément cette manifestation ; il y voyait une nouvelle complication dans les rapports qui existent entre les deux Cours, et une rupture complète des relations diplomatiques était à craindre, dans le cas où l'allocution du Pape devrait être considérée comme son ultimatum et où un plus ample examen de l'objet de sa mission deviendrait impossible par ce fait..... Le secrétaire d'État répondit, dans une note du 25 décembre, que l'allocution en question n'était pas autre chose qu'une protestation officielle contre un acte

les deux parties en contestation ne sachent plus par où se prendre, et nous verrons alors ce qu'il y aura à faire pour trouver une issue aux suites d'un conflit imprudemment amené par le Roi de Prusse. Ce ne sera pas l'Église qui perdra à la chose, mais la paix intérieure des États pourra en éprouver de fâcheuses atteintes. M. de Sainte-Aulaire, qui est parti d'ici ce matin, a encore pris connaissance des rapports du comte de Lützow. Il pourra vous en parler.

Je n'ai rien à vous apprendre sur le compte de cet ambassadeur. Vous le connaissez, lui et sa bienveillance. Montrez-lui de la confiance, et vous pourrez lui donner à lire de mes dépêches. Il est, jusqu'à un certain point, dans le secret de mes rapports avec le Roi Louis-Philippe, et il les regarde *aujourd'hui* comme un bienfait pour la France.

21 février.

1312. Je vous envoie les copies ci-jointes d'une lettre particulière que m'a apportée M. de Langsdorff de la part de son beau-père, et de la réponse (n° 1313) que je vous prie de remettre à ce dernier.

La lettre de M. de Sainte-Aulaire est pleine de raison, et comme je connais la marche de l'esprit de cet ambassadeur, son contenu me prouve que l'idée que je me fais de la disposition d'esprit du Roi et de la position générale des affaires est juste. Ce qui ressort, d'un autre côté, pour moi également de la lettre de M. de Sainte-Aulaire, c'est l'anxiété qu'on éprouve des succès possibles de Don Carlos et que l'on masque sous la nécessité de devoir prendre un parti dans le cas où ces succès ne se réaliseraient pas. A cet égard, je dois faire quelques remarques que, dans des circonstances données, vous pourrez

officiel, qu'une réclamation solennelle (*reclamo solenne*) contre une violation flagrante et injurieuse des droits sacrés de l'Église. Dès que l'archevêque de Cologne serait remis en liberté et qu'il aurait repris la direction de son diocèse, rien ne s'opposerait plus à ce que les négociations fussent reprises immédiatement avec les envoyés prussiens. Voir « Les différends ecclésiastiques en Prusse », n° 1337. (*Note de l'Éditeur.*)



faire valoir dans vos entretiens avec le Roi ou avec M. Molé. Que ces entretiens ne soient point sans effet, le fait me semble prouvé par le refus du Roi de se lancer dans les secours pécuniaires; effet que j'attribue grandement à votre résistance personnelle, que M. de Sainte-Aulaire a eu le bon esprit de seconder.

Dans ma lettre particulière à cet ambassadeur, je traite la question de l'avenir de l'Espagne de la seule manière dont elle puisse être traitée; je la déclare parfaitement obscure, et c'est ce qu'elle est réellement. Je n'ai jamais confondu (mes écrits en font foi) l'*avénement* de Don Carlos au trône avec la *prospérité de son règne,* ni même avec la *pacification du Royaume,* et si l'on veut même, non plus avec la certitude que son règne *offre des garanties de durée.* Ce que je prétends (et ce que je prétends est la vérité), c'est que la Reine ne peut pas régner sur l'Espagne, mais que pour le Roi il existe d'autres chances. Or, comme les hommes ne sont jamais les maîtres de l'avenir et qu'ils ne peuvent influer sur lui que par une conduite habile dans le présent, il est clair que toute idée d'avenir que les deux Cours maritimes fondent sur la Reine Isabelle et tous les sacrifices qu'ils portent à son existence libérale, ne reposent que sur une erreur.

Il est clair pour moi, et la lettre de M. de Sainte-Aulaire en fait foi, que l'on se préoccupe à Paris (le Roi ou les ministres, peu importe) de ce qu'il y aura à faire si la prochaine campagne devait se terminer de nouveau sans un résultat *patent.* Je ne réponds pas à cette idée, car elle n'est pas sérieuse; elle ne l'est pas, parce que le mal ne peut arriver à son terme dans l'espace de quelques semaines; il peut s'approcher ou s'éloigner du terme sans qu'un changement notable soit apporté à l'égard des partis à prendre. Je saurai ce que je devrai dire le jour où il sera nécessaire de parler; aujourd'hui cette nécessité non-seulement n'existe pas, mais il pourrait être dangereux de parler, ne fût-ce que parce que tout ce qui dépasserait les limites de vaines paroles serait une compromission pour les partis qui se rendraient coupables de la faute.

N'oubliez jamais dans vos entretiens avec le Roi de lui faire

remarquer la flagrante contradiction où se trouve placé le Cabinet whig avec lui-même, quand on rapproche sa conduite dans l'affaire du Canada de celle qu'il a tenue jusqu'à présent dans toutes les affaires où des soulèvements ont eu lieu contre des autorités légalement existantes. Si l'on compare, en effet, les doctrines *absolument correctes* que les ministres anglais ont professées dans les dernières séances avec ce que les mêmes hommes ont dit et soutenu dans les discussions sur les affaires de Pologne et de la péninsule Ibérique, la contradiction est des plus évidentes.

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, 21 février.

1313. M. votre gendre m'a remis votre lettre de février (la date précise manque).

Vous avez voulu me dédommager de votre absence par une bonne causerie écrite. Je vous répondrai de même, et une dépêche que vous lira M. le comte Apponyi répond si complétement à ce que vous me dites relativement à l'Espagne, que je vous renvoie avec confiance à cette pièce, rédigée par moi bien avant l'arrivée de M. de Langsdorff.

Tous les esprits non prévenus savent ce qu'est l'affaire péninsulaire, et je dis au comte Apponyi ce que j'en pense. J'estime qu'à Paris et à Vienne le jugement est le même. S'il existe une différence, elle ne tire sa source que de la situation; mais une différence pareille n'influe pas sur le jugement, elle se borne au sentiment des convenances.

Il y a une seule nuance à l'égard de laquelle il me semble n'avoir jamais été bien compris à Paris. Je fais une différence (qui, du reste, réside dans la nature des choses) entre l'*avénement* du seul pouvoir qui puisse, à mon avis, servir de point de cristallisation pour les conditions sur lesquelles reposent les idées d'ordre en Espagne, et les *résultats certains* de l'événement. Si on me dit: « Mais le Roi ne pourra pas se soutenir », je réponds que si le pouvoir monarchique existe encore dans le pays, le Roi en est l'unique représentant *possible*.

La question est ainsi catégoriquement posée, en face de ce

que l'on se plaît à nommer le pouvoir de la Reine; ce *pouvoir* est une illusion; il n'existe point aujourd'hui, et il n'existera pas davantage demain. Il en est ainsi parce que le pouvoir divisé n'est pas compris par le peuple espagnol. La chose est vraie dans la plus grande extension du terme. Les Espagnols comprennent l'unité de Dieu, celle de l'Église, et celle du Souverain temporel. Jamais ils ne seront protestants, mais ils peuvent être athées; jamais ils n'auront une constitution représentative moderne, mais ils peuvent se dissoudre en de petites Monarchies, mêlées de villes placées sous le régime républicain, comme l'étaient les anciennes villes libres impériales en Allemagne, et comme le sont encore aujourd'hui les quatre villes libres hanséatiques. Voilà ce que je dis, et pas autre chose; je dis que sous la Reine il n'y a pas de pacification possible, mais que sous le Roi il en est autrement. Je ne dis pas que sous le Roi la pacification soit certaine. Ce qui l'est, c'est que tous les partis peuvent se rallier au Roi, et que la même possibilité n'existe pas à l'égard de la Reine; il en est de même des puissances étrangères.

Vous avez touché l'affaire de Cologne, et à son égard vous et moi ne faisons qu'un. Vous la comprenez à merveille, parce que vous êtes catholique et que vous connaissez Rome.

Vous avez eu bien raison en ne regardant pas le moment actuel comme opportun pour que le Roi envoie quelqu'un à Rome.

Les choses ne sont pas assez avancées pour qu'une négociation soit possible; les deux partis doivent encore se convaincre qu'ils ne peuvent ni avancer ni reculer. Et comme, d'un côté, il est en effet certain que la Cour de Rome ne peut céder sur la *restitutio in integrum;* comme, de l'autre, le *renvoi* de l'archevêque dans son diocèse ne me paraît point facultatif pour le Roi de Prusse, il faudra bien que les deux partis s'entendent sur une autre base. On se flatte encore à Berlin de la possibilité de laisser les choses *in statu quo,* si ce qu'on y qualifie d'entêtement devait durer à Rome; mais on s'y trompe. Ce que l'on regarde comme le *statu quo* n'est pas un état supportable; c'est le prélude d'une anarchie com-

plète, et où la partie, entre les partisans des deux pouvoirs en litige, n'est point égale. La persécution est l'arme qui évoque le plus la réaction, et celle-ci a déjà lieu dans la partie occidentale du Royaume de Prusse, tandis que l'esprit catholique commence à se remuer également dans la partie orientale. Vous pouvez tenir pour certain que l'Allemagne n'a jamais été plus catholique qu'elle ne l'est aujourd'hui, et ce n'est certes pas là ce qu'a voulu le Roi de Prusse, mais c'est là où il se trouve conduit par de fort mauvais conseils.

De ce que je viens de vous dire, il ressort que j'entrevois la possibilité d'une fin là où je reconnais une impossibilité opposée à une autre impossibilité. La thèse semble fantasque, elle ne l'est cependant pas. J'ai beaucoup roulé dans le monde, mon cher ambassadeur, et vous savez que je me suis fait des formules qui ne ressemblent en rien à celles de beaucoup de mes contemporains.

Vous avez été jusqu'à cette heure très-bien remplacé ici par votre fils. Vous savez que je l'aime, et qu'il en est ainsi parce que je connais ses excellentes qualités.

17 avril.

1314. Votre fils va vous rejoindre, et je ne veux pas le laisser partir sans un mot pour vous.

Rien de nouveau ne s'est passé ici, si j'en excepte la catastrophe de Pesth *, et c'en est une. Ceux qui ont bâti cette ville avaient oublié une seule chose, c'est qu'ils bâtissaient non sur le bord, mais dans le lit même d'un très-méchant fleuve. Le plan de l'inondation est curieux à examiner, car on ne saurait conserver un doute à l'égard de cette vérité. Comme le Danube ne s'élève pas annuellement à trente pieds au-dessus de ses eaux moyennes, les amateurs du progrès rapide ont assuré que leurs ancêtres avaient été fort sots en s'établissant sur la rive droite; ils ont fondé leur raisonnement sur un argu-

* Le 16 mars, le Danube atteignit une hauteur inconnue jusqu'alors. Tout Pesth avait disparu sous l'eau; on ne voyait émerger que quelques points de la ville, qui faisaient l'effet d'autant d'îles. (*Note de l'Éditeur.*)

ment fort simple; ils se sont dit qu'il est plus commode de marcher de plain-pied que de monter. Ce qu'ils ont oublié, c'est le fleuve. Je vous envoie un plan de l'inondation, qui vous indiquera la place où la ville aurait dû être bâtie.

L'événement a ouvert un libre champ à la bienfaisance publique. L'Empereur est venu au secours d'une ville importante avec des capitaux qui ne lui coûteront que deux pour cent. Le taux légal de l'intérêt, en Hongrie, est de six pour cent, et comme la législation y est défectueuse, on ne sait point s'y procurer de l'argent, même à ce taux. Trois millions de florins sont ainsi déjà mis à la disposition de la ville. La charité publique se montre, de son côté, sous un fort beau jour. En tous lieux les souscriptions produisent de très-fortes sommes. Vous connaissez le goût des Viennois pour les loteries. Ma femme s'est mise avec onze autres dames à la tête d'une entreprise de ce genre, qui est devenue une véritable loterie *monstre*. Elle sera tirée dimanche prochain, dans la salle des redoutes. De cette manière, l'événement n'est pas tout à fait aussi malheureux, car le bon esprit du public a pu se montrer.

Je vais incessamment expédier un courrier à Paris, dont le comte Apponyi vous donnera connaissance. J'y parlerai, entre autres choses, de l'affaire de Cologne. J'ai prié votre fils de vous dire que l'expérience commence à porter ses fruits à Berlin. J'arrive à entrevoir une issue dans cette détestable affaire, qui porte l'empreinte de toutes celles qui reposent sur l'erreur; elles sont toujours pleines de compromissions pour les partis qui y sont engagés. M. de Bunsen est en disgrâce, et il quittera Rome incessamment. Le pauvre homme s'est furieusement trompé!

Je ne vous dis rien sur Paris, car c'est vous qui pourriez m'en parler avec le plus de connaissance de cause. C'est à n'y rien comprendre, et dans des circonstances pareilles, il faut consulter ceux qui savent. Mes vœux les plus raisonnés sont en faveur du maintien du ministère.

Votre invitation pour Milan doit vous avoir été envoyée, si ce n'est pas votre fils qui vous la porte. Vous verrez qu'il n'y

est pas question de Venise. Nous avons voulu inviter pour le couronnement, et nous réserver *de dire* de vive voix que l'Empereur sera charmé de voir le corps diplomatique le suivre à Venise, ou ce qui est plus juste, de le voir l'y rejoindre. Tenez cela pour dit.

Metternich à Apponyi. Vienne, 21 avril.

1315. Le Cabinet actuel est, à mon avis, composé des hommes les plus honnêtes qui se soient trouvés au timon des affaires depuis 1830*. Eh bien, c'est pour cela même qu'ils sont d'une complète faiblesse. Dans un état social où les principes sont perdus et où ils sont remplacés par des doctrines en elles-mêmes insensées, dans toute situation pareille il n'y a rien de bon à faire. Tout est le jouet des vents, et rien n'est changeant comme leur direction.

M. Molé ne veut point être un homme de parti, et cette volonté est honnête ; mais elle n'est point pratique. La France est *en révolution;* il n'y a dès lors que les positions avancées qui comptent.

Le Roi a raison de soutenir ses ministres ; mais de ce fait il ne ressort point de force pour lui. Il aura beau faire, il ne fera rien de la France de Juillet. Son régime rationnel serait le régime républicain, mais la France ne veut pas de la République. C'est sur ce terrain que se rencontrent le Roi et le pays; mais comme le terrain est négatif, il ne produit rien. Telle est, mon cher Comte, la vérité à l'égard de la France. Si le Roi Louis-Philippe avait à recommencer sa vie, il lui donnerait, certes, une autre direction ; mais l'entreprise n'étant point possible, les choses resteront comme elles sont, jusqu'à ce qu'un gros événement fasse disparaître ce qui est, pour le remplacer par ce que personne ne peut prévoir.

L'Europe, du reste, est plus ou moins dans un état de faiblesse qui n'apparaît pas à un même degré là où les édifices reposent encore sur des bases anciennes. Il en est du corps

* Voir la note qui accompagne le n° 1276, page 197.
(*Note de l'Éditeur.*)

social comme de tous les corps matériels; ils se mettent en équilibre avec la température qui les entoure. Comme celle du jour est tiède, tout est tiède.

Je suppose que M. Thiers désire une entrevue avec moi et que le lac de Côme n'est qu'un prétexte. Je l'attendrai de pied ferme, et s'il croit exercer quelque influence sur moi, il va au-devant d'un lourd mécompte. Vous pouvez lui affirmer que son désir de s'entourer de ses livres ne souffrira aucune difficulté. Les ordres vont être donnés à Milan pour que l'entrée de ce qu'il réclame lui soit assurée. Mettez-vous à cet égard en correspondance avec le comte de Hartig. Ce que ce dernier devra savoir, c'est le point vers lequel la douane devra diriger ses ordres.

20 mai.

1316. Je me permets de croire que l'affaire hollando-belge aura reçu une aide dans la folle et stupide levée de boucliers de Strassen *. Notre langage à ce sujet est d'une entière franchise. Nous disons à la Haye ce que nous disons à Bruxelles A Londres et à Paris, on finira par sentir la nécessité de mettre un terme à ce qui ne peut que perdre en se prolongeant. Vous et MM. vos collègues de Prusse et de Russie, vous pouvez répondre que les trois Cours ne céderont pas aux Belges un pouce de terrain au delà de la délimitation arrêtée le 15 novembre 1831. Si la justice ne l'ordonnait aux puissances, la prudence leur en ferait une loi : elle exige que les insolences révolutionnaires ne soient point tolérées, et il est sans exemple qu'un petit pays dont l'existence politique n'est même point encore assurée témoigne des intentions de conquête.

* Un détachement de soldats prussiens se rendit, le 22 avril 1838, à Strassen, village situé dans le rayon stratégique de Luxembourg, place forte de la Confédération germanique, renversa l'arbre de la liberté qu'on y avait planté récemment, enleva le drapeau qu'on avait fixé sur cet arbre et le rapporta dans la place. Cet incident provoqua de vifs débats dans la Chambre des représentants à Bruxelles. (*Note de l'Éditeur.*)

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, le 20 mai.

1317. M. votre gendre vous aura sans doute prévenu de la lecture qu'il m'a faite de la lettre dans laquelle vous lui avez parlé de votre venue au Johannisberg. Il devra vous avoir donné l'assurance que je serai charmé de vous y recevoir, et c'est dans le même sens que je m'explique aujourd'hui envers M. le comte Apponyi.

Si mes projets réussissent, je serai rendu aux bords du Rhin le 25 ou le 26 juillet, pour y rester jusqu'au 15 août. Je crois que ce qui arrangerait le mieux les affaires, ce serait si vous veniez passer chez moi quelques jours, de manière que vous puissiez retourner à Paris et entreprendre de là le voyage de Milan, ou bien, si vous voulez vous épargner d'inutiles distances, que vous veniez vers la fin de mon séjour et que du Johannisberg vous entrepreniez directement le voyage de Milan. Vous aurez à cet effet à votre disposition les routes de la Suisse ou celle du Vorarlberg, et c'est cette dernière que je compte prendre. Vous voyez que vous serez le maître de consulter vos convenances, car pour les miennes, elles n'entrent pas ici en ligne de compte. Elles seront parfaitement servies par le plaisir que j'aurai de vous voir à une époque quelconque de mon séjour au Johannisberg.

Je vous renvoie au comte Apponyi pour tout ce qui regarde le jugement que je porte sur les affaires du moment. Elles sont toutes mauvaises, et cela par la raison fort simple qu'elles ne devraient point exister. Celle de Strassen est un scandale révolutionnaire sur lequel il ne peut exister qu'une opinion; aussi servira-t-elle peut-être mieux à amener la fin de l'ennuyeuse affaire hollando-belge, que tout ce que la bonne envie des puissances à cet égard aurait pu faire. La position de vos ministres est des plus regrettables, et s'il pouvait s'agir encore de chercher à prouver combien sont grands les embarras du régime *monarchique-républicain,* la présente session y suffirait amplement. La Chambre ressemble fort à une mauvaise plaisanterie, à moins que l'on ne veuille supposer chez ceux qui

se la permettent une intention criminelle. Or, *cette intention*, j'en ai la conviction, n'existe pas; à l'exception de quelques radicaux purs, personne ne veut renverser le Trône. C'est le *Ote-toi de là, que je m'y mette,* qui s'adresse aux ministres, et ceux qui agissent dans cette direction oublient qu'ils tuent la chose publique! Faut-il accuser les hommes qui font le mal de le vouloir? Je crois que dans ce fait il y aurait erreur. La source des embarras n'est pas dans les hommes, elle est dans les choses : à moins que le régime moderne ne soit conduit par des anges, les mortels failliront toujours! Tout cela fait, mon cher Comte, que malgré moi j'en reviens constamment à ce pénible sentiment, que, né et moralement formé comme je le suis, je ne cadre pas avec le temps; pour être content, j'aurais dû naître un siècle plus tôt ou un siècle plus tard. Je déteste les ères de passage; toute époque de transition est une maladie, et j'aime la santé publique.

Metternich à Apponyi. Vienne, le 20 juin.

1318. Je profite du départ d'un voyageur français pour vous prévenir que je suis occupé de la rédaction d'un travail, pour Paris et pour Londres, sur l'attitude menaçante que Méhémet-Ali *semble* prendre contre la Porte. Comme tout dans la conduite du Vice-Roi est contradictoire, et que ses explications envers les agents des quatre Cours ne s'accordent point entre elles, je ne crois pas à une levée de boucliers matérielle de sa part. Il joue avec les puissances une partie politique *à l'orientale;* son but est de jeter de la confusion dans les Cabinets et de les sonder. S'ils se désunissent, il se glissera dans la brèche produite par un manque de cohésion de leur part; s'ils lui opposent l'union morale, il restera tranquille. C'est ce dont pour ma part je suis convaincu, et par suite de quoi je prêcherai du calme et un parfait accord dans le langage qu'il conviendra de tenir.

Je développerai ma pensée plus que je ne saurais le faire aujourd'hui, vu le manque de temps matériel*. Ce qui m'en-

* Dans la dépêche promise (du 26 juin), Metternich parla tout au long des

gage à vous adresser ces quelques paroles, c'est le vœu qu'à Paris on ne précipite pas les explications, afin de rendre uniformes celles des quatre puissances envers le Vice-Roi.

Dans deux ou trois jours au plus je vous adresserai un courrier. Veuillez, en attendant, vous expliquer vis-à-vis de M. le comte Molé dans les termes de la présente lettre.

II.

1319. Le parti bonapartiste. — Madame Murat. — Louis Bonaparte. — Attitude du duc d'Orléans. — 1320. Le prince ne va pas au Johannisberg. — M. Sauzet. — 1321. Faute du Gouvernement français relativement à Arenenberg. — L'affaire Louis Bonaparte. — 1322. Rencontre du prince et de M. Thiers à Côme. — 1323. Proclamation de l'amnistie à Milan. — Évacuation prochaine des Légations par les troupes autrichiennes. — Impressions favorables de Metternich en Italie. — 1324. Encore Louis Bonaparte. — Revirement de Méhémet-Ali. — 1325. Félicitations au sujet de l'attitude correcte du Cabinet français. — Doctrine et principe. — Portrait de Thiers. — Politique de la Russie aux Indes et en Perse. — Lettre du comte de Saint-Leu à son fils Louis Bonaparte. — 1326. Jugement de Thiers sur l'affaire d'Ancône. — Affaire hollando-belge. — 1327. Suspension de payements de la Banque de Belgique.

Metternich à Apponyi. Vienne, le 9 juillet 1838.

1319. Il paraît que le Cabinet attache une grande valeur au jeu des bonapartistes. Ce parti doit certes être attentivement surveillé, mais il ne faut pas se tromper sur sa valeur réelle. Le bonapartisme n'est que le radicalisme anobli par le prestige militaire; comme principe, il n'est rien, et il ne pèse dès lors pas dans la balance comme le légitimisme; il faut le ranger aujourd'hui parmi les éléments anarchiques purs et simples. Le régime de 1830 a commencé par être un système de ménagements, et le Roi Louis-Philippe lui-même retombe à tout

efforts faits par Méhémet-Ali pour arriver à fonder un empire d'Arabie, et proposa que les quatre puissances (l'Autriche, la Russie, l'Angleterre et la France) déclarassent catégoriquement au Vice-Roi qu'elles s'en tiendraient au traité de Kutaïch et qu'elles ne reconnaîtraient jamais l'indépendance du Pacha d'Égypte. (*Note de l'Éditeur.*)



moment dans cette faute. C'est ainsi que la manière dont les affaires de madame Murat ont été réglées est inconcevable! M. Molé se plaint d'une recrudescence du bonapartisme; mais la cause n'en réside-t-elle pas dans les facilités que le Gouvernement prête lui-même au jeu de la faction? Il y avait à l'égard de madame Murat une mesure toute simple à prendre: c'était que le *possesseur* de Neuilly lui assignât une indemnité pour la perte de cette propriété et d'autres encore; mais ne pas prendre une mesure de justice rétrospective pareille, et la changer en un holocauste napoléonien à la Chambre; épargner d'un côté cent mille francs et dépenser de l'autre toute une situation gouvernementale, c'est un de ces événements comme il est impossible d'en rencontrer ailleurs qu'en France, par suite du désarroi où ce pays se trouve! Que l'on aille dire à Louis Bonaparte *qu'il n'est rien,* quand la veille on aura fait voter une pension à la sœur de Napoléon en reconnaissance des mérites du frère! Les cent mille francs de rente qu'épargne la liste civile sont fort chèrement rachetés sur le terrain politique et moral!

L'attitude de Mgr le duc d'Orléans est, de son côté, fort mal choisie. On n'atteint pas le but quand on suit la route qui vous en éloigne; or, tel est et tel doit être le cas du rôle que l'on a assigné à ce prince *, et qu'il s'est assigné lui-même. La popularité est comme le bonheur : on ne l'atteint pas quand on court après elle. Tout parle, du reste, contre la situation d'un héritier du trône *mis trop en avant;* ce fait ne peut avoir lieu qu'aux dépens du Souverain régnant ou du Souverain futur.

* Dans une dépêche du même jour, adressée au comte Apponyi, le prince de Metternich écrit ce qui suit : « L'attitude que tient à prendre Mgr le duc d'Orléans est la répétition de celle qu'avait prise Mgr le duc d'Angoulême sous la Restauration, et qui alors déjà avait si mal répondu à l'attente de la Cour. De toutes les fonctions, la plus ingrate est celle de l'homme chargé du personnel d'une armée. Cette charge est même tellement lourde, que dans les États militairement organisés, il n'y a jamais que le Souverain lui-même qui en dernier ressort puisse en assumer la responsabilité. Toute conception contraire est fausse et éminemment dangereuse; le moindre mal qui puisse en résulter, c'est de jeter de la division dans l'armée et d'y faire naître différents partis. » (*Note de l'Éditeur.*)

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, le 14 juillet.

1320. J'ai reçu par le dernier courrier votre lettre du 27 juin, et vous aurez appris entre temps que j'ai renoncé à ma course sur les bords du Rhin. Je regrette ce voyage pour trois raisons. La cause qui m'a empêché de l'entreprendre est fort pénible; je me faisais un plaisir véritable de revoir ces beaux lieux et de vous en faire les honneurs; mais mon sentiment de regret est fort peu de chose en comparaison du bonheur que j'éprouve de l'amélioration de la santé de ma femme. Elle est en pleine convalescence, et les malades les plus robustes ne sauraient faire mieux.

Je partirai d'ici pour Teplitz le 16 de ce mois, et je serai de retour de la Bohême dans les derniers jours de juillet. Je prendrai d'ici, plus tard, mon essor direct pour Milan, et c'est là que j'espère vous voir.

Vous aurez entre temps joui du bienfait de vous reposer, bonheur que j'ai rayé du budget de ma vie!

M. de Langsdorff m'a amené hier au soir M. Sauzet. Je ne me doutais pas de sa présence à Vienne. Il m'est arrivé avec lui ce qui arrive à tout le monde, quand on voit pour la première fois un homme dont le nom seul nous est connu. Comme le noble *Charivari* a pendant longtemps entretenu le monde du frac prétendu râpé de M. Sauzet, mes yeux se sont involontairement portés vers ses coudes, et je me suis assuré que son frac est tout neuf. Je réponds de ce fait comme de celui-ci, qu'il cause très-bien. Nous avons coulé à fond la fabrique de Lyon, et j'ai appris avec plaisir qu'elle prospère, ce qui équivaut à un nouveau démenti du *Charivari*. Et puis, croyez à la véracité de cette feuille!

Adieu, mon cher comte. Au revoir à Milan, où nous nous trouverons en grande compagnie.

Metternich à Apponyi. Vienne, le 7 août.

1321. Vous ne m'avez jamais vu varier dans mon sentiment sur l'impossibilité pour le Gouvernement français de

laisser la faction anarchique établir son quartier général à Arenenberg. C'est cependant ce qui a eu lieu, et ce qui dès lors a dû donner à cette faction le sentiment qu'il existe une grande faiblesse dans l'attitude de ce même Gouvernement. Ce n'est pas au moyen de la tolérance que l'on écrase jamais un ennemi; la générosité n'est pas comprise par les factieux, et il ne saurait en être autrement. Une autorité peut être généreuse quand il s'agit du *pardon,* mais elle ne peut l'être aussi longtemps que l'heure du pardon n'a pas sonné. Le *pardon,* l'affaire une fois vidée, est bien souvent une mesure qui prouve une certaine force; il ne porte jamais ce caractère quand il précède la fin d'une affaire; il a même alors le caractere de la tolérance, et la nuance entre celle-ci et la complicité est tellement délicate qu'elle échappe aux yeux de la multitude.

L'affaire de Louis Bonaparte est simple de sa nature. La question se réduit à savoir s'il est Français ou Suisse. S'il est Français, les règles que le corps helvétique a sanctionnées par une loi lui sont applicables. S'il est Suisse, c'est à la Suisse à répondre de la conduite de l'un de ses citoyens. On a commis une bien grande faute en ne plaçant pas de prime abord la question sur un terrain aussi net et qui n'admet point de faux-fuyants. Une autre faute, ce sont les caresses que le Gouvernement français n'a cessé de prodiguer depuis 1830 au bonapartisme et même aux membres de la famille, lesquels, devant Dieu et devant les hommes, ne sont rien ou pour le moins pas autre chose que des membres d'une famille qui a donné le jour à un génie puissant. La sentimentalité en politique est un bien chétif élément, d'autant plus que les oppositions ne savent point être sentimentales. Elles ne savent ni amnistier ni pardonner, et en cela elles ont raison, lors même qu'elles ont le tort d'être en opposition avec les principes d'ordre. Le bon droit est tellement évident à l'égard d'une réclamation *bien conçue,* que le procès ne peut être perdu; car si la Suisse devait ne point satisfaire à ce qu'il est de son strict devoir de mettre en ordre, ce n'est plus de Louis Bonaparte qu'il pourrait être question, mais d'un pays

qui se déclarerait en rébellion contre les règles les moins contestables du droit public. Or, ce ne sont pas des déclarations de cette espèce que se permettent jamais les corps politiques, même dans les moments où ils sont en proie à la confusion la plus intense. Dans le cas dont il s'agit, je ne crois pas qu'on ait envie à Berne de défendre à tout prix une cause dont le caractère agressif serait capable de provoquer une complication internationale.

Milan, le 6 septembre.

1322. J'ai vu M. Thiers à Côme*. Il s'était fait annoncer chez moi dès mon arrivée, mais je n'ai pu le recevoir qu'au dernier moment. Nous avons cependant eu un assez long entretien. J'avais commencé par éviter de parler politique avec lui ; mais voyant que mes considérations sur les beaux-arts et sur la splendide végétation des environs ne l'intéressaient que médiocrement, j'ai abordé la philosophie du corps social. Ce sujet épuisé, mon interlocuteur a fait une pointe sur le terrain politique. Il m'a dit que, dans le cours de son ministère, il avait eu deux difficultés à surmonter : l'affaire suisse et l'affaire d'Espagne. Quant à la première, nous nous sommes rencontrés, selon lui, sur le même terrain. Pour la seconde, la question espagnole, il en a été autrement. Cependant, il s'en serait désintéressé aujourd'hui, et se regarderait comme dégagé de tout parti pris !

Veuillez donner ces détails au Roi et à M. le comte Molé. Ils les intéresseront peut-être, comme leur offrant un contrôle pour ce que MM. Thiers et compagnie pourraient dire. Quant à l'impression que M. Thiers m'a faite, je vous dirai que je lui trouve l'esprit éminemment éveillé, et qu'il a mis une grande mesure dans la manière de s'exprimer. L'homme de l'opposition a été caché soigneusement par lui, ce qui m'a engagé à me prononcer avec franchise contre l'esprit d'opposition en général.

* Le prince de Metternich a encore parlé dans une autre circonstance de cette entrevue avec M. Thiers. Voir tome Ier, p. 255.

(*Note de l'Éditeur.*)

Florence, le 30 septembre.

1323. Nous venons de porter deux coups au Gouvernement de Juillet, et c'est dans le fait que des mesures telles que l'acte de pardon du 6 septembre* et la prochaine retraite de nos troupes puissent acquérir une valeur pareille, que se trouve assurément la preuve de la mauvaise situation de ce Gouvernement !

Il est advenu du premier de ces actes ce que j'avais prévu ; il se répercute sur le Gouvernement français, qui ne peut pas faire ce que l'Empereur peut se permettre, et qui, par son acte d'amnistie de 1836, a commis une faute grave, et cela parce qu'au lieu d'en avoir fait une mesure royale, on lui a donné la couleur d'un calcul *ministériel*. Le titre seul de *ministère de l'amnistie* est une absurdité qui ne saurait être excusée, et qui ravale le Trône si bas qu'on ne le trouve plus !

Quant à l'évacuation des Légations, qui entraîne celle d'Ancône, elle aura de son côté la valeur d'un embarras pour ceux qui y ont envoyé des troupes sans aucun fondement de justice ni même de raison. En politique, rien ne se paye aussi cher que les fautes ; semblables à celles que l'on commet au jeu, elles font perdre la partie !

Si jamais le Roi ou le comte Molé devaient toucher avec vous la question de la rentrée de nos troupes (le cas échéant) dans les États du Pape, ne répondez pas. Il pourra vous suffire, à cet effet, de vous retrancher derrière le silence absolu que nous et la Cour de Rome avons gardé à ce sujet dans les pièces échangées entre les deux Cabinets. Les questions indiscrètes ne méritent point de réponse. « *Sara come sara* », c'est tout ce que je puis vous dire moi-même à ce sujet. Nous n'avons pas peur aussi souvent que nous avons à remplir un devoir.

Je ne saurais assez vous dire, mon cher comte, combien,

* A l'occasion de son couronnement à Milan, l'Empereur Ferdinand accorda, le 6 septembre, une amnistie politique générale.

(*Note de l'Éditeur.*)

en mon âme et conscience, je suis satisfait de l'aspect moral des parties de l'Italie que j'ai parcourues jusqu'ici. Voici l'impression que j'en ai reçue, en comparant entre elles les trois époques de 1815-1816, 1825 et 1838. Si la première était noire et la seconde grise, la présente est blanche. Il ne faut pas croire aux fantasmagories que se créent et que répandent les réfugiés et autres mauvais esprits; les choses ne sont pas comme ils le disent et le croient peut-être eux-mêmes : elles sont, au contraire, tout autres, et ce résultat est dû entièrement à la Révolution de 1830 et à ses suites. Ce que le *non-succès* de cette révolution a ainsi opéré moralement, *le drapeau tricolore inoffensif* qui flotte sur les remparts d'Ancône l'a complété politiquement. Les hommes d'ordre n'ont jamais aimé ces couleurs, et les turbulents ne savent plus qu'en faire. Cependant, comme ce drapeau a fait son service, il est temps de le renvoyer.

Metternich à Sainte-Aulaire. Venise, le 12 octobre.

1324. Je vous envoie ci-joint, mon cher ambassadeur, des rapports de Suisse et de Paris qui vous prouveront qu'il est permis de regarder l'affaire Louis Bonaparte comme finie.

Je vous avouerai cependant que si j'étais chargé de la conduite des affaires en France, je ne me déclarerais point satisfait de la note du président du Vorort. Une affaire du genre de celle de Louis Bonaparte a deux faces, une matérielle et une morale. Le fait du départ de ce personnage met assurément fin à la demande de son renvoi. Il en est autrement de la question morale. Je serais surpris si M. le comte Molé se bornait au seul *fait*. Il s'agit, à mon avis, de plus que de Louis Bonaparte, présent ou absent; il s'agit de savoir si le corps helvétique entend qu'il soit remis au bon plaisir de ce personnage de compromettre ou de respecter les devoirs de la Suisse envers un grand État voisin. Notez que la dimension de cet État ne fait rien à la chose; le bon droit ne saurait être mesuré sur l'échelle de la puissance. Il me paraît que votre Cabinet devrait insister sur une franche déclaration de

principes de la part du corps helvétique, en réponse à une demande qui n'aurait pas besoin d'être soutenue par un appareil militaire, mais qui déciderait de la nature des relations qu'il est possible ou non d'entretenir avec ce fort incommode voisin. Dans cette poursuite de l'affaire, tout le monde soutiendra les démarches de la Cour de France.

J'ai des nouvelles d'Égypte de fraîche date. Méhémet-Ali se conduit comme j'ai prévu qu'il le ferait. Il file doux; il vient d'envoyer trente mille bourses au Sultan et se déclare tout prêt à abolir le monopole. M. Laurin* nous mande ce que, tout calcul fait, il gagnera par cette abolition, et il en explique le moyen, que je n'ai point compris, car je suis un fort mauvais financier égyptien.

Metternich à Apponyi. Vienne, le 4 novembre.

1325. Si le Roi et M. le comte Molé attachent quelque valeur à ma conscience politique, ils me permettront de leur adresser des félicitations sur l'entière correction de l'attitude que nous voyons prendre, dans les directions les plus diverses, à la marche du Cabinet français. Je me permets de croire qu'on me rend à Paris la justice que je sais ce qui offre des difficultés ou des facilités aux hommes politiques. Je connais les embarras qui entourent le Cabinet français; mais c'est parce que je les connais que je nourris la conviction que c'est au moyen d'une marche ferme et suivie que ces embarras pourront seuls être vaincus.

Le Cabinet français se sentira bien plus à l'aise quand il se sera tiré du mauvais pas de l'occupation d'Ancône, de cette charge si lourde et, ce qui est pis, si absurde, que M. Casimir Périer avait léguée à ses successeurs et qu'un esprit tourné comme celui de M. Thiers aurait rendue écrasante. Il s'était, dans le temps, expliqué vis-à-vis de nous dans le sens dont M. le comte Molé vous a informé; j'ai pour toute réplique haussé les épaules, car il ne faut point raisonner avec les

* Consul général d'Autriche à Alexandrie. (*Note de l'Éditeur.*)

hommes qui ne savent pas ou ne veulent pas sentir la vérité. Ou je me trompe fort, ou M. Thiers n'élèvera pas fortement la voix pour opposer à la raison de ridicules sophismes, et certes celui de l'influence *exclusive* de l'Autriche en est un dans l'ensemble de la pensée telle qu'il l'a formulée. Le moyen assurément le meilleur pour qu'un État permette à un autre État d'exercer son influence *exclusive* sur des tiers, c'est qu'il lui cède en entier le terrain de la raison et la défense du bon droit, en tête duquel figure l'indépendance nationale. Si M. Thiers a cru se créer une grande influence en se posant comme un *constituant universel,* un rôle pareil rencontrera bien vite des bornes qu'il ne lui sera plus possible de franchir, et les *constitués* viendront les premiers les lui imposer. L'idée est digne d'un utopiste du *Constitutionnel* ou d'un radical du *National;* ce n'est pas celle d'un ministre, et qui dit ministre doit entendre parler d'un homme d'État. Ce sont là, mon cher comte, les symptômes d'un mal qui tend à diminuer en France comme autre part, et personne plus que moi n'en fait plus hommage au Roi Louis-Philippe. Ce que je vous dis dans une de mes dépêches de ce jour * est l'expression de mon sentiment à l'égard de l'Orient. Je crois qu'il faut que les puissances agissent le moins possible et qu'elles disent toujours *non.* Je réponds des intentions de la Russie; elles sont toutes pacifiques, et dès lors conservatrices. L'Empereur Nicolas ne songe pas plus à attaquer les grandes Indes que vous et moi n'en avons la velléité. La pure vérité, la voici : La Russie désirerait qu'entre les Indes et l'intérieur de l'Asie il y eût une suite non interrompue de nations indépendantes, et elle redoute le système de conquêtes que poursuit dans cette direction la Compagnie. Le Roi, qui a le général

* Dans cette dépêche, le prince de Metternich déroule le tableau de l'attitude respective des puissances vis-à-vis de la Turquie et de la Perse. L'Autriche et la France, dit-il, qui ne veulent que le maintien de la paix politique, n'ont rien à changer à leur politique orientale actuelle. L'Angleterre ne se décidera probablement pas à déclarer la guerre à la Russie sans l'alliance de la France, et en ce qui concerne les vues de l'Empereur Nicolas, elles sont pacifiques et conservatrices.

(*Note de l'Éditeur.*)

Allard près de Runjet Singh, doit à cet égard en savoir plus que nous, car l'Indus est fort loin du Danube. Par contre, l'Angleterre craint que la Russie ne pousse la Perse vers l'Indus, et que de cette approche il ne naisse de grands embarras pour les Indes.

Dans tout cela qu'y a-t-il de vrai? Ce qui me paraît approcher le plus de la vérité, c'est l'esprit d'empiétement de la Compagnie des Indes (esprit peut-être aidé par mainte circonstance) et un système d'avances faites au Schah de Perse par la Russie. De là à la conquête des Indes par la Russie il y a loin, comme au bouleversement de l'Empire russe par des opérations de guerre ayant les Indes pour point de départ. Ce qui occupe l'espace vide, c'est le tracas de lord Palmerston; l'excitation contre la Russie; le souvenir des fautes commises, en tête desquelles se trouve l'oubli complet auquel l'Angleterre avait voué la Perse, oubli qui a été poussé au point que, dans le cours des années où l'influence russe s'est établie en Perse, il n'y avait pas dans ce pays un seul organe anglais capable de servir de contre-poids à l'événement. Il n'y a que très-peu d'années que l'agent anglais à Téhéran est en correspondance directe avec Londres; avant cette époque, il ne recevait ses directions que des Indes, et c'est également par là que passait sa correspondance officielle. Quand on connaît les gouverneurs généraux qui se sont succédé aux Indes (et il pourra me suffire de citer parmi eux un esprit comme celui de lord William Bentinck), il n'est certes pas étonnant que la politique anglaise ne sache plus comment se retourner dans ces immenses contrées. L'Empereur Nicolas n'étant point disposé à relever le gant, et l'Angleterre reculant si l'Empereur le relevait, j'avoue ne point entrevoir de danger imminent. Entre du bruit et un danger pareil, la différence est parfois bien réelle, et il me semble que tel est encore le cas.

Je vous envoie ci-joint une nouvelle et bien honorable lettre que le vieux Louis Bonaparte a adressée à son fils en réponse à celle qu'il lui avait fait parvenir par mon entremise *. Je

* Cette lettre intéressante est ainsi conçue : « Mon fils, lorsque je croyais avoir raccommodé vos affaires, ou, pour mieux dire, réparé autant que possible

partage l'opinion du Roi, que l'Angleterre renferme bien des dangers pour une mauvaise tête; ce qui dès lors deviendra nécessaire, ce sera d'y surveiller le jeune homme et de tâcher de placer les choses de manière que les entreprises qu'il voudrait tenter ne retombent que sur lui-même. En Bavière, on n'en veut pas, et si, par égard pour le repos de la France, nous lui prêtions un asile, sa venue ne saurait cependant jamais tourner pour nous en une question d'ambition.

vos graves torts, je reçois votre lettre du 9 de ce mois, dans laquelle je vois que vous êtes encore à Arenenberg et que vous parlez de vous retirer en Angleterre. Cela me désole. Vous dites que vous voulez vivre tranquillement; mais si cela était, l'Angleterre est le pays qui vous convient le moins. Vous ne pouvez ignorer que vos oncles ont été obligés de la quitter à cause de l'excessive cherté de la vie dans ce pays. Vous ne pouvez ignorer que vous y serez le but et le jouet de tous les intrigants et de toutes les intrigues. Comment ne voyez-vous pas que vous êtes pris pour dupe et qu'on ne se sert de vous que comme d'un mannequin? Si vous voulez vivre tranquille, vous n'avez que l'Autriche. Qu'avez-vous à craindre dans un pays où toutes les grandeurs déchues ont trouvé un asile, dans un pays assez fort pour y trouver protection et sûreté?

« Vous me dites que vous ne pourriez pas me rejoindre; loin de le désirer, je vous ai écrit moi-même que vous vous étiez fermé le chemin de l'Italie par votre fatale incartade de 1831; et loin de demander que vous vous rendiez auprès de moi, je m'y opposerais de toutes mes forces, parce que ce serait le dernier malheur pour vous. Je ne sais quelle est la fortune que votre mère vous a laissée; je sais seulement qu'elle était dix fois plus considérable que ce que je puis avoir; mais, en tout cas, je ne suis pas en état de vous rien donner de mon vivant; à ma mort, vous ferez valoir vos droits.

« Du reste, je n'ai plus rien à vous dire, c'est fini pour toujours; mais je remplis un dernier devoir en vous priant de faire attention aux paroles suivantes. Il ne peut plus être question pour vous maintenant de la Bavière, beaucoup moins de l'Angleterre; vous n'avez qu'un parti à prendre, c'est de vous jeter dans les bras de l'Empereur d'Autriche; et si vous voulez vivre réellement tranquille, comme vous dites, et résigné, quel meilleur asile pouvez-vous souhaiter que celui-là, puisque vous ne craignez pas les climats du Nord? Où en seriez-vous si l'Empereur d'Autriche vous faisait la même réponse que le Roi de Bavière? Hâtez-vous donc de profiter de la porte qu'on vous laisse encore ouverte, et ouvrez enfin les yeux sur tout ce qui vous entoure et sur vous-même. Ne vous laissez pas fasciner les yeux par des applaudissements insensés qui ne sont fondés sur rien et qui, à la moindre nouvelle qui vous serait défavorable, se changeraient subitement en menaces et en coups.

« Adieu. Puissiez-vous éviter les piéges qui vous entourent et profiter du seul refuge qui vous reste, asile dont a profité votre frère durant plusieurs années et dont les Bourbons de la branche aînée profitent depuis long-

6 décembre.

1326. Vous recevrez par le présent courrier plusieurs dépêches * dont chacune repose sur la base de la vérité. J'espère offrir par celle qui traite de l'affaire d'Ancône un moyen d'autant plus efficace pour mettre M. Thiers au pied du mur, que je tiens de source certaine le fait suivant.

Au moment où l'ex-ministre était occupé de sa belle invention des conditions à attacher au rappel de la garnison d'Ancône, un homme de sens fit valoir les arguments qui, d'après les règles du sens commun, s'opposent à la mise à exécution de l'idée. M. Thiers répliqua : « Vous êtes un poltron ; en politique, il faut avoir du courage. Ni le Pape ni l'Autriche ne pourront m'échapper. Je tiendrai l'un par la peur et l'autre par son intérêt ; car, croyez-moi, l'Autriche est venue prêter son secours sans songer à rester dans les Légations. En admettant cependant, *par impossible,* qu'il n'en fût pas ainsi, la seule chance qui m'embarrasserait beaucoup, ce serait qu'il prît fantaisie au prince de Metternich, qui est retors, d'évacuer le sol pontifical et de nous laisser embourbés à Ancône ! »

Je réponds de la vérité de l'anecdote, mais je vous prie de ne point la citer. Je n'en ai pas besoin pour donner le conseil à M. Molé de s'emparer du côté faible que M. Thiers a déjà lui-même senti être celui de la position. Ce qui a pu arriver de plus fâcheux aux occupants d'Ancône, c'est de ne pouvoir en partir en même temps que nous. Ce qu'il fallait à la fausse politique française, c'était une chance d'assimilation avec notre secours. Les vents mêmes paraissent contraires à l'accomplissement de ce vœu.

Quant à ce que je dis sur l'affaire hollando-belge, le ministre

temps. Et vous êtes assez juste, je pense, pour reconnaître que ceux-ci avaient bien autant de droits et d'avantages à revendiquer que vous croyez en avoir. »
(*Note de l'Éditeur.*)

* Ces dépêches se rapportent à l'évacuation d'Ancône par les Français et jettent un coup d'œil rétrospectif sur la marche de l'affaire hollando-belge, relativement à laquelle on ne saurait tolérer que le radicalisme belge fasse la loi à l'Europe. (*Note de l'Editeur.*)

français doit en sentir la force, car c'est celle de la vérité. Comment cette malencontreuse affaire finira-t-elle? Dieu le sait. Il en est des affaires gâtées comme des maladies mal traitées : elles s'enveniment à mesure que les forces de résistance diminuent.

L'affaire est déjà arrivée au point où les puissances se trouvent face à face des Chambres belges. Nous ne nous laisserons pas en imposer par elles; le Gouvernement français est-il à cet égard aussi bien placé que nous? Vos remarques sur la gravité de la faute que commettrait le Cabinet français s'il se plaçait derrière la Chambre française, sont d'une grande justesse. J'espère qu'en y pensant deux fois, M. Molé aura renoncé à une marche qui équivaudrait à l'abdication de tout pouvoir royal. Ce pouvoir est déjà bien assez restreint pour ne pas le réduire à zéro.

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, le 23 décembre.

1327. Le commerce a reçu ce matin la nouvelle que la *Banque belge* (la nouvelle Banque établie depuis la Révolution, en opposition avec la vieille Banque, connue sous le nom de Caisse générale) vient de suspendre ses payements. La Caisse d'épargne, qui lui avait été confiée, en a été retirée et confiée à la Caisse générale. Il y a ainsi beaucoup de mouvement parmi les porteurs d'effets des deux établissements. La Caisse générale est en fonds pour supporter la tempête, tandis que la Banque belge s'est déclarée en liquidation.

Cet événement, qui n'est pas indifférent sous les points de vue financier et industriel, a une portée politique. Elle tranchera la question hollando-belge, et sous ce rapport son influence devra prêter de la force à votre Cabinet; il pourra répondre « argent » à ceux qui lui opposeront le vœu de la *guerre belge!* Moi, pour le moins, je me sentirais plus à l'aise à la place de M. le comte Molé, qu'à celle de l'opposition fantastique et politico-romanesque.

RENDEZ-VOUS DES SOUVERAINS A TEPLITZ.

EXTRAITS DE LETTRES PARTICULIÈRES DE METTERNICH A SA FEMME, ÉCRITES DU 18 AU 26 JUILLET 1838.

1328. Arrivée à Teplitz. — 1329. A la Réunion. — Le Roi de Prusse. — Régularité de ses apparitions annuelles à Teplitz. — Orloff. — 1330. Arrivée de l'Empereur Nicolas. — Indisposition de l'Impératrice de Russie. — Grand dîner chez l'Archiduc François-Charles. — 1331. Concert au théâtre. — Bal à la Réunion. — Le chien de l'Impératrice de Russie. — 1332. Affaires et conférences. — 1333. Ordre du jour. — Conférences théologiques du prince avec le Roi de Prusse dans la galerie des tableaux. — 1334. De Kœnigswart. — Le monument dédié à l'Empereur François. — Opinion du prince de Prusse sur la chapelle de Kœnigswart. — 1335. Dîner chez ce prince.

Metternich à sa femme. Teplitz, le 18 juillet 1838.

1328. Me voici au premier terme de mon voyage. Je suis arrivé ici ce matin à dix heures, et il en a été pour moi comme de toutes mes arrivées. Je n'étais pas depuis une minute dans ma chambre, que Tatistscheff, Nesselrode, Werther, Maltzahn, Salis, etc., sont venus m'encombrer et m'étourdir. J'ai vite fait ma toilette et je me suis rendu au grand rendez-vous du jardin Clary, où j'ai trouvé le Roi et toutes les autres puissances et impuissances du monde, entourées d'un cercle de badauds. J'ai, en un mot, passé en un quart d'heure la revue de tout ce que Teplitz renferme d'agréable et d'insipide, de droit sur deux jambes et de bancal.

L'Empereur Nicolas n'arrivera ici que demain soir. Il veut laisser passer la journée du 19, que le Roi de Prusse célèbre par une profonde retraite, et qui est celle de la mort de la feue Reine. L'Impératrice restera ici le 20, et elle en repartira le 21. Orloff est attendu ce soir.

J'ai dîné chez l'Archiduc François-Charles avec les Autrichiens présents à Teplitz, qui sont en petit nombre si on les compare aux masses de Prussiens et de Russes.

19 juillet.

1329. Nous avons passé la soirée d'hier à la Réunion, où il y avait bal. Le Roi de Prusse était à son poste depuis huit heures, et rien ne me représente mieux la fixité dans les petites choses que la Réunion de Teplitz. Toutes les figures sont pétrifiées à leurs places respectives; elles ne se meuvent que pour aller gagner d'autres places également arrêtées d'avance; les années passent, et les figures restent jusqu'à leur mort naturelle. Le Roi prend régulièrement le même nombre de prises de tabac; Wittgenstein dit les mêmes polissonneries; tout tourne et change, excepté ces personnages et moi aussi, qui tiens ma place dans ce cadre d'immobilité.

Je me suis retiré à neuf heures et demie, et je me suis couché à onze heures, après avoir bu mon verre d'eau sucrée stéréotypé et avoir écrit des choses que j'avais à lire ce matin aux amateurs. Depuis sept heures du matin, ma chambre n'a pas désempli. J'ai parlé pendant trois heures avec Wittgenstein, pendant une autre avec Nesselrode, une autre enfin avec Werther; puis Orloff est tombé dans mon cabinet, et il a été chassé par le Grand-Duc de Bade. Voilà mon train de vie à Teplitz, qui assurément n'a rien de fort agréable. Ce qui seul a pu me charmer depuis mon arrivée, c'est de voir quelques valses frénétiques dansées hier à la Réunion par Marie Lobkowitz et d'autres.

Je dînerai aujourd'hui chez Tatistscheff, avec Orloff et tous les Russes.

Ce dernier a un grand air de prospérité. Il est au désespoir de ne pas vous trouver ici, et il m'a déjà parlé du chagrin de son maître à ce sujet. Orloff est spirituel et bon garçon comme toujours, et vous savez que je l'aime de tout mon cœur, parce que j'aime les esprits droits et les cœurs bien placés. Je n'ai encore fait que peloter avec lui en attendant partie. Celle-ci arrivera, et je ne la perdrai pas. Il y a cela de curieux dans mon existence, que je suis partout en Europe comme chez moi; ce qui prouve que je connais le monde et que je ne veux

de sa part que ce qui est juste et raisonnable, et ce que, par conséquent, il doit vouloir lui-même.

20 juillet.

1330. L'Empereur Nicolas est arrivé hier, entre six et sept heures du soir, deux heures plus tôt qu'on ne l'attendait, ce qui fait que l'Archiduc et l'Archiduchesse *, en rentrant de la promenade, ont trouvé l'Empereur établi chez eux en grand uniforme depuis plus d'une demi-heure. L'Archiduc est allé immédiatement lui rendre visite ; ils ont passé une heure ensemble et se sont quittés très-contents l'un de l'autre. Le premier mot de l'Empereur a été de m'exprimer son profond chagrin de ne pas vous voir, et il faut bien que cela soit vrai, car Orloff et l'Impératrice m'ont confirmé son grand désappointement.

Je trouve l'Impératrice dans un état pitoyable. J'ai bien peur qu'elle n'ait une maladie de poitrine. Je n'ai guère vu un changement comme le sien. Elle a vieilli de dix ans et se tient toute courbée. Elle fait, au reste, tout ce qu'il faut pour se tuer ; on n'a pas idée d'un mouvement pareil à celui qu'elle se donne. Tout ce qui l'entoure s'en plaint, mais il n'y a pas moyen de l'arrêter.

L'Impératrice partira demain. L'Empereur l'accompagnera jusqu'à la première poste. Il sera de retour ici entre onze heures et midi. L'Archiduchesse partira demain pour Pillnitz. L'Archiduc restera ici. Aujourd'hui, il donne aux Monarques un grand dîner au château.

P. S. — Je sors de ce dîner, et il a fort bien réussi. Tout le monde s'est retrouvé aux anciennes places. Celles-ci sont restées les mêmes, à trois années de date.

21 juillet.

1331. . . . . L'Impératrice nous a quittés ce matin. La journée d'hier a été tuante à force de mouvement. Il y a eu un concert au théâtre, où Bériot a joué, et où sa belle-sœur

* L'Archiduc François Charles et l'Archiduchesse Sophie, qui étaient venus à Teplitz pour saluer l'Empereur Nicolas. (*Note de l'Éditeur.*)

Garcia a chanté. Au milieu du concert, le Roi s'est levé pour se rendre à la Réunion. La danse a duré jusqu'à neuf heures, et j'ai pu aller me reposer dans le salon de la princesse Clary. Il y avait là Orloff, Marmont, de La Ferronays, Humboldt, Maltzahn, Tatistscheff, en un mot, le salon du Rennweg. Nous avons causé jusqu'à minuit, et tout le monde est allé se coucher.

Voici la grande aventure de la journée. L'Impératrice avait un chien, ou une chienne, peu importe, que l'une de ses femmes est allée promener hier matin au jardin Clary. Je ne sais quelle fantaisie a pris à la béte, mais elle s'est enfuie. Tout le public s'est mis à courir après elle pour la rattraper; trois cents voix ont crié à la fois : « *Arrêtez, arrêtez!* » ce qui, comme de juste, a fait un effet contraire sur la bète. Un grand et immense effort de Charles Liechtenstein a mis fin à la course. Il s'est élancé sur le fuyard, et, faute d'un collet, il l'a arrêté par la queue. D'innombrables applaudissements ont accueilli ce grand succès, et le chien n'est pas perdu! Vous voyez que le congrès de Teplitz fait de bien grandes affaires. Le diable n'y perd rien cependant, et j'espère réussir sans me mettre à courir un seul instant.

22 juillet.

1332. Je suis aujourd'hui dans les grandes affaires. J'ai commencé ma journée par deux heures de conversation avec Werther; de là j'ai passé à une conférence de deux heures avec le Roi de Prusse, que j'ai quitté pour une autre conférence de près de trois heures avec l'Empereur Nicolas, et enfin j'ai terminé par un entretien avec Nesselrode. De tout cela il ressort que les deux Monarques et moi nous sommes entièrement d'accord, ce qui fait que les deux ministres ne comptent que pour mémoire. Tout dans les attitudes est clair; tout en elles est uniforme dans les principes, et là où des différences se présentent, elles reposent sur un manque de savoir-faire qui n'est pas de notre côté.

Demain je passerai par les mêmes épreuves, et je me mettrai en voiture le soir pour aller droit à Kœnigswart, où j'espère arriver le 24, entre une et deux heures de l'après-midi.

La princesse d'Orange est arrivée ici hier.

Voilà Nesselrode qui entre dans ma chambre, et me force à vous quitter pour ne pas manquer la poste. Voilà donc une lettre bien sèche, mais il faut que vous vous en preniez à la diplomatie.

23 juillet.

1333. Voilà ma dernière lettre d'ici. Je quitterai Teplitz cette nuit pour me rendre à Kœnigswart. Ma journée s'est passée à déployer à la fois ce que Dieu a daigné me départir de patience et de fermeté.

Je me suis levé à sept heures; j'ai fait ma toilette et j'ai déjeuné.

A huit heures, entretien avec M. de Werther jusqu'à dix.

De dix à onze heures et demie, entretien avec le directeur du Cabinet du Roi de Prusse.

De onze heures et demie à midi, audience de la princesse d'Orange.

De midi à une heure et demie, conférence avec Werther et Nesselrode.

De une heure et demie à deux heures et demie, entretien avec l'Empereur Nicolas. A deux heures et demie, dîner chez l'Archiduc.

Je sors du dîner et je vous écris. Voilà le bon moment; mais il faut que je me hâte, car j'attends l'arrivée d'Orloff et de Nesselrode.

A sept heures, je suis commandé de nouveau chez l'Empereur. Cet entretien durera jusqu'à la Réunion à huit heures et demie, car ici tout est *à la minute*.

A dix heures, je monterai en voiture.

Je pense, ma bonne amie, que vous ne m'envierez pas cette longue journée.

Après cela, je ne saurais assez me louer de mes relations avec l'Empereur et avec le Roi. Ce qui me fait plaisir, c'est qu'elles sont fort utiles.

La galerie de tableaux, où a eu lieu mon rendez-vous avec le Roi, est une chambre très-laide que le prince de Wittgen-

stein habite, et dont il a tapissé les murs avec de pitoyables croûtes représentant des scènes assez peu édifiantes.

Ces tableaux sont de prétendus chefs-d'œuvre, dont le vieux duc de Weimar a gratifié, il y a une trentaine d'années, leur possesseur actuel. Eh bien, c'est au pied de ces monuments que se passent mes conférences théologiques avec le Roi de Prusse, l'homme personnellement le plus vertueux du monde.

Vous ne pouvez vous figurer le changement qui s'est opéré dans les idées de Maltzahn sur l'affaire de Cologne. Vous savez combien il était chaud défenseur du bon droit de sa Cour; maintenant, c'est moi qui dois l'arrêter pour ne point lui laisser faire ou dire des imprudences dans une direction contraire!

Kœnigswart, le 25 juillet.

1334. Le monument de l'Empereur François est terminé, aux deux lions du bas-relief près, qui arriveront incessamment de Maria-Zell. Il est très-beau avec son aigle doré, que j'ai vu briller de fort loin, dans la plaine d'Eger, éclairé par le soleil couchant. Les inscriptions sont fort belles. Je les ai fait rédiger à Brescia par Labus, qui est le premier épigraphiste de notre temps. Elles donnent au monument son vrai caractère, celui de la piété filiale que j'ai toujours éprouvée pour le grand Monarque auquel il est dédié *.

* Ces inscriptions sont ainsi conçues :

Imp . Francisco. I | Pio . Felici . Augusto | Quod | Maximis . Temporib. | Constantia . Invicta | Sapientia . Pari | Imperium | Rexit . Servavit . Et . Auxit. | Clemens . Venceslaus | Lottarius | A. Metternich . Vinneburg | Princeps | Ab . Actis . Domus . Aulae | Imperiiq . Austriaci | Strenuas . Virtutes . Ejus | Per . Annos . XXV | Admiratus . Reveritus | Obsequii . Caritatis | Gratiq . Animi . Caussa | Dedicavit |

JUSTITIA | REGNORUM | FUNDAMENTUM.

Imp . Ferdinandus . I | Francisci . Aug . Filius | Augustus | Religionem . Pietatem | Justiciam | Devoto . Animo | Recolens | Parentis . Optimi | Benignissimi | Incomparabilis | Ad . Memoriam | Observantiae | Erga . Eum . Perpetuae | Studiiq . Sui | Posteris | Propagandam | Lapidem . Auspicalem | Monumenti | Laetus . Libens . Posuit | Pridie . Idus . Septembris | An. M. DCCCXXXV. |

REGNA | TUERI

J'irai dîner demain chez le prince royal de Prusse, à Marienbad. Il vient à tout moment à Kœnigswart, qu'il trouve tout à fait de son goût. Le chapelain prétend que lorsqu'il a été pour la première fois à la chapelle, il lui a dit : « C'est le plus beau temple que j'aie jamais vu. »

En tout état de cause, tout est bien ici, c'est-à-dire, dans un lieu où tout était remarquablement mal. Cependant, rien ne me fait plaisir sans vous.

J'ai eu à dîner aujourd'hui Uechtritz, auquel les eaux de Marienbad font grand bien, de ce bien que fait à une outre trop pleine le fait d'être vidée.

J'attends Lamb pour demain ; j'ai beaucoup et tant de bonnes choses à lui apprendre !

26 juillet.

1335. Je rentre du dîner chez le prince royal de Prusse à Marienbad, que j'ai parcouru ensuite. Cet endroit gagne tous les ans, et les maisons y poussent comme des champignons.

Le prince royal viendra dîner chez moi demain. J'aurai ainsi une vingtaine de convives.

J'ai eu avec lui un entretien de deux heures que nous reprendrons demain. Quand on coule à fond la Prusse, on y voit des contradictions flagrantes entre ce que veulent les uns et ce que font les autres. Je vous conterai à l'appui de ce fait une foule d'anecdotes qui touchent à l'incroyable.

LES DIFFÉRENDS ECCLÉSIASTIQUES EN PRUSSE.

1336. Metternich à l'Empereur Ferdinand (Rapport). Vienne, le 11 mai 1838. — 1337. Metternich à Trauttmansdorff, à Berlin (E. D.). Vienne, le 22 novembre 1838.

1336. Les démêlés du Gouvernement royal de Prusse avec l'Église catholique sont certainement un des phénomènes les plus fâcheux qui caractérisent notre époque si agitée sur le

terrain des questions morales. Leur influence sur des États étrangers où il y a également des populations mixtes appelées à vivre ensemble, est inévitable, et par conséquent le mal atteint aussi la Monarchie autrichienne.

Les considérations qui pour l'Autriche priment toutes les autres sont les suivantes :

1° Sous le rapport de ses formes législatives, la Monarchie est loin d'être organisée de même partout. La Hongrie et la Transylvanie sont placées sur un autre terrain législatif que les autres parties de l'Empire.

2° Dans la sphère politique, l'Autriche occupe le premier rang parmi les puissances catholiques ; c'est un rang qui appartenait autrefois à la France, et que cette puissance a su exploiter très-habilement au profit de ses projets politiques.

Si, malgré les changements notables que la prétention des Souverains français d'être les protecteurs de l'Église a subis à l'époque de la République athée et de la Révolution de Juillet, qui penchait plutôt vers l'indifférence en matière religieuse, cette prétention elle-même n'a jamais entièrement disparu, il est certain qu'elle se renouvellera toujours, comme nous la voyons se reproduire en ce moment. Ce n'est qu'à notre action diplomatique que nous devons, et je ne craindrais pas d'affirmer que le monde doit de n'avoir constaté jusqu'à présent aucune intervention du Roi des Français dans le litige du jour, et d'avoir évité ainsi que ce problème, si difficile de sa nature, devînt absolument insoluble.

Une autre face de la question, face non moins importante sous plus d'un rapport direct, c'est celle que présente la situation religieuse de l'Autriche sur le terrain de la Confédération germanique. Sur ce terrain, la Prusse s'est posée en soutien du protestantisme : en se proclamant le *centrum unionis* de la confession d'Augsbourg et de la confession helvétique, le Souverain de la Prusse a rattaché le lien religieux qui unit les Églises protestantes au lien commercial qui unit entre eux les États de la Confédération ; en exploitant la fusion méthodique de ces éléments, en la faisant triompher, la Prusse s'assurera nécessairement dans la Confédération germanique

une suprématie en face de laquelle l'Autriche ne pourrait plus guère maintenir la situation à laquelle elle a droit de prétendre.

3° Depuis l'époque de l'Empereur Joseph II, il existe des démêlés avec la Cour de Rome, démêlés qui compliquent les rapports réciproques des deux pouvoirs, et cela non-seulement en ce qui touche les relations directes de la Cour impériale avec le chef de l'Église, mais encore en ce qui concerne l'opinion publique en Allemagne, en Suisse et dans d'autres pays de race germanique.

Cependant, même si l'on fait abstraction de cette situation, dont il faut certainement tenir grand compte, on voit que chaque jour des faits nouveaux montrent combien il est nécessaire que l'administration prenne en sérieuse considération les besoins du jour, afin d'empêcher que les difficultés qui s'élèvent déjà dans les cas de mariages mixtes ne dégénèrent dans la suite en graves complications entre le Gouvernement et les sujets et entre les grands pouvoirs publics.

Pénétré de la justesse de ces considérations et convaincu qu'on ne peut prévenir des maux futurs qu'en suivant une marche sage et prudente dans le présent, je crois pouvoir proposer, dans l'intérêt du but à atteindre, la *formation d'un comité* qui aurait pour mission de faire une enquête sur la situation et d'examiner les moyens à proposer pour empêcher les maux qui sont à craindre. Si Votre Majesté trouve qu'il soit dans l'intérêt de son service de me charger de la haute direction de cette affaire, je lui proposerai de nommer comme membres du comité les personnes dont les noms suivent, et de daigner m'adresser une lettre de sa main.

Je propose comme assesseurs : le conseiller d'État et de conférence, prévôt Jüstel ; l'aumônier du palais, abbé Plœtz ; le directeur de l'Académie orientale, abbé Rauscher (qui serait en même temps chargé de la rédaction des protocoles) *.

* Conformément à une ordonnance de l'Empereur, datée du même jour, le comité proposé fut institué, sous la présidence du chancelier d'État.
(*Note de l'Éditeur.*)

Metternich à Trauttmansdorff, à Berlin. (E. D.). Vienne, 22 novembre 1838.

1337. Je pars du fait pur et simple qu'il y a une Église et un État, parce qu'il faut qu'il y ait l'un et l'autre. C'est ce qu'on a vu, en effet, à toutes les époques et sous toutes les formes politiques, et c'est ce qu'on verra toujours; cette vérité n'est pas même démentie par le résultat des schismes religieux qui se sont produits depuis le seizième siècle. En effet, dans les États non catholiques, la puissance spirituelle et la puissance temporelle sont *réunies* (et encore ne le sont-elles que sous certaines réserves) dans la personne du chef de l'État; or, il n'y a que des choses *existantes* qui puissent se réunir.

On se plaît à croire dans l'Allemagne protestante que le chef du catholicisme poursuit le dessein de restreindre à tous les égards les droits des Souverains et même de se les approprier; moi, de mon côté, j'admets tout aussi facilement qu'à Rome on est disposé à croire que le Roi cherche à s'emparer à son profit exclusif des immunités ecclésiastiques et des droits de l'Église catholique. En me plaçant, sans aucune passion, à ce point de vue, j'ai l'intime conviction que je ne cours pas le danger de me tromper en disant que les opinions préconçues des deux partis, qui cherchent à s'appuyer, l'un sur l'histoire du moyen âge, l'autre sur l'histoire contemporaine, reposent sur une erreur de fait.

Il suffit de considérer la nature des choses pour reconnaître quelle puissante et fâcheuse influence une pareille erreur doit exercer sur la situation, et quel obstacle elle doit être à toute entente des partis entre eux. Pénétré de cette vérité, je m'efforce, en toute circonstance, de combattre ce que j'appelle des préjugés, et je suis d'autant plus autorisé à le faire que la dernière entrevue de Teplitz m'a complétement édifié sur les idées et les sentiments de Sa Majesté le Roi lui-même. Ces préjugés n'auraient à mes yeux la valeur de la vérité que si le Roi et le Pape lui-même me disaient : « *Tu te trompes; je veux faire ce dont tu ne me crois pas capable.* » Cependant, le jour où l'un ou l'autre, ou bien tous les deux à

la fois, me feraient cette déclaration, je leur répondrais : « Si vous prétendez que je me trompe, je vous dirai, par contre, que vous êtes dans une voie fausse, et que vous n'arriverez jamais à votre but, car il est contraire à la nature de la société. »

Si l'on me demande conseil sur ce qu'il faut faire pour arrêter le mal, je ne puis, en mon âme et conscience, indiquer que le remède suivant : qu'on déblaye le terrain en séparant l'erreur de la vérité. Pour y arriver, qu'on se demande, sans parti pris, ce qui fait partie du dogme catholique et de la discipline ecclésiastique qui en est inséparable, et qu'on proclame franchement, vis-à-vis de soi-même comme vis-à-vis des autres, le résultat de cet examen. Non-seulement cette recherche n'est pas impossible, mais elle n'est même pas difficile pour des esprits non prévenus. Je prends ici pour exemple la question des mariages mixtes, par conséquent une des questions les plus discutées de notre temps. Pour le législateur *séculier*, le mot *mariage* — le mariage, cette base de la société civile, en ce qu'il comprend *la famille*, cette première condition de l'existence de l'État — a la plus haute valeur; l'adjectif *mixte* soulève une *question ecclésiastique*. Il doit importer au législateur séculier que des mariages (non mixtes aussi bien que mixtes) puissent être conclus, et que les mariages conclus soient valables pour l'Église et pour la société. Sous quelles formes *ecclésiastiques* cela peut-il se faire? C'est une question qui ne le touche qu'indirectement. S'il s'immisce dans les questions qui sont du domaine de la conscience, il empiète sur un terrain qui n'est pas le sien, et comme une pareille entreprise ne saurait jamais être bonne, elle ne peut pas l'être non plus dans ce cas particulier.

Grâce au bref du Pape Pie VIII *, l'État prussien a obtenu tout ce qu'on peut obtenir relativement aux droits et aux devoirs de l'Église catholique en matière de mariages mixtes;

* Le bref du Pape Pie VIII, daté du 25 mars 1830, contenait la clause suivante : « Dans les mariages entre catholiques et protestants, lorsqu'on ne peut obtenir la promesse que tous les enfants seront élevés dans la religion catholique, le prêtre catholique doit borner exclusivement à l'assistance passive sa participation à l'acte du mariage. » (*Note de l'Éditeur.*)

vouloir au delà de ce qui est possible, c'est courir à un échec certain. Aussi plusieurs décrets royaux publiés depuis l'arrestation de l'archevêque Droste ont-ils prouvé que la sagesse du Roi a su reconnaître cette vérité.

Relativement aux *lettres reversales,* il y a aussi, d'après ma conviction, une confusion d'idées. Les lois civiles n'ont rien à démêler avec ce qui est du domaine de la conscience ; par conséquent, les lois de cette espèce ne doivent pas empiéter sur ce terrain, car l'entreprise ne saurait réussir. On ne peut pourvoir à l'origine à ce qui naîtra du point de départ. Tout ce que peuvent les pouvoirs séculiers, c'est d'attendre les événements.

Si l'on applique cette vérité pratique à la question des promesses entre fiancés au sujet de l'éducation religieuse des enfants à naître du mariage, la puissance effective de la législation séculière, à moins de vouloir s'éloigner du terrain sur lequel elle est à même d'assurer l'exécution de ses lois, ne peut faire autre chose que d'ordonner aux tribunaux de ne pas accueillir une plainte motivée par des promesses non tenues et de refuser ainsi leur assistance pour en obtenir l'accomplissement. D'autre part, il y a un abîme entre une décision de ce genre, décision dont je ne veux pas discuter ici la légalité ou l'illégalité, et la défense faite aux ministres du culte d'exiger des promesses des fiancés. Cette défense n'a aucune utilité pratique, car la question elle-même rentre dans la sphère purement ecclésiastique de la *bénédiction des mariages;* or, c'est un empiétement sur les droits dogmatiques de l'Église que d'*ordonner* cette bénédiction. *S'il était complétement interdit de conclure* des mariages mixtes, je comprendrais la rigueur de la législation civile dans un État ayant, comme la Prusse, des sujets appartenant à tant de confessions différentes ; mais c'est précisément en Prusse qu'une mesure aussi extrême est impossible, parce que ce n'est pas seulement la loi séculière qui reconnaît comme valable le mariage mixte conclu dans une église protestante (extension de la facilité à conclure des mariages de ce genre, que ne présente pas la loi autrichienne), mais parce que le bref de Pie VIII admet aussi la validité religieuse de ces unions. Aussi ne puis-je comprendre *sur quoi* peut porter

la discussion engagée entre les deux pouvoirs au sujet des mariages mixtes; car la défense elle-même adressée aux ministres du culte catholique d'exiger des lettres reversales n'aboutit-elle pas en définitive, comme je l'ai dit, à l'assistance passive?

LA SOCIÉTÉ DE NAVIGATION A VAPEUR DU LLOYD AUTRICHIEN.

1338. Metternich à Eichhoff, président de la Chambre des finances, à Vienne. (Note.) Vienne, le 15 octobre 1838.

1338. Tout le monde s'accorde à reconnaître combien les États de l'Empire d'Autriche sont intéressés au fonctionnement régulier et constant de la Société du Lloyd autrichien, et qu'il en résulte pour l'administration publique la nécessité de protéger cette institution par tous les moyens en son pouvoir. La dissolution de cette société n'entraînerait pas seulement la perte de capitaux importants, mais encore elle aurait entre autres pour conséquence l'inconvénient grave que tous les avantages que la Monarchie retire actuellement, au point de vue commercial et politique, de l'exploitation entreprise par le Lloyd, passeraient à des mains étrangères, et qu'ainsi nous en arriverions à dépendre du caprice d'autrui.

L'exemple de la France montre quel prix d'autres Gouvernements attachent au maintien d'une navigation à vapeur étendue et régulière; cette puissance a jugé qu'il était de son intérêt d'exploiter une pareille entreprise même aux frais de l'État.

Parmi les nombreuses et solides raisons qui militent en faveur de la nécessité de favoriser autant que possible cette institution, la chancellerie d'Éta se plaçant à son point de vue spécial, croit devoir en faire ressortir une surtout, qui lui semble mériter d'être examinée avec une attention toute particulière.

Il y a, comme on le sait, des négociations engagées en vue d'assurer au Lloyd autrichien, à l'exclusion des bateaux à vapeur français, le transport des dépêches échangées entre l'Angleterre et les Indes orientales, avantage qui d'abord ferait verser par le Gouvernement anglais des sommes importantes dans les caisses de la Société, qui procurerait ensuite un mou-

vement considérable de voyageurs et qui en même temps assurerait, au point de vue politique, un résultat de la plus haute importance : en effet, les liens d'amitié qui unissent la Grande-Bretagne et l'Autriche ne feraient ainsi que se resserrer davantage, et, dans le cas d'une guerre maritime, les bâtiments du Lloyd autrichien seraient sûrs d'être protégés par la marine anglaise.

Mais cet heureux résultat suppose le fonctionnement régulier et certain de l'institution ; il est subordonné nécessairement à la confiance que le Gouvernement anglais croira pouvoir avoir dans la durée et dans la force vitale du Lloyd ; or, rien peut-être ne serait plus capable de provoquer et de fortifier cette confiance, que le vif intérêt que l'administration de l'État montrerait pour le succès de l'entreprise du Lloyd autrichien.

La situation financière actuelle de la Société réclame une prompte intervention ; c'est ce qui résulte clairement des documents qu'elle a produits. Or, cette intervention ne peut venir que du côté de l'État. Aussi les demandes que le Lloyd a faites dans ce but méritent d'être examinées avec l'attention la plus sérieuse.

La chancellerie d'État n'est pas compétente pour statuer sur ces demandes, qui soulèvent tant d'autres questions administratives et financières. Néanmoins elle regarde comme un devoir sacré de recommander vivement à qui de droit d'examiner avec bienveillance les vœux légitimes que le Lloyd a formulés. L'honorable président de la Chambre des finances s'est, dans la note qu'il a adressée à la chancellerie de Cour*, exprimé favorablement au sujet de la plupart de ces vœux. Mon avis y est également favorable, et je me permets même d'exprimer le désir qu'on donne la plus grande extension possible aux allégements proposés.

On trouve des indications précieuses là-dessus dans le vote séparé qui accompagne les observations de la chancellerie de Cour. Même on pourrait, selon moi, proposer immédiatement la renonciation, dont il n'a été question qu'éventuelle-

* La *Chancellerie de Cour* (Hofkanzlei) représentait alors à peu près ce

ment, de l'administration des finances aux vingt pour cent des droits de port qui ont été réservés jusqu'ici au Trésor impérial.

En général, la chancellerie d'État croit que l'État ne saurait trop faire pour une institution qui, même au point de vue politique, paraît être de la plus haute importance pour les intérêts généraux de la Monarchie, et dont la ruine devrait être considérée comme une véritable calamité *.

qu'est aujourd'hui le ministère de l'intérieur, tandis que la *Chancellerie d'État* (Staatskanzlei) était chargée de la direction des affaires extérieures.

(*Note de l'Éditeur.*)

* Les demandes du Lloyd qui ont amené le chancelier d'État à rédiger ce Mémoire, portaient sur l'exemption des frais payés aux consulats, sur l'élévation du tarif postal, sur la limitation du droit de cabotage entre les ports de l'Empire en faveur des bateaux à vapeur autrichiens, sur l'allégement de la quarantaine et sur le concours à prêter par les autorités I. R. à la Société du Lloyd dans tous les cas où elle pourrait en avoir besoin. Tous les priviléges indiqués ci-dessus furent accordés au Lloyd en vertu d'une résolution souveraine du 29 décembre 1838, sur le conseil du chancelier d'État et avec l'approbation du président de la Chambre des finances.

L'attitude du prince de Metternich vis-à-vis du Lloyd, ses idées personnelles sur l'importance commerciale et politique de cette institution, ressortent si nettement de la note ci-dessus, adressée au président de la Chambre des finances, que, pour mettre en lumière l'activité du chancelier d'État dans le règlement de cette question administrative spéciale, il suffit de reproduire ce document, d'autant plus que les limites de cet ouvrage nous commandent de nous en tenir là. Ajoutons cependant que, non-seulement dans le cas ci-dessus, mais encore dans toutes les autres circonstances, lors de la création de la Société du Lloyd aussi bien que plus tard, lorsqu'il s'est agi d'une extension de ses opérations ou de la consolidation intérieure de la Société, le chancelier d'État s'est toujours vivement intéressé à son existence, et qu'il a toujours mis l'autorité de sa parole au service de cette institution nationale. Aussi le Lloyd a-t-il rendu justice aux efforts de son protecteur en donnant le nom de *Metternich* à l'un de ses plus grands bateaux à vapeur. Nous rappelons ce fait, peu important par lui-même, uniquement pour y rattacher une observation historique qui a son prix, et qui atteste en même temps quelle était, aux yeux du chancelier d'État lui-même, la valeur de sa coopération au succès de l'entreprise du Lloyd. Le nom de *Metternich* fut effacé du bateau de la Société à la suite du mouvement populaire de 1848. Ce bateau reçut un autre nom; si nous ne nous trompons, on lui donna celui de *Stadium*. Quand plus tard, après le retour de Metternich à Vienne, il fut question des nombreuses manifestations dirigées en 1848 contre la personne du prince, la princesse Mélanie eut occasion de s'exprimer une fois sur ce sujet en présence de son mari et dit : « Clément a oublié et pardonné toutes les injures dont il a été abreuvé; mais ce qui lui a fait le plus de peine, c'est l'ingratitude de Trieste. »

(*Note de l'Éditeur.*)

1839.

EXTRAITS DU JOURNAL DE LA PRINCESSE MÉLANIE.

DÉTAILS BIOGRAPHIQUES.

1339. Vienne (du 1er janvier au 2 août). — 1340. Au château du Johannisberg (du 10 septembre au 23 octobre). — 1341. Retour à Vienne (du 5 novembre au 31 décembre).

VIENNE.

1339. La nouvelle année. — Fête chez l'Archiduchesse Sophie. — Affaires de France. — Le traité de paix hollando-belge. — Nouveaux systèmes d'éclairage. — Un envoyé de la Perse. — Orloff. — Le Grand-Duc héritier. — La main chaude à la chancellerie d'État. — Fêtes en l'honneur du Grand-Duc. — L'Archiduc Jean. — Au pavillon. — Départ du Grand-Duc. — La marquise de Strozzi. — Affaires de Perse. — Le Grand-Duc de Weimar. — Crise ministérielle en France. — Situation intérieure. — Départ de l'envoyé de Perse. — Nouveau ministère français. — Sedlnitzky et l'Opéra. — Lettre de l'Empereur Nicolas. — La Taglioni. — Retraite du ministère anglais. — Nouveau ministère en France. — Microscope solaire. — Au pavillon. — Concert. — A Presbourg. — L'Empereur à Carlburg. — Séjour dans ce château. — Sur la Diète de Hongrie. — Le duc de Bordeaux. — Retour à Vienne. — Députation hongroise. — Affaires d'Orient. — Soirée chez l'Archiduc Maximilien. — Maladie du prince.

Vienne, le 1er janvier 1839.

1339. J'ai commencé cette année avec un profond sentiment de reconnaissance pour les bienfaits que la Providence m'a accordés, et j'ai la confiance que la protection divine ne me fera pas défaut dans la suite. Il faudrait envisager l'avenir en tremblant si l'on s'abandonnait à toutes les appréhensions que fait naître un changement. Le 1er janvier est un jour de torture physique et morale. J'ai béni mes enfants, puis il m'a fallu aller chez maman, qui donnait un déjeuner de famille. Ensuite j'ai dû me parer de diamants et recevoir la société venue pour assister au dîner traditionnel du nouvel an. Plus tard, toute la ville est venue me voir; jamais réunion n'a été

plus belle et plus brillante. Fanny Liechtenstein était toute radieuse de beauté.

6 janvier.

Ce soir il y a eu une fête chez l'Archiduchesse Sophie et une loterie pour les enfants qui se réunissent d'ordinaire avec les petits Archiducs. Il m'est venu encore une foule de visites auxquelles je ne m'attendais pas, car on avait été si aimable pour moi dans le courant de la semaine que je ne comptais plus sur personne.

22 janvier.

Clément a reçu des nouvelles de Paris. Le ministère a triomphé : il restera, paraît-il; la question d'Ancône est réglée ainsi que la question suisse. M. Molé a très-bien parlé; selon toute apparence, il n'a plus rien à craindre.

29 janvier.

Clément a reçu un courrier de Paris. Le ministère veut donner sa démission, ce qui fait craindre de sérieuses complications pour l'avenir. Aussi Clément me paraît-il inquiet.

1er février.

Un courrier de Londres annonce que les vingt-quatre articles ont été signés par les cinq grandes puissances. Maintenant, la question est de savoir si la Belgique et la Hollande les accepteront, pour qu'on puisse enfin considérer cette affaire comme réglée. J'ai dîné avec MM. Leiden de Cologne, Tatistscheff et Sedlnitzky, qui sont allés avec mon mari à une réunion scientifique de médecins, à la tête de laquelle se trouvent Malfatti, Wierer et Jaeger. On a aussi expérimenté de nouveaux systèmes d'éclairage qui, dit-on, sont tout à fait extraordinaires.

9 février.

Clément a été absorbé par la dissolution de la Chambre à Paris, qui peut avoir des suites très-fâcheuses. On dirait que c'est une répétition de l'année 1830; Dieu sait ce qui résultera de cette crise!

13 février.

A sept heures, l'envoyé de Perse est venu chez moi, accompagné de son secrétaire et de son aide de camp. La princesse de Kaunitz, la comtesse Valentin Esterhazy et tous les miens étaient réunis pour voir et pour entendre ce nouvel arrivant. C'est un très-bel homme, de haute stature, l'air spirituel; son costume est magnifique. Je l'ai invité à dîner et lui ai offert ma loge. Il m'assura qu'il n'aurait pas attendu mon invitation, vu qu'il considérait ma maison comme la sienne, ce qui passe chez les Persans pour une preuve d'extrême amabilité. J'ai vu avec plaisir qu'il savait rendre justice à Clément. Il a embrassé à plusieurs reprises Paul et le petit Victor Odescalchi, puis il a parlé politique avec mon mari et avec Huszar, pendant que je m'entretenais avec le secrétaire et l'aide de camp, qui n'ont pu assez me répéter combien ils s'estimaient heureux d'avoir appris à connaître la valeur de mon mari. Ils ont avec eux un médecin anglais, qui leur a appris à se servir de fourchettes et de cuillers, et à porter des chemises et des gants. L'envoyé sait aussi quelques mots d'anglais.

17 février.

J'ai fait grande toilette, et j'ai eu un rout plus brillant que jamais. L'envoyé de Perse était venu en grand uniforme rouge; cette tenue me plaît moins que son cafetan ordinaire. Trois cents personnes le regardaient. J'ai pu à peine tenir dans les salons, tant il y avait de parfum d'essence de roses, de chaleur et de bruit. Le secrétaire de l'envoyé, son aide de camp et l'ambassadeur de Turquie s'étaient emparés de mon canapé. Le Persan nous a régalés de phrases magnifiques; malgré de

petites infractions à la civilité, c'est un homme d'esprit et de talent.

19 février.

J'ai eu un grand dîner, que j'avais donné en l'honneur du Persan. Il m'a apporté de jolis vers de sa façon, et, en prenant place, il m'a dit qu'il était heureux d'être assis à ma gauche, parce que c'était le côté du cœur. Il était, du reste, parfumé d'essence de roses, ce qui est une odeur assez désagréable pour quelqu'un qui a les nerfs délicats.

27 février.

J'ai dîné à la Cour. Il y avait à table les deux Impératrices, l'Empereur, la comtesse de Schœnborn, un nouvel aide de camp de l'Empereur, un comte de Stadion, Orloff et nous. La conversation a été assez animée, et la réunion a été fort agréable. Nous avons vu la véranda de l'Empereur, qui est charmante en ce moment; elle est fraîche et jolie autant que possible. A huit heures, Orloff est venu nous voir. Il a bonne mine, est gai et aimable comme toujours, et jouit du privilége de ne pas vieillir.

3 mars.

Mon mari s'est rendu à la Cour pour assister à la réception du Grand-Duc héritier, qui est arrivé à onze heures, en voiture découverte, et qui était attendu par une foule énorme. Nousavons dîné seuls; je n'ai pas été au théâtre paré de la *Burg,* parce que je savais que le Grand-Duc viendrait chez moi. Il est venu en effet avec toute sa suite; je lui ai présenté toutes les dames qui se trouvaient chez moi. Il a l'air très-distingué, est très-grand, a la figure avenante et est gai. Nous sommes restés longtemps ensemble.

4 mars.

Clément a dîné chez Tatistscheff, où il y avait un grand dîner en l'honneur du Grand-Duc. J'y suis allée après le

repas, pour faire les honneurs et recevoir les personnes qui venaient en visite. Il y a eu grand concert à la Cour; mais je n'y ai pas assisté; plus tard, le Grand-Duc est venu chez moi. J'avais invité quelques jeunes femmes, qui m'ont aidée à lui faire passer le temps. On a organisé de petits jeux, ce qui paraît être sa passion; ce qui l'a surtout amusé, c'est la main chaude; il a distribué ses coups à droite et à gauche avec une grande dextérité. J'ai été légèrement choquée de voir la chancellerie d'État devenir le théâtre d'un exercice aussi singulier. Les jeunes Archiducs Albert et Charles, fils de l'Archiduc Charles, et l'Archiduc Étienne, fils du Palatin, ont pris une vive part aux jeux et s'y sont beaucoup amusés.

5 mars.

J'ai dîné avec Clément chez l'Empereur, où il y avait un très-grand dîner en l'honneur du Grand-Duc. Hier, avant le concert, l'Empereur lui avait conféré la grand'croix de l'ordre de Saint-Étienne. Heureusement l'Impératrice n'a pas oublié aujourd'hui de mettre les insignes de l'ordre de Catherine, vu que mon mari l'en avait fait souvenir. La princesse Marie Lobkowitz, les comtesses de Goëss et de Wrbna étaient les seules dames qu'on eût invitées à ce dîner.

6 mars.

Ce matin, le Grand-Duc a reçu un billet autographe de l'Empereur, qui lui donnait le régiment de hussards Geramb; cette gracieuseté lui a fait un plaisir extraordinaire. Mon mari l'avait prié de retenir jusqu'à midi un courrier qu'il voulait envoyer à Saint-Pétersbourg, afin qu'il pût en même temps y porter cette nouvelle. Dans la matinée, le Grand-Duc a visité les écuries impériales, puis il y a eu chez l'Archiduc Charles un grand dîner auquel Clément a dû assister.

Ce soir, le Grand-Duc est venu chez moi. L'Archiduc François nous a aussi honorés de sa visite, et l'on s'est de nouveau amusé à des jeux de société. Lorsqu'on tira les

gages, le Grand-Duc dut danser une mazurka; lui, de son côté, imposa une valse comme pénitence, et nous avons fini par un quadrille français. La soirée a été très-gaie; le souper était approprié aux circonstances; bref, le jeune prince semblait très-satisfait. Il est certain que ce genre d'amusement lui va mieux que des soirées officielles. Nous avons joué d'abord au ballon, puis à la corde, ensuite à la guerre; en un mot, nous avons pris nos ébats comme des enfants. Éléonore Schwarzenberg n'a pas pu jouer avec nous, parce qu'elle est dans un état intéressant; mais elle a animé la société par son air gracieux et par sa conversation enjouée et pleine de naturel. Nous ne nous sommes séparés qu'à deux heures; je me sentais horriblement fatiguée.

7 mars.

J'ai été chez Tatistscheff, où il y avait déjà une société nombreuse; même le Grand-Duc était déjà arrivé. Il s'est conduit ce soir avec un tact exquis. Il était venu avant les Archiducs; il a voulu qu'on les lui annonçât tous, pour pouvoir aller au-devant d'eux, parce qu'il se trouvait sur le territoire russe, ajouta-t-il; toutefois il a cédé le pas à Tatistscheff, disant qu'il voulait être simplement *de la maison,* afin de ne pas usurper le premier rang. Du reste, la soirée n'a pas été agréable; il faisait une chaleur horrible, et la société était trop nombreuse. L'acteur Karl nous a débité des choses fort drôles; par contre, un théâtre tyrolien, qui remplissait les intermèdes, a été pitoyable. La soirée manquait d'ensemble, et l'on n'a pas réussi à l'animer. Après le départ de l'Archiduchesse, je n'ai plus pu y tenir, car j'étais épuisée.

8 mars.

Je suis restée au lit aussi longtemps que possible; puis il m'a fallu aller dîner et assister à une répétition générale des tableaux vivants. Il y avait environ huit cents spectateurs; dans le nombre se trouvaient toutes les femmes et toutes les filles des fourriers de la Cour, ce qui faisait une mêlée sans

pareille. Le Grand-Duc a visité l'Opéra et a dîné fort tard chez Tatistscheff; ensuite il a donné un souper aux jeunes Archiducs. On dit qu'on s'est amusé à des jeux de hasard et que tout le monde a été très-gai.

9 mars.

J'ai eu un dîner de quarante-huit personnes avec un autre de quatorze dans la bibliothèque de mon mari; c'est Léontine qui a présidé ce dernier. Il a été assez difficile d'organiser cela; mais nos messieurs se sont prêtés à tout avec une extrême obligeance. Le prince Charles de Liechtenstein, François Lobkowitz et le jeune prince de Nassau étaient à la seconde table, ce qui a facilité les choses. Le Grand-Duc a été très-courtois et très-aimable; il est bon et sympathique.

A sept heures, j'étais dans mon cadre pour ces ennuyeux tableaux; je me suis sauvée dès que je l'ai pu. On a passé la soirée chez moi. Éléonore Schwarzenberg, Bertha et Marie Lobkowitz, Caroline Bretzenheim et d'autres sont venues. Nous sommes allés voir d'abord mes portraits, ce qui a médiocrement amusé le Grand-Duc; mais ensuite, pour qu'il gardât un bon souvenir de ma soirée, je l'ai fait régaler de toutes sortes de drôleries. On a ri de bon cœur et l'on s'est très-bien amusé. Nous ne nous sommes séparés qu'à deux heures.

10 mars.

Il y a eu théâtre à Schœnbrunn et souper à l'Orangerie. On n'avait invité que peu de personnes à cette fête, ce qui naturellement a déplu à beaucoup de monde; de plus, le temps était affreux, et telles étaient la confusion et la difficulté de circuler en voiture, que presque tous les invités sont venus à pied, malgré le vent et la pluie. On dit que les décorations de l'intérieur de l'Orangerie étaient on ne peut plus laides. On avait eu l'idée de poser des candélabres en papier argenté, qui faisaient un effet horrible, et des vases du même genre, qui étaient tout aussi hideux; de plus, le pâtissier de la Cour

avait imaginé de mettre en face du Grand-Duc l'image de ce prince en gomme adragante, et, pour faire mieux encore, de donner comme pendant à cette figure un Polonais avec le sabre nu.

11 mars.

J'ai passé une partie de la matinée à admirer une belle acquisition que j'ai faite chez Seilern. J'ai acheté pour quatre cents florins quinze vases de Chine fort beaux, un nombre considérable de grandes assiettes et trois lavabos uniques dans leur genre. Charles Hügel est venu ici faire quelques arrangements pour le jardin. Moi aussi j'ai été au Rennweg, et j'ai bien travaillé avec lui pendant quelques heures.

La soirée s'est admirablement passée. Les salons étaient ornés de nos nouvelles emplettes ; peu à peu la foule est venue, mêlée même de personnes qui n'avaient pas été invitées. Toute la Cour m'a fait l'honneur d'assister à ma fête. L'Empereur, les deux Impératrices, tous les Archiducs, l'Archiduchesse Sophie, le Grand-Duc, bien entendu, le Grand-Duc de Weimar, les princes de Nassau et d'autres sont venus. L'Archiduc Jean s'est fait excuser, parce que sa femme était accouchée ce matin. Après six ou sept ans de mariage, à l'âge de trente-six ou trente-sept ans, elle a eu un fils. L'Archiduc Louis a été parrain.

Ma soirée a débuté par une longue scène de *Staberl*. On avait installé le théâtre dans le salon blanc ; il était très-joli. Cette scène a été suivie de plusieurs autres ; ensuite on a ouvert les volets, et une illumination parfaitement réussie s'est offerte aux regards. On avait dressé dans le petit jardin où sont les jets d'eau, deux décors pareils aux deux ailes du pavillon, ce qui donnait au jardin l'air d'une cour. Dans l'un jouait une musique turque, tandis que des masques se promenaient dans l'autre. La cour ressemblait à un jardin en été : tous les vases de marbre étaient remplis de fleurs en papier qui faisaient un effet merveilleux. Après s'être rassasié de ce spectacle, on rentra dans le salon, où l'on exécuta une pantomime absurde, mais convenable, ce qui est l'essentiel à

mes yeux. Bientôt après la Cour se retira, car il était onze heures. A ce moment, j'enfermai le Grand-Duc, les jeunes Archiducs et quelques dames dans mon salon d'été ordinaire, et je tâchai de me débarrasser de mes autres invités. Lanner a joué sur la galerie, puis nous avons soupé dans la salle à manger. Le Grand-Duc a chanté l'hymne national russe, et l'on a eu du mal à empêcher les jeunes gens de danser, car ils en avaient grande envie. Nous n'avons quitté le pavillon qu'à deux heures et demie. Tout le monde paraissait content de la soirée, qui en effet était parfaitement réussie.

12 mars.

J'ai passé la matinée au lit, afin de me remettre un peu de ma soirée. C'est ainsi que j'ai manqué la visite du Grand-Duc, ce que j'ai regretté vivement. Il a dîné à deux heures à la Cour. Clément était invité chez Tatistscheff, où la suite du Grand-Duc était réunie. A sept heures, il m'a fallu aller chez l'Impératrice, où avait lieu un concert d'amateurs. Le jeune Fürstenberg, mademoiselle d'Uechtritz, la comtesse Potocka, une des Amadé, le comte de Starhemberg, deux Stadion et d'autres ont exécuté quelques jolis chœurs, et madame de Schœnstein a chanté deux romances de Schubert.

J'ai passé les dernières heures de la soirée chez Éléonore Schwarzenberg, qui a organisé des jeux de société, après avoir permis à un Russe, qui joue très-bien du violon, de se faire entendre devant le Grand-Duc. Après le grand souper qui eut lieu ensuite, j'ai pris congé du Grand-Duc, qui a été très-bon et très-aimable pour moi. Il quitte Vienne avec beaucoup de regret.

13 mars.

Le Grand-Duc héritier est parti ce matin, ce qui me fait vraiment de la peine. Hier soir est venu un courrier de Paris, qui annonce la chute du ministère Molé. Tatistscheff est venu chez mon mari, après avoir accompagné le Grand-Duc jusqu'au premier relais. Il a eu le mauvais goût d'apporter une

tabatière à mon mari, ce qui m'a peinée, je l'avoue. Il aurait dû comprendre qu'on ne traite pas un homme tel que lui comme un autre, et je regarde en vérité comme une distinction de ne rien recevoir dans une telle circonstance. Avant tout, Clément n'avait pas de présent à attendre, notamment pas un présent de ce genre. Des preuves d'amitié et d'attachement ne se payent pas.

Tatistscheff m'a fait de la part du Grand-Duc les compliments les plus aimables. Le Grand-Duc de Weimar, l'Archiduc Charles et le jeune Archiduc Étienne, qui partent tous demain, m'ont encore honorée de leur visite.

17 mars.

Clément est d'autant plus absorbé par la retraite du ministère Molé, qu'il est certain que Thiers va être à la tête du Gouvernement.

On m'a présenté une marquise de Strozzi, fille de Nugent; c'est une femme très-jolie et très-agréable.

20 mars.

J'ai eu un dîner en l'honneur d'un Anglais qui a parcouru les Indes; son Gouvernement l'envoie en Perse pour y mettre les affaires en ordre, et on lui permet de s'arrêter quelques jours ici afin de s'entretenir avec Clément.

23 mars.

Le Grand-Duc de Weimar est venu prendre congé de moi et me remercier du bon accueil que je lui ai fait. Je ne mérite pas ces remercîments. L'aimable prince part demain.

28 mars.

Le ministère Soult-Thiers, dont on annonçait la nomination depuis huit jours, n'a pas pu se former; en France, tout est dans une telle confusion qu'on ne sait plus comment se tirer d'embarras.

29 mars.

Clément est triste, ou plutôt il est dégoûté de tout ce qu'on fait chez nous, je dirais presque, de tout ce qu'on n'y fait pas. La paresse, l'inertie, la négligence empirent tous les jours. On a horreur des conférences, parce qu'on sait qu'après une discussion contradictoire il faudrait adopter les propositions de mon mari, ce qui déplairait au comte Kolowrat. C'est ainsi que notre belle Monarchie tombe en ruine, c'est-à-dire qu'elle tombe en pourriture, car elle ne renferme que des éléments de destruction et n'a en elle aucun principe de conservation. Que Dieu ait pitié de nous, car nous sommes bien malades, bien à plaindre, bien malheureux, et sans le secours de Dieu, nous serons bientôt tout à fait abandonnés.

On a répandu dans la ville le bruit que Clément était malade ; tout cela m'afflige profondément.

L'envoyé de Perse est venu prendre congé. Il nous quitte à regret, et il avait les larmes aux yeux en me disant adieu.

6 avril.

Schiavoni m'a pris ma matinée pour faire la très-vilaine esquisse d'un portrait qu'il veut faire de moi.

On semble être très-préoccupé à Paris ; toutes les combinaisons ministérielles avortent ; Dieu sait comment tout cela finira. Le Roi lui-même paraît très-inquiet.

7 avril.

Rothschild a apporté à Clément la nouvelle de la formation d'un ministère qui est unique dans son genre. Il n'a pas de président ; Girod de l'Ain est garde des sceaux, et le duc de Montebello, ministre des affaires étrangères. Les autres ministres appartiennent, je crois, à tous les partis, car leurs noms sont tous également inconnus. Le tout ressemble à un poisson d'avril, d'autant plus que la nomination de ce Cabinet a eu lieu le 1er de ce mois.

J'ai été au théâtre; madame Unger a merveilleusement chanté dans le rôle d'Anna Bolena; son duo avec Poggi a été entraînant au possible, et j'ai pleuré comme un enfant. Ensuite j'ai eu avec le comte Sedlnitzky une grande discussion sur les chanteurs et les chanteuses. Il veut toujours diriger les affaires de l'Opéra, et le brave homme n'y entend absolument rien.

14 avril.

Tatistscheff m'a apporté une lettre de l'Empereur Nicolas *, qui me remercie pour le bon accueil que j'ai fait au Grand-Duc.

15 avril.

Clément a visité avec Tatistscheff une nouvelle fabrique de zinc, qui, dit-on, est tout à fait extraordinaire. Il en a été si enchanté et il en a tant parlé à Charles Hügel, que celui-ci s'est également empressé d'y courir.

19 avril.

Ce soir, j'ai vu danser la Taglioni. Elle est inimitable dans la « Sylphide » et charmante au possible dans un pas espagnol. On ne peut rien voir de plus gracieux.

* Cette lettre autographe est annexée au Journal; elle est ainsi conçue : « Vous avez été si bonne et si aimable pour mon fils, Madame la princesse, que je ne saurais me refuser le plaisir de vous en témoigner toute ma reconnaissance. Le souvenir de Vienne, que j'aimais tant déjà, m'en devient doublement cher, et je l'avoue sans détour, j'envie presque à mon fils de posséder sur moi l'avantage d'y avoir séjourné plus longtemps, et d'avoir aussi facilement effacé son père de votre souvenir.

« S'il me restait un vœu à former, ce serait de vous exprimer de vive voix combien j'attache de prix à l'accueil que vous avez bien voulu faire à mon fils, et combien je me plais à partager avec lui les sentiments de reconnaissance qu'il en conserve.

« Permettez-moi, Madame la princesse, d'y joindre mes plus sincères hommages, et de vous assurer de toute l'estime et de l'attachement que vous porte,

« Madame la Princesse,

« Votre bien affectionné serviteur

« NICOLAS.

« Pétersbourg, ce 18/30 mars 1839. » (*Note de l'Éditeur.*)

23 avril.

Mademoiselle Taglioni a dîné chez moi. Elle est gentille, simple, parle très-bien et fait une impression extrêmement agréable.

26 avril.

Un courrier d'Angleterre a apporté aujourd'hui la ratification définitive du traité hollando-belge, revêtue de la signature du Roi Léopold.

14 mai.

Clément m'a informée de la retraite du ministère anglais. C'est un événement grave; toutefois, personne ne saurait dire si les conséquences en seront bonnes ou mauvaises.

17 mai.

Clément a reçu de Franc ort la nouvelle de la formation d'un ministère en France, avec Soult comme président et ministre des affaires étrangères. Par contre, sir Robert Peel a demandé à la Reine d'Angleterre de renvoyer quelques personnes de sa suite, attendu qu'il était impossible qu'un ministère accomplît sa tâche s'il avait à lutter contre des intrigues de Cour. La Reine s'y est refusée, et Peel a déclaré qu'il ne pouvait pas se charger de former un Cabinet. Là-dessus la Reine a fait venir Melbourne.

28 mai.

A quatre heures, il nous a fallu aller chez l'Empereur à Schœnbrunn; il nous avait invités à venir voir un microscope solaire perfectionné. Au moyen d'une lampe à gaz dans le genre d'une lanterne magique, on voit tous les objets grossis à tel point qu'une puce a les dimensions d'un éléphant, et qu'on peut voir le sang circuler dans le corps de cette petite

bête, etc. Ce n'est pas très-appétissant, il est vrai, mais cela est intéressant au possible.

2 juin (Rennweg).

J'ai passé la matinée à me promener sur la terrasse, dans le jardin et dans mes appartements ; cet établissement me plaît, et je remercie Dieu de ses bienfaits. J'ai dit que je recevrais tous les dimanches, dans la matinée ; aussi la princesse de Kaunitz, la comtesse Valentin Esterhazy, Laure Fuchs, Sophie Zichy, et plus tard la princesse Jablonowska, sont-elles venues. J'ai fait les honneurs de mon petit pavillon.

4 juin.

Ce soir j'ai eu un charmant concert. Le prince Belgiojoso était venu avec Gabrielli. J'ai organisé cette fête en l'honneur des Hohenzollern ; la princesse Jean de Liechtenstein, Caroline Fürstenberg, Nani Esterhazy, Éléonore Schwarzenberg, Mimi Liechtenstein, la duchesse de Sagan, Flore Wrbna, les Villafranca et une foule de messieurs sont venus. La soirée s'est passée d'une manière très-gaie et très-agréable.

Presbourg, 5 juin.

Nous sommes heureusement arrivés à deux heures à Carlburg, malgré la poussière et un peu de pluie. J'ai trouvé là toute ma famille, à l'exception de papa, qui était à Presbourg. Nous avons dîné en famille, et ensuite nous sommes allés en voiture dans cette ennuyeuse ville de Presbourg. L'Empereur habite un appartement situé juste en face de nos fenêtres, ce qui gêne un peu la liberté de nos mouvements. La Cour a été bien reçue. Le soir, on a improvisé une illumination. Il avait plu, il faisait froid, et il y avait beaucoup de boue.

6 juin.

A dix heures j'étais chez l'Impératrice, en costume hongrois. J'ai fait le service avec la femme du *Judex Curiæ*, le comte de

Mailath, puis avec la baronne d'Eötwös, femme du *Tavernicus,* Caroline Bretzenheim, la comtesse Charles Esterhazy, qui est dame du palais depuis deux jours, et la comtesse Zdenko Palffy. L'Impératrice a commencé par recevoir une députation. On lui a adressé une allocution en hongrois; elle y a répondu en latin, et s'en est fort bien tirée. Après une grand'messe célébrée par le primat et qui a duré fort longtemps, nous avons assisté à la séance d'ouverture. Le chancelier Mailath a prononcé un beau discours en hongrois, auquel l'Empereur a répondu en latin. On dit qu'il a très-bien lu et d'une manière très-distincte. Il a eu beaucoup de succès; l'Impératrice, qui fait ici une grande impression, a été encore plus fêtée. Nous avons dîné à la Cour, toujours en costume hongrois, avec les dames du palais qui étaient de service, les *barones regni* et le primat, qui n'est venu que lorsqu'on était déjà à table. Nous sommes allés voir aussi le pauvre prince Grassalkowitsch, qui souffre beaucoup, bien qu'il se porte mieux. J'ai été un moment au théâtre, pour voir la magnifique réception qu'on a faite à l'Empereur. Nous demeurons dans la maison de la comtesse Sophie Esterhazy, où Rosine Esterhazy nous a abandonné ses chambres; nous nous y trouvons à merveille.

8 juin.

Je me suis mise en route après la messe et le déjeuner. J'ai rencontré mes enfants à Simmering, et j'ai pris Lothaire dans ma voiture. Il m'a saluée d'un cri de joie, ce qui m'a profondément touchée. Richard était souffrant; je l'ai trouvé dans le pavillon : il était très-enroué et avait mauvaise mine. Le soir, l'Archiduc Ferdinand est venu; il profite de ce que nous sommes voisins, quand il s'arrête à Vienne.

Carlburg, 15 juin.

L'Empereur avait dit qu'il viendrait en simple visiteur, mais il avait envoyé toute sa Cour. Il a accepté un dîner à Carlburg, ce qui est toujours quelque chose d'extraordinaire. Lorsque Leurs

Majestés se furent retirées dans leurs appartements, le dîner fut servi sous une tente que mon frère Félix avait fait dresser dans le jardin sous les grands marronniers. Malgré la chaleur excessive qu'il faisait, on s'y est trouvé très-bien, et le coup d'œil était fort joli. On a accompagné Leurs Majestés dans la forêt; là, Elles se sont reposées sous une tente près de la petite métairie, et les paysans leur ont donné le spectacle d'une petite danse. Cependant, l'Empereur n'a pas tardé à nous quitter pour retourner à Presbourg. L'Impératrice a été très-aimable et très-affectueuse.

Carlburg, Presbourg, du 17 au 23 juin.

Clément avait résolu d'aller le 17 à Bajna. Il voulait passer la nuit en voiture afin d'éviter la chaleur, et arriver le 18, jour anniversaire de la naissance de Léontine. Tout à coup il a changé d'avis; il a peur de la chaleur, ne veut pas me quitter; il a envoyé un courrier à Bajna pour y porter cette triste nouvelle. Caroline et Victor sont partis à notre place, et nous sommes restés tranquillement au château, ce qui a fait grand plaisir à mes parents. Clément a eu d'abord l'idée de retourner mercredi à Vienne; cependant on l'a tant prié de rester que nous avons décidé de passer tout notre temps ici. J'en ai été enchantée, parce que nous faisons grand plaisir à nos parents et que je supporte difficilement la chaleur; de plus, comme j'ai Mélanie avec moi, j'ai trouvé une distraction dans sa présence. Notre vie est très-uniforme : je me lève tard; le déjeuner et une courte conversation absorbent la matinée. Souvent je m'occupe à écrire, ou bien je lis des dépêches à Clément. Nous dînons régulièrement à trois heures, puis nous allons goûter le frais. Plus tard on va dans la forêt, où l'on me laisse souvent le plaisir de conduire une paire de chevaux qui appartiennent à Félix. Il est venu aussi des messieurs de Presbourg, les deux Károly, Erdœdy, Szápáry et d'autres. Nous terminons agréablement la soirée par une partie de quinze, ce qui est toujours une charmante distraction. Du reste, nos hôtes habituels se sont montrés, dès la première

séance, des radicaux des plus violents; l'ancienne opposition avait tout à fait disparu. L'affaire Raday est grave; on voulait reprocher avant tout à l'Empereur d'avoir violé les droits de la nation, en refusant de reconnaître un député nommé à Pesth, parce que celui-ci est sous le coup d'un procès criminel. Treize voix se sont prononcées dans ce sens; mais heureusement elles sont restées en minorité.

Dimanche matin j'ai eu la visite de Montbel, qui est venu ici pour voir le duc de Bordeaux après le retour du prince de son voyage en Turquie et en Transylvanie. A peine avais-je déjeuné que le duc est entré avec le duc de Lévis et un général Latour. Le duc se tient mieux; il est devenu plus élancé et moins timide. Clément s'est entretenu longuement avec lui de la France.

Après le dîner, nous avons quitté Carlburg pour retourner à Presbourg, où nous avons reçu quelques visites, pendant que la promenade était illuminée et qu'on tirait un feu d'artifice sur la pelouse.

Vienne, 25 juin.

Le duc de Bordeaux a été aujourd'hui à Schœnbrunn, où il a dîné chez l'Empereur. Il veut me faire l'honneur de venir demain s'asseoir à ma table.

J'ai dîné avec Montbel, Nobile, Sanquirico, qui venait de Milan, et Marchesi. Ces messieurs ont été enchantés du pavillon, ce qui a fait grand plaisir à Clément.

26 juin.

J'ai dîné avec le duc de Bordeaux, le duc de Lévis, M. de Montbel et quelques messieurs de sa suite. Le comte Cziraky et Clément Hügel ont été mes principaux auxiliaires dans ce dîner, qui du reste s'est fort bien passé. Le duc de Bordeaux cause agréablement et n'est pas très-timide. Il m'a fait la meilleure impression, car il serait un excellent jeune homme, même s'il n'était pas Roi de France. Clément me l'a enlevé pour lui faire lire quelques papiers. J'ai cherché à faire passer le

temps agréablement à ces messieurs, et lorsque je suis revenue au jardin, j'y ai trouvé le duc et la duchesse de Blacas.

27 juin.

Après le dîner est venue lady William Russell avec ses enfants, et ensuite Pereira, qui avait à parler à Clément. Mon pauvre mari était très-absorbé par une triste nouvelle que lui a apportée le courrier de Turquie : on dit que le Sultan est à la mort.

28 juin.

A deux heures, il m'a fallu aller en ville pour recevoir la députation de Pesth et d'Ofen, qui venait m'apporter ses remercîments pour les grands secours en argent que j'ai procurés l'année dernière aux pauvres inondés au moyen de la loterie que j'avais organisée. J'ai prié les députés de remercier la municipalité de Pesth et d'Ofen pour cette attention, et j'ai ajouté que j'avais toujours du plaisir à faire du bien, mais que je m'étais sentie particulièrement heureuse de pouvoir prouver par des faits à mes compatriotes combien je les aime.

30 juin.

A huit heures et demie, nous nous sommes rendus dans notre petite chapelle, où s'étaient réunis un grand nombre de prêtres, ayant à leur tête l'évêque qui devait la bénir. La cérémonie a duré longtemps. L'évêque a dit la messe, puis nous lui avons offert un déjeuner, à lui et aux prêtres qui l'accompagnaient. Nous avons reçu une foule de visites au Rennweg. Les deux fils de l'Archiduc Charles sont venus aussi. L'Archiduc Albert part demain pour Saint-Pétersbourg; son frère regrette fort de ne pouvoir l'accompagner. Le duc de Bordeaux nous a également honorés de sa présence; il a trouvé chez nous beaucoup de membres du corps diplomatique, et il a été très-aimable pour tout le monde.

7 juillet.

Les nouvelles qui viennent de Constantinople relativement au Sultan sont toujours très-alarmantes.

12 juillet.

Nous avons dîné à Dœbling chez lord Beauvale.

Clément est très-absorbé par les courriers qu'il est obligé d'expédier à propos des affaires d'Orient. Il paraît qu'elles prennent une meilleure tournure qu'on ne l'avait supposé. Du reste, l'éventualité de la mort du Sultan a déjà été prévue à Münchengrætz. J'ai relu ce qui a été convenu alors; la sûreté avec laquelle tout a été prévu est admirable, et si le public crie aujourd'hui que la Russie aura la prépondérance en Orient, cela ne fait rien, parce que l'Empereur Nicolas a déjà pris position il y a cinq ans et que maintenant ce sont les grandes puissances qui marchent en avant, et non pas lui.

18 juillet.

Il est venu un courrier de Constantinople. On a fait de nouvelles nominations dans cette ville, et, au lieu d'agir énergiquement contre Méhémet-Ali, on est prêt à lui abandonner autant de provinces qu'il voudra en prendre. Par bonheur, les puissances se font un devoir de mettre des bornes à la sottise de la Turquie et à l'avidité de Méhémet.

Il y a eu chez l'Archiduc Maximilien une belle soirée en l'honneur de sa nièce, la duchesse de Modène. Son palais avait été très-ingénieusement disposé à cet effet. On a commencé par un concert, qui a été suivi d'un bal; la serre était éclairée, ainsi que la galerie qui mène au jardin. C'était très-joli; seulement il faisait une chaleur épouvantable. La famille impériale comptait trente-quatre membres, dont vingt Archiducs. Les petits Archiducs ont beaucoup dansé avec Mélanie.

20 juillet.

Il continue de faire beau temps, mais la chaleur est insupportable. Dans la matinée, nous avons lu des dépêches. Clément a appris hier que les troupes turques ont été battues par Méhémet-Ali et que la flotte turque s'est révoltée. Il paraît que ces nouvelles sont arrivées à Constantinople et qu'on les a tenues secrètes; une conséquence de ces faits, ce seraient les propositions de paix qu'on a faites à Méhémet-Ali. Tout cela prend une tournure inquiétante. Mais les grandes puissances sont d'accord. Depuis Münchengrætz, on a prévu ces éventualités, et l'entente entre la Russie, l'Autriche et la Prusse est irrévocable. L'Angleterre affirme qu'elle décidera la France à marcher de l'avant dans la question d'Orient, et la France nous dit tout bas qu'elle saura bien pousser l'Angleterre à marcher.

2 août.

Clément est tellement occupé qu'il me fait vraiment pitié. Aujourd'hui, il a travaillé quinze heures sans discontinuer; c'est trop : il a mauvaise mine, ce qui m'inquiète, et j'ai déjà le cœur tellement gros que je puis à peine supporter ce nouveau poids.

Il s'est passé plus d'un mois depuis que j'ai écrit; j'ai enduré dans cet intervalle de cruelles souffrances, auxquelles je ne puis penser sans trembler, mais aussi sans remercier Dieu du fond du cœur.

J'ai vu à peine mon pauvre Clément, qui s'est trouvé dans un état de surexcitation plus grande que jamais. Il a envoyé Huszar à Constantinople pour arrêter Stürmer, qui a commis des bévues et qui trouvait tout naturel que la Porte fît en faveur de Méhémet-Ali *tous les sacrifices possibles*. Pendant qu'il attendait des réponses de Saint-Pétersbourg avec une impatience que je n'avais encore jamais remarquée chez lui, et qu'il mettait toute son espérance dans l'Empereur de Russie

et dans Ficquelmont, ce dernier est tout à coup arrivé ici; il a affirmé qu'il considérait l'affaire d'Orient comme terminée, que telle était aussi l'opinion de l'Empereur de Russie, etc. Après avoir travaillé quelques jours avec mon mari, il a bien vu combien il s'était laissé tromper. Il a reconnu la *défection* des Russes, qui ne veulent pas en ce moment venir au secours de la Porte, même sous la forme la plus anodine, et qui désirent la ruine de cette puissance. Tout cela a beaucoup affecté Clément. Ficquelmont a travaillé trois jours avec lui, puis il est parti pour rejoindre sa femme à Aix en Savoie. Clément a commencé seul et sans secours son formidable travail jusqu'au dimanche 11 août. Ce jour-là, il me dit qu'il ne pouvait pas aller plus loin, qu'il lui était impossible de travailler plus longtemps, qu'il avait la tête en feu. Il a voulu voir Lamb, qui habite Dœbling. Nous n'avons pas trouvé l'ambassadeur. J'ai proposé à Clément d'aller à pied. Nous avons fait une promenade, et nous sommes rentrés tard; l'inévitable Struve et quelques autres sont venus, et il a fallu travailler encore et causer avec une cinquantaine de personnes ennuyeuses qui remplissaient mon salon parce que c'était dimanche. Lundi matin, Clément avait encore toujours mauvaise mine, ce qui ne l'a pas empêché de se remettre à la besogne et de me dire qu'il avait encore à envoyer des instructions à Stürmer. Il a écrit pendant trois heures dans la matinée. Hardegg est venu l'informer de l'arrivée de l'Archiduc Frédéric, qui a reçu la mission de prendre le commandement de la frégate *Guerriera* et de rejoindre l'escadre d'Orient commandée par Bandiera; cette nouvelle a également donné de l'humeur à Clément. Toutefois, la chose reposait sur un malentendu. Ensuite, Clément s'est rendu avec l'Empereur à l'Académie des Beaux-Arts, pour examiner les modèles du monument de l'Empereur François, qui tous ont été rejetés; il est revenu à deux heures tout défait, en me disant qu'il était complétement épuisé. Il était assis dans mon fauteuil, plongé dans une prostration qui m'a extrêmement inquiétée. Il a fait un effort sur lui-même lorsque Maltzahn est venu dîner; mais à sept heures, n'en pouvant plus, il est allé se coucher. Il avait la tête brûlante, et j'étais

tourmentée au dernier point. Mardi, il s'est senti un peu mieux, et Jæger m'a affirmé que ce n'était qu'une fièvre catarrhale. Mercredi, Jæger l'a trouvé assez bien, puis il est parti pour aller voir un malade à trois postes d'ici. C'est alors que sont venues pour moi les heures les plus douloureuses de ma vie. Clément allait plus mal; il a eu des crampes, et son état était si épouvantable que j'ai cru un moment qu'il avait été frappé d'apoplexie. Ma seule assistance, ma seule consolation, c'était Clément Hügel. J'ai voulu envoyer chercher un médecin, mais Clément s'y est opposé. Toute la responsabilité vis-à-vis de la famille, de la Cour, de l'Europe, tombait sur moi seule; aussi j'étais hors de moi. A huit heures, après trois heures d'attente, Jæger est revenu. Il a voulu poser des sangsues à Clément; j'ai insisté pour faire venir Raymann de chez l'Empereur, afin qu'il y eût au moins une personne attachée à la Cour. Vers minuit, un mieux se fit sentir, et le 15, jour de l'Assomption, fut meilleur. Ce jour-là, Lederer, mon médecin *à moi,* vint voir Clément. Il me dit de ne pas m'effrayer s'il survenait une aggravation le lendemain, et de n'en pas croire les médecins, qui iraient peut-être jusqu'à parler de fièvre nerveuse et d'autres maladies semblables. Il ajouta qu'il était convaincu que Clément n'avait qu'une fièvre tierce; que tout ce qu'il avait vu et entendu le lui prouvait. Cela m'a rendu courage et confiance, et j'ai résisté plus facilement aux angoisses du vendredi, qui a encore été un des mauvais jours. Jæger parlait d'une fièvre nerveuse; il attendait toujours une crise; j'étais certaine qu'elle n'arriverait pas. Ce n'est qu'à la fin de son long accès que Clément a eu de fortes sueurs, ce qui confirmait encore davantage la justesse du pronostic de Lederer. Aussi ai-je été plus rassurée à partir de ce moment-là.

L'Archiduc Louis a été très-inquiet et très-abattu; l'Archiduchesse Sophie s'est conduite d'une manière admirable. J'ai tâché de prouver qu'il fallait faire quelque chose pour tenir en ce moment les affaires éloignées de mon mari et pour lui en alléger le poids à l'avenir. Clam, en allant à Ischl, est arrivé à Vienne. Il a pris la direction des affaires, c'est-à dire qu'il a donné un coup de main à Ottenfels et à Mercy, et,

lorsque Clément s'est senti mieux, il a décidé l'Empereur à faire venir Ficquelmont pour qu'il s'occupe des affaires d'Orient. Le 25, Clément a quitté le lit; mais, par extraordinaire, il ne se sentait pas très-affaibli. Léontine et Herminie sont enfin arrivées de Bajna. J'ai remercié Dieu d'avoir été seule pendant cette douloureuse période, car les enfants auraient vu du danger là où il n'y en avait point, et seraient bientôt arrivés à me faire croire qu'il était à la mort, lorsqu'il allait entrer en convalescence.

Lorsque Clément s'est senti tout à fait remis, il a décidé de partir pour le Johannisberg. Avant son départ, toute la Cour est venue le voir. L'Archiduc Louis est venu deux fois, ainsi que l'Empereur et l'Impératrice mère. Ficquelmont est arrivé aussi; il a pris la direction des affaires d'Orient, qui prennent d'ailleurs une tournure favorable. La Russie veut enfin se ranger de notre côté, après avoir exercé pendant si longtemps une influence fâcheuse. Le dixième ou le quinzième jour de la maladie de mon mari, Tatistscheff est venu de Saint-Pétersbourg; il était embarrassé, et Struve était plus mort que vif, car il savait bien qu'il était pour beaucoup dans cette maladie. L'Angleterre, mais surtout lord Beauvale, s'est très-bien comportée; cela a été un baume pour la blessure de mon pauvre Clément.

AU CHATEAU DU JOHANNISBERG.

1340. Voyage au Johannisberg. — A Francfort. — Au Johannisberg. — Les Rothschild. — Les familles Eltz et Ingelheim. — Le professeur Ettingshausen et le daguerréotype. — Visite des Archiducs. — Voyage sur le Rhin. — La maison où est né le prince, à Coblentz. — Mimi Meyendorff. — M. de Gagern. — Le bateau à vapeur *John Cockerill.* — La duchesse douairière de Nassau. — La grande-duchesse Stéphanie. — Le Johannisberg ressemble à un hôtel. — Capefigue. — Mort du père de la princesse. — A Rüdesheim. — Reliques et anciens souvenirs. — Mayence. — Le vin du Johannisberg. — Brunnow. — Départ du Johannisberg. — Affaires d'Orient. — A Francfort. — Le comte Münch. — La salle impériale. — Darmstadt.

Mœlk, 10 septembre.

1340. Après avoir fait mes derniers préparatifs, j'ai pris à la hâte congé de mes enfants et je me suis mise en route avec

Clément. Nous avons dîné à Saint-Pœlten et nous sommes arrivés à sept heures à Mœlk, où nous avons couché. J'avais le cœur gros en quittant Vienne; je déteste les adieux et les départs.

Johannisberg, le 17 septembre.

Notre voyage s'est effectué très-heureusement. Les environs de Linz sont charmants; à huit heures nous étions à Vilshofen, où nous nous sommes couchés immédiatement. Un courrier venu de Vienne m'a apporté des nouvelles des enfants. Le 13, nous avons quitté Vilshofen de très-bonne heure, et à cinq heures nous étions déjà à Ratisbonne. Nous étions en train de dîner quand on nous annonça Andlau, qui venait de Munich pour nous voir, et Pachta, qui venait également de Munich et qui se rend à Prague. Nous avons eu beaucoup de plaisir à les revoir. Ensuite, nous sommes allés voir le Dôme, qui est un beau morceau d'architecture. Clément a reçu aussi des visites du prince de Taxis et du président du Gouvernement. Il s'est couché fatigué; son lit était mal fait, et, le 14 au matin, quand nous avons voulu partir, il a été pris de vertige et a été obligé de se recoucher. J'étais très-inquiète; mais à neuf heures il s'est relevé; il avait dormi un peu et se sentait mieux. Nous avons continué notre voyage et sommes arrivés heureusement à Nuremberg, à neuf heures du soir. Je ne pensais plus qu'à manger, car nous avions une faim épouvantable. Le lendemain, dimanche 14, nous avons assisté à la messe qui nous a été dite dans une pauvre chapelle catholique, la seule qui subsiste encore à Nuremberg. J'ai visité toutes ces magnifiques églises dont la foi catholique a fait de si merveilleux monuments. Nous avons aussi admiré, dans cette ville si curieuse, les maisons datant de la Renaissance, qui sont parfaitement conservées, et les superbes monuments et œuvres d'art de cette époque. Le soir, nous sommes arrivés à Wurzbourg, que nous avons quitté le 15. A six heures du soir, nous étions à Francfort.

Pendant que nous dînions à l'*Empereur romain*, Münch est venu; il a éprouvé une joie touchante à revoir Clément en

bonne santé. Puis nous avons reçu la visite de trois frères Rothschild : notre Salomon, Anselme et James. Nous nous sommes un peu reposés, ensuite je suis allée voir les magasins avec Goldschmidt. Deux des Rothschild se sont joints à nous; c'étaient Salomon et son frère Charles, car ils sont maintenant tous réunis. Après notre retour à l'hôtel, nous avons reçu la visite de Betty Rothschild, du prince de Cobourg, de Wittgenstein, de Rechberg, du jeune Vrints et de beaucoup d'autres. Accompagnée de Münch, j'ai encore visité quelques magasins, qui toutefois n'ont pas répondu entièrement à mon attente; je les croyais mieux montés.

Nous sommes partis le 16. Nous avons traversé Wiesbaden avec les chevaux du jeune duc, qui nous en avait envoyé suffisamment pour trois relais, et à trois heures nous sommes arrivés au Johannisberg. Clément était rayonnant de joie; quant à moi, j'ai remercié Dieu de lui avoir permis d'arriver ici heureusement. Le deuil était général dans le pays. Tout le monde déplore la mort du duc, et les manifestations extérieures de regret sont aussi sincères que cordiales.

18 septembre.

J'ai passé la matinée à m'installer et à admirer la belle vue, qui toutefois est un peu gâtée par la pluie. Le froid est très-sensible, ce qui est désagréable à Clément. Le grand maître des cérémonies du duc, son premier ministre, Walderndorff, et le comte d'Ingelheim, sont venus nous voir. La mort du duc et la douleur de sa famille ont fait le sujet de la conversation. On parle avec beaucoup d'éloges du jeune duc, qui se conduit très-noblement. Il a pour Clément toutes les attentions possibles. Nous nous servons de ses chevaux, et un employé de la police surveille le château. A six heures, nous avons dîné, puis nous avons joué au whist; nous étions : Clément, Neumann, le docteur Jæger et moi, avec Sieber comme suppléant.

19 septembre.

Les matinées sont longues, parce que nous nous levons à sept heures et que nous dînons à six heures. Nous avons beaucoup écrit et lu; nous avons visité toute la propriété, y compris le jardin, où il y a de fort beaux arbres, parmi lesquels se trouve un cèdre du Liban qui est magnifique. Clément se sent si content et si heureux, qu'il fait du bien à voir.

Les deux princes de Nassau sont venus nous voir. La douleur qu'ils ressentent de la mort de leur père est touchante; ce sont tous deux d'excellents jeunes gens, infiniment bons et aimables. Le comte d'Eltz et la famille d'Ingelheim nous ont aussi rendu visite.

23 septembre.

Ce matin est venu lord Claud Hamilton, qui a été autrefois à Vienne, et ensuite en Égypte. Il est gendre de lord Aberdeen; c'est un homme aimable. J'ai passé la soirée à causer avec lui, pendant que mon mari faisait une partie.

25 septembre.

Clément et moi nous sommes allés voir les Ingelheim. Comme le duc de Nassau ne nous a pas trouvés au château, il nous a suivis et m'a offert, sur la grand'route, un magnifique bouquet de roses et de fleurs d'oranger. Il est réellement très-affectueux et plein d'attentions pour nous. La propriété des Ingelheim est très-jolie, et la famille est on ne peut plus aimable.

A la maison, j'ai circulé dans nos vignobles, qui sont magnifiques et qui promettent une bonne année.

30 septembre.

Les comtes de Rechberg, de Walderndorff et de Winzingerode sont venus déjeuner avec nous. Ensuite, nous avons fait

une magnifique excursion dans le Niederwald. Nous avons passé par Rüdesheim, où j'ai vu avec peine le vieux château des Metternich, que Clément a vendu et dont Ingelheim est actuellement propriétaire. Il est toujours pénible de perdre un domaine de famille aussi respectable. Le commandeur Coudenhove, qui séjourne chez Ingelheim, s'est fait notre cicerone. Toute la famille Ingelheim a dîné chez nous; l'attachement du vieux M. d'Ingelheim pour mon mari est touchant. Il m'a dit combien il regrettait que Clément eût vendu toutes les propriétés qu'il possédait dans cette contrée.

1er octobre.

Nous avons passé la matinée avec le professeur Ettingshausen, qui vient de Paris et qui s'est beaucoup occupé de daguerréotypie. Il veut faire des expériences ici. L'Archiduc Maximilien et le prince héréditaire de Modène sont venus à quatre heures et demie. Ils ont admiré la vue; puis nous avons passé la soirée à causer et à regarder les portraits.

2 octobre.

J'ai assisté à la messe avec les Archiducs, qui ont ensuite passé une heure à causer avec nous. Il y avait un brouillard épouvantable, qui a duré jusqu'à onze heures; il était si épais que les bateaux à vapeur ont dû suspendre leurs voyages. Il y en a un qui est resté échoué sur un banc de sable pendant cinq heures, et nous avons vu comment un autre l'a remis à flot; c'était un spectacle intéressant. Après le déjeuner, nous sommes allés à Rüdesheim, où les Ingelheim ont fait aux Archiducs les honneurs de leur château. Après avoir tout visité en détail, nous nous sommes rendus à Bingen, de l'autre côté du Rhin. Le temps était magnifique, et la traversée a été merveilleusement belle. Nous avons vu le vieux château de Bingen, qui a été, dit-on, habité par Charlemagne et a servi de prison à l'Empereur d'Allemagne Henri IV, qui y a été retenu prisonnier par ses fils. A cinq heures, nous sommes revenus très-satisfaits de notre

excursion. Les Ingelheim, les Eltz, les comtes de Waldern-dorff et de Winzingerode ont dîné chez nous. J'ai prié le comte de Walderndorff de me procurer l'image de la Sainte Vierge de Nothgottes, où se trouvait un ancien pèlerinage. Nous avons au Johannisberg les cornes du taureau sauvage qui, d'après la légende, a trouvé l'image dans la terre; je voudrais naturellement avoir l'image pour l'honorer de la vénération qu'on lui a refusée pendant une si longue suite d'années. J'espère que Walderndorff me procurera cette précieuse image.

3 octobre.

Le temps était affreux; il était impossible de sortir. Nous avons fait avec Ettingshausen des expériences de daguerréotypie; mais elles n'ont pas réussi, tandis qu'hier le professeur est parvenu à reproduire d'une manière charmante le pavillon d'entrée. Nous avons dîné avec le maréchal de la Cour de Nassau, le général Piret et d'autres messieurs. Nous avons passé la soirée à faire des tours de cartes qui ont fort amusé les Archiducs.

4 octobre.

Le temps était couvert, ce qui ne nous a pas empêchés de partir pour Geisenheim. Nous nous sommes embarqués sur un bateau à vapeur de Cologne, qui portait le nom de *Comte de Paris*. Notre voyage aurait été intéressant sans la pluie, qui est tombée presque sans discontinuer, et sans le brouillard, qui nous cachait la vue, si belle d'ordinaire. Chacun de nous avait un livre avec des gravures représentant les châteaux et avec les légendes qui s'y rattachent. Nous avons visité le château du prince Guillaume de Prusse, Rheinfels, et nous sommes arrivés à Coblentz à quatre heures. Nous sommes allés voir la maison où est né Clément, et qui appartient maintenant à plusieurs propriétaires; ensuite nous avons été dans une fabrique de laiton, et, avant de nous coucher, nous avons reçu encore la visite du gouverneur prussien.

5 octobre.

Nous avons passé une journée triste et ennuyeuse. Il y avait un brouillard tellement intense qu'on ne voyait pas à deux pas. Mais cela ne nous a pas empêchés d'aller voir les ponts et de retourner à la maison Metternich, que nous avons visitée à l'intérieur dans tous ses détails. Tout y est tellement changé que Clément ne s'y reconnaît plus. Je ferais volontiers un grand sacrifice pour rentrer en possession de cette maison, à laquelle se rattachent tous les souvenirs de la jeunesse et de la première enfance de mon mari. Nous avons visité aussi les églises; il y en a de fort belles. Nous avons trouvé les armes de Metternich dans celle de Saint-Castor, qui est une des plus anciennes, car on célébrait il y a cinq ans le millième anniversaire de sa construction.

Clément a dîné chez le général Borstel; Richard était à Cologne avec le négociant en vin Leiden, et il est rentré enchanté de son voyage. Nous sommes allés voir un brave bourgeois de Coblentz, nommé Dietz, qui possède une belle collection d'antiquités. Clément est allé dans un magasin de la fabrique de quincaillerie de Zani, pendant que l'Archiduc Maximilien venait me faire une visite d'adieu; il part ce soir pour Cologne. Les Redern et Herminie sont allés faire une excursion à Sayn et à Neuwied, où se trouve une maison de Frères Moraves; malheureusement je n'ai pu les accompagner.

6 octobre.

A dix heures, nous sommes revenus au Johannisberg par la voie de terre. Je me suis amusée à lire toutes les légendes qui se rattachent aux châteaux qu'on voit en route.

8 octobre.

Nous avons eu une foule de visites. Le duc et la duchesse de Mecklembourg sont aussi venus; ils voulaient voir le Johannisberg.

A peine m'étais-je débarrassée de mes hôtes qu'on nous annonça que le bateau à vapeur *John Cockerill,* dont la construction venait d'être terminée, s'était mis à l'ancre à Geisenheim, afin que nous puissions aller le visiter. Il m'a donc fallu m'y rendre avec Clément. On nous a accueillis par des salves de canon, et sur le bateau, qui est disposé avec un luxe inouï, un déjeuner nous attendait. Nous étions à table avec les messieurs de la Société de navigation à vapeur, lorsque la grande-duchesse Stéphanie et toute la famille Ingelheim sont également venues sur le bateau. Il nous a fallu faire une assez longue traversée ; 'étais très-fatiguée, mais contente en revenant chez moi. La grande-duchesse, sa fille, deux messieurs de sa suite, tous les Ingelheim, Dietrichstein, etc., sont venus dîner chez nous. Nous étions vingt-cinq personnes à table.

9 octobre.

Clément et moi, nous sommes allés à Wiesbaden; nous y avons trouvé le duc de Nassau, qui nous a fait les honneurs du nouveau palais que son père a commencé à y construire et qu'il veut achever. Le duc nous a conduits ensuite à son château de *la Platte;* mais, arrivés sur la montagne, nous n'avons pas tardé à constater que nous n'aurions pas de vue, car le brouillard était tellement épais qu'on ne voyait pas à cent pas. En effet, étant arrivés au château, nous ne pouvions distinguer si les fenêtres étaient en verre dépoli ou voilées par le brouillard. Le duc était seul avec le maréchal de la Cour. Nous avons visité l'intérieur du château, qui est fort joli, et, après un magnifique dîner, nous sommes retournés à Biebrich. Le duc était inquiet au sujet de son frère Maurice, qui était tombé malade dans la nuit. Je suis allée voir la duchesse douairière, qui est toujours jolie et aimable.

11 octobre.

La grande-duchesse Stéphanie est venue nous voir; nous avons eu beaucoup d'invités étrangers à déjeuner. Mélanie dit : Le Johannisberg est comme un hôtel; on y vient et l'on s'en va

après avoir mangé et dormi. Il y avait entre autres quelques messieurs du corps diplomatique de Francfort, M. Capefigue, qui veut s'entretenir avec Clément dans l'intérêt de ses ouvrages historiques. Le général Borstel est aussi venu, et Clément l'a aussitôt invité à nous accompagner dans une excursion que nous voulions entreprendre au moment même de son arrivée. L'endroit que nous voulions voir s'appelle Eberbach; on passe devant les célèbres vignobles de Steinberg, qui appartiennent au duc de Nassau; ensuite on atteint une hauteur d'où l'on a une jolie vue. Dans l'endroit même se trouvent actuellement une maison de correction et une maison de fous; nous avons même rencontré quelques fous pendant notre excursion. On y voit aussi une église magnifique; autrefois, il y avait là un grand et beau couvent, qui a été détruit et dont il ne reste que le souvenir et quelques ruines qui attestent combien cette construction était belle jadis.

Nous avons eu une foule de monde à dîner, entre autres le prince de Solms, qui vient de Hanovre, et le prince d'OEttingen, beau-frère de Dietrichstein.

12 octobre.

Je savais qu'il devait venir un courrier, et c'est dans une agitation croissante que je suis allée à la messe. Enfin, je demandai à Clément s'il était venu des lettres; il me répondit affirmativement, en ajoutant que tout était fini. J'avoue que j'ai eu de la peine à comprendre ce que les lettres de maman et de mes pauvres sœurs ne m'ont expliqué que trop tôt. Mon Dieu, qu'il est dur d'être loin des siens dans un pareil moment! Mon pauvre père! il était si bon! Ici je n'ai personne qui puisse le pleurer avec moi. On est bon, on s'associe à mon chagrin, mais personne ne peut comprendre ce qui se passe en moi. Mes pauvres sœurs! ma pauvre mère! Que feront mes frères? Il est plus que cruel, il est terrible de ne pas être là et de ne pas voir de ses propres yeux comment ils supportent tout cela!

Mimi Meyendorff est allée à Biebrich pour nous faire faire des habits de deuil, à moi et à mes pauvres enfants. Le soir,

j'ai été au dîner; Clément souffre de me voir triste; aussi faut-il que je me contienne autant que je puis.

14 octobre.

J'ai mis mes vêtements de deuil et j'ai assisté au service funèbre qui a été célébré ici. Les prières, qui se disent ici en allemand, pour le repos des âmes des morts, le nom de *François* prononcé si haut, la ferveur de ces braves gens des environs, qui ne connaissaient pas celui que je pleure seule, tout cela m'a déchiré le cœur. La vue de mes deux enfants en deuil m'a rendu le calme. Si j'avais pu les voir vêtus ainsi il y a quelques semaines, j'aurais cru qu'un malheur bien plus grand, bien plus difficile à supporter, allait fondre sur moi; aussi j'ai loué le Seigneur.

Clément m'a conduite à Rüdesheim. Nous avons visité l'église, dans laquelle se trouvent d'anciens tombeaux des Metternich, puis l'image qui a été découverte dans la terre par un taureau, du temps de Brœmser, les portraits de cette famille, les cornes du taureau et le lit de Brœmser, enfin le petit ex-voto que Brœmser, qui avait été prisonnier des Sarrasins, avait donné à l'église, ainsi que les fers qu'il portait aux mains et aux pieds. Clément veut faire ériger une chapelle et consacrer une chambre spéciale à toutes ces anciennes reliques; il fait son possible pour ravoir l'image miraculeuse, qui est d'ailleurs horrible, et que l'on tient soigneusement cachée dans l'église de Rüdesheim. Nous avons rencontré dans l'église un vieillard qui nous a conduits aux anciennes maisons Metternich, Coudenhove et Bassenheim, et qui, à l'exemple de tous les habitants du Rheingau, était très-attaché à la famille Metternich. Lorsque je lui exprimai le vif regret que j'éprouvais à voir que tous les biens de mon mari avaient été vendus, il me dit : « Ah ! oui, l'ancien château ! Nous avons tous été si tristes et nous nous sommes demandé : N'y a-t-il donc pas un Metternich qui puisse sauver cet antique domaine ? » J'en ai eu les larmes aux yeux. Nous avons visité l'intérieur du vieux château, ensuite nous sommes allés voir une maison qui

appartenait autrefois aux Metternich; elle a été reconstruite, et elle est également la propriété d'Ingelheim, ainsi que tous les vignobles des environs. Tout cela est bien triste.

15 octobre.

Clément, les deux enfants et moi, nous nous sommes mis en route à neuf heures pour aller à Mayence, où nous attendaient les comtes de Münch et d'Ingelheim. Nous avons tout vu dans cette ville; elle a pour moi un double intérêt, à cause des souvenirs de jeunesse de mon bon Clément et parce que tant de vieux souvenirs de la famille de Metternich s'y rattachent. Le Dôme est fort beau. Nous y avons rencontré par hasard un peintre qui en copiait une partie, et j'ai obtenu que Clément fît dessiner les bancs où il s'est assis si souvent dans sa jeunesse lorsqu'il était chanoine. Nous avons vu la salle où avait lieu l'élection du Prince Électeur; c'est une pièce où se trouvent les portraits de tous les Princes Électeurs d'autrefois; quelques vases sacrés fort beaux, une foule d'objets on ne peut plus intéressants, derniers témoignages d'une grandeur qui n'est plus. Les magnifiques maisons qui étaient habitées jadis par les premières familles, sont aujourd'hui désertes et ruinées. Toute la noblesse de la ville ne se compose plus que de deux personnes, le vieux commandeur Kesselstadt et une chanoinesse fort âgée, mademoiselle d'Eltz. Nous sommes allés voir le général Piret et sa femme, Salis et Kesselstadt. Nous avons visité l'atelier d'un assez bon peintre, le théâtre, quelques magasins, les promenades et les fortifications, qui sont gardées par des troupes autrichiennes et prussiennes; puis nous avons dîné à l'hôtel et nous sommes revenus, à six heures, au Johannisberg, où nous avons trouvé notre société tranquille et contente.

16 octobre.

Lord Lansdowne est venu nous voir; nous lui avons montré le vignoble, où l'on était en train de faire une vendange provisoire. Ici, tous les raisins sont pourris quand on les coupe,

et l'on dit que c'est cette pourriture seule qui donne au vin le goût qui fait son mérite et le rend si bon et si doux. L'opération n'est pas très-ragoûtante, mais Clément y trouve du plaisir.

19 octobre.

Nous avons déjeuné avec le prince Dolgorouki, qui avait apporté au prince de Nassau une lettre de condoléance de l'Empereur de Russie, et M. de Brunnow. Ce dernier vient d'Angleterre ; il est accrédité auprès des Cours de Carlsruhe et de Stuttgard. Nous avons longuement causé ensemble, et nous avons discuté à fond toutes les questions russes. Il est un peu tourmenté des affaires d'Orient, au sujet desquelles je lui ai dit franchement ma manière de voir. Nous avons fait une visite à la grande-duchesse, et nous avons passé le reste de la journée avec Brunnow, qui est très-aimable et très-bon, et qui est plus Allemand que Russe. Il est très-inquiet au sujet de l'Impératrice.

20 octobre.

Nous avons été assez seuls comparativement aux autres jours. Brunnow a longuement causé avec Clément. Le prince Frédéric de Prusse est venu de Rheinfels pour voir mon mari. Plus tard, nous sommes allés avec Benkendorff à Rüdesheim, et, après notre retour, j'ai écrit quantité de lettres. Après le dîner sont venus la princesse Marie de Bade, les Ingelheim et les Eltz ; tous ont été très-aimables et regrettent notre départ.

21 octobre.

Après le déjeuner, Clément, Brunnow et moi, nous nous sommes rendus à Biebrich, et nous avons pris congé de la jeune et belle duchesse, qui est d'une amabilité charmante. Mon grand deuil et quelques paroles affectueuses que nous avons échangées ont à la fois attristé et adouci notre séparation. Le duc m'a raconté que le Roi des Belges est arrivé hier à Wiesbaden. Pendant tout le voyage, Brunnow a été

très-communicatif et très-intéressant. Notre dîner a été très-agréable; les enfants sont très-affairés par suite de l'arrivée d'un peintre de Mayence, nommé Hemmerlein, qui est venu pour faire leurs portraits et qui a su gagner leur affection. Nous avons vu encore une fois les Ingelheim, dont je me sépare vraiment avec beaucoup de regret. Le soir, Clément était tellement triste que tout le monde en a été frappé. Il est réellement malheureux de quitter son cher Johannisberg.

22 octobre.

Clément a été accablé d'affaires et d'ennuis. Après la messe, j'ai vu encore une fois le duc de Nassau avec son frère; ils ont eu l'extrême bonté de venir de bon matin. Je me suis séparée de mes enfants, non sans beaucoup de chagrin. Clément n'a pas voulu les emmener avec nous, pour ne pas compliquer notre voyage. Ils vont passer encore un jour au Johannisberg et ne partiront que demain; j'espère les revoir demain à Francfort. Nous nous sommes mis en route à dix heures, conduits par les chevaux du duc de Nassau. Brunnow nous suivait. A Wiesbaden, Clément a eu une audience d'une heure et demie chez le Roi des Belges. J'avais pendant ce temps une conversation très-intéressante avec Brunnow. Il est triste et tourmenté de la tournure qu'a prise l'affaire d'Orient, et de l'humeur que nous avons, par suite, contre l'Empereur de Russie. Il m'en avait déjà parlé, et je lui avais dit sans détour mon opinion à cet égard; aujourd'hui, il est revenu sur le même sujet et a parlé bien nettement du désir qu'avait l'Empereur de se voir bien connu et bien jugé par Clément *et par moi*. Je lui ai représenté l'impression pénible que cette défection politique avait faite sur moi, et je me suis exprimée d'une façon tout à fait catégorique.

A quatre heures, nous sommes arrivés à Francfort, accompagnés par Münch; Clément et moi nous avons visité les magasins. Nous avons trouvé les Redern et Herminie, qui venaient de Darmstadt, et nous avons tous dîné chez Münch, avec Mimi Meyendorff, sa sœur Zéphirine Vrints, Buol, les

Brunnow et d'autres. Le dîner a été très-agréable, la soirée également; nous ne nous sommes retirés qu'à onze heures, non sans avoir admiré le train de maison de Münch, qui s'est monté sur un très-grand pied.

23 octobre.

J'étais dans ma chambre, lorsque Clément a envoyé Brunnow chez moi pour le soustraire aux visites des membres de la municipalité et d'autres fâcheux qui l'ont égayé jusqu'à dix heures. Ensuite, il m'a cherchée pour tenir tête aux visiteurs, et il en est venu une telle quantité qu'on ne savait par où commencer. Enfin, nous avons pris le parti de sortir, Clément, le comte de Münch et moi. Nous avons visité l'église dans laquelle se faisait le couronnement des Empereurs d'Allemagne, puis la salle des banquets et la place où avaient lieu les principales fêtes de la cérémonie. Les deux bourgmestres de Francfort nous ont fait les honneurs de ces curiosités. Tous les vieux et nobles souvenirs, à la fois si respectables et si grandioses, qui se rattachent à ces lieux ont fait sur moi une impression extraordinaire, et l'émotion avec laquelle Clément m'a retracé les détails du couronnement auquel il a assisté jadis, m'ont remplie d'un sentiment de regret douloureux. Il faut rendre cette justice aux autorités de Francfort, qu'elles s'appliquent à conserver religieusement ce qui reste encore de ces anciens monuments. Elles font faire en ce moment les portraits des Empereurs d'Allemagne jusqu'à notre Empereur défunt; par suite d'une singulière coïncidence, la salle dans laquelle se trouvent les panneaux destinés à recevoir les portraits des Empereurs, est construite de telle sorte que deux fenêtres séparent les Empereurs qui ont été séparés par le grand interrègne, et que le dernier panneau était celui qui était destiné à l'Empereur François II. Ce cas extraordinaire s'est reproduit à Venise, où il ne restait plus, dans la salle des Doges, de place vacante pour des portraits lorsque celui du dernier Doge y fut placé.

On nous a montré les bulles d'or de Charles IV et des documents encore plus anciens. Ensuite nous avons été au

Musée, où il y a de beaux tableaux à voir. Nous avons visité les différents ateliers où l'on peint en ce moment les portraits des Empereurs. Après cela, nous sommes rentrés pour recevoir la visite du prince de Hesse-Hombourg ; il demeure à Hombourg et vient d'être nommé gouverneur de Mayence. Je suis allée voir aussi Anselme Rothschild, qui m'a également montré toute sa maison, qui contient bien des curiosités, et son jardin, dans lequel se trouvent des plantes admirables. Clément a dîné chez lui ; moi, j'ai dîné chez Zéphirine Vrints avec son mari, sa mère, Mimi Meyendorff et M. de Dœrnberg. Les deux sœurs sont toujours amusantes au possible quand elles sont ensemble ; aussi notre dîner a-t-il été gai autant qu'il peut l'être quand on est sur le point de rentrer dans sa famille et d'y retrouver le deuil et la tristesse.

Le soir, nous sommes allés à Darmstadt, où nous sommes allés aussitôt voir les Redern. Nous y avons trouvé le prince Émile de Hesse, le ménage Mensshengen et Herminie, qui demeure chez Redern. Le lendemain matin, j'ai fait une visite à Victoire Redern, que j'ai trouvée très-joliment installée. Le prince Émile y est venu également ; nous avons déjeuné avec Clément, qui avait été chez le grand-duc.

A onze heures, nous avons commencé notre long et fatigant voyage. Les chevaux du grand-duc nous ont conduits jusqu'au deuxième elais; mais les routes étaient mauvaises, les postillons bavarois affreux, et nous ne sommes arrivés que fort tard à Miltenberg, où nous avons couché dans un mauvais hôtel. Le 25, nous sommes allés à Krailsheim, où nous avons rencontré le commandeur Reinach, qui venait de Kœnigswart et retournait à Fribourg. Nous avons couché à Nœrdlingen. Le 26, nous nous sommes également mis en route de bonne heure ; pendant que nous dînions à Ingolstadt, nous avons reçu la visite d'Andlau, de Félix Lichnowsky et de M. de Cast, qui venaient de Munich pour nous voir. Ils avaient voyagé pendant sept heures à peu près pour rien, car nous ne les avons vus qu'au moment de monter en voiture. La nuit suivante, nous sommes arrivés, très-fatigués, à Nuremberg, et, le 27, nous avons passé la nuit à Passau. Près de Schærding,

il est arrivé un accident à notre domestique Michel, qui est tombé du siége; nous croyions d'abord qu'il s'était cassé la jambe; heureusement il s'est remis bien vite, et il a voulu continuer le voyage sur le siége. Nous ne sommes arrivés à Linz qu'à huit heures du soir. Nous y avons trouvé les enfants, que nous avons emmenés à Ebersberg, où les Cast nous attendaient dans leur magnifique château. Nous y avons trouvé chacun, non pas une chambre, mais un appartement, bien que nous fussions une vingtaine de personnes à loger. Madame de Cast a été d'une amabilité charmante; après avoir très-bien soupé et parfaitement dormi, nous avons repris courageusement notre voyage le 29, et, à quatre heures, nous sommes enfin arrivés à Vienne, satisfaits, mais très-fatigués. Personne ne nous attendait, et nous avons été plus mal reçus que dans les auberges.

RETOUR A VIENNE.

1341. L'Archiduc Albert. — Martius. — Mort du duc de Blacas. — Madame Pleyel. — Mort du Roi de Danemark. — Chez les Capucins. — Louis-Philippe et le duc de Bordeaux. — La tête de la *Vestale* de Marchesi. — Fin de l'année.

5 novembre.

1341. L'Archiduc Albert, fils de l'Archiduc Charles, est venu me voir; il vient de Saint-Pétersbourg. Nous avons eu une longue conversation ensemble; il a été intéressant et aimable comme toujours. Demain il retourne à son régiment. Clément m'a conduite au Rennweg, où nous avons admiré le vase en malachite que l'Empereur Nicolas m'a envoyé.

6 novembre.

J'ai dîné avec Tatistscheff et des Russes qu'il m'a présentés, un comte Panin, avec sa femme. Il est l'adjoint du ministre de la justice russe; il est cousin de Ficquelmont, qui a été des nôtres, ainsi qu'un Prussien, le baron de Vincke, qui a été en

Turquie, a pris part à la dernière guerre, et qui, d'après le désir du Sultan, avait été envoyé en Turquie, avec sept ou huit autres officiers, pour réorganiser l'armée turque.

14 novembre.

J'ai dîné avec un savant de Munich, M. Martius, qui est venu pour étudier nos collections de plantes brésiliennes. Il intéresse et amuse Clément, qui a longuement causé avec lui.

16 novembre.

J'étais chez Clément lorsque Pfusterschmid, l'homme d'affaires du duc de Blacas, est venu lui annoncer que le duc était à la mort depuis hier. Au moment de monter en voiture, il a été pris de malaise. Malfatti a déclaré qu'il n'avait plus que quelques instants à vivre. On lui a administré les derniers sacrements, et l'on s'attend à le voir mourir d'une minute à l'autre. C'est un affreux malheur! Pauvre femme, pauvres enfants, pauvres malheureux! car il était le bienfaiteur de tant de gens, qu'assistait son inépuisable charité! Cette mort causera à Clément un vif chagrin.

17 novembre.

Le pauvre Blacas est mort à cinq heures du matin.

10 décembre.

Une estafette a apporté la nouvelle d'un soulèvement dans le canton du Tessin.

12 décembre.

J'ai dîné chez Tatistscheff avec mon mari, Herminie, les Sándor, Ferdinand Palffy, Ficquelmont, Maltzahn et madame Pleyel, la pianiste, qui avait déjà été chez moi et qui m'est chaudement recommandée. C'est une très-belle femme et une pianiste vraiment distinguée. Elle s'anime quand elle

joue et fait alors une impression extraordinaire sur notre jeunesse masculine.

La nouvelle de la mort du Roi de Danemark a vivement affligé mon mari.

20 décembre.

Clément est absorbé par une grande dépêche qu'il doit envoyer à Constantinople; cette expédition l'agite et le rend impatient. Souvent je constate chez lui une irritabilité que je ne lui connaissais pas autrefois; cela m'inquiète.

23 décembre.

J'ai été chez les Capucins, où l'on dit les prières « des quarante heures ». Ces dévotions se font tous les ans pour le repos des âmes des membres de la Maison impériale. Depuis que notre bon Empereur repose dans ce caveau, j'aime cette église et je voudrais y aller tous les jours. J'ai fait pour le caveau un tapis noir, destiné à recouvrir le prie-Dieu qui se trouve devant le tombeau. Que Dieu daigne accorder à l'Empereur le repos et la félicité éternelle! Puisse le Souverain que nous regrettons prier pour l'Autriche! car il faut vraiment une faveur spéciale du Ciel pour que l'Empire reste debout malgré tout ce qu'on fait pour le détruire.

26 décembre.

Clément a reçu hier un courrier de Paris, qui lui annonce que Louis-Philippe est très-irrité contre M. de la Tour-Maubourg, son ambassadeur à Rome, parce que celui-ci se plaint de la présence du duc de Bordeaux. Il jouit, dit-il, des priviléges indiscutables d'un prince français, et M. de la Tour-Maubourg est tenu de le traiter avec le plus grand respect. Jamais on ne pourra reprocher à Louis-Philippe de manquer d'esprit.

31 décembre.

On m'a envoyé de beaux bouquets pour ma fête. Tatistscheff m'a envoyé une cassette en Boule; mais le cadeau qui m'a le

plus touchée, c'est celui du sculpteur Marchesi, qui m'avait envoyé une tête de Vestale, en ajoutant qu'il croyait m'offrir par là un symbole de ce que j'avais fait; qu'il m'avait quittée au moment où ma sollicitude avait sauvé la précieuse vie de mon mari, et qu'à cette époque-là j'avais veillé sur lui comme les Vestales veillent à l'entretien du feu sacré. Il y a beaucoup de licence poétique dans cette comparaison; mais je n'en ai pas moins été profondément touchée.

J'ai passé la soirée à prier; j'ai déposé au pied de la croix tout le chagrin, toutes les angoisses terribles que j'ai traversés, toutes les larmes que j'ai versées dans ces années de tristesse, et j'ai prié le Ciel d'accepter ce sacrifice et de ne pas m'imposer des épreuves encore plus douloureuses. Je me suis agenouillée en pensée devant l'autel avec les miens, et j'ai imploré la miséricorde divine. Ensuite mon cœur s'est serré convulsivement; j'ai embrassé mon mari et je suis allée prier dans ma chambre, pour que le Seigneur prenne sous sa protection cette maison et tout ce qui m'est cher, qu'il me pardonne mes péchés et qu'il ne m'abandonne pas, moi et les miens. Ainsi soit-il!

SUR LES ÉVÉNEMENTS POLITIQUES DU JOUR.

EXTRAITS DE LETTRES CONFIDENTIELLES DE METTERNICH A APPONYI, A PARIS, ET A SAINTE-AULAIRE, A VIENNE, ÉCRITES DU 13 JANVIER AU 22 NOVEMBRE 1839, EN DEUX PARTIES.

I.

1342. Reconstitution probable du ministère français. — 1343. Sur les droits du Parlement en matière de documents diplomatiques. — 1344 et 1345. Projet d'un mariage de la Reine Isabelle avec un Archiduc d'Autriche. — 1346 à 1348. Retraite du ministère français. — 1349. La coalition. — 1350. Ajournement des Chambres. — 1351. Dissolution de la Chambre des députés. — 1352. Attitude de Molé dans la Chambre des députés. — Thiers et Guizot. — La mission Zea Bermudez. — 1353. Clôture imminente des conférences belgico-hollandaises. — 1354. Conditions mises par Thiers à sa rentrée. — 1355. Discours de Soult à la Chambre des pairs. — 1356. Retraite de Peel. — 1357. Le nouveau ministère français. — La situation en

Angleterre. — 1358. Le conflit entre la Turquie et l'Égypte. — Lord Ponsonby. — L'amiral Roussin. — Un article du *National*. — Voyage d'Esterhazy à Londres.

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, le 13 janvier 1839.

1342. J'ai peur, mon cher Comte, que le moment pour jeter le gros bagage ne soit passé ; ce que je regarde comme possible, c'est la retraite complète du ministère et sa recomposition, sinon *par* M. le comte Molé, au moins *avec* lui. Je prévois que l'impossibilité de former un ministère Thiers-Guizot pourra sauver celui de Molé. Enfin, tout est possible là *où les individus se croient des principes,* mot heureux de M. de Barante et que j'adopte, sans lui offrir mes excuses pour le plagiat ! Ce qui est certain, c'est que M. de Barante voit très-clair, et nous devons dès lors nous rencontrer, tout comme je me rencontre avec le comte de Sainte-Aulaire.

Je suis charmé que votre correspondance avec cet intelligent collègue vous fournisse la preuve que si, en général, je ne commets pas trop d'erreurs, je n'en commets également pas à l'égard de Saint-Pétersbourg. Si l'on faisait le bilan des erreurs auxquelles se livrent les hommes chargés des grandes affaires, parce qu'ils croient en voir là où il n'y a rien ou tout juste le contraire de ce que ces mêmes hommes regardent comme des réalités, l'état de banqueroute morale dans lequel vit l'Europe serait bien vite expliqué. Si vous trouvez le moyen d'arriver à une liquidation de cette espèce, je vous aiderai bien volontiers.

17 janvier.

1343. Le compte que vous rendez de ma pensée, mon cher Comte, est bien exact ; *c'est cela !*

Quant à la fin de votre travail, je dois vous faire remarquer que le sujet si important qui en forme la matière est susceptible d'un grand et important développement.

Voici la forme anglaise mieux précisée :

C'est *le Roi* qui est le chef de la politique, comme il est celui de l'armée. Le principal ministre d'État travaille non-

seulement directement avec Sa Majesté, mais *chaque* dépêche doit être soumise à son contrôle et munie de son approbation spéciale.

La correspondance diplomatique comprend trois formes.

Les dépêches *officielles* doivent (ainsi que les rapports des missions) être portées à la connaissance du Parlement, si celui-ci demande leur production. Ce droit ne peut cependant être exercé par les Chambres que quand une affaire est arrivée à son terme. Les *engagements* pris par le Roi envers l'étranger sont sacrés, et ils doivent ainsi être tenus par le Parlement; la responsabilité des ministres envers ce dernier demeure cependant entière.

Les dépêches *confidentielles* sont livrées à la discrétion du Cabinet. Il peut les produire ou les refuser au Parlement.

La troisième forme de correspondance, enfin, est celle qui porte en tête le mot « *private* ». Cette correspondance renferme la pensée secrète entre le ministre et ses agents, et elle ne peut dans aucune supposition faire l'objet d'une communication au Parlement.

Vous voyez, mon cher Comte, que par ce moyen les affaires peuvent être bien menées. La responsabilité ministérielle reste entière sans devenir un empêchement pour le service, ni un obstacle pour l'expression de la voix du cœur, qui, certes, n'est point à mépriser dans les affaires publiques.

Quant à l'action du Roi sur l'armée, elle est bien autrement étendue. Il n'y a point en Angleterre de ministre de la guerre; il y a un secrétaire qui siége dans le Cabinet et qui n'est chargé que de la partie *administrative* de l'armée.

Ce qui exprime le mieux la toute-puissance du Roi sur l'armée, c'est l'anecdote suivante. Je ne sais plus sous quel règne, — je crois que c'était sous George III, — un général ayant *reçu sa démission,* il alla s'informer près du président du conseil — « *prime minister* » — des causes qui pouvaient avoir influé sur une mesure aussi dure pour lui. Le ministre lui répondit : « J'ignore les motifs du Roi; il est possible que votre figure n'ait point été agréable à Sa Majesté, et cette raison suffit pour justifier sa décision! »

Voilà de la monarchie représentative *monarchique,* tout comme il y a de la *démocratie gouvernementale* aux États-Unis, où le Président *gouverne* avec exclusion des ministres, qui ne sont que des hommes *de sa confiance.*

Ce qui pèche dans les voies pratiques, c'est la Monarchie appuyée sur des formes républicaines, ou une République qui voudrait se gouverner avec des formes monarchiques! On reviendra *comme d'abus* en France de ce qu'il faudra modifier, ou bien l'ordre de choses existant devra périr par suite de ce qui lui manque pour pouvoir marcher!

Telle est ma prédiction, mon cher Comte, et j'espère voir se réaliser la première de ces conditions.

Metternich à Apponyi. Vienne, le 25 janvier.

1344. Je vous prie de remercier M. le comte Molé de ma part, pour la nouvelle qu'il m'a donnée de la démarche que la Reine Christine aurait chargé M. Zéa de faire près de notre Cour. Jusqu'à cette heure, il n'est point encore arrivé à Vienne, et je ne serais pas surpris s'il devait ne point s'y présenter.

Ce que vient d'apprendre M. le comte Molé a pu le surprendre ; il n'en a pas été de même pour nous. La proposition de marier la Reine Isabelle à un Archiduc nous a déjà été faite à plusieurs reprises, et M. Zéa, s'il devait avoir pris le parti de ne pas se charger de la nouvelle tentative, aura sans doute su l'accueil que les précédentes avaient rencontré.

Il n'y a pas un trône en désarroi qui ne soit de temps à autre offert à l'un de nos princes. Heureusement, les principes de notre Cour, et la répugnance absolue des princes de la Maison impériale de se jeter dans les aventures, mettent des obstacles insurmontables aux chances de cette espèce. Je vous citerai à cet égard le mot suivant de feu l'Empereur ; à une offre de ce genre, il a répondu à l'entremetteur rusé qui avait su pénétrer jusqu'à lui : « Écrivez chez vous que quand il s'agit du soutien d'une juste cause, je ne craindrai jamais de l'appuyer par tous les moyens en mon pouvoir. Ce que je ne sais point faire, c'est la guerre à mes principes. »

Eh bien, mon cher Comte, voilà la réponse qui attendra également M. Zéa s'il a le courage de se charger de la demande, et cette réponse est catégorique.

Qu'à cette occasion il me soit permis de vous faire une remarque qu'un simple retour sur la vérité dans les choses me force de vous adresser.

Quels sont donc les prétendus progrès qui, en brouillant les Empires avec les bases de leur propre existence, menacent journellement le premier des bienfaits, la paix intérieure et extérieure des États, et à quoi mènent-ils? N'est-ce pas un fait digne de remarque, qu'un ordre de succession en Espagne qui a coûté des flots de sang à ce malheureux pays et à la majeure partie des puissances de l'Europe, se trouve aujourd'hui attaqué par la France, qui était cause de la longue guerre de succession, et défendu par l'Autriche, qui a eu tant à en souffrir? De deux choses l'une : ou bien les vues de Louis XIV n'ont pas eu d'autre valeur qu'une exubérance d'ambition, ou elles ont été basées sur le véritable intérêt politique de son Royaume. Dans le premier cas, pourquoi l'Europe a-t-elle été condamnée à tant de maux? et dans le second cas, comment la France a-t-elle pu, un siècle plus tard, défaire de gaieté de cœur la grande œuvre nationale?

Nous, mon cher Comte, qui, après avoir été acteurs dans la première période, sommes voués au rôle de spectateurs dans la seconde, il pourrait nous être permis de n'y rien comprendre. Eh bien, il n'en est pas ainsi; nous comprenons, et comme nous sommes d'honnêtes gens, nous déplorons.

25 janvier.

1345. Mon autre lettre particulière de ce jour est la forme que j'ai regardée comme la seule convenable pour répondre à l'ouverture de M. le comte Molé qui en fait l'objet.

Je vous ferai à ce sujet la remarque que vous eussiez bien faite, si vous n'aviez point laissé passer sans le relever le mot : « *Ce serait la guerre!* » que vous a dit ce ministre. Le Cabinet français a de bien mauvaises habitudes; il est faible à l'excès,

et il a le verbe haut! La prétention de voir le monde subordonner ses calculs à l'intérêt national français est une velléité dont aucune puissance ne saurait tenir compte. C'est cette considération qui m'a engagé à donner à M. Molé une leçon au sujet même des immenses intérêts qui gisent au fond de l'affaire d'Espagne. Jamais une menace de guerre ne nous arrêtera dans la conception de ce qui est juste et nécessaire. Jamais un Archiduc n'épousera la *Reine Isabelle,* ce fantôme d'une royauté. Mais dire, « *ce serait la guerre* », c'est ne rien dire, et, dans la position de l'homme qui s'est servi de cette phrase, c'est même si peu de chose, que je n'ai point cru devoir m'y arrêter dans *ma* réplique à M. Molé.

Ce que je vous dis dans ma dépêche n° 2 de ce jour* est bien véritablement ce que je pense de la manière dont ce ministre a soutenu les débats scandaleux de l'Adresse. M. Molé a beaucoup grandi à mes yeux. Sa position était d'autant plus difficile que, forcé de défendre une mauvaise cause, il n'a pu tout dire. Cette considération est surtout applicable à l'affaire d'Ancône. La faute se trouve dans l'occupation de cette place, et ne pouvant en convenir, M. Molé s'est vu réduit à la seule défense de l'évacuation, de cette conséquence voulue de l'entrée. Sa tâche eût été facile s'il avait pu attaquer le mal dans sa racine; ne le pouvant pas, il n'a trouvé à son aide que la demi-raison, et à la Chambre française la raison tout entière ne serait certes pas de trop dans les discussions!

Dans quelle position, grand Dieu! se trouve la France! Vous autres qui vous trouvez au milieu de ce gâchis moral et matériel, vous ne sauriez recevoir, de débats tels que ceux qui viennent d'avoir lieu au sujet de l'Adresse, une impression aussi forte, — je dirai même aussi nauséabonde, — que celle qu'en ressentent ceux qui vivent dans une atmosphère plus pure.

* Metternich félicitait Molé de sa conduite habile dans les débats orageux auxquels la discussion de l'Adresse donna lieu à la Chambre des députés, notamment en ce qui concernait Ancône. (*Note de l'Éditeur.*)

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, le 29 janvier.

1546. Le courrier définitif de Paris m'est arrivé la nuit dernière. Les rapports du comte Apponyi sont du 20 au 22, et ils annoncent et motivent la *retraite en masse du Cabinet.* C'est dans la soirée du 22 que les ministres ont donné leur démission; le Roi devait l'accepter dans la matinée du lendemain, et désigner l'homme qu'il voulait charger de la formation du nouveau Cabinet. Il paraît que ce personnage serait le maréchal Soult. Je regrette que l'ambassadeur n'ait point attendu, pour m'écrire, que le personnage fût mieux connu.

Voilà le squelette de la position. Les rapports lui prêtent de la chair et du sang; cela ne fait pas un être à la mine rubiconde et saine, et quant à moi, je trouve à ce spectre une fort mauvaise mine. M. d'Apponyi n'est pas de mon sentiment, ainsi que vous en jugerez par sa lettre particulière ci-jointe. Il dépendra de vous, mon cher comte, de passer chez moi, quand vous le voudrez, pour prendre connaissance de tout ce que le courrier m'a apporté.

30 janvier.

1547. J'ai reçu par la voie de Francfort quelques feuilles de Paris du 24. Celle que je vous envoie, mon cher Comte, renferme un article fort bien fait. Mon sentiment à ce sujet ne saurait être suspect, car vous savez que je suis moins bertiniste que M. Jules Janin.

Le jeu des feuilles de la coalition tend aujourd'hui à forcer la main au Roi pour *se dépouiller* du dernier ministère avant d'en avoir pu constituer un nouveau. C'est l'anarchie prêchée sur les toits. Le bulletin du commerce nous informe qu'à la Bourse de Londres, le 22 janvier, les fonds ont baissé de trois huitièmes (ce qui est un grand recul dans ces fonds), vu la certitude que le ministère Molé se retirait et la crainte que M. Thiers n'arrivât aux affaires. A Paris, les fonds demeurent stationnaires.

31 janvier.

1348. C'est peu de chose et c'est beaucoup! Peu de chose sous le rapport de l'issue; beaucoup comme tableau d'une épouvantable confusion.

Ce qui est clair, c'est que le tout est encore une fois l'application du fameux « *Ote-toi de là que je m'y mette* ». Si le terrain sur lequel se livre le combat était une antichambre, on pourrait y attacher une faible valeur; mais comme il s'agit ici de la conduite des affaires d'un grand pays, la chose est autrement importante. N'oublions pas, d'un autre côté, que *les prétextes* sont pris sur le terrain des principes, et voilà ce qui d'une affaire domestique fait une affaire européenne, car toutesles affaires *sociales* ont cette valeur.

M. Thiers se conduit, — je n'en ai aucun doute, — comme il s'exprime. Il fait patte de velours, car il est rusé. Or, ce n'est pas avec ce défaut, — car c'en est un, — que le petit homme se montre digne du Gouvernement, du moins quant au principe; quant à la pratique, un homme de la trempe de M. Thiers peut marcher très-bien, car il peut se mettre avec une bien malheureuse facilité en contradiction avec lui-même. Il faut attendre, et j'attends.

2 février.

1349. J'admets la version de votre correspondant, mon cher Comte, dans sa partie morale; quant à la partie matérielle, les faits en décideront.

En tout état de cause, ce qui est certain, c'est qu'il y a une grande différence entre *détruire* et *construire,* et qu'une coalition qui poursuit le premier de ces buts devient par cela même inhabile à atteindre le second.

Il y a dans ce monde une puissance qui jamais ne courra le risque de perdre ses droits, et cette puissance, c'est la logique, qui n'est que la vérité saisie par le bon sens. Il y a dans la coalition trois éléments qui peuvent s'entr'aider pour la des-

truction *de ce qui est,* sans qu'il puisse leur devenir possible de s'entendre sur ce qui devrait le remplacer. Ces trois éléments sont les conservateurs de la Révolution de 1830, les légitimistes et les républicains. Un Thiers, un Berryer et un Garnier-Pagès peuvent s'entendre pour renverser le ministère Molé, mais ils ne peuvent s'entendre pour la formation d'une administration nouvelle. M. Thiers dit à M. Molé : Ote-toi de là que je m'y mette ; Berryer dit : Que le ministère s'en aille et qu'il entraîne dans sa chute le trône d'Août. Garnier-Pagès est de l'avis de Berryer ; ils diffèrent seulement sur les suites désirables de la chute de ce trône. A bien considérer les faits, *ces trois hommes jouent leur jeu.* Mais comment caractériser celui que se permettent les hommes qui veulent la conservation de l'ordre des choses existant et qui n'en veulent pas les moyens? Je ne trouve pour qualifier ces hommes que les substantifs *niais, sots* et *méchants.* Qu'ils choisissent ! Je suis même prêt à leur accorder les trois défauts réunis.

De la crise du jour il naîtra ou un grand bien ou un grand mal, c'est-à-dire, l'ordre ou le désordre. Le gâchis seul court le risque de succomber, quoi qu'il arrive.

7 février.

1350. Je vous envoie, mon cher comte, les bulletins du commerce que vient de m'apporter le courrier de Francfort. Vous y trouverez l'ajournement des Chambres jusqu'au 15 février. Est-ce le prélude de leur dissolution? Cela m'en a bien l'air.

La *Presse* du 30 renferme des données qui fournissent pour le moins une clef de l'événement. Le maréchal Soult s'est retiré de l'affaire. Il était certes le maître d'en agir ainsi ; mais la charge qu'il avait assumée, l'a-t-il prise de bonne foi? Tout cela est fort obscur. Ce qui est hors de doute, c'est que la situation est grave et que son issue montrera au grand jour ce que veut la France ; veut-elle se contenter de la Révolution de 1830 et consolider l'ordre de choses que cette Révolution a établi, ou bien veut-elle avancer dans ses conséquences?

S'il s'agissait de la France, je dirais qu'elle veut le maintien de ce qui existe; comme il s'agit du bon ou du mauvais vouloir des partis qui divisent la France, je ne puis me former une opinion.

9 février.

1551. Voici mon opinion sur ce qui est plus qu'une fantasmagorie et sur ce qui présente un corps. La dissolution de la Chambre est arrêtée; c'est un fait, et l'on peut raisonner sur des faits. Je regarde la dissolution comme nécessaire, et je suis même prêt à la regarder comme ayant été inévitable du jour où une modification du ministère actuel n'a pu s'effectuer en dehors de la coalition. Appeler celle-ci au Gouvernement et lui abandonner alors le soin de la formation d'une Chambre nouvelle, c'eût été commettre une faute inexcusable.

Aussi souvent, mon cher Comte, qu'une mesure sage et indispensable offre du danger, le mal n'est pas dans la mesure, il réside dans les choses sur lesquelles il s'agit d'opérer, et tel est également le cas du jour.

La chose ici, c'est le produit de la Révolution de Juillet. Il ressemble aux plantes auxquelles le sol et le climat sont contraires : elles ne font que végéter; puis, par l'effet d'une température trop élevée ou trop basse, elles sèchent ou gèlent, selon l'année, jusqu'à la racine. Celle-ci reste et fait des pousses nouvelles. 1839 est retourné à la racine de 1830, et les élections décideront du nouveau produit. Oui, la France se trouve aujourd'hui à 1830, en partie avant et en partie après Juillet. Les choses pourront tourner à bien, mais elles pourront également fort mal tourner. Si le pays était abandonné à son seul esprit, l'issue ne serait pas douteuse; mais tel n'est et ne peut être le cas; tous les partis jouent leur fortune.

Vous voyez que, d'accord avec la nécessité de la mesure, je suis placé, à l'égard de son issue, comme en face de tous les inconnus.

Je vous envoie une lettre de commerce. Je partage le sentiment de son auteur, parce qu'il n'est pas plus avancé que moi.

Après tout, mettez-vous à ma place, et vous ne me trouverez pas couché sur un lit de roses. L'avenir le plus rapproché nous offre la certitude de deux mois où toutes les passions seront mises en un mouvement extrême, et cela non-seulement en France, mais dans l'Europe entière; par contre, que nous offre l'avenir le plus éloigné? Et tout cela, mon cher Comte, parce que MM. Thiers et Guizot veulent être ministres à tout prix et, — notez bien ceci, — l'un en dépit et aux dépens de l'autre! Vive donc le régime représentatif moderne!

Metternich à Apponyi. Vienne, 15 février.

1352. Je vous avouerai, mon cher comte, que je suis fort inquiet sur le prochain avenir de la France.

Quand un pays est une fois placé comme celui-là, il est à la veille de grandes perturbations. 1830 est une maladie; cette maladie aurait facilement pu prendre le caractère inflammatoire; il n'en a point été ainsi, et dès lors elle a tourné en un mal chronique. Comme il est dans la nature des maladies de cette espèce de tuer lentement, mais sûrement, il en sera également ainsi de celle de Juillet. La France ne mourra pas, car les pays ne meurent pas, ils se transforment, et c'est ce qui attend également la France. La Monarchie, entourée d'institutions républicaines, renforcera *ses institutions monarchiques*, ou elle jettera au vent le titre et s'en tiendra aux institutions qui jurent avec ce titre.

Veuillez inspirer du courage à M. Molé, car il est devenu le représentant *d'une cause*. Par contre, effacez-vous le plus possible, car le contraire ferait du mal à ceux mêmes qu'il s'agit de servir. Une justice que je me rends à moi-même, c'est d'avoir su bien saisir le moment pour couper court à une situation gênante.

L'évacuation d'Ancône a forcé la coalition à dire de grandes sottises, et c'est en les réfutant que M. Molé s'est créé du renom dans l'Europe entière. Sans la discussion sur l'affaire d'Ancône, M. Molé n'eût point été plus commodément placé qu'il ne l'a été par cette discussion, et il n'aurait pu déployer

aussi franchement des vues de saine politique sans cette occurrence. Les sottises que dit un adversaire ont toute la valeur de bonnes fortunes, et celles-ci augmentent dans la proportion que les sottises tournent à la niaiserie. M. Thiers a prouvé à l'Europe qu'il n'est pas aussi fort qu'on le croit, et si le sort doit l'appeler de nouveau à la tête des affaires, il trouvera tous les Cabinets cuirassés contre lui. Il fera *le souple,* j'en suis convaincu d'avance, et alors il s'achèvera.

Le Roi, j'en ai la conviction intime, me comprend, et dans ce fait même se trouve le gage que je ne saurais être dans le doute sur ce que veut ce Prince. Je crois juger M. le comte Molé dans le même sens qu'il est également jugé par Sa Majesté. Je lui rends pleine justice, sans qu'il me soit possible de l'absoudre de toute faute; mais quel est l'homme qui n'en commettrait pas? La différence véritable entre les concurrents au ministère et le président du Conseil actuel réside dans leurs qualités morales; le cœur joue un rôle dans la vie de M. Molé, tandis que l'esprit seul dirige MM. Thiers et Guizot. Entre les deux, et en sa qualité d'*homme,* M. Guizot l'emporte sur M. Thiers; comme savoir-faire, ce dernier l'emporte sur le premier. Guizot se trompe en confondant des *doctrines* avec des *principes;* Thiers subordonne les uns et les autres à ce qu'il regarde comme son intérêt : le premier se trouve ainsi engagé dans un cercle d'idées dont beaucoup pèchent devant le tribunal de la saine pratique; le second vit purement et simplement dans le vague, et son but, c'est l'*utile*. Entre les deux, l'homme qui pèse vaut mieux que celui qui se moque de tout. Je regarde néanmoins M. Thiers comme plus difficile à éviter que son coalisé; le bagage qu'il porte avec lui étant très-léger et lui-même fort souple, il est de ces hommes qui, comme les vents coulis, se glissent à travers toutes les fentes.

Je n'ai rien appris, jusqu'à cette heure, de la prétendue mission de M. de Zéa. Il n'a point paru ici, et j'ignore parfaitement où il réside. Le bruit ne tirerait-il pas sa source de l'envie de jeter dans le Cabinet français un germe de jalousie contre nous? A ce propos, il serait utile que M. le comte Molé

ne lâchât pas prise à l'égard des premiers donneurs de la nouvelle, prouvée fausse aujourd'hui.

17 février.

1353. M. de Sainte-Aulaire m'offrant une occasion pour Paris, je vous envoie la traduction d'une lettre que j'ai adressée au Roi Léopold par l'intermédiaire de M. O'Sullivan, qui part de Vienne aujourd'hui même. Vous verrez qu'elle est rédigée dans le simple langage de la vérité, et dès lors dans celui que ce Prince a une vieille habitude de m'entendre lui parler *.

* Voici un extrait de la lettre du prince de Metternich au Roi Léopold, datée du même jour : « L'incident qui a amené la rupture des relations diplomatiques entre les deux Cours est, je l'avoue franchement, des plus singuliers. Comment s'est-il trouvé à Bruxelles des hommes capables de se persuader que l'Empereur pourrait ne pas se sentir blessé, sous plus d'un rapport, par la fuite de l'ex-général Skrzynecki et son admission au service belge, ou qu'il passerait ces faits sous silence? Et je doute en effet qu'on se soit fait illusion sur ce point; je cherche bien plutôt l'erreur dans une autre manière de voir non moins fausse. Probablement qu'en Belgique, où les têtes politiques ne sont point en majorité, on s'était abandonné au préjugé que l'Autriche, comme puissance catholique, n'oserait jamais élever la voix, et que la Prusse, en raison de ses différends avec l'Église, ne pourrait se remuer. Si l'on fait encore entrer en ligne de compte la fable largement répandue de rivalités qui sépareraient l'Autriche, la Prusse et la Russie, on découvre les bases sur lesquelles reposait l'espoir de la faction radicale, de pouvoir impunément faire un appel au génie de l'insurrection polonaise ou de toute autre insurrection.

« Maintenant, Sire, il en est de cette illusion comme de toute autre : elle se dissipe devant les faits. Les deux puissances plus rapprochées ont rompu toutes relations diplomatiques avec la Belgique, et elles ne les renoueront pas aussi longtemps que la cause de la rupture subsistera. Il est indubitable que la Russie se placera sur la même ligne. Les puissances agiront *ainsi*, parce qu'elles ne pourraient pas agir différemment. Que signifieraient des relations diplomatiques, c'est-à-dire amicales, avec un État qui donnerait à la conservation d'un aventurier la préférence sur la valeur que doit avoir l'amitié de puissants Empires?

« La franchise de ces explications prouve à Votre Majesté à quel point je tiens à séparer son auguste personne du cercle où s'agitent des menées aussi détestables.

« J'attends toujours avec confiance le prochain dénoûment des travaux de la conférence; la Belgique doit avoir le même désir, si elle vise à se constituer en État indépendant. Si elle veut résister, elle subira le sort réservé à toute entreprise pour laquelle on fait alliance avec la Révolution.

« Je prie Votre Majesté d'être bien convaincue que je comprends sa position

Veuillez montrer cette lettre au Roi Louis-Philippe. Elle ne lui apprendra que ce qu'il sait déjà, mais je tiens à ce qu'il puisse se convaincre de ce qui forme la question et de ce qui ne s'y trouve pas. L'affaire Skrzynecki est une grande balourdise de la part du parti des carbonari, et elle a dès lors pour nous la valeur d'une bonne fortune, car nous regardons comme ayant cette valeur toute circonstance qui nous permet de nous placer droit et ferme en face de ce parti.

L'affaire hollando-belge tire à sa fin. J'ai reçu les derniers actes de la conférence, et, à mon avis, ils portent un véritable caractère de sagesse et de modération. Le discours que vient de tenir lord Palmerston pose très-bien la question, tandis que la dernière échappatoire proposée par le plénipotentiaire belge à la conférence est absurde, comme savent seuls être absurdes les hommes qui font de la politique et qui ne savent pas même se rendre compte de ce dont il est question! Je regarde la fin de cette ennuyeuse affaire comme un grand bienfait pour la France et pour le maintien du repos général, et, vu ce sentiment, nos meilleurs vœux lui sont acquis * !

en tous points; elle ne peut que s'améliorer, si le pays revient à la raison. »

Relativement au règlement de cette affaire et à la reprise des relations diplomatiques, on fit paraître dans l'*Observateur autrichien* et dans la *Gazette de Vienne*, du 22 juin 1839, l'article officiel suivant : « Après avoir reçu de Sa Majesté le Roi des Belges l'assurance que le Roi n'a eu aucune connaissance de l'attitude prise par le général Skrzynecki personnellement vis-à-vis du Gouvernement autrichien, et qu'il a été complétement étranger aux circonstances particulières qui ont accompagné son éloignement des États de Sa Majesté; d'autre part, que si Sa Majesté avait prévu que l'admission de cet officier dans l'armée belge pût être de nature à troubler la bonne harmonie qui règne entre les deux États, Elle se serait abstenue de l'y recevoir, etc. Sa Majesté l'Empereur, considérant enfin que ces déclarations du Gouvernement belge présentent des garanties suffisantes pour l'avenir, a résolu de renouer ses relations diplomatiques avec la Belgique. » Par suite, le baron O'Sullivan de Grass fut nommé aux fonctions d'envoyé extraordinaire de la Belgique à la Cour de Vienne, et le comte Maurice de Dietrichstein fut accrédité en la même qualité à la Cour de Bruxelles. (*Note de l'Éditeur.*)

* La ratification par l'Autriche du traité de paix définitif conclu, le 19 avril, entre la Belgique et la Hollande, eut lieu le 19 mai 1839.
(*Note de l'Éditeur.*)

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, 28 mars.

1354. Voici ce que dit une lettre de commerce, — mais de bonne source, — en date de Paris, 19 *mars au soir :*

« Thiers vient d'accoucher des conditions suivantes, qu'il a portées au Roi, et auxquelles jusqu'ici ce dernier se refuse:

« Plus de communications avec les ambassadeurs;

« Secours d'argent et de vaisseaux à l'Espagne;

« Projet de loi de remboursement en quatre pour cent;

« Changement des ambassadeurs à Londres, Vienne, Pétersbourg, Naples et Constantinople. On parle de La Redorte pour Vienne et de Roger pour Constantinople.

« Destitution de vingt préfets et de tous les agents importants qui, aux dernières élections, ont voté contre Thiers.

« Le Roi est furieux; il dit qu'on veut le chasser et qu'il fera un appel à la nation. »

Metternich à Apponyi. Vienne, 14 avril.

1355. Les feuilles du 7 avril, que je viens de lire, contiennent le discours prononcé par le maréchal Soult à la Chambre des pairs *. Le *Journal des Débats* entonne à ce sujet un chant de victoire. Mon sentiment est que le vieux maréchal a eu raison de dire vrai et de rejeter sur les rivalités individuelles ce qui leur est dû; par contre, dans quelle position se trouve un trône, quand pour sa justification il ne lui reste que l'assurance qu'il accepte tout, *hommes et choses!*

Le pays où un aveu pareil doit être compté parmi les moyens de salut pour le pouvoir, est privé de la sauvegarde du pouvoir qui n'existe pas, et tout pays qui ne peut être

* Le maréchal Soult déclara dans la séance de la Chambre des pairs du 6 avril que les obstacles qui s'opposaient à la formation du ministère ne provenaient pas de la Couronne; que le Roi avait tout accepté, *les hommes et les choses;* qu'il n'avait pas renoncé à la mission dont il avait été chargé, et qu'il espérait, au contraire, la mener à bonne fin.

(*Note de l'Éditeur.*)



conduit devra périr. C'est ce que savent les partis, et c'est par suite de ce sentiment qu'ils se présentent comme appelés *à remplir le vide!*

Tout cela se réglera sans doute; mais le *quand* et le *comment* sont cachés dans le livre du destin.

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, 17 mai, cinq heures du soir.

1356. Je vous envoie ci-joint un ministère. Un courrier de Francfort vient de me l'apporter.

Le *Moniteur* du 12 mai renferme la dépêche télégraphique ci-après :

« Londres, 10 mai, sept heures du soir.

« Sir Robert Peel a exigé le renvoi de plusieurs dames de la maison de la Reine, qui a refusé d'y consentir. A trois heures, il a remis les pouvoirs qui lui avaient été confiés. Lord Melbourne a été appelé au palais. »

Une feuille jointe au *Messager* donne la même nouvelle plus en détail.

Vous avez aussi un ministère, et celui des Anglais reste à attendre. Le premier me paraît assez fortement composé, le second le sera-t-il par les dames de la Cour? Tout est possible dans ce meilleur des mondes.

Metternich à Apponyi. Vienne, 20 mai.

1357. Le Roi vous a dit qu'il regarde le ministère enfin formé comme ayant une vitalité suffisante pour la durée d'une année. Je n'ai rien à objecter à cette expression d'un aperçu pratique. Le nouveau Cabinet * me semble offrir la seule combinaison qui ait pu promettre cette année de durée. Sa force consistera dans le fait que le ministère se compose de repré-

* Ce Cabinet fut formé le 13 mai : Soult fut président du Conseil et ministre des affaires étrangères; Duchâtel, ministre de l'intérieur; Villemain, ministre de l'instruction publique; Passy, ministre des finances, et le général Schneider, ministre de la guerre. (*Note de l'Éditeur.*)



sentants des trois centres, et dans celui que les chefs de ces mêmes partis sont restés en dehors de la combinaison; ces derniers auront donc la faculté de se colleter *en liberté*, ce qui permettra aux ministres de se regarder comme placés dans une sphère neutre. Entre les deux, une lutte en dehors du Cabinet vaut mieux que le désaccord dans son sein.

Le Roi et la France ont joué de bonheur d'avoir vu un ministère se former avant que la crise anglaise se soit montrée à nu, comme tel est le cas maintenant.

Je regarde la retraite du Cabinet Melbourne comme un jeu, et sa rentrée comme un malheur, non parce que les torys ne viennent pas au pouvoir, mais parce que les whigs ne pourront se soutenir sans s'appuyer sur les radicaux, comme avant les derniers événements ils avaient pu s'appuyer encore sur les conservateurs modérés.

L'Angleterre s'avance à grands pas *vers une révolution*. Il y a longtemps que je le dis, et ceux qui ne peuvent me donner tort m'assurent que le pays est trop conservateur pour que la révolution puisse être consommée.

De ce simple exposé il ressort que je parle d'un fait, et que ceux qui me répondent parlent d'un autre fait. Aller vers une révolution et la révolution consommée, sont deux propositions différentes. J'ignore si la révolution sera consommée, mais quels efforts ne seront point exigés par la nature même des choses pour empêcher le mal de se compléter? Ma pensée politique ne s'occupe guère de l'incertain, et je regarde comme tel les conséquences voulues des circonstances présentes. Ce qui augmente le danger pour l'Angleterre, c'est l'existence de noms de partis qui n'existent plus en réalité. Les dénominations de whigs et de torys sont un leurre, une fantasmagorie. Il n'y a en Angleterre, comme en tout autre pays, que deux partis dignes d'égards : le parti *conservateur* et le parti *destructeur de ce qui existe*, c'est-à-dire dont l'un veut le triomphe du *connu* et l'autre court après l'*inconnu*. En posant ainsi la question, on est sûr de se retrouver dans la confusion actuelle des idées et du langage, et c'est parce que peu d'esprits s'en donnent la peine et que beaucoup ne savent pas

diriger leur pensée dans la droite ligne, que j'ai si souvent de la difficulté à me faire comprendre de ceux qui, au fond, veulent ce que je veux. Sir Robert Peel a eu parfaitement raison de ne point céder sur l'*épuration* de la Cour. Il n'aurait pu marcher une semaine avec la camarilla féminine. Ce qu'il y a de déplorable dans l'événement, ce n'est pas que les conservateurs ne soient point arrivés au timon des affaires, mais c'est que la *personne royale* soit ici mise en jeu. La *royauté*, prise dans son acception morale, a en général bien de la peine à se soutenir de par le monde, de la façon dont elle est traitée dans l'ouest de l'Europe! Le grand conflit social finira soit par le despotisme monarchique, soit par le despotisme républicain. La vérité, qui se trouve entre les deux, succombera pour un certain espace de temps. Voilà ma prédiction, mais je suis trop vieux pour la voir se réaliser en entier.

21 mai.

1358. J'ai arrêté le présent courrier au moment où il allait partir, pour vous adresser encore une dépêche avec les nouvelles d'Alexandrie du 7 mai.

Je pense de l'incartade turque * ce que j'en dis en peu de mots dans cette même dépêche. Rien n'est dépourvu de saine pratique comme le Divan et le Sérail, qui, au reste, se croisent continuellement dans tous les sens. L'affaire du moment est, d'ailleurs, due aux excitations antérieures de lord Ponsonby **

* A l'insu des puissances, et malgré leur conseil formel, la Porte donna l'ordre à Hafiz-Pacha de marcher en avant et de franchir le Taurus.

(*Note de l'Éditeur.*)

** Dans un autre endroit (dépêche du 14 juillet), le prince de Metternich s'est exprimé ainsi qu'il suit sur l'influence belliqueuse de lord Ponsonby sur la Porte : « Lord Ponsonby est un visionnaire; son idée fixe est que l'Empereur de Russie aurait constamment en vue la conquête de Constantinople. Il considère depuis longtemps la guerre comme le meilleur moyen d'empêcher la réalisation de ce plan; habitué, d'un autre côté, à suivre une ligne de politique abstraite, dont il puise les éléments dans ses impressions personnelles, nous ne pouvons pas douter qu'il n'ait puissamment contribué à exciter le Sultan contre le maintien du *statu quo* et la paix de Kutahia. A cet effet, il avait fait entrevoir au Sérail la chance qu'il serait possible d'arriver à la conclusion d'une alliance *offensive* et défensive entre la Porte et la Grande-

et à la complicité de tolérance de lord Palmerston pour les errements les plus extravagants de l'ambassadeur anglais près de la Porte. C'est cet ambassadeur qui a arrangé les choses de telle façon que dans les tout derniers temps il ne lui a plus été possible de les déranger. C'est lui qui a conseillé au Sultan de sortir du *statu quo,* pour lui recommander plus tard, d'ordre exprès de sa Cour, de s'y maintenir. Avec une telle politique, il y a de quoi tuer le repos du monde entier!

Qu'adviendra-t-il de l'événement d'El-Bir *? Je l'ignore; mais je ne serais pas surpris que les Turcs, voyant arriver sur eux des forces égyptiennes supérieures, se retirassent sans coup férir, ou qu'ils fussent frottés d'importance par ces mêmes forces, bien autrement organisées que les leurs. Je ne serais également pas surpris qu'Ibrahim s'arrêtât tout court sur ses frontières, formées de ce côté par l'Euphrate, et qu'il ne suivît pas les Turcs. Méhémet-Ali est bien autrement fin et avisé que le Sultan, qui, sans manquer d'esprit, est sur les affaires de ce monde d'une ignorance *comme on n'en rencontre que dans le Sérail.*

Le zèle imprudent et inconsidéré de l'amiral Roussin lui aura pour le coup mal réussi. Ce n'est pas lui, comme il s'en est vanté, qui a fait changer la marche du Sultan; ce sont les puissances. Ce n'est même pas lui qui a ouvert la tranchée; c'est la Russie et nous. Le mauvais côté d'un pareil système de vanterie, comme l'a fait valoir l'amiral vis-à-vis de Méhémet-Ali, c'est d'irriter d'autres puissances, et tel sera l'effet produit sur le Cabinet anglais. L'Empereur Nicolas s'en moquera, ce qui nous est indifférent; mais pourquoi s'y exposer? A qui l'amiral Roussin a-t-il cru pouvoir jeter de la poudre aux yeux? Est-ce à Méhémet-Ali? Mais le vieux renard en sait cent fois plus que nous tous sur ce qui se passe à Constantinople et

Bretagne, laquelle, selon ses calculs, servirait de contre-poids au traité *défensif* d'Unkiar-Eskelessi entre la Porte et la Russie, et finirait par l'annuler. Les Turcs sont prompts à s'associer à des idées qui flattent leurs désirs et leurs espérances, etc. » (*Note de l'Éditeur.*)

* Cinquante mille Turcs franchirent l'Euphrate, près d'El-Bir, et ouvrirent la campagne contre Méhémet-Ali. (*Note de l'Éditeur.*)

jusque dans la plus grande intimité du Sérail. Tout le monde y est plus ou moins à ses gages.

Veuillez dire au Roi que c'est moi qui ai empêché le prince Esterhazy de passer par Paris en se rendant à Londres. De Metz il ira droit à Calais. J'avais craint que son arrivée à Paris ne coïncidât avec la formation du ministère, et que le terrible *Monsieur de Metternich* ne fût accusé d'avoir envoyé son ultimatum par l'ambassadeur en voyage. Je ne crains jamais la responsabilité de ce que je fais, mais je n'aime pas celle qui, sans porter sur moi, peut être une occasion de dommage pour la cause du bon ordre.

II.

1359. Conférence relative au règlement de la question turco-égyptienne. — Le ministérialisme en France. — 1360. Situation de l'Empire turc à la mort de Mahmoud II. — Moyen d'amener à une entente les quatre puissances chrétiennes. — 1361. Fausse interprétation d'une dépêche de Nesselrode. — Sortie imminente d'une escadre autrichienne sous Bandiera. — L'Archiduc Frédéric commandant d'une frégate. — 1362. Correspondancc diplomatique de Metternich. — 1363. L'attitude de la Russie et de la France dans le conflit turco-égyptien. — 1364. Trahison de Maroto et avenir de Don Carlos. — 1365. Travail de Ficquelmont sur la question turco-égyptienne. — 1366. Attente d'une entente entre l'Angleterre et la France au sujet de la question turco-égyptienne. — 1367. Fondation d'une dynastie de Méhémet-Ali.

Metternich à Apponyi. Vienne, 14 juin 1839.

1359. M. le comte de Sainte-Aulaire, qui a l'habitude de me comprendre et que je regarde comme un interprète bienveillant de ma pensée, s'est chargé de quelques commentaires propres à placer le Roi bien en face de la vérité à l'égard de ce que renferme *mon travail* de ce jour. Il entre dans mes habitudes diplomatiques de ne dire que ce qu'il est nécesaire de dire, mais de faire tout ce qu'il est sage et possible de faire. J'applique cette règle bien directement à la question *d'une*

*conférence** pour le règlement de l'affaire turco-égyptienne. *Il faut la chose, mais il ne faut pas la forme*. Celle-ci serait pleine d'inconvénients, si elle était possible, ce que je ne puis admettre pour le moment.

Le Cabinet anglais voudrait la conférence à Londres, et c'est justement là le point sur lequel il serait fort dangereux de l'établir. L'exemple de la conférence hollando-belge n'est pas bon à citer : tout rapprochement avec ses soixante-douze protocoles, ses huit années de durée, et les phases que la *matière peccante* a parcourues durant ce long espace de temps, tout cela éloignera pour longtemps encore l'idée d'une réunion diplomatique placée sous la conduite supérieure des ministres anglais. Faisons les choses à Vienne et à Constantinople sans nous laisser gêner par une forme. La ligne est géographiquement la plus directe, et les courtes lignes sont toujours les meilleures pour ceux qui veulent sérieusement une chose. Or, j'admets avec certitude que le Roi Louis-Philippe, dans l'affaire en question, ne cherche pas autre chose que ce que nous y cherchons nous-mêmes; il sera donc facile que nous marchions dans une même direction. Ce que je demande à Sa Majesté,

* Voici comment s'exprime le prince de Metternich dans sa dépêche du même jour à Apponyi, au sujet de cette question de conférence : « Il doit m'être permis d'avoir une opinion prononcée sur la valeur des réunions qui, dans les temps modernes, ont eu lieu sous le nom de *conférences*. Les premiers essais qui en ont été faits ont été mon ouvrage, et il n'y a point eu, entre les années 1813 et 1823, de réunions de cette nature auxquelles je n'aie été appelé à prendre une part directe. Elles ont, à juste titre, excité l'animadversion des révolutionnaires. C'est, en effet, aux réunions des Cabinets qui ont eu lieu dans le cours de ces dix années qu'a été dû en grande partie le maintien de la paix politique générale et la conservation de plus d'un État qui s'était vu menacé d'une dissolution intérieure. Un protocole signé en 1818 entre les cinq grandes Cours, à Aix-la-Chapelle, a établi pour les réunions de Cabinets un règlement sage, fondé sur le respect qu'il est juste de porter à l'indépendance des États. Les cinq Cours ont arrêté entre elles que jamais des questions touchant aux droits et à l'intérêt d'un État tiers ne seraient abordées par elles en conférence, sans que le Gouvernement intéressé eût été invité à prendre part à la réunion. En appliquant cette utile règle au cas échéant, il faudrait faire intervenir un plénipotentiaire ottoman dans tel lieu que choisiraient les puissances pour y établir une conférence, et dans ce fait seul se trouverait un obstacle insurmontable pour la réussite de l'entreprise. Jamais la Porte ne munirait son envoyé de pouvoirs suffisamment étendus pour que l'affaire pût marcher. » (*Note de l'Éditeur.*)

c'est d'être assuré que l'Empereur de Russie est placé dans toute cette question comme nous le sommes.

Je partage le sentiment du Roi à l'égard de son ministère. Il est faible, et je ne concevrais pas (pour le moment du moins) un ministère qui pourrait être fort sans être à la fois dangereux pour le pays. Il faut, dans tous les temps et dans toutes les positions sociales, *un homme* qui conçoive les affaires; cet homme doit à la fois surveiller et régler leur exécution. L'homme le plus naturellement appelé à une aussi importante fonction doit être, dans une Monarchie, le Roi, et dans une République, le Président. Le *ministérialisme* est une maladie de l'époque, une sottise, qui croulera comme toutes les niaiseries. Proposez le ministérialisme aux États-Unis d'Amérique, et vous verrez la justice qui y sera faite de ce mot, qui jamais ne deviendra une chose. Or, n'oubliez pas, mon cher Comte, que c'est un ministre qui proclame cette vérité; mais ce ministre n'est pas un ambitieux; c'est un homme simplement pratique, et qui veut le bien.

3 juillet.

1360. Nous n'avions certes pas besoin de la situation où se trouve le Sultan pour compliquer la question turco-égyptienne et pour en exalter les dangers. D'un autre côté, comme il ne suffit pas des regrets que les hommes peuvent concevoir pour diminuer la valeur d'une position, il faut se placer droit en face de ce qui est et tâcher de conjurer ce qui doit et peut l'être. Aussi, c'est ce que nous faisons pour notre propre compte et ce que nous demandons à d'autres de faire avec nous.

Pour bien juger de la véritable attitude politique des Cours dans la question du jour, regardez comme certain qu'entre nous et la Russie il existe une complète similitude de jugement et de volonté; que nous croyons de bonne foi que le Cabinet français désire s'entendre et marcher avec nous; que l'Angleterre marchera avec nous et qu'elle est convaincue qu'elle ne pourra pas le faire avec la France. De tout cela il serait permis de conclure que, comme les trois Cours se ren-

contrent dans une même pensée, un accord entre elles doit être facile à établir, et c'est ce qu'en effet je ne mets pas en doute. Mais le plus grand danger n'est pas sur ce terrain; il faut le chercher dans l'état où se trouve réduit l'Empire ottoman par suite des prétendues réformes qu'il a subies. L'ancien état de choses y a été détruit, et le nouveau est un leurre; il n'y a donc plus que le pouvoir du Sultan, et ce pouvoir s'éteignant dans la personne de Mahmoud, le vide prendra la place de ce qui aurait dû ne jamais être détruit. Il est en effet impossible de calculer à quels excès pourront se livrer les partis qui divisent l'Empire, quand la main qui les a maintenus jusqu'à cette heure dans le respect aura disparu. Il n'y a pas d'homme réellement marquant qui puisse représenter le pouvoir dont un enfant de dix-sept ans ne sera que le symbole, et si un homme d'une forte complexion était mis en évidence, il ne trouverait pas la place qu'il devrait occuper. Mahmoud a aboli le vizirat, et un Gouvernement partagé est sans pouvoir dans un pays où les hommes ne vont jamais ensemble et où dès lors ils doivent toujours être conduits par un bras de fer.

En attendant, nous proposons la seule chose qui soit à proposer. Que les quatre puissances chrétiennes s'engagent entre elles à ne rien faire au détriment de l'Empire ottoman; les embarras se réduiront alors à des embarras turcs.

Veuillez vous expliquer dans ce sens avec le Roi et le maréchal Soult; la phrase est compréhensible comme l'idée qu'elle exprime.

La cause commune se heurtera en toute circonstance à plus ou moins d'embarras à cause de la forfanterie nationale. C'est cette forfanterie qui contribuera à disjoindre la France et l'Angleterre. A cet égard, bien du chemin est déjà fait, et chaque jour nous fournit des preuves de cette vérité.

14 juillet.

1361. Si lord Palmerston ne joue pas un double jeu, la critique de la dépêche de M. de Nesselrode qui fait le sujet

de l'un de vos rapports ne provient pas de ce ministre, mais de son organe à Paris.

Voici ce que m'a mandé, au sujet de la dépêche en question, M. le prince Esterhazy, sous la date du 29 juin dernier :

« M. de Kisseleff est venu me trouver aujourd'hui pour me dire que j'avais eu parfaitement raison ; qu'il avait été très-satisfait de sa conversation avec lord Palmerston par rapport à la communication de son Gouvernement au sujet de la complication égyptienne ; que par contre il n'en a point été de même à l'égard de l'affaire de Perse, etc. »

Lord Palmerston a confirmé cette impression dans une dépêche à lord Beauvale, que celui-ci a été chargé de me lire. Il se sert à peu près des paroles suivantes : « La dépêche russe est entièrement satisfaisante. On pourrait bien croire à la possibilité de pensées trop favorables à Méhémet-Ali, mais il faut les rejeter, et les régulariser si la chose était vraie. »

Rapprochez ces données des paroles de lord Granville, et il devient clair, ou bien que lord Palmerston doit s'être exprimé envers lui différemment qu'envers M. de Kisseleff et lord Beauvale, ou que la critique en question provient uniquement de lord Granville. Le reproche fait au Cabinet de Russie de s'être adressé à celui de Londres *seul,* repose de son côté sur une supposition que dément le fait ; il a communiqué à Vienne, à Paris et à Berlin, la dépêche envoyée au comte Pozzo.

Vous lirez ce que j'écris au prince Esterhazy, non sur cet incident, dont il ne vaut guère la peine de s'occuper, mais sur l'ensemble de la situation. Vous voyez que nous avons le sentiment que la pensée anglaise est plus rapprochée de la nôtre que ne l'est celle de la France, qui a un arrière-goût *égyptien* prononcé, ce qui même est assez naturel. Comme tel est cependant le cas, je vous prie d'attacher une valeur toute particulière à la dépêche qui porte la date *de ce jour*. Il faut viser aux moyens d'empêcher que le char ottoman ne verse à droite, comme naguère il a couru le risque de verser à gauche. Le juste milieu *véritable* n'est pas dans la marche des Turcs, et comme nous les connaissons parfaitement, nous prévoyons ce que d'autres ne comprennent même pas ; or, pour prévoir, il

faut connaître. Nous allons faire marcher notre escadrille. Elle sera composée de neuf voiles, dont deux frégates, et d'un bateau à vapeur. Le capitaine Bandiera, qui sera promu au grade de contre-amiral, commandera l'escadre, et l'Archiduc Frédéric aura une frégate, commandement auquel l'appelle son grade, qu'il a gagné à l'ancienneté. Je suis charmé de pouvoir procurer à ce jeune prince, qui de toute manière est très-distingué, l'occasion de servir en grande compagnie de vaisseaux, charme qu'un marin autrichien ne rencontre guère, et ce dont je ne *nous* plains pas, tout en *les* plaignant.

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, le 6 août.

1362. J'ai l'honneur de vous inviter à passer chez moi demain matin ; je vous donnerai connaissance d'une dépêche que j'adresse à nos missions à Paris, Londres, Pétersbourg et Berlin *. Elle était rédigée hier, quand le comte de Ficquelmont est arrivé. Mon entretien avec notre ambassadeur en Russie ne m'a pas donné lieu à changer un mot à ma circulaire. Je vous aurais invité à venir me voir aujourd'hui, si je n'avais à écrire quatre dépêches, qui devront servir d'accompagnement à l'autre dépêche, et comme vous savez que j'ai l'habitude d'écrire à Paris en français, à Londres en anglais, à Saint-Pétersbourg en russe et à Berlin en allemand, et que l'expérience m'a prouvé que dans ce soin se trouve le gage d'être compris, la peine est grande et elle exige du temps.

Je vous dis, en attendant, que les choses seraient bien placées si les hommes savaient en faire autant.

* La dépêche identique adressée aux quatre missions nommées ci-dessus porte la date du 7 août; elle a trait à l'attitude des cinq grandes puissances dans le conflit turco-égyptien. Elle formule le vœu que la reconnaissance de l'hérédité pour Méhémet-Ali soit limitée au seul pachalik d'Égypte. Cependant, comme l'Autriche ne serait pas à même de faire triompher à elle seule cette reconnaissance limitée à l'Égypte, le Cabinet se rangerait à l'opinion qui apparaîtrait comme le résultat d'une entente entre les puissances; mais en tout état de cause, il pencherait à donner la préférence au minimum des concessions à faire par la Porte. (*Note de l'Éditeur.*)



Metternich à Apponyi. Vienne, le 7 août.

1363. Mon expédition de ce jour n'est pas longue, mais elle n'en a pas moins d'importance.

La dépêche n° 2 renferme la vérité, et toute la vérité, à l'égard de l'attitude de la Russie*. Il en ressort que c'est l'incartade intempestive des deux Cours maritimes, au sujet d'une question qui ne devait pas se présenter, qui a gâté ce qui, sans cette faute, n'eût point éprouvé de difficulté. Le Cabinet français est éminemment *faiseur*, et il est en même temps remarquablement *gauche*. Avec ces deux éléments, on ne saurait avancer en affaires, et ne point avancer, c'est reculer. S'il n'y avait que ce Cabinet seul qui s'exposât à ce sort, il y aurait moyen de le supporter, car chacun est maître et responsable de ses propres faits et gestes. Il en est autrement quand il s'agit d'un intérêt commun et d'un secours à prêter à une cause qui est commune. A Paris, on ne voit *que soi*, et l'on y oublie que par là on excite à en user de même à l'égard de la France ceux avec qui l'on entend entrer en affaires. *Tout pour et par la France* est un mot qui sonne bien à des oreilles françaises, mais qui déchire toutes les autres oreilles.

* Voici ce qu'on y lit : « La Cour de Russie est livrée à un sentiment de défiance relativement aux intentions des puissances maritimes, non à l'égard de la Porte, mais à son propre égard. Ce n'est pas avec un sentiment aussi affranchi de toute gêne que l'est le nôtre dans nos relations avec ces mêmes puissances, qu'elle reçoit leurs propositions et qu'elle serait prête à leur en adresser de son côté. L'Empereur Nicolas, cependant, s'était décidé à envoyer à Vienne un homme investi de sa confiance, qui, ayant également des titres à la nôtre, eût été, sous tous les rapports, le plus propre à remplir ici la place qui lui était destinée, lorsque M. de Barante reçut la communication des instructions données à l'amiral Roussin relativement à l'apparition des flottes devant Constantinople. Dès lors le départ de cet envoyé fut ajourné, et cela parce qu'une question qui sans doute a été provoquée par les événements du jour, mais qui cependant est d'une nature toute différente de l'affaire turco-égyptienne, est venue s'interposer ici dans cette dernière. Les nouvelles de Constantinople se sont succédé; l'avénement paisible du Sultan Abdul-Medjid au trône de ses pères, la fin de la guerre et le pardon accordé à Méhémet-Ali, l'offre de l'hérédité dans le pachalik d'Égypte, — toutes ces circonstances réunies ont fait admettre au Cabinet russe que l'affaire était terminée. On s'est trompé. L'entreverra-t-on? Je ne le mets pas en doute. » (*Note de l'Éditeur.*)

Vivre et laisser vivre est un précepte tombé en désuétude dans les Gaules, et le résultat en est que l'on n'y avance en rien.

Vous verrez aujourd'hui l'heureux effet de l'expédition adressée à M. de Barante, qui heureusement s'est arrêté à la première partie de sa commission, car, sans M. de Ficquelmont, il aurait déclaré au comte de Nesselrode que si un vaisseau russe devait paraître dans la mer de Marmara, les Français, les Anglais et les Autrichiens *forceraient les Dardanelles!* Faites donc de la politique avec des gens de cet esprit!

Gardez tout cela pour vous, mais tirez-en parti pour engager le maréchal à un peu moins *sabrer,* là où il faut marcher vers un but que personne ne peut atteindre par ses seuls efforts. *Tout le monde veut* une même chose, mais cela ne suffit pas pour qu'elle soit emportée. Qu'a de commun l'affaire des Dardanelles avec le différend entre la Porte et Méhémet-Ali? Pour Dieu! qu'on la laisse à l'écart, là où elle se trouve tout naturellement. L'heure viendra où il faudra la mettre à l'ordre du jour, mais cette heure n'est pas encore venue. En agir autrement serait une immense sottise!

Je suppose que la Porte aura envoyé une réponse au Pacha d'Égypte et qu'elle n'en parlera qu'ensuite aux autres Cours. Alors nous nous trouverons placés dans la seconde alternative que j'ai indiquée dans ma dépêche n° 1 *.

Ratisbonne, le 13 septembre.

1364. Je n'ai point de commentaire à ajouter à mes dépêches. Elles parlent d'elles-mêmes, et ce qu'elles disent, c'est que la difficulté réelle dans l'affaire orientale se trouve placée entre Paris et Londres, car la Russie est à nous.

Le sort des affaires d'Espagne me paraît fixé **. Je l'ai jugé tel à partir du jour où j'ai appris les meurtres que Maroto a cru devoir commettre. Aussi, mon cher Comte, ne m'avez-

* Voir la note qui accompagne la lettre précédente à Sainte-Aulaire, n° 1362. (*Note de l'Éditeur.*)

** Il s'agit des négociations engagées le 21 août à Durango, entre Maroto et Espartero, en vue de la paix, et de la conclusion de la paix signée le

vous plus entendu vous parler de ces affaires et ne pas répondre même à l'offre que le Roi Louis-Philippe m'a faite *de les prendre entre nos mains.* Ce sont de ces panneaux dans lesquels un vieux ministre ne donne pas. Je sais sauver un État avec et contre le canon, mais je ne puis lutter contre des empoisonnements. On peut prédire à peu près ce qui arrivera. Don Carlos sera chassé; alors commencera la *véritable* confusion en Espagne, et le dernier lien entre l'Angleterre et la France sera rompu, car les complicités forment aussi des liens. C'est dans ce sens (en laissant toutefois de côté le mot complicité) que vous pouvez, sans aucun risque, exprimer ma pensée au Roi Louis-Philippe sur les affaires de la Péninsule.

Johannisberg, le 25 septembre.

1365. Je vous envoie un excellent travail de M. le comte de Ficquelmont, qui a eu pour résultat d'amener une parfaite entente entre lui et les représentants des quatre autres Cours à Vienne. Mais que prouve ce résultat? Il prouve qu'il y a là *un point central d'entente*, c'est-à-dire un moyen assuré de servir efficacement la cause de la paix générale. Ce moyen n'est autre que ce que, dans mon âme et conscience, j'ai désiré atteindre dans la présente occurrence, et ce qui a sauvé le corps social du bouleversement complet dont il n'a été que trop souvent menacé depuis la première paix de Paris. Ce que j'ai réclamé au moment même où les immenses fautes qui ont signalé la fin du règne du Sultan Mahmoud ont porté leurs fruits, s'est ainsi réalisé. Je n'ai pu vouloir *d'une conférence formelle,* car la condition première pour une pareille organisation n'existait pas. Cette condition, c'est la certitude d'un accord parfait entre les participants à une conférence formelle sur le fond des questions à livrer à son examen et à sa direction. Là où il n'y a point de divergence sur la question de principe, une conférence n'offre point de danger; les partis peuvent avoir de la difficulté à s'entendre sur l'exécution,

31 août, à Vergara, entre les deux généraux. Don Carlos déclara Maroto un traître. (*Note de l'Éditeur.*)

mais, dussent-ils même se séparer sur les questions résolutoires, le mal sera bien moindre que si la séparation avait lieu sur la question de principe. Celle-ci emporte le principe, tandis que l'autre ne porte que sur le choix des moyens.

Or, mon cher comte, dans l'affaire turco-égyptienne, la connaissance parfaite que je crois avoir des situations en Europe m'a fait prévoir ce qui s'est réalisé. Je n'ai point entrevu la chance d'une divergence entre les deux Cours impériales et celles de Londres et de Berlin sur la question principale, mais j'ai prévu une séparation entre ces Cours et le Gouvernement français. Les quatre Cabinets sont *turcs*, celui des Tuileries est *égyptien*, et c'est *sur le Sultan* et *sur Méhémet-Ali* que porte la question de principe. Comme il y a ici divergence entre les cinq Cabinets, la difficulté pour eux d'arriver à s'entendre sur la manière d'agir en est une conséquence toute naturelle. Si aujourd'hui les quatre Cours ne rencontraient pas l'opposition de la France, ou si cette puissance était franchement de l'avis des quatre Cours, l'affaire turco-égyptienne serait bien vite tranchée. Méhémet-Ali ferait avec une grâce parfaite sa soumission à la volonté déclarée de l'Europe.

Quoi qu'il en soit, l'influence du Gouvernement anglais pourra seule entraîner le Cabinet français dans des voies plus salutaires que celles où il est actuellement, et dans lesquelles il se trouve engagé par de nombreux précédents et par la marche des esprits en France, qui constamment font fausse route.

La politique française est voulante, agissante, tripoteuse, ambitieuse, et il suffit d'un seul de ces éléments pour qu'elle soit dangereuse; réunis, ces éléments deviennent un fléau pour l'Europe.

13 octobre.

1366. J'ai reçu vos rapports du 1er au 6 octobre, et je ne suis point dans le cas d'y faire aujourd'hui une réponse détaillée. Je ne sais pas donner des directions quand je ne vois pas clair dans les situations, et cela surtout quand j'ai déjà dit tout ce qui peut s'appliquer aux différentes phases

d'une affaire. Celle du jour a cela de particulier que tout le monde veut la même chose et que personne cependant n'a l'air de le vouloir. Pour qu'une pareille situation de choses puisse exister, il faut que des méfiances et des préjugés réciproques obscurcissent la véritable lumière. Tel est aussi le cas. Mes dernières communications aux Cours de France et de Grande-Bretagne doivent les avoir convaincues que nous sommes placés sur une ligne de vérité et de modération, c'est-à-dire, sur le seul point où réside la vérité. Je ne renonce pas encore à l'espoir que celle-ci se fasse jour : la question est d'une importance trop générale pour que les considérations secondaires qui peuvent s'y rattacher ne s'effacent pas devant l'intérêt principal, et c'est ce qui arrivera. C'est seulement lorsque la France et l'Angleterre se seront entendues que l'affaire pourra marcher. D'ici là, nous ne pouvons que mettre en panne et tâcher d'empêcher que le mal n'éclate sur les lieux vers lesquels il serait si urgent de diriger les remèdes.

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, le 22 novembre.

1367. Je vous restitue, mon cher comte, votre projet de rapport, et je lui accorde l'*expediatur* à l'égard de tout ce que vous m'y faites dire, car vous interprétez ma pensée sur l'attitude qu'il conviendrait aux Cours de prendre, de la manière la plus conforme à la vérité.

Vous m'avez compris, et ce n'est pas la première fois que cela m'est arrivé.

Cela dit, je vous fais une remarque sur les mots « *fonder une dynastie* » que vous avez consignés dans votre travail. Logiquement parlant, ce n'est pas, selon nous, *d'une dynastie à fonder par Méhémet-Ali* qu'il peut s'agir, mais *d'assurer l'avenir de sa famille*. Le mot *dynastie* équivaut, pour moi, à une pensée *d'indépendance,* tandis qu'il ne saurait jamais être question que d'une *jouissance* à accorder à la descendance de Méhémet-Ali.

Et, en train de faire des remarques, je vous dirai encore que vous avez trop peu soin de séparer ce qui dans notre pensée n'est point conforme. Si nous trouvons conforme à

notre propre sentiment le point de vue du Cabinet anglais à l'égard du *quid faciendum,* il n'en a jamais été de même quant au *quomodo.*

Je trouve dans l'affaire turco-égyptienne une pleine confirmation de ce qui a été découvert depuis longtemps par moi, et probablement aussi par d'autres esprits pratiques, savoir, que les affaires les plus difficiles à conduire à une bonne fin sont celles où les divers intéressés appelés à y concourir *veulent une même chose,* mais se trouvent *autrement placés à l'égard de l'affaire.* Ce qui arrive alors, c'est que le principal court le risque d'être étouffé par les accessoires. Tel est le cas de l'affaire du jour.

SUR LES RÉFORMES D'ABD UL-MEDJID EN TURQUIE.

1368. Metternich au baron de Stürmer, à Constantinople (E. D.).
Vienne, le 3 décembre 1839.

1368. Le Sultan vient de publier un acte solennel* que des esprits superficiels qualifient de *Constitution,* mais qui pour des hommes réfléchis, et par conséquent plus pratiques, a la valeur d'une *déclaration de principes fondamentaux;* dans le langage européen, un acte de cette natûre est connu sous la dénomination de *Magna Charta.*

Il y a une grande différence entre les deux procédés, et cette différence doit, par conséquent, se manifester également dans leurs conséquences. C'est du fond de ma conscience que je félicite les hommes d'État qui ont conçu l'idée de la démarche que vient de faire le Souverain, de ne point s'être mépris dans le choix des deux manières de procéder, et d'avoir su choisir celle qui, moralement, était *la seule utile.*

* Les institutions proclamées solennellement le 3 novembre portaient sur trois points principaux, savoir : 1° les garanties qui devaient assurer aux sujets turcs une complète sécurité en ce qui concerne leur vie, leur honneur et leur fortune; 2° un mode régulier de fixation et de recouvrement des impôts; 3° des mesures également régulières en ce qui touche la conscription et la durée du service militaire. (*Note de l'Éditeur.*)

La différence entre les deux systèmes est immense, et c'est la légèreté avec laquelle, dans le courant des cinquante dernières années, on a négligé dans plusieurs États de la chrétienté de tenir compte de cette différence, qui a fait éprouver à l'Europe les graves perturbations auxquelles elle est encore en proie aujourd'hui. Tout corps social a, par le fait, *une Constitution,* faute de quoi il n'existerait pas comme *État;* or, *donner* une Constitution, c'est renverser l'État jusque dans les fondements sur lesquels il repose, et, en dernier résultat, c'est lui donner *des phrases au lieu de la réalité;* car nul ne peut donner ce qui n'existe pas. Tel est le cas de ce qu'on appelle une *Constitution,* qu'un Souverain ne peut pas donner, car ce qui en a la valeur n'est et ne peut jamais être que le résultat de certaines bases historiques, et de ce que le temps seul sait procréer et compléter.

Ce que vient de faire ainsi le Sultan Abd ul-Medjid est aussi correct que sage. Il a proclamé *des principes qui devront servir de base à son Gouvernement;* ces principes sont justes, et ils s'appuient sur la loi religieuse, qui pour tout État est la première des lois. Sa Hautesse pourra rencontrer certaines difficultés dans l'application pratique des principes en question; mais quelle mesure gouvernementale n'est pas exposée à en rencontrer? Je vous invite donc, Monsieur le baron, à vous expliquer vis-à-vis du Divan, au nom de votre Cour, dans le sens le plus favorable sur la dernière mesure à laquelle s'est décidée Sa Hautesse. Amis de la Porte, et ne voulant que son bien, nous saurons toujours applaudir à ce qui peut être utile et favorable aux intérêts du trône du Sultan; intérêts que nous regardons comme inséparables de la prospérité de son Empire.

Une seconde question sur laquelle je dois m'expliquer, c'est le désir qu'on vous a exprimé de connaître les idées que je pourrais m'être formées sur la *réorganisation de cet Empire.* Ici je dois avouer mon insuffisance, non que je ne sois à même d'énoncer à cet égard des principes généraux, mais en raison de l'impossibilité où je serais d'en faire l'application à des questions de détail. Je ne m'arrêterai donc qu'à quelques

points de vue généraux, et, à cet égard, voici comment les choses se présentent à mon esprit.

L'Empire ottoman a subi le sort commun à tous les États dont l'histoire est séculaire. Les Empires, comme les individus, passent par les différents âges de la jeunesse, de la virilité et de la vieillesse. Les corps restent les mêmes, mais, parvenus à leur complète formation, ils tendent tous successivement à se décomposer ; ils se replient, pour ainsi dire, sur eux-mêmes. Alors arrive une époque où le besoin impérieux d'une restauration se fait sentir chez les hommes appelés à gouverner, et les entraîne à confondre souvent ce qui serait utile avec ce qui est dangereux, parfois même le possible avec l'impossible. Or, à cet égard, ce qu'il y a de plus utile à consulter, c'est la *constitution* du corps qui éprouve le besoin d'une restauration. Tout ce qui est en opposition avec cette constitution tournera toujours à mal, par la raison que l'expérience qu'on voudra faire ne répondra jamais au succès qu'on s'en promet. C'est dans le choix de la direction qu'a suivie le Sultan Mahmoud dans son système de réformes que ce Souverain s'est souvent trompé, et si j'ai regardé comme un devoir de ma position de le suivre dans toutes les phases de son règne, je suis aujourd'hui absolument fixé sur ce qu'il faut attribuer aux bonnes intentions de ce Prince comme à ses erreurs. La plus grande faute qu'il ait commise, selon moi, a été de s'attacher beaucoup plus à la forme qu'au fond des choses, et d'avoir attribué à la *forme* la valeur qu'il aurait dû n'accorder réellement qu'au *fond* de son entreprise. Il est facile de se rendre compte des deux causes principales de cette marche erronée : l'une, l'ignorance toute naturelle du Sultan ; l'autre, le manque d'instruments capables et en état de mettre à exécution la pensée du Monarque.

L'Empire ottoman, pour vivre et pour prospérer, doit chercher toutes les améliorations de son administration intérieure dans les bases mêmes de son existence, et y réunir ensuite, en conservant les formes musulmanes, tout ce qu'il peut trouver d'utile à emprunter à l'étranger. Quant aux emprunts à faire, le Divan devra examiner avant tout, et scrupuleusement, ce

qui est correct dans son principe. Là où à cet égard il ne se trompera pas, la question se trouvera déjà simplifiée, car il n'aura plus qu'à faire cadrer avec les conditions de son existence, soit religieuse, soit historique, ce qu'il peut être utile d'adopter. Un reproche que dans plus d'une occasion, et en consultant à cet égard ma conscience gouvernementale, j'aurais pu formuler sur la manière de procéder du Sultan Mahmoud, c'est qu'au lieu de faire une chose qui en elle-même aurait pu être utile si elle eût été exécutée avec les formes nationales, il n'a point hésité à l'entreprendre selon les formes étrangères. Une autre faute qui a accompagné à peu près toutes les innovations introduites par Sa Hautesse a été d'appeler à son secours des hommes professant des opinions divergentes, chargés cependant de surveiller une même création. Cette observation s'applique particulièrement à l'organisation militaire. La première condition pour une armée, c'est d'être composée de parties homogènes; or, ce n'est pas avec des éléments divergents, avec des règlements qui empêchent qu'une armée puisse former *un même tout*, qu'il est possible d'en créer une solide. Aussi qu'est-il arrivé? La Porte a des soldats et des officiers plus ou moins habillés à l'européenne, mais elle n'a plus d'armée, car en laissant se dissoudre l'ancienne armée turque, elle n'a point su en refaire une autre. Ce qui a le plus contribué à amener ce triste résultat, c'est la facilité avec laquelle tout Gouvernement qui se lance dans la voie des *réformes* accepte les services des hommes qui ne cherchent qu'à faire fortune, les uns, parce qu'ils veulent s'assurer à l'étranger une existence qu'ils ne sauraient trouver chez eux, et cela ordinairement en raison de leur incapacité; les autres, parce que leur penchant les entraîne à faire prévaloir des théories qu'ils ne trouvent pas moyen de faire adopter chez eux. Entre deux, les derniers sont plus dangereux que les premiers, pour le pays où ils parviennent à exercer une influence personnelle.

L'Empire ottoman a certes besoin de grands soins, et surtout d'efforts soutenus, pour remédier à la somme des maux qui pèsent sur lui. Ce ne sera cependant que dans l'esprit des

mœurs nationales, et en les consultant, que la grande œuvre pourra jamais s'accomplir. Que les hommes véritablement éclairés prennent exemple de ce que la civilisation européenne renferme sans aucun doute d'également applicable aux besoins de l'Empire, mais que les choses se fassent à la turque, et non à la française ou à l'anglaise, à la russe ou à l'autrichienne. Un État doit, avant tout, être *lui-même,* s'il veut être fort. En se pénétrant de cette nécessité, il pourra beaucoup, tandis que dans la voie opposée il ne sera jamais qu'une pâle contrefaçon de ce qui ailleurs pèche peut-être à son tour par les bases. Nous qui suivons cette règle et qui savons en toute circonstance l'appliquer à nous-mêmes, nous fournissons certes au Gouvernement ottoman une preuve du franc et sincère intérêt que nous prenons à sa conservation en lui demandant *de rester musulman.* Les considérations que je viens d'appliquer à une question générale sont également applicables à la question spéciale des finances de l'Empire ottoman, que Reschid-Pacha a touchée dans l'un de ses derniers entretiens avec vous. La Porte a certes un besoin pressant de régulariser le système qui exerce une si grande influence sur le bien-être du pays et sur les forces du Gouvernement. Mais qu'à cet égard celui-ci évite aussi de commettre des fautes qui, par la suite, pourraient devenir irrémédiables. Tout système financier se compose de deux parties qui, sans doute, se touchent de près et qui cependant n'en sont pas moins distinctes : la partie *administrative* et la partie *financière.* Tout édifice, pour être solide, doit reposer sur des fondements qui le soient également, et pour prospérer, un système de finances doit en premier lieu assurer les recettes et leur rentrée. Pour que tel puisse être le cas dans l'Empire ottoman, il y aura sans doute beaucoup à faire. Ce dont le Divan devra se garder, selon moi, c'est de se livrer, avant de s'être bien assuré des moyens dont il pourra disposer, à des spéculations et à des opérations de *crédit* dans les États chrétiens. Les spéculateurs ne manqueront pas de se présenter le jour où la Porte commencera à fournir au public européen des preuves qu'elle s'occupe d'une manière sérieuse de l'arrangement de ses finances. Que le Divan se méfie d'offres

semblables, car de la part de ceux qui les lui feront, elles ne seront en réalité qu'un leurre. Pour que le véritable crédit puisse tourner au profit d'un État, il faut avant tout que les seules bases sur lesquelles il puisse reposer soient assurées, et elles ne peuvent l'être qu'au moyen de recettes certaines et d'une dépense réglée d'après les ressources que fournissent les recettes, et qui doivent suffire à couvrir les besoins du service public. Tout ce qui précède un ordre de choses pareil n'est que de la spéculation aventureuse, et ruine les États. Le mal le plus sensible dont souffre l'Empire ottoman sur le terrain de l'administration, c'est sans aucun doute la dépréciation de la monnaie. Aucun État ne peut se délivrer de ce mal, qui arrête la séve de la vie publique, que par des mesures qui toujours sont difficiles à prendre, parce qu'elles doivent être générales et incisives, et qu'elles portent un coup funeste à toutes les fortunes particulières. Quelles seront donc les mesures que, dans une question aussi importante, devra prendre le Divan? Ce n'est certes pas moi qui pourrais me permettre d'énoncer une opinion sur un sujet aussi grave, et il me paraîtrait impossible qu'un financier digne de ce nom, fût-il doué des connaissances les plus étendues qu'exige une question d'une aussi haute importance, pût être assez complétement informé de la véritable situation des choses dans l'Empire ottoman et des ressources qu'il possède, pour hasarder de se charger d'un travail à cet égard qui pourrait avoir la valeur d'un plan à proposer. La Porte possède, j'en ai la conviction intime, des ressources qu'elle-même ne peut estimer à leur juste valeur, et dont beaucoup doivent même lui être entièrement inconnues. Le sol de l'Empire est fertile, le climat favorable à presque tous les genres de culture ; le peuple y est bon, et il deviendra industrieux le jour où la propriété sera assurée. Les véritables ressources financières du pays n'ont encore jamais été exploitées, le sol ne rend pas ce qu'il devrait rendre, et les mines renferment des trésors. Je puis me former une opinion sur la valeur de ces trésors enfouis sous terre, par suite des renseignements que m'ont fournis à cet égard des hommes de l'art que nous avons mis, il y a quelques années, à la disposition du

Gouvernement ottoman. Il n'est donc pas douteux qu'il existe dans l'Empire de grandes ressources; mais entre leur existence et le moyen de les exploiter, il y a bien loin encore, et ce n'est pas dans un court espace de temps qu'il serait possible de les utiliser et d'en tirer un véritable profit.

En vous autorisant, Monsieur le baron, à donner connaissance de la présente dépêche à Reschid-Pacha, je prie ce ministre de tirer de son contenu les deux conclusions suivantes : L'une est que, plus je suis pénétré de la conviction que l'Empire ottoman a besoin de nombreuses réformes dans les principaux rouages de son administration intérieure, moins je pourrais me permettre de sortir de la sphère des principes généraux qui sont de nature à pouvoir servir de base à ce qu'il est nécessaire de régler dans un grand État. Si je me permettais d'aller au delà, je m'exposerais à commettre plus d'une faute, car si les mêmes principes conviennent à tous les pays, il n'en saurait être de même de leur application, qui admet des modifications à l'infini. La meilleure constitution est celle qui convient à un pays, — a dit un sage législateur; il aurait pu ajouter que les meilleures institutions, comme les meilleures mesures gouvernementales, sont celles qui répondent aux mœurs et aux besoins moraux et matériels du pays auquel elles doivent être appliquées. En suivant cette pensée, qui est toute pratique, il devient évident qu'il ne suffit pas qu'on trouve telle loi ou telle mesure gouvernementale utile dans un pays pour qu'elle doive être également applicable à un autre, et ce n'est pas un ministre doué des lumières que possède Reschid-Pacha, et qui a été à même de connaître les principaux États de l'Europe, qui pourrait ne pas comprendre les explications dans lesquelles je viens d'entrer avec vous sur une matière aussi importante, et dont vous êtes chargé de lui faire part. Je puis citer, au reste, à l'appui des vérités que je viens de vous exposer, l'exemple de notre propre Empire et les conséquences heureuses qu'a eues pour le bien-être de l'Autriche la sagesse consommée de son dernier Monarque. C'est grâce au soin qu'a mis feu l'Empereur François à respecter les différentes nationalités dans la Monarchie, à consulter en toute occasion les

véritables besoins de ses peuples sans s'en laisser imposer par des phrases sonores, que ce Souverain a pu aussi bien réussir à conduire les pays réunis sous son Gouvernement à travers un demi-siècle de folies et les faire sortir contents, riches et prospères, des luttes dans lesquelles les malheurs du temps les avaient engagés. Sous bien des rapports, l'administration de notre Empire a éprouvé des changements notables, mais il n'en est pas un qui n'ait eu la valeur d'une amélioration. Il n'a été fait aucun changement aux règles fondamentales du Gouvernement; pendant que, dans une grande partie de l'Europe, les États ont été bouleversés de fond en comble, les bases de l'édifice social ont été renforcées en Autriche. Nous avons pris et nous nous sommes appliqué ce que les temps ont produit de bon, mais nous avons eu soin de tenir éloigné de nous ce qui, à nos yeux, n'a point porté ce caractère. L'événement a prouvé qui de l'Autriche ou des autres pays a eu raison.

Que le Gouvernement ottoman suive une règle semblable; qu'il ait soin avant tout de conserver un caractère national à ce qu'on jugera digne d'être introduit dans le Gouvernement, et à ce qui pourra être avantageux à la nation musulmane. Qu'il ne se trompe pas dans le choix des objets et qu'il appelle à son secours l'aide du temps, qui ne se laisse jamais hâter outre mesure. Qu'avant de passer à l'exécution même d'une mesure nouvelle, le Divan calcule sérieusement les moyens réels dont il pourra disposer, et qu'il prépare ceux dont il aura besoin pour assurer le succès d'une création nouvelle. Qu'il s'assure avec le même soin la coopération d'hommes capables de se charger de l'exécution, et qu'il renonce au dangereux système de regarder comme capables ceux qui ne seraient portés à de hauts emplois que par la faveur du Souverain. Si l'on commet la faute de ne pas mettre le plus grand soin dans le choix des hommes destinés à occuper les places les plus importantes dans l'administration, on peut être sûr que les mesures que, sous d'autres auspices, il serait facile de conduire à une bonne fin échoueront dans leur exécution.

Peu avant le départ de Rifaat-Bey, j'ai eu avec lui plusieurs

entretiens sur les différents sujets traités dans la présente dépêche, et ils m'ont laissé l'impression d'avoir été compris par lui. Je ne doute pas que l'ambassadeur ne se soit empressé d'en rendre compte à Reschid-Pacha, et ce dernier devra en conclure que personne plus que moi ne forme des vœux sincères pour la prospérité de l'Empire ottoman, et que son Gouvernement peut être assuré de nous trouver en toute occasion disposés à venir à son aide, autant que cela pourra dépendre de nous.

1840.

EXTRAITS DU JOURNAL DE LA PRINCESSE MÉLANIE.

DÉTAILS BIOGRAPHIQUES.

1369. Vienne (du 1er janvier au 18 juillet). — 1370. Séjour en Bohême (du 19 juillet au 20 septembre). — 1371. Retour à Vienne (du 21 septembre au 31 décembre).

VIENNE.

1369. La nouvelle année. — Le prince et les affaires intérieures. — L'attitude de la Russie dans la question d'Orient. — Pückler-Muskau. — Maladie et mort de Clam. — L'Archiduchesse Marie-Anne. — Jugement de Prokesch sur Clam. — L'Archiduchesse Sophie. — L'Empereur François et le prince de Metternich à Dijon. — La Reine de Saxe. — Le ministère Thiers. — Les *Guêpes* d'Alphonse Karr. — Pückler et Prokesch. — *Schwarzer Peter*. — Sur la société. — Ernst. — Moriani. — Affaires ecclésiastiques. — Les Mémoires du prince. — Baumann. — Grand dîner. — Diète de Hongrie. — Anniversaire de la naissance du prince. — Dœbler. — Départ de la mère de la princesse pour Rome. — Dîner en commémoration de la création de la Confédération germanique. — Mort du Roi de Prusse. — Questions zoologiques. — Attentat contre la Reine d'Angleterre. — Encore la question d'Orient. — M. et madame Ronconi. — Le peintre Schrotzberg. — Le général Langenau. — Soirée à Hietzing. — Danger d'incendie. — Brunnow à Londres. — Cabrera. — L'Angleterre et Méhémet-Ali.

Vienne, le 1er janvier 1840.

1369. Mon Dieu, ayez pitié de nous pendant l'année qui commence et que je vois venir avec terreur.

J'ai été surprise par la visite de la députation du corps diplomatique, qui est venue chez moi après avoir été chez Clément; c'est la première fois que cela arrive.

Mon Dieu, je suis prête à tout sacrifier, pourvu que je conserve mon mari, que son repos ne soit point troublé et que je puisse contribuer à son bonheur. Je ne désire pas autre chose. Quand on porte ses regards en arrière, on se sent envahir par la tristesse; plus on éprouve de chagrins et de souffrances, plus on craint d'en avoir encore à traverser, et l'on tremble pour tout ce qu'on aime.

5 janvier.

Après la messe, j'ai été chez Clément, qui a eu une longue conversation avec moi. Il se porte bien, Dieu merci. Il s'occupe beaucoup des affaires étrangères; il laisse les questions intérieures de côté pour le moment, autant que cela est possible toutefois, et il me fait l'effet de ne pas vouloir s'occuper d'affaires où il ne rencontre que des désagréments et des résistances qui finissent par l'user. Il n'a plus la force nécessaire pour lutter comme il l'a fait jusqu'à présent. Il ne se dissimule pas les inconvénients qui en résultent, mais il n'en dit jamais un mot. Il est douloureusement affecté par toutes ces choses, et il évite d'y toucher, tout en pressentant les malheurs que cette résolution entraînera pour la Monarchie.

Clément est content de l'attitude que la Russie prend *actuellement* dans la question d'Orient. Tôt ou tard on rendra justice à celui qui seul a tout prévu.

10 janvier.

Maltzahn nous a présenté le prince de Pückler-Muskau, dont la réputation est si grande. Je croyais rencontrer en lui un homme chez lequel l'esprit déborde, un grand parleur, un narrateur intarissable. Je l'ai trouvé, au contraire, d'un calme extraordinaire, parlant peu et toujours à voix basse. Nous avons tâché de bien le disposer afin de pouvoir amener la conversation sur ses voyages.

18 janvier.

Je suis effrayée du découragement qui s'empare de mon mari à propos des affaires intérieures. Je sais ce qu'il éprouve, et cela me fait une peine extrême. Il se sent trop vieux pour lutter; il ne se croit plus assez fort pour continuer cette lutte, et il ne s'entend pas à faire la petite guerre qu'il faudrait. Il ne veut pas être à la tête d'un parti. Il voit le mal empirer sans pouvoir en empêcher les progrès. Ce n'est pas que la force morale lui manque; celle-là ne s'éteindra qu'avec sa vie; mais il n'a pas l'énergie physique, parce que dans toutes ces questions il est en proie au plus affreux dégoût. Il méprise la petitesse qui se révèle à l'occasion de ces pitoyables menées, dont les auteurs, tout en sachant qu'en agissant ainsi ils conduisent la Monarchie à sa ruine, ne se laissent guider que par des considérations toutes personnelles et par le plus vil égoïsme. Clément espère encore dans l'assistance divine. Dieu seul peut sauver cette vieille Monarchie, en faisant naître des événements auxquels personne ne s'attend aujourd'hui. Si cet espoir ne se réalise pas bientôt, Clément finira par succomber à la fatigue et au dégoût que lui causent l'ingratitude, la folie et la faiblesse des hommes. Quand je pense à cela, mon cœur se brise, et je ne sais plus comment supporter le poids des heures et des jours. Plus on vieillit et plus on apprend à connaître le monde, plus on est saisi de découragement et de dégoût; aussi m'arrive-t-il souvent de n'avoir plus la force de cacher ces sentiments.

25 janvier.

Les nouvelles de la santé de Clam sont mauvaises. On l'a déjà saigné quatre fois sans que son état se soit amélioré. J'ai parlé à Christiane Lichnowsky, tante de la comtesse Sélina Clam, qui ne me semble avoir encore aucune inquiétude. Sa fille Caroline m'a dit qu'il va un peu mieux, qu'il est du moins plus calme. Lui-même a demandé à recevoir les derniers sacrements; ensuite il a, dit-on, causé avec Zanini. Que Dieu

ait pitié de nous! Un pareil malheur me semble impossible! Cet homme est tellement nécessaire!

Ce soir, il y avait un léger mieux.

28 janvier.

Le prince de Pückler-Muskau m'a envoyé un chapelet accompagné de quelques lignes. J'ai conservé dans mon journal cet autographe ainsi que ma réponse, qui m'a légèrement embarrassée *. Plus tard, Charles Hügel est venu m'apporter un livre avec des dessins qui rappellent certains épisodes de son voyage, ce qui m'a fait grand plaisir.

29 janvier.

Clam va très-mal. Moi-même je n'ai pas fermé les yeux de toute la nuit. Clément est très-préoccupé. C'est un malheur dont les suites sont incalculables. Je n'avais pas encore perdu tout espoir, car on disait que sa respiration était un peu moins embarrassée; mais, après le dîner, on est venu nous annoncer

* La lettre (du 28 janvier) adressée par le prince de Pückler-Muskau à la princesse Mélanie, à l'occasion de son jour de naissance, était ainsi conçue : « Je suis allé chez Votre Altesse pour lui porter, non pas seulement à l'heure où tout paraît maussade, mais au grand jour, les vœux sincères que je forme pour Elle à l'occasion de la fête d'aujourd'hui. Comme je ne vous ai pas rencontrée, vous me permettrez de vous adresser ces lignes et de les accompagner d'un petit souvenir que j'ose vous prier d'accepter. Le crucifix joint à ce billet a été fait à Nazareth; les grains du chapelet ont été cueillis près de Jéricho, au pied de la montagne du haut de laquelle Moïse a aperçu la Terre promise; le chapelet et le crucifix ont été bénits près du tombeau de notre Sauveur par mon vénéré ami le *padre reverendissimo,* supérieur du couvent catholique de Jérusalem. Peut-être, Princesse, ces circonstances donneront-elles à vos yeux quelque valeur à cet objet si insignifiant par lui-même et serviront-elles d'excuse à la liberté que j'ai osé prendre. »

La princesse répondit : « Je n'ai pas besoin de vous dire, cher prince, combien j'ai regretté de ne vous avoir pas vu. J'aurais aimé vous voir dans un moment où le bavardage *banal* de la foule indifférente ne vous aurait pas empêché de laisser parler votre esprit et votre cœur, vœu que je voudrais voir réalisé depuis longtemps, mais en vain. Il m'aurait été doublement agréable aujourd'hui de vous remercier pour vos compliments affectueux et certainement sincères, bien que nous ne nous connaissions pas depuis longtemps, et pour le chapelet rapporté de la Terre sainte et que vous voulez bien m'offrir. » (*Note de l'Éditeur.*)

qu'il était mort à six heures un quart. Cette nouvelle, à laquelle on devait s'attendre, m'a déchiré le cœur, et je n'ai pas pu cacher la violence du coup qu'elle m'a donné. Je sais dominer un chagrin personnel ; je n'ai pas osé pleurer mon père, mais un événement aussi douloureux pour Clément m'ôte tout empire sur moi-même. Nous sommes restés longtemps réunis à causer avec quelques messieurs. Clément a cherché à se distraire ; mais il est profondément attristé.

30 janvier.

A son réveil, Clément était en sueur, ce qui m'inquiète toujours. Aussitôt après s'être levé, il a écrit à la malheureuse Sélina. Mon pauvre Clément pleurait amèrement, et comme les larmes sont nuisibles à sa santé, je n'étais pas sans inquiétude sur son compte. J'ai porté moi-même cette lettre à Sélina. Comme je n'ai pas voulu l'importuner, j'ai fait appeler Gyulai et je lui ai fait dire que, si elle désirait me voir, je me mettais tout à fait à ses ordres. A peine étais-je rentrée que Gyulai est accouru pour me dire qu'elle désirait ma visite. Je suis donc retournée chez elle ; je l'ai trouvée admirablement forte, ferme et résolue comme toujours, voyant bien sa situation telle qu'elle est, mais infiniment malheureuse, car elle sent combien elle était heureuse auparavant. Elle dit que personne ne l'a été à un plus haut degré qu'elle, et se résigne pieusement à la volonté du Ciel. Elle est la femme forte de l'Évangile. Mon Dieu, quel affreux malheur !

On parle beaucoup de la petite Archiduchesse Marie-Anne, qui, dit-on, est très-malade. Voilà plusieurs jours déjà qu'elle est couchée ; elle a la tête si lourde qu'on craint que ce ne soit la suite d'une chute. Il paraît que l'Archiduchesse est très-inquiète.

1er février.

Il y avait dans l'*Observateur* d'hier un article de Prokesch sur Clam.

L'enterrement de Clam a eu lieu à une heure ; on dit que la

cérémonie a été saisissante. Six Archiducs et tous les généraux présents à Vienne, c'est-à-dire plus de soixante-huit, tout le corps d'officiers de Vienne et des environs suivaient le corps; toute la population pleure le pauvre Clam.

4 février.

Clément a perdu en Clam un de ses principaux soutiens; aussi le poids du travail qui l'accable le dégoûte-t-il à tel point qu'on est tout étonné de voir une pareille lassitude chez un tel homme. Personne ne sait comme moi quelle profonde blessure son cœur vient de recevoir, et ceux qui lui jettent la pierre et qui l'accusent de manquer d'énergie, ne connaissent pas les chagrins qui rendent son âme malade.

5 février.

Le prince de Pückler-Muskau est venu me voir. Un tête-à-tête avec lui m'embarrasse toujours. Il veut faire de l'esprit, ou plutôt il veut montrer qu'il connaît les choses à fond. Il voudrait apprendre à pénétrer ceux dont il s'occupe; or, il est toujours désagréable de se voir sondé ainsi. Je lui ai montré ma collection de portraits, afin d'arriver à avoir le sien.

La petite Archiduchesse est morte à six heures un quart, au milieu d'affreuses convulsions. L'Archiduchesse ne l'a pas quittée d'un moment et n'a pas permis que quelqu'un d'autre lui rendît les derniers soins.

7 février.

J'ai envoyé une couronne de camélias pour la pauvre petite Archiduchesse. De telles attentions touchent sa mère, et la sympathie qu'on lui témoigne lui fait du bien.

12 février.

J'ai été chez Clément, qui suit un plan déterminé relativement aux affaires intérieures. Je ne le trouve pas aussi décou-



ragé que je le craignais; il me semble plutôt résolu à agir. Après la messe, Maltzahn est venu m'apporter deux articles qu'il a joints à une dépêche destinée à Berlin; dans l'un, il établit un parallèle entre Liszt et Pückler, qui est vraiment très-joli, et dans l'autre, il parle d'une manière très-touchante de la mort de Clam.

A quatre heures et demie, je suis allée chez l'Archiduchesse Sophie, qui voulait me voir. Je l'ai trouvée très-triste et affectée de la manière la plus pénible du malheur qui vient de la frapper; pourtant elle est d'une résignation admirable. Elle a tant perdu par cette mort! Elle ne se plaint pas, mais on dirait presque qu'elle ne sent pas encore tout son malheur, et qu'elle n'en mesure pas toute l'étendue; un pareil état est toujours fort digne de pitié. Elle attend sa sœur, la Reine de Saxe, et le chagrin de sa mère, qui aimait si tendrement cette petite, lui est bien sensible. Cette visite m'a émue jusqu'au fond de l'âme.

23 février.

Je me suis fait faire la lecture pendant deux heures par Maltzahn. Nous avons lu des passages charmants dans le manuscrit du prince de Pückler, entre autres deux lettres d'amour, qui sont délicieuses. Clément a assisté au mariage de Lœwenhjelm, qui a épousé mademoiselle de Buxhœven. Il y a eu deux cérémonies, une protestante et une grecque.

29 février.

J'ai terminé la soirée avec mes fidèles, Alfred Potocki, Alcudia, Maltzahn et Marmont. La conversation a roulé sur les campagnes de Napoléon. Clément a raconté qu'il avait été en danger d'être fait prisonnier avec l'Empereur François lorsque, séparés de notre armée par les troupes de Napoléon, ils se trouvaient à Dijon. Pendant cette conversation, Marmont ne disait pas grand'chose, parce qu'il essuya une rude défaite avant de pouvoir se jeter sur Paris, qu'il défendit deux fois avec peu de succès. Maltzahn aime aussi à parler de ce temps-

là, parce qu'il a pris part à toutes ces campagnes. L'entretien a été animé et intéressant, et j'ai regretté que le prince de Pückler ne fût pas là.

2 mars.

J'ai fait une longue visite à la Reine de Saxe. Elle ressemble d'une manière frappante à l'Archiduchesse Sophie; c'est une princesse extrêmement aimable et distinguée.

4 mars.

Le prince de Pückler et Maltzahn sont venus me faire la lecture. Le premier lit d'une manière agréable et coulante, et j'ai eu beaucoup de plaisir à l'entendre.

Il est venu un courrier de Paris, et, le soir, j'ai lu les dépêches à Clément. Les ministres ont donné leur démission, et jusqu'à présent il a été impossible de former un nouveau Cabinet.

7 mars.

Le ministère Thiers sera constitué; ce qu'on regardait encore comme impossible il y a huit jours, est aujourd'hui, à ce qu'il paraît, un fait accompli. Apponyi écrivait dans sa dernière dépêche qu'il pouvait affirmer que le Roi regardait l'avénement de Thiers au pouvoir comme une chose impossible et incompatible avec la situation du trône.

13 mars.

J'ai dîné avec Maltzahn, le prince de Pückler, Wenceslas Liechtenstein, Charles Hügel et Léontine. Le dîner avait lieu en l'honneur des gélinottes que Tatistscheff nous avait envoyées.

Clément a terminé la soirée par la lecture des *Guêpes* d'Alphonse Karr, nouvelle publication hebdomadaire, très-spirituelle, qui paraît depuis quatre mois.

15 mars.

J'ai lu encore quelques passages dans le manuscrit du prince de Pückler, que Prokesch ne semble pas goûter beaucoup, car il a, suivant son habitude, raconté au prince une foule d'anecdotes, et celui-ci les reproduit toutes en s'en rapportant à l'autorité de M. Prokesch.

19 mars.

J'ai passé mon temps avec Clément et les enfants. Nous avons joué au *Schwarzer Peter,* ce qui fait le bonheur des enfants; quant à moi, je suis touchée de voir que Clément veut bien descendre à cette distraction puérile, afin de faire plaisir aux enfants.

23 mars.

Clément voulait aller chez les Wasa, où avait lieu aujourd'hui une représentation de tableaux vivants. Au dernier moment, il s'est décidé à rester à la maison, et il m'a fallu me résigner à y aller seule. Les premiers tableaux étaient bien réussis, mais les autres ont été tout simplement mauvais.

26 mars.

On s'occupe, dans la société, de tant de fêtes, qu'il y a des répétitions tous les jours. Chez les Wasa, il doit y avoir une nouvelle exhibition de tableaux vivants, et l'on doit jouer une comédie française chez Louis Liechtenstein, qui veut donner aussi des pantomimes. Tous ces projets mettent la tête à l'envers à toutes les jeunes femmes, qui ne savent plus penser à autre chose.

27 mars.

J'ai dîné avec Herminie chez mon frère Félix, parce que Clément était invité chez l'Empereur. Ensuite j'ai été au

théâtre du Kaerntnerthor, où M. Ernst a joué du violon. Il est, à mon avis, le premier violoniste du monde. J'ai eu grand plaisir à l'entendre. Clément a voulu voir le ballet *la Révolte au Sérail,* qui est plus que médiocre.

Du 30 mars au 6 avril.

Samedi soir, j'ai été au théâtre du Kaerntnerthor, pour entendre Moriani et la Frezzolini chanter dans *Lucie de Lammermoor.* Tous deux ont été admirables. Dimanche, je me suis promenée un peu au Prater avec ma petite Mélanie, par un temps presque printanier, et le soir, je suis allée chez Louis Liechtenstein pour assister à la représentation des *Saltimbanques,* où Fribert, Bertha Lobkowitz, Lori Auersperg, et même Hügel, ont très-bien joué. La pantomime aussi a été très-jolie : Szapary surtout a été parfait comme Arlequin; Hügel s'est distingué comme Pantalon; Auersperg a été un Léandre accompli, et Pepi Fürstenberg a été merveilleux comme Pierrot.

7 avril.

Le soir, j'ai eu une foule de visites. Tout le monde est enchanté de Moriani, qui, malgré sa belle voix et son talent, me laisse froide comme un marbre.

13 avril.

Clément est allé en voiture avec moi à Dœbling, pour voir chez Arthaber une belle exposition de fleurs. Elle se trouve dans une fort jolie maison de campagne, qui renferme aussi quelques bons tableaux modernes.

J'ai eu à dîner madame Taglioni, Lœwenstein, Wenceslas Liechtenstein, Pepi Esterhazy, Maltzahn et Pückler. A dix heures, mon salon était rempli de monde; nous sommes restés ensemble jusqu'à deux heures. Clément a parlé de Napoléon, et Pückler l'écoutait si attentivement que je n'ai pas osé montrer que j'étais fatiguée.

16 avril.

J'ai passé les premières heures de la soirée chez Clément, qui a si bien réussi à régler les affaires ecclésiastiques, que le Ciel devrait bien l'en récompenser.

17 avril.

Je suis restée à la maison avec Clément, qui m'a lu une histoire de sa vie *, à laquelle il travaille en ce moment-ci avec cette ardeur qu'il met à tout ce qu'il entreprend. A propos de ce travail, je suis assaillie de pensées si pénibles, lui-même se hâte tant de terminer ces Mémoires, et, soit en écrivant, soit en me lisant ce qu'il a écrit, il s'agite et se passionne tant, que j'en suis toute bouleversée et que bien des fois je suis hors d'état de me dominer.

La soirée s'est passée très-gaiement. Zedlitz nous a amené un M. Baumann, jeune homme de vingt ans, qui imite à ravir l'anglais, le hongrois, etc., sans entendre un mot à ces différentes langues. Il contrefait un étudiant qui récite des vers dans un examen, et cela d'une manière si comique que j'en ai ri de bon cœur. Puis il a joué des *Laendler* sur la cithare et a chanté en même temps des chansons charmantes. Éléonore Windischgrætz était aussi venue; toute la société s'est amusée on ne peut mieux.

19 avril.

A quatre heures, j'ai dîné chez Colloredo avec les dignitaires de la Cour; c'était un dîner de gala en l'honneur de l'anniversaire de la naissance de l'Empereur. J'ai constaté à cette fête l'absence de quatre personnes, que la mort a enlevées dans l'espace de quelques mois : ce sont, entre autres, mon père, Clam et le pauvre Salis.

* Il s'agit probablement de son mémoire autobiographique intitulé : *Materiaux pour servir à l'histoire de ma vie publique*, mémoire que le prince de Metternich arrête à l'année 1814. Voir tome Ier, p. 5 et suiv.

(*Note de l'Éditeur.*)



11 mai.

J'ai voulu aller avec Clément à Presbourg; mais, au dernier moment, mon mari a préféré faire le voyage seul, afin de n'être pas obligé de recevoir ou d'inviter chez lui toutes les personnes qu'il veut éviter. Il pleut et il fait froid. Je suis au désespoir quand je le vois partir seul.

Après l'opéra, j'ai été prise chez moi d'un grand accès de tristesse : l'absence de mon mari m'est si pénible! Les plus affreuses pensées viennent m'assaillir, et je me sens abandonnée comme si j'étais seule au monde.

13 mai.

Je suis allée avec Lothaire et Paul au-devant de Clément. J'ai rencontré d'abord Pepi Esterhazy, qui m'a dit que la dernière séance s'était très-bien passée et que Clément a été accueilli par des acclamations chaleureuses. Il fait toujours bon s'entendre dire de ces choses-là. J'ai rencontré Clément un peu avant la barrière; il était content de la clôture de la Diète et de l'impression qu'il rapporte de Hongrie *.

14 mai.

Ce soir, il est venu beaucoup de monde pour féliciter Clément; que Dieu le bénisse et qu'il nous le conserve encore bien longtemps!

* Il écrivit à ce sujet, le 12 mai, la lettre suivante, datée de Presbourg et adressée à sa femme : « J'ai lieu de me convaincre que j'ai bien fait de venir ici; la vérité est une grande puissance, et comme c'est cette puissance que je sers, sans aucun respect humain, je participe à sa force. Je crois que si je n'étais point venu ici, il y aurait eu encore quelque désarroi. J'ai tranché quelques nœuds sans me laisser duper en cherchant à les délier, et bien m'en a pris. Je ne puis, au reste, assez vous dire comment ceux qui en font le moins semblant sont, au fond, de mon avis. Je ne sais comment le faux bruit s'était répandu que je ne viendrais pas; quand ce bruit a été démenti par le fait de mon arrivée, il en est résulté une véritable satisfaction pour tous les partis. C'est toujours cela! Nos diplomates ne quittent pas la salle des séances, où

15 mai (anniversaire de la naissance du prince).

J'ai dîné avec Flore, Thérèse, Sedlnitzky, Pepi Esterhazy, Tatistscheff, Maltzahn, les deux Hügel et toute la famille. A huit heures, nous sommes allés au jardin. Les deux comédies ont très-bien réussi et ont beaucoup amusé la société. Il nous a fallu attendre assez longtemps le souper, et les détails en étaient peu soignés, ce qui arrive toujours chez nous; en somme, la soirée n'en a pas moins été très-jolie, et tout le monde semblait très-satisfait. On a réellement bien joué, surtout mon frère Louis, et les Fürstenberg se sont distingués.

29 mai.

J'ai passé deux heures entières à arranger l'appartement, de manière à pouvoir recevoir ce soir les personnes que nous avons invitées à assister à une représentation de Dœbler. Puis j'ai été au théâtre du Kaerntnerthor, où mon ami Ronconi avait son bénéfice; on lui a jeté des couronnes et des sonnets, et je me suis très-bien amusée.

Il n'y avait que peu de monde à ma soirée, mais elle n'en a pas moins été très-jolie. Dœbler a exécuté des tours charmants.

2 juin.

Maman part demain pour Rome; elle est venue dîner avec nous. Ce dernier dîner a été très-triste. Clément et moi, nous sommes restés avec elle jusqu'à minuit, puis nous avons échangé de tristes adieux : quand on se sépare, surtout pour longtemps, il ne faut pas trop donner carrière à son imagination et à sa sensibilité.

Clément est peiné de ne plus pouvoir faire ce voyage de

ils doivent s'amuser beaucoup, car il y fait vingt-cinq degrés de chaleur, et l'on n'y parle que hongrois. . . . .

« J'ai arrangé un rendez-vous avec l'évêque Lonovics; avec lui, j'arrangerai les affaires ecclésiastiques. . . . . » (*Note de l'Éditeur.*)

Rome, qu'il aimerait tant à entreprendre; cependant, craignant de me voir m'affecter à l'excès de ce départ, il m'a comblée de marques de bonté et de tendresse, ce qui m'a profondément touchée.

6 juin.

J'ai réussi à arranger si bien le jardin de la villa du Rennweg, qu'il paraît plus joli que jamais; que Dieu bénisse le séjour que nous allons y faire!

Clément a reçu la nouvelle que le Roi de Prusse est mourant, et que, d'après l'avis des médecins, il n'a plus que quelques heures à vivre. Mon mari en est très-affligé. Il m'a lu son Journal, ou plutôt l'histoire de sa vie, qu'il écrit en ce moment, et qui est une des plus belles choses qu'on puisse lire.

9 juin.

Dès le matin, j'ai été au jardin avec Clément. Il n'est pas allé en ville, ce qui me fait toujours plaisir. Il avait meilleure mine et semblait se porter mieux que ces jours derniers. Nous avons fait quelques préparatifs pour un dîner que nous donnons à tous les envoyés et chargés d'affaires de la Confédération germanique, parce qu'il y a vingt-cinq ans aujourd'hui que l'acte fédéral a été signé. Clément était très-ému lorsqu'il a porté un toast à cette belle Confédération; Tettenborn y a répondu par un autre; il a bu à la mémoire de ceux qui ont contribué à cette grande œuvre, et surtout à la santé de celui qui en est l'auteur et le conservateur. J'ai été touchée jusqu'aux larmes, d'autant plus que je me disais que le dernier Souverain qui survivait encore à cette mémorable et glorieuse époque, était mort probablement au moment même où nous étions réunis.

10 juin.

Clément a reçu la nouvelle de la mort du Roi de Prusse; il en est profondément affligé. Le soir, sont venus Maltzahn et d'autres messieurs. Comme de raison, on n'a parlé que de ce

triste événement, qui, dans les circonstances actuelles, équivaut à un grand malheur.

11 juin.

Le temps ne cesse pas d'être beau; Clément prend beaucoup d'exercice, ce qui lui fait du bien, Dieu merci. Maltzahn est venu pour lui parler d'affaires; l'Archiduc Albert est venu également pour chercher des instructions auprès de Clément. Il part demain pour Berlin, afin de porter à la Cour de Prusse les compliments de condoléance de la nôtre.

12 juin.

L'Archiduc Albert est venu pour parler à Clément des dépêches qu'un courrier avait apportées de Berlin. Le pauvre Maltzahn, qui a perdu son fils hier, est venu aussi pour travailler avec Clément.

15 juin.

A neuf heures est venu le prince de Pückler, qui voulait voir avec nous l'arrivée de cent quatre-vingts bœufs qui sont venus par le chemin de fer. Le temps était magnifique, et nous avons pu regarder tout à notre aise ce spectacle original. Le premier coup d'œil était tout à fait étrange; on ne voyait qu'une locomotive qui traînait après elle une interminable ligne blanche, et l'on ne pouvait distinguer aucun détail. Le train comprenait quarante-huit wagons portant des porcs et des bœufs; ces derniers étaient debout, sortaient leurs têtes par les ouvertures et se tenaient parfaitement tranquilles. Chaque wagon fut ouvert devant l'entrée d'une cour où les bœufs circulèrent librement, sans désordre. Après nous être fait griller par le soleil, nous revînmes par le Prater, et, en passant devant la ménagerie, Clément ne put s'empêcher d'y entrer. Nous avons vu un rhinocéros et un éléphant, qui s'appelle *miss Baba*, et qui fait les plus jolis tours qu'on puisse voir.

19 juin.

Un courrier de Londres a apporté la nouvelle qu'on a tiré sur la Reine et sur le prince Albert ; il paraît que l'auteur de cette criminelle tentative n'est pas un fou, mais qu'il fait partie d'un club politique.

24 juin.

J'ai reçu de Rome une longue lettre de maman ; ensuite j'ai été chez Clément, que cette malheureuse question d'Orient tue, au pied de la lettre. L'idée que cela dure depuis un an me fait frémir.

26 juin.

J'ai passé la matinée chez Clément, qui expédie enfin à Londres ce courrier de malheur qui lui a donné tant de mal. Paul Esterhazy a été chez lui, et Clément a insisté auprès de lui pour qu'il se décide enfin à partir pour l'Angleterre. Paul a demandé encore quelques jours de réflexion.

Clément est venu chez moi pour me présenter le vieux général Knesebeck, qui a été envoyé ici par le Roi de Prusse pour annoncer la mort de son père. Le Roi actuel a adressé à mon mari une lettre touchante, dont la lecture l'a fort ému *. Il le prie de lui donner ses conseils et de reporter sur lui l'amitié qu'il avait vouée à son père. J'ai craint que cette vive émotion ne fît du mal à Clément, car même la conversation qu'il a eue avec le vieux général, ce témoin de son glorieux passé, l'a extrêmement affecté.

1er juillet.

Maltzahn a été longtemps chez moi ; il avait fait ses visites à la Cour avec le général prussien, pour y présenter ses lettres de créance. L'Archiduc Albert, qui est revenu de Berlin, a été chez Clément.

* Voir : « Changement de règne en Prusse », n° 1392.
(*Note de l'Editeur.*)



Un courrier de Londres annonce qu'on s'occupe enfin plus sérieusement de la malheureuse question turco-égyptienne.

2 juillet.

J'ai passé une très-agréable soirée avec Ronconi et sa femme, qui ont fait de la musique. Cet artiste possède un magnifique talent; surtout il chante admirablement les airs comiques; il a rendu d'une manière charmante l'*Elisir d'amore*. Il y avait une foule de monde chez nous; même l'Archiduc Albert et les Wasa ont fait une apparition. J'ai donné un châle blanc à madame Ronconi, qui part demain pour l'Italie; elle a quelque ressemblance avec madame Samoïloff; sa magnifique chevelure est une vraie merveille.

7 juillet.

J'ai vu chez Schrotzberg de beaux portraits, qui montrent son talent sous le meilleur jour; ceux de Bertha Lobkowitz et de Caroline Bretzenheim, entre autres, sont admirables.

Nous avons appris hier la mort du général Langenau. Il avait eu une fièvre nerveuse ce printemps dernier et ne s'était jamais entièrement remis. Il a été enlevé subitement par des spasmes au cœur et dans la poitrine. C'est une grande perte.

8 juillet.

A sept heures, nous voulions aller chez Hügel, qui nous avait invités à passer la soirée chez lui, à Hietzing, lorsque l'Archiduc Ferdinand est venu chez Clément. Par suite de cette visite, nous ne sommes arrivés qu'à neuf heures. Le jardin était illuminé, ce qui faisait un très-bel effet. J'ai manqué gâter la fête, car ma robe a pris feu; j'ai eu toutefois la présence d'esprit de me jeter par terre et d'étouffer les flammes, autant que possible, avec mes mains. Chose étonnante, pas un des hommes qui étaient à dix pas de moi n'est accouru à mes cris. J'étais seule à ce moment. Finalement, mon frère Félix a réussi à éteindre tout à fait le feu.

12 juillet.

Clément a écrit une dernière dépêche à Ficquelmont, pour savoir enfin si Brunnow agit à Londres d'après ses instructions ou bien s'il suit ses inspirations à lui. Le fait est qu'il complique toujours davantage la question d'Orient, et, s'il se présente une solution, c'est encore lui qui la fait avorter. Les Russes me font en ce moment une impression très-pénible.

15 juillet.

Cabrera s'est réfugié en France, et la cause de Don Carlos est perdue pour toujours.

18 juillet.

L'Angleterre est résolue à marcher de l'avant. Le Cabinet partage la manière de voir de Palmerston, et depuis que Clément a expédié ses dernières dépêches, l'Angleterre veut s'entendre avec nous, la Prusse et la Russie, pour agir contre Méhémet-Ali, et cela énergiquement et sans le concours de la France.

SÉJOUR EN BOHÊME.

1370. Voyage à Plass. — La quadruple alliance. — A Kœnigswart. — Mauvaise humeur qu'on témoigne en France. — Voyage à Dresde et séjour dans cette ville. — Retour à Kœnigswart. — Vie de château. — Michel Chevalier. — La France et la Porte. — L'attitude de l'Autriche. — Méhémet-Ali. — Arrivée de l'Archiduc François. — Situation de la France; sentiments qui règnent dans ce pays. — Lord Beauvale. — Départ de Kœnigswart.

Plass, du 19 au 21 juillet.

1370. A neuf heures, nous sommes montés en voiture; j'avais le cœur gros en me séparant de mes chers garçons. Près de Schwarzenau, nous avons été surpris par un orage, ce qui

nous a empêchés de pousser jusqu'à Schrems. Nous avons couché au château des Pereira. Le lendemain, nous nous sommes mis en route à sept heures, et le soir, nous sommes arrivés heureusement à Klattau. Le lendemain, à deux heures, nous étions à Plass, où nous avons été reçus par tous les employés et par leurs femmes, et où j'ai embrassé ma chère petite Mélanie et Richard. Après le dîner, nous avons visité les forges et la nouvelle fonderie de zinc, qui est fort intéressante. A notre retour à la maison, nous y avons trouvé un courrier de Londres nous apportant la nouvelle du règlement définitif de la question d'Orient; les Cours se sont entendues à quatre, attendu que la France n'arrive pas à se mettre d'accord avec elles. Clément est heureux de ce résultat, qui lui a coûté beaucoup de peine et qu'il attendait avec impatience depuis plus d'un an. De longtemps je n'ai vu mon pauvre mari aussi satisfait.

22 juillet.

J'ai commencé la journée par assister à une messe dite dans le caveau funéraire de la famille; ensuite nous nous sommes mis à écrire. Clément a expédié un courrier à Constantinople; c'est un secrétaire turc, qui venait d'arriver de Londres; en même temps un autre courrier est parti pour Vienne. Nous avons dîné avec nos employés et, le soir, nous avons lu le procès de madame Lafarge; c'est une horrible femme, assez haut placée, qui a volé des diamants et qui a fini par empoisonner son mari.

Kœnigswart, 27 juillet.

Le temps était mauvais. Nous avons assisté à la messe dans notre jolie chapelle. Nos employés ont chanté pendant l'office divin; ils ont eu la monstrueuse idée de faire entonner un *Te Deum* et de le chanter avec un texte qu'ils y ont intercalé, et dans lequel il s'agit de Clément; en vérité, cela est absurde et je crois même contraire aux lois ecclésiastiques. Pourtant, j'ai été touchée de cette démonstration, parce que j'ai entendu

revenir fort souvent le nom de mon mari avec le vœu de le voir conservé encore longtemps au pays.

30 juillet.

Le temps était beau; ce matin, je suis allée me promener avec Clément. Il avait reçu de bonnes nouvelles de Londres, et un courrier de Saint-Pétersbourg, qui annonçait que la misère régnait dans le pays et que les affaires intérieures allaient fort mal.

Après le dîner, nous sommes allés en voiture à Marienbad, où nous avons rendu visite à la comtesse Nesselrode, que je n'avais jamais vue.

31 juillet.

Andlau est ici; nous avons dîné avec le comte de Lützow, frère de l'ambassadeur, et sa fille.

1er août.

Il est arrivé un courrier de Paris. Le Roi et M. Thiers ne dissimulent pas la mauvaise humeur que leur cause l'affaire turco-égyptienne, ainsi que la manière dont la France a été laissée à l'écart. Ils envoient M. de Sainte-Aulaire ici, pour demander des explications à cet égard, menacent l'Autriche de leur colère et donnent à entendre qu'ils ne seront peut-être pas à même d'empêcher une guerre. Toutes ces menaces me laissent bien indifférente, et je voudrais voir les puissances y attacher aussi peu d'importance que moi-même.

2 août.

Le temps est très-beau. Nous avons beaucoup écrit. Clément est très-occupé de la question d'Orient. Les explosions de la fureur du petit Thiers inquiètent un peu les Cours. Moi, pour ma part, je remercie Dieu de ce qu'on agit sérieusement, car ces éternels tâtonnements dans les ténèbres, ces compliments sans rime ni raison, qu'on échange uniquement parce que l'un a peur de l'autre, me sont antipathiques au plus haut degré.

7 août.

J'ai été chez Clément pour lire les dépêches de Paris, que Brenner a apportées; nous avons hébergé ce dernier tant bien que mal. Maltzahn et sa fille Adine, ainsi que Lützow, notre ambassadeur à Rome, sont aussi venus.

Le Roi de Prusse a fait inviter Clément à venir le voir à Dresde, où se rendra aussi l'Empereur de Russie. Il veut m'emmener; ce voyage durera trois jours.

8 août.

Le comte Chotek est arrivé de bon matin. Le comte Nostitz, premier ministre du Roi de Saxe, a dîné avec nous. Nous avons fait une longue promenade dans le jardin avec quelques hôtes de Marienbad. Le soir, les acteurs de Kœnigswart, qui ne sont pas tout à fait mauvais, nous ont donné une représentation de *Lumpacivagabundus*. On avait improvisé un théâtre au château; on avait pris pour cela les pièces qui sont destinées à la bibliothèque et au musée.

9 août.

Auguste Lobkowitz, Lützow, Uechtritz et une foule d'autres personnes sont venus dîner avec nous; ensuite nous avons fait une promenade. Le comte de Sainte-Aulaire est arrivé aujourd'hui. Clément lui a demandé tout d'abord quand la France cesserait de soulever d'interminables difficultés. Cette sortie a rendu plus difficile son rôle d'agresseur; il faut qu'il se borne maintenant à la défensive.

Teplitz, 11 août.

Au lieu de partir à sept heures, comme nous en avions l'intention, nous avons été arrêtés par un courrier, de sorte que nous ne nous sommes mis en route qu'à huit heures. Près de Sandau, notre voyage a été interrompu par l'arrivée du comte de Ficquelmont, avec lequel Clément a eu une conversation

de quelques instants; puis, il nous a fallu rester trois quarts d'heure à Falkenau, parce qu'il y avait quelque chose de cassé à notre voiture. Nous ne sommes arrivés à Saatz qu'à six heures; nous y avons dîné, et il était minuit lorsque nous sommes arrivés à Teplitz.

Dresde, 12 août.

A sept heures j'étais levée, mais je ne suis montée en voiture qu'à huit heures, parce que Clément avait à envoyer des dépêches à lord Beauvale, qui prend les eaux à Teplitz. Nous avons visité le monument élevé près de Kulm. Ce monument parle à mon cœur, parce que j'y reconnais l'œuvre de mon mari; il ressemble à tout ce qu'il a conçu, fait et exécuté. A deux heures, nous avons fait notre entrée dans Dresde. Nous nous sommes habillés pour aller dîner chez Binder, en compagnie de Tatistscheff et du ministre des affaires étrangères, M. de Zittau. Binder nous a conduits chez madame de Zittau, qui fait une impression agréable. Elle était autrefois la gouvernante des enfants de la première femme de son mari, ce qui ne l'empêche pas d'être très-aimable. Léon Rasumowski, M. de Gersdorf, les Windischgrætz et Maltzahn, qui était allé au-devant de son Roi et de la Reine jusqu'à Pillnitz, ont pris le thé chez nous. On nous a informés que le dîner que la Cour devait donner à Pillnitz aurait lieu en ville, parce que l'Impératrice de Russie avait refusé d'aller au château où réside en ce moment la Cour de Saxe.

13 août.

Dès le point du jour, Maltzahn s'est rendu auprès de son Maître, et Clément nous a conduits à l'entrepôt de la manufacture de porcelaine, où il y a des choses charmantes, puis à la fabrique de blanc, etc. A peine étions-nous de retour à la maison, qu'on vint annoncer à Clément qu'il devait aller chez le Roi de Prusse. Je me fis accompagner par Maltzahn, et je visitai avec lui la galerie de tableaux, où j'ai vu des toiles ravissantes, des chefs-d'œuvre incomparables. Je ne parle pas de la *Madone* de Raphaël, qui a fait sur moi la même

impression que sur tout le monde ; mais il s'y trouve un *Christ montrant le denier aux pharisiens,* peint par Titien ; c'est ce que j'ai vu de plus beau dans ma vie.

J'ai été avec Binder chez la grande-maîtresse de la Cour de la Reine de Saxe, que j'ai trouvée dans une agitation terrible, parce que l'Impératrice de Russie avait refusé trois dîners que la Cour de Saxe avait préparés en son honneur, en ajoutant qu'elle voulait dîner seule chez l'envoyé russe Schrœder.

Je suis allée voir aussi la femme du ministre plénipotentiaire de Prusse, M. de Jordan ; je l'ai trouvée également très-préoccupée de tout ce qui s'est passé, et à deux heures et demie je me suis rendue chez la Reine, qui était aussi dans une violente agitation. Nous avons eu un grand dîner de trente couverts. J'ai vu le Roi et la Reine de Prusse. Le Roi a pris de l'embonpoint, la Reine ressemble à sa sœur jumelle, la princesse Jean de Saxe, tout à fait comme la Reine de Saxe ressemble à notre Archiduchesse. Après le dîner et un cercle qui a duré assez longtemps, et où j'ai vu aussi la sœur du Roi, la princesse Amélie, qui compose des comédies, et sa cousine, la princesse Auguste, j'ai fait une petite promenade avec Clément. A sept heures et demie, nous nous sommes rendus à l'hôtel de l'envoyé russe, pour présenter nos hommages à l'Impératrice de Russie, qui, après avoir refusé d'aller à une soirée, nous avait invités à prendre le thé chez elle.

14 août.

Clément a voulu aller chez Wolf, qui possède de belles antiquités. Les rues étaient pleines de gens qui voulaient voir l'Impératrice de Russie, qui se proposait de visiter quelques magasins, incognito à ce qu'elle croyait. Clément m'a conduite au « *Zwinger* », où sont exposées de magnifiques armures, puis au « *Grüne Gewölbe* », qui est magnifique. Wolkonsky est venu chez moi ; il me semble très-mécontent de ce qui se passe en Russie, et j'entends dire de tous les côtés qu'on commet de grandes fautes dans ce pays. A sept heures, il m'a fallu aller, en grande toilette, à un concert à la Cour, concert auquel la

Cour de Russie a également assisté. Les Prussiens étaient partis dans la matinée. Madame Devrient a chanté des airs de Schubert.

Kœnigswart, 15 août.

A une heure, nous sommes arrivés heureusement à Teplitz; nous en sommes repartis à six heures, et à neuf heures nous nous sommes arrêtés à Podersam, dans un affreux hôtel.

16 août.

Nous avons continué rapidement notre voyage jusqu'à Carlsbad, où nous avons trouvé Richard. A Kœnigswart, nous avons été très-bien; nous avons vu le nonce, parfaitement installé et très-content. Après le dîner est venu Hügel. La soirée s'est passée à causer avec le nonce et nos nombreux hôtes.

17 août.

Ficquelmont est arrivé de très-bonne heure. Lui et Maltzahn ont eu une conférence avec Clément, chez lequel est venu aussi Tatistscheff. Ce dernier était arrivé ce matin.

J'ai commencé la journée par assister à une messe dite par le nonce; ensuite j'ai parcouru avec Hügel tout le château, afin de trouver des chambres pour Sainte-Aulaire et lord Beauvale. Puis nous sommes allés au jardin; après cela, Clanwilliam, qui est de passage pour aller voir sa sœur, Sélina Clam, et Windischgrætz, sont venus dîner avec nous. Nous étions trente personnes. Après le dîner sont venus Paul Esterhazy, sa fille Rosa, Lützow et la comtesse de Dietrichstein, qui ont fait une promenade avec nous. Je suis restée avec mes messieurs au salon jusqu'à huit heures; ensuite, j'ai été chercher Clément, qui est surchargé d'affaires.

18 août.

Lützow, Paul Esterhazy et Uechtritz, qui part demain pour Vienne, ont dîné avec nous. Après le dîner, nous avons fait

une promenade par un temps désagréable et froid. J'étais en train de lire la *Gazette universelle* à Hügel et à Herminie, pendant qu'Adine et Maltzahn étaient allés à Marienbad, lorsque j'ai été prise d'une indisposition subite; je me suis sentie tellement mal que j'ai cru que j'allais mourir. Cela a fini par un ébranlement nerveux; il m'a fallu me coucher de bonne heure, attendu que j'étais complétement épuisée. Lord Beauvale est arrivé le soir; il veut rester quelques jours ici.

19 août.

J'ai passé la journée à lire les journaux, et j'ai dîné avec les quatre ambassadeurs, car Sainte-Aulaire est venu pour toute la journée, et le nonce, Tatistscheff et Beauvale se trouvent déjà ici. Le congrès paraît être au complet. Koller est aussi venu pour chercher son ordre de départ pour Londres, où il est nommé chargé d'affaires. M. de Sainte-Aulaire nous a lu un roman de madame d'Abrantès, puis nous avons terminé la soirée en jouant au pharaon.

22 août.

Le nonce est parti pour Tepl, où nous devions aller aussi; de là il se rend à Vienne.

23 août.

Tatistscheff est parti pour Prague, où l'on attend l'arrivée de la Grande-Duchesse Marie. Clément se tue à travailler; il reçoit tous les jours des courriers sans nombre. J'ai eu avec Lützow et Maltzahn un long entretien au sujet des affaires dont mon mari est accablé, sans que personne sache en alléger le poids pour lui.

24 août.

Hier soir est arrivé un Anglais, M. Washington, qui veut entreprendre une expédition en Afrique et qui est venu ici

pour trouver Hügel, qu'il voulait inviter à y prendre part. Il a eu ce matin une longue conversation avec Clément, et il n'a pas tardé à partir, attendu qu'il veut encore s'entretenir avec Humboldt à Berlin.

29 août.

Ce soir est venu M. Michel Chevalier, ancien saint-simonien, qui a eu avec Clément une conversation d'une heure. Mon mari semble enchanté de lui. Un courrier de Constantinople a apporté la nouvelle que la France a déclaré à la Porte qu'elle prendrait parti contre elle, qu'elle protégerait toujours Méhémet-Ali et qu'elle pouvait anéantir la Turquie en peu de temps, en mettant tout l'Empire en révolution. Clément a été bien contrarié de cette nouvelle ; il trouve la chose par trop forte, mais il est heureux de pouvoir mettre un terme à ces intrigues, et il en saisit l'occasion avec un plaisir extrême. Lord Beauvale ne se possède plus de joie, Maltzahn est inquiet.

30 août.

Aussitôt après la messe, Clément m'a fait chercher pour me dire qu'il était décidé à rester ici, à ne pas aller à Plass et à ne retourner à Vienne que le 15 septembre. Pour le public, il dira qu'il veut attendre l'Archiduc François, qui doit arriver ici le 13 ; mais pour ce qui concerne la France, il déclarera catégoriquement qu'il a changé d'idée, afin de rester près des Cabinets et de frapper un coup décisif, dans le cas où M. Thiers ne suivrait pas une autre ligne de conduite à Constantinople. L'Autriche, dit-il, est résolue à ne pas supporter qu'on proclame ouvertement la Révolution comme un moyen d'agir sur les Empires; quant à lui, il attend une réponse prompte et catégorique, afin d'être aussi, de son côté, prompt et catégorique dans l'action. Le pauvre Sainte-Aulaire a appris cela à son arrivée ; il est reparti tout de suite très-contrarié. Beauvale est très-content et se frotte les mains ; en général, tout le monde ici est d'avis qu'il y a lieu d'être satisfait.

31 août.

Dans la matinée, j'ai lu chez Clément quelques papiers intéressants, entre autres une lettre du Roi Léopold à Clément et la réponse de mon mari. Nous avons pris une position si forte, si franche, qu'il y a réellement de quoi être fort content.

3 septembre.

Nous avons déjeuné à onze heures; ensuite nous avons lu un remarquable article de Lamartine sur les affaires d'Orient. Sainte-Aulaire est venu de Marienbad et nous a lu *Colomba,* de Mérimée.

9 septembre.

Charlotte Grosvenor m'avait fait annoncer sa visite. Elle a changé, mais on retrouve ses traits. Elle a été très-aimable et m'a adressé une foule de questions sur Vienne; nous avons dîné avec elle et son mari, qui paraît être un excellent homme.

11 septembre.

Il fait froid, et notre séjour ici devient désagréable, surtout parce que les affaires politiques s'embrouillent beaucoup. Méhémet-Ali m'inspire souvent des craintes terribles. Il a décliné toutes les offres qu'on lui a faites et paraît résolu à nous mettre dans un grand embarras, et tout cela grâce à l'attitude de la France.

12 septembre.

Lord Lyndhurst et sa femme ont dîné avec nous. Sir George et lady Grey sont aussi venus. Ils resteront encore six semaines à Marienbad, ce qui ne leur promet pas beaucoup de plaisir.

13 septembre.

Une estafette annonce que l'Archiduc François arrivera aujourd'hui. On avait dressé à l'entrée de la cour du château un très-bel arc de triomphe et orné la cour de guirlandes de feuillage. Le pauvre Hügel, quoique souffrant, a travaillé toute la journée au petit théâtre. A onze heures, Clément s'est rendu à Marienbad, bien que le temps fût couvert et désagréable. A trois heures, il est venu avec l'Archiduc, dont l'arrivée a été annoncée par de nombreuses salves tirées avec des boîtes. Ma petite Mélanie et Richard, à la tête des enfants des employés, lui ont présenté des bouquets sous la porte. Au pied de l'escalier l'attendait toute la chancellerie, plus haut je l'ai reçu moi-même, et à la porte du salon les ambassadeurs, Maltzahn et Herminie l'ont escorté. On est resté à causer jusqu'à cinq heures; ensuite on a dîné, après quoi l'Archiduc est parti pour Marienbad, où l'attendait une belle illumination.

14 septembre.

A notre grande contrariété, le temps était affreux. Clément avait reçu des nouvelles de Constantinople. Maltzahn et Beauvale m'ont semblé très-agités pendant toute la journée d'aujourd'hui. Je n'ai appris que le soir seulement que Sainte-Aulaire leur avait raconté que Thiers avait tenu vis-à-vis d'Apponyi un langage très-ferme et très-net, et que lui (Sainte-Aulaire) ne pouvait pas se dissimuler que de tout cela sortirait la guerre. Il est allé à plusieurs reprises chez Maltzahn et chez Beauvale pour leur parler sur le ton le plus belliqueux, les a priés de vouloir bien chercher une solution pacifique, vu qu'il éprouvait le besoin de s'entremettre dans cette affaire, et là-dessus il a fait comme par hasard des propositions. Ensuite il est parti pour Marienbad. J'observais ce manége pendant que Clément était occupé avec l'Archiduc, qui était arrivé à trois heures. Il avait été à Tepl malgré la pluie. Clément l'a conduit en voiture fermée au monument et à la Croix, ensuite au musée.

Dans l'intervalle, nous nous sommes mis en toilette. Puis a eu lieu un grand dîner, auquel ont assisté tous les dignitaires de la suite, et après de vains efforts pour illuminer l'arc de triomphe et le monument, nous avons accompagné l'Archiduc au théâtre. La salle était jolie, mais les acteurs étaient déplorables; aussi ai-je été sur les épines pendant tout le temps. Nous avons offert un petit souper à l'Archiduc; puis il a passé la nuit ici avec Falkenhayn et Merveldt. Nous avons envoyé Wurmbrand et le secrétaire à Eger, car le château est déjà trop plein pour pouvoir héberger tout le monde.

15 septembre.

L'Archiduc est parti à sept heures du matin.

Nous avons un nouvel hôte, M. Crampton, l'attaché de lord Beauvale, que nous avons reçu au château. Je lui ai fait tirer aujourd'hui son premier cerf, ce qui lui a fait plaisir. M. de Sainte-Aulaire nous a présenté un jeune Talleyrand, qui est son attaché et qui se trouve à Marienbad depuis quelques jours.

16 septembre.

Le courrier de Paris que nous attendions depuis si longtemps est enfin arrivé. Il confirme que M. Thiers a essayé de rudoyer le comte Apponyi; mais en trouvant ce dernier calme et ferme, il a fini par lui demander pardon de sa violence. Il ressort aussi d'une conversation du Roi avec Apponyi que les armements qui se font en France ne sont motivés que par des raisons personnelles; on veut être prêt à se défendre contre les ennemis de l'intérieur. Thiers a profité de toute cette agitation pour faire fortifier Paris, et, parce qu'il a besoin d'avoir l'opinion publique pour lui dans cette occurrence, il a fait croire aux Français qu'il voulait faire une guerre générale aux étrangers, tandis qu'il veut voir Paris fortifié en vue des révolutions intérieures, ce qui avait toujours été l'idée de Bonaparte. Jamais les Français n'ont été plus traitables que maintenant; aujourd'hui, lorsque Clément s'entretient avec Sainte-Aulaire, celui-ci renonce à son rôle de provocateur et

ne parle que de paix, en cherchant à rendre plausibles toutes les propositions imaginables, seulement afin que la France puisse encore se joindre aux quatre puissances contre Méhémet-Ali. Je ne suis réellement pas faite pour être ministre, car ce machiavélisme m'est désagréable au plus haut point.

17 septembre.

Les Maltzahn sont partis après déjeuner.

Beauvale est tout fier d'un entretien qu'il a eu avec Sainte-Aulaire. Notre Anglais n'est pas seulement un homme d'esprit, mais il est aussi un homme d'État fort capable et en même temps un excellent caractère. Lord et lady Lyndhurst ont dîné aujourd'hui chez nous. Clément et Beauvale ont expédié des courriers, ce qui a rendu la soirée fort triste et fort décousue.

18 septembre.

Sainte-Aulaire a passé aujourd'hui quelques heures avec nous. L'horizon politique s'est éclairci. Clément a répondu aux sorties de M. Thiers avec son calme habituel, c'est-à-dire qu'il n'y a répondu que par le silence ; il a été heureux de voir que Thiers a fini par demander pardon à Apponyi des impolitesses qu'il avait à se reprocher à son égard, impolitesses qui n'ont eu d'autre effet que de prouver combien la situation est mauvaise. Après que Sainte-Aulaire eut déclaré qu'en faisant ces propositions d'arrangement il n'était que le docile écho de son Cabinet, Clément a fait inviter celui-ci à formuler officiellement ces propositions. Clément regarde maintenant l'affaire de Méhémet-Ali comme réglée, et tous les bruits de guerre sont réduits à néant. J'ai lu les dépêches que Clément a écrites et qui sont on ne peut plus intéressantes.

19 septembre.

Toute la chancellerie est partie. A huit heures, Clément s'est mis en route pour Plass, accompagné de Charles Hügel,

qui lui tiendra société pendant les deux jours que nous passerons loin l'un de l'autre. Je me rencontrerai demain soir avec eux à Pilsen.

Pilsen, 20 septembre.

A trois heures nous étions à Pilsen, où Clément et Hügel sont arrivés à six heures. Hügel, Herminie et les enfants devaient, après le dîner, continuer le voyage jusqu'à Vienne; mais comme, par suite d'une déplorable confusion, les chevaux n'avaient pas été commandés, nous avons gardé les enfants avec nous.

RETOUR A VIENNE.

1371. Le ménage Londonderry. — Mauvaises nouvelles de Constantinople. — Le procès Lafarge. — Album de Metternich. — Excès d'affaires. — Sur la Cour. — Prise de Beyrouth. — Memorandum de M. Thiers. — Changement de ministère en France. — Mort de Mercy. — De Syrie. — Le comte Kolowrat. — Eichhoff. — Prise de Saint-Jean d'Acre. — Intérêt général. — Conférence. — L'Archiduchesse Sophie. — Dîner à la Cour. — L'établissement destiné à recevoir les enfants de militaires. — Fête de l'Ordre de Marie-Thérèse. — Fin de l'année.

Du 21 au 23 septembre.

1371. Nous avons quitté Pilsen à sept heures du matin, et à huit heures du soir nous sommes tous arrivés heureusement à Budweis, où nous avons couché. Le lendemain, nous avons dîné à Schwarzenau, et le 23 nous sommes arrivés à Vienne à deux heures du matin. Clément Hügel avait fait préparer nos chambres. J'ai été très-heureuse de revoir mes enfants dans la matinée.

Après le dîner, nous avons reçu la visite du ménage Londonderry. Le vieux lord me touche par le grand attachement qu'il a pour mon mari; lady Londonderry a un air un peu bizarre, et ses toilettes roses ne conviennent guère à une femme qui a au

moins cinquante ans. Ce sont, en somme, d'excellentes personnes.

24 septembre (Villa Metternich).

J'ai eu un grand dîner, auquel assistaient les Londonderry, Beauvale, Tatistscheff, Woronzow, Narischkin, le ménage Kourakin, Pepi Esterhazy et Léon Rasumowsky. Nous avons causé longtemps, si bien qu'après avoir passé quelques minutes chez les enfants, j'ai vu mon salon se remplir bientôt de nouveaux arrivants, ce qui ne laisse pas de fatiguer; mais ce qui est tout à fait décourageant, ce sont les nouvelles que lord Beauvale a reçues de Constantinople et que Clément a lues jusqu'à minuit. Stürmer, entraîné par Ponsonby, a approuvé les résolutions de la Porte, qui ne tendent à rien moins qu'à destituer le Pacha, à bloquer Alexandrie et à déclarer la guerre, sans qu'elle ait d'ailleurs un soldat à sa disposition. Il y a de quoi en perdre la tête; aussi n'ai-je pas fermé l'œil pendant toute la nuit.

25 septembre.

Maltzahn est naturellement très-inquiet à la suite des nouvelles de Constantinople. Clément, qui a bien dormi, grâce à Dieu, est resté enfermé dans son cabinet pour expédier des dépêches à Londres; il n'a paru qu'à midi, et, pour se distraire, il a fait une promenade dans le jardin avec Maltzahn et moi.

A la chancellerie, Beauvale et moi, nous avons assisté à la lecture d'une dépêche destinée à Londres, que Clément a rédigée et qui est si ferme et si nette que l'ambassadeur en a été effrayé, parce qu'il craint que, dans le conflit oriental, l'Autriche ne veuille se séparer de l'Angleterre.

28 septembre.

Clément a reçu des dépêches de Londres, que j'ai entendu lire avec nos messieurs et Paul Esterhazy. Mon pauvre mari

avait tant travaillé que j'en étais tout inquiète. Je me suis promenée un peu avec lui dans le jardin.

Aujourd'hui je suis presque tentée de croire à l'innocence de madame Lafarge. On ne peut concevoir qu'une femme ayant reçu une éducation distinguée, en relation avec tant de personnes bien pensantes et connues, et leur écrivant des lettres charmantes, ait pu empoisonner un mari auquel elle avait même l'air de vouer une tendresse romanesque. Cependant le courrier de Paris nous a apporté de nouveaux journaux qui annoncent sa condamnation aux travaux forcés à perpétuité et à l'exposition publique. Horrible, mais juste destinée!

Je suis allée avec Clément à Mariahilf, au palais Esterhazy, où le maître de la maison nous a donné un petit dîner, aux Londonderry, à Beauvale et à nous. Nous avons fait la connaissance de tous ses enfants; deux de ses filles chantent et jouent très-agréablement du piano; elles se sont fait entendre après le dîner. Ensuite nous sommes allés un moment au théâtre du Kærntnerthor, pour entendre madame Pasta, qui n'a presque plus de voix.

30 septembre.

Maltzahn m'a apporté une charmante copie du joli tableau de la *Chocolatière* de la galerie de Dresde; cela m'a fait grand plaisir.

J'ai reçu d'un inconnu, qui a été au Johannisberg, un album avec trois dessins : l'un représente la maison de la famille Metternich à Coblentz, où Clément est né; le second, la rue de Mayence, où il a appris à monter à cheval et où se trouvait la maison de ses parents; le troisième enfin, le Dôme de Mayence, où il a été chanoine, et la stalle du chœur où il prenait place le matin et le soir, revêtu des ornements sacerdotaux. Cette attention m'a touchée.

5 octobre.

Ce soir, j'ai eu beaucoup de visites au salon, pendant que Clément écrivait sans discontinuer; il n'a pu venir qu'à une heure et demie. Souvent j'ai peur de cet excès de travail; il

est impossible qu'il y résiste. Cette pensée est épouvantable. L'avenir m'apparaît sous les couleurs les plus noires. L'horizon politique s'assombrit toujours davantage ; les affaires s'accumulent de jour en jour et deviennent écrasantes pour un homme seul.

6 octobre.

A quatre heures, l'Archiduchesse Sophie avec l'Archiduc Louis et les trois jeunes Archiducs, Bombelles et la comtesse de Stadion sont venus chez moi. Cette visite était motivée par le désir de causer avec Clément de l'état de l'Impératrice régnante, qui les inquiète beaucoup. Elle est malade moralement, et l'on compte lui faire faire un voyage. L'Archiduchesse a été très-aimable pour moi. Elle a bonne mine, et toute sa personne est réellement séduisante au dernier point.

7 octobre.

Clément s'est rendu auprès de l'Empereur pour faire prêter serment à Ficquelmont à l'occasion des nouvelles fonctions auxquelles ce dernier vient d'être appelé *. Sina lui a apporté la nouvelle de la prise de Beyrouth par les troupes turques, après un blocus de neuf jours. Je ne sais pas si cette nouvelle mérite le nom d'heureuse ; Clément en est content, cela suffit.

17 octobre.

Clément est venu chez moi pour me communiquer les nouvelles, qui sont aujourd'hui très-favorables. En effet, Sainte-Aulaire lui a apporté un memorandum de Thiers qui, à en juger selon les apparences, est fort belliqueux, mais qui en réalité est si conciliant que Sainte-Aulaire lui-même en a paru surpris. Clément est satisfait de tout cela, car il saura encore

* Le comte de Ficquelmont, jusqu'alors ambassadeur à Saint-Pétersbourg, venait d'être nommé ministre d'État et de conférence et chef de la section de la guerre au Conseil d'État. (*Note de l'Éditeur.*)



une fois résoudre victorieusement ces questions si difficiles, si embrouillées et parfois si menaçantes.

28 octobre.

Les journaux annoncent un changement de ministère, parce que Louis-Philippe n'a pas voulu laisser passer une phrase que Thiers comptait glisser dans le discours du Trône à l'ouverture de la Chambre. Après ce refus, qui, à ce qu'il paraît, était catégorique, les ministres ont donné leur démission. Cette phrase était dirigée contre les quatre puissances unies en faveur du Sultan.

29 octobre.

Le pauvre Mercy est mort cette nuit. Clément m'a communiqué des nouvelles importantes de Syrie. Les troupes des alliés sont victorieuses, Abd el-Kader a fait sa soumission au Sultan; bref, les affaires d'Orient semblent terminées. En France, le ministère est près de tomber.

30 octobre.

J'ai fait mes adieux à Esterhazy, qui part enfin pour Londres demain. Il est enthousiasmé de tout ce que Clément a fait en dernier lieu. Je crois aussi que nous avons à peu près gagné la partie.

31 octobre.

Le comte Kolowrat est venu voir Clément pour lui exprimer toute son admiration au sujet de la manière dont il a dirigé les affaires.

4 novembre.

Maltzahn est revenu de Berlin et a été chez moi. Je l'ai trouvé bien, physiquement et moralement. Il m'a dit qu'on voulait absolument le nommer ministre des affaires étrangères, qu'il ne croyait pas pouvoir échapper à cette nomination; il

s'en est plaint, ce dont je lui ai fait des reproches, car ce serait un bonheur pour tout le monde.

Clément est venu se promener un moment avec moi sur le bastion. Il avait eu une conférence dans la matinée. Le comte Kolowrat a déclaré qu'il ne voulait plus s'occuper des finances, et l'on congédie M. d'Eichhoff, ce qui est un véritable bonheur pour l'État*. J'espère toujours que la fin répondra à cet heureux commencement.

6 novembre.

D'après des dépêches de Paris, le Roi semble pencher vers la paix. Le ministère a été changé, et l'on dit que le nouveau Cabinet est également animé de sentiments pacifiques.

21 novembre.

La journée a commencé pour moi par une grande joie. Clément est venu pour me raconter que Saint-Jean d'Acre a été pris le 4. Le jeune Archiduc** s'est couvert de gloire. La prise de cette ville est un fait glorieux. Bien des gens vont se sentir déçus et désillusionnés.

22 novembre.

Ce soir, nous avons eu un rout, le plus fatigant qu'on pût donner, car en pareille circonstance toutes les chambres deviennent trop petites, et il règne partout une chaleur étouffante. Tout Vienne était accouru. Cette preuve de la sympathie générale dont Clément est l'objet, me fait un bien infini. Que Dieu le bénisse et le conserve encore bien longtemps pour le bonheur du monde!

* Sur sa demande réitérée, le baron d'Eichhoff fut relevé de la haute direction de l'administration des finances par une lettre de Cabinet du 25 novembre 1840, qui contenait l'expression de la satisfaction de l'Empereur pour les services qu'il avait rendus, et l'assurance qu'il continuerait à jouir du traitement qu'il touchait en dernier lieu.

(*Note de l'Éditeur.*)

** L'Archiduc Frédéric, troisième fils de l'Archiduc Charles, qui commandait une frégate. (*Note de l'Editeur.*)

23 novembre.

Clément a eu une conférence avec Radowitz, Grolmann, Ficquelmont et Maltzahn; toutes les affaires qu'ils ont prises en main sont définitivement réglées, au grand étonnement de tout le monde.

24 novembre.

A quatre heures et demie, il m'a fallu aller chez l'Archiduchesse Sophie, qui a eu la bonté de me recevoir. La pauvre femme est très-triste et très-malheureuse de la mort de son enfant; mais elle est avec cela si forte et si résignée, que tous ceux qui approchent d'elle ne peuvent s'empêcher de l'admirer. Nous avons eu ensemble une longue conversation.

26 novembre.

Il m'a fallu aller au dîner de la Cour, auquel assistaient le général Grolmann et M. de Radowitz. Le dîner a été très-brillant. Il va de soi que le ménage Kolowrat et tous les grands dignitaires de la Cour étaient au nombre des invités. J'étais placée entre l'Archiduc Albert, qui m'avait donné le bras, et Sa Majesté l'Empereur. Hardegg et Maltzahn, Clément, Kolowrat, Grolmann et Radowitz étaient juste en face de nous. Il faisait très-froid; néanmoins l'Impératrice régnante a trouvé qu'il faisait trop chaud et a fait ouvrir les fenêtres intérieures; cela m'a fort inquiétée pour Clément, qui heureusement n'en a pas souffert. La réunion s'est prolongée fort longtemps, et nous ne sommes rentrés qu'à cinq heures un quart. Tatistscheff attendait mon mari pour lui présenter l'envoyé de Russie à Athènes.

3 décembre.

L'Impératrice mère a eu la bonté de me faire appeler pour me conduire dans l'établissement qu'elle a fondé pour les enfants de militaires, et qui est placé sous la direction de

madame Arneth. J'ai tout visité de la cave au grenier. L'Impératrice a été, comme toujours, très-bonne et très-aimable.

17 décembre.

Depuis trois jours je fais distribuer du bois aux pauvres des faubourgs; mais cela ne suffit pas, et quand je pense à mes pauvres de Kœnigswart, mon cœur se serre. Ici l'on fait beaucoup de bien, et Sedlnitzky dit que depuis les grands froids on distribue beaucoup de bois et d'argent.

19 décembre.

J'ai employé la matinée à faire des préparatifs pour mon magnifique dîner. Il y a aujourd'hui cinquante ans que le bon Martonitz, qui a été si longtemps le camarade de mon père dans la garde impériale, a reçu la croix de Marie-Thérèse, alors qu'il servait comme artilleur dans la guerre contre les Turcs. En sa qualité de chancelier de l'Ordre, Clément a réuni tous les chevaliers qui se trouvent ici, pour célébrer cette fête. Les deux Archiducs Charles et Jean, qui sont les seuls grands-croix, ont eu également la bonté de venir. Je portais dans mes cheveux une couronne de laurier avec des diamants, et ma robe était également garnie de laurier. La table même où nous mangions était ornée de branches de laurier; la musique militaire a contribué à relever l'éclat de la fête. Clément a porté la santé de l'Empereur comme chef de l'Ordre, puis celle des deux grands-croix. L'Archiduc Charles a répondu à ce toast en exprimant sa reconnaissance à tous les chevaliers et surtout à ceux qui l'avaient aidé à obtenir cette distinction. Tous les assistants étaient profondément émus. Le troisième toast s'adressait à tous les chevaliers de l'Ordre, aux présents aussi bien qu'aux absents; le quatrième, à Martonitz, qui a pu à peine trouver des mots pour exprimer ses sentiments, et le cinquième au jeune Archiduc, le plus jeune des chevaliers. Ce banquet de héros a produit chez tout le monde la même impression. Wenceslas Liechtenstein sanglotait, et les

plus fortement trempés ne pouvaient retenir leurs larmes. Après le dîner, j'ai donné des feuilles de laurier à tous mes chevaliers. Il est venu encore quelques visites; dans le nombre il y avait plusieurs militaires, qui voulaient voir tous les chevaliers de l'Ordre réunis.

29 décembre.

J'ai écrit chez Clément et j'ai lu les dépêches destinées à Constantinople. C'est sa quatre-vingt-dix-huitième expédition dans le cours de cette année.

30 décembre.

Je suis allée à une soirée donnée à la Cour. Un jeune homme y a joué de la guitare et d'un nouvel instrument qu'on appelle, je crois, mélophone. La Cour seule était réunie; il y avait là tous les Archiducs, et Tetta Palffy, en sa qualité d'amie de l'Impératrice régnante.

31 décembre.

Ce matin, les enfants sont venus me présenter leurs vœux; puis sont arrivées les visites : il y en avait bien cinquante. Clément m'a donné un petit rouleau contenant cinquante ducats; puis Clément Hügel m'a apporté un vase en terre antique; Charles Hügel m'a envoyé deux charmants vases à fleurs en porcelaine de Chine avec des camélias; Maltzahn m'a fait cadeau d'un dessin de Ranftl, qui représente ma petite chienne « Femmy » dans toutes les situations intéressantes de sa courte existence; enfin Tatistscheff m'a offert un presse-papier. J'ai terminé la journée avec Flore Wrbna, Thérèse Potocka, Beauvale, les Maltzahn et d'autres. J'étais très-énervée; ce que j'aurais mieux aimé que tout, c'eût été de m'enfermer dans une chambre pour pleurer et pour prier. Combien de gens pleurent en ce moment même les terribles épreuves qu'ils ont traversées dans le cours de cette triste année, et les pertes qu'ils ont faites! Quant à moi, je ne puis que remercier le Ciel du fond de mon cœur de ce qu'il m'a préservée de tout danger, moi et les miens, et prier Dieu avec toute la ferveur

de mon âme de nous protéger de même pendant l'année qui va s'ouvrir.

SUR LES ÉVÉNEMENTS POLITIQUES DU JOUR.

EXTRAITS DE LETTRES CONFIDENTIELLES DE METTERNICH A APPONYI, A PARIS, ET A SAINTE-AULAIRE, A VIENNE, ÉCRITES DU 16 JANVIER AU 30 DÉCEMBRE 1840, EN DEUX PARTIES.

I.

1372. Sur la situation de Louis-Philippe. — 1373. Embarras suscités par la question de dotation. — 1374. Le ministère Thiers. — Temps d'arrêt dans la question turco-égyptienne. — 1375. L'Angleterre est menacée de quatre complications par suite de la politique de Palmerston. — 1376. Un travail pour Esterhazy, à Londres. — Conduite équivoque de Palmerston. — Différend avec Naples. — 1377. A Sainte-Aulaire sur le même sujet. — La Diète de Presbourg. — 1378. Le traité du 15 juillet. — 1379. Rendez-vous avec Sainte-Aulaire à Kœnigswart. — 1380. Situation de la Royauté en France. — Louis-Philippe et Thiers. — A cinq. — 1381. Envoi de Rifaat-Bey à Alexandrie. — Échauffourée de Louis Bonaparte à Boulogne.

Metternich à Apponyi. — Vienne, 16 janvier 1840.

1372. J'ai lu vos derniers rapports avec toute l'attention que mérite leur contenu. Ils sont remplis de preuves de la manière bienveillante dont le Roi daigne accueillir mes franches *causeries* sur de bien graves questions.

Sa Majesté vous a exprimé le regret « que les jugements que l'on porte à l'étranger sur le compte de la France soient si souvent faux »; Elle a ajouté que « d'un côté, on y prête au Gouvernement des facultés et des pouvoirs qu'il n'a pas, et que de l'autre, on le croit menacé de crouler et la France à la veille d'une révolution, à chaque article violent ou insolent de telle ou telle feuille de l'opposition ».

Sa Majesté a bien voulu faire ici une exception à l'égard de notre Cabinet, « bien que le prince de Metternich lui-même regarde sans doute souvent le pouvoir comme bien plus périlleusement placé qu'il ne l'est en réalité ».

Nullement surpris de ce que le Roi puisse admettre qu'il y

ait de l'exagération dans les jugements de l'étranger sur la position de la France, mon amour pour la vérité me porte cependant à le prier de ne pas donner trop d'importance à ce sentiment.

La France est en général bien connue de l'Europe. Celle-ci n'ignore pas l'influence active exercée par cette nation, pendant de longs siècles, sur les destinées du corps social, ni les conséquences profondes qu'ont eues pour tous les autres États les graves perturbations éprouvées par la France durant les cinquante dernières années. La lumière s'est répandue, même à de grandes distances, sur les causes qui ont provoqué ces perturbations. L'expérience que plusieurs États ont faite et qu'ils font encore journellement des effets du système représentatif moderne, a, de son côté, dû modifier bien des appréciations.

Le Roi ayant fait une réserve à notre égard, il serait superflu, Monsieur l'ambassadeur, d'entreprendre la justification de ce que Sa Majesté reconnaît de son propre chef. Je ne m'arrêterai donc qu'à une seule question de détail.

Le Roi craint que je ne juge la France du jour d'après les impressions que j'ai pu recevoir sur les lieux mêmes en 1825. Il n'en est pas ainsi. En 1825, j'ai prévu une catastrophe qui, à mon avis, devait être prochaine; les archives de mon département en font foi, et les hommes du Gouvernement d'alors pourraient, de leur côté, me servir de témoins.

La situation actuelle de la France est une conséquence naturelle des antécédents de son histoire. C'est le règne de Henri IV qui ferme la période de l'ancienne France. Le dix-septième siècle, en brisant le contact qui existait entre le Trône et la masse du peuple, a, par une fort dangereuse réforme matérielle, préparé le libre essor des esprits dans le cours du siècle suivant. La révolution de 1789 n'a plus eu, à vrai dire, qu'à briser des formes; de fait, l'ancienne Monarchie n'existait déjà plus. Le premier cycle de cette révolution a été parcouru très-vite; une anarchie épouvantable a couvert le sol de la France, et la lassitude des masses a rendu possible à un soldat doué d'un génie incontestable de confisquer la

Révolution à son profit. Tout dans les conceptions de Bonaparte a été dirigé vers le *rétablissement du pouvoir*. Son entreprise a été couronnée d'un succès tout naturel. Les souvenirs des maux causés par le désordre étaient récents; la génération active de ce temps en avait elle-même été la victime et le témoin.

Dans cette génération plus que décimée par la guillotine et le canon, le sentiment le plus puissant était celui du besoin de repos. Pour amener la chute de l'Empire, il a fallu deux choses, la passion des conquêtes dont était animé l'Empereur, et la trop grande extension du sol qui a été le résultat de cette passion soutenue par le génie militaire. Avec la chute de l'Empire a commencé une ère nouvelle pour la France. Louis XVIII avait le choix, non entre le retour à ce que l'on a pris l'habitude d'appeler *l'ancien régime,* — devenu impossible, car les hommes n'ont pas la faculté de retourner à ce dont les éléments mêmes sont détruits, — mais entre un ordre monarchique nouveau, appuyé sur des bases monarchiques, et un état de choses qui, sous le nom de Monarchie, entourait le Trône d'institutions républicaines.

Louis XVIII, au lieu d'asseoir le Trône, ainsi que l'avait fait Bonaparte, sur des bases franchement monarchiques, l'a fondé sur les principes *modérés* du libéralisme de 1789. Dès lors la France a dû rentrer dans la série des révolutions. Celle de 1830 a été la crise de la Restauration, et le pays avance aujourd'hui vers la crise que devra subir nécessairement la révolution de 1830.

Louis XVIII a entouré son Trône d'institutions républicaines, et celui de 1830 a été *fondé* sur le principe même de la république. Telle est la vérité, et il faut se placer sur ce terrain si l'on veut éviter d'établir le raisonnement sur une base erronée.

Le Roi Louis-Philippe a rendu un immense service à la France et à la paix de l'Europe en ne se laissant point effrayer par une réunion de difficultés aussi grandes que celles qui se sont rencontrées sous ses pas. Son habileté, la trempe de son esprit, sa connaissance des hommes, et une bien précieuse

qualité, la patience, lui ont rendu possible de faire ce qu'en réalité il a déjà fait. Il a ménagé le sentiment commun à tous les peuples, celui du besoin de repos; il a donné à ce sentiment le temps et la possibilité de se former et de se prononcer. Ce qui rend aujourd'hui difficile au Roi d'avancer dans la voie qu'il s'est tracée, ce n'est pas le désaccord entre le Trône et les masses, mais ce sont les défauts inhérents aux institutions actuelles. Le Roi convient que, dans un sens abstrait, j'ai raison; il objecte, par contre, qu'il est impossible de parvenir par des voies directes à une reconstruction nécessaire. Je suis à cet égard de son avis; mais à quelle conclusion conduit cet accord entre nos sentiments?

Le Roi est satisfait de la marche de la Chambre; je crois qu'il a raison. Il est satisfait de l'esprit qui anime son Cabinet; vous savez que je le regarde comme bien plus *monarchique* que ses devanciers. Le Roi espère que le temps éclairera toujours davantage le bon sens public. Je l'espère avec Sa Majesté, mais c'est le temps nécessaire qu'il s'agit de gagner, et c'est beaucoup livrer au hasard!

4 mars.

1373. Dans quel état se trouve cette France qui a la prétention de servir de modèle au monde, et qui ne sait plus que tourner dans un cercle vicieux formé par une demi-douzaine de noms propres! Quelle faute, d'un autre côté, que celle que le Roi a commise, par la demande de la dotation *! On en cherche généralement la cause dans la seule question d'argent; pour ma part, je ne mets pas en doute que cette question ne joue un rôle dans les calculs de ce Prince, et peut-être même un grand rôle; mais je regarde également comme possible que des idées *dynastiques* d'une autre valeur ne soient point restées étrangères à une aussi triste conception. Le Roi peut s'être dit *que l'individu doté par le pays y poussait des racines.*

* Il s'agit de la dotation proposée pour le duc de Nemours à l'occasion de son mariage avec une princesse de Saxe-Cobourg. La Chambre des députés rejeta, le 20 février, la proposition relative à cet objet.

(*Note de l'Éditeur.*)

C'est du moins la thèse que j'ai déjà entendu soutenir, mais il est absurde de prétendre l'appliquer à la France.

Quel que puisse être le ministère qui sortira de la crise, il ne tiendra pas plus longtemps que ses devanciers, et un ministère Thiers aussi peu qu'un autre. Le fractionnement des partis est trop grand, et il augmentera jusqu'à ce que la culbute de l'ordre de choses de Juillet ouvre une nouvelle arène aux amateurs de changement.

5 mars.

1374. Le ministère *pur* Thiers* me semble, avec vous et avec le sens commun, une combinaison privée de toute saine pratique. Dans un pays comme la France, tout est possible, mais le privilége de rendre l'absurde pratique et tenable n'existe pas plus pour la France que pour tout autre Empire. M. Thiers devra le sentir lui-même, et s'il devait en être autrement, l'expérience lui prouvera ce que sa sagacité ne lui aurait point dit.

J'attends dès lors la solution de la crise, et la solution que je regarderais comme la plus naturelle, ce serait le *remaniement* du ministère démissionnaire.

Arrive ce qui voudra, la faute d'avoir demandé la dotation, et *de la manière qu'elle l'a été,* est bien grave. Il y a dans ce monde des choses qu'il ne faut point faire; non qu'en elles-mêmes elles soient mauvaises, mais parce que les circonstances leur sont contraires, et que ce qui est possible dans tel lieu et sous tels auspices, cesse de l'être en d'autres lieux et dans d'autres conditions.

L'affaire turco-égyptienne chôme à Londres. Je ne vous en parle pas, car, pour le faire, je devrais prévoir l'avenir qui l'attend, mieux qu'il ne m'est possible de le faire aujourd'hui. Comme nous n'avons pour le moment rien à en dire à Paris,

* Le 1er mars, Thiers prit la présidence du Conseil avec le portefeuille des affaires étrangères; Rémusat fut ministre de l'intérieur; Cousin, de l'instruction publique; Cubières, de la guerre. Ce changement n'était pas encore connu à Vienne le 5 mars. (*Note de l'Éditeur.*)

je ne toucherai la question avec vous que lorsqu'il en sera temps.

1er mai.

1375. Le courrier que je ferai partir sous peu de jours vous informera de mes idées sur la situation en général. Je vous chargerai également d'une explication directe avec M. Thiers; elle portera le cachet d'une entière franchise et de cette bienveillance dont je suis animé *pour les personnes,* sans exception aucune, dès qu'il s'agit de servir les grands intérêts du corps social. Les hommes, — à commencer par mon individualité, — n'ont à mes yeux d'autre valeur que celle que leurs qualités, leurs vertus ou leurs défauts leur assignent dans les affaires. Ma vie publique est déjà tellement longue, que ceux dont les preuves sont moins faites se trouvent mieux placés et surtout plus à leur aise vis-à-vis de moi que je ne saurais l'être vis-à-vis d'eux, et cette vérité s'applique bien évidemment à M. Thiers.

La situation politique est en général fort embarrassée, comme il arrive toujours quand les hommes marchent sans trop s'occuper du point d'où ils partent ni de celui où il leur sera possible d'arriver. Ce fait tombe particulièrement à la charge de lord Palmerston, qui *va de l'avant* sans même s'être assuré l'appui, qui avant tout lui serait nécessaire, de ses propres collègues. C'est ainsi qu'il a engagé son pays dans quatre complications, savoir, avec la Chine, dans l'Asie centrale, avec Naples et avec les États-Unis d'Amérique. Cette dernière complication pourra devenir sérieuse, car les Américains y cherchent l'émancipation du Canada. La question des frontières n'est qu'un prétexte. Non content de tant d'embarras, lord Palmerston s'est encore fort audacieusement avancé dans l'affaire turco-égyptienne. Je viens d'envoyer à l'égard de cette affaire des instructions très-détaillées au baron de Neumann. Si je ne me trompe, elles devront ouvrir la voie à une entente entre les cinq Cours, et si tel devait être leur sort, elles auraient la valeur du *commencement de la fin.* Je vous mettrai au fait de mon travail par le courrier dont je tiens sous la plume l'ex-

pédition, non pour que vous en fassiez usage envers le Cabinet français, mais pour votre information personnelle. Je n'entends pas, en effet, dévier de la règle que je me suis prescrite et que j'ai constamment vue porter de bons fruits, nommément de ne jamais faire dévier les explications du point où se traite une affaire. C'est à Vienne que, de prime abord, j'avais cru qu'une entente sur la grave affaire du Levant pourrait s'établir avec le plus d'utilité ; les événements en ont disposé autrement, et ils ont eu tort ; mais le cas une fois échu, il faut rester fidèle au principe.

Vous verrez par ma prochaine expédition ce que je pense de la situation des choses en France ; je le dirai même à M. Thiers. Ce qui est certain, c'est que je regarde cette situation comme éminemment dangereuse, et que, comme les dangers qu'elle présente ne tirent pas leur source des seules dispositions des hommes qui se trouvent à la tête des affaires, mais qu'ils sont une conséquence forcée des conditions sur lesquelles repose l'édifice social en France, je n'ai que peu d'espoir que même les hommes doués de bonne volonté puissent combattre avec succès les difficultés provenant d'une force inhérente aux choses.

6 mai.

1376. Je vous adresse aujourd'hui une expédition bien clairement composée de deux parties. La partie politique est fort courte, car sur ce terrain je n'ai en vérité rien à dire au Cabinet français. A l'exception de la différence des positions des deux Cours, je ne trouve rien à débattre avec M. Thiers. Dans l'affaire turco-égyptienne, nous nous rencontrons dans ce qui est raisonnable, et si je ne me trompe, le Cabinet français devra finir par se ranger sur notre terrain, qui sera celui sur lequel se réuniront les cinq Cours. *Pour votre information particulière,* veuillez prendre connaissance du dernier travail que j'ai expédié à Londres *. Ayez l'air d'en ignorer le con-

* Voir le conflit turco-égyptien, nº 1391.

(*Note de l'Éditeur.*)

tenu, sans vous gêner dans votre raisonnement, si des occasions pour cela devaient se présenter dans vos rencontres avec M. Thiers. Comme nous suivons une ligne de saine pratique, ce que vous direz dans le sens de nos explications avec lord Palmerston pourrait vous être dicté par la simple logique.

Jamais ministre ne s'est mis dans une plus singulière position que le principal secrétaire d'État anglais, et cela à commencer par son attitude dans le Conseil même de la Reine. Lord Palmerston a un travers dans l'esprit qui l'empêche toujours d'avoir complétement raison dans une affaire quelconque. Là où son esprit marche droit dans le principe, il oublie de scruter les moyens d'exécution, tandis que là où son attitude pèche par la base, il est fertile en expédients. Dans le conflit turco-égyptien, il est placé droit sur la base des principes, mais ses idées sur les moyens comminatoires n'ont pas le sens commun. Je crois le lui avoir démontré par ma dernière expédition. Comme ce travail porte le caractère d'une assez sévère critique, je ne désire pas que celui sur lequel porte cette critique puisse me taxer d'indiscrétion si je la communique à d'autres Cours. La négociation entre les Cours étant concentrée à Londres, c'est là et pas autre part que nous élevons notre voix.

Si dans le point de départ de l'affaire turco-égyptienne lord Palmerston a raison, il en est, à notre avis, tout autrement dans le différend avec Naples *. Cette affaire s'aplanira, parce qu'une force de choses majeure le veut ainsi; mais elle doit compter parmi les plus ineptes de celles dans lesquelles les deux Cours se sont engagées. Le Cabinet français a saisi la balle

* Il s'agit du différend provoqué par le monopole du soufre établi en Sicile. « Il ne peut y avoir », écrit le prince de Metternich dans la dépêche qu'il adresse le même jour à Apponyi, « qu'une opinion sur ce différend; les deux parties contendantes ayant accepté l'intervention de la France, il ne nous reste qu'un vœu à former, c'est qu'on parvienne à concilier le plus promptement possible les intérêts en litige. Dans l'affaire, les deux parties ont, selon nous, des torts qu'on peut faire entrer en compensation. La thèse de la violation du traité de 1816 par le contrat avec la Compagnie Taix, que met en avant le Cabinet anglais, nous paraît pouvoir être contestée, tout

au bond, et à la place du Roi Louis-Philippe et de M. Thiers, j'aurais agi comme eux. Cela ne suffit pas pour rendre bonne une affaire mauvaise de sa nature.

La faute commise par le Roi de Naples, d'avoir ouvert la porte à l'ingérence française dans les affaires de son pays, portera de bien mauvais fruits, et cette faute est également imputable à lord Palmerston. Vous voyez que je fais ici la bonne part à la France, sans chercher des excuses pour le Roi de Naples ni pour le principal secrétaire d'État anglais. La première joue son jeu, et en cela elle a raison; les deux contendants ont de leur côté joué le jeu de cette puissance, et en cela ils ont commis une bien lourde faute. Veuillez vous expliquer avec le Roi et avec M. Thiers, sur le fait de l'intervention française, de manière à ne point leur faire admettre l'existence d'un sentiment de jalousie de notre part à propos de la médiation française. Ce que nous font éprouver les fautes napolitaines et anglaises n'excite pas en nous le sentiment de la jalousie, mais celui de la pitié. Si jamais vous en trouvez l'occasion, demandez à M. Thiers ce qu'il aurait à nous répliquer si nous avancions la prétention que le Roi de Naples, — qui certes est un Prince italien, — n'aurait pas le droit de demander l'intervention française sans en même temps réclamer la nôtre, et si, pour soutenir notre prétendu droit, nous allions occuper un point des côtes de son Royaume. Où, dans un pareil procédé, serait la différence avec le coup de main sur Ancône?

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, 6 mai.

1377. J'ai reçu le 28 avril la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser. Ce n'est qu'aujourd'hui que j'ai pu

comme la marche politique de la Cour de Naples ne nous paraît pas avoir été franche, correcte et régulière sous tous les rapports. L'affaire, dépouillée de toutes les considérations secondaires, est proprement une affaire d'argent, et des affaires de cette nature ne devraient jamais s'élever à la hauteur où celle des soufres est arrivée. Je vous invite à donner à M. Thiers l'assurance que le négociateur français à Naples trouvera dans l'envoyé de l'Empereur tout l'appui indirect qu'il pourra désirer. » (*Note de l'Éditeur.*)

saisir une occasion d'y répondre. J'expédie un courrier à M. le comte Apponyi, et il vous fera lire ce que je lui écris. Je ne doute pas que vous n'en soyez satisfait.

Si je ne me trompe, l'affaire turco-égyptienne aura dû faire un pas, par suite d'un travail que j'ai expédié naguère à Londres. Ce travail, vous auriez pu me le dicter, et si je dis vous, c'est du sens commun que j'entends parler, car c'est bien cette puissance si modeste et cependant si puissante que j'ai consultée.

Ce que je charge le comte Apponyi de dire à M. Thiers au sujet de l'affaire de Naples, découle de la même source. Elle paraît être tarie dans l'ancienne république Parthénopéenne et semble également n'avoir point été consultée à Londres. Les plus mauvaises affaires sont celles où les contendants ont tort l'un et l'autre, et tel est le cas de la querelle au sujet des soufres. Votre Gouvernement a eu parfaitement raison d'intervenir ainsi qu'il l'a fait et ainsi que l'a indiqué la courte ligne sur laquelle vous êtes placé. L'affaire, vue de près, est d'une nature qui salit les doigts; l'argent en fait le fond, et les Rois ne devraient jamais tremper dans des affaires de cette espèce!

J'ai adressé au comte Apponyi une dépêche qui est d'une tout autre nature. Je m'explique sur un mot que j'ai trouvé consigné dans l'un de ses derniers rapports. Vous connaissez ma manière de raisonner et la franchise que je mets à exposer mes sentiments; vous croirez ainsi être placé en face de moi, si le comte Apponyi vous donne lecture de mon exposé, ce que je vous conseille de lui demander.

Je suis encore en ville, et je ne m'établirai au pavillon qu'après la course que je ferai le 11 à Presbourg, pour assister le lendemain à la clôture de la Diète. Ce que le Gouvernement a eu le droit de réclamer a été conduit à bonne fin; ce qui est resté en arrière, ce sont plusieurs objets d'un intérêt majeur pour le pays. L'Empereur les lui avait proposés, mais ses représentants ont préféré perdre leur temps et toucher leurs indemnités, lesquelles n'indemniseront pas leurs commettants de ce qu'ils leur font perdre. Vive le meilleur des Gouvernements!

Vous êtes émerveillé du comfort de la Babylone moderne; tâchez de ne point vous laisser éblouir par des dehors qui n'ont pas de plus grand admirateur que moi; mais n'oubliez pas que les surfaces ne constituent pas le corps.

Metternich à Appouyi. Kœnigswart, le 4 août.

1378. Je ne saurais, en conscience, rien ajouter au court exposé que je vous adresse aujourd'hui*, si ce n'est l'assurance qu'il ne me reste rien à vous apprendre à la suite du jugement que, dans votre lettre particulière du 30 juillet, vous avez porté vous-même sur le compte de l'attitude que M. Thiers vient de prendre.

Il manque au *Napoléon civil* une chose pour faire le conquérant militaire, et cette chose, ce sont des ennemis prêts à se présenter sur les champs de bataille. La guerre politique n'est pas dans l'air, et il ne dépend pas de M. Thiers de changer à son gré l'état atmosphérique. Il est en son pouvoir, sans doute, de faire éclater la tempête de la Révolution, mais qui menacerait-elle en premier lieu, si ce n'est l'édifice de Juillet?

J'admets que M. Thiers puisse pousser l'erreur jusqu'au point de se mettre au-dessus de cet édifice; mais la France sera-t-elle de son avis? La question, et toute la question est là.

Quant à M. Thiers, je crois que nulle part on ne sait mieux que chez nous ce que, dans l'affaire du moment, valent l'homme et sa politique; il nous suffit de nous arrêter à un fait spécial pour être à même de les juger; voici sur quoi je fonde cette prétention.

Je possède une pièce par laquelle, il n'y a que peu de temps, M. Thiers a fait insinuer au Divan que les puissances de l'Europe voulant la perte de l'Empire ottoman, et la France étant dans des dispositions contraires, c'est à cette puissance que la Porte aurait à se tenir; qu'à cet effet, le Sultan n'aurait qu'à faire toutes les concessions réclamées par Méhémet-Ali; que

* Voir : « Le traité de juillet et l'attitude isolée de la France », n° 1397. (*Note de l'Éditeur.*)

le jour du décès de ce dernier, la France aiderait la Porte à annuler tous les engagements qu'elle aurait contractés.

Et c'est à un pareil homme que sont confiés aujourd'hui les destinées de la France et le repos de l'Europe !

Comme en toute chose, il y a toujours dans les événements un fait qui domine tous les autres ; il en est de même dans la circonstance présente.

Le fait politique majeur, c'est la rupture de ce qui, depuis des années, avait porté le nom d'*alliance* entre la France et l'Angleterre. Elle est irrémissiblement perdue, et l'événement ne saurait se passer sans une réaction. Quand vous aurez connaissance des actes qui ont été signés le 15 juillet dernier*, vous verrez que la colère de M. Thiers porte entièrement à faux. Je conçois que le ministre et même le Roi puissent trouver déplaisant le secret qu'à Londres on a gardé sur ce qui a été convenu entre les quatre puissances et la Porte ; mais la cause de ce secret n'en est pas moins simple, et le silence a dû être bien gardé, vu l'inconcevable procédé de M. Thiers, qui, lors de la communication des points de vue des Cours (il y a de cela deux mois ou à peu près), a fait annoncer qu'il devait, avant de s'expliquer, consulter le *bon plaisir* de Méhémet-Ali ! Il a dès lors été naturel que l'on gardât le silence.

M. Thiers a cru que les ministres anglais ne parviendraient pas à maintenir l'union entre eux. Le fait est singulier, en effet, et il n'a pas fallu moins que la fatuité du langage et de la marche de M. Thiers, et le rôle dont s'est chargée la princesse de Lieven, pour rendre possible ce qui sans cette aide ne l'eût peut-être jamais été !

Déployez le plus grand calme vis-à-vis de M. Thiers. Ne vous laissez pas dérouter par ses paroles, et s'il vous parle de guerre, faites-lui la remarque que pour la faire il faut tout au moins être à deux de jeu.

Pas un soldat ne bougera à l'étranger; l'armée sera employée au service de la sûreté intérieure.

* C'est ce jour-là que le traité de juillet fut signé par les quatre grandes puissances (sans la France). (*Note de l'Éditeur.*)

Donnez connaissance de ma dépêche n° 1 * à vos collègues de Russie, de Grande-Bretagne et de Prusse, mais qu'elle ne sorte pas de vos mains.

Metternich à Sainte-Aulaire. Kœnigswart, le 9 août.

1379. C'est avec bien du plaisir que j'ai été informé par M. d'Ottenfels de votre prochaine venue dans mes forêts. Je m'étais même attendu à ce que vous prendriez le chemin direct de Paris ici, qui est plus court de deux grandes journées de voyage, car de Kœnigswart à Francfort il n'y a guère plus de quarante heures de voiture, et un appartement dans mon château est à votre disposition depuis longtemps.

Maintenant, vous avez bien fait de descendre à Marienbad, qui est loin de Kœnigswart comme Saint-Cloud de Paris, sans que les localités offrent pour cela la moindre ressemblance !

Mais voici un contre-temps. Le Roi de Prusse arrivant à Dresde le 12 août et y restant le 13, j'irai l'y rejoindre, et je serai absent d'ici du 11 au 15. A moins de vous charger de la surveillance de mes enfants, vous n'auriez que faire à Kœnigswart. Veuillez, en tout état de cause, venir ici demain ; nous dînons bien prosaïquement *à deux heures*. A partir du 15, nous serons de nouveau réunis. Je vous ai fait dire tout cela au moment où j'ai pris la décision de faire mon excursion à Dresde, mais mon avis ne sera arrivé à Vienne qu'aujourd'hui.

Metternich à Apponyi. Kœnigswart, le 20 août.

1380. La situation actuelle du Roi, ou, si l'on veut, de la Royauté en France, est des plus dangereuses. Si je sépare ici le Souverain de la Couronne, c'est que ma conscience m'y force.

La Royauté peut être menacée dans des circonstances où *l'individualité qui la représente* ne l'est pas à un degré égal,

* N° 1397. (*Note de l'Éditeur.*)

et tel me paraît être le cas en ce moment. Je pense que j'ai besoin de m'expliquer pour être compris.

Le mal de la France, *c'est la Révolution,* et c'est parce que M. Thiers la représente que seul il est fort. L'intérêt du trône est opposé à la Révolution, et c'est pour cela que la couronne est faible. Celui qui la porte peut réunir les suffrages des bons esprits, et il n'y a que les esprits conservateurs qui méritent cette qualification, car le progrès sans un point d'arrêt marqué, c'est de la démence. Que dirait-on d'un peuple qui voudrait marcher toujours sans un autre but que celui de la locomotion? Les Israélites ont marché pendant quarante ans, mais le but de leur marche était connu; les Barbares, au moyen âge, ont marché, mais ils avaient un but. Une nation en marche doit en avoir un; quel peut être celui des esprits progressifs en France? Est-ce la Monarchie pure? Certes non. Est-ce la Monarchie tempérée? Mais pour en posséder une dans un sens tellement avancé qu'il n'y a pas moyen de l'avancer davantage, la France n'a qu'à s'arrêter. Il ne reste donc que la République, c'est-à-dire, l'*anarchie*. De ceci que ressort-il, si ce n'est que le Roi, *qui porte la couronne,* et qui par cela même doit vouloir la consolider, est le point de mire des bons esprits; mais que par contre le ministre, *qui a conquis le Gouvernement,* est le point de mire des hommes du progrès, c'est-à-dire, de tous les esprits aventureux qui courent après la fortune? La personne du « *Roi* » a ainsi un parti, et celle du « *ministre* » en a un autre. Je sais bien que les partis peuvent se mêler selon les exigences du moment, mais ils n'en existent pas moins, et ils ne sont dignes d'attention qu'autant qu'ils ont des chefs. Or, le parti conservateur et celui du progrès ont, depuis l'avénement de M. Thiers, chacun un chef; la lutte entre ces deux partis a donc pris un caractère qu'elle n'avait pas antérieurement aux événements du 1er mars, et la question qui reste à résoudre est de savoir auquel d'entre eux restera la victoire!

Dans de pareilles conditions, comment la France pourrait-elle aujourd'hui inspirer de la confiance? Pour répondre à cette question, je n'ai besoin que de faire appel à mes propres

sentiments, et comme je suis, — j'en ai l'intime conviction, — parmi les hommes placés dans une position politique active, celui qui est le plus disposé à vouer de la confiance au Roi, je me sens à même d'évaluer le peu de garanties qu'offre la situation du jour au sentiment de la confiance !

Comment le Roi, ai-je le droit de me demander, n'a-t-il pas saisi l'occasion si favorable que le conflit dans le Levant lui a offerte, de rétablir en sa faveur, ou, ce qui est la même chose, en faveur du parti conservateur, une attitude politique *à cinq ?* J'avoue ne point le comprendre. De quoi s'est-il agi et de quoi s'agit-il encore? Est-ce de la destruction de Méhémet-Ali? Certes non. Il s'agit de coordonner son existence avec celle de la Porte Ottomane.

La France veut-elle la mort de cette dernière? Admettons qu'elle préfère Méhémet-Ali au Sultan enfant, elle ne pourrait pas vouloir la chute du trône de Constantinople, car ses dépouilles seraient forcément partagées. La France doit dans ce cas préférer l'existence du Trône occupé tel qu'il l'est. Mais alors pourquoi n'être point entré dans le conseil des cinq? Me dira-t-on qu'on s'y est présenté? Je ne nierai pas le fait matériel, mais je ne saurais lui accorder la valeur de la présence morale, car on n'est pas dans une question quand on se place *à côté,* et l'on est à côté d'une question quand on n'entend s'occuper que d'un principe et se refuser à toute action.

Dans toute occurrence une action est possible ; être pour ou contre constitue toujours une action. Ne rien faire n'est rien, et ne rien faire eût été un décret de mort pour le Sultan et un appel au partage de ses dépouilles. Je voudrais être à même de prévoir avec une égale certitude ce qui assurera le salut ! A *cinq,* celui-ci était assuré ; pourquoi dès lors se refuser à y aider? Comment n'a-t-on pas saisi du moins notre formule du mois de novembre, cette formule qui n'a pu être trouvée par nous que dans l'intérêt d'une marche à cinq? La scinder, c'était la réduire à rien et rester dans le cercle vicieux où l'on était engagé.

Quelles peuvent avoir été les causes de la répugnance

Je n'en connais qu'une, c'est le désir de faire le contraire de ce que faisait la Russie. Eh bien, mon cher Comte, d'immenses intérêts ont été sacrifiés à une erreur. C'est précisément en suivant la marche opposée qu'on prenait à Paris le contre-pied. Si la Russie eût répugné à lier la partie à cinq, ne fallait-il pas tout juste vouloir de cette partie?

Une autre cause a également influé sur les positions, et je l'ai touchée dans mes dépêches. Cette cause, c'est la certitude où l'on a vécu à Paris que le Cabinet anglais serait incapable d'arriver à une décision.

Comment est-on si près de Londres et connaît-on si peu l'Angleterre? Savez-vous ce qui a décidé de l'accord du Cabinet anglais? Ce sont les manifestations de M. Thiers à son avénement, et ses liaisons avec les membres les plus avancés dans le système de la réforme, depuis son entrée au ministère. Le Cabinet anglais sait faire des phrases éminemment progressistes, sans vouloir les mettre en pratique chez lui. L'Angleterre émet facilement certains principes à l'étranger, mais elle suit en même temps une ligne de conduite plus sage à l'intérieur, comme elle a des marchandises *for exportation and for home consumption.*

De tout cela, mon cher Comte, il est né une grande confusion et des dangers sans nombre. Notre marche ne déviera pas de notre ligne de conduite habituelle; le Roi Louis-Philippe peut ainsi la calculer. Sommes-nous à même d'en faire autant de celle du Cabinet français? Je répondrai à cela : De ce que *veut* le Roi, *oui;* de ce que *fera* le Cabinet, *non.*

Que le Roi, en tout état de cause, ne se laisse pas accabler par les embarras de sa situation. Il défend la cause de l'ordre; dès lors, tous ceux qui veulent l'ordre sont de son parti. Comme je soutiens la même cause sur un terrain dont je ne connais pas les limites, nous devons nous rencontrer dans nos intentions. Qu'à cet égard il ne se laisse jamais dérouter. Chacun, dans ce monde, est engagé dans des formes; elles peuvent différer, sans qu'il en soit de même du but.

20 août.

1381. Les arrangements du 15 juillet* ont été portés à la connaissance de la Porte, qui est entrée pleinement dans leur esprit. Rifaat-Bey, le second personnage du département des affaires étrangères, a été envoyé par le Sultan à Alexandrie, chargé des propositions de son maître. Une attitude forte et décidée de la France finirait l'affaire, car Méhémet-Ali n'est pas fou, et il le serait s'il se refusait à asseoir son avenir sur les larges bases que lui offre le Sultan. S'il en est autrement, le Gouvernement français aura prouvé à l'Europe qu'il entend subordonner à sa fantaisie les intérêts les moins contestables de cette partie du monde. On peut (et cela certainement à tort) vouloir une extravagance pareille, mais la mettre en pratique et réussir, c'est autre chose. L'arène dont dispose assurément M. Thiers (notez que je ne dis pas *le Roi*), c'est celle de la Révolution ; mais où cette arène, si elle devait même faire son effet à l'extérieur, conduira-t-elle le trône de Juillet et les institutions de la France ? M. Thiers pourrait-il lui-même accorder une idée de stabilité au siége consulaire, s'il entendait s'y élever ? Certes non. Les œuvres de pure destruction ne peuvent sourire qu'à des maniaques, et je fais à M. Thiers l'honneur de ne pas le compter dans leurs rangs. Si je devais me tromper, c'est à lui et non à moi qu'en serait réservée la démonstration !

Je viens de recevoir des nouvelles de Londres du 15 de ce mois. D'après les communications qui me sont transmises, il paraît que le ton de la France commence à baisser. C'est fort sage, surtout si le ton de cette même Cour s'élève à Alexandrie. M. Casimir Périer a été éconduit en plein par Méhémet-Ali. Pourquoi M. Thiers n'aurait-il de l'humeur à dépenser qu'à l'encontre de l'Europe pacifique, modérée et juste ?

Je ne vous parle pas de l'échauffourée de Louis Bonaparte **.

* Voir la note au n° 1398. (*Note de l'Éditeur.*)

** Le 6 août, Louis Bonaparte aborda à Wimereux près de Boulogne, fit

Je n'ai pas le temps de m'occuper de toutes les folies de ce bas monde. Veuillez toutefois féliciter le Roi, en mon nom, de l'événement. Il causera de l'embarras au Gouvernement par la nécessité d'un procès. Épargnez donc ce *troisième* Napoléon! Mais que dire du titre d'*Empereur légitime* que M. de Rémusat a si généreusement départi à Napoléon Ier? Si M. de Rémusat a eu raison, il est clair que Louis Bonaparte n'a point eu tort.

II.

1382. L'*Histoire de la Fronde*, par Sainte-Aulaire. — 1383. Les dés sont jetés. — Défense faite en Allemagne d'exporter des chevaux. — Nouvel attentat contre Louis-Philippe. — 1384. Avis à Guizot. — La conduite de l'ex-ministre Thiers. — 1385. Attitude du nouveau ministère français. — Ouverture des Chambres à Paris. — 1386. Prise de Saint-Jean d'Acre. — 1387. Coup de tête de Napier. — Refus par Stopford et la Porte de ratifier la convention du 26 novembre. — 1388. Le bonapartisme sans Napoléon. — Translation solennelle des cendres de Napoléon à l'église des Invalides, à Paris. — 1389. Soumission de Méhémet-Ali. — 1390. Fin du conflit turco-égyptien.

Metternich à Sainte-Aulaire. Kœnigswart, le 15 septembre 1840.

1382. Vous dites dans la préface de la nouvelle édition de l'*Histoire de la Fronde* « que le public est au nombre de vos contradicteurs ». Je vous prie, mon cher Comte, de ne point m'inscrire sur la liste de ceux qui vous contredisent.

La nouvelle préface est excellente, et comme vous y citez un mot de moi, un mot que j'ai souvent déjà employé pour exprimer une pensée qui, ainsi que vous le dites, n'est point rendue dans des termes ambitieux, mais qui s'appuie sur un grand fonds de vérité, je me permettrai d'appliquer cette même pensée à l'état actuel de votre pays.

son entrée dans cette ville avec cinquante hommes armés et fit distribuer une proclamation et publier un décret dans lequel il déclarait la Maison de Bourbon déchue du trône et nommait Thiers président du Gouvernement provisoire. Repoussé par la garde nationale de Boulogne et par les douaniers, Louis-Napoléon s'enfuit, mais fut rejoint et arrêté. (*Note de l'Éditeur.*)

Oui, et mille fois oui, c'est le respect qui manque en France ; et voici les conditions dans lesquelles se trouvent placés les hommes et par conséquent les choses.

Il existe deux systèmes : l'un a pour but l'agglomération ; l'autre tend au morcellement. Or, c'est le second de ces systèmes sous le poids duquel souffre la France.

Deux mots suffisent pour créer le mal ; deux mots qui, à force d'être vides de tout sens pratique, enchantent les rêveurs dans le vide. Ces mots, ce sont ceux de *liberté* et d'*égalité*. Le mot de *liberté* ne présente rien à l'esprit ; il indique une chose excellente s'il est bien placé, et détestable s'il l'est mal. Liberté, mais laquelle ? Est-ce celle de faire le bien, — mais tout le monde a cette faculté, — ou celle de faire le mal ? Le mot *liberté* est comme celui de *religion*. De quelle religion s'agit-il ?

Il en est plus ou moins de même du mot *égalité*. Il peut être pris dans deux acceptions, celle de l'égalité devant la loi et celle de l'égalité sociale. La première est parfaite ; la seconde est une sottise, une prétention privée de toute pratique.

Je comprends *les* libertés, et non pas *la* liberté. Il en est de même de l'égalité ; je comprends l'égalité devant la loi, mais point d'autre. Jamais je ne trouverai qu'il y a égalité entre un sot et un homme d'esprit, entre un pauvre et un riche, ou un bossu et un homme d'une tournure noble et prévenante. Égaux devant Dieu et devant la loi, ils ne le sont pas au point de vue de leur existence *sociale*.

Eh bien, voilà la véritable maladie de la France ; elle réside dans la généralisation des idées, laquelle conduit au morcellement du pays en individualités.

L'art de vivre plus longtemps qu'un mal est ici fort difficile à exercer ! Le remède ne peut se trouver que dans la reconstruction de l'édifice, et ce n'est pas avec du sable que l'on peut bâtir. Le temps change le sable en pierres, au moyen de la juxtaposition et d'un ciment. C'est à trouver ce ciment que doivent s'appliquer les bons esprits en France. Ils ne le trouveront que dans les voies de l'agglomération, et à cet effet, bannissez le mot *aristocratie* et remplacez-le par celui de *corporation*.

Identiques dans leur acception, ces mots sonnent différemment aux oreilles des *égalitaires*. La corporation flatte les idées bourgeoises, et s'il y a encore des aristocrates, ils n'ont plus d'autre valeur que celle de membres d'un corps qui est mort.

Metternich à Apponyi. Vienne, le 23 octobre.

1583. Les dés sont jetés, et la table sur laquelle ils roulent est la Chambre des députés; l'enjeu, c'est la France et l'Europe *.

Jamais il n'y a eu de situation qui, même de loin, ressemble à celle où un grand Empire comme la France se trouve engagé dans ce moment.

Pleine de prétentions à la sympathie des autres pays, elle leur présente comme appât l'effrayant spectacle de la pire des anarchies, de celle qui se couvre du manteau de la légalité. Comment un esprit raisonnable en France peut-il se figurer qu'un ordre de choses pareil puisse se présenter comme digne d'imitation? Aussi l'étranger n'entend-il en rien s'approprier ce système de mort et de perdition, et il est bien moins disposé encore à se le laisser imposer. Si l'Europe avait encore eu besoin d'une leçon pour savoir apprécier à sa juste valeur celle des barricades de 1830, l'élévation de M. Thiers au pouvoir la lui aurait fournie.

Nous verrons ce qui se fera aux Chambres. C'est d'elles que viendra le répit ou l'incendie en pleine action : car pour le repos véritable, il n'est pas possible dans un pays situé comme la France.

L'Allemagne tout entière a défendu l'exportation des che-

* Thiers avait désiré que dans son discours du Trône le Roi demandât la continuation de grands armements, afin que la France pût se déclarer en faveur de Méhémet-Ali et prendre position en face des quatre autres grandes puissances. Le Roi s'y refusa, et, à la suite de son refus, le Cabinet Thiers tout entier demanda à se retirer. Soult forma le nouveau ministère (le 29 octobre), avec Guizot comme ministre des affaires étrangères. Le conflit turco-égyptien fut porté devant la Chambre française lors de la discussion de l'Adresse en réponse au discours du Trône; c'est sur ce fait que porte l'allusion ci-dessus. Voir les dépêches de la même date sous les nos 1399 à 1401, dans le chapitre intitulé : « Le traité de juillet et l'isolement de la France. » (*Note de l'Éditeur.*)

vaux Ce sera une gêne pour les armements de la France et un motif de clameurs de sa part. La France regarde l'Europe comme de la *gent taillable;* or, l'Europe, n'ayant pas le même sentiment, se révolte déjà, et elle se révoltera bien plus encore à mesure que l'attaque se montrera plus à nu.

Le nouvel attentat contre la vie du Roi * est un crime qui sera oublié comme les attentats passés. L'assassinat n'est qu'une conséquence voulue des doctrines du jour; ces doctrines font recueillir à la France ce qu'elles sèment sur son sol. Dieu seul sait si le Roi est invulnérable.

8 novembre.

1384. J'indique dans mes dépêches de ce jour à M. Guizot la voie qui, à mon avis, pourrait tirer le Gouvernement français de l'impasse, assurément fort dangereuse pour sa propre existence, dans laquelle l'ex-président du Conseil s'était fourvoyé **.

Veuillez donner connaissance au Roi de mes dépêches, qui toutes deux sont également ostensibles pour M. Guizot. Comme la marche que je conseille devra, pour réussir, être soutenue par nous, il est nécessaire que la voie qu'il faudra suivre soit bien nettement comprise, car tout ce qui se trouve placé en dehors de cette voie cesse d'être pratique et ne pourrait, à cause de cela, être appuyé par nous. Le Roi, en examinant mon travail, devra y trouver deux choses : l'une, c'est la parfaite conséquence où il se trouve avec tout ce que j'ai dit et écrit, dans le cours de la grave complication politique du jour; l'autre, c'est la part que je fais aux exigences de la politique française. En étendant celles-ci jusqu'à leur extrême limite, je

* A l'occasion d'une sortie du Roi en voiture (15 octobre), Darmès tira sur Louis-Philippe, avec un fusil chargé de six balles, mais sans l'atteindre. (*Note de l'Éditeur.*)

** La voie à suivre par la France est indiquée, dans les dépêches en question, de la manière suivante : d'après l'avis exprimé par Thiers dans sa dernière correspondance diplomatique, l'affaire turco-égyptienne serait à scinder en deux questions; on traiterait la question égyptienne par des moyens politiques, et la solution de la question syrienne serait réservée à l'action militaire. (*Note de l'Éditeur.*)

reconnais la nécessité que le Gouvernement puisse dire au pays : « C'est moi qui ai sauvé le Pacha d'Égypte. » Tout le monde se joindra à cette prétention, et nous les premiers. Dans le système que j'établis (et il n'est pas nouveau), la marche des choses vient elle-même à l'appui de l'objet qu'il faut avoir en vue. A-t-on cru que la puissance de Méhémet-Ali était ce qu'elle est en réalité, c'est-à-dire fort peu de chose? Nous ne l'avons jamais mis en doute, mais en a-t-il été de même en France? Certes non! Eh bien, une puissance n'est pas responsable de la chute de ce qui manque de force et de vitalité; si elle parvient à sauver un corps pareil de sa destruction totale, c'est à elle que ce corps devra sa durée. La faiblesse de Méhémet-Ali en Syrie est un bonheur; que ceux qui veulent la fin du conflit s'emparent de ce bienfait que le sort leur a ménagé!

La seule base rationnelle sur laquelle ait jamais pu s'engager le Cabinet français dans le conflit égyptien, a été celle de la conservation de l'Empire ottoman, et par conséquent de l'affermissement de la paix de l'Europe. Les questions de détail ne doivent point, dans une affaire, empiéter sur le fond; dès que cela a lieu, l'affaire change de nature. Ici les deux intérêts principaux sont, d'une part, la certitude que le Sultan continue à régner à Constantinople pour empêcher que d'autres n'y règnent; de l'autre, — et cet intérêt est exclusivement français, — que Méhémet-Ali gouverne l'Égypte. Mais en quoi les actes du 15 juillet nuisent-ils à ces intérêts? La puissance égyptienne en Syrie, si jamais on avait voulu la fonder héréditairement, aurait évidemment miné la durée du trône ottoman, car les Sultans pourraient aussi peu que tout autre prince régner sur un Empire ainsi divisé. Quand il s'agit d'un pouvoir *viager*, alors la question se réduit à une simple prétention d'amour-propre.

Il serait possible qu'on insinuât que les quatre Cours feraient bien de se prêter, en faveur du ministère conservateur, à des complaisances qu'elles auraient eu raison de refuser à celui de l'anarchie. Un pareil raisonnement serait faux de tout point. Le plus grand mal que les Cours pourraient faire au nouveau

ministère, serait de lui prêter une couleur qui lui viendrait de l'étranger. M. Guizot ne saurait faire mieux qu'en maintenant avec fermeté ce que son prédécesseur a déclaré regarder comme suffisant. Par ce moyen il acquerra la force que prête aux hommes le succès, tout en laissant *à l'autre* la responsabilité des limites dans lesquelles il doit se renfermer et que *cet autre* n'a pas même pu atteindre.

Qu'adviendra-t-il de la France? J'avoue franchement ne pas pouvoir m'en rendre un compte quelque peu précis. Le pays est remué jusque dans ses fondements. Ceux qui ont commis ce crime se sont sauvés, afin d'empêcher que les coups ne tombent sur eux. Ils laissent le pays et le Roi exposés à ces coups. Si M. Thiers est le prototype des vertus civiques, alors il faudra définir cette vertu autrement que je ne saurais la comprendre.

Si la France est remuée, on se tromperait fort si l'on supposait que l'Europe ne l'est pas. Ce qui, par contre, est vrai, c'est que les mouvements ne se ressemblent pas. Il a fallu tout le talent de M. Thiers pour faire rentrer dans le néant ce qui existait encore d'esprit doctrinaire en Allemagne. Les têtes y sont montées à l'extrême dans le sens opposé. M. Thiers aime à être comparé à Napoléon; eh bien, en ce qui regarde l'Allemagne, la ressemblance est parfaite, et la palme appartient même à M. Thiers. Il lui a suffi d'un court espace de temps pour conduire ce pays là où dix années d'oppression l'avaient conduit sous l'Empereur!

L'Allemagne tout entière est prête à accepter la guerre, et cela *de peuple à peuple* * ! Il en est de même de l'Angleterre

* Voir : « Bruits de guerre avec la France et la Confédération germanique », n° 1402. C'est de cette époque que date le *Chant du Rhin*, composé par Nicolas Becker : « Ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand », qui, par son contenu politique, répondait si bien aux idées du temps; aussi enflamma-t-il les esprits et fut-il partout accueilli et chanté avec enthousiasme. La surexcitation nationale de l'Allemagne gagna l'Autriche, où l'Allemand, d'ordinaire assez flegmatique et indifférent, se prit tout à coup d'une belle ardeur patriotique pour la vieille Allemagne. Si ce sentiment ne s'accordait pas en tous points avec le maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'Autriche, il répondait du moins à une déclaration que le chancelier d'État avait faite au Congrès de

et de l'Espagne. Quel génie singulier que celui de M. Thiers, qui se croyait bien spécialement appelé par ses qualités à occuper le poste de *ministre des affaires étrangères!* Il n'a pas eu besoin de huit mois pour ruiner le seul allié qu'il ait voulu protéger, pour se brouiller avec l'allié qu'il avait annoncé vouloir ménager, et pour soulever contre la France l'esprit public dans toutes les contrées qui entourent ce Royaume et bien au delà! Pour amener un pareil résultat, il faut du talent, mais ce n'est certes pas celui d'un ministre.

Veuillez, mon cher Comte, vous appliquer à modérer votre attitude jusqu'au scrupule, si la nouvelle administration veut le bien, et je me plais à ne point le mettre en doute.

L'Europe entière veut d'une France conservatrice; personne, si j'en excepte la tourbe des anarchistes, ne peut vouloir d'une France entraînée dans les voies de la perdition. Personne n'admet la *guerre* comme possible, mais tout le monde est prêt à résister à l'invasion de hordes révolutionnaires. Telle est la franche et simple vérité.

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, 9 novembre.

1385. Je viens de lire dans une lettre de bonne source, de Paris, 2 novembre, les paroles suivantes :

« Le nouveau ministère marche bien, avec homogénéité, sans tiraillement, et le calme renaît dans les esprits. Les ministres et le préfet de police montrent de la confiance. Le dernier Cabinet, par sa tendance révolutionnaire, par les chants de la *Marseillaise* qu'il permettait et excitait sous main, par les avances qu'il prodiguait aux anarchistes, avait relâché

Vienne, savoir qu'il était d'un intérêt pressant pour l'Allemagne, et par conséquent aussi pour l'Autriche, que la Prusse eût une position aussi forte que possible sur le Rhin. Ce fut surtout le publiciste autrichien Dr François Schuselka, connu plus tard très-avantageusement dans la littérature aussi bien que dans la vie publique, qui, poussé par le sentiment général du jour, aborda le domaine de la politique; il adressa son premier travail à l'*Observateur autrichien;* c'était une dissertation, qui parut plus tard sous forme de brochure à Hambourg, avec ce titre : *Paroles allemandes d'un Autrichien.* *Note de l'Éditeur.*)

tous les liens de l'autorité. Le ministère du 1er mars s'est retiré, voyant que de toutes parts il était débordé. Les factieux sont désolés du changement, car ils hésitent dans leurs projets de livrer de nouveaux combats sur la place publique. Il ne faut point chercher dans la volonté de M. Thiers ce qui n'a été que la conséquence de son extrême amour-propre. Il avait espéré pouvoir conduire la gauche, il a été conduit par elle, et même par ce qu'il y a de plus mauvais dans ce parti. Les dernières nouvelles de la Syrie sont de telle nature que, si elles étaient arrivées à Paris pendant que le ministère déchu était encore en place, celui-ci aurait eu la main forcée. Le parti tenait tout prêt à cet effet. Les journaux de la gauche et de M. Thiers sont d'une violence extrême. »

Une dépêche télégraphique arrivée à Strasbourg le 5, porte que le Roi a ouvert la Chambre et qu'il a été accueilli par de vives acclamations.

21 novembre.

1386. Saint-Jean d'Acre est pris *. Sélim-Pacha y est installé comme gouverneur. Le pavillon ottoman a été planté le 4 sur la citadelle par l'Archiduc Frédéric. La garnison s'est enfuie de la place, après avoir éprouvé une grande perte en hommes par l'effet de l'artillerie, qui n'a pas lancé moins de quarante mille boulets dans l'espace de quatre heures. On a trouvé dans la place plus de cinq cents pièces de canon et un grand attirail de guerre.

Qu'adviendra-t-il d'Ibrahim-Pacha, qui maintenant est coupé de toute communication avec l'Égypte?

Cela, mon cher comte, est de l'histoire et non pas du roman. Que l'on se place sur le terrain historique à Paris pour couper court à ce qui deviendrait de l'histoire nouvelle. J'écris dans ce sens à Paris. Vous savez ce que nous voulons; mais que l'on nous comprenne et que *l'on restreigne la question politique à l'Égypte*, tel est le seul conseil pratique qu'il soit

* Voir : « La prise de Saint-Jean d'Acre », n° 1407.
(*Note de l'Éditeur.*)

possible de donner quand on veut le bien et qu'on ne tient pas à se lancer dans les brouillards!

M. Thiers, mon cher comte, n'est pas un ministre, mais un acrobate. Cela est bien prouvé aujourd'hui. Je suis vieux, mais je ne voudrais pas être jeune comme lui.

Metternich à Apponyi. Vienne, 21 décembre.

1387. Je ne vous expédie le présent courrier que pour vous mettre à même d'informer M. Guizot du très-juste parti pris par l'amiral Stopford et la Porte, de regarder comme nul et non avenu le *trait de génie* du commodore Napier*. Quand j'ai appris par les feuilles publiques les nouvelles d'Égypte du 26 et du 29 novembre, je n'y ai rien compris. L'amiral Stopford ne pouvait point alors avoir reçu les ordres de sa Cour du 15 novembre, et nous venions d'être informés que Napier avait été envoyé devant Alexandrie avec la simple mission d'y prendre le commandement de la station d'observation. L'événement a justifié notre surprise. Il justifiera de même notre confiance dans la suite que l'amiral Stopford saura donner à la commission dont il a été chargé, et qui, à des erreurs de plus d'un genre près, est celle que Napier s'était donnée à lui-même.

Tout cela n'empêchera pas que l'événement ne doive compter parmi les plus déplaisants. Napier est lui-même une arme à feu, et ces armes sont toujours dangereuses. Elles sont utiles quand elles sont tournées contre l'ennemi, mais dangereuses quand elles éclatent dans la main de celui qui s'en sert. Méhémet-Ali, assez fin pour savoir ce que valent des pleins pouvoirs, a cru devoir se passer d'en faire exhiber par le diplomate amateur, et dans la circonstance donnée il a eu raison. J'eusse agi comme lui, mais je n'agirai jamais comme vient de le faire le commodore!

* Napier, qui commandait l'escadre devant Alexandrie, conclut avec Méhémet-Ali un traité qui assurait au Vice-Roi l'hérédité de sa dignité en Égypte, à condition qu'il évacuerait la Syrie, renoncerait à Candie et rendrait la flotte turque. L'amiral Stopford ne reconnut pas ce traité comme valable et demanda la soumission pure et simple de Méhémet-Ali. (*Note de l'Éditeur.*)



Ce qui m'importe, c'est que M. Guizot soit le premier informé que l'amiral Stopford et la Porte ont refusé de ratifier l'arrangement du 26 novembre : la parfaite connaissance qu'a le Cabinet français des ordres de Londres du 15 novembre devra suffire pour assurer son langage envers le public.

J'ai reçu vos derniers rapports, et M. de Sainte-Aulaire s'est acquitté de la communication qu'il a eu à me faire. Je ne saurais vous charger aujourd'hui d'une manifestation catégorique envers M. Guizot; il nous faudra attendre, pour le faire, d'avoir connaissance des impressions que les explications du ministre français auront produites sur le Cabinet de Berlin. Ce que je n'hésite pas à vous dire, et ce que je vous autorise à ne point cacher à M. Guizot, c'est que j'ai pour ma part puisé dans la franchise de son langage la pleine conviction que l'orage excité par son néfaste devancier sera conjuré par les efforts réunis des hommes de bon vouloir. Dès que j'aurai reçu des nouvelles de Berlin, j'aurai l'honneur de vous adresser un courrier.

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, 24 décembre.

1388. Je vous remercie, mon cher comte, de m'avoir donné connaissance de la dépêche que je vous renvoie ci-joint. J'ai le sentiment *qu'elle dit vrai,* et j'ai ce sentiment parce qu'il serait impossible que le contraire fût vrai. On nous assure que nous sommes engagés dans un siècle de progrès; je n'entends point disputer là-dessus avec ceux qui le croient; ce qui est certain, c'est que *tout un peuple* ne devient jamais fou, et que la folie, que les factions qualifient de sagesse, ne gagne pas ainsi toute la masse qui forme la population d'un État! La France doit vivre des conditions dont vivent les Empires, et ces conditions ne sont pas celles qui les font périr. Napoléon a été une grande figure; *le bonapartisme sans Napoléon* n'est rien; comme il n'est rien, les partis l'arrangent à leur guise. Napoléon n'eût jamais été une grande figure s'il n'eût eu, dès l'origine, du despotisme dans les veines, car il n'y a que ceux qui savent s'élever sur les autres qui priment, et pour s'élever

il faut savoir tenir au-dessous de soi ceux qui voudraient en faire autant. Ce que le bonapartisme offre de dangereux, ce n'est pas l'homme qui n'est plus, mais le masque dont se couvrent ceux que cet homme eût écrasés s'il tenait encore entre ses mains les rênes du pouvoir. Le 15 décembre s'est passé comme il est heureux qu'il se soit passé. Il pouvait amener des coups; ils ne m'eussent point effrayé. La *grande journée** est un événement qui comptera plus ou moins parmi celles *non avenues*. Elle a déjà inspiré de bien mauvais vers à quelques poëtes. Si Victor Hugo est fier de sa découverte, *que la France est un cyclope dont Paris est l'œil,* grand bien lui fasse! En acceptant l'hyperbole, je désire que l'œil voie clair, et alors tout ira bien.

Je vous enverrai plus tard des preuves qu'à Londres on a été fort surpris d'apprendre que Napier avait été créé *négociateur;* on était enchanté de savoir que l'affaire était conduite à sa fin; Napier y avait annoncé cette fin, mais sans envoyer *sa convention,* qui devait passer encore par les mains de Stopford. On aura donc été aussi agréablement surpris à Londres que nous l'avons été ici en apprenant à juger l'œuvre diplomatique du commodore. Ce que l'on ne savait pas trop s'y expliquer, c'était comment Stopford avait fait pour *deviner* des ordres qui ne pouvaient lui être arrivés de Londres qu'entre le 7 et le 9 décembre!

Nous chanterons la nuit prochaine le *Pax hominibus bonæ voluntatis;* c'est nous flatter, vous, moi et d'autres, parmi lesquels je compte M. Guizot.

30 décembre.

1589. Le sujet rebelle s'est soumis en demandant grâce à son Souverain. Le Sultan l'accordera en pardonnant au Pacha, et il poussera la générosité jusqu'à accorder à ses descendants l'hérédité dans le pachalik. Ce sera *le Sultan* qui aura fait

* Ce jour-là (15 décembre), eut lieu la cérémonie solennelle de la translation des restes de l'Empereur Napoléon à l'église des Invalides, à Paris. (*Note de l'Éditeur.*)



et qui fera tout cela, et non les quatre puissances; ce qui aura eu lieu entre le Sultan et les Cours, ce sera un échange de bons procédés; pour les secours prêtés par ces dernières, le Sultan, cédant à leurs sollicitations, accordera la réinstallation de Méhémet-Ali dans le pachalik et y ajoutera l'hérédité pour sa descendance!

C'est ainsi que les Cours croiront avoir servi et assuré l'indépendance du trône et l'intégrité de l'Empire ottoman.

Ce qui reste à faire, c'est de dissoudre le centre d'entente établi à Londres. Vous savez, mon cher comte, ce qu'à cet égard nous avons proposé.

Que devient l'isolement de la France? Le Sultan aura fini son affaire; Méhémet-Ali sera Pacha héréditaire en Égypte; l'affaire entre les parties se sera arrangée sous forme d'une question intérieure de l'Empire ottoman. La France voudra-t-elle s'isoler de ces résultats? Où est la *quadruple coalition?* Contre qui et contre quoi *assurera-t-on la paix?* Ne serait-ce pas contre le maintien de la paix elle-même?

Les directions du Cabinet français sont arrivées à Alexandrie en même temps que le message Stopford. M. Cochelet a conseillé à Méhémet-Ali de se soumettre au moment même où l'amiral le lui avait demandé au nom des quatre Cours. Les cinq Cours ont donc marché dans une même direction. Où est l'isolement?

Metternich à Apponyi. Vienne, 30 décembre.

1390. Je charge M. le comte de Münch de vous faire parvenir, par une occasion prompte, la dépêche ci-incluse à l'adresse de M. le ministre des affaires étrangères. M. le comte de Sainte-Aulaire lui fait passer un rapport de M. le comte de Pontois, apporté ici par une estafette du commerce. Comme M. de Sainte-Aulaire a bien voulu me donner connaissance de son contenu, et que la maison de banque qui a reçu l'estafette m'a donné la copie ci-jointe de la lettre de son correspondant de Constantinople, il est clair que la soumission, telle que vient de la consommer Méhémet-Ali, a eu lieu par suite de la

démarche qui, le 15 novembre dernier, avait été ordonnée à l'amiral Stopford.

Je m'attends à recevoir dans le plus bref délai la confirmation de ces données par un rapport de l'internonce. Il n'aura voulu me l'adresser que lorsque les représentants des quatre Cours se seront entendus avec le Divan. Cette entente ne saurait être douteuse, car les envoyés étaient munis d'instructions précises.

L'affaire est ainsi finie dans le Levant. Ce qui reste à faire encore devra se faire à Londres. A cet égard, la pensée de notre Cour y est pleinement connue, et elle sera adoptée, car il serait impossible qu'elle ne le fût pas, et elle aura pu être appréciée à Paris avant l'arrivée de la présente lettre.

LE CONFLIT TURCO-ÉGYPTIEN.

1391. Mémoire de Metternich. (Annexe d'une dépêche du 25 avril 1840, adressée au baron Neumann, à Londres.)

1391. *Dans quelle position se trouve placée aujourd'hui la question turco-égyptienne?*

C'est ce dont il s'agit de se rendre un compte exact, et pour y parvenir, il faut consulter les faits historiques.

La question turco-égyptienne se compose de trois éléments:

1° L'élément ottoman; 2° l'élément égyptien; 3° l'influence qu'exerce la politique européenne sur l'ensemble de la question.

Ad primum. L'Empire ottoman, qui est indubitablement réduit à un grand état de faiblesse et qui dès lors est en proie aux conséquences inhérentes à toute situation pareille, est menacé par Méhémet-Ali de dangers dont les uns portent sur le présent et d'autres sur l'avenir, et parmi lesquels je citerai pour le présent :

La privation des ressources qu'offrirait au Gouvernement ottoman la possession des pays placés sous la domination du Pacha d'Égypte;

La possibilité d'une attaque que les forces égyptiennes pourraient tenter d'un moment à l'autre contre la capitale de l'Empire, ou des conquêtes au nord du Taurus et sur la rive gauche de l'Euphrate ;

La déconsidération morale qui, aux yeux du peuple musulman, ressort nécessairement pour le Sultan de l'état actuel des choses.

Parmi les dangers pouvant se présenter dans l'avenir, je citerai :

L'impossibilité pour le Sultan d'arriver à un arrangement avec son vassal, et les charges qui en résulteraient alors pour la Porte ;

Les conséquences qui naîtraient pour l'Empire ottoman d'un mauvais arrangement entre les deux parties contendantes.

Pour notre part, nous regarderions comme mauvais tout arrangement par lequel l'Empire ottoman serait divisé en deux parts, dont l'une demeurerait sous l'autorité directe de la Porte, et dont l'autre serait placée sous le gouvernement héréditaire de la famille de Méhémet-Ali. Ce serait s'abandonner à une illusion que de vouloir chercher une garantie de sécurité pour la puissance ottomane dans des stipulations ayant pour objet de fixer les rapports entre le vassal et le Souverain d'un Empire ainsi partagé en deux parts qui, si elles devaient même être égales en étendue territoriale, ne le seraient point sous le rapport des forces morales et matérielles. Pour établir l'inégalité des forces entre le trône et le vassal, il suffit de connaître les ressources qu'offrent l'Égypte et la Syrie réunies, de les comparer à celles des domaines qui resteraient au Sultan, et de prendre en considération la situation géographique des pays dont se composeraient les deux lots, ainsi que l'extrême différence qu'à cet égard offrent la Turquie d'Europe, entourée de grands et puissants Empires, et les provinces asiatiques et africaines, qui n'ont pour limites que des déserts.

Chercher *dans le seul titre de la Souveraineté* le gage de la force d'un Souverain, ce serait se livrer à une tout aussi grave illusion, et ce n'est, d'un autre côté, ni dans le principe ni dans le fait de l'hérédité accordée à un vassal que peut se

trouver la garantie de la soumission de ce vassal, mais bien plutôt celle de sa future et complète émancipation.

Ad secundum. La question, considérée sous le point de vue de l'Égypte, ne renferme pas d'élément qui puisse servir de base à un calcul solide pour l'avenir. Méhémet-Ali peut à juste titre dire : L'Égypte, c'est moi ; le présent, qui est entièrement de ma création, c'est moi ; il en est autrement de l'avenir, car avec moi finira mon pouvoir ! — Telle est, à l'égard de la puissance égyptienne, la vérité et toute la vérité. Ni Ibrahim ni tel autre fils de Méhémet-Ali ne sera ce qu'est Méhémet-Ali, car il ne saurait l'être, fût-il même doué des qualités de son père, et ne fût-ce que parce qu'il aura des compétiteurs à un pouvoir que Méhémet-Ali concentre aujourd'hui entre ses mains, compétiteurs que le vieux Pacha n'a pas et qu'il ne sera pas en son pouvoir de ne point léguer à son successeur.

Ad tertium. Dans quelle position les puissances se trouvent-elles placées à l'égard du conflit turco-égyptien? Voici ce que nous regardons comme évident.

Nous sommes convaincus que les cinq grandes puissances désirent la conservation du trône et l'intégrité de l'Empire ottoman.

Les mêmes puissances sont-elles également d'accord sur l'interprétation des mots *intégrité de l'Empire ?* Nous ne le croyons pas. Si l'on applique ces mots au sol de l'Empire en opposition avec l'idée de cessions à faire à l'étranger, il y a uniformité de pensée entre les cinq puissances, tandis qu'il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit des concessions que le Souverain ottoman aurait à faire à son vassal. Celle de l'hérédité de l'Égypte, que quatre puissances sur les cinq et le Sultan lui-même se sont déclarés prêts à regarder comme convenable et suffisante, la cinquième puissance voudrait que cette concession s'étendît à l'hérédité de la Syrie.

Cette réunion de pays placés sous un même régime héréditaire couperait évidemment l'Empire en deux, et adjugerait au vassal la portion la plus forte de la véritable puissance.

Aussi n'est-ce pas sur ce terrain qu'il existe une divergence d'opinion avouée entre les cinq Cours. L'une d'entre elles

établit en principe que Méhémet-Ali ne cédera pas, et qu'elle ne reconnaît pas aux puissances les moyens pratiques nécessaires pour lui imposer la nécessité de restreindre ses prétentions dans des limites plus étroites que celles dans lesquelles il annonce vouloir se maintenir.

Il nous paraît que, relativement au premier point, la question n'est pas bien posée.

Méhémet-Ali est en possession de l'Égypte, de l'Arabie, de la Syrie, du district d'Adana et de l'île de Candie; possédant *pour la durée de sa vie* cette immense étendue de territoires, il en demande l'investiture *héréditaire*. C'est donc au Sultan et non à Méhémet-Ali que peut s'appliquer l'idée d'une concession à faire. Nul ne saurait concéder ce qu'il ne possède pas, et ce n'est pas Méhémet-Ali qui est en possession de l'*hérédité;* il la réclame du Sultan, qui seul a le droit de lui en accorder ou de lui en refuser la jouissance. D'un côté, nous voyons un Monarque matériellement faible, mais qui moralement est fort, placé en face d'un vassal, vieillard de soixante-dix ans, dont le pouvoir, qu'il ne possède que pour la durée de sa vie, est bien supérieur à celui de son Souverain, et qui réclame pour ce pouvoir l'avenir qui lui manque; la question et toute la question est donc là, et la preuve en est que si, par suite d'un refus du Sultan, la question ne pouvait se décider en faveur de la Porte, elle le serait tout aussi peu en faveur de Méhémet-Ali, celui-ci dût-il même rester dans la paisible possession de tous les territoires qui sont placés sous sa domination, mais seulement pour la durée de sa vie. A cet égard, il doit être permis au Cabinet autrichien de s'appuyer sur la manière dont il a défini, dans l'expédition à Constantinople du 18 mai de l'année dernière, le conflit entre la Porte et le Pacha d'Égypte : « La question, a-t-il dit, est une lutte entre le présent et l'avenir; or, dans un conflit de cette nature, la sagesse commande à Sa Hautesse de ne point compromettre l'avenir, mais de mettre à profit le présent pour régler l'avenir. » Ce qui en principe et de fait était vrai avant la bataille de Nézib, est encore vrai aujourd'hui.

Quant à la seconde question, c'est-à-dire celle de l'évalua-

tion des moyens que possèdent ou que ne possèdent pas les puissances pour imposer à Méhémet-Ali la nécessité de restreindre ses prétentions dans des limites plus resserrées que celles dans lesquelles il annonce vouloir se maintenir, nous ferons observer que même la prise en considération de ce côté principal de l'affaire ne saurait conduire à une solution pratique, si elle n'était basée sur celle de deux conditions préalables. Ces conditions sont :

1° Les cinq puissances sont-elles d'accord entre elles, ou ne le sont-elles pas sur la définition suivante?

Le conflit entre le Sultan et son vassal est de fait une lutte entre le présent et l'avenir, et par conséquent la recherche des moyens qui peuvent être utiles à l'existence de l'Empire et du Trône ottomans, dans le présent comme dans l'avenir, constitue le véritable objet d'une entente entre les puissances et la Porte.

2° Quels sont les moyens coercitifs matériels dont disposent la Porte et les puissances, soit pour assurer le présent en faveur de la Porte, soit pour sauver son avenir?

Dans la solution de ces questions se trouve en effet la seule chance qu'il puisse s'établir un accord entre les cinq puissances, ou, ce qui est la même chose, entre les Cabinets anglais et français; car les Cours d'Autriche, de Russie et de Prusse se sont déclarées prêtes à se placer pour leur part sur la ligne *la plus avancée* en faveur de la Porte, que voudront adopter les cinq puissances, tout comme elles seraient prêtes à marcher à quatre dans cette direction, sous la réserve cependant toute rationnelle de la possibilité que le but que les puissances se proposeraient d'atteindre, soit à cinq, soit à quatre, pût se présenter à l'esprit comme pouvant être effectivement atteint. Ceci posé, nous nous trouvons conduits tout naturellement à l'examen des différentes propositions qui ont été faites jusqu'à cette heure.

Relativement à une marche *à cinq,* le Cabinet français a tracé des limites à la part qu'il pourrait prendre à toute marche commune, et nous croyons d'autant moins devoir nous occuper dans ce moment de ces limites, que, même pour les

atteindre, ce Cabinet exclut l'emploi des *moyens coercitifs*, ce qui, à nos yeux, réduirait en pratique les cinq puissances et la Porte à un simple essai de négociation avec le Pacha d'Égypte, lequel essai assignerait à celui-ci le rôle *de la partie concédante*, rôle qui, selon nous, appartient *au Sultan*, et qu'il est d'une grande importance de lui conserver. Pour entrer à ce sujet dans notre pensée, il est évident qu'il faut se placer au point de vue que nous considérons comme dominant le conflit, et qui nous le fait envisager *comme une lutte entre le présent et l'avenir du Monarque ottoman, qui est en possession de l'avenir comme son vassal l'est du présent.*

Si les puissances se décident à marcher *à quatre*, il faut examiner les moyens dont elles disposent, pour convenir entre elles de cette marche, et nous établissons comme base de cet examen les propositions mises en avant par le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique, quoique cependant le nouveau travail qu'il nous a annoncé ne nous soit pas encore connu. Comme, au reste, les recherches auxquelles nous voulons nous livrer portent *sur l'emploi de mesures coercitives en général*, nous ne saurions entrevoir la nécessité d'attendre le nouveau travail pour nous expliquer.

Comme point de départ, nous énonçons, en principe, la conviction *que sans le concours des cinq puissances il serait impossible au Sultan de parvenir, même par voie d'arrangement, à borner les concessions qu'il ferait à la famille de Méhémet-Ali à l'hérédité du seul pachalik d'Égypte.*

La France se refusant à ce concours, ce qu'il nous importe d'examiner, c'est la sphère éventuelle *de l'action des quatre puissances, la France se bornant à se renfermer dans un rôle d'observation.* Or, plus nous sommes convaincus que ce qui, avec le concours des cinq Cours, serait facile à obtenir, exigerait de la part des *quatre* puissances un surcroît de mesures coercitives et dès lors de moyens matériels, plus il nous paraît important de passer à l'évaluation exacte et impartiale des moyens dont disposeraient, dans cette dernière hypothèse, les Cours de Grande-Bretagne, de Russie, d'Autriche et de Prusse.

Quelles sont les forces à employer contre Méhémet-Ali?

FORCES DE L'ANGLETERRE.

C'est dans sa convenance seule que l'Angleterre trouvera la mesure des forces navales qu'elle emploiera. Elle a deux calculs à faire, celui des forces nécessaires à une entreprise sérieuse et étendue, — elle peut le faire d'avance, — et celui des forces nécessaires pour observer la flotte française; la France seule peut donner la mesure de ce calcul, car seule elle peut, selon ses intentions futures, augmenter ou diminuer à volonté le nombre de ses vaisseaux.

L'Angleterre n'a dans la Méditerranée aucune troupe disponible pour un débarquement et pour des opérations subséquentes. Les îles Ioniennes, Malte et Gibraltar, n'ont que les garnisons nécessaires; c'est donc d'Angleterre qu'il faudrait les tirer.

L'Angleterre peut-elle attaquer l'Égypte par la mer Rouge? Il faudrait pour cela que le gouverneur général de l'Inde pût disposer des forces qu'exigerait cette opération. Il n'y a que le Gouvernement anglais qui puisse répondre à cette question.

FORCES DE LA RUSSIE.

La force de la flotte russe dans la mer Noire est connue, elle est entièrement disponible. L'Empereur Nicolas sera-t-il disposé à la faire sortir de cette mer, pour l'employer dans la Méditerranée?

L'Empereur peut, selon sa volonté et les intérêts de son Empire, déterminer le nombre des troupes qu'il voudrait employer en faveur de la Porte. Sa Majesté Impériale sera-t-elle disposée à donner à l'emploi de ses forces de terre une autre base d'opération que la mer Noire?

Il n'y a que l'Empereur de Russie qui puisse résoudre ces questions.

FORCES AUTRICHIENNES.

L'Autriche est toute disposée à marquer son attitude politique dans le conflit turco-égyptien par la jonction de son

escadre à la flotte anglaise; cependant, c'est un secours qui n'a d'autre poids que celui d'une force morale. Sa position de puissance toute continentale ne lui donne pas la possibilité de prendre une part d'un autre genre à des opérations de guerre actives contre l'Égypte.

La première condition qu'une politique sage impose à un grand État, c'est de ne pas mettre les moyens dont il dispose dans la dépendance de circonstances sur lesquelles il ne lui est pas donné d'exercer de l'influence, et de se mettre, pour ainsi dire, à la merci d'une autre volonté que la sienne.

L'Autriche, puissance continentale, ne peut donc pas faire une expédition d'outre-mer et ajouter ainsi à tous les hasards déjà inséparables de toute entreprise lointaine et maritime, les risques provenant d'un manque de moyens maritimes suffisants.

FORCES DE LA PRUSSE.

L'accession de la Cour de Prusse aux négociations qui ont lieu est une preuve de plus qu'à tout bien considérer, l'esprit de ces négociations n'a pas été celui de la guerre, car elle n'a aucun moyen de la faire en Orient. C'est donc par suite d'un désir sincère de paix pour l'Europe que la Prusse prend part à des affaires placées si loin de sa sphère d'action, et pour lesquelles ses forces matérielles n'ont d'autre poids que celui d'une valeur morale.

Il n'y a donc pour une guerre contre Méhémet-Ali que les forces suivantes à employer :

La flotte anglaise sans troupes de débarquement, ou pour le moins sans une armée nationale suffisante pour la conduite de grandes opérations de guerre sur le continent africain ou asiatique. La flotte devra se composer de deux divisions : l'une, égale à la flotte française, pour l'observer; l'autre, calculée sur la mesure des opérations maritimes que voudra entreprendre l'Angleterre contre les côtes de l'Égypte et de la Syrie.

La flotte russe de la mer Rouge et une armée russe plus ou moins forte, selon l'opération qu'elle aurait à faire, et qui

devrait être embarquée sur la flotte. La flotte russe sortira-t-elle de la mer Noire, et l'armée prendra-t-elle une autre base d'opération que cette mer? Ce sont des questions à résoudre.

L'escadre autrichienne enfin, qui agira de concert avec la flotte anglaise.

Examinons les opérations qu'il faudrait exécuter pour soumettre Méhémet-Ali, telles que nous admettons que l'Angleterre les propose *.

La coopération de la France rendrait toutes les opérations faciles, et le fait seul de cette coopération suffirait pour amener la soumission du Pacha.

Le défaut de cette coopération rend, au contraire, toutes les opérations difficiles.

L'Angleterre et la France savent toutes deux comment il faut attaquer et défendre l'Égypte; nous n'avons rien à leur apprendre sur un théâtre qui nous est étranger, et où toutes deux ont fait la guerre. L'Angleterre sait comment il est possible d'attaquer Alexandrie; elle sait le nombre de vaisseaux et la force armée qu'il faudrait employer pour prendre cette place; en supposant l'existence des forces nécessaires pour l'attaquer, et en supposant qu'elle soit prise, le sort de la guerre serait-il décidé? Méhémet-Ali n'aurait-il pas la faculté de se retirer au Caire? Ne posséderait-il pas tous les pays qui font sa force? Pourrait-on aller l'y attaquer? Oui, sans doute, avec une armée nombreuse.

Mais laissons là l'examen d'une éventualité pour laquelle manquent les premiers éléments, et demandons-nous quel résultat aurait la prise d'Alexandrie, si les opérations de la guerre devaient se borner à ce fait d'armes.

Si la prise et l'occupation de cette place ne suffisaient pas pour amener la soumission immédiate du Pacha, croirait-on

* D'après les moyens coercitifs proposés par lord Palmerston, les puissances maritimes devaient envoyer le plus tôt possible leurs escadres dans le golfe d'Alexandrette, menacer Ibrahim-Pacha sur ses flancs, gêner ses communications avec la Syrie et favoriser l'insurrection des habitants de ce pays; elles devaient aussi replacer l'île de Candie sous la domination du Sultan et enfin bloquer les côtes de la Syrie et de l'Égypte, ce qui porterait un coup sensible aux finances du Vice-Roi. (*Note de l'Éditeur.*)



alors avoir plus de moyens de l'obtenir par voie de négociation, et lui offrirait-on peut-être de lui rendre Alexandrie à condition qu'il évacuerait la Syrie? Mais un pareil traité lui donnerait une plus grande force morale que ne lui aurait donné son triomphe; supporter une rébellion couronnée par le succès, est une loi de nécessité qui ne la consacre pas; mais réintégrer le rebelle dans la possession du principal lieu de sa puissance après le lui avoir enlevé, ce serait consacrer soi-même l'acte de sa rébellion; ce serait une sorte de confirmation qui lui donnerait la puissance d'un droit reconnu de la manière la plus solennelle.

Non, il serait impossible de lui rendre Alexandrie après l'avoir pris; il faudrait donc achever la destruction du Pacha; et, dépourvu comme on le serait des moyens de le faire, il faudrait prolonger l'occupation défensive d'Alexandrie. Outre la destruction du commerce qu'y entretient l'Europe, n'y aurait-il pas dans cette occupation une cause de guerre entre la France et l'Angleterre, et quelles seraient pour l'Europe tout entière les conséquences de cette guerre? Ce n'est pas dans la forme d'un aperçu rapide que nous nous permettrons de les évaluer. Si l'entreprise contre Alexandrie devait échouer, et c'est là une éventualité qui mérite l'attention, parce que les moyens de défense de cette place ont été beaucoup augmentés et que la direction d'ingénieurs européens ne lui manquerait pas, la compromission pour les puissances deviendrait bien plus grande encore.

Il y a donc un principe de guerre inévitable dans l'action des quatre puissances à l'exclusion de la France, puisque le succès même de leurs opérations deviendrait la cause la plus certaine de cette guerre. Or, la guerre est en premier lieu ce que les puissances ont mis jusqu'à présent tous leurs soins à éviter.

OPÉRATION CONTRE CANDIE.

Lord Palmerston a insinué plusieurs fois l'idée d'une opération contre Candie, pour laquelle un corps de quatre mille

hommes de troupes autrichiennes pourrait suffire. L'Angleterre se chargerait de leur transport, et la Porte aurait à rembourser à l'Autriche les frais de l'expédition.

Mais la prise de Candie ne pourrait en rien contribuer à amener la soumission de Méhémet-Ali; la perte de cette île, même en supposant qu'il y perdît aussi le corps égyptien qui s'y trouve, ne diminuerait pas ses moyens de résistance. Tout ce qui regarde Candie n'atteint pas, en un mot, l'importance d'une *mesure coercitive.* L'attaque de Candie pour la replacer sous la domination turque, et sans en avoir d'avance stipulé les conditions, pourrait, d'ailleurs, exciter la nombreuse population grecque à résister.

Quatre mille hommes ne pourraient plus alors suffire à l'entreprise, qui d'ailleurs changerait de nature, car il ne s'agit pour les puissances que de faire cesser une guerre civile entre des musulmans, et l'Autriche ne voudrait pas se charger d'une opération qui pourrait exciter parmi des populations grecques une nouvelle révolte.

CHANGEMENT DE RÈGNE EN PRUSSE.

1392. Metternich à Trauttmansdorff, à Berlin (D.). Vienne, le 11 juin 1840. — **1393.** Metternich au Roi Frédéric-Guillaume IV de Prusse (Lettre). Vienne, le 11 juin 1840. — **1394.** Metternich à Trauttmansdorff, à Berlin (D.). Vienne, le 18 juin 1840. — **1395.** Le Roi Frédéric-Guillaume à Metternich (Lettre). Sans-Souci, le 21 juin 1840. — **1396.** Metternich à Trauttmansdorff, à Berlin (D.). Vienne, le 27 juin 1840.

1392. La nouvelle de la mort du Roi Frédéric-Guillaume III de Prusse, que Votre Excellence a envoyée par une estafette et qui est arrivée ici hier soir, a profondément affligé Sa Majesté l'Empereur, notre très-gracieux maître, ainsi que toute la famille impériale.

Ce sentiment, qu'éprouvent aujourd'hui tous les habitants de notre capitale, sera partagé par toute la population de l'Empire, car on se souvient dans toute l'Autriche des vertus

du Roi défunt, de son attachement au droit et au bien de l'humanité, de sa constante amitié pour l'Empereur que nous avons perdu et pour notre Souverain actuel, des efforts incessants et énergiques qu'il a faits de concert avec l'Autriche pour sauver l'Europe dans les funestes années 1813, 1814 et 1815.

A peine a-t-Elle été informée de cette triste nouvelle que Sa Majesté a immédiatement décidé d'envoyer au nouveau Roi un membre de la famille impériale, afin de lui donner ainsi une preuve éclatante de la part qu'Elle prend au malheur qui vient de frapper Sa Majesté Royale, et de lui offrir de la manière la plus directe les vœux sincères qu'Elle forme pour le bonheur et pour la longue durée du règne du nouveau Souverain.

Le choix de Sa Majesté est tombé sur Son Altesse Impériale l'Archiduc Albert, fils de l'Archiduc Charles, prince qui a déjà le bonheur d'être connu du Roi Frédéric-Guillaume IV et de toute sa famille, et qui sera auprès de toute la Cour de Prusse le fidèle interprète des sentiments qui règnent à la Cour impériale.

Votre Excellence voudra bien s'empresser d'annoncer à la Cour Royale l'arrivée de l'Archiduc, qui quittera Vienne demain à midi, et qui, par conséquent, suivra de près le présent courrier, et de prendre, relativement à la réception et à l'installation de Son Altesse Impériale, toutes les mesures indiquées par les circonstances et par votre expérience du service et de la Cour.

Metternich au Roi Frédéric-Guillaume IV de Prusse (Lettre). Vienne, le 11 juin 1840.

1393. Votre Majesté vient d'être appelée par la Providence à porter le poids de la couronne à laquelle sa naissance lui donne droit. Elle sera à la hauteur de sa tâche; Vous avez déjà su gagner la confiance générale; Vous saurez aussi la justifier. Ce n'est pas Votre Majesté que je félicite de son avénement au trône; c'est Votre Royaume qu'il convient de féliciter.

Si la mission du Souverain est difficile à toute époque, quelle qu'elle soit, elle l'est d'autant plus dans des circonstances

comme celles que nous traversons. Votre Majesté sait ce que j'entends par le mot régner; aussi j'ai l'intime conviction que les vues et les sentiments de Votre esprit et de Votre cœur sont pleinement d'accord avec les miens.

Votre Majesté sait quel respect et quel dévouement inaltérable j'avais voués au Roi qui n'est plus; ce Prince n'a jamais douté de moi, de même que j'ai toujours eu en lui une confiance absolue. Depuis plus de trente ans que je dirige les affaires de mon pays, j'ai toujours pris à tâche d'unir aussi étroitement que possible l'Autriche et la Prusse, qui sont le véritable centre de notre partie du monde. Cette tâche, je m'en suis acquitté dans la mesure de mes forces, ma conscience me le dit. À présent, cet héritage va passer à Votre Majesté; je sais ce que Vous avez toujours pensé de l'importance de cette succession. Que Votre Majesté daigne agréer l'assurance que je puise dans cette connaissance une force dont je sais apprécier toute la valeur.

Que Votre Majesté daigne me permettre de continuer avec Elle des relations qui, sous le Souverain défunt, me mettaient à même d'exposer librement mes vues. L'Autriche et la Prusse sont appelées à être les puissances conservatrices au point de vue européen comme au point de vue allemand. Il faut qu'elles s'entendent, car ce n'est qu'ainsi que de grands dangers pourront être conjurés. Aussi longtemps que le cœur est sain, il y a des chances de vie; or les deux États tiennent en Europe la place du cœur.

Que Votre Majesté daigne, en ce moment pénible et douloureux, accueillir avec bonté ces épanchements et agréer l'hommage du profond respect avec lequel je suis et reste

Le très-humble et très-obéissant serviteur de Votre Majesté,

Prince DE METTERNICH.

Metternich à Trauttmansdorff, à Berlin (D.). Vienne, le 18 juin 1840.

1394. Le jour du départ de l'Archiduc Albert pour Berlin, M. le comte de Maltzahn a reçu un courrier de sa Cour, por-

teur d'une lettre du Roi Frédéric-Guillaume IV à l'Empereur. Vous recevrez ci-joint la réponse de Sa Majesté Impériale, que vous voudrez bien faire parvenir à sa haute destination.

L'Archiduc aura été, je n'en doute pas, auprès du Roi et de son auguste famille, le fidèle interprète des sentiments que le décès du Roi Frédéric-Guillaume III a soulevés dans Leurs Majestés et leur famille, sentiments qui sont partagés par toutes les classes de notre population. C'est dans des circonstances pareilles que les sentiments populaires se montrent sous leur jour véritable. Celui qu'exprime notre population est le sentiment d'un regret unanime. Le feu Roi était connu et aimé ici; tout ce que nos pays renferment d'hommes bien pensants et franchement dévoués aux grands intérêts sociaux, — et le nombre en est grand, — se reposait avec une entière confiance sur l'esprit sage de ce Monarque; les anciennes idées de rivalité entre la Prusse et l'Autriche sont effacées et ont fait place au sentiment d'une parfaite sécurité dans les relations entre les deux États, ainsi que d'une confiance entière dans les bienfaits qui se rattachent à l'intimité de leurs rapports. Nos peuples sont calmes et réfléchis; non-seulement ils savent se rendre compte de ce qui est bien ou mal, mais ils ne se trompent pas sur les sources d'où découlent l'un et l'autre. L'époque glorieuse de la grande alliance européenne est encore présente aux esprits, et personne n'ignore la part qui, dans les succès qu'elle a obtenus, revient de droit à l'intimité des Monarques alors arbitres des destinées de l'Europe. En descendant dans la tombe, le dernier de ces Monarques semble avoir clos la plus grande époque de l'histoire moderne; notre public le sent, et grand est l'effet qu'a dû produire l'événement.

D'un autre côté, on connaît ici les sentiments du nouveau Roi, ce qui a inspiré à tout le monde ici une confiance anticipée. M. le comte de Maltzahn n'aura point manqué de rendre compte à sa Cour de ces diverses impressions, et à cet égard il n'a point couru le risque de tomber dans l'exagération.

Tout ce qui nous revient de Berlin justifie l'espérance que, pour ma part, j'avais fondée sur les hautes qualités d'esprit et de cœur du nouveau Roi. Sa piété filiale, sa bienveillance et

ses formes affables ont dû produire sur sa capitale, et devront produire sur son pays le premier bien duquel un Souverain doit être jaloux, celui de se placer au début de son règne sur un point de départ solide.

Veuillez, Monsieur le comte, porter la présente dépêche à la connaissance de M. le baron de Werther; je désire même qu'elle parvienne à celle du Roi. Si je ne sais point flatter les Princes, je tiens d'autant plus à les placer en face de la vérité, et je m'estime constamment heureux quand elle porte une couleur favorable.

Le Roi Frédéric-Guillaume IV de Prusse à Metternich (Lettre).
Sans-Souci, le 21 juin 1840.

1395. Mon très-cher prince, votre lettre, qui dit tant de choses dans sa concision antique, est un beau monument en l'honneur du Souverain tant aimé, tant respecté, dont nous pleurons la perte. Heureux qui peut, comme vous, réunir tant de cœur et tant de sang-froid! C'est le moyen sûr d'avoir toujours raison et de ne jamais faire fausse route. Je ne sens que trop que cette heureuse alliance de deux qualités opposées me fait défaut, car je ne puis me remettre du coup qui nous a terrassés, et ma situation m'apparaît comme un songe dont il me tarde de me réveiller.

Prendre la place d'un Souverain tel qu'était le Roi défunt, c'est une tâche dont on peut à peine mesurer les difficultés à l'étranger.

Qu'elle est émouvante et grandiose, la manière dont la main de Dieu a conduit notre bien-aimé prédécesseur à travers la vie! Sa passion d'agir en vue du bien *sans en avoir l'air,* et, d'un autre côté, les destinées tristes ou glorieuses que Dieu lui a fait traverser, la constante humilité avec laquelle il lui a toujours rapporté à lui seul le bonheur et les malheurs qui ont marqué sa carrière, la gloire que le Ciel a répandue sur les années de son règne, tout cela, on le connaît au dehors comme à l'intérieur; dans les autres pays de l'Europe comme ici, on peut transmettre, gravés sur des tables de marbre, ces faits à

la postérité. Mais l'impression que les vicissitudes d'un règne de quarante-trois ans, agité au début par les plus effroyables tempêtes et couronné par la paix la plus longue et la plus féconde dont l'histoire fasse mention, l'impression que ce règne toujours simple, toujours étranger aux artifices du métier, fait sur le peuple, sur toutes les classes, sur les bons et les méchants, nul ne la connaît, à moins d'avoir grandi sous cet heureux Gouvernement et d'avoir puisé en lui sa force vitale. Plaignez-moi donc, mon cher prince, car je mérite de l'être.

Ce n'est pas que je ne reconnaisse qu'il y a encore bien des choses à faire, à exécuter, à achever; ce n'est pas que je manque d'énergie, surtout quand il s'agit d'unir mes efforts à ceux de l'Empereur d'Autriche, pour assurer la force et la grandeur de notre chère patrie allemande et pour créer ainsi, au cœur de l'Europe, une entente et une unité fécondes, contre lesquelles les vents contraires, de quelque côté qu'ils pussent venir, et les orages seraient impuissants. Mais ce qui me manquera toujours, c'est ce dont il était sûr d'avance, c'est-à-dire l'approbation enthousiaste de son peuple, qui avait la certitude que ce Souverain, aussi riche d'expérience que d'années, n'entreprenait jamais rien qui ne fût mûrement et froidement réfléchi. Avouez, mon cher prince, que j'ai raison.

Je remets tout entre les mains de Dieu. Vous, mon cher prince, vous n'appartenez pas à l'Autriche seule. Le fils du Roi de Prusse croit avoir des droits sur vous; aussi ne manquerai-je pas de vous regarder comme mon conseiller et mon ami, et de vous traiter comme tel, à moins que vous ne me fassiez entendre que vous ne voulez être ni l'un ni l'autre.

Adieu, cher prince; merci pour la belle et touchante lettre que vous m'avez écrite, pour l'amitié que vous éprouviez pour mon regretté père, pour l'affection dont vous m'avez déjà donné tant de preuves, et sur laquelle je compte tout particulièrement. Peut-être Dieu vous bénira-t-il comme il a béni mon père, pour le salut de l'Allemagne et de l'Europe.

Recevez, cher prince, l'assurance des sentiments d'amitié, d'estime et de confiance qu'a pour vous votre dévoué

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

Metternich à Trauttmansdorff, à Berlin (D.). Vienne, 27 juin 1840.

1396. Certainement on ne pourra jamais ériger un plus beau monument à la mémoire du Roi défunt que celui qu'il s'est élevé lui-même dans les paroles qui ont été publiées le 18 juin de l'année dernière *.

Il s'est peint dans ces quelques mots tel qu'il était; c'est précisément la manière simple et touchante dont il l'a fait qui est une garantie de l'exacte ressemblance du portrait; de même elle explique l'impression profonde et générale que ces paroles vraiment royales produisent partout où on les entend.

Pénétré avant tout de la crainte de Dieu et animé de profonds sentiments religieux, dévoué au bien de son peuple et de ses enfants comme un vrai père, ferme quand il le fallait, extraordinairement clairvoyant en matière de haute politique, tel s'est montré Frédéric-Guillaume III pendant un règne de plus de quarante ans; c'est par ces qualités qu'il a réussi à sauver sa chère patrie des tempêtes les plus effroyables et des malheurs les plus profonds, et qu'il a pu léguer son Royaume à son successeur en le laissant plus grand, plus puissant et plus heureux qu'il ne l'avait jamais été auparavant.

Les actes par lesquels il est arrivé à ce glorieux résultat ont été accomplis au vu de tous; quant à la clef de sa conduite, c'est-à-dire les sentiments nobles et purs qui la lui ont dictée, elle est dans les documents du 1er décembre 1827; c'est là que les contemporains et la postérité trouveront le monument de la gloire du Roi, ainsi que la glorification du principe monarchique bien entendu dans tout l'éclat de son développement.

* Dans son testament du 1er décembre 1827, qui fut publié dans le *Moniteur officiel* de la Prusse par suite d'un ordre de Cabinet (du 17 juin) du Roi Frédéric-Guillaume IV. (*Note de l'Éditeur.*)

Pour nous autres Autrichiens, il y a dans ces dernières volontés du Roi quelque chose de particulièrement touchant, à cause de l'analogie que nous trouvons, même sous ce rapport, entre la manière de voir et la manière d'agir de l'immortel Empereur François et celle du Roi Frédéric-Guillaume III. Chez ce dernier comme chez notre regretté Souverain, l'amour qu'il portait à son peuple, la reconnaissance des services qui lui avaient été rendus dans toutes les branches de l'administration, les vœux qu'il formait pour le salut et le bien de la patrie ont été l'objet de ses dernières pensées; de même que les deux Souverains se ressemblaient dans la vie par des principes communs, par des destinées pareilles, par l'amour et le respect que chacun d'eux avait su inspirer à tous, de même ils se sont rencontrés jusque dans la mort par la manifestation des plus nobles sentiments, et cette dernière analogie a vraiment de quoi surprendre.

Si quelque chose peut consoler d'une perte comme celle que la Prusse vient de subir, ce sont assurément les garanties de sécurité que présente le caractère du Roi actuel, qui est connu depuis longtemps déjà, ainsi que tout ce qu'il a dit et fait depuis son avénement au trône.

Par l'ordre de Cabinet du 17 juin, le Roi s'est identifié avec les principes et les sentiments de son défunt père, qui ce jour-là même étaient révélés à tous; dans cette déclaration, faite à une heure aussi solennelle, la Prusse ainsi que l'Europe trouvent un motif d'espérer la réalisation de tout ce qui est juste et bien. En effet, quelles que soient les destinées que la divine Providence réserve encore à notre partie du monde, elles trouveront la Prusse, un des plus solides appuis du système politique actuel, prête à toute éventualité, et cette puissance trouvera dans le contentement du peuple, dans son union avec son Souverain, dans une administration sage et régulière à tous les égards, des éléments de sérieuse résistance contre toute attaque et tout danger.

LE TRAITÉ DE JUILLET ET L'ISOLEMENT DE LA FRANCE.

1397. Metternich à Apponyi, à Paris (E. D.). Kœnigswart, le 4 août 1840. — **1398.** Circulaire de Metternich aux missions impériales en Allemagne et en Italie. Kœnigswart, le 27 août 1840. — **1399.** Metternich à Apponyi, à Paris (E. D.). Vienne, le 23 octobre 1840. — **1400.** Courtes observations de Metternich pour Sainte-Aulaire (Annexe du nº 1399). — **1401.** Metternich à Apponyi, à Paris (E. D.). Vienne, le 23 octobre 1840.

1397. .....Au mois de mai de l'année dernière, nous avons conseillé au Sultan Mahmoud de ne point engager la lutte avec Méhémet-Ali. Le résultat de la bataille de Nézib a prouvé que Mahmoud a eu tort de n'avoir point suivi notre conseil.

Le sort une fois jeté, et cela bien malgré nous, nous avons voué nos soins les plus actifs à amener entre les puissances chrétiennes une entente sur la base des principes qui servent de guide à nos vues politiques dans tout ce qui regarde l'Empire ottoman. Nous avons formulé ces principes, qui se résumaient dans la ferme détermination que nous avions prise de consacrer nos efforts au soutien du Trône ottoman sous la dynastie régnante, ainsi qu'à la conservation de l'intégrité et de l'indépendance de l'Empire ottoman. Les quatre Cours auxquelles nous avons communiqué cette déclaration se sont non-seulement prononcées dans un sens identique, mais la Cour de France elle-même s'est tellement identifiée avec notre pensée, qu'elle l'a formulée à Londres, à Saint-Pétersbourg et à Berlin sous la forme d'une proposition lui appartenant en propre.

La conséquence naturelle de cette uniformité de vues entre les cinq grandes puissances chrétiennes a dû être d'en faire part à la Sublime Porte. Cette démarche a eu lieu au moyen de la note collective que les représentants de ces Cours à Constantinople ont adressée au Divan le 27 juillet 1839*.

* Cette note fut rédigée par l'amiral Roussin au palais de la Porte, en présence des représentants des cinq Cours, et remise à la Porte immédiatement après avoir reçu sa forme définitive. Elle était ainsi conçue :

« Les soussignés ont reçu ce matin de leurs Gouvernements respectifs des

Vous connaissez trop bien, Monsieur l'ambassadeur, les efforts que, pendant le cours de l'année qui vient de s'écouler, notre Cabinet n'a cessé de faire pour réunir les quatre autres Cours dans une même marche, pour que j'aie besoin d'entrer à cet égard dans une analyse plus particulière. J'en dirai autant des difficultés que nous avons rencontrées. Elles nous engagèrent, au mois de novembre de l'année dernière, à adopter pour notre compte une position nouvelle. En admettant comme possible que les Cabinets, malgré l'uniformité acquise *dans l'énoncé du principe,* ne fussent néanmoins pas d'accord à l'égard *de l'action,* nous déclarâmes que dans cette extrémité (et uniquement dans cette extrémité) notre parti était pris, qu'alors nous conserverions notre pleine liberté, et que nous refuserions notre participation à tout accommodement forcé entre le Sultan et un vassal qui menaçerait de destruction l'Empire ottoman. En manifestant cette détermination, nous y liâmes la proposition d'une déclaration que les Cours chrétiennes adresseraient dans ce cas au Pacha d'Égypte dans le but de l'avertir que, s'il devait jamais outre-passer les limites que lui assurerait son arrangement avec la Porte, ce ne serait pas à la Porte abandonnée à elle-même qu'il aurait affaire, mais au Sultan soutenu par ses alliés!

Les difficultés que rencontra également l'adoption de ce nouveau système vous sont connues, Monsieur l'ambassadeur. La discussion s'était engagée entre les Cours de Londres et de Paris, sur l'existence ou la non-existence de moyens de coercition suffisants pour engager Méhémet-Ali à modérer ses prétentions. Le Cabinet anglais, tout en rendant justice au principe qui avait guidé notre pensée, déclara qu'il ne saurait admettre l'hypothèse où les Cours se renfermeraient dans un rôle pure-

instructions, en vertu desquelles ils ont l'honneur d'informer la Sublime Porte que l'accord sur la question d'Orient est assuré entre les cinq puissances, et de l'engager à suspendre toute détermination définitive relativement aux propositions faites par le Vice-Roi d'Égypte sans leur concours, en attendant l'effet de l'intérêt qu'elles lui portent.

« PONSONBY, BOUTENIEFF, ROUSSIN,
STURMER, KOENIGSMARCK. »

(*Note de l'Éditeur.*)

ment passif, et en exprimant cette confiance, il fit la remarque très-juste qu'il était bien plus avantageux de faire aujourd'hui des efforts que, dans le système prévu, il faudrait toujours faire, à la vérité à une époque plus avancée, mais soumise à toutes les chances de l'incertitude. Le Cabinet français ne nous répondit pas, et tout en manifestant l'intérêt sincère qu'il porte à l'existence de l'Empire ottoman, il finit par décliner sa participation à toute action, même pour le cas prévu par nous.

Les pourparlers entre les plénipotentiaires des cinq Cours continuèrent à Londres. La Porte fut invitée à y envoyer de son côté un fondé de pouvoir. Dans tout le cours de cette longue négociation, nous avons invariablement manifesté le vœu qu'un accord entre les cinq Cours chrétiennes puisse s'établir; la démarche que notre plénipotentiaire a faite en dernier lieu envers M. l'ambassadeur de France à Londres fournit une preuve nouvelle de ce fait. Ce n'est ni l'Autriche, Monsieur le comte, ni aucune autre Cour qui a voulu lier la partie à quatre; c'est la France qui a refusé de s'associer à une action commune aux cinq Cours.

Chaque Gouvernement est libre dans le choix de sa marche, et nous sommes les premiers à respecter cette liberté. Nous poussons même si loin ce sentiment, que nous ne reconnaissons à aucun Gouvernement le droit de s'ériger en juge du parti auquel d'autres Gouvernements croient devoir s'arrêter. Le Cabinet des Tuileries a déclaré qu'il lui était impossible de s'associer à une action matérielle quelconque contre le Pacha d'Égypte. Les quatre autres Cours ont, de leur côté, le sentiment qu'en laissant le Sultan livré à sa seule faiblesse, son Trône et son Empire périraient. Elles se sont dès lors entendues sur la base d'une action commune.

Telle est l'histoire de la négociation à Londres, et que faut-il en conclure, si ce n'est qu'entre la France, d'une part, et les quatre Cours, de l'autre, il y a dissentiment quant à la possibilité d'une action? De ce fait il ne ressort d'insulte pour personne. Il peut en résulter de la gêne politique; mais dans les affaires de ce monde, quelle question n'en renferme pas?

La France a un beau rôle à jouer dans le moment actuel.

Libre dans son attitude, elle est plus que d'autres à même de démontrer à Méhémet-Ali que son intérêt exige qu'il assure son avenir dans les limites compatibles avec l'existence de la Porte Ottomane ; et ce n'est pas sur des phrases que repose la vie des Empires. Méhémet-Ali prétend que sa force est celle du Sultan. Admettons, par impossible, qu'il croie à ce qu'il avance, sera-t-il immortel? et l'Empire une fois partagé à perpétuité, et ce partage se trouvant surtout consacré par l'assentiment explicite des puissances de l'Europe, quel sera, sous le régime de *maires du palais aussi puissants,* le sort de l'Empire ottoman? Méhémet-Ali et ses successeurs héréditaires seraient en réalité les maîtres de plus de la moitié du territoire ottoman et disposeraient de ressources qui, réunies en une seule main, dépasseraient dans une mesure incalculable celles qu'aurait le Sultan ; enfin ils tiendraient les clefs des approches de Constantinople, et disposeraient ainsi à leur gré de l'existence d'une puissance qui déjà est descendue à un échelon si inférieur de puissance !

Mais ce cas, Monsieur l'ambassadeur, ne l'avons-nous point, pour notre part, effleuré au mois de novembre dernier? N'avons-nous pas déclaré ce qui en pareil cas nous semblait avoir la valeur d'une condition de salut pour ce dernier reste de l'Empire ottoman et pour le maintien indispensable de la paix de l'Europe? C'était, — avons-nous dit, — de donner à Méhémet-Ali la certitude que, s'il voulait encore étendre ses conquêtes, il aurait contre lui l'Europe entière. Si l'on voulait engager la Porte à concéder aujourd'hui au Pacha d'Égypte l'hérédité de la moitié de son Empire et n'opposer aucune barrière à ses envahissements ultérieurs, alors il serait plus simple d'en finir d'un seul coup, en plaçant la famille égyptienne sur le trône de Constantinople. Or, comme certainement l'Autriche n'interviendrait pas dans une pareille œuvre de destruction et de trouble général, et qu'elle se réserverait le choix de l'attitude qu'elle aurait à prendre dans un avenir plus ou moins rapproché, il est naturel qu'elle doive préférer à un état de choses aussi indéfinissable au point de vue d'une saine politique, un ordre de choses plus admissible.

Cet exposé de notre pensée, Monsieur l'ambassadeur, qui est en même temps celui de notre conduite, et dans lequel je récapitule les phases par lesquelles les pourparlers entre les puissances ont passé jusqu'à ce jour, est de tous points conforme à la vérité historique. En quoi donc les faits peuvent-ils motiver le mouvement que le Cabinet français semble vouloir imprimer au pays? Je vous avoue que je ne puis me l'expliquer, parce que j'exclus de mes calculs l'existence d'une prétention aussi inadmissible que le serait celle que l'Europe devrait subordonner à des convenances isolées un intérêt général aussi prédominant que l'est pour elle la conservation du Trône ottoman et celle de l'Empire turc, sous l'égide de ce trône. Aussi sommes-nous fermement persuadés qu'une prétention de ce genre ne saurait exister nulle part, d'abord parce qu'il serait même impossible de la formuler, puis parce qu'elle ne viserait à rien moins qu'à nier l'indépendance des États dont se compose le corps social européen, et à exiger d'eux qu'ils aillent jusqu'à faire abstraction de leur intérêt direct! Une telle prétention, Monsieur l'ambassadeur, ne saurait être regardée comme possible, car elle serait absurde, et l'absurde est un élément auquel il est difficile de réserver une place dans les calculs d'aucune puissance.

Au moment où vous nous avez rendu compte des impressions du Gouvernement français, il ne connaissait pas encore le détail de l'arrangement du 15 juillet dernier. Je suis, pour ma part, surpris, je l'avoue, qu'il ne se soit pas dit qu'une transaction à laquelle notre Cour croit pouvoir s'associer ne saurait rien renfermer de contraire aux principes politiques qu'elle professe, ni d'exagéré dans les prétentions. En quoi les idées portées à la connaissance de M. l'ambassadeur de France à Londres au mois de mai dernier par le plénipotentiaire autrichien, différaient-elles de celles qu'à une époque antérieure le Cabinet français avait lui-même mises en avant? Dans ces idées — et l'Autriche se les est appropriées tout comme la France s'était approprié la déclaration des bases énoncées par notre Cour en l'été 1839, — a-t-il été question de la destruction de Méhémet-Ali ou de celle de sa famille? Non,

Monsieur l'ambassadeur; ce dont il s'agissait et ce dont il s'agit encore, c'est d'empêcher que le Trône ottoman ne croule, et que l'Empire ottoman ne soit partagé, ni sous le titre spécieux d'un vasselage héréditaire, comprenant plus de la moitié de son territoire, ni par un partage entre les puissances, résultat immanquable de la chute du Trône ottoman! Telles étaient alors, telles sont aujourd'hui et telles seront invariablement les vues de notre Cour. Elles sont simples, et par là même elles sont à la portée de tout le monde; jusqu'ici, rien ne nous prouve que le Gouvernement français les ait jamais interprétées différemment.

Ce dont il s'agit aujourd'hui est conforme à ce qui a été énoncé de tout temps. Il s'agit de conserver l'Empire ottoman, et qui veut la chose doit en vouloir les moyens. Pour assurer ce but, autant que la prévoyance humaine et les facultés des Cours chrétiennes le peuvent, il faut scruter à fond les besoins du présent et ne pas fermer les yeux sur ceux de l'avenir. Nous avons fait l'un dès le début de l'affaire; nous avons fait l'autre au mois de novembre dernier.

Faute d'une action sur Méhémet-Ali, l'époque actuelle s'écoulerait sans qu'on pût arriver au but; faute d'une action prévue et arrêtée, qui renferme le Pacha d'Égypte et ses descendants dans des limites de paix et de soumission à l'autorité supérieure, non-seulement l'avenir serait compromis, mais le Trône ottoman s'écroulerait du consentement même des puissances. Cette double inaction ne saurait répondre à notre sentiment politique, dont l'expression la plus simple se résume dans les termes suivants : *la conservation du Trône, l'indépendance et l'intégrité de l'Empire ottoman!* Si, en choisissant cette ligne de pensée politique, nous devions nous être trompés, il faudrait avant tout nous le dire. Or, c'est ce que jusqu'ici personne n'a fait; au contraire, toutes les Cours se sont déclarées d'accord avec notre base politique.

Circulaire de Metternich aux missions impériales en Allemagne et en Italie.
Kœnigswart, le 27 août 1840.

1398. En apprenant qu'une convention avait été signée à Londres le 15 juillet dernier, dans le but de venir au secours du Sultan contre les agressions du Pacha d'Égypte, l'Europe a compté les signatures de cet acte et n'y a point trouvé celle de la France. Cette circonstance a dû frapper le public, et il a cru pouvoir en inférer que cette puissance se maintenait sur une ligne de politique opposée à celle sur laquelle les quatre autres puissances chrétiennes ont cru devoir se placer.

L'inquiétude du public européen a encore augmenté en lisant les journaux français, et surtout lorsqu'il a vu le Gouvernement français prendre des mesures qui décelaient de l'humeur, de la méfiance, et la prévision d'une guerre générale.

Plus l'opinion est agitée, plus je crois important de mettre les représentants de l'Empereur, notre auguste Maître, sommairement au fait de l'affaire d'Orient, des phases qu'elle a parcourues et de sa position dans le moment actuel. Cette connaissance, en vous éclairant individuellement, vous fournira des armes pour rectifier les notions erronées, pour calmer des appréhensions qui, sans être tout à fait dénuées de fondement, sont cependant bien loin d'être réelles dans l'étendue que leur assigne l'imagination du public.

Depuis la note collective adressée au Divan le 27 juillet 1839, par conséquent il y a un an, pour engager la Porte à ne pas traiter isolément avec Méhémet-Ali et à attendre les conseils et l'appui que les cinq grandes puissances chrétiennes offriraient au Sultan, la Porte attendait avec résignation, mais impatiemment, le résultat de ces promesses, et les puissances, de leur côté, avaient envoyé à Londres des plénipotentiaires chargés de discuter avec le Cabinet anglais les bases d'un arrangement qui, en réglant l'appui que les Cours accorderaient à Sa Hautesse, indiquerait en même temps la mesure des concessions que la Porte, d'après le sentiment des puissances ses amies, pourrait faire au Vice-Roi sans danger mani-

feste pour l'intégrité et l'indépendance de l'Empire ottoman. Le premier projet qu'il s'agissait de discuter était l'ouvrage du principal secrétaire d'État britannique. Connu du Cabinet des Tuileries et rejeté par lui comme inexécutable, ce plan de pacification avait subi plus d'un amendement; il avait même été modifié au point de ne plus offrir que de légères différences avec des conditions avancées quelques mois auparavant par la France elle-même, et cependant le Cabinet des Tuileries, qui n'a jamais varié dans sa détermination de refuser sa sanction et son concours à tout projet dont l'exécution entraînerait l'emploi de mesures coercitives, n'accepta point le projet ainsi modifié.

Le système que la France a constamment cherché à faire prévaloir, était de laisser la Porte s'arranger directement avec Méhémet-Ali, ou, ce qui est équivalent, de laisser se consommer le partage de l'Empire ottoman en deux grandes fractions dont la plus grande et la plus riche aurait passé *héréditairement* à la famille du Pacha d'Égypte.

L'Autriche, et avec elle la Prusse et la Russie, sans se dissimuler l'immense difficulté de combiner une action suffisante pour réduire Méhémet-Ali à la soumission, sentait toutefois qu'abandonner le Sultan à ses seules forces et aux exigences insolentes du vassal rebelle serait l'arrêt de mort de l'Empire turc, dont la chute ébranlerait l'Europe entière. Les trois Cours résolurent donc de chercher de concert avec le Cabinet anglais, et sur les bases proposées en dernier lieu à l'acceptation du Cabinet français, un plan qui fût de nature à réaliser les engagements pris dans la note collective du 27 juillet 1839.

Lord Palmerston aurait vivement désiré pouvoir y associer la France, et ce désir était sincèrement partagé par les autres puissances, qui ne se cachaient pas que Méhémet-Ali, assez audacieux peut-être pour résister à l'attitude commune des quatre Cours et de la Porte, plierait indubitablement devant l'accord manifesté des *cinq*. Ce n'est qu'après des efforts répétés, mais infructueux, que les quatre Cours se sont décidées à essayer de faire ce à quoi la cinquième se refusait obstiné-

ment. Mais ici encore il se présentait de bien grands obstacles, et qui longtemps ont dû paraître insurmontables. J'aurais trop à faire s'il me fallait vous tracer ici le tableau de ces difficultés, inhérentes à la question elle-même.

Une convention a été signée à Londres le 15 juillet; elle est, à l'heure qu'il est, ratifiée par les Cours signataires et est en cours d'exécution.

La France, qui, au su de l'Europe entière, a pris part aux négociations de cette importante affaire, ne figurant pas au bas de l'arrangement qui est destiné à la terminer, il est naturel que l'attention générale s'attache à cette circonstance. Le Gouvernement français a eu l'air d'y voir une offense, et plus encore, il a rêvé une ligue des quatre puissances contre la France. Et cependant jamais l'idée d'offenser la France ni de former une ligue contre elle n'a pu entrer dans la pensée d'aucun des Cabinets signataires. La presse française, comme toujours, a envenimé les questions; d'imprudentes paroles ont soulevé les passions et lâché la bride à l'esprit de parti, et, pour comble de légèreté, quelques mesures prises en vue de certaines éventualités, entre autres, des préparatifs de guerre faits avec ostentation, sont venues rappeler au public européen la possibilité d'une guerre générale.

En voilà assez, Monsieur...., pour expliquer et même pour justifier en quelque manière l'alarme répandue dans le public. Et cependant j'ai la persuasion que ce moment de crise passera comme tant d'autres sans allumer une guerre pour laquelle le prétexte même fait défaut. Aucune puissance en Europe ne la veut, et la France, malgré l'attitude à demi menaçante qu'elle a prise, a plus que tout autre pays de bonnes raisons pour redouter la guerre. J'aime à croire que son Gouvernement, quoique issu d'une opposition avancée, reviendra à des idées plus saines, et que, le premier moment d'irritation passé, il se résoudra même à s'associer à une œuvre de pacification dont il peut bien considérer l'exécution comme impraticable, mais dont il a, vingt fois pour une, reconnu lui-même la légitimité.

Ce qu'il faut craindre, c'est que les esprits infernaux ayant été imprudemment évoqués, ils ne soient difficiles à conjurer,

et ne fassent dégénérer une question toute politique en une affaire de propagande révolutionnaire. Voilà le principal, le seul véritable danger; car une guerre politique est aujourd'hui impossible, et une guerre de principes menace la France bien plus immédiatement que les Gouvernements conservateurs. L'Europe, en tout état de cause, trouvera toujours l'Autriche à son poste, et à la tête de la défense des principes conservateurs *.

Metternich à Apponyi, à Paris (E. D.). Vienne, le 23 octobre 1840.

1399. ...Vous trouverez ci-joint (n° 1400) quelques paroles que j'ai consignées entre les mains de M. le comte de Sainte-Aulaire ** ; ce sont des idées qui n'ont pas la valeur de pro-

* Le traité de juillet (qui a été souvent publié), conclu à Londres, le 15 juillet, par l'Autriche, l'Angleterre, la Prusse et la Russie avec la Porte, dans le but de rétablir la paix dans le Levant, se compose de quatre actes séparés, qui sont : 1° la convention proprement dite, aux termes de laquelle les quatre puissances protectrices s'engagent à coopérer à la réalisation des propositions d'accommodement faites par le Sultan; 2° un acte séparé relatif à ces propositions d'accommodement, notamment à l'offre faite par le Sultan de consentir à ce que le Gouvernement du pachalik d'Égypte appartienne à Méhémet-Ali à titre héréditaire, et que celui d'Acre lui soit concédé à titre viager, moyennant acceptation par ce dernier, acceptation qui devra avoir lieu dans un délai déterminé, à la condition qu'il évacuera immédiatement les parties de territoires occupées par lui et non comprises dans la démarcation ci-dessus, et qu'il rendra la flotte turque; 3° un protocole réservé, en vertu duquel le concours éventuel des puissances protectrices est assuré aussi après la ratification du traité; enfin 4° un protocole aux termes duquel la Porte accorde aux bâtiments de guerre légers des pavillons amis le droit de franchir les Dardanelles dans l'intérêt du service diplomatique.

(*Note de l'Éditeur.*)

** Cette pièce est la réponse à une dépêche adressée par Thiers à Sainte-Aulaire, le 9 octobre, dépêche dont celui-ci avait remis une copie au prince de Metternich. Ajoutons quelques éclaircissements sommaires pour faciliter l'intelligence des faits, et surtout pour combler la lacune chronologique qu'on peut constater entre le document du 27 août (n° 1398) et celui du 23 octobre (n° 1399). Le lecteur a vu par la lettre confidentielle de Metternich à Apponyi (n° 1387) que Rifaat-Bey avait été envoyé à Alexandrie, auprès de Méhémet-Ali, avec les propositions d'accommodement du Sultan, propositions fixées par le traité de juillet. Rifaat-Bey ne put s'acquitter de sa mission que le 16 août, attendu que Méhémet-Ali resta jusqu'à ce jour dans le Delta, où l'envoyé français comte Walewski était venu le trouver. Vu

positions, et auxquelles je n'attache pas même celle d'une rédaction. Ne pouvant douter que M. l'ambassadeur de France aura transmis mes paroles à Paris, je crois utile d'y joindre quelques réflexions au moyen desquelles vous saisirez mieux les considérations qui m'ont servi de guide en les émettant.

Vous verrez que j'établis en thèse que dans toute marche qui a pour but la conciliation, il est avant tout d'une nécessité indispensable de se placer *en face des faits*. Ce n'est pas dans les voies de la polémique que l'on peut se rencontrer dans les affaires complexes; il faut les simplifier, et le meilleur moyen pour cela, c'est la pure admission *des faits*.

Les faits qu'il faut admettre sont les suivants :

1° Les cinq puissances sont d'accord sur le principe. Elles veulent conserver la Porte Ottomane dans son indépendance et son intégrité. Ce principe implique la nécessité que la paix

les termes dans lesquels était conçue la demande de la Porte, le Vice-Roi repoussa les propositions du Sultan, bien que la flotte anglaise, forte de douze vaisseaux de ligne, à laquelle s'était jointe une escadre autrichienne sous le commandement du contre-amiral Bandiera, fût en route vers la côte d'Égypte et celle de Syrie. Le 26 août expirait le délai de dix jours accordé à Méhémet-Ali. Rifaat-Bey, accompagné des consuls des quatre puissances, demanda la réponse promise. Elle fut encore négative. Lorsqu'enfin, le 5 septembre, Rifaat-Bey reparut avec les quatre consuls devant le Vice-Roi, pour lui demander son dernier mot, Méhémet-Ali répondit dans les termes de la convention arrêtée avec le comte Walewski : « Qu'il acceptait avec reconnaissance la possession de l'Égypte à titre héréditaire, mais que, pour le reste des territoires qui étaient actuellement entre ses mains, il s'en remettait à la générosité du Sultan. » Rifaat-Bey arriva le 8 septembre à Constantinople, avec la réponse de Méhémet-Ali. Reschid-Pacha convoqua les représentants des quatre puissances, pour les instruire de la marche que la Porte comptait suivre ultérieurement. Le 14, la Porte déclara Méhémet-Ali, vu la non-acceptation des concessions que le Sultan avait bien voulu lui faire et que Rifaat-Bey lui avait fait connaître, non-seulement déchu de la possession héréditaire de l'Égypte, mais encore du droit de gouverner ce pays à titre temporaire. Le firman de destitution fut communiqué le 21 septembre par les quatre consuls au Vice-Roi. Ils retirèrent leurs pavillons et mirent à la voile le 23 septembre. Thiers vit dans cette démarche violente de la Porte le commencement d'une nouvelle phase du conflit turco-égyptien, et en prit occasion pour s'exprimer sur ce sujet dans la dépêche du 9 octobre, mentionnée ci-dessus; il écrivit notamment ce qui suit : « Une telle conduite, aussi exorbitante qu'inattendue, excède même l'esprit du traité du 15 juillet, et dépasse les conséquences les plus extrêmes qu'on pouvait en tirer. Ce traité, que la

politique ne soit point troublée en Europe. Vouloir l'un sans l'autre, c'est se livrer à l'absurde.

2° Une scission s'est établie entre la France, d'une part, et les quatre autres Cours et la Porte, de l'autre ; la divergence ne porte pas sur le principe lui-même, mais sur son application, et cela sous le point de vue de l'étendue à lui donner et sous celui du mode d'action.

3° Du moment où la scission existe, dans quelles voies le rapprochement serait-il possible ? Faut-il que l'une ou l'autre fraction recule, et qu'en faisant des sacrifices elle opère une fusion ? ou bien les parties ne feront-elles pas mieux d'avancer sur des lignes qui leur permettront de se rencontrer ?

Entre deux, la seconde de ces voies est certes la meilleure, ne fût-ce que parce qu'elle est la plus facile à suivre.

4° La destitution de Méhémet-Ali offre à cet égard un moyen tout naturel. Le Sultan a agi dans l'étendue de ses droits en destituant un gouverneur de province qui s'est mis en état de rébellion.

France ne saurait invoquer, car elle n'y adhère point, mais qu'elle rappelle, pour montrer la rapidité avec laquelle on est entraîné déjà à des conséquences dangereuses, ce traité, dans le cas d'un refus absolu du Vice-Roi sur tous les points, laissait à la Porte la faculté de retirer ses premières offres et d'en agir alors comme elle l'entendrait, suivant ses intérêts et les conseils de ses alliés; mais il supposait deux choses, un refus absolu et péremptoire sur tous les points de la part du Vice-Roi, et le recours aux conseils des quatre puissances. Or, rien de tout cela n'a eu lieu. Le Vice-Roi n'a pas fait de refus absolu, et la Porte ne s'est pas même donné le temps de concerter une réponse avec ses alliés. Elle a répondu à des concessions inespérées par la déchéance! Les quatre puissances ne sauraient approuver une telle conduite, et nous savons, en effet, que plusieurs d'entre elles l'ont déjà désapprouvée... La France, aussi désintéressée dans la question d'Orient que les quatre puissances qui ont signé le protocole du 17 septembre, se croit obligée de déclarer que la déchéance du Vice-Roi mise à exécution serait à ses yeux une atteinte à l'équilibre général... Disposée à prendre part à tout arrangement acceptable qui aurait pour base la double garantie de l'existence du Sultan et du Vice-Roi d'Égypte, elle se borne dans ce moment à déclarer que, pour sa part, elle ne pourrait consentir à la mise à exécution de l'acte de déchéance prononcé à Constantinople... »

Thiers s'exprima d'une manière analogue vis-à-vis de l'ambassadeur de France à Londres, M. Guizot, dans une dépêche du 8 octobre, qui fut publiée par les journaux et qui augmenta encore en Allemagne les craintes de guerre.

(*Note de l'Éditeur.*)

La déchéance de Méhémet-Ali prononcée, cette déclaration met-elle le Pacha hors de cause? Certes non, car les paroles ne tuent pas. Ce qu'il est juste de reconnaître, c'est que Méhémet-Ali est *moralement* anéanti. La question, par conséquent, n'est plus de fixer ce que le Sultan devra laisser à l'homme déchu, mais jusqu'où il voudra étendre la grâce. La position est plus nette, mais ce qui est plus important, elle est nouvelle, et par là même elle nécessite également un changement de position entre les Cours.

5° Les opérations en Syrie ayant commencé, elles devront aboutir à un résultat. Celui-ci sera favorable au Sultan ou à Méhémet-Ali. Dans l'un ou dans l'autre cas, le prestige dont on a environné la puissance égyptienne pourra être apprécié à sa juste valeur.

6° La fin véritable du conflit turco-égyptien ne pourra être amenée que par le concours des cinq grandes puissances chrétiennes. Il faudra donc s'entendre.

Voilà, Monsieur l'ambassadeur, l'affaire en instance réduite non-seulement à ses termes les plus simples, mais aux seuls éléments dont elle se compose en toute vérité. Ce qui sort de ce cadre n'est plus la question; ce que je n'ai point dit dans le peu de paroles dans lesquelles j'ai cru devoir la renfermer, ne peut trouver sa place dans un programme, mais doit former l'objet d'une entente.

Je vous invite, Monsieur l'ambassadeur, à placer également la présente dépêche sous les yeux de M. le président du Conseil. En en prenant connaissance, il aura lieu de se convaincre qu'au moment de la crise je sais dépouiller une affaire de tout ce qui ne fait qu'encombrer les étapes qu'il est désirable de lui voir suivre. Les objets qui, dans de pareils moments, ne font qu'obstruer la route, se retrouvent le jour où il peut être utile de s'en occuper.

COURTES OBSERVATIONS DE METTERNICH POUR SAINTE-AULAIRE.
(Annexe du n° 1399.)

1400. Pour mener une affaire embrouillée vers une bonne fin, il faut mettre de côté toute polémique et se placer sur le terrain d'une saine pratique et bien en face des faits.

Voici ceux qui se présentent à l'heure qu'il est :

Méhémet-Ali est *moralement* anéanti.

Ni le Sultan ni les Cours signataires des actes du 15 juillet dernier n'entendent reporter cette mort civile à l'existence réelle de cet homme. Le maître ne peut pas aller au-devant du sujet ; c'est à celui-ci de faire une demande en grâce.

L'Égypte pourra être replacée *légalement* sous l'administration du chef qui, dans ce moment, la gouverne *illégalement*.

Méhémet-Ali pourra être investi par le Sultan du gouvernement viager de l'Égypte. Sa Hautesse pourra lui concéder l'hérédité.

Dans le premier cas, il deviendra plus qu'il n'a été.

Lequel des deux partis prendra le Sultan? C'est à lui qu'il appartiendra d'en décider.

Que devront lui conseiller les puissances chrétiennes? Sans doute ce qui sera de nature à empêcher le renouvellement de scènes qui depuis si longtemps déjà menacent de troubler la paix de l'Europe.

Quant aux territoires de la Syrie, il est naturel que la marche des événements dans ce pays devra exercer de l'influence sur les décisions finales de la Porte. Méhémet-Ali ne peut être expulsé de cette province qu'avec l'aide des populations. Si celles-ci ne veulent pas du régime égyptien *viager*, il ne s'agirait pas de conserver ce régime, mais il faudrait l'imposer ; si le premier eût été difficile, le second serait impossible.

Si Saint-Jean d'Acre devait tomber au pouvoir du Sultan, il serait injuste de lui imposer la charge de replacer cette clef de la Syrie sous le gouvernement de Méhémet-Ali, en admettant même que celui-ci fût de la plus courte durée présumable. Si Saint-Jean d'Acre devait demeurer entre les mains des

Égyptiens, la question serait de savoir si, *pour en finir,* on ne ferait pas bien de conseiller au Sultan de rentrer dans la première alternative des arrangements du 15 juillet. Il est clair que la question elle-même est soumise à des conditions matérielles.

Reste la question d'honneur.

L'honneur n'est jamais compromis quand une question complexe est conduite à une fin, et que cette fin est la paix politique. Méhémet-Ali *n'étant plus rien moralement,* tout ce qui lui sera rendu sur le terrain légal, le Gouvernement français pourra se l'attribuer; que celui-ci parle et s'explique à Londres, dans le *centre* qui y est établi, et dont la France, en s'abstenant de voter, n'est cependant point sortie; l'attitude de son Gouvernement sera alors appuyée sur une base d'action, à l'ouverture des Chambres, car une négociation a la valeur d'une action.

Metternich à Apponyi, à Paris (E. D.). Vienne, 23 octobre 1840.

1401. .....La guerre politique, Monsieur le Comte, est une éventualité soumise à des conditions connues, et qui par conséquent est susceptible d'être calculée jusqu'à un certain point. Or, la *guerre politique* n'entre pas dans les chances possibles du moment, vu que les conditions qui devraient lui servir de base n'existent pas. Ce qui est possible, c'est une attaque qui ne s'appuierait que sur une propagande armée. Ce serait, en un mot, le mouvement s'insurgeant contre le repos, ou l'ambition masquée sous des phrases qui aujourd'hui ont perdu tout crédit; enfin, ce serait de la polémique appuyée par le canon. Que dans une société qui se dit en voie de progrès pareille chose soit possible, voilà une preuve suffisante de ce que vaut ce prétendu progrès. On ne saurait douter qu'un esprit de la trempe de celui du Roi Louis-Philippe ne repousse un jeu pareil. L'événement prouvera si sa position est assez forte pour arrêter le mal, si le mal devait avoir atteint la hauteur à laquelle l'opinion assez généralement accréditée en Europe le croit arrivé.

Jamais l'Europe n'a offert un aspect pareil à celui qu'elle

offre dans la présente circonstance. Dans son centre, un grand État se remue et se proclame en danger. D'où lui viennent ces dangers? Où sont les ennemis prêts à l'attaquer? Pas un soldat en dehors des frontières de cet État, même dans les directions les plus éloignées, n'est en marche; pas un arsenal ne travaille; pas une idée de guerre ne s'est emparée des esprits! Où donc est l'ennemi? C'est le pays qui pousse le cri de guerre, qui se couvre de soldats, qui fait un appel aux idées guerrières, qui menace ses paisibles voisins, et qui proteste en même temps de ses intentions pacifiques! Ce pays se proclame insulté. De qui et par quelles voies l'insulte lui serait-elle venue? Il existe un centre dans lequel, d'un commun accord, se débattent de grands intérêts, et non pas l'intérêt isolé de l'une ou de l'autre puissance, mais un intérêt palpitant et commun à toutes les puissances, un intérêt qui doit être réglé, car, s'il ne l'était pas, la guerre, la véritable guerre serait inévitable; et à quoi bon ce centre, si l'on ne s'y explique pas, et si, au lieu de s'y expliquer, on va au-devant de ce qu'il s'agit de rendre impossible? L'Europe, Monsieur l'ambassadeur, n'y comprend rien, et je suis tout aussi peu avancé que l'Europe!...

Quel que soit le résultat final, M. Thiers s'est placé dans une position bien dangereuse pour lui et pour d'autres.

L'Europe, Monsieur l'ambassadeur, jette contre lui un cri d'indignation; on juge mal l'Europe du point de Paris. La France, habituée à tous les genres de mouvement et de vicissitudes, se trompe si elle croit que l'Europe serait également prête à ployer devant les exigences de telle ou telle position ministérielle. Partir d'un calcul aussi faux, envisager comme de la sympathie ce qui n'est que de la tolérance, c'est se tromper gravement; ce serait même se tromper à un point auquel la présomption la plus exaltée ne saurait atteindre. Aussi ne puis-je croire que M. Thiers vise à une prétention de ce genre; ce dont je l'accuse, c'est d'une audace mal calculée et d'une illusion de pouvoir qui n'a et ne saurait avoir d'autre valeur que celle d'une illusion. Cette aptitude à se livrer à l'illusion du pouvoir ne se trouve-t-elle pas résumée dans l'axiome : *Le Roi règne et ne gouverne pas?* axiome que repousse

le bon sens, et qui renferme à lui seul les causes du malaise qu'éprouve la France ainsi que de celui qu'elle déverse sur l'Europe tout entière.

Le Roi serait dans l'erreur s'il croyait que je ne reconnais pas la nécessité de conserver M. Thiers dans son poste actuel. Cette nécessité existe; car s'il faut regretter que ce ministre se soit emparé d'une position où sa présence fait un mal incontestable, il n'en est pas moins vrai que ce mal est encore moindre que ne serait celui qu'il causerait en sortant d'une position dans laquelle il s'est une fois compromis. C'est devant les Chambres que M. Thiers doit tomber; toute autre chute serait un danger évident, et pour la France et pour l'Europe.

. . . . .Il y a souvent une différence immense entre le but auquel vise un ambitieux et celui auquel il arrive; il est porté vers ce dernier, soit par entraînement, soit contrairement à ses intentions, mais par cette faiblesse inhérente aux positions avancées et qui ne s'appuient que sur des bases fausses. Cette position est, je crois, celle du président du Conseil. M. Thiers a voulu faire du bruit, il a fait plus, il a voulu prouver sa force, et il se trouve placé en face de sa faiblesse; il est léger, et il se croit du poids; il est, en dernier résultat, fort peu de chose pour faire le bien et une véritable puissance sur le terrain du mal. Tout cela est possible; je dirai plus, tout cela existe, et il faut dès lors se conduire en conséquence. Toute action cependant a ses bornes, et la nôtre doit également s'en reconnaître. On nous trouvera toujours faciles dans le choix d'un mode d'action, mais inébranlables sur le terrain des principes; là, rien ne saurait nous faire reculer. S'il s'agit de la force brutale, nous ne la provoquerons pas, mais nous l'attendrons de pied ferme.

Je vous invite, Monsieur l'ambassadeur, à fixer l'attention particulière de M. Thiers et même celle du Roi sur les dernières lignes couchées sur la feuille volante que j'ai remise à M. le comte de Sainte-Aulaire (n° 1400), si la présente expédition devait vous arriver encore avant que le Gouvernement ait dessiné son attitude devant les Chambres.

Ce qui est certain, c'est qu'une négociation, et même de

simples pourparlers relatifs à une négociation, ont, ainsi que je l'ai dit dans cet écrit, la valeur d'une action suffisante pour justifier aux yeux d'une assemblée la réserve dans laquelle un Cabinet peut croire être obligé de se tenir.

Je m'arrête, Monsieur l'ambassadeur, non que l'étoffe me manque pour allonger encore de beaucoup une dépêche dont l'objet est aussi sérieux que l'est celui de la présente; mais si le temps me presse, il y a encore une autre considération qui m'empêche de donner un libre cours à mes idées, et cette considération, la voici : c'est que tout ce que je pourrais ajouter à ce que je viens de vous dire, n'apprendrait rien au Roi Louis-Philippe, ni à vous, ni même à M. Thiers. Celui-ci a voulu de la situation qu'il s'est faite, ou il n'en a pas voulu. Dans l'une comme dans l'autre supposition, une défaite signalée l'attend. Il pourra être la cause de perturbations immenses et générales; il se peut que ces perturbations se bornent au pays qu'il regarde comme une arène dans laquelle il lui a été réservé de produire son génie; peut-être enfin ce même pays le brisera-t-il. Dans aucun de ces cas, il n'atteindra le but qu'il s'était proposé. Il suffirait, pour qu'il en fût ainsi, du seul élément qu'il croit avoir enchaîné, la presse. Le Forum a toujours été l'arène dans laquelle ont succombé les tribuns; la presse libre, *ce Forum en permanence*, tient-elle en réserve un autre sort aux tribuns modernes? Je vous avoue que je ne le crois pas *.

* Voir la lettre de Metternich à Apponyi, du 23 octobre, n° 1383. (*Note de l'Éditeur.*)

L'ATTITUDE BELLIQUEUSE DE LA FRANCE ET LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

1402. Metternich au Roi Frédéric-Guillaume IV de Prusse (Lettre). Vienne, 9 octobre 1840. — 1403. Metternich à Trauttmansdorff, à Berlin (D.). Vienne, 24 novembre 1840. — 1404. Metternich à Apponyi, à Paris (D.). Vienne, 24 novembre 1840. — 1405. Metternich à Münch, à Francfort (D.). Vienne, 28 novembre 1840. — 1406. Metternich au baron Erberg, chargé d'affaires à Berlin (E. D.). Vienne, 19 décembre 1840.

1402. Votre Majesté Royale daignera permettre que je profite du voyage du comte de Maltzahn pour lui exposer les sentiments, les idées et les calculs que fait naître en moi la situation générale, cette situation si embrouillée et par cela même si grave; je le ferai avec la franchise à laquelle m'autorise et même m'invite la confiance dont Votre Majesté a bien voulu me donner déjà tant de preuves flatteuses.

Avant d'entrer en matière, je ne puis m'empêcher de reconnaître hautement l'excellente attitude que Votre Majesté a prise en présence des demandes qui se sont produites à Kœnigsberg et qui avaient pour objet la concession d'une représentation nationale *générale*. Votre Majesté a parlé avec une entière franchise; or, un langage aussi net se fait toujours entendre. S'il est des gens qui font semblant de ne pas le comprendre, on les laisse de côté, en ayant l'air de ne pas faire attention à eux.

.....Nous nous trouvons réduits à une situation toute particulière, je serais presque tenté de dire absurde. Nos adversaires sont absurdes, et dans notre propre camp il se commet bien des absurdités. Deux individualités se distinguent ici : M. Thiers et lord Palmerston : le premier, qui est un héros sur le terrain où, à une autre époque, feu l'abbé de Pradt a révélé un tout autre Jupiter-Scapin ; l'autre, qui a reconnu, une fois dans sa carrière de whig, le véritable droit, mais qui veut le faire triompher à la manière des joueurs qui prétendent faire sauter la banque ; d'un autre côté, des nuances par lesquelles la politique russe veut tromper les yeux ; tout cela

forme un labyrinthe dans lequel des esprits qui ne sont que sages ont peine à se retrouver. Le but du travail que j'ai envoyé en Angleterre * est de me permettre de découvrir un fil à l'aide duquel, si on le saisit, on puisse sortir du labyrinthe. Cela arrivera-t-il? l'avenir seul, un avenir prochain, peut nous l'apprendre; mais, même si l'on prend en main le fil et tout ce

* Ce travail consiste en un Mémoire, du 5 octobre, sur le conflit turco-égyptien; de plus, en une dépêche du même jour, adressée au baron de Neumann, à Londres, documents dont le comte de Trauttmansdorff, à Berlin, reçut des copies destinées à être communiquées au Cabinet prussien. Les indications ci-après, que le chancelier d'État lui-même a jetées sur le papier, à l'usage de l'ambassadeur d'Angleterre, résument brièvement les principales idées contenues dans le travail fait pour Londres; leur texte est ainsi conçu :

« La position des affaires du jour se compose de deux questions : *A* du conflit turco-égyptien; *B* de la perspective d'une guerre générale. L'affaire *A* peut mener à l'affaire *B*, tandis que l'affaire *B* ne saurait non-seulement pas conduire à l'affaire *A*, mais qu'elle la compromettrait. L'affaire *A* est en train, *B* est en perspective; il faut donc se placer entre les deux affaires.

« Un principe qu'il faut regarder comme immuable, c'est celui que le salut de l'Europe repose en ce moment sur la plus étroite union entre les quatre Cours, entre elles-mêmes et avec la Porte.

« Une autre vérité, c'est que les Cours ne pourraient reculer sur leurs engagements du 15 juillet, sans une immense et gratuite compromission. Il en est de même de la position qu'a prise la France. Aussi ne doit-il point être question, de part ni d'autre, d'un mouvement de recul, mais du soin d'avancer non pas sur des lignes divergentes, mais bien sur des lignes convergentes. Point de *fusion*, mais une *rencontre* entre les puissances.

« Quel doit être le *but* du mouvement en avant? Éviter que l'affaire *A* ne dégénère en celle *B*, qui lui est diamétralement opposée, et qui dès lors ménagerait à la France un triomphe de prévision qui tomberait de tout son poids moral sur les quatre Cours.

« Quels sont les moyens?

« Maintenir l'affaire *A* dans toute la pureté du principe sur lequel elle repose;

« Se placer sur le terrain que la proclamation de la destitution de Méhémet-Ali a ouvert, comme toute novation ouvre une voie nouvelle dans un procès;

« Établir un point d'arrêt dans les opérations de coercition matérielle, c'est-à-dire, admettre ce que la raison se chargera d'apporter, sans le concours même de calculs politiques;

« Fixer le lieu du rendez-vous pour l'essai d'une entente finale. »

Dans la dépêche à Neumann, le prince de Metternich laissa en blanc le nom de l'endroit où les représentants des puissances devaient se rencontrer; cependant il indiqua au comte de Trauttmansdorff, à Berlin, la ville de Wiesbaden, à cause de sa proximité de Francfort. Mais la réunion n'eut pas lieu.

(*Note de l'Éditeur.*)

qui s'ensuit, même si on le tient ferme, on n'aura cependant pas la certitude que tout danger est écarté, car nous avons affaire à une France dont les faiblesses touchent à la folie, et à un homme dont je suis sûr d'avoir fait le portrait exact dans une des dépêches que j'ai envoyées à Londres. Cependant, même si tout se passait pour le mieux, il ne serait pas digne des deux grandes Cours d'Allemagne de ne pas examiner les éventualités contraires qui *pourraient* se produire.

Que l'on veuille ou non la guerre en France, il est positif que, dans une hypothèse comme dans l'autre, on regarde dans ce pays l'Allemagne comme une arène où tous les acrobates français sont libres de venir montrer leur savoir-faire. M. Thiers, qui est un grand artiste dans ce genre, parle de la guerre comme si elle était un moyen appartenant légitimement à la France de se tirer d'embarras et d'apprendre à vivre aux autres. Un jour viendra où il faudra demander à ce grand maître *avec qui* il compte donc faire la guerre. Si c'est avec l'Allemagne, il faudra qu'il dise pourquoi il veut se battre; car il ne suffit pas du bonheur d'être voisin de la France pour lui tendre son dos et recevoir les coups qu'elle voudra bien donner, ainsi que pour ouvrir sa bourse et lui verser les contributions qu'elle daignera demander. S'il ne veut pas l'avouer, il faudra interpréter son silence dans le mauvais sens; car un grand corps politique ne peut pas se payer de silence. Le moment n'est pas encore venu de poser la question, et cela pour les raisons suivantes :

Si notre propre position était meilleure, l'état des choses serait tout autre qu'il ne l'est, et la France, ou plutôt les hommes qui représentent cette folle nation, n'auraient pas trouvé l'occasion de se laisser aller si librement à leurs caprices. Il faut donc qu'avant tout nous voyions clair *entre nous* avant de pouvoir élever la voix contre un tiers ; car, au lieu de répondre à la question qu'on lui adresserait, il serait à craindre qu'il ne nous demandât à nous-mêmes *ce que nous voulons et entendons faire*. Or moi, pour ma part, je ne saurais que répondre, attendu que, si je sais fort bien ce que veut l'Autriche, en sa qualité de puissance participante à la quadruple affaire, d'autre

part je ne vois pas très-nettement ce que veut ou ne veut pas Palmerston.

Tant qu'il sera question du conflit qui existe *entre la Porte et Méhémet-Ali,* la Confédération germanique n'aura rien à voir dans l'affaire. Mais si la question devient *européenne* au lieu de rester spéciale, il faudra que la Confédération agisse en puissance appelée à jouer un rôle important dans le grand conseil; autrement l'Allemagne aurait l'air de ne se considérer que comme un corps sans âme ou comme un esprit sans corps, comme un champ appartenant au premier occupant venu, et n'ayant d'un corps politique que le nom sans en avoir la dignité. Chaque fois qu'il est question d'une confédération d'États, l'idée d'une guerre offensive est inadmissible; il faut par contre que la défensive, qui est conforme à la nature de la fédération, jouisse de tous ses droits. Qu'est-ce donc que la guerre dont M. Thiers menace l'Europe? Suffit-il qu'un président du Conseil se propose d'acquérir la gloire d'un Napoléon pour autoriser un pays, à la tête du Gouvernement duquel il est placé, à regarder l'Europe comme une salle d'armes où les parties ont à faire preuve de leur savoir-faire? Si une telle prétention est absurde, les pays qui se prêteraient à cette expérience ne le seraient pas moins; or, le plus important parmi les pays de l'Europe est certainement le territoire de la Confédération germanique. Il faut donc demander au Cabinet français *contre qui* il prétend faire la guerre; il faut que cette question lui soit adressée non-seulement au nom des puissances qui prennent part à la quadruple entreprise, mais aussi en celui de la Confédération germanique. Celle-ci ne songe pas à la guerre, elle est dans le repos le plus profond; suffit-il, peut-il suffire qu'il soit commode pour la France de trouver un terrain sur lequel elle peut se déployer sans rencontrer de résistance, non pas parce qu'il n'y a pas de moyens de résister, mais parce que ces moyens ne sont pas préparés, vu qu'on est placé sous la protection du droit des gens? Si une pareille proposition était admissible, il vaudrait certainement mieux reconnaître la suprématie de la France sur le monde moral comme sur le monde matériel, que de s'exposer à l'éter-

nel inconvénient de voir menacée, du jour au lendemain, la situation intérieure des États et même la vie civile, si le Gouvernement français a besoin ou croit avoir besoin d'un expédient quelconque pour assurer sa propre sécurité.

Ici le devoir commande aux deux grands États allemands de rendre leurs confédérés attentifs à l'attitude que leur impose la nécessité de leur conservation personnelle. Toutefois, pour ne pas faire fausse route, il est nécessaire d'envisager sérieusement les points de départ. Ces points sont les suivants :

Il s'agit du conflit *turco-égyptien*. Dans ce conflit, tous les États, sans en excepter la France, se sont prononcés pour le maintien du principe de la conservation de l'intégrité de l'Empire ottoman.

Le *maintien de cet Empire* et celui *de la paix européenne* sont deux idées inséparables l'une de l'autre. M. Thiers lui-même le reconnaît.

Par conséquent, tant qu'il est question de l'affaire *turco-égyptienne,* la Confédération germanique n'a point de rôle à jouer ; car dans ce conflit on ne peut pas faire appel aux moyens dont elle dispose, et la garantie de sa sécurité et de son repos consiste *dans le principe* pour lequel les puissances appelées à intervenir dans le conflit *se sont prononcées solennellement*.

Mais tout à coup s'élèvent des cris de guerre en France. Dans ce cas, il est du devoir de la Confédération de demander *à qui s'adresse cette menace*. La Confédération est dans un profond repos et ne songe pas à prendre l'offensive contre la France. Ne doit-elle pas s'informer si la France ne songe peut-être pas à prendre l'offensive contre elle ?

Une telle démarche serait-elle à sa place aujourd'hui ? Je ne crois pas, quant à moi, qu'il soit opportun et pratique de poser maintenant cette question. Il faudrait, avant tout, qu'on s'entendît au préalable avec les Gouvernements de la Confédération ; pour cela, il faut du temps ; s'adresser à ces Gouvernements avant le moment convenable, ce serait peut-être donner à beaucoup d'entre eux de graves sujets d'inquiétude. Engager des Cours de troisième et même des Cours de second ordre dans des questions politiques embrouillées, c'est une entreprise

ingrate en général. Serait-ce aux deux puissances allemandes à poser la question au Cabinet français? Ici elles risquent d'être fort embarrassées pour répondre à la question de savoir ce qu'au fond l'alliance cherche dans l'affaire d'Orient, question qu'à la place de M. Thiers je ne manquerais pas d'adresser à ceux qui m'interrogeraient. Si la réponse est facile pour la Prusse et pour l'Autriche, elle pourrait bien ne pas l'être autant s'il nous fallait nous porter garants des idées de Palmerston. Pour nous éclairer par des moyens plus simples, c'est-à-dire pour éclaircir les situations, j'ai fait des démarches en suivant un autre système, dont les dernières dépêches que j'ai envoyées à Londres forment les premiers chaînons, et sur lesquelles je prends la liberté d'appeler l'attention de Votre Majesté. Dans le cas où Votre Majesté reconnaîtrait la voie que nous suivons ici comme étant la bonne, je demanderais que le chargé d'affaires prussien à Londres conformât rigoureusement son langage à celui de M. de Neumann. Aujourd'hui, tout dépend de l'étroite union de l'Autriche et de la Prusse, car ces deux puissances forment en Europe la puissance centrale, et cela tient assurément à la position géographique des deux États, à leur situation indépendante et à leur rôle de membres principaux de la Confédération germanique. L'attitude prise par les deux puissances doit avoir pour but d'étouffer les cris de guerre et de faire en sorte que le conflit turco-égyptien aboutisse *à une prompte solution*. . . . .

Que Votre Majesté daigne excuser la longueur de cette lettre, et agréer en même temps l'assurance de mon profond respect et de mon inaltérable dévouement *.

* Cette lettre a marqué le début d'une correspondance diplomatique suivie entre les Cabinets de Vienne et de Berlin, correspondance au cours de laquelle le général de Grolmann et le colonel de Radowitz furent envoyés à Vienne pour y concerter les mesures à prendre dans le cas où l'armée de la Confédération germanique aurait à se mettre sur le pied de guerre. Sur le résultat de cette mission, voir la dépêche du 28 novembre, adressée à Münch, n° 1405. (*Note de l'Éditeur.*)

Metternich à Trauttmansdorff, à Berlin (D.). Vienne, 24 novembre 1840 *.

1403. Lorsque les Cours de Vienne, de Berlin, de Londres et de Saint-Pétersbourg conclurent à Londres avec le Sultan les traités qu'ils viennent de communiquer à la Diète de la Confédération germanique, elles n'avaient d'autre but que d'assurer à la paix générale de l'Europe une nouvelle garantie de durée par le maintien de l'indépendance et de l'intégrité de l'Empire ottoman. Elles ont la conscience d'avoir, en poursuivant ce but, non-seulement observé rigoureusement les règles du droit international européen, ces règles consacrées par le temps, mais encore d'avoir obéi uniquement aux lois d'une politique désintéressée, pure et exempte de préjugés. Si la Confédération germanique n'a point pris part aux transactions qui ont eu lieu à Londres, cela ne tient certainement pas à ce que le but qu'on avait en vue, ou les principes d'après lesquels on agissait, lui étaient étrangers, mais simplement à ce que, par sa position géographique, le territoire de la Confédération était trop éloigné du théâtre de l'action à exercer dans la question qui occupait les puissances pour que la Confédération pût exercer une influence directe sur la solution finale. Ajoutons qu'en général la haute mission de la Confédération étant de former, au milieu du système politique européen, un centre de gravité fixe et inébranlable de la paix générale, il n'est pas permis à ce corps politique de se mêler activement à des différends qui se produisent loin de son horizon moral et matériel.

Comme tout le monde le sait, la France, au début, avait pris à la grande œuvre de pacification une part égale à celle des autres puissances. Même dans la note collective remise à la Porte après la bataille de Nézib, le 27 juillet 1839, elle exprimait encore son entière adhésion aux vues des quatre autres Cabi-

* Une dépêche identique fut en même temps communiquée aux missions I. R. auprès des autres Cours d'Allemagne, avec l'ordre d'en faire usage au moment où leurs collègues prussiens seraient pourvus d'instructions analogues.
(*Note de l'Éditeur.*)

nets. Mais lorsqu'on en vint à discuter à Londres les moyens d'atteindre le but commun, la France se retira du concert des puissances délibérantes : elle éleva la voix en faveur du Pacha d'Égypte, accusa les quatre puissances dont elle s'était séparée d'avoir offensé l'honneur français, et se mit à procéder à l'armement du pays, en prenant une attitude qui devait paraître surtout menaçante pour le corps politique qui avait été complétement désintéressé dans la question à régler.

Il est positif que la Confédération n'a donné au Gouvernement français aucun motif ni même aucun prétexte d'agir ainsi. La nécessité pour la France de reprendre la frontière du Rhin, nécessité alléguée par la presse française comme étant la raison de ces armements spécialement dirigés contre l'Allemagne, ne sera certainement jamais invoquée par un Gouvernement bien réglé pour justifier une guerre qui n'est motivée par rien d'autre. Aussi ne reste-t-il, en effet, d'autre explication à donner, de la regrettable attitude que le Gouvernement français a prise depuis quelques mois vis-à-vis de l'Allemagne, que celle-ci : la conduite de la France s'explique par la situation difficile où elle se trouve en face des partis révolutionnaires qui la déchirent, et que l'ex-chef du Cabinet français a aggravée lui-même en agitant les esprits comme il l'a fait.

Depuis lors, un nouveau ministère a pris la direction des affaires en France, et ses premiers actes ont un caractère pacifique. Quelque satisfaisants qu'ils soient, quelque favorable que soit l'accueil que toutes les puissances intéressées ne manqueront pas de faire à ce nouveau Cabinet, ce serait néanmoins vouloir se tromper soi-même que de regarder le danger comme écarté pour toujours parce que les choses ont pris incontestablement une meilleure tournure en France. Aujourd'hui aussi peu qu'à n'importe quel moment depuis la conclusion du traité du 15 juillet, il y a des raisons pour faire une guerre politique ; l'administration française actuelle, qui est animée de sentiments conservateurs, voudra moins que toute autre entreprendre une guerre de principes dont la première conséquence serait sa propre ruine. Mais réussira-t-elle à maîtriser l'agita-

tion des masses, cette agitation provoquée par une légèreté injustifiable? N'y aura-t-il pas une nouvelle révolution dans le pays, et cette révolution n'entraînera-t-elle pas les bandes révolutionnaires, mises en état de combattre par suite des mesures d'armement, à se jeter sur les pays voisins? Ce sont là des questions qui doivent être résolues d'une manière satisfaisante avant que la Confédération germanique, c'est-à-dire l'État le plus puissant et le plus directement menacé de ceux qui touchent à la France, puisse se livrer à un repos complet sans manquer à ses devoirs.

Ici se présente la question suivante : Comment et par quels moyens la Confédération germanique doit-elle garantir sa sécurité, qui est incontestablement menacée?

Il est certainement conforme aux vues et aux désirs de tous les États allemands que les mesures prises gardent toujours le caractère qui convient à la nature de la Confédération germanique, c'est-à-dire un caractère *purement pacifique* et *purement défensif*, et que les précautions employées soient telles qu'on ne puisse jamais y trouver un prétexte à ce qu'on veut éviter aussi longtemps que possible, c'est-à-dire à la guerre.

L'examen attentif des circonstances et l'application énergique des moyens existants sont donc, à notre avis, des éléments également nécessaires de la marche à suivre par la Confédération.

Deux raisons l'ont déterminée jusqu'à ce jour à assister sans s'émouvoir, et sans prendre des mesures défensives, au spectacle des armements français : l'une, c'était le fait que la Confédération germanique était complétement étrangère au différend qui a surgi dans le Levant, et que par suite elle était bien fondée à supposer que personne n'aurait l'idée de la rendre responsable du conflit; l'autre, c'est parce que l'Allemagne, faisant fort bien la différence entre les cris de guerre des journaux et un véritable déploiement de forces militaires, était suffisamment en état de suivre pas à pas les opérations françaises et de surveiller le moment où ces mesures dépasseraient les limites strictement requises pour remettre au complet

un effectif qui était tombé bien bas par suite de fautes administratives de tout genre.

La marche et le résultat de la discussion de l'Adresse par les Chambres montreront jusqu'à quel point le ministère sera en mesure d'abandonner la voie qu'il a suivie jusqu'à présent, ou si on le force de continuer à la suivre.

L'époque des résolutions à prendre par le ministère à la suite de ces débats est, à nos yeux, celle où la Confédération germanique aura à se prononcer sur un changement d'attitude possible.

Par contre, nous regarderions comme intempestive toute démonstration publique faite contre la France *avant* le moment dont nous parlons, parce que, *dans la situation présente,* elle serait nécessairement considérée comme *prématurée* ou comme tardive, et parce qu'étant donné la faiblesse du Gouvernement, elle pourrait facilement créer au ministère français des embarras nouveaux dont les suites seraient incalculables, et cela au moment même où ce Cabinet est notoirement occupé à donner aux choses une tournure plus favorable.

Le peu de temps qui s'écoulera jusqu'au moment qui vient d'être indiqué ne doit pas, d'après l'avis des Cours de Vienne et de Berlin, être perdu pour le maintien de la sécurité de la Confédération.

La force militaire de la Confédération germanique est assurément la plus grande et la plus réelle des puissances. La constitution militaire de la Confédération en règle la composition et l'organisation. Par contre, il faut encore prendre des mesures déterminées, afin que cette force *puisse être employée activement,* qu'elle devienne mobile et qu'elle soit mise sur pied pour un but donné, bien qu'éventuel. On a déjà beaucoup fait sous ce rapport; mais ce qui manque encore à l'œuvre, c'est la dernière main, c'est un travail qui embrasse tous les éléments et qui les relie les uns aux autres; or cette lacune, il faut la combler au plus tôt dans la situation menaçante d'aujourd'hui.

Pour la discussion préalable des questions à examiner de ce chef, Sa Majesté le Roi de Prusse a, sur le vœu du Cabinet

impérial et royal, envoyé à Vienne M. le général d'infanterie de Grolmann et avec lui M. le colonel de Radowitz; en ce moment, des conférences ont lieu entre eux et nos autorités militaires supérieures, particulièrement au sujet des moyens de venir en aide à la Confédération de la manière la plus prompte et la plus efficace possible dans le cas où elle aurait besoin du secours de l'Autriche et de la Prusse, et le résultat de ces conférences ne se fera pas attendre longtemps.

Dès que ce premier pas sera fait, les deux Cours s'empresseront de communiquer à leurs confédérés leurs idées sur le plan à adopter pour la défense la plus vigoureuse possible de toutes les parties du territoire de la Confédération germanique dans le cas où celle-ci serait attaquée par la France, afin qu'on puisse prendre toutes les mesures ultérieures que demanderait la situation, en suivant les voies indiquées par les lois qui régissent la Confédération.

Pendant que, d'une part, on fera ainsi tout ce qui est nécessaire pour mettre, comme il convient, la puissance militaire de l'Allemagne en évidence, et cela sans demander l'avis des autres Cours et avec la ferme résolution de repousser toute objection qui pourrait venir du dehors, les deux Cours allemandes de Vienne et de Berlin, agissant en qualité de protectrices de l'Allemagne, croient devoir faire encore une démarche officieuse à Paris, et rendre le Gouvernement français attentif à la situation équivoque et dangereuse dans laquelle la France s'est mise vis-à-vis de la Confédération germanique, par suite du système d'agitation adopté par les anciens ministres, ainsi qu'au devoir qui s'impose à lui de couper court à ces errements, s'il veut éviter que l'Allemagne mette ses moyens de défense matérielle en équilibre avec les armements de la France, et que, par ce seul fait, une nouvelle complication vienne s'ajouter à celles qui existent déjà.

Votre . . . . trouvera ci-joint une copie des instructions adressées à cet effet par notre Cabinet au comte Apponyi (nº 1404). L'envoyé de Prusse à Paris reçoit de sa Cour des instructions conçues dans le même sens.

Si, contre toute attente, cet avertissement restait infructueux;

si, à la suite des discussions de la Chambre des députés française, les ministres étaient mis dans l'obligation de persévérer dans la voie suivie par ceux qui les ont précédés ou même d'aller plus loin qu'eux ; si, par conséquent, les chances d'invasion que j'ai signalées au cours de cette dépêche devaient se multiplier, alors serait venu le moment où la *Confédération germanique, agissant comme telle,* aurait à élever énergiquement la voix à Paris, à demander des explications catégoriques sur le but des armements qui se font actuellement en France, et à se mettre en même temps en mesure d'appuyer immédiatement ses paroles par des actes, si les circonstances l'exigeaient.

L'Autriche et la Prusse s'engagent solennellement à transmettre en temps utile, à leurs honorables confédérés allemands, toutes les informations et toutes les demandes relatives au but à atteindre, et elles regarderont comme une précieuse marque de confiance de la part des Cours allemandes auxquelles est adressée la présente communication, leur empressement à donner d'avance à leurs représentants à la Diète l'ordre d'accéder sans plus amples instructions à la proposition, qui pourrait éventuellement émaner de l'Autriche et de la Prusse, de poser, au nom de la Confédération germanique, une question au Gouvernement français au sujet des armements qui se font en France.

Votre . . . . voudra bien communiquer confidentiellement à la Cour de . . . . . . la présente dépêche, ainsi que l'annexe qui l'accompagne. Nous croyons et nous espérons que, dévouée comme elle l'est à la cause de la patrie allemande, elle saura rendre justice aux sentiments qui ont inspiré la présente communication, et qu'elle ne cessera pas d'être convaincue que Sa Majesté l'Empereur n'a pas moins à cœur de veiller à l'*entière sécurité* de toute l'Allemagne qu'à celle des provinces de la Monarchie autrichienne elle-même.

Metternich à Apponyi, à Paris (D.). Vienne, le 24 novembre 1840.

1404. Je vous adresse le présent courrier, afin de vous charger d'une commission pour le Cabinet français, dont celui-ci ne méconnaîtra ni l'intention ni l'importance.

La voix publique vous aura informé de la présence à Vienne de M. le général de Grolmann et de M. le colonel de Radowitz, deux militaires qui, à juste titre, jouissent de toute la confiance de Sa Majesté Prussienne. Le premier est placé dans les grades les plus élevés de l'armée; le second représente la Prusse dans la commission militaire permanente près de la Diète germanique à Francfort.

Le but de la mission de ces officiers à Vienne est de faciliter aux deux Cours l'échange de leurs pensées relativement aux mesures de précaution qui, sous l'empire de circonstances données, pourraient être réclamées par l'intérêt de la commune patrie allemande, représentée par une Confédération dont l'Autriche et la Prusse sont les premiers membres.

La Confédération germanique est un grand corps social pacifique et conservateur de sa nature, et cela en raison de sa position géographique, et par suite des lois politiques qui le régissent. Le mouvement extraordinaire qui s'est fait jour dans le Royaume limitrophe fixe à juste titre les regards du corps germanique. Entièrement étrangers aux graves questions qui occupent en ce moment le champ politique, les Gouvernements allemands s'étonnent de la direction que, dans ces derniers temps, ont semblé prendre les armements de la France; le public allemand, par contre, est remué par la perspective d'une guerre préconisée par la presse française; il se sent blessé par le langage de cette même presse, et s'irrite du travail que la propagande radicale française se permet dans les États allemands les plus rapprochés du foyer du mouvement révolutionnaire. Tout en ceci est naturel; ce qui pourrait le paraître moins, c'est le calme dans lequel les Gouvernements confédérés se sont maintenus jusqu'à cette heure. Ce calme a une cause : il faut l'attribuer, — c'est avec satisfaction que nous le reconnaissons, — d'une part, au sentiment de confiance que les Gouvernements de l'Allemagne vouent aux intentions des grandes Cours, et de l'autre, à la conviction dont ces Gouvernements sont pénétrés, qu'à moins de pouvoir s'appuyer sur des causes justifiables devant le tribunal d'une saine politique, les Empires ne sauraient passer de l'état de paix à celui de guerre.

Ce que je viens de vous dire, Monsieur l'ambassadeur, ne saurait être ignoré du Cabinet français, car nous n'admettons pas qu'il puisse être privé d'informations véridiques sur l'Allemagne. Si elles sont effectivement véridiques, elles doivent dès lors différer essentiellement des erreurs que les feuilles de l'opposition prennent à tâche de répandre avec un zèle qui s'échauffe à mesure que les factions voient s'affaiblir l'espoir qu'elles avaient fondé sur la facilité de leurs entreprises. J'ai déjà touché avec vous cette corde dans mes dernières dépêches ; je vous ai dit que le sentiment national en Allemagne est monté comme il l'était en 1813 et 1814, et en cela je n'ai fait qu'avancer une vérité. A cette vérité je dois en ajouter une autre, c'est que l'élément révolutionnaire, qui a pu jouer un rôle à cette époque, non-seulement n'entre pour rien aujourd'hui dans les sentiments populaires, mais que l'opinion publique repousse avec indignation cet élément. Telle est la vérité, Monsieur l'ambassadeur, et le Gouvernement français courrait risque de se faire bien du mal à lui-même et au pays, s'il devait se livrer à l'erreur à cet égard.

Dans cette situation des choses, nous croirions commettre une grave faute si nous ne nous expliquions pas avec une entière franchise vis-à-vis du Cabinet français. Il s'agit aujourd'hui d'assurer l'avenir le plus rapproché, vu qu'il exercera une influence décisive sur tout le corps social dans un avenir plus éloigné. L'Europe est non-seulement fatiguée du mouvement révolutionnaire, mais elle a appris à connaître et à apprécier le bienfait d'une longue paix politique. L'Allemagne, sur laquelle a pesé si longtemps le fléau de la guerre, — fléau dont les causes étaient le plus souvent étrangères à ses intérêts directs, — l'Allemagne bien particulièrement ne veut pas de la guerre, car elle ne demande rien à personne ; elle entend vivre en repos et jouir du développement considérable qu'ont pris dans son sein les bienfaits d'un long état de repos. L'Allemagne n'entend empiéter sur aucune autre puissance, et c'est pour cela qu'elle est parfaitement décidée à se défendre contre toute attaque qui, ne pouvant qu'être injuste, porterait par cela même le caractère d'un méfait politique Si tel est le

sentiment unanime de la Confédération, sentiment uniformément partagé par les gouvernants comme par les gouvernés, Votre Excellence trouvera naturel que les Gouvernements allemands aient éprouvé un mouvement de surprise en voyant la France prendre une attitude qui portait un caractère marqué d'hostilité contre l'Allemagne, et elle trouvera tout aussi naturel que ces Gouvernements aient senti le devoir que leur imposaient les plus simples règles de la prudence — celui de veiller à temps à la sûreté de leurs États.

Nous sommes arrivés à une époque, Monsieur l'ambassadeur, où les Cours allemandes ne peuvent plus se contenter des seuls calculs de probabilité morale ; elles doivent fonder les leurs sur des faits positifs, et c'est pourquoi je vous écris.

Jusqu'ici, le corps fédéral a gardé l'attitude passive d'un simple spectateur. Il manquerait toutefois à ce qu'il doit au grand peuple qu'il représente, il manquerait à sa propre dignité, s'il persistait plus longtemps dans l'attitude qu'il s'est prescrite jusqu'ici, pour le cas où la France continuerait ses armements et même si cette puissance ne replaçait pas son état militaire sur un pied de paix véritable, car, dans ce cas, il serait du devoir des États fédérés d'armer de leur côté. Comment maintenir alors la paix de l'Europe, lorsque le poids des charges qui, de part et d'autre, frapperont les contribuables par suite de ces armements, s'aggravera encore par la stagnation de l'industrie et du commerce? Et comment arrêter la guerre, en présence de l'effroyable excitation que la presse française s'empressera de jeter dans les esprits? Si jusqu'à cette heure la Confédération germanique n'a point encore fait vis-à-vis du Cabinet français une démarche tendant à éclaircir les attitudes réciproques, c'est aux conseils des deux premières Cours allemandes que le fait est dû; mais il leur paraît essentiel de ne point cacher au Gouvernement français que si, dans un très-bref délai, les choses devaient ne point changer de manière à offrir des gages indispensables de sécurité morale et matérielle, ces deux Cours ne croiraient plus alors pouvoir arrêter les mesures que la Confédération jugerait devoir prendre pour sa sûreté.

Veuillez, Monsieur le Comte, porter la présente dépêche à la connaissance de M. le ministre des affaires étrangères.

Metternich à Münch, à Francfort (D.). Vienne, le 28 novembre 1840.

1405. La mission du général de Grolmann a abouti à un résultat aussi prompt que satisfaisant.

Votre Excellence pourra s'en assurer par la lecture de la copie ci-annexée de la convention qui a été signée aujourd'hui entre ce général et M. le ministre d'État comte de Ficquelmont, copie que j'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence, *et qui est destinée à vous seul* *.

Cette convention détermine sous une forme générale la manière dont l'armée de la Confédération, appuyée par les autres forces de l'Autriche et de la Prusse, devra être, le cas échéant, employée contre la France. Elle assigne à chacun sa place dans le cas où cette grave éventualité se produirait; elle lui désigne le cercle dans lequel son action devra s'exercer, et elle prévient pour le premier moment la fluctuation des opérations, qui est une chose si fâcheuse.

Pour faire ce travail, on a gardé comme base la convention militaire de Berlin de l'année 1832, en ce qui touche à la grande division de toutes les forces militaires de la Confédération en trois armées principales, aux différents degrés de la mise sur le pied de guerre et aux principaux centres de formation. Mais comme depuis 1832 l'esprit des pays rhénans a tant changé et s'est tant amélioré que nous pouvons faire marcher notre armée vers le Rhin avec bien plus de confiance qu'alors; comme, d'autre part, ce changement nous impose le devoir de répondre de notre mieux à d'aussi bons sentiments, nous nous sommes, d'après la présente convention, engagés vis-à-vis

* Cette convention, dont les principaux points sont indiqués dans la dépêche ci-dessus, règle en détail le chiffre des troupes à mobiliser, leur répartition, les époques où elles devront marcher en avant, avec les principales directions qu'elles devront suivre et leur mise en ligne, ainsi que la question du commandement; elle prend en considération l'attitude des pays limitrophes et expose les mesures à prendre pour les diverses vicissitudes de la guerre, etc. (*Note de l'Éditeur.*)

de la Prusse à faire avancer plus vite les troupes autrichiennes et à les porter à de plus grandes distances que ne le stipulait la convention de Berlin. Il résulte de ces modifications, au point de vue de l'avantage général aussi bien qu'à celui de l'avantage particulier de chaque État confédéré, une amélioration dans la situation dont certainement tous nous sauront gré.

Ce qui a pesé d'un grand poids dans cette négociation, c'est l'idée, exprimée au nom du Roi de Prusse, de vouloir considérer toute attaque de la France contre les possessions autrichiennes en Italie comme dirigée contre lui-même, et l'obligation acceptée d'après cela par ce Prince de proposer en temps et lieu à la Confédération la solidarité la plus complète à cet égard. C'est de la part de la Prusse une concession tellement importante dans l'intérêt de l'État autrichien, concession que naguère rien encore ne pouvait faire prévoir, qu'à elle seule elle nous fait envisager comme un événement capital le résultat obtenu par le voyage du général de Grolmann.

La convention, rédigée dans ces termes, sera portée par ce général à Berlin, pour y être soumise à la sanction du Roi.

Dès qu'elle aura été approuvée par ce Souverain, les deux Cours s'entendront au sujet des communications à faire à leurs confédérés par suite de cette convention, ainsi qu'au sujet de la manière d'exécuter ce qui a été arrêté entre elles.

En attendant, ainsi que Votre Excellence pourra s'en assurer en prenant connaissance de l'annexe, il a été décidé par la Cour de Prusse aussi bien que par la Cour d'Autriche qu'on enverrait aux États formant le septième et le sixième corps d'armée de la Confédération des missions particulières pour les instruire d'une manière générale de ce qui a été résolu en commun, et s'assurer que, de leur côté, tout sera prêt en temps utile, et que toutes les mesures prises sont conformes à ce qui a été convenu ici.

Du côté de la Prusse, le colonel de Radowitz a été désigné à cet effet; il est parti d'ici avant-hier pour commencer son voyage circulaire.

Il sera suivi sous peu de jours par le général de Hess, délégué par l'Autriche; le général s'arrêtera successivement

à Munich, à Stuttgard, à Carlsruhe et à Darmstadt, et, en revenant à Vienne par Francfort, aura l'honneur de vous voir dans cette ville, et de vous informer de vive voix du résultat de sa mission.

Metternich au baron d'Erberg, chargé d'affaires à Berlin (E. D.).
Vienne, le 19 décembre 1840.

1406. Nous sommes depuis quelques jours en possession des rapports par lesquels M. le comte Apponyi nous a rendu compte de la manière dont il s'est acquitté auprès du ministère français de nos ordres du 24 novembre (n° 1404), relatifs aux armements de la France.

La teneur des réponses de Paris est, à vrai dire, absolument conforme à ce que j'en attendais. Il était impossible, selon moi, vu la situation des esprits en France, et surtout d'après la tournure qu'avaient prise les débats sur l'Adresse, que M. Guizot contractât dès à présent un engagement positif de *désarmer* à une époque donnée, plus ou moins rapprochée; et il était à prévoir, d'un autre côté, qu'animé de dispositions sages et conciliantes, il nous donnerait des explications propres à nous rassurer sur toute intention hostile du Gouvernement actuel en France contre l'Allemagne, et à nous faire entrevoir le terme, assez rapproché en apparence, auquel la France serait prête *à faire rentrer son état militaire dans des bornes mieux adaptées à la véritable situation politique de l'Europe*.

Si donc dans les paroles de M. Guizot rien n'a pu nous surprendre, il n'en a pas été de même de la candeur, je dirai presque de la naïveté des aveux du Roi. Ils portent, à ce qu'il me semble, le cachet d'une entière vérité, et ils sont de nature à jeter bien du jour sur ce qui, sans ces données, serait incompréhensible. Il en résulte que, dans l'esprit de Louis-Philippe, il en est des armements comme des fortifications de Paris, et que ce que M. Thiers a imaginé pour narguer et pour attaquer l'étranger, le Roi désire le mettre à profit pour renforcer son autorité à l'intérieur. Certes, aucune des puissances, voulant le maintien de la paix et de l'ordre en Europe, ne trouvera

mauvais l'usage auquel le Roi des Français destine l'augmentation de forces que les circonstances ont mise entre ses mains; mais comme rien ne nous garantit que ce seront toujours exclusivement celles du Roi qui auront à manier cet instrument à la fois utile et dangereux, nous n'en restons pas moins assujettis au devoir de veiller à ce que la direction donnée aux forces militaires françaises ne puisse pas, du jour au lendemain, être changée à notre détriment.

Nous attendons, avant de prendre un parti sur la suite à donner aux réponses de Paris, de connaître l'impression qu'elles auront produite à Berlin; et nous prions en conséquence le ministre prussien de s'en expliquer envers nous au plus tôt.

Voici, en termes généraux, les idées auxquelles nous nous sommes provisoirement arrêtés.

Les Cours allemandes auxquelles nous avons fait part de la démarche faite par nous à Paris s'attendent à être instruites du résultat. Il nous semble donc qu'il est indispensable, avant tout, de leur faire connaître loyalement la teneur de la réponse que le ministre français a faite à nos deux représentants. On joindrait à cette communication cette remarque, que si d'un côté les assurances pacifiques et tranquillisantes de M. Guizot nous permettent d'espérer que la nécessité puisse encore être épargnée à la Confédération de prendre vis-à-vis de la France une attitude prononcée de méfiance ou d'hostilité, la prudence, d'un autre côté, exige que l'on ne s'abandonne point en Allemagne, en face des armements que la France veut maintenir, à une sécurité trop entière, et qu'en appliquant ce double principe à la position pratique des choses, nous sommes d'avis que la Confédération ait encore à s'abstenir pour le moment de l'interpellation formelle qu'elle pourrait adresser à la France sur ses armements, mais qu'en même temps les États allemands doivent continuer à se placer sur un pied de paix *respectable et complet,* dans le sens des exhortations que MM. de Hess et de Radowitz sont allés porter à quelques-unes des Cours allemandes, et qui devraient maintenant être adressées, *de par la Diète,* à tous les États, sans exception, formant la Confédération germanique.

Dès que nous connaîtrons l'opinion de la Cour de Prusse à ce sujet, nous nous livrerons à la rédaction des expéditions qui, en conséquence, doivent être adressées de notre part à celles des Cours qui ont reçu nos communications du 24 novembre.

PRISE DE SAINT-JEAN D'ACRE.

1407. Metternich à Münch, à Francfort (D.). Vienne, le 21 novembre 1840.

1407. Nous avons appris ce matin, par une estafette partie de Constantinople le 11 de ce mois, que Saint-Jean d'Acre a été pris le 4 novembre par les Turcs et leurs alliés.

Le bombardement par les flottes réunies a duré pendant toute la journée du 3 novembre, et il a produit de tels effets que la nuit suivante la garnison égyptienne s'est enfuie, et que, le 4 novembre, de grand matin, Son Altesse Impériale l'Archiduc Frédéric, qui a le premier quitté sa frégate pour aller à terre, a pu arborer sur la citadelle le drapeau du Sultan, et à côté ceux de l'Autriche et de l'Angleterre.

Immédiatement après la prise de la place, toutes les populations des montagnes voisines se sont soulevées contre les Égyptiens, de sorte qu'un petit nombre seulement de ces derniers, qui s'étaient enfuis de la ville, sont arrivés à se frayer un chemin jusqu'à Ibrahim. Plus de mille prisonniers et deux à trois cents canons ont été trouvés à Saint-Jean d'Acre même et sont tombés au pouvoir des vainqueurs.

Pénétré de la haute importance du moment, j'envoie, par la dépêche ci-annexée *sub volanti*, que j'adresse au comte Apponyi, la recommandation pressante au ministre M. Guizot de prendre maintenant une attitude ferme et décidée, de profiter du moment favorable qui vient s'offrir et de ne pas attendre jusqu'à la dernière extrémité, maintenant que les chances de Méhémet-Ali diminuent si rapidement *.

* Dans la dépêche en question (21 novembre), Metternich écrit à Apponyi :

1841.

EXTRAITS DU JOURNAL DE LA PRINCESSE MÉLANIE.

DÉTAILS BIOGRAPHIQUES.

1408. Vienne (du 3 janvier au 13 juillet). — 1409. Séjour à Kœnigswart et au Johannisberg (du 17 juillet au 6 octobre). — 1410. Retour à Vienne (du 7 octobre au 31 décembre).

VIENNE.

1408. Lettre de l'Archiduc Frédéric. — Première réception du dimanche. — Opinion de Pückler sur Méhémet-Ali. — Accommodement avec celui-ci. — Radetzky. — Petit bal à la Cour. — Anniversaire. — Divertissements de carnaval. — L'Archiduc Frédéric au Burgtheater. — Lecture faite par Holtei. — Théâtre d'amateurs. — Mort du comte Andor Széchényi. — Les dames lavant les pieds des pauvres à la Cour, le jeudi saint. — Dîner à la Cour. — L'ange gardien à Berlin. — Départ de l'Impératrice pour Modène. — Concert à la Cour. — Solution de la question turco-égyptienne. — Salomon Rothschild. — Changement de ministère en Angleterre. — De Saint-Pétersbourg. — Fête dans la villa. — Affaires religieuses. — La duchesse de Talleyrand-Périgord. — Chemin de fer de Vienne à Baden. — Banqueroutes. — Le prince en jeune Muse.

Vienne, le 3 janvier 1841.

1408. Clément a reçu une lettre très-aimable du jeune Archiduc Frédéric, qui vient de recevoir la croix de Marie-Thérèse.

La première réception du dimanche a eu lieu dans les salons, qui sont nouvellement restaurés. La chancellerie d'État est devenue très-élégante; le salon vert est tapissé d'une belle étoffe

« Si le Cabinet français actuel cherche des arguments pour le soutien d'une décision forte et sage, il devra les trouver dans les fautes commises par celui auquel il vient de succéder; il les trouvera dans tout ce que la force de Méhémet-Ali *n'offre pas* et n'a dès lors jamais offert. A quelles dimensions minimes la fantasmagorie égyptienne ne se trouve-t-elle point réduite d'elle-même! Si l'on adressait au Gouvernement français le reproche de ne point être venu au secours du Pacha, le Cabinet a une réplique toute prête, c'est que l'on ne peut aider que ceux qui savent se défendre eux-mêmes. M. Guizot connaît aujourd'hui la Grande-Bretagne. Il doit ainsi

de Lyon, qui n'a qu'un inconvénient : c'est qu'elle ne supporte pas bien les lumières ; la salle des colonnes est fort belle depuis qu'elle est ornée de stuc blanc et garnie de beaux meubles en soie rouge.

5 janvier.

J'ai passé une heure chez Clément, qui lisait des journaux. Dans la *Gazette universelle d'Augsbourg,* il y a un article très-risqué de Pückler sur Méhémet-Ali, qu'il compare à Bonaparte.

6 janvier.

Clément a reçu des dépêches de Constantinople. Ponsonby ne veut absolument pas qu'on s'arrange avec Méhémet-Ali, et par là il ne fait qu'augmenter la confusion.

Mon mari est resté longtemps dans son cabinet, car un second courrier lui avait apporté des nouvelles plus récentes de Constantinople. Il paraît que l'affaire de Méhémet-Ali est entièrement terminée. Il a fait sa soumission complète, et la Porte a envoyé quelqu'un pour tout régler et pour prendre possession de la flotte. Beauvale a été très-content de cette solution.

14 janvier.

Clément a reçu de mauvaises nouvelles de Radetzky. Celui-ci a une ophthalmie dangereuse (ce sont des fongosités). Hartung le soigne fidèlement et le conserve depuis de longues années ; c'est un grand bonheur pour notre armée, qui a besoin de lui.

savoir apprécier à sa juste valeur le mouvement que l'immense succès obtenu à Saint-Jean d'Acre imprimera à ce pays. Dans une pareille situation des choses, si l'on s'efforçait de faire obtenir à un pouvoir déchu par sa propre faute des conditions qui ne seraient rien pour ce pouvoir, et qui par cette raison donneraient facilement à ces efforts la couleur d'une chicane politique, au lieu d'avancer, on reculerait, et l'on s'enfoncerait dans de grands embarras. La question véritablement politique est celle *de l'Égypte ;* qu'on s'y borne par conséquent. » (*Note de l'Éditeur.*)

21 janvier.

J'ai été exacte au dîner, parce qu'à six heures et demie il m'a fallu aller à la Cour. La princesse de Liechtenstein était rayonnante de beauté; elle est trop belle pour une simple mortelle et ressemble à une Junon. Éléonore Schwarzenberg était charmante; la comtesse de Seilern était aussi fort jolie. J'ai causé longuement avec l'Impératrice; ensuite j'ai dansé un quadrille avec le jeune Archiduc Charles, et j'ai passé le reste du temps à une table ronde autour de laquelle plusieurs personnes avaient pris place. En rentrant à onze heures, j'ai trouvé Maltzahn chez Clément.

24 janvier.

Clément m'a dit en confidence que le Sultan avait consenti à accorder l'hérédité à Méhémet-Ali, et qu'ainsi la question d'Orient était résolue.

Beauvale a demandé la main d'Adine Maltzahn; le mariage aura lieu dans quatre semaines.

30 janvier.

J'ai voulu commencer le jour du dixième anniversaire de mon mariage en faisant une prière dans la chapelle. J'ai prié avec ferveur pour Clément; que Dieu le bénisse et le conserve; qu'il m'accorde la grâce de contribuer encore pendant une longue suite d'années à le rendre heureux et à lui adoucir l'existence!

15 février.

Le Pape a envoyé à Clément son nouvel ordre de Saint-Grégoire le Grand en brillants. La lettre écrite par Lambruschini à cette occasion est très-belle.

20 février.

A dix heures, nous sommes allés chez la princesse Marie Esterhazy, qui donnait une soirée masquée. Je portais le costume de la chocolatière de Dresde; les masques qui ont paru

dès le commencement étaient amusants au possible. Sandor en fou était le plus drôle de tous; il n'est pas sorti de son rôle un seul moment. Paul Zichy est venu en vieille femme; il avait une tournure vraiment très-comique. Josika était déguisé en loup et conduisait un singe par la main, ce qui produisait un effet très-plaisant. Deux heures se passèrent avant qu'on parvînt à se reconnaître réciproquement. Clément, qui m'avait accompagnée, s'est parfaitement amusé, ce qui me rend toujours heureuse.

9 mars.

L'Archiduc Frédéric s'est montré au Burgtheater, où le public l'a reçu par de vives acclamations. Toute la Cour était présente; l'Archiduc Charles l'a embrassé, ce qui a porté l'enthousiasme au comble.

12 mars.

Le temps est magnifique, Dieu merci. Clément est venu avec moi au jardin du Rennweg. Nous avons fait le chemin à pied avec Maltzahn, et nous avons dîné avec François de Stadion, qui vient d'être nommé gouverneur de Trieste, et avec Werner. L'Archiduc Charles-Ferdinand est venu chez moi; il est enchanté de l'arrivée de son frère, qui est partout fêté sur son passage.

18 mars.

Les Stadion, les Clam, la princesse de Kaunitz et ses filles, la comtesse Sobanska et quelques messieurs se sont réunis chez moi pour entendre lire Holtei. Il a lu le dernier acte de *Jules César* de Shakespeare, puis une petite farce un peu triviale, qu'il a composée lui-même. Clément a été satisfait de cette séance de lecture, qui a été généralement goûtée.

3 avril.

J'ai entendu le premier acte de l'opéra d'*Othello*, où Donzelli est encore merveilleux, malgré ses cinquante-quatre ans.

Clément est venu me chercher pour m'accompagner chez les Liechtenstein, où avait lieu une représentation d'amateurs. Je me suis très-bien amusée. La première pièce, *Sous une porte cochère,* a été assez mal jouée par tout le monde; Sainte-Aulaire seul a fait exception. Par contre, dans la seconde, *Prosper et Vincent,* tous les rôles ont été remplis à la perfection; Blacas surtout s'est distingué. Nous sommes restés à souper, et la soirée s'est passée très-agréablement. Lady Beauvale s'est montrée aujourd'hui pour la première fois dans le monde.

5 avril.

Clément est venu tout consterné m'apporter la terrible nouvelle de la mort d'Andor Széchényi, qui a été atteint de la peste à Damas, où il avait fait un voyage de plaisir, et qui a été surpris par la mort à Beirouth, où il n'a été malade que cinq jours. Le général Jochmus annonce à mon mari ce triste événement, et, dans une lettre à Paul Széchényi, il retrace les derniers moments du jeune homme, que l'aide de camp du général, un M. Dumont, n'a quitté ni jour ni nuit. Cette nouvelle m'a terriblement affectée. Comment l'apprendre aux parents? Pilat est allé d'abord chez eux, et je l'ai suivi. J'ai trouvé Paul résigné, mais dans une sorte de prostration, et Émilie baignée de larmes. Clément est aussi venu faire une courte apparition.

8 avril.

Nous avons déjeuné à la Cour; ensuite nous avons assisté à la grand'messe avec Éléonore Schwarzenberg et la princesse de Paar, qui avec Catherine Wrbna et la comtesse de Coudenhove complétaient le nombre des douze dames qui lavaient les pieds aux pauvres. C'était la première fois que j'assistais à cette cérémonie. La vue du repas de ces pauvres gens faisait une impression touchante, et la contenance de l'Impératrice pendant tout le temps a été à la fois pleine de noblesse et d'humilité.

18 avril.

Dans les premières heures de la soirée, Clément m'a lu un très-beau travail qu'il a fait, *le Portrait de l'Empereur Alexandre;* c'est une étude du plus haut intérêt, qui sera publiée un jour*.

21 avril.

A deux heures, il m'a fallu aller au dîner de la Cour; toute la Cour y était : les deux Impératrices, l'Archiduc François et l'Archiduchesse Sophie, l'Archiduc Étienne et sa sœur, ainsi que les personnes de la suite. Le dîner a été très-gai. L'Impératrice s'apprête au voyage qu'elle doit faire; l'Empereur paraît avoir beaucoup de chagrin de cette séparation.

24 avril.

Clément m'a raconté que la petite fille du prince Guillaume de Prusse était à la fenêtre le jour où son père est parti pour Saint-Pétersbourg, et qu'elle est tombée d'un rez-de-chaussée très-élevé. Un ouvrier tailleur qui passait a reçu l'enfant dans ses bras, de sorte qu'elle ne s'est pas fait de mal. De tels événements font du bien au cœur; ils prouvent que l'ange gardien veille.

L'Impératrice est partie ce matin pour Modène.

4 mai.

A sept heures, il y a eu un grand concert italien chez l'Archiduchesse Sophie; tous les chanteurs de l'Opéra y étaient. C'était très-joli; cependant le bruit était presque assourdissant, car toutes ces voix sont trop fortes pour une salle aussi basse.

Clément a reçu la nouvelle que la question turco-égyptienne

* Ce portrait figure dans les *Portraits de quelques contemporains célèbres.* Voir tome I, p. 315 et suiv. (*Note de l'Éditeur.*)



est résolue, parce que la Porte a adhéré aux modifications qu'on a fait subir aux propositions faites à Méhémet-Ali.

14 mai.

Après un dîner en famille, j'ai reçu une cinquantaine de personnes qui voulaient assister à notre répétition. D'abord les enfants ont dansé un ballet qui a parfaitement réussi et qui a fort amusé tout le monde. Puis est venue la répétition générale de nos deux pièces, qui a également très-bien réussi et qui a été applaudie par le public assez nombreux qui se trouvait là. Le soir sont venus une foule de gens qui voulaient présenter leurs compliments à Clément à l'occasion de sa fête de demain, et je me suis couchée très-fatiguée. Paul et le petit Sandor, costumés en petits Savoyards, avaient dansé un pas de deux très-drôle. Au milieu de tous mes préparatifs de fête, je ne cesse de prier Dieu pour qu'il bénisse celui dont nous allons célébrer l'anniversaire, et qu'il me le conserve longtemps en bonne santé.

15 mai.

A huit heures et demie sont venus nos invités, qui ont vivement applaudi la représentation des deux pièces de théâtre. Blacas était distrait et, comme il le disait, mal disposé; aussi n'a-t-il pas très-bien rempli son rôle dans *Prosper et Vincent*. Notre pièce a été fort bien jouée, bien que j'eusse moins d'entrain qu'hier. Nous avons soupé dans les salons habituels, et il m'est resté bien plus de convives que nous ne l'aurions souhaité. J'ai donné à Clément un magnifique cachet anglais; j'ai été très-déçue quand il m'a dit qu'au lieu d'un bouquetin on avait mis comme support un bélier, ce qui fait qu'on ne peut pas se servir du cachet; cela m'a vivement peinée.

26 mai.

Rothschild, qui revient de Paris, a été chez Clément; j'ai pris un moment part à leur conversation. Le vieux Salomon

me touche toujours par le sincère attachement qu'il a pour mon mari.

Un courrier de Paris annonce que le Cabinet anglais est resté en minorité de trente-cinq voix; une lettre du prince Albert à son frère mande que les whigs ne peuvent pas se maintenir.

27 mai.

Charles de Liechtenstein est revenu aujourd'hui de Saint-Pétersbourg; il est venu voir aussitôt mon mari. Il nous a raconté les détails les plus extraordinaires sur les fêtes du mariage et sur les affaires intérieures de la Cour. Reischach a aussi été chez moi et a également beaucoup causé. Ils ont été parfaitement accueillis, et l'Empereur nous a fait dire par eux les choses les plus aimables.

31 mai.

Après la messe, je me suis mise à l'œuvre pour arranger mes salons, la terrasse, bref, toute la maison, de manière que la fête de ce soir réussisse. Ces préparatifs ne sont pas peu de chose dans une maison où le service est aussi insuffisant que dans la mienne. A cinq heures, nous nous sommes mis à table pour prendre quelques forces, et, après avoir mis la dernière main à l'œuvre et fait toilette, nous avons vu arriver huit voitures de la Cour, attelées chacune de six chevaux. Toute la famille impériale est venue : l'Impératrice mère, le prince de Salerne, la famille de l'Archiduc Régnier, l'Archiduc palatin avec sa famille, etc. A sept heures, on a commencé à danser dans le grand salon. Il a fallu penser aux danseurs des Archiduchesses, à leurs châles, etc., ce qui m'a donné fort à faire. On a illuminé le jardin, ce qui a produit un effet magique. La fête a été superbe; elle n'a eu qu'un défaut, c'est que nous avions invité trop peu de monde. A minuit, je me suis couchée tout épuisée.

4 juin.

J'ai commencé la journée en allant avec mon cher Clément me confesser et communier. Dans ces circonstances, il est encore plus touchant que d'ordinaire.

7 juin.

L'Archiduc François est venu au moment où nous allions nous mettre à table. Il avait appris par Bombelles que Clément regrettait qu'il se fût décidé à partir dans un moment où les affaires religieuses allaient enfin être discutées, et il a différé de huit jours son voyage à Munich.

10 juin.

Je me suis mise en toilette de bonne heure, parce que la duchesse de Talleyrand est venue à trois heures et demie. Clément lui avait déjà montré le pavillon à moitié quand je suis venue. J'avais grand'peur d'elle avant de la connaître; cependant, je l'ai trouvée tout autre que je me l'étais figurée. Elle a un beau profil, mais ses beaux yeux ont une certaine expression de sévérité. Elle est aimable, et la grande sympathie qu'elle a pour Clément lui donne à mes yeux de la grâce et de l'affabilité. Nous sommes restées seules un moment, et nous en avons profité pour faire plus ample connaissance. La duchesse m'a dit qu'on lui avait fait croire que je la recevrais mal. La princesse de Hohenzollern et la duchesse d'Acerenza, les Sainte-Aulaire, le jeune baron de Talleyrand et les deux Hügel ont dîné avec nous. Plus tard, la duchesse a beaucoup parlé de son oncle, pour lequel elle éprouve une grande admiration. On voit qu'elle lui a voué toute la reconnaissance dont elle est capable, parce qu'elle et ses enfants lui doivent tout. Elle cause très-agréablement et parle un allemand exquis.

20 juin.

On a ouvert aujourd'hui la ligne de chemin de fer de Vienne à Baden. Plus de trois mille personnes ont fait le trajet ce premier jour.

4-9 juillet.

La grande nouvelle du jour, qui occupe le public et mon mari, c'est la banqueroute du banquier Steiner, car on craint qu'elle n'entraîne la chute de plusieurs maisons de banque. On dit que Geymüller est fortement compromis.

Clément a été tourmenté ces jours-ci par un sculpteur nommé Gandolphi. Il vient de Milan, et il a fait la statue de la *Politique,* qu'il a voulu offrir à mon mari. Il a eu l'idée de donner les traits de Clément à une *Jeune Muse,* et l'on dit qu'à part quelques petites fautes de dessin, il a parfaitement réussi. Clément n'a pas voulu accepter ce présent et encore moins acheter cette *Muse;* nous avons donc dû renoncer à la possession de cette *Muse,* que je n'ai pas vue malheureusement, mais qui est, dit-on, un fort beau travail.

10 juillet.

Clément est actuellement en relations très-suivies avec Rothschild et tous les banquiers; il a voulu empêcher la faillite de Geymüller, qui a suspendu aujourd'hui ses payements.

11 juillet.

La journée a commencé péniblement pour moi. Les enfants sont partis à sept heures par un temps affreux. Je me suis réveillée à huit heures, et j'ai remarqué que Clément était souffrant; il avait un peu de fièvre et m'a dit qu'il ne se sentait pas tout à fait bien. Il s'est levé pourtant; notre départ a été remis à mardi.

12 juillet.

Clément s'est remis. Pendant les premières heures de la soirée, je me suis occupée à emballer ; ensuite j'ai accompagné mon mari à Mœdling, chez le comte Kolowrat. Tous les messieurs de la chancellerie ont pris congé de Clément; ensuite sont venus nos habitués, qui sont restés jusqu'à une heure.

13 juillet.

J'ai passé une nuit terrible. Clément est encore souffrant; au moment où nous allions monter en voiture, nous avons décidé que nous resterions encore. Jaeger a trouvé que Clément avait de la fièvre. Cela paraît être une fièvre tierce; les accès ne sont pas forts, Dieu merci ; pourtant ils reviennent périodiquement, ce qui est toujours terrible. Je me suis tourmentée pendant quelques heures, tout en cherchant à tranquilliser Clément, qui, de son côté, était tourmenté par la pensée de la confusion que causerait la remise de ce voyage. Il a fallu décommander les chevaux, rappeler le courrier qui attend à Schrems, bref, faire une foule de choses ennuyeuses qui effrayent d'ordinaire le public. On croira que la banqueroute de Geymüller, qui fait ici une impression terrible, empêche Clément de partir, parce qu'elle peut faire du tort à l'État. En un mot, les bruits les plus extraordinaires ne manqueront pas de se répandre.

J'ai passé trois heures bien douloureuses près du lit de mon mari, qui a dormi jusqu'à midi. A son réveil, il s'est senti assez bien. Mais ce n'est qu'à deux heures que la fièvre l'a quitté, et que son état est devenu tout à fait satisfaisant. Jaeger ne lui a pas permis de se lever, ce qui l'a contrarié vivement.

SÉJOUR A KOENIGSWART ET AU JOHANNISBERG.

1409. Voyage en Bohême. — A Kœnigswart. — Medem. — Félix Schwarzenberg. — De Turin. — Zedlitz. — Le baron de Talleyrand. — L'Archiduc Étienne. — Le comte de Voss. — Maltzahn. — Tatistcheff. — Départ pour le Johannisberg. — La vie dans cette résidence. — Hôtes. — Aldenburg. — La duchesse de Nassau. — Le prince Émile de Hesse. — Voyage sur le Rhin. — A Cologne et à Ems. — Le Roi de Hanovre. — Le comte de Fürstenberg. — La société du Johannisberg. — A Francfort. — Chez Rothschild. — A Wiesbaden. — A Darmstadt. — Émile de Girardin. — Départ du Johannisberg. — A Heidelberg, Carlsruhe et Stuttgard. — Augsbourg. — Munich.

Kœnigswart, 17-19 juillet.

1409. Clément a passé une nuit tranquille. Je me suis levée de bonne heure, afin de faire les derniers préparatifs de départ.

A dix heures, je suis montée en voiture. La chaleur était accablante. Nous avons dîné à Goepfritz et couché à Schrems. Clément se sentait bien. Dimanche, nous avons continué notre voyage sans même avoir assisté à la messe, après être allés voir la comtesse de Vrints, qui est en ce moment à Schrems chez les Bartenstein, ses beaux-parents. La présence du docteur Jaeger est une consolation pour moi. Nous avons dîné à Strakonitz, après avoir souffert d'une chaleur épouvantable. Après le dîner, est venu un orage qui a rafraîchi l'air et qui nous a accompagnés jusqu'à Klattau, où nous avons couché. Lundi, à six heures du matin, Clément Hügel est venu nous rejoindre à Klattau; ensuite est arrivé un courrier, apportant enfin de Londres le protocole relatif à la question d'Orient, signé par les représentants des puissances.

A cinq heures, nous sommes arrivés, par un temps très-beau, mais assez frais, à Kœnigswart, où Herminie et les enfants nous ont reçus à bras ouverts.

21 juillet.

Nous avons reçu des lettres de Vienne, où tout le monde était en bonne santé. M. de Medem, ministre plénipotentiaire

de Russie à Stuttgard et à Darmstadt, écrit de Carlsbad à Clément que Nesselrode l'a chargé de traiter avec lui les affaires russes; cela sera peu flatteur pour Tatistscheff, qui nous a annoncé son arrivée comme très-prochaine.

22 juillet.

Félix Schwarzenberg, qui vient de Turin, nous parlait ce soir de la société qu'il a trouvée dans cette ville, de la Cour, de la piété du Roi, du mariage projeté entre l'héritier présomptif et la seconde fille de l'Archiduc Régnier, lorsque est arrivé un courrier de Sambuy * qui nous a annoncé que ce dernier a dû quitter Recoaro et se rendre à Vienne pour faire officiellement la demande de la main de l'Archiduchesse. Il voudrait que Clément lui indiquât la manière de procéder en cette occurrence, et il lui envoie un courrier dans ce but.

23 juillet.

M. de Medem est arrivé de Carlsbad. Félix Schwarzenberg, qui le connaît, facilite la conversation avec lui; mais il est parti ce soir pour Tachau, afin d'aller voir ses sœurs. Clément a beaucoup travaillé avec Medem.

24 juillet.

Zedlitz, qui est arrivé ce matin, nous a lu ce soir les *Nibelungen* dans une version très-réussie.

25 juillet.

La fontaine que nous avons fait faire à Plass, et que nous avons placée ici au milieu de la cour, fait un très-joli effet. On ne peut la regarder que par la fenêtre, car le temps est affreux. Clément a eu grand plaisir à voir jaillir l'eau. La vasque est en fer, a une forme élégante, et contribue beaucoup

* Envoyé de Sardaigne à la Cour de Vienne. (*Note de l'Editeur.*)

à l'embellissement de la cour. Le jeune Talleyrand est arrivé et semble vouloir rester ici. Nos journées se passent à lire et à travailler, pendant que la pluie tombe à torrents.

27 juillet.

Clément est heureux quand le soleil se montre; mais il m'a dit hier qu'il se plaisait ici même par la pluie, ce qui m'aide à prendre bien des choses en patience.

Les dépêches à envoyer à Paris n'ont pas permis d'organiser une partie de whist; nous nous sommes dédommagés en lisant les *Guêpes* d'Alphonse Karr.

29 juillet.

Les Beauvale, qui sont arrivés hier, n'ont fait leur apparition qu'à deux heures. J'ai pourtant fait une visite à l'ambassadrice, qui m'a accueillie d'une manière très-aimable. Elle s'occupe beaucoup de politique. Nous l'avons forcée d'assister à la lecture d'un drame qu'on nous a envoyé de Paris et que la critique juge favorablement. Après le dîner, nous avons profité d'un moment où il ne pleuvait pas pour faire une promenade. Le soir, Clément a fait sa partie de whist.

31 juillet.

J'ai passé la journée à copier mon rôle, car M. de Talleyrand veut absolument jouer la comédie.

Le soir, Clément a amusé ces messieurs en leur racontant des épisodes des campagnes auxquelles il a assisté.

3 août.

L'Archiduc Étienne, le comte de Ficquelmont, le baron Duthil, ministre d'État de Darmstadt, qui prend les eaux à Marienbad, ont dîné chez nous. L'Archiduc a visité le couvent de Tepl, puis il a tiré des cerfs dans notre parc. Après le dîner, il est retourné à Marienbad; il voulait arriver le soir même à Mies. Nous avons encore lu un moment après le dîner,

puis nous avons joué avec les enfants. Talleyrand a pris congé de nous; il part demain de grand matin pour Dresde; nous l'avons tous vu partir à regret.

4 août.

Nous avons eu à dîner un Prussien, le comte de Voss; c'est un homme très-spirituel, qui est, dit-on, le favori du Roi. Ensuite Medem est venu de Carlsbad.

6 août.

Clément est allé avec moi à Marienbad. Nous sommes allés voir madame de Ficquelmont, et nous avons fait différents arrangements dans la maison que nous y possédons, et qui est occupée en ce moment par Esterhazy. Il avait fait une partie de campagne avec quelques Anglaises qui sont arrivées à Marienbad.

Après le dîner, Clément a reçu de Berlin une estafette annonçant que M. de Werther se démet de ses fonctions et que Maltzahn le remplace. Cette nouvelle m'a fait plaisir; mais Clément craint qu'il n'en résulte plus d'une complication pour lui.

9-17 août.

Tatistscheff et la comtesse Sobanska sont descendus au château. Medem est parti. Félix Schwarzenberg ne nous a quittés que le 12. Le 13, nous avons été à Tachau, où j'ai trouvé Éléonore Windischgrætz en parfaite santé.

A Kœnigswart, nous avons renoncé à la lecture et à nos occupations habituelles, car le pauvre Tatistscheff est tout à fait aveugle; il faut causer avec lui toute la journée, ou bien lui lire des feuilletons. Le temps a été épouvantable comme au commencement, et depuis le 9 nous n'avons vu le soleil que deux fois.

Johannisberg, du 18 au 21 août.

Le premier jour, nous sommes allés jusqu'à Baireuth, où nous avons dîné et couché. Le 19, nous étions à Bamberg, où

nous avons visité la cathédrale, qui est très-belle, mais qui pèche par le défaut d'ornementation. Le Roi de Bavière vient de la faire restaurer; je trouve cependant que l'intérieur de l'église est bien monotone. A minuit, nous sommes arrivés très-fatigués à Würzbourg. Lundi, à huit heures du matin, nous étions en voiture pour aller à Francfort; mais les postillons bavarois sont d'une telle lenteur, que nous ne sommes arrivés qu'à sept heures du soir. Il faisait très-chaud, et nous n'avions rien mangé; aussi me suis-je sentie indisposée à Aschaffenbourg. Mélanie a fait le voyage en compagnie de Clément Hügel. Nous avons dîné à Francfort. Münch, Mimi Meyendorff, Coudenhove, Vrints, Rothschild, Charles Buol, ont passé la soirée avec nous. Samedi matin, il faisait horriblement chaud; malgré les fatigues des derniers jours, nous sommes allés au Rœmersaal pour voir les portraits des Empereurs, puis à l'Académie et chez Bethmann, qui possède un musée; mais ce qui m'a été plus agréable encore que ses trésors artistiques, c'est le bon déjeuner qu'il nous a offert. Nous avons dîné chez Münch, après avoir visité plusieurs magasins avec les Vrints, Mimi Meyendorff et Maltzahn. Nous sommes partis de Francfort en chemin de fer, et nous sommes arrivés en une heure et demie à Wiesbaden. Les chevaux du duc de Nassau nous ont menés en une heure et demie au Johannisberg, où nous avons trouvé Tatistscheff.

24 août.

Neumann est arrivé. Les familles Vrints et Buol ont dîné avec nous. J'ai été très-agitée toute la journée, parce que le château est si plein de monde, qu'on ne peut plus loger personne et qu'il n'y a plus de linge; aussi ai-je été sur pied toute la matinée. Nous avons fait une courte promenade dans le jardin et sur la terrasse; ensuite est venu Dietrichstein avec le jeune Roger d'Aldenburg, qui me plaît beaucoup. C'est un joli garçon, ce qui ne gâte rien, et de plus il est très-bien élevé. M. de Medem est arrivé aussi.

25 août.

A neuf heures du matin, je me suis mise en route avec Clément, Münch et Clément Hügel pour aller à Wiesbaden, et de là nous rendre en chemin de fer à Mayence. Je suis allée avec ces messieurs dans quelques magasins, et j'ai été étonnée de les trouver dans ce moment aussi mal fournis. Nous n'avons pas rencontré chez lui le vieux Kesselstadt ; cependant il est venu dîner avec nous dans un magnifique hôtel tout nouveau, l'hôtel de l'Europe, d'où l'on a une vue splendide sur le Rhin. Nous avons rendu visite au prince de Hesse et à la comtesse de Naumburg, qui a bien changé. A cinq heures, nous étions de retour à Wiesbaden, où nous avons présenté nos hommages à la jeune et charmante duchesse de Nassau, qui est un modèle de fraîcheur, de grâce et de beauté. Ensuite nous avons visité les salles de jeu et les nouvelles promenades, qui sont toutes charmantes, et nous sommes rentrés tard, par une assez agréable fraîcheur.

26 août.

J'étais en train de me réjouir de pouvoir écrire un peu, lorsque le prince Émile de Hesse est venu me voir. Il a bonne mine, et il est plus aimable et plus charmant que jamais. Les Eltz, Maltzahn, le baron de Brunnow, un M. de Lilienberg, sont venus et ont pris tout mon temps. Après le dîner, les Vrints et Charles Buol sont arrivés ; on a décidé que Roger et Mélanie ne viendraient pas avec nous à Cologne et à Ems, ce que je regrette fort.

27 août.

A neuf heures du matin, mon mari et moi, nous nous sommes mis en route pour aller à Creuznach, qui est situé à une lieue et demie de Bingen, afin d'aller voir la princesse de Prusse. Nous sommes descendus chez Maltzahn, et nous sommes allés avec lui et Tatistscheff chez la princesse, qui

est une fille du grand-duc de Weimar. Nous avons déjeuné chez elle, puis nous avons visité les environs, les sources et les bains, et nous avons acheté différents objets en agate. Nous sommes revenus à Rüdesheim au moment où Herminie arrivait du Rheinstein avec les enfants. Nous avons trouvé à la maison la duchesse de Nassau, une foule de messieurs qui ont dîné avec nous, et les Keglevich, qui viennent de Hollande et qui retournent à Vienne.

Mimi Meyendorff nous quitte malheureusement demain. Le voyage que nous voulons entreprendre demain me tourmente ; il m'en coûte tant de renoncer à la vie tranquille que je mène ici !

Cologne, le 28 août.

Nous nous sommes levés à sept heures. Il nous a fallu prendre congé de Mimi Meyendorff, qui part pour la Suisse, où elle retrouvera son mari, d'Herminie et des chers enfants, pour nous embarquer à Bingen avec Tatistscheff, qui veut être de toutes les expéditions, Münch, Senfft et les deux Hügel. Notre voyage a été charmant jusqu'à Cologne ; il a été favorisé par un temps magnifique. Nous avons fait la connaissance d'un Anglais qui a très-bonne tenue et qui nous a dit qu'il était allié à toutes les grandes familles d'Angleterre ; ensuite nous avons vu aussi toute la famille de l'évêque de Dublin ; elle se composait de la mère et de quatre filles, qui dessinaient toutes les vues qui défilaient devant nous comme des ombres chinoises et que la mémoire a peine à retenir ; tout en causant à droite et à gauche, elles croyaient avoir jeté sur le papier des esquisses parfaitement réussies. Clément s'est fait présenter à elles.

Nous avons très-bien dîné sur notre bateau à vapeur. A sept heures, nous étions à Cologne, où nous avons été accueillis par des salves de coups de canon qui nous ont accompagnés pendant tout le trajet. L'affluence du public était énorme. M. Leiden nous a reçus au débarcadère. Après nous être arrêtés quelques instants à l'hôtel, nous avons visité la cathédrale, qui est une merveille. J'ai été étonnée de voir combien il y a de

parties encore inachevées dans cet admirable monument; c'est à peine si un tiers est terminé. On y travaille en ce moment avec ardeur. Le Roi de Prusse et la ville de Cologne, qui est riche, veulent achever cette splendide construction. Nous avons trouvé l'architecte qui est chargé des travaux, et qui nous a montré et expliqué tous les plans. On nous a fait voir aussi la magnifique armoire qui contient les crânes des Rois mages. Ensuite nous avons visité l'église où l'on conserve les ossements des onze mille vierges; après cela, nous avons passé près de la résidence de l'archevêque Droste, d'où les gendarmes prussiens l'ont emmené. On a pour ce lieu une vénération particulière, qui est vraiment touchante. Nous avons dîné dans notre hôtel, qui est très-bon, et d'où l'on a une vue splendide sur le Rhin.

Coblentz, le 29 août.

Nous avons d'abord assisté à une messe dite à Sainte-Marie au Capitole; c'est une vieille église qui est bâtie sur l'emplacement où les Romains avaient leur Capitole. Après une messe basse, dite par un prêtre du parti de l'archevêque, qui jouit d'une grande considération auprès de la masse des habitants, nous avons fait le tour de l'église. Au moment où nous visitions une vieille chapelle fort intéressante, le curé vint se présenter à nous et nous demanda la permission de dire quelques mots. Il commença par un éloge bien senti de Clément; mais lorsqu'il essaya d'exprimer le bonheur qu'il éprouvait à pouvoir dire la messe pour un couple qui donnait un si bel exemple à la population catholique de Cologne, le pauvre homme s'embrouilla dans une phrase qui commençait par ces mots : « L'aimable épouse. » Effrayé, à ce qu'il me parut, des paroles qu'il venait de prononcer, il s'interrompit brusquement et ne réussit plus à retrouver le fil de son discours. La mine du baron de Werner, qui s'était joint à nous à Cologne, celle de Münch et des autres messieurs qui nous accompagnaient, ont été plusieurs fois sur le point de me faire perdre mon sérieux.

Nous avons visité aussi l'exposition de peinture, puis le

chemin de fer de Cologne à Aix-la-Chapelle, qui sera inauguré le 1[er] octobre; d'autres curiosités encore, et nous avons fini par nous embarquer, brisés de fatigue, à bord du *Grand-Duc de Hesse-Darmstadt*, un mauvais bateau à vapeur, qui nous a conduits à Coblentz en remontant le Rhin; nous ne sommes arrivés dans cette ville qu'à neuf heures du soir, épuisés et énervés; quant à moi, je maudissais de tout mon cœur les salves qu'on ne cessait de tirer de tous les côtés. Nous sommes descendus, comme d'habitude, à l'hôtel de Trèves.

Ems, le 30 août.

Dans la matinée, nous avons parcouru la ville, où j'ai reconnu, au grand étonnement de mon mari, toutes les maisons et toutes les rues. A midi, nous nous sommes mis en voiture par une chaleur et par une poussière insupportables, et à une heure et demie nous sommes arrivés à Ems, où Senfft et les Hardenberg nous ont reçus à bras ouverts. On nous a annoncé, dès notre arrivée, qu'il nous fallait aller dîner chez le Roi de Hanovre. Je m'y opposai formellement, parce que je n'avais pas de toilette avec moi et que je ne possédais pour le moment qu'un costume du matin d'une médiocre élégance. J'ai donc dîné à l'hôtel avec les Hardenberg, Tatistscheff, Senfft et les deux Hügel. Les mouches, la chaleur et l'ennui nous ont cruellement tourmentés. Rodolphe Apponyi, le prince Trubetzkoï, que j'avais vu à Carlsbad il y a six ou sept ans, Boleslas Potocki et d'autres sont venus me voir. Quand, après le dîner, j'ai encore aperçu le couple Lœwenhielm, j'ai pris la fuite et me suis sauvée sur la promenade.

La salle et surtout la colonnade en fer qui communique avec elle offrent vraiment un joli coup d'œil. J'ai vu aussi les salles où l'on joue, et qui sont plus élégantes qu'à Wiesbaden. Il nous a fallu attendre Clément pendant plus d'une heure. Enfin, il est apparu avec le Roi et toute sa suite. Sa Majesté a été extrêmement bonne et aimable pour moi; le Roi repart demain. A la promenade, il a remis à Clément l'ordre de Saint-Georges.

Johannisberg, le 1er septembre.

Enfin je suis rentrée heureusement chez moi. J'ai mis un peu d'ordre dans mes chambres et dans mes papiers. Victoire Redern m'a fait cadeau d'un magnifique livre de prières ancien. J'ai fait mes compliments à Herminie, dont c'est aujourd'hui le jour de naissance; puis j'ai cherché dans le château des chambres pour les Hardenberg, qui doivent arriver aujourd'hui.

Un menuisier de Boppard nous a apporté des meubles en bois comprimé, travaillé sans le secours du rabot et du ciseau. Cela m'a fait encore perdre du temps; mais ce qui m'a le plus absorbée, ce sont les visites des trois Ingelheim, qui viennent d'arriver avec trois Grünne et deux jeunes Vrints, d'un baron de Ritter, de M. de Bodenhausen et d'un prince de Solms, qui fait partie de l'entourage du Roi de Hanovre.

Ces deux derniers, l'évêque de Mayence et un comte de Fürstenberg, que je connaissais de réputation et que j'estime parce qu'il est un de nos catholiques les plus zélés et qu'il ne vit que pour faire du bien, ont dîné avec nous. Le comte de Fürstenberg possède ici une maison qui n'est pas entièrement achevée, mais que j'ai toujours désiré posséder pour y loger des Sœurs de charité. Le brave comte, qui était venu pour faire la connaissance de mon mari, qu'il aime comme étant un défenseur de la bonne cause, m'a donné cette maison, ce qui m'a fait un plaisir infini. Je tâcherai d'obtenir du gouvernement de Nassau l'autorisation nécessaire; ensuite, je prendrai, avec mon ami de Coblentz, les dispositions indispensables. Comme Clément désire que cette pieuse entreprise réussisse, j'espère que le Ciel la bénira.

2 septembre.

A peine avais-je assisté à la messe que Schulenburg et Coudenhove sont arrivés. Plus tard sont venus encore Maltzahn, Tettenborn, M. de Steuber et notre bon Lœwenstern; cha-

cun arrivait d'une autre contrée du globe. Charles Hügel est venu de Francfort. Tous ces messieurs, plus le prince Ferdinand de Cobourg, les Mensshengen et une foule de visiteurs de Francfort, parmi lesquels se trouvait Radowitz, ont dîné avec nous. Nous étions au nombre de trente-trois, ce qui n'est pas précisément agréable. A six heures, nous sommes allés avec notre nombreuse société au château de Rüdesheim, où les bons Ingelheim nous ont donné une fête. La lune, qui brillait d'un merveilleux éclat, le Rhin aux flots paisibles et le vieux château illuminé, formaient un tableau magique. La nuit a été splendide; nous ne sommes rentrés qu'à dix heures.

3 septembre.

Charles Hügel a fait un plan de la terrasse, que je voudrais changer un peu.

Les Urussoff, neveux de Tatistscheff, sont venus de Wiesbaden, puis un neveu de Ribeaupierre, qui est auprès de Medem; enfin, Maltzahn et un peintre de Mayence, Heuss, que les Ingelheim patronnent avec ardeur et par qui ils voudraient voir faire le portrait de mon mari.

5 septembre.

Après avoir assisté à une grand'messe, il m'a fallu consacrer la matinée à de nombreux visiteurs. Il est venu entre autres les Rothschild, au nombre de cinq : Salomon, qui est resté à dîner avec James et leur neveu Anthony, fils du Rothschild de Londres; puis Anselme, fils de Salomon, et enfin Louis-Anselme, qui a vivement insisté auprès de nous pour que nous allions mardi prochain dîner chez lui à Francfort. James m'a rapporté de Paris un joli coffret en nacre de perle et en bronze; il était rempli de bonbons, ce qui ne gâte rien. Il y avait encore à dîner une foule de gens ennuyeux dont je ne sais plus les noms; bref, la journée a été très-fatigante pour moi. Le temps est superbe.

7 septembre.

Ce matin, nous sommes partis pour Wiesbaden, où nous ne sommes arrivés qu'après le départ du train. Heureusement le directeur lui-même est intervenu ; il a fait attendre un train qui nous a conduits, avec Clément Hügel, à Mayence, où nous avons rattrapé le train qui nous avait précédés. Là, nous avons trouvé Dietrichstein, Charles Hügel, Coudenhove, Neumann et Schulenburg, qui tous se sont joints à nous. A dix heures, nous sommes arrivés à Francfort, où Münch, Bethmann et d'autres nous attendaient. Nous avons déjeuné chez Münch, après quoi l'Électeur de Hesse est venu chez nous avec sa fille Louise. Le dîner que nous a donné Rothschild était magnifique. Il y avait de vingt à trente personnes à table : peu de dames, la maîtresse de la maison, sa nièce, qui est la belle-fille de Salomon, et madame de Vrints. Le dîner a duré longtemps, mais on l'a trouvé exquis; aussi Charles Hügel, Schulenburg et Neumann y ont fait grand honneur. Il y a eu aussi une petite illumination; mais nous avons laissé là toutes ces splendeurs pour aller visiter encore la maison de la jeune Angélina Rothschild, où se trouvent une foule d'objets d'art, dont quelques-uns sont vraiment magnifiques. La maison est arrangée avec beaucoup de goût; elle est charmante; c'est un véritable bijou qu'on voudrait bien avoir.

A huit heures et demie, nous étions au chemin de fer, et à minuit au Johannisberg, où le docteur Jaeger était arrivé.

9 septembre.

Mon pauvre mari a dû sacrifier la matinée pour faire faire son portrait par le peintre Heuss. Il me semble, du reste, que ce ne sera pas tout à fait mauvais. Maltzahn est venu avec le général de Kanitz, qui est nommé envoyé de Prusse à Vienne. Nous avons invité ces messieurs à prendre part à notre excursion, et nous sommes allés à une heure à Wiesbaden. Nous avons dîné à l'hôtel avec les Ingelheim, les deux

princes de Weimar, les Hardenberg et nos messieurs du Johannisberg, Maltzahn et Kanitz. Ensuite je me suis rendue avec mon mari chez la duchesse, qui nous a fait un accueil des plus gracieux, et après cela nous sommes allés dans la salle de jeu. Nous nous sommes installés ensuite dans la salle des concerts, avec tous ceux qui nous avaient accompagnés, les Westphalen, les Eltz et d'autres; moi-même j'ai pris place sur le canapé avec la duchesse de Nassau, qui avait eu la bonté de m'inviter à m'asseoir à côté d'elle. Le concert a été très-joli. Rubini et la Persiani ont chanté d'une manière tout à fait merveilleuse. Nous sommes rentrés tard chez nous, où nous avons trouvé beaucoup de connaissances qui venaient d'arriver, entre autres les jeunes Apponyi et le comte de Benkendorff.

11 septembre.

Vrints et le duc de Nassau sont venus nous voir. Nous étions à déjeuner avec ce dernier, qui est revenu cette nuit des bains de mer, lorsque Rubini est venu avec la Persiani et M. Negri. Ils ont chanté le duo de *Lucie;* ensuite Rubini a chanté le dernier air de cet opéra. C'était charmant. M. de Mirbach, cousin de mon mari, m'a pris également une partie de ma matinée. Zedlitz, Cotta et un général de Francfort ont dîné avec nous.

22 septembre.

Clément est parti pour Darmstadt, où nous étions attendus aujourd'hui pour dîner. Il veut coucher à Mayence et ne revenir que dans la journée de demain.

23 septembre.

Clément est revenu à deux heures; il a été comblé d'honneurs à Darmstadt; on l'a presque trop fêté, ce qui a fait dire à Medem qu'on n'avait pas fait un pareil accueil à son Empereur lui-même. Il y a eu un dîner de soixante-dix personnes, qui toutes sont venues en uniforme; la réunion était brillante

au plus haut degré. Le prince héritier de Bavière est arrivé pendant que mon mari était à Darmstadt.

30 septembre.

J'ai passé la matinée avec les Hardenberg; ensuite nous avons dîné avec Émile de Girardin et un compagnon de voyage qu'il avait amené avec lui. M. Émile de Girardin est un caractère ambigu; mais comme Clément se plaisait dans sa société, je me suis beaucoup occupée de lui pendant le dîner. On dit qu'il a été enchanté du Johannisberg.

Heidelberg, le 28 septembre.

J'ai encore assisté à une dernière messe dans mon cher château de Johannisberg, et j'ai remercié Dieu du fond de mon cœur pour ses innombrables bienfaits. A huit heures, nous nous sommes mis en route, et avant une heure nous étions à Darmstadt, chez Victoire Redern, qui nous a offert un magnifique déjeuner. Nous avons laissé chez elle Herminie, qui veut y passer quelques jours; ensuite nous avons continué notre voyage. A cinq heures, nous étions à Heidelberg. A peine étions-nous descendus de voiture, qu'on nous a conduits aux ruines du château; c'est la plus belle chose que j'aie jamais vue. On ne peut se faire une idée des merveilleux détails de cette construction, qui offre tant de variété, qu'on ne sait à quoi donner la préférence. Tout est beau, le style et la disposition de l'édifice.

29 septembre.

J'ai été souffrante toute la nuit. Clément a pris le parti de me laisser couchée et de partir seul pour Carlsruhe, où la Cour nous attendait à dîner. Il n'est revenu qu'à minuit et demi, très-fatigué du voyage, mais enchanté de l'accueil aussi flatteur qu'aimable qu'il a reçu. Il a été vraiment comblé d'attentions.

Stuttgard, le 30 septembre.

Nous nous sommes mis en route à sept heures du matin; nous avons dîné à Heilbronn, où nous avons visité la magnifique église qui s'y trouve, et nous sommes arrivés à sept heures à Stuttgard, où Buol nous a parfaitement reçus dans sa charmante maison; nous nous sommes trouvés là mieux que chez nous. Le comte de Beroldingen, Medem et le comte Crivelli, notre attaché d'ambassade, ont passé la soirée chez nous.

1er octobre.

Le comte de Beroldingen est venu dès le déjeuner et a fait parcourir la ville à Clément; je suis restéeà la maison avec Buol. Nous sommes allés voir la duchesse de Nassau, qui est venue à Stuttgard pour assister aux fêtes qu'on doit célébrer à l'occasion de la vingt-cinquième année du règne du Roi. Ensuite nous nous sommes rendus chez la comtesse de Neipperg, qui nous a conduits dans une maison toute neuve que le Roi a fait bâtir pour ses filles. La princesse Marie est jolie; elle ressemble à Louise Schœnbourg et à Caroline Stahremberg; ses manières sont prévenantes et aimables. La Reine m'a fait la gracieuseté de me recevoir à deux heures; je la connaissais déjà : elle est bonne et aimable, et l'a toujours été pour moi; ses deux filles et son fils étaient chez elle. Le Roi est venu avec Clément; j'ai été frappé de sa mine : on lui donnerait tout au plus quarante-huit ans, et il en compte soixante. Il a été on ne peut plus gracieux pour mon mari et pour moi. Nous avons aussi été chez la princesse d'Orange, qui est une excellente femme. Une voiture de la Cour nous a menés à Rosenstein, où nous avons dîné dans un joli palais que le Roi a fait bâtir, et pour lequel il a un grand faible. Tout le monde a été aimable, affectueux et prévenant à notre égard. Ensuite nous avons assisté chez Beroldingen à une magnifique soirée, que les filles du Roi et le duc de Nassau ont honorée de leur présence.

2 octobre.

Beroldingen nous a fait visiter en détail le palais du Roi; il est vraiment fort beau. Ensuite nous avons fait le tour de la ville et vu la statue de Schiller par Thorvaldsen. A la maison, nous avons reçu la visite du Roi, de ses deux filles et de la duchesse de Nassau. A trois heures, nous nous sommes rendus à Weil, où le Roi a son haras; c'est un établissement très-curieux à voir. J'oubliais de parler du jeune Bonaparte Montfort, fils de Jérôme, que le Roi fait élever ainsi que son frère. Comme hier, j'étais placée entre le Roi et la princesse d'Orange. Le Roi m'a dit combien il regrettait de n'avoir pas vu Vienne depuis si longtemps.

Nous avons fait beaucoup de visites sans être reçus; mais lorsque Clément est allé avec moi chez madame de Müllerfeld, qui est une amie de notre Impératrice mère, nous avons trouvé auprès de cette bonne vieille dame l'accueil le plus affectueux. Nous avons terminé la soirée chez lady Wellesley, qui est très-bonne, très-simple et très-aimable. Les princesses y étaient également.

Munich, le 3 octobre.

Nous avons continué sans encombre notre voyage jusqu'à Günzburg, où nous avons couché dans un fort mauvais hôtel. A sept heures, nous nous sommes mis en route pour aller à Augsbourg, où nous sommes arrivés à une heure. Colloredo, M. de Cast et Andlau nous attendaient; nous avons dîné ensemble, après avoir visité l'imprimerie de la *Gazette universelle*, où Clément a été reçu par l'éditeur. Augsbourg est une ville remplie d'anciens souvenirs. Elle possède deux églises fort belles et quelques fontaines remarquables. A trois heures, nous sommes montés en wagon, et nous avons fait heureusement en chemin de fer la moitié de notre route; mais au milieu de notre voyage il nous a fallu attendre l'arrivée de l'autre train; il s'est passé deux heures avant que les voyageurs eussent pris place dans les différents wagons; aussi ne

sommes-nous arrivés à Munich qu'à minuit, et cela par un temps affreux. Nous sommes descendus dans un hôtel où nous avons fait un peu de toilette; ensuite nous avons soupé chez Colloredo.

4 octobre.

Dès le matin, nos chambres étaient tellement pleines de monde, qu'on ne pouvait pas se remuer. Clément avait à parler avec une foule de gens. Nous avons dîné à la Cour avec le Roi, la Reine, le prince Luitpold et la jeune princesse; le Prince héritier de Darmstadt, beau-fils du Roi, était au nombre des convives. Il n'y avait là que la suite et M. de Gise. Plus tard, nous sommes allés au théâtre pour voir la salle, qui est fort belle, mais trop grande pour la population de la ville. Aussi paraît-elle vide et produit-elle une impression désagréable. Nous avons terminé la soirée chez la vieille marquise Pallavicini, belle-mère de l'envoyé de Sardaigne à Munich.

5 octobre.

Nous avons dîné avec la Grande-Duchesse de Mecklembourg-Schwerin et sa fille; ensuite nous avons entendu *Norma*, chantée par mademoiselle Heinefetter. Le Roi a été très-aimable; il m'avait permis de voir sa galerie de portraits de beautés remarquables. Le prince héritier a dîné avec nous. Il a sa Cour particulière et ne dîne à la Cour royale que lorsqu'il est invité. Nous avons terminé la soirée chez Colloredo, chez lequel avait lieu une grande soirée. J'y ai fait la connaissance du nouvel envoyé de Saxe à Vienne, M. de Kœnneritz, qui me paraît très-aimable. Nous avons résolu de rester un jour de plus à Munich, parce que Clément avait à s'occuper encore du règlement des affaires ecclésiastiques de Nassau et de Wurtemberg.

6 octobre.

Le Roi est venu me voir dès neuf heures du matin. Il m'a réellement surprise au moment où je venais de me lever;

il a été très-gracieux et a pris congé de nous. Nous avons quitté le premier étage de notre hôtel pour le second, afin de faire place à la grande-duchesse de Bade, qui devait arriver aujourd'hui. Nous avons visité aussi le trésor, qui mérite fort d'être vu. On y trouve des objets merveilleux, surtout des vases, des coupes en pierres précieuses, en cristal de roche, etc. Ensuite nous avons jeté un coup d'œil sur l'ancienne chapelle de la Cour, qu'on appelle la « Chapelle riche », et où se trouvent de magnifiques ouvrages de Benvenuto Cellini. Après avoir fait le tour des appartements de l'ancien château, que nous ne connaissions pas encore, nous nous sommes rendus dans l'atelier de Schwanthaler, où il y a réellement des œuvres d'art admirables. Tout ce qu'il crée est beau dans la conception et dans le dessin, et la fécondité de cet artiste est étonnante. Actuellement, il a chez lui huit statues gigantesques, qui sont destinées à orner le fronton dc la Walhalla. Je n'avais aucune idée d'un atelier aussi riche, où tout est monté sur un pied colossal.

Cependant mon étonnement grandit encore quand j'arrivai chez Stiglmayer, qui dirige la fonderie. J'y vis les douze Princes Électeurs en bronze doré; c'est une idée qui aurait dû ne venir qu'à un Rothschild; les figures sont toutes magnifiques. En ce moment on est en train de travailler à une statue colossale de la Bavaria. L'expression des traits est fine et intéressante, mais les proportions de l'ouvrage dépassent tout ce qu'on a l'habitude de voir.

Nous avons eu un agréable dîner chez M. de Gise; ensuite, nous avons été reçus par la grande-duchesse de Bade, chez laquelle nous avons vu aussi le Roi. Cette princesse, qui est extrêmement aimable, s'est si longtemps entretenue avec nous, que nous sommes arrivés très-tard et très-fatigués chez Colloredo.

RETOUR A VIENNE

1410. Arrivée à Vienne. — A la Cour. — Fiançailles de l'Archiduchesse Adélaïde. — Mort de la Reine de Bavière. — Le ménage Kœnigsmarck. — Départ de Tatistscheff. — Belgiojoso. — Mariage dans la maison de Ficquelmont. — Gordon. — Fin de l'année.

Vienne, 7-10 octobre.

1410. Nous nous sommes mis en route à sept heures, et nous sommes arrivés heureusement à Salzbourg, mais assez tard et très-fatigués. Pour aller à Linz, nous avons traversé une contrée charmante; puis nous nous sommes embarqués sur l'*Étienne;* c'est le meilleur bateau à vapeur qui circule sur le Danube. Le baron Skrbensky, gouverneur de Linz, nous a accompagnés à bord. Le voyage sur le Danube a été charmant, il s'est effectué par un temps magnifique; à quatre heures nous étions à la maison. Je me suis sentie très-heureuse de me retrouver au milieu de mes enfants, et j'en ai remercié Dieu de tout mon cœur.

11-18 octobre.

Depuis huit jours que je suis revenue ici, j'ai toute sorte d'ennuis et de tourments. Il m'a fallu plusieurs jours pour remettre les appartements en ordre.

Villafranca a fait entrer son fils à l'Académie des ingénieurs, parce qu'il n'a pas voulu le laisser à Naples, où toute la jeunesse est plus ou moins révolutionnaire. L'Impératrice régnante m'a reçue avec beaucoup de bonté et m'a chargée de remplir les fonctions de grande maîtresse lorsque le comte de Sambuy viendrait, au nom de son Souverain, demander officiellement la main de la fille du Vice-Roi. L'Impératrice et moi, nous étions seules; Dietrichstein présenta M. de Sambuy, qui prononça une allocution en italien; l'Impératrice lui répondit, puis elle lui parla de sa famille, de son intérieur et de ses enfants, après quoi il prit congé. On m'avait fait dire hier

que je devais venir habillée de deuil; ce matin, une heure avant de partir, j'ai reçu l'avis de me mettre en blanc; toutefois on avait oublié de donner contre-ordre pour la Cour, et c'est ainsi que tous les fonctionnaires étaient restés en deuil. Le soir, j'ai eu une audience chez l'Impératrice mère et chez l'Archiduchesse Sophie à Schœnbrunn. Toutes deux ont été gracieuses, affables et aimables au possible. J'ai vu aussi madame de Bombelles à Schœnbrunn.

19 octobre.

J'ai fait une promenade avec Clément par un temps magnifique; nous avons dîné avec lady William Russell, son mari et son fils, Bombelles et d'autres. Nous avons passé les premières heures de la soirée chez la duchesse d'Angoulême et Mademoiselle, qui veulent s'arrêter quelques jours ici.

21 octobre.

J'ai visité avec Clément l'échafaudage en fer qui doit servir d'étai à la flèche de Saint-Étienne. On nous a dit que l'année prochaine tout sera achevé.

25 octobre.

Clément a dîné chez Sambuy à l'occasion des fiançailles de l'Archiduchesse Adélaïde avec l'héritier présomptif de Sardaigne.

16 novembre.

Nous avons reçu la nouvelle de la mort de la Reine de Bavière. L'Archiduchesse Sophie, qui est dans une position intéressante, en a été très-douloureusement affectée; depuis quelques années la pauvre femme est poursuivie par le malheur.

18 novembre.

J'ai passé une partie de la matinée chez Clément, qui a reçu la visite du nouvel ambassadeur de France, le comte de Flahault,

arrivé ce matin à Vienne. La soirée s'est passée très-agréablement en compagnie du ménage Kœnigsmarck, qui me plaît beaucoup. Depuis six ans, le mari est envoyé de Prusse à Constantinople. La pauvre femme vit en Turquie depuis quatre ans; elle est spirituelle et très-aimable. Ils partiront demain pour Berlin; je regrette leur départ.

20 novembre.

Le pauvre Tatistscheff part demain pour Saint-Pétersbourg. Il en est aussi désolé que nous. Je lui ai écrit ce soir, parce que je ne l'avais pas rencontré à la maison, et le billet par lequel il m'a répondu m'a touchée aux larmes.

22 novembre.

Le prince Belgiojoso, Montenegro et Gabrielli sont venus répéter plusieurs morceaux qu'ils veulent chanter ce soir.

Il y a eu foule à ma soirée. Le prince Léopold de Salerne est aussi venu. Belgiojoso a chanté d'une manière merveilleuse; nous avons soupé, et toute la société s'est parfaitement amusée.

23 novembre.

Que Dieu répande ses bénédictions sur mon cher Clément! Nous sommes tous allés chez lui; les enfants lui ont apporté, à l'occasion de sa fête, des compliments écrits et des dessins; Lothaire a récité une fable. Plus tard je suis allée voir Hoyos, qui, après avoir été à deux doigts de la mort, a été sauvé par Marenzeller d'une manière tout à fait miraculeuse.

Nous avons eu vingt-quatre personnes à dîner : les messieurs de la chancellerie, Paul Esterhazy, Hardegg, auquel Clément est fort attaché, Sedlnitzky et d'autres.

25 novembre.

Le comte de Flahault a eu ses audiences à la Cour. Le comte de Sainte-Aulaire est parti pour Paris; il quitte Vienne à regret.

Ce soir, nous avons eu de la musique. Belgiojoso est unique dans son genre, quand il se sent tout à fait à son aise et qu'il peut se livrer à son gré au plaisir du chant.

1-5 décembre.

Belgiojoso a dîné chez nous, après avoir chanté hier soir en présence de nombreux invités. La princesse de Kaunitz, Nandine Karolyi, Gabrielle Dietrichstein, la princesse Paul Esterhazy avec sa fille Rosa, les Stadion, les Fürstenberg et d'autres étaient présents. Il a réellement chanté comme un ange, et il était d'une humeur charmante. Je regrette qu'il parte bientôt, car c'est un aimable jeune homme.

Jeudi, nous avons eu un dîner en l'honneur des Stratford-Canning. Le mari se rend en qualité d'ambassadeur à Constantinople ; on lui a dit de s'entendre avec Clément et de se conduire tout à fait d'après ses conseils.

Dimanche, nous avons été chez Ficquelmont, dont la fille se mariait. Arrivé au salon, on se sentait agréablement ému par la joie de Clary, par la figure rayonnante de Ficquelmont et par la vue d'un petit cercle d'amis intimes. Dolly est entrée avec sa fille et ses sœurs. Le Père François, de l'ordre des capucins, a béni le couple. La fiancée était charmante ; c'était touchant de la voir embrasser sa mère et son père. J'ai trouvé là Wanda Czartoryska, née Radziwill, qui n'est pas jolie, mais extrêmement sympathique.

13 décembre.

Notre vieil ami Gordon est arrivé ici comme ambassadeur. Il est heureux de se retrouver au milieu de ses amis, et cela fait réellement du bien de le voir et de l'entendre.

25-31 décembre.

Notre arbre de Noël était très-joli, et les enfants étaient on ne peut plus heureux. Rothschild leur a envoyé des choses

magnifiques; on a presque envie de jouer soi-même avec tous ces objets, tant ils sont charmants.

La Reine d'Angleterre a prié le Roi de Prusse d'accepter d'être parrain du prince de Galles; le Roi partira pour Londres afin d'assister à cette cérémonie. L'héritier présomptif de Bavière, qui a longtemps hésité à se marier, épouse une princesse de Prusse, fille du prince Guillaume, oncle du Roi régnant.

J'ai prié du fond du cœur pour que Dieu bénisse tous ceux que j'aime, et que surtout il protége et conserve Clément pour mon bonheur et pour celui du monde.

SUR LES ÉVÉNEMENTS POLITIQUES DU JOUR.

EXTRAITS DE LETTRES CONFIDENTIELLES DE METTERNICH A APPONYI, A PARIS, ET A SAINTE-AULAIRE, A VIENNE, DU 4 JANVIER AU 30 NOVEMBRE 1841.

1411. Sur l'expédition de ce jour. — Les fortifications de Paris. — 1412. Gouverner et administrer. — Isolement de la France. — 1413. Espartero. — 1414. Abrogation du traité du 15 juillet 1840. — Lettre de Metternich à Esterhazy, à Londres.—1415. Le hatti-schérif pour l'Égypte.— La Grèce. — Les chrétiens en Syrie. —1416. Réflexions. — Affaire de Toulouse. — 1417. Réflexions sur ce sujet. — 1418. Flahault remplace Sainte-Aulaire comme ambassadeur à Vienne.

Metternich à Apponyi. Vienne, le 4 janvier 1841.

1411. Mon expédition est fort complète. Elle sera comprise par M. Guizot et par le Roi. J'ai séparé les questions en trois parties : le n° 1 est diplomatique, le n° 2 est philosophique, et le n° 3 est critique*. Aucun de ces travaux ne m'a coûté

* Nous ne pouvons renseigner le lecteur sur le n° 1 de cette expédition, attendu que nous ne l'avons pas sous les yeux; le n° 2 contient des considérations très-approfondies sur la nécessité d'établir l'entente entre les puissances dans toutes les grandes questions politiques, et le n° 3 critique la conduite tenue par le ministère Thiers en 1840, l'isolement politique de la France qui en a été la suite, et la divergence d'opinion qui existait entre Louis-Philippe et le Cabinet démissionnaire. (*Note de l'Éditeur.*)



de peine à concevoir, car j'y ai suivi la simple voie de la raison, et parler raison n'a rien de pénible pour les esprits calmes et raisonnables.

J'ai consigné de fortes vérités dans la dépêche n° 3. Les fautes commises par les Cabinets qui se sont succédé depuis 1839 sont incommensurables, et à cet égard il serait impossible d'absoudre le Roi lui-même. Ces fautes, je les ai signalées dans la dépêche en question, selon l'ordre dans lequel je les range d'après leur importance. La faute d'avoir manqué d'entrer dans l'association *à cinq,* quand une si belle et facile occasion s'en présentait, mérite assurément le premier rang. C'est la passion de la politique *exclusive* qui domine toujours les Français, à quelque parti qu'ils tiennent, — juste milieu, légitimistes, républicains, fous et hommes plus raisonnables, — c'est cette passion de *protéger* quelqu'un ou quelque chose qui a aveuglé jusqu'au Roi lui-même et l'a jeté dans les embarras qui proviennent toujours d'une fausse marche politique. L'isolement, et la ruine de l'objet en faveur duquel le Cabinet français s'est isolé, ont dû être les conséquences de la faute commise. Aujourd'hui que l'on se trouve dans la rue, on sollicite l'entrée du lieu habitable ; à cet égard, je ne saurais dire autre chose que ce que j'ai dit dans la dépêche n° 2, qui a la valeur d'une lettre de change tirée sur M. Guizot, comme la dépêche n° 3 en est une tirée sur le Roi.

Si l'arrangement définitif entre le Sultan et Méhémet-Ali devait plus ou moins traîner en longueur, que l'on ne se monte pas l'esprit à Paris à ce sujet.

Renvoyez toujours le Cabinet à Londres, car c'est là seulement que l'affaire pourra être conduite à sa fin véritable. Constantinople joue ici le rôle secondaire, bien que ce soit là que les dés semblent avoir été jetés.

Je ne me fais pas encore une idée bien claire du sort qui attend les fortifications de Paris. Ce qui en adviendra ne sera probablement pas ce que voulait le Roi. La seule idée véritablement juste était celle qu'avait conçue Napoléon. L'enceinte continue sans des forts détachés pour la couvrir me semble peu utile. A une grande distance, ces forts ne servent pas à la

sûreté intérieure du Gouvernement, et ils sont insuffisants contre l'attaque de l'étranger.

26 mai.

1412. J'ai reçu, après que je venais de signer mes expéditions de ce jour, vos rapports du 13 au 18 de ce mois. Je ne veux point arrêter le courrier et ne vous écris ainsi que quelques mots « *di mio proprio pugno* ».

L'entretien avec le Roi, dont vous m'avez rendu compte par votre rapport du 13 *, m'a vivement intéressé, et j'ai une

* Le comte Apponyi avait eu un long entretien avec le Roi Louis-Philippe au sujet de l'heureux règlement du conflit turco-égyptien. Nous empruntons au rapport fait par l'ambassadeur sur cette entrevue quelques-uns des passages les plus intéressants. Le Roi dit entre autres choses : « Le prince de Metternich attribue tout ce qui s'est fait de bien à M. Guizot; c'est à lui, à sa manière de voir et de juger, que cela semblerait être uniquement dû. Je n'ai pas besoin de vous dire que je suis enchanté du suffrage donné par le prince de Metternich à M. Guizot; il est mérité, bien mérité, j'aime à en convenir; mais il ne faut jamais laisser croire à ces messieurs qu'ils peuvent réussir en quoi que ce soit sans le Roi, sans l'élément royal. Je sais bien que M. le prince de Metternich ne veut que ménager M. Guizot; il a raison de le faire, je ne l'en blâme pas; mais le ministre ne doit jamais oublier qu'il n'est rien sans le Roi, et qu'il ne peut jamais s'en passer. C'est simplement un avertissement que je veux vous donner, car les intentions du prince de Metternich à mon égard me sont trop connues, j'en ai eu trop de preuves, et elles ont trop de droits à ma reconnaissance pour que je puisse jamais me permettre de les mettre en doute. »

Dans le cours de l'entretien, Louis-Philippe vint à parler de Thiers, et dit : « Le prince de Metternich se tourmente beaucoup pour savoir ce que M. Thiers pense et ce qu'il ne pense pas. Dites-lui de ma part que Thiers *ne pense rien du tout*, et que son idée d'aujourd'hui n'est plus celle du lendemain. Quand je le tenais là (le Roi montra du doigt la table ronde dans la chambre du Conseil, où notre conversation avait lieu), j'exerçais un immense ascendant sur lui, et c'était toujours à moi qu'il s'adressait pour savoir ce qu'il voulait et ce qu'il ne voulait pas. Mon opinion, ma volonté, étaient dès lors presque constamment les siennes, et s'il avait su se maintenir dans les dispositions où il se trouvait chaque fois après nos conversations confidentielles ou après le Conseil, il aurait toujours bien fait, et il se serait qualifié d'excellent ministre. »

Enfin Louis-Philippe reprit aussi son thème favori. Il dit combien il regrettait la conclusion du traité du 15 juillet, déplora l'isolement involontaire de la France, et continua avec une grande animation en ces termes : « C'est l'action de la Russie qui a tout gâté. L'Empereur Nicolas, qui me hait personnellement, n'a pu supporter et digérer l'idée de voir mon règne *révolutionnaire* se prolonger au delà de dix ans, et après avoir médité tous les moyens

remarque à faire sur l'impression que semble lui avoir faite l'omission de son nom dans l'approbation que je vous ai exprimée à l'égard de la marche du Cabinet du 29 octobre. Il me sera facile de m'expliquer à cet égard.

Le Roi sait ce que je pense des droits de la Royauté et de ses idées en fait de gouvernement et de politique. Il sait dès lors également que j'entends le Roi qui gouverne, sans pouvoir comprendre celui qui est réduit au simple fait de régner. Le Roi qui doit régner sans gouverner est une abstraction dépourvue de toute application pratique; le Cabinet qui doit gouverner sans régner (car il faut en dernier résultat que le Gouvernement se trouve quelque part) est, par contre, une abstraction avec une chance de détestable pratique. En me plaçant sur cette base de conviction, il est clair que c'est à l'influence royale que je dois être constamment empressé d'attribuer le bien qui se fait.

Dans la circonstance dont il s'agit, je me suis trouvé placé dans une impasse. Comme il s'agissait de parler au ministre du 29 octobre, j'ai dû le mettre en opposition avec son prédécesseur. Pouvais-je dans ce cas parler du Roi, qui a été celui des deux ministres? En rendant hommage à la marche du Gouvernement sous le ministre en place, et en faisant remonter

de me renverser, celui de rompre l'alliance de la France avec l'Angleterre lui a paru le plus efficace, le plus fécond en chances favorables à cet événement. Brunnow a été l'instrument de cette perfide entreprise. Il n'y a pas réussi d'abord; ses premières propositions ont été jugées absurdes, et on les a repoussées. L'Empereur a voulu qu'il revînt à la charge, et en prodiguant avec une persévérance et une patience inouïes les plus douces caresses à l'Angleterre, il a chargé son envoyé de nouvelles propositions, tout aussi absurdes que les premières, mais qui, au prix de l'alliance avec la France, — de cette alliance qui repose uniquement sur la base du maintien de la paix générale! — ont été acceptées par lord Palmerston, dans la seule idée, — croyez-le bien, — de se venger de mon refus d'intervenir en Espagne! Vous avez tous été *intimidés* et entraînés par cette action de la Russie; vous vous êtes réunis à elle contre moi, l'Angleterre par un esprit de vengeance de son premier ministre, l'Autriche et la Prusse par peur de la Russie..... Un autre que moi rendrait outrage pour outrage, et il le ferait, veuillez le croire, aux applaudissements de toute la France! Je suis endurant: *Ignoramus*. Vous savez que c'est ma devise pour l'Empereur Nicolas! »

(*Note de l'Éditeur.*)

cet hommage au Roi, ne mettais-je pas celui-ci en opposition avec lui-même? Le précepte du sage : *In dubio abstine,* m'a dès lors servi de guide; je me suis imposé silence. Ce peu de paroles vous prouvera, mon cher Comte, que quand j'écris, je sais ce que je dis, et que mon silence lui-même n'est point à confondre avec le vide de la pensée.

J'admets en entier la clef que le Roi donne de la personnalité de M. Thiers. Sa Majesté trouve oiseuse la recherche de ce que veut ou ne veut pas cet amateur de Gouvernement, et elle tranche la question en assurant que M. Thiers ne le sait pas lui-même! Je suis convaincu de ce fait, et il se reproduit fort souvent chez les hommes du mouvement. Ces hommes veulent ordinairement *tout,* ce qui est le moyen le plus sûr de n'arriver *à rien* soi-même.

Le Roi est revenu sur l'isolement de la France. Je ne crois pas que le Cabinet français puisse rien gagner à déclarer cet isolement comme involontaire de sa part. Rien, de la part d'une puissance de premier ordre, ne doit être involontaire dans sa conduite, car cette attitude est le synonyme de la faiblesse. Mon sentiment est que mieux vaut s'avouer forcé à une chose regrettable de sa nature que d'étayer son attitude sur la volonté d'autrui. Or, dans la présente circonstance, la vérité ne vient pas même à l'appui de la thèse. M. Thiers a déclaré en toute occasion que c'est la France qui s'est isolée, et à cet égard il a dit vrai. Il en a été autrement de l'insulte, et j'avoue n'avoir jamais compris le mérite qu'il a pu attacher à *être insulté.* Une puissance insultée doit se conduire comme un homme du monde, qui doit laver l'insulte et ne pas se retirer de la scène pour attendre qu'on le suive. M. Thiers a fait fausse route, car il a chassé deux lièvres à la fois, ce qui a fait qu'il n'en a pris aucun; aucune puissance n'a désiré mettre la France à l'écart, et cela par la fort simple et peu sentimentale raison qu'on ne met pas à l'écart une puissance telle que la France. M. Thiers a commis une grande faute, ainsi que tel est toujours le cas lorsque *pour agir* on quitte la voie active. Il en est différemment quand on veut se vouer au repos, mais ce n'est pas, si je ne me trompe, le repos qu'a

35.

voulu le petit homme! Tout cela étant de l'histoire ancienne, mon cher Comte, il ne faut pas s'y arrêter, mais avancer droit et ferme dans une meilleure direction.

15 juin.

1413 ....L'aspect de l'Espagne est hideux, et je doute fort que le ciel ait réservé à Espartero le rôle d'un Messie politique dans ce pauvre pays! Qu'en pense le Roi Louis-Philippe? En général, mon cher comte, où en arrivera l'ouest de l'Europe? Tout ce qui s'y passe n'est qu'une parade jouée par des entrepreneurs, lesquels, comme des directeurs de spectacles forains, ont toujours une jambe levée pour s'enfuir en emportant la caisse qui renferme la recette, sans égard aucun aux engagements qu'ils ont contractés envers leurs sociétaires et envers le public qui regarde et qui paye!

23 juin.

1414. Les questions politiques sont, d'après nos plus récentes nouvelles de Londres, placées entre lord Palmerston et M. Guizot; si tout suit le cours naturel des choses, les dernières nouvelles de Constantinople devront avoir mis fin à la discussion sur l'époque de la signature de l'acte relatif à la clôture des détroits.

Il paraît que lord Palmerston était resté le 15 de ce mois (date de mes dernières nouvelles de Londres) sous l'impression que le Gouvernement français voulait que le traité du 15 juillet fût *abrogé*. Comme ce mot ne repose pas sur une idée, et que jamais je n'ai entendu proférer ce mot, j'ai adressé à M. le prince Esterhazy la courte lettre particulière ci-jointe *, qui vous apprendra que je regarde comme erronée l'impression du principal secrétaire d'État.

* Cette lettre de Metternich à Esterhazy, datée de Vienne, le 22 juin, est ainsi conçue : « Vous me dites dans votre rapport du 8 juin : « Le principal « secrétaire d'État s'est roidi contre la demande d'assurances et de garanties « relatives à l'*abrogation* du traité du 15 juillet exigées trop péremptoirement « par le chargé d'affaires de France. »

« J'ignore si ce chargé d'affaires a adressé au Cabinet anglais une demande pareille; ce que, par contre, je n'hésite pas à déclarer, c'est que si une de-

La correspondance avec Londres offre aujourd'hui de véritables embarras. Qu'adviendra-t-il de l'administration actuelle? Je suppose que, malgré la proximité plus grande, on est, à cet égard, aussi peu fixé à Paris qu'à Vienne et sans doute à Londres même. En tout état de cause, ce qui est certain, c'est le nombre immense d'inconvénients qui sont la conséquence inévitable de pareilles crises.

12 juillet.

1415. Si, après que lord Palmerston aura reçu l'annonce officielle de la promulgation en Égypte du hatti-schérif du Sultan *, il devait ne pas vouloir clore définitivement l'affaire, alors celle-ci n'en serait pas moins arrivée à sa fin pour nous et pour l'Europe.

Nous ne savons pas nous mettre à la remorque d'une politique étrangère, et l'événement fournira une nouvelle preuve de cette honorable vérité.

J'appelle aujourd'hui l'attention du Cabinet français sur deux questions importantes, celle de la Grèce et celle des

mande pareille a été faite, elle mérite d'être condamnée comme absurde, et que dès lors elle ne saurait reposer que sur une flagrante confusion dans les idées.

« Abroger un traité, c'est ne rien dire, à moins que celui qui avance la proposition n'entende à la fois, soit une *restitutio in integrum* de l'état des choses avant le traité, soit la renonciation aux conséquences du traité. Une prétention pareille est-elle entrée dans la pensée du Cabinet français? Nous n'en trouvons pas de trace.

« Nous voulons qu'une ligne soit tirée entre ce que le traité a stipulé et ce qu'il n'a point dit. Le traité a marqué des limites à l'existence de Méhémet-Ali, et la marche des événements a permis que le Pacha soit renfermé dans ces limites. Voilà le traité et son résultat; quant au traité, nous le regardons comme complété par le dernier hatti du Sultan.

« Ce point de vue n'a certes rien de commun avec l'idée de l'*abrogation* du traité du 15 juillet; il en diffère même tellement, que jamais nous n'admettrions la seconde de ces propositions. Notre Cour n'entend pas frapper sur elle-même, et notre marche le prouvera par la suite, comme elle l'a prouvé par le passé. » (*Note de l'Éditeur.*)

* Méhémet-Ali promulgua le 10 juin le nouveau hatti-schérif du Sultan, qui modifiait notablement celui du 13 février, surtout en ce sens que l'Égypte devait faire retour à la Porte en cas d'extinction de la descendance mâle de Méhémet-Ali. (*Note de l'Éditeur.*)

chrétiens de Syrie. J'admets que dans les deux affaires M. Guizot puisse vouloir ce que nous voulons et ce qu'avec nous veut le sens commun; par contre, ce qui est sûr, c'est que les agents français dans les deux contrées suivent une marche qui produit du mal, en ce qu'elle est empreinte de fausse politique. En Grèce, l'esprit de prépotence anglaise et française est aux prises, et en Syrie la politique française veut baser une prépondérance sur le soutien d'intérêts *purement* religieux! Tout cela est de la fausse politique et ne saurait porter de bons fruits pour personne. Je crois que M. Guizot *veut* le bien, mais *peut-il* l'atteindre?

Kœnigswart, le 28 juillet.

1416. Je vous adresse aujourd'hui une expédition qui porte un caractère que des scrutateurs superficiels pourraient taxer de trop philosophique*. Ma conscience m'absout de ce reproche, et je ne crains pas de ne point être compris par un penseur de la trempe de M. Guizot. Je reconnais de grands risques pour la chose publique dans l'excitation des esprits qui s'empare du terrain oriental, sans certes faire abstraction des États de l'Occident. J'ai en moi quelque chose qui m'empêche de devenir facilement dupe de moi-même ou d'autrui. Les phrases sonores sont vides de sens pour moi, et elles ne m'assourdissent jamais. L'Europe se remplit aujourd'hui de nouveau de phrases pareilles, et ce concert se compose pour moi de dissonances. Je dois alors tenir à opposer à ce charivari de sentiments, d'idées, de projets tous plus ignares les uns que les autres, un contre-poids qui ne saurait être trouvé en dehors de la calme raison des Cabinets. C'est donc à cette raison que je fais un appel, et j'espère qu'il n'aboutira pas à une peine inutile. Ce que j'écris à Paris, je l'écris partout; si entre les expéditions il y a de la différence, celle-ci ne porte pas sur les idées, mais, selon les circonstances données, sur le choix des paroles. Dans la question du jour, il est clair que

* Le prince de Metternich y développe les principes généraux bien connus de sa politique. (*Note de l'Éditeur.*)



je ne saurais parler le langage *catholique* qu'envers le Cabinet français.

J'ai eu lieu de me convaincre, en rapprochant vos rapports du 22 juillet de votre lettre particulière du 13, que l'échauffourée de Toulouse* doit avoir eu à Paris la valeur d'une surprise. D'où vient que tel n'a pas été l'effet que la première nouvelle qui m'est venue de l'événement a produit sur moi, et qu'elle m'ait fait une impression tout opposée? C'est qu'on est fort léger à Paris, et qu'on y est toujours disposé à se bercer de ce qui, vu de près, n'est qu'une illusion. L'affaire de Toulouse se réglera sans doute, et force restera à la loi; cela n'empêchera pas que cette tentative n'ait une tout autre valeur que celle de *quelques actes d'insubordination*. Le manque de discipline n'est dans l'occasion qu'un attribut, et non pas la chose même; il n'est même pas un accident; il devient une règle là où l'*autorité* est, en somme, tombée au plus bas. Le Trône d'Août repose encore sur deux seules bases, sur la crainte que les masses semblent avoir d'une nouvelle révolution, qui pour le coup serait *radicale*, et sur la force de la troupe régulière. Le premier de ces éléments est un élément *négatif*, et le second un danger.

4 août.

1417. L'affaire de Toulouse se présente à mon esprit comme mauvaise. Il faudra la finir vite et le mieux possible, sans quoi elle deviendra un mauvais précédent. Elle porte à mes yeux le caractère d'un soulèvement contre le système de centralisation, et il suffit de ce fait pour que je ne puisse m'empêcher de lui attribuer de la gravité. Je vous fournis par cela même une preuve de mon impartialité, car dans ma conscience, je suis un centralisateur *fort modéré*. Mais la France étant conduite d'après ce système, je verrais bien des dangers dans sa chute, ne fût-ce que parce que ce qui tombe est connu, et que ce qui s'élève à sa place ne saurait l'être

* Les autorités municipales et la garde nationale de Toulouse se déclarèrent le 6 juillet contre les mesures financières de M. Humann.

(*Note de l'Éditeur.*)

d'avance. Ceux qui ont dit que le Roi doit *régner* et ne pas *gouverner,* ont dit une sottise, car ils confondent l'*administration* avec le *Gouvernement*. Ceux qui, en voulant que les ministres *gouvernent,* entendent qu'ils doivent *administrer,* ne savent pas davantage ce qu'ils disent. Dans tout ordre social bien réglé, il y a des sphères distinctes pour l'action. En haut doit se trouver le Gouvernement, en bas les gouvernés ; entre deux se trouve la région de l'administration. Cela est clair, et c'est parce qu'il en est ainsi que les esprits abstraits et les anarchistes se rencontrent dans les brouillards que les premiers voudraient dissiper et que les seconds cherchent à rendre le plus épais possible. Le mouvement de Toulouse me semble très-profondément calculé.

Metternich à Sainte-Aulaire. Vienne, le 30 novembre.

1418. M. le comte de Flahault m'a remis votre lettre du 12 septembre dernier. Comme il n'est arrivé ici que depuis peu, il y a eu un grand intervalle entre la date de votre lettre et sa remise, et c'est à ce fait que je vous prie d'attribuer le retard qu'éprouve ma réponse.

J'aime les regrets que vous m'exprimez de notre séparation, et c'est dans ces regrets que je vous prie de chercher les raisons de cette réciprocité de sentiments, qui existe bien sincèrement de ma part. Le sentiment du regret n'est jamais unilatéral, car il tire sa source de celui de la convenance, et les hommes comme les choses sont placés sous l'empire des affinités ou de la répulsion. Si vous étiez membre de l'Académie des sciences au lieu d'être l'un des quarante de l'Académie française, vous n'hésiteriez pas à me donner raison.

Cela dit, j'ajouterai que vous êtes bien généralement regretté ici. M. de Flahault, qui vous succède, aura bien quelque peine à vous remplacer ; je lui en découvre la bonne envie ; je la cultiverai de mon côté, et si nous réussissons, vous nous accorderez votre assentiment. Vous voyez que, de loin comme de près, je compte sur votre bon caractère.

A propos de caractère, je vous confie que si je voue de

sincères regrets à la perte du père, j'en voue également à celle du fils. Je reconnais à celui-ci une somme de qualités telle que j'aurais assez mauvaise opinion du pays qui ne saurait pas les apprécier.

Ce qui jusqu'à cette heure m'est revenu d'Angleterre sur votre compte est entièrement en votre faveur. Je désire que vous continuiez à recevoir les mêmes impressions sur le compte de vos relations avec l'Angleterre. Vous y avez affaire à des hommes honnêtes, et dans ce fait se trouve une bien grande facilité pour la conduite des affaires.

Vous savez ce que je pense de la politique de fantaisie, mise en opposition avec celle qui a pour base des intérêts véritables et par cela même pondérables. Chaque pays a des intérêts qui lui appartiennent en propre ; à côté, et bien souvent au-dessus de ces intérêts, se trouvent placés des intérêts généraux et qui par cela même sont également ceux du pays. C'est en mettant ces intérêts dans les plateaux d'une balance et en prenant poste près de la languette, qu'on peut faire le bien. C'est la place que, en ma qualité de ministre, j'entends ne jamais déserter et que je recommande à mes amis pour leur usage particulier. Le poste n'est pas brillant, mais il est utile, et les réputations se composent, en dernier résultat, de l'addition des *utilités*.

La France, mon cher comte, me fait l'impression d'être toujours bien malade, et j'ai peur que la marche des événements en Espagne ne porte point d'aide à sa santé. Trouvez-vous que les événements de l'autre côté des Pyrénées s'écartent ou se rapprochent de la ligne que de longue main je leur ai prédite? Que sont déjà devenus et la Reine régente et le modérantisme espagnol? Il y a dans ce malheureux pays bien des choses encore qui seront englouties dans le gouffre où conduit la pente sur laquelle se trouve la chose publique.

L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT VIS-A-VIS DES ENTREPRISES DE CHEMINS DE FER.

1419. Metternich au conseiller aulique Hummelauer, à Vienne (Lettre particulière). Kœnigswart, le 3 août 1841.

1419. J'ai reçu votre rapport du 31 juillet. Voici quelles sont mes vues sur les deux points que vous y traitez.

La *crise financière* *, qui devait se produire inévitablement comme la conséquence nécessaire de la spéculation, cette crise passera, parce qu'elle ne tient pas *au principe même de la vie*. Il faut la considérer comme une exulcération des membres du corps social, exulcération qui prendra fin avec ces membres eux-mêmes. Dès que la Banque nationale s'est trouvée hors de cause, le danger qui menaçait l'État tout entier a été conjuré. Aussi cet incident ne m'inquiète-t-il plus.

Pour ce qui concerne les *entreprises de chemins de fer,* je professe les principes suivants : on doit se faire avant tout une idée nette *de ce qu'il y a de vrai dans la chose.*

Ces entreprises comptent parmi les plus grandes qu'on puisse faire dans un État, parce qu'elles modifient profondément les conditions dans lesquelles se trouvent les régions que traversent les lignes, ainsi que la situation des parties de territoires qui restent en dehors du réseau, et qu'elles les transforment plus ou moins. Je ne puis mieux comparer le problème des chemins de fer qu'à celui d'un système d'irrigation, où il faut considérer deux choses, l'utilité de l'irrigation et le danger du desséchement. Un chemin de fer anime et féconde les endroits par lesquels il passe ; ceux qu'il ne traverse pas, au contraire, dépérissent.

Ces entreprises comptent en outre parmi les plus importantes, au point de vue des grands capitaux qu'elles demandent.

* A la suite de la faillite de la maison Geymüller (11 juillet), différentes maisons de commerce suspendirent leurs payements, et la Banque limita ses crédits. (*Note de l'Éditeur.*)

Sous ces deux rapports, il est du devoir des Gouvernements de les réglementer et de les surveiller. Pour cela il n'y a que deux moyens :

Il faut que le Gouvernement se charge lui-même de l'entreprise ou qu'il l'abandonne à des sociétés fondées par actions.

Dans le premier cas, il faut qu'il engage *son* crédit; dans l'autre, il faut qu'il abandonne les entreprises au crédit privé (dans lequel la spéculation joue toujours un grand rôle).

En général, je suis contraire aux *entreprises faites par l'État.* Elles réussissent rarement, et, quand elles réussissent, elles ne manquent jamais de coûter plus qu'elles ne coûteraient aux simples particuliers. Je crois que l'État ne devrait se charger que des entreprises qui peuvent lui servir à atteindre un but plus élevé.

Je suis d'avis qu'il faut laisser les entreprises *à de simples particuliers;* j'entends toutefois ne parler que de celles qui demandent des capitaux considérables, et je réserve un droit de protection et de contrôle à exercer par les Gouvernements.

Si la question se posait comme une *res intacta,* elle serait plus facile à régler qu'il ne serait possible de le faire en ce moment, où il s'agit d'intervenir dans des entreprises en voie d'exécution.

Les sociétés ont demandé l'assistance du Gouvernement; elles désirent tout simplement que celui-ci leur accorde une *garantie d'intérêts.* Cette demande n'est pas aussi simple qu'elle en a l'air. Des effets *garantis* imposent une obligation au garant, et si *l'État lui-même* est le garant, il en résulte que les effets garantis deviennent des valeurs d'État, de quelque nom qu'on veuille les appeler. Si l'on observe des règles invariables, il n'y a rien à objecter contre cela; mais les règles sont difficiles à déterminer, parce qu'il faut les établir au double point de vue des finances et de la manière d'assurer la liberté d'action des entreprises; or, comme il est toujours fâcheux de restreindre cette dernière, le contrôle de l'État doit se borner aux cas les plus importants.

Placer les entreprises sous la *direction centrale du Gouvernement,* tel me paraît être le problème à résoudre. Par contre,

réunir toutes les sociétés en une seule ne me paraît possible *qu'à une condition*, qui pourrait être réalisée par le rachat volontaire des actions à un prix déterminé, affaire qui supposerait l'emploi de capitaux considérables et l'*adhésion des actionnaires* (non pas seulement des *entrepreneurs*).

Sous ce rapport, le baron de Kübeck saura trouver mieux que moi la véritable marche à suivre.

Pour ce qui concerne la ligne de Trieste, dont l'établissement est *nécessaire*, je crois qu'une voie ferrée établie uniquement en vue du transport des marchandises vaudrait mieux qu'un railway avec des locomotives. La somme à dépenser ne s'élèverait pas au tiers ; il serait possible de faire passer la ligne par la Styrie, et comme il est prouvé que l'affluence des voyageurs seule peut couvrir les frais des railways, et qu'il n'y aurait certainement pas cette affluence sur la longue ligne de Gloggnitz à Trieste, *toutes ces raisons*, selon moi, militent en faveur de l'entreprise *qui coûte le moins cher*.

Montrez cette lettre à M. le président de la Chambre des finances ; j'y attache la valeur d'un commérage qui part d'une bonne intention, et rien de plus ; car le baron de Kübeck connaît mes vues sur cette importante question, qui jusqu'à présent a été traitée avec une aussi coupable légèreté *.

LE NOUVEAU MINISTÈRE ANGLAIS ET BRUNNOW.

1420. Metternich à Neumann (Lettre). Johannisberg, le 26 septembre 1841. — **1421.** Metternich à Wellington (Lettre). Johannisberg, le 12 septembre 1841. — **1422.** Metternich à Aberdeen (Lettre). Johannisberg, le 12 septembre 1841.

1420. Vous avez connaissance de tout ce que, dans le cours des dernières années, j'ai pensé et écrit. La ressemblance entre les paroles sorties de la plume de M. de Brunnow et celles

* Nous empruntons l'exposé suivant à un vote émis par le prince de Metternich à la conférence d'État, relativement à la question de l'admi-



sorties de la mienne devra avoir à vos yeux la valeur d'une parfaite conformité. Ce que dit M. de Brunnow, je l'ai, en effet, répété aux quatre vents depuis des années ; j'ai fait plus, j'ai réglé la conduite de notre Cabinet d'après ces bases. Personne ne nous a jamais fait le reproche d'avoir tort ; mais entre s'abstenir et soutenir, la différence est immense. Ce reproche ne s'applique pas à la Cour de Russie, mais à d'autres, et bien particulièrement à celle de Londres.

Le parti conservateur vient de se trouver replacé au gouvernail. J'en suis parfaitement satisfait pour ma part, et j'attends les nouveaux ministres à l'œuvre, non pour apprendre

nistration des chemins de fer : « D'après mon intime conviction, les entreprises des chemins de fer sont une de ces nouveautés qui surgissent inopinément dans le cours des temps et qui modifient profondément l'existence de la société. Les innovations de ce genre se distinguent toujours par un caractère éminemment pratique ; quand ce caractère leur manque, elles s'évaporent et ne laissent pas de traces. Pour vivre et pour se développer, il faut qu'elles jouent un rôle actif dans l'existence, et, si elles le font, elles ont besoin de la surveillance la plus exacte du Gouvernement.

« L'emploi de la vapeur constitue, à tous les points de vue, une transformation complète des conditions d'existence de l'État aussi bien que des individus. Il crée une situation nouvelle aux États par le fait qu'il abrége les grandes distances, donne l'impulsion au commerce en lui offrant de nouveaux moyens de communication, en lui assurant une économie de temps et le transport des marchandises à meilleur marché ; la vapeur transforme la marine de l'État en créant un nouvel armement. Dans l'intérieur, elle introduit des modifications essentielles par l'établissement de lignes ferrées, qui souvent changent du tout au tout la situation des parties dont sont formés les Empires. Qu'on ajoute à cela l'influence des entreprises de chemins de fer sur le marché de l'argent, soit que les entreprises restent livrées à la spéculation privée, soit que l'État s'en empare lui-même ! On peut admettre qu'aujourd'hui les capitaux absorbés par les lignes de chemins de fer déjà construites ou en voie de construction, ou bien demandés en vue de lignes nouvelles à établir, représentent la quantité de numéraire qui circulait dans le monde, et que, sous ce rapport, ils exercent nécessairement une plus grande influence sur le marché de l'argent que toutes les autres entreprises qui ont été faites à n'importe quelle époque.

« Naturellement, ces faits réagissent d'une manière inévitable sur l'ensemble des conditions de la vie sociale, j'entends au point de vue matériel comme au point de vue moral.

« Quand une chose en est là, elle réclame l'attention la plus vigilante des Gouvernements, attention qui équivaut assurément à l'accomplissement d'un devoir envers eux-mêmes et envers la société tout entière. En présence d'innovations qui modifient profondément l'existence des États, il ne peut pas

ce qu'ils veulent, mais pour m'assurer de ce qu'ils pourront *. Le défaut des Anglais est d'être ignorants sur ce qui n'est pas l'Angleterre; les *principes* sont de tous les temps comme de tous les pays, tandis que leur application réclame la connaissance de bien des nuances de position et de circonstance. Que M. de Brunnow se prononce envers les ministres anglais, ainsi que le porte sa lettre au comte de Medem, et il pourra être sûr de se rencontrer avec notre langage envers ces ministres et tous les Cabinets.

Plus il existe de concordance entre la manière de voir et de sentir de M. de Brunnow et mes propres impressions, plus je me sens cependant engagé à émettre la remarque suivante :

M. de Brunnow désire que les Cours se replacent dans les termes de 1818. Je regarde la chose comme impossible, non sous le point de vue des principes (car ils sont éternels comme le sont toutes les vérités), mais sous le point de vue de leur stricte application à des situations données.

Quant à la situation même de 1818, j'ai une remarque

seulement être question de *ce* qu'elles doivent être, mais il faut aussi considérer ce qu'on doit tenir éloigné d'elles.

« Pour que le but puisse être atteint sous l'un comme sous l'autre de ces rapports, il faut avant tout que les choses soient centralisées dans l'instance la plus haute. Sans cette centralisation, les erreurs sont inévitables, et c'est précisément parce que l'objet est à la fois vaste et nouveau qu'il demande la plus grande circonspection dans la manière de le traiter, et qu'il commande d'éviter autant que possible de s'écarter d'un système à établir.

« D'après mon intime conviction, il n'y a qu'*une* autorité qui puisse avec succès diriger l'affaire. Des subdivisions dans la répartition des affaires sont un besoin naturel. Mais leur position ne doit pas être indépendante; elles doivent, au contraire, relever d'un centre.

« Ranger les chemins de fer de l'État sous une autorité et les lignes privées sous une autre, ce ne serait pas prendre une mesure pouvant conduire au but qu'on se propose; ce serait seulement créer des difficultés aux entreprises de l'État et faciliter les entreprises privées aux dépens de l'intérêt général. » (*Note de l'Éditeur.*)

* Le Cabinet whig Melbourne s'était retiré le 30 août; il fut remplacé par un ministère tory, sous la présidence de Peel; le duc de Wellington en faisait partie comme ministre sans portefeuille, et le comte d'Aberdeen comme secrétaire d'État des affaires étrangères. Nous donnons plus loin les lettres que le prince de Metternich a adressées à ces deux ministres à propos du changement de Cabinet. Elles feront connaître aussi la position de Neumann à la Cour de Londres. (*Note de l'Editeur.*)

essentielle à faire, et elle pourra même offrir de l'intérêt historique au jeune Brunnow. A Aix-la-Chapelle se sont réunies les *cinq* Cours, et il a été question de les fondre en une *quintuple* alliance. J'ai usé de beaucoup de paroles pour prouver que le nombre cinq était susceptible d'être différemment amené, soit par des unités, soit par le groupement de deux et trois, soit enfin par celui de quatre et un. C'est à cette dernière formule que je me suis arrêté, et cela par les considérations suivantes : d'abord, parce que je n'ai point reconnu d'homogénéité entre la France et les anciens alliés, et qu'entre corps différents une union n'est jamais parfaite ; puis, parce que, dans le for de ma conscience je n'ai point cru à la durée de la restauration monarchico-libérale, et que pensant ainsi, j'ai entrevu le danger qu'il y aurait à dissoudre l'alliance existante pour en former une nouvelle au moyen de l'admission d'un corps hétérogène avec les quatre autres membres de l'alliance. Mes paroles n'ont point rencontré l'appui que j'aurais désiré. L'union des *cinq,* sous forme d'une *unité politique,* est issue du congrès, et l'événement a servi de justification à ma prévision.

Aujourd'hui, il me semblerait dangereux de se reporter à 1818, car si cette année n'a pas produit le bien, le retour à une année semblable ne saurait servir utilement la cause qui seule est digne d'être servie. Attachons-nous aux principes qui sont de tous les temps, et ayons soin de les appliquer dans les voies d'une saine pratique. M. de Brunnow a parfaitement défini les points de vue dont il ne faut pas s'écarter; nous, pour notre part, nous saurons les servir dans toutes les occasions.

Metternich à Wellington (Lettre). Johannisberg, le 12 septembre 1841.

1421. Mon cher duc, le baron de Neumann m'a rendu compte des paroles que vous l'avez chargé de me porter lors de son passage par Walmer-Castle. Il vous rendra ma pensée telle que je la lui ai expliquée. Il restera à Londres en qualité de simple voyageur, possédant la pleine confiance de sa Cour

et digne de toute la vôtre, jusqu'au moment où M. le prince Esterhazy retournera à son poste, vers la fin du mois d'octobre prochain.

Vous venez, mon cher duc, de donner à la Grande-Bretagne et à l'Europe entière une nouvelle preuve de votre dévouement au bien général, pour lequel les hommes qui veulent le bien et qui savent où il se trouve vous doivent un tribut de reconnaissance que personne n'est plus que moi heureux d'acquitter. Le monde a besoin de vous; conservez-vous ainsi pour lui encore de longues années.

Je ne sens pas le besoin de démontrer ici au nouveau Cabinet ce que pense et veut l'Autriche, ni ce qui ne nous convient pas sous quelque forme que puissent se présenter les choses. La cause de la raison vient de remporter un nouveau triomphe; c'est à vous et à vos amis de savoir l'assurer. Le bien-être de votre pays, celui de l'Europe entière est intéressé au succès, et personne plus que moi ne forme à son égard des vœux aussi sincères.

Veuillez, mon cher duc, regarder le baron de Neumann comme un intermédiaire entre vous et moi, entièrement digne de notre mutuelle confiance. Il vous rendra compte de toute ma pensée sur les positions du moment, et vous n'aurez pas de peine à vous y orienter. Nous ne sommes ni stationnaires ni retardataires; nous marchons, mais sans jamais dévier de notre voie, et cette voie vous est parfaitement connue.

Metternich à Aberdeen (Lettre). Johannisberg, le 12 septembre 1841.

1422. Vous ne serez pas étonné si vous recevez une lettre destinée à vous exprimer des sentiments depuis trop longtemps éprouvés pour qu'ils puissent être mis en doute par vous, et je dirai même par personne. Le revirement qui vient d'avoir lieu en Angleterre est un événement dont il ne m'est pas possible d'évaluer toute la portée. Ce qui est certain, c'est qu'en me mettant face à face avec d'anciens amis, il a pour moi la valeur d'un bienfait indubitable.

J'ai cru bien faire en envoyant le baron de Neumann à

Londres, où il continuera à résider en qualité de simple voyageur jusqu'au moment du retour du prince Esterhazy à son poste, vers la fin du mois d'octobre prochain. En attendant, j'accrédite près de vous le baron de Neumann, comme jouissant de toute ma confiance; il sera à même de vous rendre compte de mes pensées les plus intimes et de me rapporter ce que vous croirez devoir lui confier des vôtres. Le baron de Koller restera dans son attitude officielle de chargé d'affaires durant l'absence de l'ambassadeur.

Le baron de Neumann vous donnera connaissance de certaines explications que j'ai consignées dans un court travail. Celui-ci vous mettra pleinement au fait de ma pensée sur d'importantes questions. Ce qui peut manquer dans ce travail vous sera communiqué verbalement par le commissionnaire. Le moment est d'une telle importance, qu'il ne faut pas le laisser passer inaperçu.

POLITIQUE COMMERCIALE DE METTERNICH VIS-A-VIS DE L'ALLEMAGNE ET DE L'ITALIE.

1423. Metternich au baron de Kübeck, président de la Chambre des finances (Note). Vienne, le 20 octobre 1841. — 1424. Metternich au baron de Kübeck, président de la Chambre des finances (Note). Vienne, le 10 décembre 1841.

1423. Les observations que j'ai eu occasion de faire pendant le temps que je viens de passer en Bohême et en Allemagne, m'ont entièrement confirmé dans mes idées sur l'essor du commerce allemand et de l'industrie allemande, comme sur l'importance du développement successif qu'a pris l'Union douanière allemande *, et elles m'ont pénétré de l'intime conviction que si l'Autriche persévérait dans la voie qu'elle a suivie jusqu'ici, il en résulterait des conséquences dont la gravité serait peut-être difficile à déterminer maintenant.

* Voir « l'Union douanière allemande », t. V, nº 1135.
(*Note de l'Editeur.*)



L'attitude que nous avons gardée jusqu'à présent a amené un état de passivité dans lequel le mouvement et les efforts qui se produisent dans les pays de l'Union exercent sur nous une influence éminemment fâcheuse au point de vue du développement et du bien-être de nos provinces, et particulièrement en ce qui concerne la Bohême, ce pays dont l'industrie a fait tant de progrès. J'ai eu occasion de me convaincre combien les droits élevés dont le Zollverein grève l'importation des produits de l'industrie et de la fabrication des États confédérés qui n'ont pas accédé à l'Union, nuisent à la prospérité de ces pays. A cet inconvénient vient s'ajouter en Bohême ce fait que pour diverses branches d'industrie importantes, telles que la fabrication du verre, le tissage du lin, on crée tout près de notre frontière, sur le territoire de l'Union, des fabriques et des manufactures du même genre, qui attirent en nombre considérable les meilleurs ouvriers de la Bohême dans les pays de l'Union, de sorte que nous risquons de partager avec d'autres la supériorité que jusqu'ici nous avions seuls dans ces branches d'industrie.

A l'époque de l'Empire d'Allemagne, avant les conquêtes de la France, tous les membres de l'Empire avaient les mêmes droits commerciaux dans toute l'étendue du territoire allemand. Lorsque de 1813 à 1815 l'Allemagne brisa les liens dont l'avait enlacée la puissance des armes françaises, l'Autriche, qui avait travaillé si efficacement à la délivrance de la patrie commune, pouvait à bon droit espérer de participer aux avantages de la paix au même titre que les autres peuples allemands. C'est dans ce sens que fut proclamée la liberté de la navigation sur toutes les rivières de l'Allemagne. Les événements n'ont pas répondu à cette attente : par suite de la création du Zollverein, il s'est produit dans les intérêts commerciaux de toute l'Allemagne un état de scission dont les effets sont extrêmement fâcheux pour l'Autriche en ce qui touche les intérêts matériels, et qui ne peut manquer de produire les fruits les plus regrettables sur le terrain de la politique, dans le cas où l'on ne trouverait pas un moyen de rétablir l'équilibre.

L'Autriche, qui est appelée à se mettre à la tête des Gouvernements allemands en présence d'un danger extérieur qui viendrait menacer l'Allemagne tout entière; l'Autriche, sans le concours de laquelle toute l'Allemagne est incapable de faire face à un danger du dehors, et qui réciproquement ne peut trouver que dans la coopération de toute l'Allemagne les moyens de développer la puissance et d'accentuer l'attitude qui servent de base à son influence conservatrice, qui est la garantie de la paix générale; l'Autriche est sur le point de se voir en quelque sorte exclue du reste de l'Allemagne sur le terrain des intérêts matériels, par suite des mesures prises par le Zollverein, et de se voir traitée en pays étranger. Il est donc urgent de ramener à des bases naturelles et logiques une situation qui est devenue fausse à ce point.

Si, d'une part, il suffit de considérer les obligations réciproques contractées par les pays allemands, aux termes du dernier traité de renouvellement de l'Union, pour s'assurer que l'accession de l'Autriche est une éventualité contre laquelle s'élèvent de grandes objections, il est absolument certain, d'autre part, que l'Autriche, par suite de la position qu'elle occupe dans la Confédération germanique, ne peut se mettre dans le cas d'être traitée par l'Allemagne comme pays étranger sous quelque rapport que ce soit. Il s'agit donc de chercher un moyen de créer avec l'Union des rapports qui permettent de concilier les intérêts matériels réciproques des divers États, et de faire ainsi droit au besoin qui se fait partout sentir en garantissant le maintien de la paix. Je serais porté à croire que le meilleur moyen d'arriver à ce résultat serait de conclure un traité avec le Zollverein, en quoi nous ne ferions, du reste, que suivre l'exemple donné par d'autres États.

Je ne me dissimule pas les difficultés de tout genre qui se dressent devant nous. L'importance des intérêts commerciaux est si généralement reconnue, que chaque État qui se trouve en contact avec la mer s'est fait une politique commerciale appropriée à sa situation particulière. L'Angleterre, la France, la Hollande, même la Russie, ont un commerce qui ne représente pas l'intérêt de telle ou telle province seulement, mais

qui fait de la politique commerciale de l'État un tout politique et qui est intimement lié à la position de l'État sur le terrain de la politique générale. Cette politique commerciale sert au Gouvernement de point de départ pour déterminer les mesures qui concernent le trafic intérieur aussi bien que pour apprécier et régler les rapports commerciaux à entretenir avec d'autres États.

Avant la création du Zollverein, il n'existait plus rien en Allemagne qui méritât à n'importe quel titre le nom de *commerce allemand.* Autant il s'y trouvait de souverainetés politiques, autant il y avait d'individualités commerciales, dont chacune cherchait à gagner aux dépens de toutes les autres, et toutes s'appauvrissaient finalement. Grâce à l'Union douanière, on vit se réveiller une sorte d'esprit public en matière commerciale; les tendances commerciales d'un passé lointain se manifestèrent de nouveau, on reconnut que l'avantage de chaque partie ne pourrait mieux être réalisé et assuré que sous la protection de l'ensemble, et les États de l'Union inaugurèrent une politique commerciale à laquelle on fit des sacrifices considérables aux dépens des intérêts particuliers. Nous avons sous les yeux les résultats de cette manière de procéder. L'Union est reconnue par d'autres puissances comme puissance commerciale allemande; un commerce allemand et une politique commerciale allemande s'affirment davantage de jour en jour; bientôt l'absorption de tous les territoires allemands, sauf les pays allemands de l'Autriche, sera un fait accompli, et alors la puissance commerciale de l'Allemagne réunie cherchera à imposer aux États limitrophes des relations utiles à ses intérêts.

Je viens de me trouver en Allemagne, au milieu du mouvement industriel qui y règne; j'ai observé les forces qui agissent partout, les tendances qu'elles suivent, et j'ai vivement ressenti l'infériorité qui résulte pour nous du fait que nous n'avons pas une politique commerciale particulière, vraiment autrichienne, répondant à la situation actuelle, ou que notre politique commerciale porte le caractère de la passivité au milieu de l'activité incessante qui se manifeste partout. Le sentiment de cette infériorité m'a conduit à la conviction que,

sans la politique dont je parle, nous n'aurons jamais un commerce autrichien, et que nous ne serons jamais à même d'établir avec d'autres États des relations réellement satisfaisantes. En effet, pouvons-nous espérer sérieusement d'arriver à donner à notre commerce un développement vraiment fécond, si nous ne commençons pas par discuter à fond cette question : *Quels services un* commerce autrichien *peut-il et doit-il rendre à l'*État autrichien *dans la situation actuelle ?* Le résultat d'une pareille discussion pourra nous indiquer nettement *ce que nous devons vouloir* dans une négociation à ouvrir avec le Zollverein, afin que le développement de notre commerce reste en harmonie avec la mission politique de l'État, assure la prospérité de l'Empire et donne plus de force au Gouvernement, tant à l'intérieur qu'au dehors.

Je connais fort bien les difficultés qu'entraînent nécessairement, au point de vue de la création d'une politique commerciale particulière, les particularités de notre situation intérieure. Elles sont grandes sans doute; mais j'ai le ferme espoir que, si on les voit telles qu'elles sont, si on les compare aux moyens dont nous disposons, la solution du problème ne sera pas impossible.

Un autre genre de difficultés résultera pour nous, dans le cas où des négociations s'engageraient entre nous et le Zollverein, de la supériorité des États faisant partie de l'Union sur l'Autriche.

Le mouvement qui s'est produit en Allemagne, et dont la première forme est le Zollverein, a pour but le rétablissement de la grandeur commerciale d'un passé que le présent s'efforce de faire revivre en tenant compte des progrès réalisés. Pour les États de l'Union, *le but* auquel ils doivent tendre, c'est-à-dire l'objet essentiel de leur politique commerciale, leur est clairement désigné par le passé; même les routes et la direction que doit prendre leur commerce d'importation et d'exportation leur sont tracées de la même façon. Par conséquent, l'Union a le caractère positif et l'élasticité qui caractérisent des tendances qui ont le passé pour elles tout en redevenant nécessaires dans le présent.

Nous sommes privés d'un avantage de ce genre. L'Autriche ne s'est jamais trouvée dans des circonstances pareilles à celles où elle se trouve à présent; elle est pour la première fois dans le cas de se créer une situation particulière sur le terrain du commerce, et la tendance à donner à ses mouvements commerciaux n'est pas encore déterminée. Aussi notre position n'a-t-elle pas ce caractère de fermeté et d'assurance qui manque généralement à un premier essai, et, lorsque l'Union repose sur un système compacte, bien organisé, embrassant l'ensemble, nous ne pouvons pas nous présenter en face d'elle uniquement avec des intérêts particuliers et locaux.

Les pays de l'Union, certains du succès de leurs efforts, occupent les routes qui conduisent leur commerce aux mers du Nord, et bien qu'on reconnaisse en maint endroit les avantages d'une entente avec l'Autriche, ils n'en peuvent pas moins rester fort bien dans leur situation actuelle. Nous, au contraire, nous nous sentons gênés, et nous nous trouvons dans une situation qui ne saurait se prolonger.

Or pourrait-on espérer un heureux résultat d'une négociation qui aurait été entamée sous des auspices aussi défavorables et sans que nous eussions eu soin de nous ménager une position indépendante, pouvant être reprise dans le cas où la négociation n'aurait pas le succès désiré, et capable en même temps de nous offrir dans la négociation des avantages réciproques ainsi que de nous servir à nous-mêmes de point de départ?

Si nous considérons les directions que le commerce allemand suit dans les bassins des rivières et qu'ont prises aussi les chemins de fer allemands, nous voyons qu'elles se rapprochent des frontières de la Suisse, et il est hors de doute que le Gouvernement de Sardaigne y prêtera la main afin de créer une ligne de communication plus commode par la Suisse et de porter ainsi le commerce de l'Allemagne à Gênes, au lieu de lui faire prendre le chemin qu'il suivait autrefois et qui passait par le Tyrol pour aboutir à la mer Adriatique. Sans vouloir me former une opinion sur la question de savoir s'il ne serait pas possible d'ouvrir au commerce de l'Allemagne du Sud et

du Rhin une communication plus avantageuse avec la mer Adriatique par nos pays italiens, je constate du moins qu'il semble résulter de la position géographique des différents États que, pour le nord de l'Allemagne et pour la Saxe, une ligne de communication par voie ferrée, passant par la Bohême pour aboutir à Trieste, pourrait présenter des avantages notables, tandis que dans la partie méridionale de l'Allemagne, notamment dans le Wurtemberg et dans la Bavière, j'ai entendu partout exprimer le désir de voir créer une ligne de chemin de fer débouchant près de Salzbourg, qui assurerait aux pays de l'Allemagne du Sud une communication avec le cœur de la Monarchie, communication répondant aux besoins du temps et si désirable à tous les égards, et de pouvoir ainsi faire participer le commerce de ces pays aux riches bénéfices que facilite la mer Adriatique, cette mer à l'extrémité de laquelle Trieste, et au besoin Venise, sont appelées à devenir leurs marchés.

En effet, le commerce de l'Allemagne du Sud suit deux voies différentes, mais non rivales, qui lui sont indiquées par la force des choses : celle du Rhin et celle du Danube. La première est bien plus favorisée par les circonstances que la seconde; elle présente l'avantage d'une communication rapide et facile avec la mer au moyen de la navigation fluviale; ses voies ferrées, qui, suivant le lit du grand fleuve allemand, se trouvent placées dans des conditions de terrain aussi favorables que possible, atteindront bientôt Bâle, et alors il s'agira de choisir un chemin conduisant à la Méditerranée. Tous les États de l'Allemagne du Sud sont forcés de suivre cette direction, à moins que l'Autriche, en perfectionnant l'autre voie, n'assure aux États de l'Allemagne du Sud la possibilité d'une communication facile et commode avec la mer Adriatique. J'ai acquis la certitude que le Gouvernement de Bavière a choisi la direction qu'il compte donner aux lignes de chemins de fer dont il vient de décider la création, non parce qu'il veut sauvegarder les intérêts de ces pays sans le concours de l'Autriche, mais parce qu'il désire vivement, au contraire, voir offrir à l'Allemagne du Sud la possibilité de faire passer son commerce par

l'Autriche. Bien qu'on reconnaisse partout les avantages que présente l'Union douanière, il n'en est pas moins vrai qu'on redoute vivement la situation prépondérante que la Prusse gagne par suite de cet état de choses, et il en résulte que les États du Sud désirent faire cause commune avec l'Autriche, afin de contre-balancer les progrès continus de l'influence prussienne.

J'ai entendu partout exprimer ce vœu sous la forme la plus pressante, mais partout on ajoutait, avec grande raison, qu'il était impossible de rester dans le *statu quo ;* que dans le cas où l'Autriche ne se hâterait pas d'intervenir en faveur du commerce des États du Sud, ceux-ci seraient forcés d'adopter exclusivement la direction du Rhin, et qu'une fois les chemins de fer construits d'après le tracé déjà proposé, aucun retour en arrière ne serait plus possible.

Il me paraît donc de la plus haute importance de profiter de ces dispositions favorables, dans le dernier moment où il nous serait encore possible de donner au commerce allemand une impulsion, une direction décisive pour l'avenir de l'Allemagne aussi bien que pour celui de l'Autriche. Il est évident que nous pouvons trouver dans cette idée un puissant moyen de négociation ; toutefois, il ne suffirait pour cela ni des facilités qu'offre la situation géographique, ni des vues de l'administration I. R., qui sont favorables à l'ouverture d'une ligne de chemin de fer allant du Danube à Trieste ; *il faudrait se trouver en présence de résolutions prises et de mesures déjà arrêtées*, ne serait-ce que pour arrêter dans leur exécution, en tant que cela serait possible encore, les projets qui en ce moment ont la ligne du Rhin pour objectif; car s'il est de notre intérêt de prendre sur le système des chemins de fer allemands une influence capable de modifier la direction des lignes, ce résultat ne peut être atteint qu'à la condition d'opposer au système allemand un système autrichien bien combiné.

La nécessité absolue de réunir en un système, sous la surveillance du Gouvernement, les lignes de chemins de fer à créer en Autriche, a été exposée par Votre Excellence même dans une autre circonstance, et cela d'une manière si lumi-

neuse, que je me flatte de l'espoir que les idées que j'exprime ici seront approuvées par vous. La réalisation de ce projet de Votre Excellence nous donnerait de plus un autre grand avantage. En effet, si nous organisons un système de communications intérieures capable de rendre plus rapides et plus commodes les relations des États du Zollverein avec l'Italie, ce même système de communications intérieures nous offre en même temps le moyen de diriger notre commerce surtout vers la mer Adriatique, dans le cas où le Zollverein nous refuserait de justes concessions. Nous serons d'autant plus fondés à espérer d'obtenir des concessions de ce genre, si nous ne dépendons pas uniquement du bon vouloir des États du Zollverein, et si nous avons préparé d'avance les moyens d'appliquer un système commercial que nous serions prêts à adopter comme pis-aller.

Les questions effleurées ici se rattachent à des considérations d'un ordre si important, que je tiendrais beaucoup à connaître à cet égard les vues éclairées de Votre Excellence. Dans le cas où elles se rencontreraient avec les miennes, je regarderais comme un devoir d'appeler sur cette affaire l'attention de Sa Majesté l'Empereur *.

* Les vues de Metternich, consignées dans cette Note, formèrent la base d'une délibération ministérielle confidentielle, qui eut lieu le 17 novembre, et au cours de laquelle furent désignés les points qui devaient être l'objet de rapports spéciaux à présenter par le président de la Chambre des finances.

Relativement à la *politique industrielle* de l'Autriche, on reconnut que le devoir de l'administration publique était de protéger l'industrie nationale par des *droits raisonnables* (contrastant avec la prohibition et les tarifs exagérés qui avaient été en vigueur jusqu'alors), mais en même temps d'ouvrir de plus larges débouchés à l'industrie indigène en faisant entrer la *Hongrie* et la *Transylvanie* dans le système général de la liberté du trafic dans toute l'étendue de la Monarchie. Relativement à la *politique commerciale*, et particulièrement pour ce qui concernait la situation de l'Autriche vis-à-vis du Zollverein allemand, on exprima l'opinion que, sans traité de commerce formel, après un mûr examen de la situation, les tarifs douaniers devaient être modifiés successivement, par suite d'une entente réciproque, et que cette modification devait porter sur ceux des articles de notre commerce qui avaient été le plus imposés jusqu'à présent; à cet effet, on devait faire préalablement une enquête sur la situation des pays de l'Union, enquête qui eut lieu en effet. Ces résolutions eurent pour effet d'ajourner la réalisation du projet de fusion douanière de l'Autriche avec l'Allemagne, et si la grande pensée de Metter-

Metternich au baron de Kübeck, président de la Chambre des finances (Note). Vienne, 10 décembre 1841.

1424. Bien que je regarde comme irréalisable l'idée d'amener les Gouvernements italiens à une union semblable au Zollverein allemand *, je n'hésiterais pas, d'autre part, à attacher une haute valeur politique à un rapprochement entre l'Autriche et les autres États de l'Italie sur le terrain des intérêts commerciaux. Je suis convaincu que si l'on réussissait à faire naître en Italie une plus grande communauté d'intérêts matériels, on aurait trouvé ainsi le meilleur contre-poids à opposer aux efforts des sectes révolutionnaires, et le moyen le plus efficace d'en finir avec ces rêves creux de fusion politique et d'indépendance.

Partant de ce point de vue, je me fais un plaisir de commu-

nich ne fut pas appliquée, même dans la suite, cela doit être attribué surtout à la différence considérable qui existait entre les systèmes douaniers des pays de l'Union et des États de l'Empire, dans lesquels la Hongrie, avec les pays qui en dépendent, occupait en outre une place à part. Ce serait nous laisser entraîner trop loin que d'entrer dans le détail des négociations relatives aux tarifs et à d'autres questions qui furent entamées dans la suite. Il suffit, pour le but que nous poursuivons, de montrer, sous leurs traits généraux, les efforts faits par le chancelier d'État sur le terrain de la politique commerciale; quant au reste, nous renvoyons le lecteur qui voudrait s'édifier sur la suite de cette affaire, aux ouvrages historiques qui en parlent et qui sont unanimes à rendre justice à la politique commerciale du chancelier d'État. Nous nommerons, d'après l'ordre dans lequel ils ont été publiés, les ouvrages suivants : Tegoborski, *Des finances de l'Autriche*, 1843; Schmidt, *Histoires contemporaines*, 1859; Schmidt Weissenfels, *le Prince de Metternich*, 1860; Springer, *Histoire de l'Autriche*, 1863; et Adolphe Beer, *les Finances de l'Autriche*, 1877.

Pour ce qui concerne la question des chemins de fer, effleurée à la fin de la note, on décida, au mois de décembre de la même année, de construire, aux frais de l'État, trois grandes lignes de chemins de fer, savoir : 1° une ligne de Vienne à Dresde, par Prague; 2° une autre de Vienne à la frontière bavaroise, et 3° une dernière de Vienne à Trieste. Les nouvelles lignes devaient se raccorder avec les tronçons déjà achevés de la ligne du Nord et de celle du Sud, à Olmütz, d'une part, et, d'autre part, à Stockerau et à Gloggnitz.

(*Note de l'Éditeur.*)

* Dans une note du 9 novembre 1841, adressée au prince de Metternich, le baron de Kübeck avait traité ce point en faisant, entre autres, les observations

niquer sans retard à Votre Excellence les réflexions générales auxquelles peuvent donner lieu la situation politique et les intérêts des États italiens, les sentiments qui y règnent et l'influence qu'il faut s'attendre à voir des États étrangers y exercer, d'autant plus que des rapports émanant de la mission I. R. à la Cour de Sardaigne, qui viennent d'arriver, semblent faire entrevoir l'occasion d'un rapprochement de ce genre.

Si la création de l'union douanière en Allemagne a rencontré de grandes difficultés, la tentative de fondre les intérêts matériels locaux en un intérêt général et commun rencontrera des difficultés encore bien plus grandes sur le sol de l'Italie, quelque forme qu'on veuille donner à la chose.

La situation des États du sud de l'Italie ressemble à celle des États de l'Allemagne avant la création du Zollverein, en tant qu'ils sont fort en retard au point de vue du mouvement industriel, et qu'en outre, à la frontière de chacun de ces États, il y a des lignes douanières et des droits douaniers calculés en vue d'intérêts fiscaux, qui rendent impossible la liberté de mouvement du commerce intérieur de la Péninsule.

Cependant leur situation diffère grandement de celle des États de l'Allemagne, à cette époque, sous plus d'un point de vue : l'Italie est baignée par la mer ; ceux de ses États qui sont situés plus au sud sont obligés d'observer à l'égard de la

suivantes : « Les États de l'Italie du Sud sont à peu près dans la situation où était l'Allemagne avant le Zollverein. Ils sont bien en retard au point de vue industriel, et, si l'on réussissait à les faire entrer, en totalité ou en partie, dans un Zollverein autrichien, sous une forme et sous une dénomination quelconques, pourvu qu'elle ne soulevât pas d'objections, on aurait ouvert à l'industrie autrichienne un marché considérable, restreint notablement la concurrence de la France et de l'Angleterre, et donné l'essor à l'industrie de ces pays. Le côté politique de la question ne peut être apprécié à sa juste valeur que par la sagesse de Votre Altesse. Mais avant d'entamer des négociations avec les États de l'Italie du Sud, il faut que le Gouvernement autrichien modifie ses mesures de protection et qu'il remplace les prohibitions par des droits protecteurs raisonnables qui, sous le rapport du but à atteindre, n'entraineraient pas de conséquences fâcheuses, ainsi que nous l'avons montré. mais qui amèneraient une situation meilleure que celle d'aujourd'hui, et qui en même temps créeraient la possibilité d'un trafic avantageux et, suivant les circonstances, d'une entente avec les États voisins. » (*Note de l'Éditeur.*)

politique commerciale de l'Angleterre des ménagements qui ne leur permettraient jamais d'adopter, pour leur propre industrie, un système de protection aussi radical que celui qui règne en Allemagne.

Dans les États de l'Allemagne se faisait sentir un *urgent besoin de relations spéciales et réciproques* qui n'existe pas dans les mêmes conditions pour les États de l'Italie.

La grande majorité des États allemands consiste en pays sans débouchés sur la mer, lesquels avaient besoin des pays maritimes pour l'écoulement de leurs productions, pendant que ces derniers avaient besoin des produits des premiers pour animer leur commerce. Cette réciprocité d'intérêts n'existe pas pour les États italiens, qui ont tous des côtes et des ports à eux.

C'est par la même raison que, relativement à l'idée mise en avant d'une union semblable au Zollverein allemand, la situation de l'Autriche vis-à-vis des États de l'Italie est très-différente de celle de la Prusse vis-à-vis des États allemands. Par suite de sa position géographique, la Prusse pouvait offrir aux pays intérieurs de l'Allemagne une protection puissante contre la concurrence de l'industrie étrangère, en même temps que la possibilité d'un écoulement direct de leurs produits par la mer. Une situation semblable, bien qu'inverse, ne serait possible entre les États italiens et l'Autriche que si cette puissance ne possédait pas de ports et si elle était, par conséquent, dans le cas de choisir le commerce italien comme intermédiaire entre le marché intérieur de l'Empire et le commerce général, tandis qu'actuellement nos ports sont naturellement en concurrence avec ceux des États italiens.

Il y avait en Allemagne, sinon partout, du moins sur beaucoup de points, une industrie nationale qui a fait de grands progrès pendant le blocus continental, et qui, lors de la chute de Napoléon, était arrivée à un tel développement qu'elle méritait d'être protégée contre la concurrence étrangère, et c'est précisément l'union douanière qui devait lui assurer cette protection. En Italie, par contre, il n'y a pas d'industrie nationale à protéger; il n'y a pas dans ce pays d'industrie proprement dite,

et l'Italien, qui produit, il est vrai, mais qui fabrique peu, est habitué à tirer de l'étranger la plupart des objets de luxe et même beaucoup d'objets de première nécessité. Les États italiens ne sentiront donc pas non plus le besoin d'une union douanière ayant mission de protéger leur industrie.

En outre, les tendances locales et municipales sont fortement accusées en Italie ; il y règne surtout un penchant extraordinaire à la jalousie et à la méfiance. A cette base générale du caractère des peuples et des Gouvernements italiens viennent s'ajouter encore les soupçons, enracinés en plus d'un endroit, contre tout ce qui a l'air de favoriser une extension de l'influence autrichienne, soupçons que la France fait naître et qu'elle entretient de toutes les façons. Au moment où l'on s'apercevra que le Gouvernement I. R. s'occupe de l'idée d'une fusion des intérêts matériels de nos pays avec ceux des États italiens qui se trouvent dans notre voisinage, on ne sera que trop porté à nous prêter le projet de fonder une institution comme celle du Zollverein; les méfiances locales, l'influence étrangère et les intérêts du parti révolutionnaire en Italie élèveront contre nous des obstacles de tout genre, et cela d'autant plus qu'on a reconnu, dans les derniers temps, que l'union des intérêts matériels en Allemagne a fait naître un sentiment général de force et d'énergie qu'on n'aurait pas cru possible de voir s'éveiller.

Il me paraîtrait donc, de toute manière, très-opportun de garder le secret même sur *l'intention d'amener un rapprochement en général,* et de laisser les tentatives d'un rapprochement avec tel ou tel État voisin, tentatives que pourraient provoquer des causes locales, se produire *sans aucune forme déterminée,* afin qu'elles apparaissent non pas comme des éléments d'un système général, mais simplement comme des faits isolés dont pourrait résulter un avantage local réciproque. Si nous formulions notre intention d'une manière plus explicite, il s'ensuivrait immédiatement que l'attention de la France se porterait avec une nouvelle intensité sur l'Italie, ou que même cette puissance verrait dans ce fait une occasion d'élever des prétentions politiques qui pourraient devenir dangereuses à plus d'un titre.

Si nous réussissions à faire naître et à répandre, plus ou moins, l'idée qu'une entente commerciale avec l'Autriche serait avantageuse, nous y trouverions un point de départ pratique pour la réalisation ultérieure de nos projets. Si, — puisque la question de donner à la politique commerciale un caractère plus positif et reposant sur des bases essentiellement autrichiennes doit être agitée en ce moment, — on jugeait opportun de faciliter, en tenant compte des circonstances, le mouvement qui entraîne le commerce autrichien vers la mer Adriatique, nous y trouverions peut-être une forme pratique pour organiser notre situation commerciale sans éveiller la moindre susceptibilité et de manière à amener les États italiens qui se trouvent dans notre voisinage à tourner spontanément leur attention vers nous et à voir, dans l'attitude prise par nous, l'occasion et le motif d'une entente avec nous. Je regarde cette éventualité comme d'autant plus probable que, dans d'autres circonstances déjà, notamment par suite du désir exprimé par le Gouvernement royal de Sardaigne, la question d'une entente commerciale avec nous a été discutée, mais qu'elle a dû être écartée à cause de notre persistance à maintenir notre système prohibitif.

Les dangers qui pourraient menacer le repos intérieur de la Péninsule italienne dérivent moins de l'existence de sectes subversives que du degré de confiance avec laquelle ces sectes croient pouvoir compter sur l'appui de la France. La puissance de l'Autriche, unie à celle de la Sardaigne, pourrait tenir tête avec succès à l'influence française, si elle essayait de franchir la frontière et de pénétrer en Italie; mais il est impossible à ces deux puissances de protéger la sécurité des côtes de l'Italie contre des empiétements français. L'intérêt que la Grande-Bretagne prend au repos intérieur de l'Italie est seul capable de garantir la sécurité des côtes de la Péninsule, et l'exemple d'Ancône a montré à quoi il faut s'attendre de la part de la France dès qu'elle se voit en présence d'une Angleterre à laquelle le maintien de ce qui existe et le repos de l'Italie sont indifférents. Si donc l'Autriche doit avoir à cœur de profiter de ses relations politiques avec la Grande-Bretagne pour placer

le pavillon anglais comme barrière entre la France et les côtes de l'Italie, il est évident, d'autre part, que sur le terrain commercial nous ne pouvons rien faire qui soit de nature à mettre en conflit la situation commerciale des États italiens et l'intérêt commercial de l'Angleterre. Nous devrions viser, au contraire, à amener la fusion de nos intérêts commerciaux avec ceux des États italiens, d'une manière qui pourrait en même temps se concilier avec les intérêts de l'Angleterre.

A ces considérations vient s'ajouter celle que les États de l'Italie sont déjà en relations régulières et suivies avec les grandes puissances maritimes. Naples est liée avec l'Angleterre et la France par des traités qui rendraient impossibles des mesures tendant à rendre difficile pour les produits de l'industrie étrangère l'accès du marché napolitain. La Sardaigne est dans une situation semblable vis-à-vis de l'Angleterre, tandis que la politique commerciale de la Toscane a toujours consisté à favoriser chez elle une sorte de commerce universel qui assure au commerce de chaque nation individuelle, sans exception, les plus grands avantages possibles, de telle sorte que toute la Toscane peut être considérée, pour ainsi dire, comme un port franc.

Votre Excellence ne manquera pas de reconnaître, dans sa sagesse, que, dans le cas où l'on réussirait à fondre les intérêts commerciaux de l'Autriche avec ceux de l'Italie, fusion équivalant à un nouveau lien qui assurerait au repos de l'Italie la protection de la puissance britannique aussi sérieusement que des intérêts commerciaux peuvent le faire, on aurait contribué à asseoir la paix générale sur des bases inébranlables. Aussi ne puis-je qu'approuver entièrement le projet de soumettre à un examen plus approfondi l'idée, formulée par Votre Excellence, d'une impulsion plus féconde à donner à notre commerce avec l'Italie; je prendrai surtout à tâche de mettre au service de Votre Excellence tous les moyens dont je puis disposer dans ma sphère d'action et qui sont capables de conduire à ce résultat *.

* Les négociations engagées diplomatiquement entre l'Autriche et la Sardaigne en vue d'amener l'abaissement réciproque des droits d'importation

MISSION DE WOYNA A SAINT-PÉTERSBOURG.

1425. Metternich au comte Woyna, à Stockholm (Lettre). Vienne, le 10 juillet 1841. — 1426. Metternich au comte Woyna, à Saint-Pétersbourg (Lettre). Vienne, le 3 novembre 1841. — 1427. Metternich au comte Woyna, à Saint-Pétersbourg (E. D.). Vienne, le 3 novembre 1841.

1425. Vous allez être chargé d'une haute et fort importante mission, et ma conscience me dit que vous saurez la bien remplir *.

Les relations avec la Russie ont de commun avec bien des fleurs d'être remplies d'épines. C'est à éviter celles-ci qu'il sera de notre intérêt et du vôtre que vous vous occupiez. Vous vous entendrez sur toute chose avec M. de Meysenbug, qui est un homme de grand sens et qui connaît la Russie, et vous irez bien ensemble.

Les situations respectives sont fort singulières dans ce moment. On commet beaucoup de fautes en Russie, et les temps sont tellement difficiles, que l'on ferait bien de s'en garder. Orientez-vous dans les archives de l'ambassade ; elles vous mettront au fait de toute notre marche, et vous y puiserez la preuve que dans plus d'une importante occasion elle a différé de celle de notre allié. L'événement a jusqu'à présent toujours plaidé en notre faveur, et je ne crains pas l'avenir, car il prouvera également que là où les deux Cours ont suivi des voies différentes, ce n'est pas la nôtre qui s'est trompée de direction ! La grande affaire qui a si sérieusement occupé l'Europe dans le cours des deux dernières années, compte au nombre de ces divergences. On a voulu à Saint-Pétersbourg

d'un pays à l'autre, échouèrent dès le début, par suite de la résistance du Gouvernement sarde, et cet échec empêcha de faire d'autres démarches.

(*Note de l'Éditeur.*)

* Le comte Édouard Woyna était envoyé à Saint-Pétersbourg pour y prendre à titre intérimaire la direction de l'ambassade, en remplacement du comte de Ficquelmont, appelé à Vienne.

(*Note de l'Éditeur.*)

ce que nous avons voulu ; mais comme on y a poursuivi à la fois deux objets, la chose publique a couru grand risque de voir l'objet véritable sacrifié à une chimère, car *le rétablissement de l'ancienne quadruple alliance* en est une, comme *l'établissement d'une alliance anglo-russe* est une idée privée de sens pratique. Nous ne nous sommes point laissé dérouter, et nous avons affronté l'humeur que notre froide raison a pu faire naître là où l'on a couru après une chimère. Le temps fera justice de ces dernières, et tout se prépare à cet effet.

Metternich au comte Woyna, à Saint-Pétersbourg (Lettre). Vienne, le 3 novembre 1841.

1426. Je suppose que vous vous serez cassé la tête pour deviner les motifs du silence que j'ai gardé vis-à-vis de vous depuis votre arrivée à Saint-Pétersbourg. En voici la raison. J'ai été en voyage, et j'ai voulu mettre un intervalle avec ce qui n'avait eu que la valeur de commérages entre les deux Cabinets.

Dans tout le cours de l'affaire turco-égyptienne, on n'a été occupé à Saint-Pétersbourg qu'à rechercher des voies et des moyens pour caresser les fantaisies du cabinet whig. Les ouvertures que de temps en temps on nous faisait reçurent chaque fois des démentis par la ligne de conduite suivie par M. de Brunnow. A cet égard, le rapprochement entre les correspondances de Saint-Pétersbourg et de Londres est véritablement curieux.

Nous avons pu laisser aller ce jeu sans nous en émouvoir, car nous avions entre les mains le moyen le plus puissant pour empêcher des écarts de lord Palmerston qui eussent tendu à compromettre l'affaire ; ce moyen a été la conviction que le Cabinet anglais irait là seulement où nous irions avec lui, vu que *sans notre appui moral* il lui serait impossible d'aller au delà. Ce mauvais train ayant cependant eu lieu, j'ai, au moment du changement ministériel en Angleterre, désiré mettre un intervalle entre le passé et le futur ; or, le

meilleur mode de procéder dans des circonstances pareilles est de mettre en panne.

Dans la dépêche secrète de la présente expédition, j'ai touché à quelques cordes sensibles qu'il ne faut point faire résonner à Saint-Pétersbourg *. Suivez à leur égard l'exemple que je vous donne. Si, dans vos entretiens avec l'Empereur, cette matière venait à être effleurée, effacez-vous et n'y touchez pas. Ainsi que je l'ai consigné dans ma dépêche, j'ai coulé à fond le chapitre de la *quadruple alliance* avec le comte de Medem, et je n'en ai plus entendu parler depuis. Le sujet étant d'une nature toute polémique, je n'entends pas le ressasser; les faits prouveront qui, de l'Empereur ou de moi, a raison à l'égard de la question de savoir *si le traité du* 15 *juillet* 1840 *a rétabli l'alliance de Chaumont,* — oui ou non! L'attitude que dans vos entretiens vous devrez prendre, c'est celle d'une parfaite quiétude *politique,* qui toutefois ne s'étendra pas aux questions *sociales*.

Trois sentiments prédominent aujourd'hui en Allemagne : d'abord, une haine mêlée de beaucoup de mépris pour la France, une grande inquiétude sur les futurs contingents par rapport à la Prusse; enfin, une entière confiance dans les vues et dans la sagesse de l'Autriche. A côté de ces sentiments, il existe de l'aversion pour la Russie. Notre rôle est marqué au milieu de ces dispositions ; c'est celui d'une raison impassible. Nous ne cherchons rien pour nous dans les affaires du jour; nous nous appliquons à tenir à l'écart le mouvement politique, pour ne pas nous distraire, ni permettre que d'autres perdent

* Cette dépêche secrète parle des intrigues des différentes puissances, qui exercent une influence fâcheuse sur la Grèce. « Ce reproche, écrit le prince de Metternich, tombe principalement sur les puissances maritimes, qui, dans le cours des dernières années, ont eu l'air de regarder Athènes comme un champ clos sur lequel elles devaient vider les rivalités politiques qui dans ce même laps de temps ont divisé les deux Cours et qui les diviseront toujours. Nous n'avons pas épargné les avertissements à cet égard, mais ils n'ont point été écoutés jusqu'ici. Ils le seront toutefois, si la Cour de Russie seconde notre langage, et c'est ce concours que, dans l'intérêt bien entendu de la Grèce, nous réclamons avec une pleine confiance. »

(*Note de l'Éditeur.*)

de vue les dangers que court le corps social. Le nouveau ministère anglais nous a déclaré qu'il se plaçait avec nous sur ce terrain; je désire que ses facultés puissent répondre à ses bonnes intentions. Ce qui est certain, c'est que sir Robert Peel n'est pas enclin à se livrer à une politique de fantaisie, et comme c'est lui qui conduit le Cabinet en véritable *premier,* nous pouvons abandonner à d'autres le culte des plans secondaires et les petits tracas, sans trop nous en mêler.

L'Empereur Nicolas suit sous plusieurs rapports, dans les affaires intérieures de son Empire, une ligne de conduite que je regarde comme devant ne pas porter de bons fruits. Comme à cet égard nous ne pouvons rien modifier, il ne faut pas que nous nous en mêlions. Ce serait plutôt grossir le danger que le diminuer, et là où tout un système de conduite est erroné, les remontrances sur des questions de détail ne servent à rien.

Je n'ai encore aucune notion sur le remplaçant de M. de Tatistscheff, ni à l'égard de l'*intérim,* s'il doit y en avoir un. M. de Struve tient à en rester chargé, et le comte de Medem voudrait y être appelé de son côté. Comme dans tout cela il y a du tripotage, je me borne à la simple attente.

Metternich au comte Woyna, à Saint-Pétersbourg (E. D.).
Vienne, le 3 novembre 1841.

1427. J'ai attendu d'être de retour à Vienne pour vous adresser une expédition assez intéressante. Pendant les trois mois que j'ai passés éloigné de notre capitale, j'ai pu, sans inconvénient pour le service public, garder le silence envers l'ambassade à Saint-Pétersbourg : j'avais en M. le comte de Medem un témoin de mes impressions de chaque jour, et d'ailleurs, durant ces trois mois, il n'y a eu sur le tapis aucune affaire diplomatique proprement dite. Aujourd'hui encore, je n'ai à vous entretenir d'aucune affaire; ce que j'entreprendrai, c'est de vous tracer le tableau de l'Europe tel qu'il se présente à mes yeux.

Je viens de vous dire que dans le cours des derniers mois il

ne s'est pas présenté d'affaire politique définissable, et c'est l'exacte vérité. Il faut toutefois restreindre cette assertion à de justes bornes, et on se tromperait fort si on voulait l'étendre jusqu'à admettre que l'Europe serait tout d'un coup entrée dans un état de repos parfait. Il n'en est rien ; la matière propre à féconder les germes des perturbations futures ne manque pas, — et c'est aux époques où les choses sont ainsi placées qu'il est du devoir des hommes chargés de la direction des Cabinets de se vouer à l'examen des éventualités qui pourront faire un appel à leur activité dans un avenir plus ou moins rapproché.

Depuis longtemps, Monsieur le comte, je nourris la conviction que, pour ne point se tromper sur notre époque, il est indispensable de savoir ne point confondre entre elles les *questions sociales* et les questions *strictement politiques*. Si j'avais pu jamais douter de cette vérité, il m'eût suffi d'observer le soin que prennent les factieux de mêler les deux éléments, pour ne point me régler d'après leur marche, mais pour suivre au contraire celle que me dictait mon propre jugement. L'année 1840 et les suites qu'elle a eues sont là, du reste, pour constater la différence qui existe entre les questions *sociales* et les questions purement *politiques,* et il devra vous suffire de suivre la marche des événements pour vous en convaincre.

L'année 1840 a commencé sous le poids d'une grave affaire *politique*. Il ne s'agissait de rien moins que d'empêcher la chute du Trône ottoman et d'écarter les suites incalculables que ce grave événement aurait nécessairement amenées s'il se fût accompli.

Cette question, qui de sa nature était du domaine politique, n'a pas tardé à tourner en une question sociale. La France, en proie à une maladie sociale, a jeté le masque ; l'élément révolutionnaire a bien vite pris la place de l'élément politique. Ce serait prendre une apparence pour la chose même, une prétention pour la réalité, ce serait en un mot se tromper sur un fait important, que d'accorder à M. Thiers la valeur *d'un homme politique*. L'élément politique a certes joué un rôle

dans le drame, mais son importance a été minime si on la compare à celle de la pensée révolutionnaire qui animait le chef du Cabinet du 1er mars et qui, dans son pays, lui a valu l'appui des partis les plus avancés de la gauche. Dans tout le cours de l'affaire turco-égyptienne, nous avons été guidés par le sentiment de la nécessité de ne point confondre les deux éléments que je viens de signaler, et qui l'un et l'autre se trouvaient réunis dans cette affaire. Ce qui alors me parut d'une haute importance, c'était d'arriver à saisir le moment opportun pour effectuer leur dédoublement. Les folies du ministère du 1er mars marquèrent ce moment, et si vous consultez les actes de l'époque, vous y découvrirez la déclaration que j'ai faite à Kœnigswart à l'ambassadeur de France : que l'Empereur notre auguste Maître ayant deux attitudes à garder, celle de Monarque européen et celle de premier membre de la Confédération germanique, et ayant dès lors à remplir des devoirs d'une nature diverse, Sa Majesté Impériale saurait, en sa qualité de signataire du traité du 15 juillet, satisfaire aux engagements que lui avait imposés l'accomplissement de cet acte, tout comme Elle saurait remplir ses devoirs envers la Confédération germanique menacée par la France, bien que ce grand corps politique fût resté absolument étranger à l'affaire du Levant. Cette déclaration devint efficace par l'appel que nous fîmes à nos confédérés de se tenir sur leurs gardes. Les suites de l'attitude que nous prîmes envers la Confédération germanique, et dans laquelle nous avons été franchement secondés par la Prusse, ne se sont point fait attendre ; l'Allemagne, qui s'est sentie attaquée dans sa dignité nationale et blessée dans ses intérêts les moins douteux par la marche révolutionnaire de la France, s'est levée comme un seul homme pour la défense de son honneur, de ses droits et de son sol, — et le Cabinet du 1er mars est rentré dans le néant.

Cette phase, Monsieur le comte, n'avait point été prévue par les hommes à la fois légers et audacieux dont était composé ce Cabinet; les résultats n'en furent que plus décisifs. L'événement réveilla dans toute l'étendue de la Confédération germanique un sentiment national comme il ne s'en était pas montré

depuis les années 1813 et 1814. Une notable et importante différence existe toutefois entre les deux époques. Le mouvement moral qui, dans les années susdites, a eu lieu en Allemagne, était empreint d'idées révolutionnaires; dans la circonstance présente, le sentiment populaire s'est trouvé dégagé de tout alliage de ce genre. Le temps et l'expérience ont agi sur l'esprit allemand, naturellement réfléchi, et l'exemple donné par la France limitrophe, ainsi que l'abjection dans laquelle sont tombés les pays entrés dans le système révolutionnaire français de 1830, ont certes eu une grande part au changement qui s'est opéré dans le sentiment public en Allemagne.

Ces faits établis, il en ressort une altération notable dans la situation relative de l'Europe. Le grand corps politique qui, sous le nom de Confédération germanique, est placé au centre du continent, ne s'était pas encore montré sur la scène politique depuis ses vingt-cinq années d'existence. Sa première apparition a fait taire la jactance française, et la Confédération a eu le sentiment de sa propre valeur. Par ce seul événement, les principes conservateurs ont acquis une force qu'il est du devoir des puissances qui professent ces principes d'entretenir.

Trois puissances sont appelées par la nature des choses, par leur indépendance et leur force, ainsi que par leur propre intérêt, à se regarder, à cet égard, comme solidairement engagées au soutien d'une cause qui leur est commune; ce sont les trois grandes Cours continentales. Une quatrième puissance, la Grande-Bretagne, si elle consulte son intérêt bien entendu, doit être disposée à se joindre aux efforts communs des trois autres Cours et de la Confédération germanique, ainsi qu'à ceux de tous les autres États continentaux qui sont encore libres de leurs mouvements pour résister à la politique envahissante et à la propagande révolutionnaire. En présence d'une résistance aussi fortement organisée, la France ne se permettra pas de sitôt de reprendre des allures qui lui ont si mal réussi naguère.

Ce Royaume, — il ne faut pas se le dissimuler, — est livré

et restera encore longtemps voué à tous les maux qui sont la suite inévitable d'une révolution sociale. La marche du temps a opéré sur la France conformément aux lois de la nature. Un corps sans base ne saurait résister à l'influence des causes qui agissent pour l'ébranler, et ce n'est pas avec des grains de sable que l'on peut construire un édifice. Placée sous le poids de conditions pareilles, la France doit rester livrée à tous les genres d'incertitudes et de tourments. Un grand État dans lequel le sentiment de l'autorité et celui de la discipline sont à peu près éteints, doit devenir le jouet des événements, et il faut bien ranger dans cette classe les qualités comme les défauts des individus qui arrivent au timon des affaires.

En comparant la tendance active du ministère de huit mois et la ligne suivie durant cette époque avec les événements de l'année dernière, la France a dû trouver fort sensible le mouvement rétrograde auquel elle s'est vue forcée. Ce qui a tourné pour le monde en un bienfait a dès lors dû prendre pour la France un tout autre caractère et retomber d'un grand poids sur les gouvernants comme sur les gouvernés !

L'Angleterre, de son côté, a traversé une crise dont les éléments conservateurs, encore puissants dans ce pays, pourront tirer un parti utile. Vous savez, Monsieur le Comte, ce que dans tous les temps j'ai pensé de la prétendue *alliance* entre les deux puissances maritimes. La première occasion qui s'est présentée depuis la Révolution de Juillet, et dans laquelle les deux Cours ont eu à débattre une question d'intérêt véritable, une question politique sérieuse, et non une fantaisie révolutionnaire, a dû mettre un terme à une fantasmagorie qui, pour n'avoir point de consistance, n'en a pas moins pesé d'un grand poids sur l'Europe !

L'Espagne s'enfonce toujours davantage dans les horreurs de sa révolution, et il ne se passe pas de jour qui ne soit une leçon pour les Cours qui, contrairement au bon droit et à la saine politique, se sont prononcées en faveur des causes de cette révolution. La phase à laquelle est arrivée la malheureuse Espagne sera passagère comme celles qui l'ont précédée, et la prévoyance humaine ne va pas jusqu'à pouvoir

prédire le sort réservé à ce malheureux Royaume! L'Espagne restera longtemps encore une source de dangers pour la France, et une cause de gêne entre cette puissance et la Grande-Bretagne.

Les Royaumes scandinaves courent grand risque de subir des perturbations, et il n'y a que la sagesse des Princes qui en occupent les trônes, soutenue par une heureuse chance, qui puisse en préserver ces pays ou du moins parer aux dangers de ces crises.

La Confédération helvétique, qui, malgré le peu d'étendue de son territoire, n'en est pas moins importante à cause de sa position géographique, s'avance chaque jour davantage vers des catastrophes intérieures. Là aussi les théories subversives de tout ordre social exercent leurs ravages; à moins d'incidents heureux, mais placés en dehors des calculs ordinaires, la guerre civile s'engagera sur le pire des terrains, celui d'une guerre de religion!

Les divers États italiens se maintiennent dans cette tranquillité propre aux pays qui placent au premier rang de leurs intérêts la conservation du bien-être matériel. Favorisée de tous les dons de la nature et avertie par l'insuccès des tentatives révolutionnaires passées, de celui qui attendrait des essais du même genre dans l'avenir, l'Italie n'offre pour le moment rien qui soit particulièrement digne de fixer l'attention spéciale des puissances conservatrices.

Restent l'Empire ottoman et le nouveau Royaume hellénique. Quant au premier, il ne saurait entrer dans mon idée de vous apprendre rien qui ne soit déjà consigné dans les nombreux travaux que renferment les archives de l'ambassade et dont les événements des dernières années ont constaté la valeur. Les deux Empereurs ont adopté à l'égard de l'Empire ottoman les mêmes principes comme base de leur politique. Ils veulent la conservation de cet Empire, et ils doivent dès lors vouloir également les moyens par lesquels ce but peut être atteint. La politique française s'écarte de la ligne conservatrice aussi souvent que les circonstances se prêtent à des déviations de cette nature. Celle de la Grande-Bretagne est

plus correcte, mais également soumise à des conditions liées à la situation particulière de cette puissance. Aussi longtemps que les Empires limitrophes de la Turquie resteront fidèles à leurs engagements réciproques, la Porte ne courra pas le risque de crouler.

Comme je consacre une dépêche à part aux affaires de la Grèce, je passe ici cet objet sous silence *.

De l'ensemble du tableau que je viens de vous tracer, je tire la conclusion suivante. Si le moment actuel n'offre pas une affaire politique en instance, il n'en est pas pour cela moins riche en germes de désordre très-dignes de fixer l'attention des puissances conservatrices. La position de l'Europe, envisagée dans son ensemble, s'est améliorée, parce que le temps a fait justice des essais que l'esprit révolutionnaire avait annoncés aux masses comme renfermant le gage assuré d'une amélioration sociale. Les Chartes-vérités, les Gouvernements à bon marché, la fraternité entre États constitués d'après un même programme, ne séduisent plus personne ; le libéralisme niais, en un mot, s'est éteint faute de succès dans ses entreprises ; le radicalisme est resté, et il aura des fauteurs et des acolytes aussi longtemps qu'il y aura des esprits faux, des ambitieux de mauvais aloi et des envieux, c'est-à-dire, aussi longtemps qu'il y aura une société humaine. Si à cet égard les temps amènent une différence, elle ne réside que dans le plus ou moins de chances de succès ou de défaite que telle ou telle époque offre aux entrepreneurs de bouleversements d'États régulièrement constitués; en admettant la vérité de cette remarque, l'époque actuelle me paraît présenter plus de

* Dans cette dépêche de même date qui concerne l'affaire grecque, le prince de Metternich parle des difficultés qui s'opposent à l'organisation du nouvel État, ainsi que du manque de personnalités propres à former un bon gouvernement. Puis il dit : « Deux maux accablent la Grèce : l'un, c'est le travail de la faction révolutionnaire et conquérante; l'autre, celui de la faction philorthodoxe, également conquérante, mais différant dans ses vues d'organisation intérieure. Le Roi, qui se trouve placé entre les deux partis, en inclinant toutefois vers le second, n'abonde pas moins dans les idées d'agrandissement territorial communes aux deux partis. »

(*Note de l'Éditeur.*)

difficultés aux anarchistes, parce que les Gouvernements et les peuples sont davantage sur leurs gardes.

Les uns et les autres voient aujourd'hui bien plus clair qu'avant 1830 sur les prétendus bienfaits des théories libérales dans leur application à l'organisation intérieure des États. Ce qui s'est passé entre 1830 et 1841 a rendu le même service à l'Europe en ce qui concerne l'application des préceptes du libéralisme à la politique proprement dite, et c'est de nouveau la France qui a été appelée à donner cette leçon au monde !

La preuve, à mon avis, la plus éclatante de ces vérités, c'est le réveil de l'esprit national allemand, dégagé de l'élément révolutionnaire qui avait entaché ce sentiment entre les années 1808 et 1814. Ici l'amélioration de la situation est évidente. La partie occidentale du continent européen subit les conséquences de la révolution sociale qui, depuis plus d'un demi-siècle, n'est pas encore arrivée à son terme, et qui ne présente même jusqu'ici aucune issue. Si le centre et la partie orientale de l'Europe ont ressenti le contre-coup de ces secousses, ils se sont cependant soutenus; les Empires y reposent encore sur leurs bases, et les moyens employés durant la crise pour résister au choc ont aujourd'hui plus de force qu'à bien des époques antérieures; il en est ainsi non-seulement parce que ces moyens sont éprouvés, mais parce que le sentiment public lui-même vient davantage à leur aide.

Forts de cette conviction, nous continuerons, pour notre part, à suivre la direction que nous envisageons comme sanctionnée par l'expérience. Nous ne nous laisserons point dérouter de cette direction ni arrêter dans notre marche par ce qui, dans le grand ensemble des positions, ne compte que comme des incidents. L'affaire turco-égyptienne a été un incident; un édifice depuis longtemps ébranlé menaçait ruine; des secours lui ont été portés par les puissances conservatrices; la fausse politique a voulu entraver les secours; les puissances ne se sont point laissé détourner de leur correcte entreprise, et l'événement a donné gain de cause à la politique saine contre la politique malsaine.

Veuillez, Monsieur le comte, communiquer la présente dépêche à M. le comte de Nesselrode. S'il entre dans mes habitudes de tracer vers la fin de chaque année à nos principales missions un compte rendu de nos impressions sur les résultats des événements de l'année, j'éprouve une consolation véritable d'avoir pu, en résumant les données du présent aperçu, signaler plus d'éléments de force que de faiblesse. Ce qui augmente en nous ce sentiment et ce qui forme la base la plus forte de notre confiance dans le succès de l'avenir, c'est la certitude où nous sommes que sur d'aussi importantes matières notre pensée se rencontre pleinement avec celle de nos alliés.

TABLEAU DE LA SITUATION DE L'ESPAGNE.

1428. Metternich à Neumann, à Londres (E. D.). Vienne, le 19 décembre 1841.

1428. Afin d'épargner à lord Aberdeen la peine de faire des recherches dans les actes (travail qui devient superflu dès qu'on peut y suppléer par un simple exposé des faits), je vais entreprendre de rassembler dans un tableau succinct toutes les données nécessaires pour éclaircir en plein notre attitude dans l'affaire espagnole, et le point de vue général sous lequel nous l'envisageons. Je prendrai à tâche d'éviter les raisonnements qui touchent au terrain de la polémique, et de même les argumentations qui ne font appel qu'au sentiment.

Le Roi Ferdinand VII, en signant son testament, a interverti l'ordre de succession à un trône qu'il occupait lui-même en vertu de la pragmatique du Roi Philippe V, fondateur de la dynastie des Bourbons en Espagne.

L'effet de cette mesure a dû être, et a été en effet, qu'au moment du décès de ce Monarque il s'est présenté deux concurrents pour la couronne d'Espagne. L'un des compétiteurs était l'Infant Don Carlos, qui, en sa qualité de premier agnat masculin de la Maison régnante, représentait le successeur

légitime, *en vertu de la pragmatique de Philippe V;* l'autre était l'Infante Isabelle, qui réclamait le trône *en vertu de l'acte testamentaire de son père.* Dès lors il y a eu deux individualités, dont chacune a pu faire valoir en sa faveur un titre au trône: Don Carlos, en vertu d'un acte qui était entré dans le droit public européen; sa rivale, en vertu d'un acte de la volonté du dernier Roi. Or, comme dans un même pays il ne peut y avoir deux Rois investis des mêmes droits, et comme les protestations de Don Carlos avaient aussi peu de prise sur les droits de l'Infante, que l'état de possession de celle-ci pouvait invalider les droits de son oncle, il en est résulté nécessairement un conflit matériel en Espagne même. Si, dans une cause entre particuliers, un procès s'était élevé entre le premier mâle appelé à la succession dans une substitution masculine ordinaire, et la fille du dernier usufruitier de cette substitution, il n'y a pas de doute que l'autorité judiciaire se serait, avant tout, sentie appelée à examiner la validité des titres sur lesquels se fonderaient les prétentions opposées. Le résultat d'un pareil examen eût sans doute été de nier à l'usufruitier d'une substitution le droit d'altérer par un simple acte testamentaire, soit la substance de l'objet, soit l'ordre de la succession dans l'usufruit d'un objet dont le testateur avait eu la jouissance en vertu du titre qu'il avait puisé dans l'acte du premier fondateur.

Aussi ce sentiment a-t-il tout naturellement, quoique tacitement, prévalu et dû prévaloir, aussi bien dans la régence de la jeune Reine, qu'auprès des Cours auxquelles l'avénement de cette dernière a été annoncé. La notification de l'avénement d'Isabelle n'a pu porter un caractère autre que celui d'une demande de reconnaissance; il en eût été différemment de l'avénement du Roi Charles V, dans le cas où le testament de Ferdinand VII n'eût point existé. Ce prince aurait succédé à son frère, comme les Rois ses devanciers se sont succédé depuis Philippe V; en un mot, comme l'Empereur Ferdinand a succédé à François Ier, comme le Roi Frédéric-Guillaume de Prusse vient de succéder à son père, et comme la Reine Victoria a succédé à son oncle. Il est évident que l'avénement à

un trône ne peut donner lieu à contestation que lorsque l'ordre de succession se trouve interverti par une cause quelconque.

Cette règle générale posée (et elle n'admet pas d'exception), nous sommes prêts, pour notre part, à reconnaître en principe *que le règlement de l'ordre de succession au trône, de même que celui de la magistrature suprême dans les Républiques, est l'un des attributs de l'indépendance des pays,* et que pour donner à l'étranger un droit de contrôle légal sur ces situations importantes, il faut que les parties soient liées par des traités. Ce principe, qui repose sur le respect de l'indépendance des États, ne saurait cependant avoir une portée unilatérale. La liberté doit être la même pour tous les États. Si un pays se reconnaît le droit de changer chez lui l'ordre de succession ou toute autre loi fondamentale, il entre dans la faculté de tout autre État de consulter ses propres convenances, soit politiques, soit morales ou autres, pour régler ses rapports avec ce pays. C'est ainsi qu'il est entré dans les droits des puissances de reconnaître ou de ne pas reconnaître la République française et l'Empereur des Français, ainsi que le Roi Louis-Philippe. La guerre peut devenir la conséquence de l'exercice de ces libertés diverses, mais dans ce fait même se trouve la preuve que la question ainsi placée *est du domaine de la politique.*

Cela établi, arrivons à l'emploi que notre Cour a fait de son incontestable liberté d'action. Ainsi que je vous l'ai dit dans l'une de mes dépêches du 4 décembre, l'Autriche *s'est abstenue,* et c'est dans cette attitude de pleine liberté que nous nous trouvons encore placés aujourd'hui.

Pour compléter cet exposé, et pour résumer la pensée qui m'a guidé en le complétant, j'établis en thèse que, dans la question dont nous nous occupons, comme dans toute question de haute politique, il faut distinguer deux éléments, savoir le *principe,* puis le *fait* en face duquel viennent se ranger les convenances. Trop souvent, dans les affaires, les éléments se trouvent en contradiction, et la raison calme et froide parvient seule à arrêter les conséquences graves et compro-

mettantes d'un pareil désaccord qui immanquablement tendent à se faire jour dans toutes les directions. La question de la succession espagnole offre un nouvel exemple de cette triste condition des affaires humaines. D'après notre intime conviction, le droit (ou ce qui est la même chose, le *principe*) est en faveur de Don Carlos, tandis que le *fait* est contre lui. Lorsqu'un intérêt aussi grave se trouvait placé dans une pareille situation, quelle attitude pouvait prendre une Cour placée à distance, comme l'est la nôtre, si ce n'est celle que nous nous sommes imposée? Nous nous sommes tenus à l'écart, nous avons évité de nous prononcer explicitement sur la question de *droit*, et nous nous sommes placés en face de celle de *fait*. Or, comme ce *fait* ne nous a encore jamais offert ni motif de confiance pour le présent, ni une base quelconque de durée et de solidité pour l'avenir, — nous n'avons pu prendre un autre parti que celui de mettre en panne, nous ménageant ainsi une liberté d'action entière, selon les exigences du temps et des circonstances.

C'est dans cette position que nous sommes encore placés, et la question du jour est évidemment de savoir *si nous devons la changer contre une position nouvelle.*

Le sentiment du Cabinet britannique peut être résumé dans les propositions suivantes :

Il regarde l'Espagne comme placée dans une situation digne d'exciter la sollicitude des puissances, et cela tant sous le point de vue politique que sous celui des considérations de simple humanité. Il reconnaît à ce pays une franche tendance monarchique, et il aperçoit cette même tendance chez le Régent actuel.

La disparité de politique qui existe par rapport à l'Espagne entre la Grande-Bretagne et la France est, aux yeux du Gouvernement britannique, un germe de dangers, et pourrait même finir par amener entre ces puissances un conflit de nature à troubler la paix générale.

Il désire dès lors que les grandes puissances qui, jusqu'à cette heure, n'ont point reconnu la Reine Isabelle, se décident dans un bref délai à se faire représenter à Madrid.

Enfin, dans la dépêche de lord Aberdeen à sir Robert Gordon, en date du 4 de ce mois, le principal secrétaire d'État déclare que le Cabinet britannique regarde la question d'un futur mariage de cette princesse comme étant du domaine particulier de l'Espagne.

Il nous est démontré que les Cours d'Autriche, de Russie et de Prusse, en prenant envers l'Espagne en révolution une attitude expectante, en s'y maintenant jusqu'ici sans déviation, se sont créé une position forte comme le sont généralement celles qui, établies sur une base correcte, assurent à de grands corps politiques une entière liberté de mouvement. Dans les circonstances du moment, les Cours qui sont placées ainsi feront-elles bien ou mal d'opérer un changement dans leur attitude? *Telle est, en réalité, pour ces Cours,* la question du jour, et je vous avouerai même, Monsieur le baron, que les ouvertures confidentielles du Cabinet britannique ont seules pu nous engager à dire aujourd'hui ce que nous en pensons.

D'après tout ce que j'ai déjà exposé dans la présente dépêche, il est clair que les *noms propres* — tels que ceux de Don Carlos, d'Isabelle et de Christine — n'ont en aucun temps influé sur le choix de notre attitude, et c'est par suite du développement fortuit des événements, qu'un nom comme celui d'Espartero se présente dans ce moment empreint d'une valeur que, depuis l'existence du déplorable conflit espagnol, nous n'avons attribuée à aucune individualité.

Mais quelle est la valeur de cette individualité? Espartero, *qu'est-il* et *que peut-il?* Sa pensée, assure-t-on, est monarchique; mais quelle est la direction que suit cette pensée? Est-elle monarchique dans un sens pratique espagnol et exclusivement favorable au trône de la Reine? Exclut-elle toute vue d'ambition personnelle, ou reste-t-il encore de la place pour l'ambition individuelle? Ces questions, je les formule de bonne foi et sans arrière-pensée aucune; nous posons ces questions parce que nous ignorons complétement quelles peuvent être les qualités de l'esprit et du cœur de cet homme, et parce que nous croyons fermement qu'Espartero lui-même est

tout aussi peu à même que nous de calculer la force ou la faiblesse des chances dont un homme (fût-il doué de toutes les qualités qui constituent la force morale et matérielle requise) pourrait disposer dans un pays comme l'Espagne d'aujourd'hui, pour y rétablir l'ordre public.

Espartero a, sans aucun doute, acquis de la force, et c'est évidemment aux hommes imprudents qui ont voulu rappeler la Reine Christine à la Régence, qu'il en est en partie redevable. Ce renforcement de position aura-t-il de la durée, ou ne faut-il y voir qu'un de ces succès éphémères, semblable à tant d'autres dont nous avons été témoins pendant la longue lutte des factions en Espagne ; un de ces succès sur lesquels, pour notre part, nous n'avons jamais fait aucun fond, et que l'expérience a constamment démentis? A cet égard, je puis hardiment me référer au jugement que nous avons hautement exprimé, dans le temps, sur la durée du règne de Christine, que nous avions fait dépendre de la présence de Don Carlos en Espagne. La chute du parti de l'ex-régente tournera-t-elle en faveur de son successeur au pouvoir ou contre celui-ci? Je ne saurais, en conscience, fixer à cet égard ma pensée, ce qui doit me conduire tout naturellement au désir de laisser au temps le soin d'éclaircir les positions dans un pays où habituellement ce qui arrive n'est presque jamais la conséquence naturelle des causes.

Mais, Monsieur le baron, ce n'est pas là répondre à la pensée qui prédomine dans les explications tout amicales et bienveillantes dans lesquelles le principal secrétaire d'État vient d'entrer avec nous. Lord Aberdeen ne se porte garant de rien : il *espère,* et il appuie ses espérances en grande partie sur le changement d'attitude de notre Cour à l'égard du nouveau trône espagnol.

Le Cabinet britannique ne saurait désirer ni plus sincèrement ni plus vivement que nous le retour de l'ordre dans la péninsule Ibérienne, et c'est parce que tel est le cas, que nous nous sentons appelés à pondérer scrupuleusement les chances de servir cette cause ou de lui nuire. Nous nous sentons à cet égard quelque force morale ; cette force, nous avons su nous la

ménager par l'attitude passive que nous avons prise, non certes pour nous y maintenir à perpétuité, mais pour utiliser au profit de l'Espagne et d'une saine politique le passage de l'attitude expectante à une position définitive.

Le moment d'opérer ce changement est-il venu? Je commence par déclarer que, quelque libre que soit notre attitude, l'usage qu'il nous est permis de faire de cette liberté se trouve cependant subordonné à une entente avec les Cours qui, avec autant de franchise que de constance, ont partagé et partagent encore notre marche politique à l'égard de l'Espagne.

Si le Gouvernement qui aujourd'hui fonctionne en Espagne renferme en lui-même la garantie de sa durée, si ses vues sont monarchiques, — et pour être espagnoles elles doivent l'être; — s'il possède l'habileté, sans laquelle la force n'est rien; s'il est animé de l'amour du bien public, qui élève les hommes au-dessus des mauvaises passions; si, en un mot, les hommes qui composent ce Gouvernement possèdent toutes les qualités requises pour rassembler autour de celui-ci la *nation* et pour abattre les partis qui déchirent le pays, — alors certainement il est digne de constituer une autorité *de fait*, avec laquelle il y aura possibilité d'établir des relations.

Mais y a-t-il moyen de constater l'existence du fait autrement que par l'expérience? J'avoue ne pas le croire. Lord Aberdeen nous dit que ce sont précisément ces délais qui deviennent une cause de faiblesse pour le Gouvernement qu'il s'agirait de renforcer. Ceci, sans doute, est possible, mais ne saurait produire cet effet que sur une autorité qui de sa nature déjà est tellement faible, que, pour ne pas succomber à l'intérieur, il lui faut l'aide de l'étranger. Or, cette aide est d'une bien faible valeur en Espagne.

Mais admettons, par impossible, qu'il puisse en être autrement, encore faut-il savoir ménager avec habileté l'emploi du dernier moyen dont disposent les Cours pour servir la cause du retour à l'ordre dans ce malheureux pays, et la question, envisagée sous ce point de vue, acquiert une valeur pratique. Plus nous sommes prêts à considérer comme une ressource

pour l'Espagne le changement d'attitude des Cours qui jusqu'à cette heure se sont tenues à l'écart du désordre effrayant qui désole l'Espagne, plus il est naturel que nous désirions ne point dépenser inutilement ce qui, aux yeux du Cabinet anglais, a la valeur d'un remède. A cet effet, ne serait-il pas possible de tirer parti de ce qui, à tort ou à raison, est regardé *comme une force à prêter au bien,* pour s'assurer des vues de l'homme qui est à la tête du Gouvernement espagnol, au moyen de ce que j'entends par les mots : *une liquidation de sa pensée et de ses moyens d'exécution;* c'est-à-dire, un exposé de sa part, propre à justifier la détermination qu'auraient à prendre les Cours à la suite de la mise en évidence de ces vues et de ce que ces moyens offriront de correct et d'efficace? Le temps ici ne serait point perdu, car si, d'une part, nous ne saurions nous avancer seuls, d'autre part, il est certain que, si le temps requis pour régler une marche d'une aussi haute conséquence devait manquer au pouvoir du Régent actuel, ce pouvoir ne renfermerait pas en lui-même la garantie requise pour sa durée.

Je répéterai ici une formule dont je me suis déjà servi, parce qu'elle est bien évidemment applicable au sujet que je viens de traiter avec cet esprit de franchise qui sert le mieux à éclaircir les positions, en mettant les hommes et les choses à la place qui leur appartient. Cette formule est la suivante : « Là où manque une *base de principes* et où, dès lors, il ne peut s'agir que de la reconnaissance d'une position *de fait,* la moindre des prétentions que l'on puisse former, c'est d'acquérir une idée claire de la valeur de ce fait. » J'ajouterai à cette formule la considération que l'anarchie, qui également est un fait, ne devant jamais être sanctionnée volontairement, il s'agit avant tout de s'assurer si, croyant réprimer l'anarchie, on ne court pas le risque de l'encourager en ayant l'air de lui accorder une sanction déplacée.

1842.

EXTRAITS DU JOURNAL DE LA PRINCESSE MÉLANIE.

DÉTAILS BIOGRAPHIQUES.

1429. Vienne (du 5 janvier au 22 juillet). — 1430. Au Johannisberg (du 31 juillet au 19 septembre). — 1431. Retour à Vienne (du 26 septembre au 31 décembre).

VIENNE.

1429. L'archevêque Schwarzenberg. — Triste carnaval. — Mort de l'Archiduchesse Herminie, du comte Charles Dessewffy et d'Alcudia. — Le nouveau corps diplomatique. — Expédition adressée à Londres. — Les Cobourg. — La *Vestale*. — Concert chez l'Archiduchesse Sophie. — Affaires d'Espagne. — Zerrmann. — Pageot. — Un faquir. — Naissance de l'Archiduc Louis-Victor. — Dîner chez Flahault. — Attentat contre la Reine Victoria. — L'Archiduc Frédéric. — Projet d'Académie. — Le livre de prières de l'Empereur François. — La Cour à la villa. — Schumacher et Steinheil. — Mort du duc d'Orléans. — Changements dans le corps diplomatique.

Vienne, 5-9 janvier 1842.

1429. Un courrier de Rome annonce à mon mari la brillante réception faite au prince Frédéric de Schwarzenberg, archevêque de Salzbourg. Le Pape l'a accueilli comme un père accueille un fils chéri, et, au second entretien, il lui a exprimé son désir de lui conférer, lors de la prochaine promotion, la dignité de cardinal. Comme Schwarzenberg et Lützow étaient embarrassés, parce qu'ils ne savaient pas quelles formes il y avait à observer dans une pareille circonstance vis-à-vis du Gouvernement autrichien, le Pape a dit qu'il différerait leur nomination jusqu'à ce que Vienne eût envoyé son consentement.

16 janvier.

Le carnaval est très-triste; il n'y a pas eu de bals dans la société. Seul, Gordon en a donné un dans son petit appartement. A la Cour il y a eu trois bals, et la société de bienfai-

sance, à la tête de laquelle se trouve ma sœur Henriette, a organisé trois pique-niques.

Le petit Archiduc Charles s'est heureusement remis de sa fièvre nerveuse; par contre, l'Archiduchesse Herminie, fille du Palatin, qui était souvent sortie en traîneau et qui ne s'était nullement ménagée, a été enlevée en quelques jours par cette maladie.

Charles Dessewffy, un homme très-distingué et très-nécessaire au bien de la Hongrie, a aussi succombé brusquement à ce même mal.

Mon pauvre Alcudia est mort à Gênes d'une pneumonie, après avoir été malade pendant quatre jours. J'ai écrit à sa malheureuse veuve, qui reste avec six enfants.

1er mars.

Mon mari a passé la soirée d'hier chez la comtesse Rossi, qui donnait un concert.

26 mars.

Notre nouveau corps diplomatique compte quelques personnalités qui plaisent à Clément et avec lesquelles il aime à causer ; aussi restons-nous au salon jusqu'à une heure assez avancée de la soirée.

27 mars.

Clément a reçu la nouvelle que Bülow a été nommé ministre des affaires étrangères en Prusse, en remplacement de Maltzahn.

28 mars.

Clément m'a lu l'expédition intéressante qu'il envoie à Londres ; il s'y trouve entre autres choses une longue dépêche sur les Cobourg, pour lesquels les Anglais demandent le titre d'Altesse Royale. La pièce la plus importante, toutefois, est une dépêche sur les affaires d'Espagne.

2 avril.

Schrotzberg m'a fait perdre encore quelques heures de la matinée pour repeindre à neuf le costume que j'ai sur mon portrait. La comtesse de Kaunitz, le prince et la princesse Palffy, la comtesse Rossi, Léontine, Haugwitz, Wenceslas Liechtenstein, Gordon, les deux Hügel, un officier de Modène et d'autres personnes ont dîné chez nous. On est parti bientôt après le dîner, parce que l'opéra italien donnait sa première représentation. On chantait la *Vestale*. La musique est horrible, et les chanteurs ne valent pas grand'chose. La pauvre Morini est énorme, à peine vêtue, et elle a une tenue vraiment épouvantable. Elle a une très-jolie tête, mais elle chante mal; aussi l'opéra a-t-il presque été sifflé.

6 avril.

J'ai dîné avec l'amiral Paulucci, qui est venu de Venise il y a quelques jours, Charles Schulenburg et Buol, qui regrette tant de quitter Vienne, qu'il en a toujours les larmes aux yeux.

A huit heures, je me suis rendue chez l'Archiduchesse Sophie, où avait lieu un joli concert. Elle a fait arranger son appartement d'une manière très-agréable. Sa chambre à coucher a été transformée en salon, et les ci-devant cabinets ainsi que le salon forment aujourd'hui la chambre à coucher et le cabinet de toilette, ce qui est bien plus joli et plus commode. Le nombre des invités était peu considérable; il n'y avait que la Cour et la duchesse de Cœthen. Nous avons admiré Servais, qui joue du violoncelle en maître, et un M. Dœhler, pianiste extrêmement remarquable. Donzelli a bien chanté; mais une chanteuse que je n'avais pas encore entendue nous a régalés d'un air, en y mettant toute l'assurance que donne la certitude d'être arrivée à l'extrême perfection de l'art, sans pouvoir faire partager cette conviction aux auditeurs.

7 avril.

J'ai dîné avec lady William Russell et Clément Hügel. Ensuite nous avons entendu *Anna Bolena,* où chantaient madame Tadolini, Moriani et une nouvelle basse qui ne vaut rien du tout. La soirée n'a rien eu de remarquable. Le comte de Flahault fait causer mon mari et le fait veiller longtemps.

8 avril.

M. Pageot, un Francais qui est resté longtemps en Espagne et qui a été envoyé ici avec une mission de Louis-Philippe, pour s'entretenir avec Clément de ce malheureux pays, a été longtemps chez nous hier. Clément a répondu ce soir à un nouveau mémoire que M. Guizot lui a envoyé sur cette affaire. La France voudrait un médiateur entre elle et l'Angleterre, afin de trouver un mari convenable pour doña Isabelle; Clément en revient toujours à la seule idée pratique, celle d'avoir un Roi et une Reine qui, sans contester l'un à l'autre leurs droits plus ou moins légitimes, s'unissent par les liens du mariage; mais ce Roi ne saurait être que le fils aîné de Don Carlos *.

10 avril.

Clément m'a fait lire plusieurs dépêches qu'il envoie à Londres; il m'a aussi montré des rapports sur un aventurier nommé Zerrmann, qui est arrivé en Espagne, et qui a prétendu qu'il avait été envoyé par l'Autriche pour travailler à la réalisation du projet d'un mariage avec la Reine Isabelle et procurer un emprunt à l'Espagne sous la garantie du Gouvernement autrichien. On a reconnu que cet homme est un aventurier qui avait été enfermé au Spielberg pendant la révolution italienne, et qu'on avait relâché en lui défendant de

* Voir la lettre à Apponyi, nº 1436 (*Note de l'Éditeur.*)

mettre les pieds dans les États autrichiens. Les autorités espagnoles et les agents français à Madrid l'ont très-bien reçu et ont ajouté foi à tout ce qu'il disait.

11 avril.

M. Pageot a dîné chez moi. Sa mission est peu flatteuse pour M. de Flahault, attendu qu'on lui donne un suppléant dès la première affaire, qui même n'en est pas une.

8 mai.

Comme la comtesse Rossi m'avait promis de chanter chez moi samedi prochain, en l'honneur de l'anniversaire de la naissance de mon mari, j'ai voulu compléter la soirée en y ajoutant une petite comédie, dans laquelle Louise Neumann doit se distinguer tout particulièrement. Frédéric Fürstenberg, que j'ai prié de venir chez moi, s'est mis gracieusement à ma disposition; j'espère que Clément, qui aime beaucoup madame Rossi et qui trouve du plaisir à voir représenter des farces, passera une soirée agréable.

Le nouvel ambassadeur turc s'est fait présenter lors de ma soirée. Il amenait un Indien qui l'accompagne, un faquir qui a tout à fait l'air d'un sauvage et qui m'a fait peur. Cet homme voyage depuis de longues années; Charles Hügel prétend qu'il est devenu un simple aventurier, sans rien garder de ses anciennes habitudes. Il est arrogant, passe toute la journée à la cuisine, et a oublié tout ce qui dans son pays doit être observé par rapport à la vie et à la religion. Il professe l'islamisme; il a été à Ofen pour y voir le tombeau d'un prophète. Le nouvel ambassadeur s'y trouvait également pour présenter ses hommages à ce prophète, et l'Indien l'a prié de l'emmener à Vienne. Comme la religion mahométane défend de repousser une pareille demande, l'ambassadeur l'a emmené, et il subvient ici à son entretien. C'est un bel homme, mais il a un extérieur épouvantable. A son entrée, il m'a jeté un œillet à la figure en signe d'hommage.

15 mai.

A onze heures, les enfants ont récité leurs compliments à mon mari, à l'occasion de sa fête, et apporté leurs lettres et leurs dessins. Les enfants de Léontine sont aussi venus.

L'Archiduchesse Sophie, qui depuis quatre heures du matin souffrait des douleurs de l'enfantement, a donné à deux heures le jour à un garçon. Elle a eu la bonté d'envoyer son secrétaire chez nous et de me faire dire qu'elle espérait que ce serait un heureux présage pour son fils que d'être né le même jour que mon mari. Les Bombelles nous ont confirmé qu'elle et l'Archiduc ont dit cette aimable et touchante parole.

17 mai.

Je me suis un peu occupée à arranger le théâtre, qui, grâce à une masse de fleurs, a pris très-bonne tournure. Nous avions une foule de monde, mais heureusement il n'y a pas eu trop d'affluence pour l'espace dont nous disposions. La représentation a été très-jolie. La première pièce, *l'Énigme,* a été assez faiblement rendue; mais dans la seconde, *le Petit Prodige,* la jeune Neumann a joué d'une manière si charmante, qu'elle a été universellement applaudie.

7 juin.

Nous avons dîné en ville chez Flahault. Il demeure toujours dans la vieille maison Starhemberg, qui appartient maintenant aux Festetics. L'installation n'est ni jolie ni élégante; cependant, je crois qu'il n'attend que sa femme pour tout mettre en ordre. Tout ce qu'il a acheté lui-même est charmant et tenu avec soin. Son service de table est parfait et d'un goût excellent, l'argenterie très-belle; bref, l'ensemble est d'un style irréprochable et tout à fait digne d'un grand seigneur. Le dîner a été exquis. J'étais placée entre l'ambassadeur et Windischgraetz; il y avait environ vingt personnes à table, quatre messieurs de l'ambassade, quatre Apponyi, nous,

les Sándor, Wallmoden, Schulenburg, Maurice Esterhazy. On a été très-gai, et le dîner s'est passé très-agréablement.

8 juin.

Clément a reçu des dépêches de Londres avec des rapports détaillés sur un nouvel attentat commis contre la Reine. Un certain John Francis a tiré sur elle, mais sans l'atteindre, ni elle ni personne de son entourage. On dit que l'assassin n'est nullement fou, mais qu'il ne veut pas avouer le mobile qui l'a poussé à commettre ce crime. La Reine semble avoir montré un grand courage. On savait que, le 31 mai, quelqu'un l'avait visée au moment où elle quittait la chapelle, et on voulait la décider à ne pas s'exposer le lendemain à un nouveau danger. Il paraît que le prince Albert a insisté pour que la Reine fît avec lui la promenade habituelle, que la Reine y a consenti immédiatement, et qu'elle a même refusé de se laisser accompagner par ses sœurs, afin qu'elles ne fussent pas exposées au même danger qu'elle. Comme toutes les mesures de précaution avaient été prises, l'assassin fut arrêté sur-le-champ.

14 juin.

L'Archiduc Frédéric est venu chez Clément pour prendre congé de lui avant son départ pour Venise, où il s'embarquera pour Lisbonne, peut-être aussi pour Alger et pour l'Angleterre.

17 juin.

Clément s'occupe du projet d'une Académie des sciences à fonder à Vienne. C'est pour lui un travail de prédilection, ou plutôt une récréation, après les affaires dont il est accablé *. Nous avons passé la soirée très-agréablement avec quelques

* Parmi les papiers du chancelier d'État qui datent de cette époque, se trouvent de courtes notes fragmentaires qui se rapportent à cette création. Ce n'est qu'en 1846 que le projet du prince entra dans l'ordre des faits

messieurs, parmi lesquels Alfred Potocki et Gordon étaient les plus marquants. Clément a longuement causé avec eux du vandalisme avec lequel on vend et gaspille chez nous des choses de la plus grande valeur. Ce qui a donné lieu à cette conversation, c'est le fait que ce matin Gervay a découvert que l'Empereur, qui se servait habituellement du livre de prières de l'Empereur François, et qui le trouva fortement déchiré, avait chargé son valet de chambre de lui rapporter le même livre, mais en meilleur état. Celui-ci trouva un livre d'heures chez un curé de village des environs, et ne vit pas d'indiscrétion à prier le bon Empereur de donner le vieil exemplaire pour le nouveau. Heureusement, on a réussi à temps à empêcher cet acte de vandalisme.

23 juin.

A six heures, toute la Cour se trouva réunie dans la villa : les deux Impératrices, l'Empereur, le prince et la princesse de Salerne, tous les Archiducs, etc., étaient présents. Les enfants se sont amusés à casser, les yeux bandés, des pots de terre sur la pelouse qui se trouve près de la terrasse, et ce singulier jeu leur a beaucoup plu. Les appartements, un goûter magnifique, la nouvelle invention des lampes brûlant sans huile, un procédé de galvanoplastie, et finalement mes portraits, ont contribué à faire passer le temps à nos augustes hôtes. Ils ont semblé se plaire chez nous, car la Cour ne s'est retirée qu'à neuf heures.

11 juillet.

J'ai dîné avec deux astronomes qui sont venus ici pour observer l'éclipse de soleil. L'un, Schumacher, est directeur de l'Observatoire d'Altona; l'autre, Steinheil, est professeur de physique à Munich. Pendant le séjour que nous avons fait dans cette dernière ville, nous avons été chez lui pour voir de

réels. Nous reproduirons en temps et lieu les documents relatifs à la fondation d'une Académie des sciences à Vienne.

(*Note de l'Éditeur.*)

nos yeux une invention relative aux chemins de fer, qu'il avait faite depuis peu.

17 juillet.

Clément m'a apporté une terrible nouvelle. Des télégrammes de Strasbourg, que l'ambassadeur de France a reçus aujourd'hui, annoncent la mort du duc d'Orléans, qui s'est tué en sautant de sa voiture, dont les chevaux avaient pris le mors aux dents.

Naturellement, on n'a parlé à ma soirée que de la mort du duc d'Orléans, qui provoque une consternation générale. Clément est très-inquiet, à cause des conséquences possibles de ce malheur*.

19 juillet.

Clément a reçu des journaux de Francfort contenant des détails sur l'accident arrivé au duc d'Orléans. Les chevaux de la voiture où se trouvait le duc se sont emportés ; à cinquante pas de l'endroit où le duc avait sauté, le cocher avait pu redevenir maître de son attelage ; il est revenu alors sur ses pas pour chercher son maître, et l'a trouvé mourant. Le duc a rendu le dernier soupir dans la boutique d'un épicier, à l'entrée du chemin de la Révolte, un an après la chute du duc de Bordeaux, qui en a été quitte pour une jambe cassée. Le Roi Louis-Philippe avait déclaré qu'il n'acceptait le trône que pour préserver le pays d'une régence. Le duc de Bordeaux était âgé de treize ans, le comte de Paris en compte trois. « L'homme propose, Dieu dispose. »

22 juillet.

Clément compte faire de grands changements dans le corps diplomatique. Maurice Dietrichstein et Félix Schwarzenberg ont été nommés conseillers intimes ; le premier sera envoyé prochainement comme ambassadeur à Londres, le second

* Voir la lettre de Metternich à Apponyi, n° 1434. (*Note de l'Éditeur.*)



comme ministre plénipotentiaire à Berlin. Senfft ira à Turin, Neumann à La Haye, Bombelles à Florence, et Maurice Esterhazy probablement à Darmstadt, pendant qu'Ugarte serait envoyé en Suisse, Colloredo à Saint-Pétersbourg, et Buol, je crois, à Munich.

AU JOHANNISBERG.

1430. Voyage en Bohême et au Johannisberg. — Dans le Spessart. — La pose de la première pierre à Cologne. — L'archevêque. — Stolzenfels. — Voyage sur le Rhin. — L'Archiduc Jean.

Ellischau, le 31 juillet.

1430. Après avoir assisté à la messe, nous nous sommes rendus à huit heures du soir au chemin de fer, pour aller à Stockerau. Nous avons dîné à Gœpfritz, couché à Schrems, où nous avons été reçus par les Vrints et par Bombelles, que Clément avait fait venir. Le 1er, nous nous sommes mis en voiture à sept heures; nous avons dîné à Budweis et passé la nuit chez Taaffe, à Ellischau.

Plass, le 2 août.

Nous sommes arrivés à Plass à cinq heures, après avoir été horriblement cahotés sur des chemins affreux. Les enfants sont arrivés à bon port. Après le dîner, nous avons visité l'usine, où le directeur Blümel a vraiment fait des miracles. Il a établi des machines qui sont dignes de l'Angleterre. Clément en a été enchanté.

Clément Hügel est arrivé à dix heures du soir. Il m'a apporté la nouvelle de la mort de Wenceslas Liechtenstein.

Johannisberg, 27-30 août.

Nous avons quitté Kœnigswart à neuf heures, et nous sommes arrivés à sept heures à Baireuth. Le lendemain, nous

sommes arrivés heureusement jusqu'à Bamberg, où nous avons dîné; la pluie n'a cessé de nous accompagner pendant tout le trajet; à neuf heures du soir, nous sommes arrivés à Wurzbourg, où nous avons trouvé une invitation pressante du comte d'Ingelheim à venir dîner et coucher chez lui à Mespelbrunn, dans le Spessart. Nous avons visité le château de Wurzbourg, qui renferme encore quelques salles décorées par les princes électeurs d'autrefois. A sept heures, nous nous sommes mis en route, et nous sommes arrivés à trois heures, par un temps magnifique, dans le Spessart. Les Ingelheim, père, mère et fils, nous attendaient sur la grande route. Ils nous ont fait monter dans leurs petites calèches, et nos grosses voitures ont dû nous suivre. La comtesse d'Ingelheim et moi, nous nous étions mises dans une petite calèche qui suivait la voiture dans laquelle étaient le comte et Clément. La route est bonne, mais très-étroite; elle a été percée dans la montagne, qui à droite s'élève à pic, tandis qu'à gauche est un abîme béant. Le pays est beau, les arbres sont magnifiques; seulement, on a oublié de protéger la route du côté des précipices par des parapets, ce qui ne m'a pas frappée tant que le chemin a été bon. Tout à coup, à quelques milliers de pas du château, retentit une détonation; c'était un coup de feu tiré en notre honneur et destiné à saluer notre arrivée; mais il eut pour résultat de faire prendre, à mon grand effroi, le galop à nos chevaux. Madame d'Ingelheim cria au cocher d'aller doucement; mais je voyais bien que ses recommandations restaient sans effet, et que le pauvre homme n'était plus maître de ses bêtes, qui étaient parties d'une allure furieuse et, comme nous descendions une côte, allaient de plus en plus vite. Je remarquai que la comtesse d'Ingelheim s'était emparée des rênes et s'efforçait de son mieux de les tenir ferme. Je fis machinalement le même mouvement; mais remarquant que cela servait à pousser les chevaux vers l'abîme, je préférai rester tranquillement à ma place, en m'enfonçant en arrière autant que possible. Le cocher, qui connaissait le pays, et qui savait qu'en cet endroit se trouve un profond marais, fit un dernier effort, un effort désespéré pour tirer les rênes à droite.

Malheureusement elles se rompirent ; à ce moment de danger suprême, le cocher consterné laissa échapper les premières paroles qu'il eût prononcées jusque-là. Il dit : « Maintenant, nous sommes perdus ! » Au même moment, les chevaux atteignaient la voiture dans laquelle se trouvait Clément, et nous poussâmes un cri violent, afin qu'ils fussent prêts à résister au choc qui allait inévitablement se produire. Mais au lieu de s'arrêter, les chevaux se jetèrent à gauche, du côté du marais, et nous lancèrent d'un mur de rocher de plus de dix pieds de hauteur sur un petit pré qui mesurait tout au plus quinze mètres carrés ; ce pré était bordé d'un côté par le marais, de l'autre par un petit jardin entouré d'un treillis de lattes pointues. La comtesse d'Ingelheim fut lancée hors de la voiture ; moi, je ne tombai pas tout de suite ; mais, quand la voiture se renversa, je fus roulée comme une boule. Je tombai d'abord sur la tête ; mais, après une seconde secousse de la voiture, qui roula encore plus bas, je fus jetée sur le côté gauche. Je n'eus pas un seul instant de frayeur, car en voyant que j'étais seule à tomber, et que celui qui m'était cher avant tout était sain et sauf, je n'eus, sans pouvoir dire pourquoi, pas la moindre inquiétude. Je voulais surtout sortir de la voiture pour rassurer mon mari, qui était à côté de nous et qui nous avait vues tomber sans pouvoir quitter sa voiture, et pour lui dire que je n'avais pas de mal. Le pauvre Clément avait eu une frayeur épouvantable. La comtesse d'Ingelheim avait un bras enflé et une écorchure au pied ; quant à moi, je ressentais des douleurs à la hanche, et ma tête était tellement endolorie que je ne savais pas exactement où j'étais. Nous eûmes pourtant la force d'aller à pied jusqu'au château, qui n'était pas loin. Heureusement, les Ingelheim avaient à la maison deux grandes bouteilles d'arnica ; nous nous couvrîmes de compresses, et après quelques heures nous fûmes en état de nous remuer. Le cocher aussi n'avait que des contusions sans gravité ; quant aux chevaux, ils étaient entièrement sains et saufs. La voiture seule était brisée en mille morceaux.

Nous avons dormi très-bien, et nous avons remercié Dieu. Nous avons été touchés de la joie et de la vive sympathie de

tous ceux qui nous entouraient. Après le déjeuner, nous sommes allés voir l'endroit où s'était produit cet accident, auquel nous avons si heureusement échappé ; nous avons frémi à la pensée du malheur qui aurait pu survenir.

Nous sommes partis de Mespelbrunn à dix heures, et à trois heures nous étions à Francfort, où Münch nous a donné un excellent dîner. Ensuite, nous sommes allés en chemin de fer à Wiesbaden, et nous ne sommes arrivés qu'à neuf heures au Johannisberg, pleins de la reconnaissance la plus vive envers Dieu.

6 septembre.

J'ai été avec le baron Werner et de Pont à Rüdesheim pour attendre Clément*, qui a assisté à la pose de la première pierre du Dôme de Cologne. Nous avons attendu longtemps avant que l'apparition d'un bateau à vapeur pavoisé nous fît espérer son arrivée. Mais nous fûmes très-déçus en voyant ce bateau continuer sa route. Enfin, nous trouvâmes Clément à Geisenheim ; il se portait on ne peut mieux, et était très-content de son excursion et de tout ce qu'il avait vu. Le Roi l'avait embrassé en présence de toute l'assemblée, et ensuite il lui avait demandé du haut de la tribune : « Avez-vous déjà signé votre nom ? » Les signatures ont été déposées dans la pierre fondamentale de la nouvelle construction. Le discours de l'archevêque était imprégné de l'esprit apostolique. Clément dit que le nouveau prélat s'est conduit avec un tact admirable, rendant à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu.

14 septembre.

Un bateau à vapeur nous a conduits à Coblentz par un temps magnifique. Nous avons vu Stolzenfels, où l'on attend le Roi, richement décoré et pavoisé ; Coblentz était également

* Sur l'excursion faite par le prince à Cologne pour assister à la fête de la pose de la première pierre du Dôme, voir les lettres de Metternich à sa femme, nos 1445-1446. (*Note de l'Éditeur.*)

orné de guirlandes et de drapeaux. Le Roi a fait son entrée à six heures, puis il s'est rembarqué pour aller à Stolzenfels.

Coblentz, 15 septembre.

J'ai reçu la visite de l'archevêque de Cologne, qui, par son esprit et ses connaissances, la fermeté de son langage et sa grande simplicité, a fait la meilleure impression sur moi. Le Roi a fait inviter Clément à venir dès demain dîner à Stolzenfels; plus tard, Werner et Hügel ont reçu la même invitation. Comme je n'ai reçu la mienne qu'à trois heures, au moment où Clément se mettait en route avec l'Archiduc Jean, j'ai préféré rester à la maison.

16 septembre.

Le prince de Prusse et le prince Charles de Bavière sont venus me rendre visite. A deux heures et demie nous sommes allés à Stolzenfels. Le château est situé à trois quarts de lieue de Coblentz; il n'était qu'une ruine lorsque la ville de Coblentz en a fait don au Roi actuel, du vivant de son père. Ce n'est qu'après son avénement que ce prince l'a fait restaurer à grands frais. Le chemin qui y conduit est charmant; c'est un travail digne des Romains. Le château a été reconstruit dans le style moyen âge. De tous les côtés la vue est belle; mais l'arrangement intérieur ne cadre pas avec le reste. La Reine a été très-aimable à mon égard. Tous les princes ont assisté au dîner, ainsi que la duchesse de Nassau, la grande-duchesse Stéphanie avec sa fille, et environ cinquante autres invités.

17 septembre.

Nous avons encore dîné aujourd'hui à Stolzenfels; ensuite le Roi nous a invités à faire avec lui et toute la famille royale un petit voyage sur le Rhin jusqu'à Rheinstein.

Clément est content des entretiens qu'il a eus avec le Roi. Ce dernier est animé des meilleures intentions.

18 septembre.

Bülow est venu de très-bonne heure chez mon mari. Le Roi a réuni un conseil de ministres pour discuter les conseils que lui a donnés Clément et pour rapporter différents arrêtés qu'il avait déjà pris.

A onze heures, nous sommes montés en bateau pour attendre la Cour. La princesse Frédéric des Pays-Bas et son mari, les princes de Mecklembourg et de Nassau ont été du voyage. Nous ne sommes arrivés qu'à sept heures du soir à Rheinstein, où toute la Cour s'est rendue au château du prince Frédéric, pendant que nous poursuivions notre route pour aller au Johannisberg. L'Archiduc Jean est venu aussi avec nous. Il a fait la meilleure impression sur les bords du Rhin.

19 septembre.

L'Archiduc Jean a visité aujourd'hui nos vignobles, et à ce propos il a montré des connaissances spéciales qui ont étonné nos connaisseurs les plus expérimentés. Il a fait aussi venir un vigneron de Geisenheim pour lui donner des nouvelles de son fils, qui est au service de l'Archiduc en Styrie. Demain il dînera chez le duc de Nassau, à la Platte, et ensuite il continuera son voyage dans la direction de Vienne.

RETOUR A VIENNE.

1431. Retour à Vienne. — Essais de galvanoplastie. — Mort de la comtesse Nani Herberstein. — Le prince de Salerne. — Inzaghi. — Reschid-Pacha. — Les princes badois. — Le duc de Bordeaux. — Fin de l'année.

Mayence, le 26 septembre.

1431. Il m'en a coûté de quitter le Johannisberg; je m'en suis éloignée avec un sentiment de douleur et de regret. A

trois heures, nous étions à Mayence, où nous sommes descendus au magnifique hôtel du Rhin.

Francfort, le 27 septembre.

Tous les savants, qui avaient justement une réunion à Mayence, toutes les autorités, et Dieu sait qui encore, sont venus de bon matin présenter leurs hommages à mon pauvre mari. Le soir, nous sommes arrivés à Francfort.

Vienne, le 21 octobre.

Après le dîner, j'ai lu les *Lettres de Paris*, par Gutzkow, qui intéressent et amusent Clément.

23 octobre.

Clément a passé une nuit très-agitée, et ce matin il était plus énervé que d'ordinaire. J'avais prié Gervay de faire envoyer chez lui, par l'Empereur et l'Archiduc Louis, le docteur Raymann. Nous aurions craint de lui dire que nous désirions qu'il vît ce médecin. Celui-ci est donc venu comme par hasard. Clément lui a parlé longuement, et après cette conversation il a été rassuré. Raymann ne le trouve pas malade, mais il veut conférer avec le docteur Jaeger au sujet d'un remède à employer pour empêcher le retour des accès nerveux.

6 novembre.

Un professeur de chimie est venu chez nous; nous avons fait des essais de galvanoplastie, nous avons doré des cuillers, des couteaux, etc. Flahault était des nôtres, et il s'est vivement intéressé à nos expériences.

30 novembre.

J'ai vu de ma fenêtre l'enterrement de la pauvre Nani Herberstein. C'est une excellente femme de moins. Elle était très-

attachée à Clément et à moi, et elle nous a donné des preuves nombreuses de son affection.

3 décembre.

Le prince Léopold de Salerne est venu prendre congé de nous. Il part pour Naples, ce dont il est désespéré. Il dit que son unique désir est de régler ses affaires à Naples et de revenir ensuite finir ses jours dans notre pays, auquel il s'est tant attaché.

Clément veut rester en communication constante avec le nouveau chancelier aulique de Bohême (Inzaghi), et je crois que, relativement aux affaires intérieures, il a raison.

11 décembre.

Le nouvel ambassadeur de Turquie, Reschid-Pacha, est venu me faire visite. Il a pris de l'embonpoint ; on dit qu'il est très-heureux de se retrouver dans un pays civilisé.

16 décembre.

Tettenborn m'a présenté les princes badois. Ils m'ont apporté une très-aimable lettre de la grande-duchesse Stéphanie. Le prince héritier a bonne tenue et fait une impression favorable ; son frère, qui n'a encore que seize ans, paraît être encore mieux doué. Nous avons eu ensemble une conversation très-longue et très-agréable.

29 décembre.

Le duc de Bordeaux est venu chez moi, accompagné du duc de Lévis. Il a pris de l'embonpoint, ce qui le fait paraître un peu plus petit qu'il ne l'est réellement. Il parle agréablement, a de l'assurance et fait la meilleure impression.

31 décembre.

Pour ce soir, on nous avait ménagé une agréable surprise : c'était une mascarade qui a très-bien réussi et qui nous a déli-

vrés, Clément et moi, des tristes pensées dont je ne pouvais, moi surtout, me défendre. A minuit, nous nous sommes embrassés avec effusion, et j'ai adressé à Dieu une fervente prière pour qu'il ait pitié de nous dans l'année qui va s'ouvrir, comme il a été miséricordieux à notre égard pendant celle qui finit en ce moment.

SUR LES ÉVÉNEMENTS POLITIQUES DU JOUR.

EXTRAITS DE LETTRES CONFIDENTIELLES DE METTERNICH A APPONYI, A PARIS, ÉCRITES DU 4 MARS AU 8 DÉCEMBRE 1842.

1432. Les troubles du Liban. — La France refuse de ratifier le traité de Londres relatif au droit de visite ayant pour objet la suppression de l'esclavage. — 1433. Tableau de la situation de l'Espagne pour Louis-Philippe. — La position de Guizot s'affermit. — 1434. Mort soudaine du duc d'Orléans. — 1435. Portrait du Roi de Prusse. — Encore la catastrophe de Paris et ses conséquences. — 1436. Sauzet président de la Chambre des députés. — La loi de régence en France. — Dépêche de Guizot, relative à l'affaire du Liban. — Attitude du duc de Bordeaux à l'occasion de la mort du duc d'Orléans. — Retour du comte Maurice Esterhazy de Bourges. — 1437. Éloge de Guizot. — 1438. Présentation de la loi de régence. —1439. Voyage de Metternich à Cologne pour assister à la fête de la pose de la première pierre du Dôme. — Discours du Roi de Prusse. — L'ancien jeu de Thiers. — 1440. Projet d'une union douanière entre la France et la Belgique. — 1441. Sur le même sujet.

Metternich à Apponyi. Vienne, ce 4 mars 1842.

1432. J'espère que M. Guizot acceptera le point de vue que j'établis pour la conduite de l'affaire du Liban*. Ce qui reste-

* Il s'agit de la guerre des Druses et des Maronites dans le Liban. Le prince de Metternich envisageait la question sous deux faces, au point de vue politique et au point de vue religieux. L'Autriche et la France, disait-il, sont d'accord sur la question religieuse, tout à fait comme l'Angleterre et la Prusse le sont ou croient l'être; tandis que la Russie, qui a la force pour elle, prend une place à part. Dans la question politique, l'Autriche, l'Angleterre, la Prusse et la Russie, en qualité de signataires du traité de juillet, par lequel elles ont rendu la Syrie au Sultan, sont placées sur la même ligne, tandis que la France est isolée. Pour mettre fin à cette complication, le prince de Metternich propose que, du côté des cinq puissances, on se borne à de-

rait *en deçà* de l'attitude que nous proposons, annulerait toute action de la part des puissances dans une question où, à côté des intérêts politiques et d'humanité, se trouve également engagé l'honneur de celles qui ont, par leurs efforts, rendu la Syrie au Sultan. Aller *au delà,* ce serait manquer le but. J'ai le sentiment d'avoir tellement éclairé la matière par tout ce que j'écris aujourd'hui à M. Guizot, qu'il ne me reste rien à y ajouter.

L'attitude du ministère français me semble s'être améliorée, sans qu'il me soit possible d'étendre ce jugement à la situation générale de la France et du Gouvernement de ce pays. Le refus de la ratification du traité de Londres * est, j'en suis convaincu, la suite d'une impossibilité d'agir autrement, mais l'événement n'en est pas moins fâcheux pour le Cabinet français. En l'examinant dans son ensemble, il présente un côté vraiment ridicule. On a vu des Cours se refuser à ratifier un arrangement qui leur avait été imposé par des circonstances indépendantes de leur volonté, mais le cas présent est, sans exception, le premier dans lequel un gouvernement recule devant l'accomplissement d'un arrangement que non-seulement il a sollicité lui-même, mais au concours duquel il a invité d'autres Cours ! Une situation pareille ne peut être que la suite d'une légèreté compromettante et qui écarte la confiance.

L'Espagne donnera bien de la besogne à la France dans

mander en commun à la Porte : 1° que la mission d'Omer-Pacha, qui a été chargé par le séraskier de rétablir l'ordre, soit regardée comme une mission purement temporaire, et qu'elle soit restreinte à la plus courte durée possible ; 2° que la haute direction de l'administration de la montagne soit rendue à la famille Schehab. (*Note de l'Éditeur.*)

* Il s'agit ici du traité de Londres du 20 décembre 1841, traité relatif *au droit réciproque de visite, droit établi dans le but de supprimer la traite.* En 1831, la France et l'Angleterre s'étaient reconnu ce droit de visite, mais seulement sur les côtes de l'Afrique et de l'Amérique du Sud. Le nouveau traité étendit le droit de visite des côtes de l'Inde jusqu'à la côte orientale de l'Amérique. L'Autriche, la Prusse et la Russie accédèrent à ce traité, pendant que la France, partageant les sentiments qu'avaient provoqués dans les Chambres les vexations que les Anglais venaient de se permettre en visitant des navires français, refusait de le ratifier.

(*Note de l'Éditeur.*)

le courant de l'année. Dans tout ce qui regarde ce malheureux pays, le Gouvernement français n'a commis, depuis l'origine des maux qui pèsent sur ce pays, qu'une suite non interrompue de fautes. La politique de fantaisie, qui ne tient compte que de l'intérêt du moment, est une bien mauvaise conseillère !

20 juin.

1433. Veuillez vous charger de deux commissions.

Offrez mes respects au Roi Louis-Philippe, et priez-le de s'identifier avec ma pensée dans l'affaire espagnole. Réduite à ses termes les plus simples, cette affaire peut se résumer ainsi.

L'Espagne est un champ de bataille sur lequel se livrent plusieurs combats à la fois, et où il n'y a dès lors rien de plus difficile que de démêler les situations. Les idées dans les masses sont monarchiques; la population des villes est portée vers l'anarchie ; la démocratie est une plante exotique, importée dans le pays par des factieux ayant perdu l'espoir de se frayer chez eux le chemin de la fortune; elle est prêchée dans les clubs par des jongleurs et accueillie par des dupes. Le caractère des Espagnols est éminemment indépendant, et leur respect pour le Roi équivaut à leur conviction religieuse ; ces deux puissances sont placées au-dessus de toutes les rivalités individuelles; l'Espagnol est prêt à obéir à ces pouvoirs; il n'entend point obéir à son semblable, car il se regarde comme ayant les mêmes droits que lui. Le pays tout entier est en retard de plusieurs siècles, et des fourbes ou des fous veulent y implanter des idées et des formes qui jurent avec la civilisation espagnole, qui n'ont aucune racine dans l'histoire et dans les mœurs nationales, et qui dès lors doivent jeter l'Espagne dans une indicible confusion; en définitive, ces idées conduisent à un état de choses dont les anciennes colonies espagnoles offrent l'affligeant exemple, c'est-à-dire à des luttes entre de misérables chefs militaires dont chacun trouve des partisans prêts à se faire tuer, pourvu qu'ils puissent tuer à leur tour! Je ne suis pas Espagnol, mais je connais probablement mieux

le caractère des Espagnols qu'ils ne le connaissent eux-mêmes, car le point de vue d'où je pars est parfaitement dégagé de leurs passions!

Le moyen le plus efficace pour perpétuer le désordre dans le Royaume a été celui auquel on a employé la main mourante de Ferdinand. En attaquant la royauté dans son principe, on a livré le pays au désordre sans aucun frein possible. *Notre idée* est de rétablir ce principe, et tous les Espagnols de bon sens doivent le désirer.

La question est ainsi réduite à compter les hommes de cette trempe. Nous n'excluons pas des chances admissibles le mariage *pur et simple* du fils de Don Carlos; ce que nous nions, c'est l'efficacité de la mesure. Nous pouvons *conseiller* et même insister auprès de Don Carlos sur ce qui à nos yeux porte le caractère d'un remède; nous pouvons *admettre* ce qui, sans avoir cette valeur, vaudrait mieux cependant que toute autre union. *Nous* pouvons, sans nous compromettre, parler à Don Carlos et lui dire ce que nous pensons. Ni le Roi des Français ni la Reine d'Angleterre ne peuvent en faire autant, car leur position ne ressemble pas à celle de l'Empereur.

Le fond du mal est en Angleterre; il faut donc travailler autre part. Le Gouvernement anglais *laissera faire,* car il est composé d'hommes sages et honnêtes; aussi souvent *qu'il devra faire lui-même,* il suivra forcément la mauvaise voie. C'est le spectre du pacte de famille qui l'emporte auprès de lui sur toute autre considération, et s'il voulait le repousser, il ne le pourrait pas. La Grande-Bretagne est le pays aux impressions stéréotypes, et elles finissent par s'y revêtir d'un corps.

L'autre commission dont je désire que vous vous acquittiez regarde M. Guizot. Je félicite ce ministre de la constance qu'il a su mettre dans sa marche. Je regarde comme assurées les élections prochaines, et si l'événement répond à mes vœux, alors le ministère aura pris racine. En prenant ouvertement position sur le terrain conservateur, l'administration actuelle a refoulé ses adversaires sur celui de la destruction, et ce terrain

est impropre à une construction quelconque. Rien n'est misérable comme le programme des oppositions du jour, et celle qui doit se sentir la plus gênée, c'est celle qui soutient avec une absence complète de principes l'ambition personnelle d'un individu. Que M. Guizot triomphe chez lui, il peut être sûr de l'appui moral des hommes de bien du dehors. Un pays ne saurait prospérer sous le poids du changement perpétuel des gouvernants ; que l'administration actuelle se soutienne, et par cela même elle deviendra forte, car il n'y a pas un esprit bien fait en Europe qui ne désire que la France soit libre de ses mouvements, quand ceux qui sont appelés à les diriger sont eux-mêmes honnêtes et prudents.

Il n'y a pas dans ce moment une affaire notable sur le tapis, si ce n'est celle d'Espagne. Comme son caractère est plutôt chronique qu'actif, il faut régler dans ce sens le choix des remèdes. C'est ce que nous faisons.

18 juillet.

1434. Il me serait plus difficile d'ajouter peu que beaucoup à ce que je vous ai dit dans mes courtes dépêches de ce jour.

L'événement sur lequel elles portent est l'un des plus graves auxquels puisse atteindre l'imagination, et j'en trouve une preuve dans le fait que pour moi, *penseur perpétuel*, il ne m'était jamais entré dans l'esprit*.

Je reconnais au fait toute la valeur d'une catastrophe. Voici ce que je pense de la valeur des événements. Il y en a de deux espèces : les uns sont ceux du jour ; les autres, ceux qui portent sur le lendemain. Entre deux, les seconds sont les plus difficiles à supporter, parce que les événements du jour prêtent à l'action, tandis que les autres retiennent l'action et la remplacent par l'attente.

Le jour est d'ailleurs circonscrit dans des limites con-

* Il s'agit de la mort soudaine et inattendue du duc d'Orléans ; ce prince se tua en sautant de sa voiture, dont les chevaux s'étaient emportés pendant qu'il se rendait à Neuilly, le 13 juillet. (*Note de l'Éditeur.*)

nues, tandis que les limites du lendemain sont indéfinies. La catastrophe du 13 juillet appartient à la seconde de ces catégories.

Les partis se classeront différemment dans leurs proportions; ils se partageront en deux camps, — celui des conservateurs, et celui des hommes hostiles à ce qui existe. — La tâche des *conservateurs* sera de renforcer dans le présent le pouvoir existant, afin d'assurer l'avenir. Les *destructeurs* feront le contraire; regardant l'avenir *comme leur domaine,* ils s'efforceront d'amoindrir le pouvoir dans le présent, et les plus avancés voudront même en raccourcir le terme. Comme les coups de pistolet participent aux contagions, il sera bon que le Roi ne s'aventure pas plus que de raison. Le crime est aujourd'hui ce qu'il était hier; celui qui hier était entaché d'inutilité, pourra cependant avoir perdu ce caractère aux yeux des fous du progrès.

La véritable tâche du jour sera celle de la régence, et elle ne sera pas facile à régler. Pourra-t-elle rester confiée à un seul Régent, ou les amis des prétendues garanties ne voudront-ils pas renforcer le Régent au moyen d'un Conseil de régence? Mais alors, quel sera l'éveil donné aux ambitions particulières? La course aux portefeuilles ne sera-t-elle pas augmentée de celle au Conseil de régence?

Tout cela, mon cher comte, est fort grave, et renferme bien de l'étoffe pour des perturbations. Que le Gouvernement s'attache à rechercher les moyens de résistance!

L'Empereur a ordonné que le deuil soit pris immédiatement après l'arrivée du premier courrier de Paris. Il devra arriver dans les vingt-quatre heures. Sa Majesté n'a pas voulu attendre l'annonce formelle du décès.

30 juillet.

1435. Je partirai demain pour la Bohême, où je ne ferai qu'un court séjour. J'irai rejoindre le Roi de Prusse sur les bords du Rhin, et cette course n'est pas sans m'effrayer plus ou moins! Le Roi est un singulier mélange de qualités émi-

nentes avec certains défauts, parmi lesquels il faut ranger la passion qu'il a de tout remuer et d'agir de façon à mettre ses qualités en relief. J'ai bien peur qu'il ne soit en train de tout bouleverser, son pays, et l'Allemagne tout entière. Il se croit une force de situation qu'il n'a pas et que ne saurait avoir aucune créature humaine, j'entends celle d'arrêter la *force des choses!* Il y a bien assez de forces à combattre sans éveiller celles qu'il serait plus sage de laisser reposer. Le Roi tient beaucoup à me voir, et bon nombre de ses serviteurs les plus raisonnables désirent que je le voie. Je ne m'y refuserai donc pas, mais, je le répète, l'entreprise offre plus de chances pénibles que de chances de succès. Je serai aux bords du Rhin avant la fin du mois d'août et de retour à Vienne dans le dernier tiers du mois de septembre.

...La mort du duc d'Orléans est un événement dont les conséquences échappent aux calculs. Aussi Louis-Philippe a-t-il l'âme profondément déchirée, et, d'après les nouvelles du château, plus même que cette émotion ne semblait probable à ceux qui le connaissent le mieux. Le malheur de la France est d'être *ingouvernable,* et elle est dans cette triste condition parce que les débris d'une révolution sociale sont de mauvais matériaux pour la reconstruction, et que Louis XVIII a été un misérable architecte. Il avait à sa disposition les matériaux de l'antique monarchie, ceux de la révolution de 1789 et ceux de l'Empire. Au lieu de rejeter ceux de la révolution et de s'emparer de ceux des monarchies royale et impériale, il s'est replacé dans ses idées de 1789; mais avec les éléments d'une république on ne crée pas une monarchie. La catastrophe de 1830 a été un fait inévitable, et ce n'est pas en 1842 que je le sens; je l'ai prêché du haut des toits depuis 1815. En 1819, la chute des Bourbons était déjà écrite dans le livre des destinées à prévoir.

Kœnigswart, 12 août.

1436. Une estafette de Francfort m'avait appris la nomination de M. Sauzet à la présidence de la Chambre, et j'en ai éprouvé une véritable satisfaction. La première attaque contre

le ministère n'ayant point réussi, il est permis d'admettre que celles qui seront encore dirigées contre lui éprouveront le même sort. C'est ce qu'il est important de voir se réaliser, dans l'intérêt de la France comme dans celui de l'Europe entière. Ce pays reste exposé à trop de vicissitudes pour que chaque condition propre à y renforcer le pouvoir n'ait pas, aux yeux des hommes réfléchis, la valeur d'un bienfait. Or, d'après ma conviction intime, aucune combinaison ministérielle ne saurait renfermer en elle-même les gages qu'offre celle du jour. Si j'avais besoin de chercher cette conviction hors de ma propre conscience, je trouverais à son appui un argument dans l'acharnement que les partis témoignent contre les hommes en place.

J'espère que la loi de la régence passera dans les termes de la proposition royale. La question, et toute la question, est comprise dans la désignation du premier agnat et dans l'indépendance de l'attitude du Régent. Tout ce qui serait ajouté ou diminué serait mauvais en pratique et insensé en théorie. C'est pour cela que les partis extrêmes, et peut-être quelques idéologues dans les centres, voudront ce que le Gouvernement devra repousser. Plus il posera les questions nettement, plus il aura de chances de succès.

M. le comte de Flahault, que j'ai la satisfaction de posséder ici comme proche voisin, a reçu hier un courrier de Paris. Il m'a donné connaissance d'une dépêche excellente de M. Guizot à M. de Bourqueney. Elle développe à merveille les raisons qui devront engager la Porte, — si elle a le sens commun, — à entrer dans les vues bienveillantes des Cours relativement à l'arrangement des affaires du Liban. Les représentants des cinq Cours lui tenant un même langage, il existe des chances pour que le Divan recule sur la mesure détestable qu'il a conçue et mise à exécution sans crier gare. Quand il lui arrive de frapper un coup pareil, il croit toujours avoir accompli une magnifique œuvre de souveraineté.

M. de Flahault m'a également lu une lettre particulière de M. Guizot en réponse à ce que j'avais appris au premier sur la manière dont l'affreux événement du 13 juillet a été accueilli

à Kirchberg*. Veuillez dire à M. Guizot, et si vous en trouvez l'occasion, également au Roi, que je ferai connaître là-bas l'impression que Sa Majesté a reçue de la communication. M. de Flahault mandera probablement, par le courrier de ce jour, que M. le duc de Bordeaux, qui a appris la nouvelle peu après son arrivée à Teplitz, a fait dire le lendemain une messe à la paroisse de cette ville, à laquelle il a assisté avec tout ce qui compose sa suite. Il n'y a rien mis qui ressemblât à de l'ostentation, et toute la ville lui en a su gré.

Le comte Maurice Esterhazy est de retour de sa mission**; le résultat n'est ni un *oui* ni un *non*. Je vous expédierai sous peu un courrier qui vous apportera une copie du rapport circonstancié de mon voyageur, qu'il est occupé à mettre au net. Ce qui en résulte pour moi, c'est la décision de ne pas me rebuter dans la marche que nous suivons. Ce que je continue à demander au Cabinet français, *c'est le secret.*

13 août.

1457. Il paraît que la raison a des chances pour elle en France. Si elle triomphe, — et il faut l'espérer, — le moment sera gagné; le lendemain ne le sera pas pour cela, et c'est celui-ci qui est effrayant. Il y a aujourd'hui un mois que la catastrophe a eu lieu en France; elle appartient ainsi déjà aux événements passés, dans un pays où les faits s'escomptent vite. Ce que l'esprit français, malgré sa légèreté, ne peut pas faire, c'est de diminuer la gravité d'un événement. Plus je cherche à me rendre compte de celle de la catastrophe de juillet, moins je parviens à lui trouver une issue. Je vous ai

* Endroit où résidait alors la famille de Charles X. (*Note de l'Éditeur.*)

** Le comte Maurice Esterhazy avait été envoyé en mission secrète à Bourges dans le but de négocier un mariage entre l'Infant Charles-Louis et la Reine Isabelle. La réponse écrite que l'Infant remit à l'envoyé autrichien était ainsi conçue : « Étant prisonnier, je ne puis m'engager par aucune promesse ni contracter aucune obligation, parce qu'elles seraient nulles dans la position où je me trouve; une fois en liberté, je ferai tout ce qui dépendra de moi pour le bonheur de l'Espagne. » (*Note de l'Éditeur.*)



dit en l'apprenant que je suis habitué à faire une différence entre les événements qui portent sur le jour qui court et ceux qui portent sur le lendemain, et que j'attache une bien autre valeur aux seconds qu'aux premiers. Une minorité et le règne d'un jeune prince qui la suit, sont des régimes difficiles à supporter pour un État solidement établi; quelles conséquences le poids d'une pareille charge à supporter peut-il avoir pour un pays situé comme l'est la France? Prévoir ces conséquences est impossible, et dès lors quelle base trouver pour asseoir un calcul sur ce qui échappe à l'esprit? Voilà ce que tout homme réfléchi doit sentir, en France comme au dehors de ce pays, et ce qui doit éveiller dans les esprits aventureux les plus étranges projets.

Les factieux ont raison de s'attaquer à M. Guizot comme ils le font. De tous les ministres depuis 1830 (et je n'ai aucune difficulté d'étendre mon jugement également à ceux de la Restauration), aucun n'a possédé les qualités de M. Guizot. J'admets qu'il ait beaucoup appris en marchant, mais dans ce fait même se trouve un mérite. Les hommes qui ont la prétention de ne rien avoir à apprendre sont les pires. J'espère que la force des circonstances viendra en aide à M. Guizot, et qu'il gagnera la session. S'il en est ainsi, il a de bien grandes chances de fonder un ministère de durée, et c'est là un véritable besoin pour la France!

Vous pourrez donner connaissance à M. Guizot de ma dépêche réservée. Elle renferme quelques bonnes vérités, applicables à la France comme à l'Espagne. Le rapport du comte Esterhazy est parfaitement conçu.

26 août.

1438. C'est avec une vive satisfaction que j'ai appris le résultat des débats relatifs à la loi sur la régence. Elle est la seule raisonnable que le Gouvernement ait pu présenter, et la seule que des Chambres qui savent ce qu'elles doivent vouloir aient pu admettre*. Tout ce qui aurait été en dehors de

* Le Roi proposa son second fils, le duc de Nemours, comme Régent

l'esprit de cette loi eût été de l'erreur, et la seule objection que l'opposition radicale ait pu faire à la proposition, celle d'un appel à la nation, n'est que de la chicane. Dieu sait que je suis un scrutateur sévère du régime représentatif, et que personne plus que moi n'est prêt à lui appliquer une sévère critique; mais c'est parce que tel est le cas, et que je suis de ceux qui établissent en thèse que ceux qui veulent une chose doivent la vouloir avec ses avantages et ses embarras, que j'attache à l'*omnipotence parlementaire* la valeur qui lui est due. Soutenir la thèse contraire, c'est se moquer du système représentatif et le réduire à une complète nullité pour le bien nécessaire ou possible. Les factieux n'iront pas demander au vote national la permission de renverser un ordre constitutionnel; ils le renverseront s'ils le peuvent, et le déclareront mort de sa belle mort.

Nier l'omnipotence parlementaire, c'est priver l'ordre de choses existant de la faculté de résister aux attaques que dirigeront contre lui ses adversaires. Aussi les adversaires de la loi ont-ils été de bien misérables logiciens, et il serait difficile que parmi eux il n'y en eût pas qui regrettent d'avoir débité autant de non-sens.

Si je ne me trompe, la situation générale doit se prononcer d'une manière favorable à M. Guizot, car qui dit Guizot dit le ministère. Il saura employer utilement l'intervalle entre les deux sessions, et tous ceux qui connaissent les véritables besoins du pays lui viendront en aide, car, après tout, le pays vaut plus que les ambitions personnelles!

Johannisberg, le 10 septembre.

1439. Je n'ai rien de *politique* à vous dire; il n'y a pas une seule affaire sur le tapis, et notre politique, du moins, se borne à la tâche d'empêcher qu'il ne naisse des affaires. Nous nous rencontrons heureusement à cet égard avec les autres Cours.

pendant la minorité du comte de Paris, ce que la Chambre accepta le 1er septembre, après de longs débats. (*Note de l'Éditeur.*)

Ma venue aux bords du Rhin n'a pas d'autre motif que de répondre à un appel du Roi de Prusse. Aussi ne suis-je chez moi *qu'en passant*. J'ai assisté à la cérémonie du 4 septembre à Cologne, et j'irai rejoindre le Roi à Coblentz. Lorsqu'il aura gagné des victoires sur des champs de bataille où il n'y a point de sang à verser, je pourrai lui parler à l'aise, et j'ai beaucoup à lui dire, dans son intérêt comme dans celui de son pays et de l'Allemagne.

Ce qui a eu lieu à Cologne a complétement réussi dans le sens *de la chose,* qui n'est autre que l'achèvement projeté d'un monument sans pareil *. *A cette chose* viennent se joindre tout naturellement des sentiments patriotiques que le Roi s'entend très-bien à exalter. Aussi le discours que Sa Majesté a adressé à la masse compacte placée en face de la tribune où a eu lieu la cérémonie de la pose de la pierre, ne plaira-t-il guère à Paris. Chacun est maître chez soi, et la politique de M. Thiers a éveillé un sentiment national allemand qui ne trouve son pendant que dans le sentiment catholique que le feu Roi de Prusse a trouvé moyen d'évoquer par ses fausses mesures protestantes! La cérémonie de Cologne a rendu bien frappante l'existence des deux effets d'une égale faute. Il faut tuer, si on le peut, son adversaire, mais jamais l'exciter par des mépris et des coups de fouet!

Vienne, le 8 décembre.

1440. Je n'ai reçu que le 30 votre lettre particulière du 20 novembre. Parmi les objets que vous y avez touchés, il y en a un qui recèle le germe de bien graves démêlés en Europe; c'est pourquoi je regarde comme un devoir de vous exprimer à son sujet ma pensée tout entière.

Le projet d'une union douanière entre la France et la Belgique repose sur une idée que je déclare *inexécutable.* Vous savez que je n'ai pas l'habitude de puiser mes opinions dans des thèses abstraites; cela vous garantit donc qu'en for-

* Voir aussi les « Fêtes célébrées à l'occasion de la pose de la première pierre du Dôme de Cologne », nº 1445. (*Note de l'Éditeur.*)

mulant ma conviction dans des termes aussi catégoriques que je viens de le faire, je n'ai consulté qu'une saine pratique.

L'union douanière entre la France et la Belgique est impossible, parce que ni l'un ni l'autre de ces pays ne voudra provoquer une opposition qui finirait ou par l'abandon du projet ou par la rupture de la paix politique en Europe. Or, la France ni la Belgique ne pouvant vouloir de l'une ou de l'autre de ces compromissions, la chose tombera d'elle-même.

L'existence du Royaume belge est le produit de circonstances fortuites, mais non pas celui de conditions naturelles, soit géographiques, soit historiques, conditions sur lesquelles repose cependant la force véritable des États. Il suffirait de cette considération pour prouver que la nouvelle création, dans son intérêt bien entendu, ne doit point contrevenir aux conditions qui forment la base de son existence. En effet, moins cette existence s'appuie sur des bases naturelles, plus la Belgique doit éviter d'ébranler les bases factices de son origine. Je n'entends point entrer ici dans l'examen du droit des Gouvernements de régler, dans la plénitude de leur indépendance *administrative,* les intérêts du commerce et de l'industrie de leur pays ; je m'arrête aux seules considérations *politiques,* sauf à revenir, si la nécessité devait s'en présenter, à celles qui sont davantage placées dans le champ de la théorie.

En sortant, dans cette lettre, du cercle que je me suis tracé, je placerais prématurément sur un autre terrain la discussion de la thèse que je défends : cette thèse, c'est que les deux pays limitrophes, s'ils visent à suivre un système pratique, *ne peuvent pas* atteindre le but d'une union douanière, et que s'ils l'entreprenaient, ils arriveraient à des résultats forcément opposés à ce qui peut, à leurs yeux, avoir la valeur de motifs pour tenter l'aventure.

Considérant, ainsi que je viens de le dire, l'entreprise comme inexécutable, la tâche que j'ai à remplir est de développer les raisons que j'ai pour la juger telle, et de démontrer cette *impossibilité.* Ces raisons sont simples.

L'Angleterre n'admettrait pas l'union douanière ; et aucune administration anglaise quelconque, de quelque couleur politique qu'elle fût, ne pourrait y donner son adhésion. Quant aux trois Cours continentales qui, avec l'Angleterre et la France, ont consacré la séparation de la Belgique et de la Hollande, elles ne pourraient que soutenir les conditions sur lesquelles repose cette séparation; cette attitude les réunirait à l'Angleterre sur le terrain de la résistance que cette puissance opposerait aussi à l'union douanière à cause d'intérêts qui tiennent à sa position intérieure et qui, loin de compromettre le principe de l'existence donnée à la Belgique, en sont, au contraire, une puissante garantie. Il suffit, ce me semble, que ces faits soient admis, pour que, dans un court exposé qui n'a pas la prétention d'équivaloir à un travail, je puisse me dispenser d'aller à la recherche d'autres considérations, qui se présenteraient en foule si je voulais en faire l'énumération.

Tout le monde doit reconnaître que l'existence de la Belgique repose sur des considérations qui lui sont particulières ; tel étant le cas, cette position place nécessairement ce pays sous de certaines réserves. La séparation de la Belgique d'avec la Hollande a été l'œuvre des cinq grandes Cours; elles sont intervenues dans tout ce qui a rapport à la fixation du sort du Royaume, et pour consommer l'œuvre de son indépendance, elles lui ont garanti la neutralité perpétuelle. Du moment où cette base de l'existence de la nouvelle création sera regardée comme menacée par l'éminente majorité des garants de son existence, il est clair que ce n'est point à la minorité des puissances garantes, et tout aussi peu à l'État nouvellement créé, qu'il appartient de prononcer la non-existence de ce danger. Or, la question de l'union douanière est précisément une question de ce genre.

Telles sont, mon cher comte, les considérations que j'ai cru devoir consigner dans une lettre qui précise clairement le sentiment de notre Cour dans une question qui n'a pour nous de valeur que sous le point de vue politique. L'absence de tout autre intérêt qui nous serait particulier dans cette question

nous permet, plus qu'à d'autres, d'élever notre voix pour donner un avertissement. Les principes et les vues politiques de notre Cabinet sont généralement connus; je n'ai, à cet égard, ni de réserve à faire ni d'explication à donner. Dans la présente circonstance, nos principes et nos vues sont d'une application singulièrement facile; aussi, en m'expliquant comme je le fais, je me borne à remplir un devoir facile, vu qu'il porte le caractère d'un conseil d'ami.

Veuillez donner connaissance de la présente lettre à M. Guizot; je prie ce ministre de vouloir bien la prendre pour ce qu'elle est, c'est-à-dire pour la franche expression de notre conviction quant à ce qui ne se peut pas.

8 décembre.

1441. Mon autre lettre particulière du jour n'a, à ce qu'il me semble, nul besoin de commentaire. J'entends trop parler de l'objet que j'ai abordé dans cette lettre, et j'occupe une place trop centrale, pour ne point être à même de reconnaître le danger là où il se trouve. Dans la présente occurrence, ce danger est tout du côté de la France, ou, si l'on veut, du côté du Gouvernement français, et cela par la raison qu'en persistant à vouloir amener l'union douanière avec la Belgique, les deux seules chances qui se présenteraient pour le ministère français seraient, ou le retrait de ce projet, dans un moment où il aurait grandi par la suite que le Cabinet lui aurait donnée, ou les conséquences inséparables de sa poursuite. Or, entre deux, je ne saurais mettre en doute que la sagesse qui caractérise le Roi Louis-Philippe l'empêcherait de mettre en question la paix politique, et dans ce cas la nécessité d'abandonner le projet ne l'en exposerait pas moins, lui et son Gouvernement, à une pénible et fort dangereuse défaite morale! Le cas est donc du nombre de ceux où il est sage de s'abstenir en temps utile, et je qualifie comme tel celui où les explications peuvent encore être couvertes du voile du secret entre les Cabinets.

Si dans cette question vous me voyez élever la voix sans la

moindre hésitation, cherchez-en la raison, d'une part, dans le sentiment que j'ai de l'existence d'un danger sérieux, et de l'autre, dans la circonstance que c'est aux Cabinets qui à l'égard d'une affaire sont placés sur un terrain parfaitement indépendant, de dire avec une entière franchise ce qu'ils pensent sur le compte de cette affaire. Notre Cour est, sous le point de vue administratif, dans une situation pareille là où il s'agit d'arrangements *de commerce* entre la France et la Belgique ; la question cependant se présente à nos regards sous un autre aspect, lorsque les circonstances ouvrent la porte à de graves perturbations *politiques,* — et cela surtout dans un temps où nous regardons les perturbations de cette espèce comme pleines de dangers pour la cause de l'ordre. Nous croyons alors remplir un devoir de conscience en avertissant ceux à qui nous reconnaissons les lumières nécessaires pour savoir en tenir compte.

Pour ma part, dans des cas pareils, je ne sais point m'enfermer dans le cercle étroit d'une diplomatie timorée ; je vais droit au fait, et je dis ce que je crois devoir être dit.

Veuillez, mon cher comte, présenter sous cet aspect à M. Guizot et au Roi lui-même, — si vous deviez en reconnaître l'utilité, ma démarche du jour, et recevoir, etc. *.

* On voit par une lettre postérieure (2 janvier 1843), adressée au comte de Woyna, à Saint-Pétersbourg, que le prince de Metternich considère le projet de l'union douanière entre la France et la Belgique comme enterré. Il écrit à ce sujet : « Je me reconnais quelque mérite relativement au genre d'action que j'ai regardé comme le seul qu'avec une chance d'utilité il me serait possible d'exercer sur cet intermède. Il y a des questions qui de leur nature sont tellement malignes, qu'il n'y faut point toucher ou les empoigner pour les étrangler de prime abord. La question en instance a dû passer par le second de ces remèdes, et je me suis décidé à l'employer immédiatement. L'événement ayant justifié l'entreprise, il ne me reste qu'à m'en féliciter.

« L'idée de la reprise *d'une conférence* belge à Londres est de celles qui sont *mort-nées.* Pour notre part, nous n'y serions point entrés, et je doute fort qu'à Saint-Pétersbourg on y eût été plus disposé que nous ne l'avons été. Ma courte dépêche de ce jour vous rendra parfaitement claire la marche que notre esprit a suivie dans l'affaire, et il a suffi que nous eussions saisi celle-ci sous le point de vue sous lequel elle s'est présentée à nos regards, pour qu'une *conférence* ait dû nous paraître une forme inadmissible dans l'occasion.

« La nuance que le Gouvernement français entend s'approprier dans

UNION POSTALE DE L'AUTRICHE ET DE L'ALLEMAGNE.

1442. Metternich à Kübeck (Note). Vienne, le 5 janvier 1842.

1442. J'ai examiné la note que Votre Excellence m'a adressée le 5 décembre de l'année dernière, note relative à la création d'une union postale de l'Allemagne sous les auspices de l'Autriche; je l'ai étudiée avec l'attention que comporte le grand intérêt que présente cette question, et je me trouve aujourd'hui en mesure de répondre à la demande que vous avez bien voulu m'adresser.

Je ne puis qu'approuver sans restriction l'idée considérée en elle-même, l'idée telle que Votre Excellence l'a conçue, savoir, qu'à la suite d'une entente générale des États de l'Allemagne, la correspondance entre eux serait facilitée si l'on adoptait un tarif postal uniforme, simple et modéré. La réalisation de cette idée ne manquerait pas de donner une impulsion plus vive au mouvement postal, d'augmenter ainsi les recettes des États, de simplifier l'administration, enfin de prendre le caractère d'un véritable bienfait, en supprimant l'affranchissement forcé, cette mesure incommode qui est en vigueur aujourd'hui, particulièrement pour la correspondance entre l'Autriche et les autres États de la Confédération...

Mais plus il me paraît désirable d'atteindre le but dont il s'agit, plus je pense que pour y parvenir tout à fait sûrement, il ne faut s'en approcher que pas à pas. Comme Votre Excellence le remarque fort justement, les négociations relatives à un objet compliqué qui touche à tant d'intérêts grands et petits, l'entente à poursuivre avec une foule de petits États qui

l'affaire lui est commandée par la circonstance. Il fera accroire aux Chambres que c'est lui qui n'a pas voulu de l'union, et cela parce que l'idée a rencontré de l'opposition *en France*. S'il entrait dans une autre voie, il perdrait le procès; il faut donc ne point le gêner dans celle qu'il a choisie, et cela non dans l'intérêt gouvernemental français, mais bien dans celui de la défaite du projet d'union douanière. » (*Note de l'Éditeur.*)

ne sont pas toujours accessibles aux raisons d'une saine politique, et auxquels vient se joindre encore la maison de la Tour et Taxis avec ses intérêts divergents et ses légitimes prétentions à une indemnité, toutes ces négociations, dis-je, rencontreront de grandes difficultés. Je regarde même ces difficultés comme insurmontables, tant que cette affaire, qui doit être négociée avec tant d'intéressés différents, ne reposera pas sur une base solide et que cette base ne sera pas acceptée par quelques-uns du moins. Plus sera grand le nombre de ceux qu'on aura gagnés pour la base à donner à l'affaire, plus il sera peut-être facile de rendre ce parti plus compacte encore par l'accession ultérieure d'autres intéressés.

Je suis donc d'avis que, de notre côté, il faut tâcher de gagner pour le système à introduire dorénavant chez nous, c'est-à-dire pour celui de l'abaissement du tarif postal, du tarif à deux degrés, nos plus proches voisins, c'est-à-dire la Bavière, la Saxe et la Prusse. Ces pays formeraient ainsi le noyau d'une union plus étendue. Les avantages du système sont si évidents, l'expérience de chaque jour les ferait sauter aux yeux de tout le monde à tel point, que le désir de s'y associer gagnerait les États limitrophes, amènerait une extension tous les jours plus considérable du système, et hâterait le moment où toute l'Allemagne ferait partie de l'union.

C'est en suivant une marche pareille, c'est en s'avançant pas à pas, que le Zollverein prussien s'est formé jadis. C'est avec le grand-duché de Hesse seul que la Prusse a commencé à mettre en pratique le système créé par elle ; aujourd'hui, ce système embrasse la grande majorité des pays de la Confédération germanique, en dehors des États de l'Autriche.

Dans le cas où Votre Excellence approuverait les vues que je lui soumets, il y aurait lieu de suivre la marche désignée par Elle, avec cette seule différence que les idées relatives à la création de l'union postale, au lieu d'être communiquées à tous les États en même temps, ne le seraient d'abord qu'à nos plus proches voisins, et même à l'État particulier auquel on s'adresserait dans cette question. Conformément à votre proposition, je me ferais un devoir d'appuyer auprès des Gouvernements

intéressés le memorandum que Votre Excellence aurait soin de rédiger ; j'aurai soin de le soutenir par les voies diplomatiques, et d'abord confidentiellement *...

SITUATION DE METTERNICH VIS-A-VIS DE LA RUSSIE.

1443. Metternich à Woyna, à Saint-Pétersbourg (Lettre).
Vienne, le 12 avril 1842.

1443. Il ne m'arrive pas souvent de vous écrire, et la raison en est dans la situation même où se trouvent les affaires du moment.

Au fond, nous sommes placés sur la même ligne de principes que la Cour de Russie. *Dans mainte manipulation,* les deux Cours diffèrent par leur marche. Cela est vrai dans toutes les affaires du jour et tient à une cause fondamentale qui réside dans la différence qui caractérise et caractérisera toujours la *politique* de ces Cours. Nous ne cherchons dans les choses que ce qui s'y trouve, sans viser à un autre profit que le triomphe des principes et l'éloignement des chances de confusion qui couvrent le champ politique. En Russie, on cherche bien la même chose, mais, *de plus,* un profit isolé quelconque. Cette vérité est palpable dans toutes les affaires ; elle l'est dans le genre de relations que M. de Brunnow, par ses soins minu-

* Par suite de l'établissement de la double taxe postale de 6 et de 12 kreutzers, fixée légalement pour l'Autriche (à la suite de la résolution souveraine du 2 février 1842), la première condition de l'ouverture des négociations à engager avec les Etats de la Confédération germanique, relativement à la création d'une union postale allemande sur la base d'un tarif postal à adopter uniformément par les États de l'union, se trouvait remplie. Aussi entama-t-on immédiatement des négociations particulières avec les États voisins désignés par le prince de Metternich, négociations qui amenèrent, le 10 août 1842, la convention postale conclue avec la Bavière; le 28 novembre 1842, la convention signée avec la Saxe, et, le 3 janvier 1844, la convention conclue avec la Prusse. L'union postale de l'Autriche et de l'Allemagne, préparée par toutes ces mesures, ne devint une réalité qu'au mois d'avril de l'année 1850. (*Note de l'Editeur.*)

tieux, cultive en Angleterre; dans le refroidissement des rapports entre la Russie et la France; elle se prononce enfin d'une manière incontestable dans les questions qui ont trait aux affaires de Syrie. Dans une question pareille, que nous impose la sagesse? Si je comprends sa voix, elle me dit de toujours avancer, et d'éviter les explications qui ne sont pas strictement nécessaires. *Faire bien dans les voies droites et plus faire que dire,* voilà la règle que nous nous sommes imposée, et cela bien particulièrement dans nos procédés envers la Cour de Russie, à laquelle nous n'avons rien à apprendre sur notre compte, et de laquelle il ne saurait rien nous arriver que nous ne sachions ou pressentions. Si nous parlons beaucoup en Angleterre, c'est que nous avons la conviction qu'il y a beaucoup à apprendre aux ministres anglais. Dans notre réserve à l'égard de Saint-Pétersbourg, il y a ainsi même quelque chose de tout à fait flatteur pour son Cabinet.

Il y a un côté de la marche russe qui est effrayant, et qui prépare de bien grands embarras à l'Empereur et au pays, c'est la persécution religieuse. Les nuages ne font encore que s'accumuler; la foudre finira par éclater. Les choses ne sont pas mûres pour notre action. Nous nous taisons dès lors, en suivant la voie qui seule se trouve à notre disposition. Ce n'est pas de l'indifférence de notre part, mais de la sagesse.

INTRODUCTION DE LA CHARTE DE DOM PEDRO DANS LE PORTUGAL.

1444. Metternich au baron de Marschall, à Lisbonne (D.).
Vienne, le 27 avril 1842.

1444. J'ai reçu successivement tous les rapports que Votre Excellence m'a adressés depuis son arrivée à Lisbonne, y compris celui du 11 de ce mois.

Si je me suis abstenu jusqu'ici d'y répondre, ce n'est certes pas que ces rapports fussent dépourvus d'intérêt, mais parce

que je n'avais aucune instruction spéciale à vous donner, Monsieur le baron, et que celles qu'aurait réclamées la dernière crise seraient en tout cas arrivées après coup.

Je n'hésite nullement à vous exprimer avec franchise l'opinion du Cabinet de Sa Majesté l'Empereur sur l'événement grave qui a changé subitement la forme du Gouvernement en Portugal *. Le moyen employé pour substituer la Charte de Dom Pedro à la constitution de 1838 nous a paru condamnable et dangereux comme *précédent;* nous nous sommes donc sincèrement félicités en apprenant que la Couronne n'avait été pour rien dans cette intrigue. En ce qui concerne la valeur *relative* des deux constitutions, nous ne sommes point aveugles sur ce qu'il peut y avoir de meilleur dans la Charte que dans la constitution de 1838; elle renferme plus de garanties en faveur des principes monarchique et aristocratique, et nous sommes d'avis que si le changement opéré est habilement exploité, non dans l'intérêt d'un parti, mais dans celui du pays et du Trône, le pouvoir et la nation portugaise pourront y gagner.

Voilà, Monsieur le baron, l'impression que cet événement nous a laissée, et c'est aussi le point de vue sous lequel M. le maréchal Saldanha me l'a constamment représenté. Le langage de cet envoyé, qui se montre l'organe fidèle de sa Souveraine, a toujours été conforme à l'opinion que vous me dites être celle de sa Cour, et je ne puis par conséquent m'expliquer d'où proviennent les doutes que le Roi vous a manifestés à cet égard dans l'entretien dont il vous a honoré; je prie Votre Excellence de s'appliquer à détruire une prévention qui n'est nullement fondée**.

* On sait qu'à la suite d'un mouvement populaire la municipalité de Lisbonne avait demandé le rétablissement de la Charte de Dom Pedro. La Reine y consentit et nomma le duc de Terceira président du Conseil des ministres et ministre de la guerre. (*Note de l'Éditeur.*)

** Dans une lettre antérieure, datée du 4 mars et adressée à M. de Thom, à Paris, le prince de Metternich écrivait relativement à l'introduction de la Charte dans le Portugal : « Le Portugal et l'Espagne font et défont leurs lois fondamentales au gré des baïonnettes. Le Gouvernement espagnol a offert son appui à la Reine de Portugal. Que devient ici le principe de non-interven-



FÊTE DE LA POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DU DÔME DE COLOGNE.

EXTRAITS DE LETTRES PARTICULIÈRES ÉCRITES PAR METTERNICH A SA FEMME, DU 3 AU 4 SEPTEMBRE 1842.

Cologne, 3 septembre 1842.

1445. ...Le Roi est arrivé à huit heures. Il boite encore, mais cela ne l'arrête pas dans son activité. L'Archiduc (Jean) est arrivé une demi-heure avant lui. J'ai été le voir immédiatement. Canitz et Bülow sont venus chez moi au sortir de l'audience de Sa Majesté, où se sont présentés les gens du pays.

Voici ce qui est arrêté quant à moi. Le Roi va demain à huit heures à *son* église. A neuf heures et demie commence la cérémonie à la cathédrale ; il y aura une grand'messe, à laquelle assistera le Roi et où je rencontrerai pour la première fois la Cour. Puis il y aura la pose de la pierre, et à la suite de cette cérémonie un déjeuner dînatoire de sept cents personnes. Puis tout sera dit, à une illumination près, que je n'irai pas voir. Je verrai le Roi chez lui après le soi-disant déjeuner.

Le Roi m'a faire dire par le baron de Bülow qu'il est parfaitement d'accord avec mon plan de campagne. Ce qu'il veut, c'est que j'aille dîner chez lui après-demain à Brühl. J'ai accepté, car ce château est près de Bonn. J'en repartirai après le dîner pour aller coucher à Coblentz, et je vous arriverai avec le premier bateau à vapeur le 6, pour le dîner. Le Roi est charmé de mon projet de le rejoindre à Coblentz.

Lord et lady Westmoreland sortent de chez moi. Ils viennent d'arriver, lui de Düsseldorf, et elle de Londres. Le duc de Cobourg n'est pas ici; il paraît s'être ravisé.

Voilà tout ce que je sais ce soir. Il me paraît que demain je n'en saurai guère davantage.

tion? Quelle est la voix, dans le camp des prétendus libéraux, qui se serait prononcée contre le secours qu'Espartero était prêt à accorder aux septembristes? » (*Note de l'Editeur.*)

4 septembre.

1446. Je vous écris, ma bonne amie, à la fin d'une longue mais belle journée. Je commencerai mon récit par vous dire que je ne suis pas plus fatigué que si j'avais passé mon temps à faire ce qui entre dans mes habitudes journalières. Cela dit, voici ce qui s'est passé.

A neuf heures, je suis allé chez l'Archiduc avec ma suite, et nous nous sommes rendus ensemble au rendez-vous, qui était fixé devant le grand portail du Dôme. Le Roi est arrivé quelques minutes après nous; il a salué la compagnie et m'a sauté au cou (prenez la phrase à la lettre); là, on a attendu quelques instants, puis on est entré processionnellement dans l'église, dont la nef, que vous avez vue obstruée par des échafaudages, est déblayée sans être plus avancée qu'elle ne l'était l'année dernière. L'archevêque Geissel attendait Leurs Majestés à l'entrée, et s'est, comme de juste, borné à les saluer et à adresser au Roi un fort beau discours. Le Roi n'a pas pris place sous le dais, mais sur une banquette ornée. Les princes de la maison et les étrangers ont occupé le reste du chœur. La grand'messe a été parfaite, mais trop longue comme musique; elle a duré près d'une heure trois quarts. Je vous conterai de vive voix ce qui est relatif aux nuances délicates. On voit que l'archevêque entend son métier et que le Roi entend le sien. L'affaire terminée, on s'est rendu sur une estrade près de la façade de l'église. Là, a commencé la cérémonie de la pose de la pierre, qui a bien duré deux heures et demie. Il y a eu quatre harangues, dont la première a été prononcée par le Roi avec une grande éloquence. Puis on s'est réuni sous une immense tente, où sept cents convives ont trouvé leur couvert mis. J'ai lieu de croire que toutes les tables ont été bien servies; celle du Roi l'était parfaitement.

Puis je suis rentré chez moi après huit heures de plaisir. C'est ce que vous dormez d'heures!

Maintenant, parlons de l'édifice. Vous ne vous faites pas une idée de la beauté du chœur, ni de tout ce qui y a été fait depuis

notre dernière visite. Je vous expliquerai tout cela, car il me faudrait trop de temps pour l'écrire, et c'est ce temps que je ne trouve pas, tant je suis abîmé de visites de princes et d'amis. Les premiers que j'ai eu le bonheur de rencontrer, ce sont le major Call, qui revient du fond de la Norvége, et le général Crossard, qui vient du Rennweg. Puis Humboldt, Bülow, Canitz, tous les ministres prussiens, passés, présents et futurs, tous les grands et petits ducs, princes et comtes, de toutes les parties de l'Allemagne, tous les prêtres du diocèse de Cologne, et tous les parents et amis de la famille Leiden, etc.

Tout Cologne navigue, à l'heure où je vous écris, sur le Rhin, pour voir l'illumination de ses bords. Vous savez que je n'aime pas ce genre de spectacle, et vous comprendrez que j'aie préféré saisir ce moment pour vous écrire.

Notre plan de voyage reste fixé ainsi que je vous l'ai annoncé hier.

Le Roi de Hanovre est resté à Düsseldorf *fort gravement* malade. Il s'est rendu souffrant à force de voyager vite, de prendre froid et de ne pas vouloir se priver de parades et de manœuvres. Le Roi de Prusse souffre encore de la goutte au pied et n'entend pas raison davantage. Il n'y a que moi qui sache me contenter de huit heures de fêtes, d'un dîner de sept cent vingt personnes et de soixante-quinze ou quatre-vingts visites. Il n'y a également dans tout Cologne que moi qui préfère vous écrire à naviguer sur le Rhin pour voir du suif en fusion.

VICTOIRES DE L'ANGLETERRE EN CHINE ET AUX INDES.

1147. Metternich au baron de Neumann, à Londres (D.). Vienne, le 24 novembre 1842. — 1148. Metternich au baron de Neumann, à Londres (D.). Vienne, le 9 décembre 1842.

1147. Une estafette arrivée ici il y a peu de moments m'a apporté un rapport de notre consul général en Égypte, dont

la feuille de Bombay ci-jointe, qui venait d'arriver à Alexandrie par la voie de Suez, formait l'annexe *.

Il n'est guère permis de douter que les importantes nouvelles que renferme cette feuille seront connues à Londres avant que la présente dépêche puisse vous arriver; néanmoins, je n'ai point voulu manquer de vous transmettre la feuille de Bombay, pour le cas où quelque accident de mer dans la Méditerranée aurait retardé l'arrivée d'une nouvelle dont, pour ma part, j'offre mes plus sincères félicitations au Gouvernement britannique.

Metternich au baron de Neumann, à Londres (D.). Vienne, le 9 décembre 1842.

1448. Les nouvelles les plus récentes de l'Inde servent à compléter les succès des armes britanniques en Chine **. Je n'ai plus rien à vous apprendre sur la part que nous prenons à ces glorieux événements. Ce n'est pas la Cour seule qui s'y intéresse; ce sentiment est franchement partagé par le Gouvernement et par l'Empire!

La précédente administration s'appliquera sans nul doute à utiliser ces succès dans l'intérêt de son parti; cette prétention ne sera accueillie nulle part. Les opérations dirigées contre la Chine, de même que celles qui l'ont été dans l'Asie centrale, étaient des entreprises audacieuses et condamnables sous tous les rapports politiques et même simplement moraux. Si le succès a couronné l'une de ces entreprises, le pays seul peut en réclamer le profit, et non les ministres, qui ont exposé celui-ci à des sacrifices immenses sans aucune chance de compensation.

La guerre sur la rive droite de l'Indus est un sujet de reproche qui pèsera sur le Cabinet whig comme l'une de ces

* Cette feuille contenait la nouvelle de la conclusion du traité de Nanking, signé, le 29 août, entre l'Angleterre et la Chine, traité aux termes duquel l'île de Hong-kong fut cédée aux Anglais et les portes de Canton, d'Amoy, du Ningpo, de Tschingaï et de Fou-tcheou-fou furent ouvertes au commerce de toutes les nations. *(Note de l'Éditeur.)*

** Les nouvelles des Indes concernaient la défaite complète essuyée par Méhémet-Akhbar-Khan à Tezeen, et la prise de possession de Caboul par le général Pollock. *(Note de l'Éditeur.)*

fautes où les Empires jouent de bonheur quand ils ne succombent pas ! Ce qui en tout état de cause est digne des plus grands éloges, c'est la bravoure des armes anglaises, et la constance avec laquelle elles ont supporté les plus dures épreuves.

A mon avis, la bonne fortune *de la fin* est complète, en ce que les deux succès arrivent dans un moment où l'Angleterre avait besoin d'un incident pareil pour retremper l'esprit conservateur dans le pays. Ce point semble assuré, et j'y attache une haute valeur.

Je vous laisse carte blanche, Monsieur le baron, pour traduire nos impressions à l'égard de ces divers événements, et exprimer la satisfaction qu'ils nous causent. Vous ne courrez pas le risque de rien exagérer.

1843.

EXTRAITS DU JOURNAL DE LA PRINCESSE MÉLANIE.

DÉTAILS BIOGRAPHIQUES.

1449. Vienne (du 1er janvier au 29 juin). — 1450. Saison de bains à Ischl (du 30 juin au 10 août). — 1451. Retour à Vienne par la Bohême (du 12 août au 28 décembre).

VIENNE.

1449. Incident comique du jour de l'an. — Aphorismes. — Mort du Père Schmid. — Anniversaire. — Les Turcs. — Une statue de Gandolphi. — Chez l'envoyé américain. — Le Père Henri Gasser. — Promenade à travers les faubourgs. — Comète. — Benoni. — Fêtes et réjouissances en l'honneur de l'Archiduc Charles. — Dîner chez l'Archiduc Charles. — Première communion de Mélanie. — Le *Barbier de Séville*. — Les Milanollo. — Mort du petit Léon Sándor. — Voyage à Presbourg. — Rifaat et Reschid-Pacha. — Retour à Vienne. — Le comte et la comtesse Woronzoff. — Flore Wrbna. — Comédie jouée en anglais par les enfants. — L'Ordre de Catherine. — Un phrénologue américain.

Vienne, le 1er janvier 1843.

1449. Un domestique, qui est entré dans mon cabinet à sept heures du matin, a été tellement effrayé par le masque



et le costume que ma sœur Émilie y avait laissés hier soir, qu'il s'est mis à crier au secours par toute la maison. C'était en effet un spectacle à faire peur, car le tout ressemblait à une femme portant une hotte sur son dos et paraissant accroupie à terre ou à genoux. La frayeur comique qu'a fait naître cet incident a bien fait rire mon bon Clément; cela m'a fait du bien de lui voir commencer l'année si gaiement. Plus tard, il m'a lu des aphorismes qu'il a écrits dans différentes circonstances, et qui contiennent tous des vérités profondes.

Le soir, j'ai eu un rout dans les règles. Environ trois cents personnes sont venues, et le grand salon était plein de monde. Clément a fait sa partie et ne s'est nullement ressenti des fatigues de la journée. Les princes de Bade sont aussi venus chez nous; ils font une excellente impression.

11 janvier.

Ce matin, on m'a annoncé la mort du bon Père Schmid*, ce qui m'a causé un profond chagrin. Je lui ai trouvé l'expression d'un saint; ses traits n'étaient nullement altérés; on aurait dit qu'il nous donnait sa bénédiction du haut du ciel. Tout l'entourage de cet homme si pieux est dans les larmes. Ce qu'on entend raconter de ses derniers moments est entièrement conforme à la sainteté de toute sa vie. J'ai versé des torrents de larmes à la vue de ce cadavre, me souvenant combien de fois celui qui n'est plus m'a consolée et relevée dans les heures les plus douloureuses de ma vie.

30 janvier.

Ce soir, j'ai été particulièrement triste; il y a maintenant douze ans que je suis mariée. Clément m'a dit des paroles si

* François-Séraphin Schmid (né en 1764), chanoine crossé et mitré de l'église de Saint-Étienne à Vienne, prélat de la maison de Sa Sainteté et membre du consistoire archiépiscopal, auteur d'un grand nombre d'écrits religieux. Sa piété l'avait fait choisir comme directeur spirituel par un grand nombre de personnes de la plus haute société de Vienne, d'où lui était venu le nom de Père Schmid, qu'on lui donnait généralement.

(*Note de l'Éditeur.*)

touchantes à cette occasion ; je suis si reconnaissante pour le bonheur que j'ai goûté pendant les années qui viennent de s'écouler ; mais j'ai tellement peur de celles qui vont venir !

8 février.

Ce soir, j'ai eu beaucoup de visites : Éléonore Schwarzenberg, Ida Paar, Henriette Hunyady, Antoinette Khevenhüller sont venues ; les ambassadeurs et tous les Turcs s'étaient aussi donné rendez-vous chez moi, ce qui a fait un nombre de visiteurs assez considérable. L'ambassadeur de Turquie est venu avec son fils et ses drogmans ; Reschid-Pacha, ambassadeur de Turquie à Paris *, qui s'exprime très-bien en français, nous a amené ses trois fils, un, déjà grand, qui semble lui être assez indifférent, — on dit qu'il a répudié la mère de ce jeune homme, — et deux petits garçons qu'il aime tendrement. L'un, âgé de dix ans, a de grands beaux yeux noirs ; l'autre, âgé de onze ans, est très-laid. Tous deux sont très-drôles et très-éveillés. Stürmer a dit à l'aîné de me baiser la main ; mais il s'y est refusé, en disant : « Ce n'est pas l'usage chez nous. » Mon perroquet lui a fait grand plaisir.

10 février.

J'ai eu un grand dîner auquel assistaient tous les Turcs, au nombre de six, grands et petits, Huszar, Ottenfels, Stürmer, la comtesse de Kanitz et les deux ambassadeurs. Richard a dîné aussi avec nous pour amuser nos petits hôtes. Pendant le dîner, Rifaat-Pacha a fait dire par Huszar au petit Turc de onze ans qu'il ne mangeait rien parce qu'il était amoureux, et qu'il avait laissé son cœur à Paris. Le petit Ali-Bey (c'est ainsi qu'il s'appelle, je crois) s'est mis en colère et a répliqué en turc : « Dieu m'en est témoin, il a menti. » Comme les autres con-

* Reschid-Pacha était alors de passage à Vienne ; il se rendait à Constantinople, où il était appelé pour prendre le poste de grand vizir.
(*Note de l'Éditeur.*)

vives continuaient la plaisanterie, il se mit à pleurer et dit en sanglotant : « Attaquer un homme dans son honneur! Moi, je serais épris d'une mécréante, et cela à mon âge! » Nous cherchâmes à le calmer; mais il continua d'une voix étouffée par les larmes : « Voilà comme ils sont : ils vous attaquent dans votre honneur et veulent ensuite réparer le mal. » Son frère, qui était placé à côté de Huszar, dit à celui-ci : « Vous êtes cause que mon frère pleure; pourquoi lui avez-vous dit cela? » Huszar répliqua : « Je suis drogman, et il faut que je traduise ce que me dit l'ambassadeur »; sur quoi l'enfant répondit : « Vous connaissez mal votre devoir; un drogman ne doit pas toujours répéter et traduire ce que lui dit le ministre. » Au moment du départ, je donnai une bague à chacun des petits Turcs.

11 février.

Après le dîner, nous avons assisté à la représentation d'une pièce française, la *Dame de chœurs;* c'est la farce la plus amusante que j'aie jamais vue au théâtre. Il est impossible de mieux jouer; aussi ai-je ri jusqu'aux larmes.

20 février.

J'ai été avec Clément à l'Institut polytechnique, pour voir une statue de Gandolphi qui représente la Politique. L'artiste a eu l'idée de donner à sa statue une belle tête de femme avec les traits de mon mari. L'œuvre est vraiment réussie, et la tête est magnifique; je trouve, il est vrai, qu'elle n'est pas ressemblante, mais l'idée m'a plu.

22 février.

J'ai passé les premières heures de la soirée avec les enfants; à neuf heures, j'ai quitté Clément pour aller au bal que donnait l'envoyé d'Amérique; celui-ci est venu aussitôt au-devant de moi. Il m'a montré un cabinet dans lequel il avait fait dresser une colonne avec mon portrait, au-dessus duquel se trouvait un médaillon de mon mari. La niche où nous étions pla-

cés, était ornée de fleurs et brillamment éclairée. Quelqu'un a prétendu que j'étais là pour montrer aux arrivants que je représentais la maîtresse de maison. Jenifer avait écrit à mon mari pour le prier de venir assister à son bal; mais Clément s'est fait excuser auprès de lui par mon intermédiaire. Le nombre des invités n'était pas trop considérable, et l'arrangement des salons attestait un goût irréprochable. On a dansé beaucoup et avec entrain; le souper a été agréable et parfaitement servi. A table, je me suis trouvée entre le prince Gustave Wasa et le prince héritier de Bade. J'ai dansé deux quadrilles, le premier avec Szapary, le second avec Jenifer; il était quatre heures et demie quand je suis rentrée. En quittant la salle de danse, j'ai été prise d'un profond sentiment de tristesse; j'ai assisté à un galop qui m'a rendue toute mélancolique. Il y a de longues années que je n'ai pas entendu la musique de cette danse; je me trouvais si vieillie, et cet air éveillait en moi tant de souvenirs, que j'en suis restée tout attristée. A mon retour, j'ai trouvé Clément plongé dans un profond sommeil, et j'en ai remercié Dieu!

9 mars.

Je suis restée longtemps chez Clément. Il a causé longuement avec Jarcke d'un Berlinois qui est arrivé ici et qui fait beaucoup parler de lui. C'est un protestant converti; il est même Franciscain. Hier je l'ai vu chez mon mari; il a fait une mauvaise impression sur moi, et il m'a l'air d'être un charlatan. Son nom figure souvent dans les journaux; il s'appelle le Père Henri Gasser. Il prétend qu'un rapprochement peut avoir lieu entre les deux religions; que le Roi de Prusse se convertira au catholicisme, et qu'ainsi s'accomplira dans la personne de Frédéric-Guillaume IV une ancienne prédiction qui donne à un Roi catholique de Prusse le titre de chef du Saint-Empire romain. Il veut faire croire qu'il possède une grande influence sur le Roi et sur la Reine, et, quand on lui en parle, il se retranche derrière des indications mystérieuses; bref, il ne me plaît pas. Le général des Franciscains à Rome, qui est à la tête de tout l'Ordre, l'a appelé dans cette ville parce qu'il veut, je

crois, remédier au mal que l'esprit remuant et fantasque de cet homme a fait en Allemagne.

13 mars.

J'ai fait avec Clément une promenade tout à fait originale à travers les faubourgs de Josephstadt, de Schottenfeld, etc. C'est un monde que je ne connaissais pas du tout; cette excursion nous a beaucoup amusés.

17 mars.

A sept heures et demie, Charles Hügel est venu pour informer Clément de l'apparition d'un phénomène météorologique. Nous avons attentivement regardé le ciel, et nous avons vu une raie lumineuse qui ressemblait à la queue d'une comète sans noyau. Hügel est allé à l'Observatoire, où il a trouvé réunis tous nos savants. Ceux-ci ont déclaré qu'ils n'avaient jamais vu rien de pareil, ce qui ne prouve rien ni pour eux ni pour la chose elle-même.

29 mars.

La femme de l'ambassadeur de France a été chez moi pour me prier de distribuer quelques billets pour le bal qu'elle veut donner au profit des victimes de la catastrophe de la Guadeloupe. Elle se met très-vigoureusement à l'œuvre, car ce bal, dont elle n'a eu l'idée qu'il y a cinq ou six jours, est déjà tout organisé.

30 mars.

Ce soir, j'ai été chez la comtesse de Taaffe, qui donnait un concert où les morceaux de son jeune protégé Benoni ont été exécutés. Il y avait là une foule de monde. Donizetti a joué du piano; il a dirigé l'exécution des morceaux de musique, qui étaient réellement remarquables.

1er avril.

La princesse Paul Esterhazy portait un magnifique costume au carrousel *. La jeune et jolie madame de Wolkenstein n'était pas, selon moi, en beauté; le public a été d'un autre avis, ce qui prouverait que j'ai tort.

Nous avons attendu longtemps la princesse Fanny Liechtenstein; ensuite nous avons défilé devant la Cour. Nos cavaliers nous accompagnèrent à nos places, qui étaient parfaitement disposées. Nous avions le corps diplomatique derrière nous, pendant que la Cour était placée encore plus haut. Des acclamations générales accueillirent l'illustre Archiduc Charles lorsqu'il entra tenant l'Impératrice par la main. Le manége présentait un magnifique coup d'œil, et nos cavaliers se sont distingués. Rodolphe Liechtenstein s'est fait remarquer entre tous et a fait l'impression la plus favorable. Trauttmansdorff, Sándor et Nicolas Esterhazy, mon frère Emmanuel et le prince Lobkowitz ont aussi fait merveille.

3 avril.

Le dîner de l'Archiduc Charles était fort beau. On a fait la remarque que le nombre des années de tous les convives réunis allait au delà de l'année de la naissance de Jésus-Christ. L'Archiduc a bu d'abord à la santé de ses hôtes; l'Archiduc Jean lui a répondu en termes très-touchants, au nom des invités et de l'armée. Clément m'a défendu d'assister à la répétition du carrousel, à cause de mon rhume de cerveau; j'en ai été désolée, parce qu'ainsi j'avais l'air de m'éloigner à dessein de la fête. La journée du 1er a été consacrée à l'Archiduc; celle du 2 appartenait au public; comme la princesse de Liechtenstein n'a pas voulu venir non plus, et que mademoiselle de

* La veille du jour où, cinquante ans auparavant, l'Archiduc Charles avait reçu la grand'croix de l'Ordre de Marie-Thérèse, il y eut, en l'honneur de cette fête, un brillant carrousel au manége impérial; c'est de ce carrousel qu'il est question ici. (*Note de l'Éditeur.*)



Flahault s'est dispensée d'apparaître parce que c'était le jour anniversaire de la mort de sa sœur, on a pu croire que nous nous étions absentées exprès pour faire pièce au public; je regrette fort d'avoir été au nombre des personnes qui manquaient.

5 avril.

Il y avait un vent tellement violent que je n'ai pas pu sortir pour voir la revue qui avait lieu sur les glacis. L'Empereur a remis au héros de la fête la décoration en brillants de l'Ordre de Marie-Thérèse, au milieu des acclamations de l'armée et de la population qui était accourue en foule. On dit que la cérémonie a été magnifique; l'Archiduc Jean a prononcé un beau discours, auquel l'Archiduc Charles a répondu en termes très-émus.

17 avril.

Clément m'a dit hier qu'il voulait absolument aller avec nous chez le nonce, pour le prier d'assister à la première communion de Mélanie, afin que l'enfant se rappelle toujours qu'il a été présente à cette imposante solennité. Avant la communion, le nonce a prononcé une courte mais charmante allocution, et une autre avant de donner la bénédiction. Ses paroles respiraient tellement la douceur et la bonté, qu'elles nous ont été droit au cœur, et que ma sœur Émilie et moi nous avons fondu en larmes. Clément a fait cadeau à Mélanie d'un bracelet portant la date de ce beau jour.

19 avril.

Clément a endossé l'uniforme dès le matin pour présenter ses hommages à l'Empereur, qui célèbre aujourd'hui le cinquantième anniversaire de sa naissance.

Nous avons assisté à une excellente représentation du *Barbier de Séville*. Madame Garcia, ou plutôt Viardot, sœur de la Malibran, chante merveilleusement dans cet opéra, et il faut bien qu'elle déploie un talent extraordinaire

pour faire oublier son manque de beauté. Ronconi est un Figaro accompli; bref, depuis Lablache et madame Fodor, cet opéra n'avait jamais été aussi bien rendu. Le théâtre était illuminé en l'honneur de l'Empereur. Sa Majesté est venue avec toute la Cour et a été accueillie par de chaleureux vivat.

24 avril.

L'affaire serbe a été enfin réglée à Constantinople, ce qui fait grand plaisir à Clément.

30 avril.

A huit heures, j'ai assisté à un concert donné à la Cour en l'honneur du prince Charles de Bavière. Il était parfaitement réussi; Ronconi, madame Viardot, la jeune Neumann, qui s'est fort distinguée, et Thalberg, qui a joué d'une manière admirable, avaient prêté leur concours à cette fête. Il y a ici deux Italiennes (Milanollo), dont l'une a, je crois, douze ans et l'autre neuf, et qui jouent du violon d'une façon magistrale; on prétend qu'elles sont aussi fortes que Paganini lui-même. Je n'ai entendu que la plus jeune, qui est charmante et qui joue d'une manière tout à fait remarquable.

15 mai.

C'est aujourd'hui le soixante-dixième anniversaire de la naissance de mon mari. Ce matin, au réveil de mon pauvre Clément, j'ai dû lui annoncer la mort de son petit-fils Léon Sándor et lui dépeindre la douleur de sa fille chérie, dont la vie est empoisonnée pour toujours, car cet enfant était la joie de toute la famille. Le 15 mai de cette année avait fait naître chez nous bien des appréhensions; nous avions eu si peur pour notre pauvre bon Clément à cause de son âge! Nous attendions avec impatience l'arrivée de ce jour, qui devait être pour tous un jour de bonheur; mais quelle douleur ce jour n'a-t-il pas apportée à chacun de nous et à lui, qui a déjà tant souffert! La pauvre Léontine disait qu'elle avait fait ce sacri-

fice à Dieu, et qu'il valait encore mieux qu'il en fût ainsi que si le Ciel lui avait pris son père; puisse la divine Providence tenir compte de sa douleur en prolongeant l'existence de celui qui nous est si cher à tous! Il est impossible que le Ciel laisse d'aussi nobles sentiments sans récompense. Je ne dirai rien des tristes heures que j'ai passées le 15. Je n'avais pas la force de regarder mes enfants, qui n'osaient pas présenter leurs compliments à mon pauvre mari. Voilà donc ce beau jour gâté pour toute la vie.

Presbourg, le 18 mai.

J'ai fait les préparatifs nécessaires pour notre installation dans la villa, parce que nous voulons y descendre à notre retour de Presbourg. Nous avons dit tristement adieu à tout le monde, car un tel voyage est pénible quand on est tourmenté par la douleur et par l'inquiétude; or, je ne puis me défendre d'être inquiète. A deux heures et demie, mon mari, Clément Hügel et moi, nous nous sommes embarqués sur le bateau à vapeur. Nous avons trouvé le bateau *la Ville de Vienne* disposé d'une façon très-élégante et très-jolie. La Cour n'est venue qu'à trois heures et demie. Thérèse Fürstenberg, Dietrichstein, Ségur, Mittrowsky, Kolowrat, Wratislaw et Gervay étaient avec nous à bord. A six heures, nous avons débarqué; sur la rive était réunie une foule immense, qui a accueilli l'Empereur par des acclamations enthousiastes. Nous sommes descendus chez Sophie Esterhazy, en face de la maison Viczay.

19 mai.

Mon mari a passé la matinée à recevoir des députations et des visites de tout genre. L'Impératrice a aussi reçu des députés; on dit qu'elle s'est très-bien tirée de son allocution en latin.

Nous avons été au théâtre paré; le prince de Hesse, héritier du trône de Danemark, y est aussi venu. Nous avons vivement excité la curiosité du public en faisant venir dans

notre loge l'ambassadeur de Turquie Rifaat-Pacha, qui vient d'être nommé, à la grande satisfaction de mon mari, reis-effendi et ministre des affaires étrangères. On espère que Reschid-Pacha sera chargé des fonctions de grand vizir, ce qui contribuerait à mettre un peu d'ordre dans les affaires de la Turquie.

20 mai.

A onze heures, j'étais en costume hongrois chez l'Impératrice, avec Fanny Zichy, madame de Mailath, Zdenka Palffy et la comtesse Rosine Esterhazy. L'Impératrice était fort belle, et sa toilette lui allait à merveille. L'Empereur a lu le discours d'ouverture. Clément a été accueilli par des acclamations lorsqu'il est entré dans la salle. L'Impératrice a été saluée chaleureusement; bref, tout s'est bien passé. Mes frères nous ont apporté la nouvelle que les propositions avaient été accueillies très-favorablement dans la Chambre haute.

Vienne, le 22 mai.

Nous avons fait nos préparatifs de départ, et à dix heures nous attendions la Cour à bord du bateau à vapeur. L'Impératrice nous a laissé pleine liberté; nous avons donc fait une partie de whist avec Ségur, Dietrichstein, Wratislaw et Thérèse Fürstenberg. A six heures, nous sommes arrivés à Vienne.

Du 23 mai au 29 juin.

Mercredi, nous avons eu un grand dîner en l'honneur du comte et de la comtesse Woronzoff, que Medem nous a présentés; le comte garde un grand attachement pour Vienne, où ils ont demeuré, je crois, il y a vingt ans. En ce temps-là, il s'occupait beaucoup des beautés de notre capitale, parmi lesquelles Flore Wrbna était une des plus fêtées. Kœnneritz et le baron de Seebach, ministre plénipotentiaire de Saxe à Saint-Pétersbourg, qui y a épousé il y a quelques années la fille de Nesselrode, ont également dîné avec nous.

Les enfants nous ont régalés d'une représentation en anglais assez mal réussie, mais dont ils étaient cependant très-fiers; les précepteurs surtout étaient persuadés qu'on ne pouvait assez admirer les merveilleux talents que déployaient leurs élèves. Richard a joué d'une manière horrible; Mélanie en a fait autant; le petit Traun a été certainement le moins mauvais de tous; les petits Taaffe ont été faibles, ainsi que les petits Bombelles. Ils ont très-bien récité leurs leçons, mais ils n'ont pas joué la comédie. Les ambassadeurs Flahault et Gordon ont assisté à cette pitoyable représentation et ont montré beaucoup d'indulgence et de bonté.

Lorsque mon salon se fut un peu vidé, nous fîmes notre partie de whist; Clément me dit alors que Medem avait été chargé de me remettre la décoration de l'Ordre de Catherine, avec une lettre de l'Impératrice, qui me la confère. Il m'a fallu, à la suite de cette grande faveur, écrire à l'Empereur, à l'Impératrice et au comte de Nesselrode. Lorsque, le lendemain, la nouvelle de l'événement fut connue en ville, tous les Russes accoururent, de près et de loin, pour me féliciter. Je donnai ensuite un dîner aux Butenieff, aux Woronzoff, etc.

A Vienne se trouve un phrénologue américain qui fait beaucoup de bruit dans la société. Il donne des séances dans lesquelles il dit des vérités plus ou moins désagréables aux personnes présentes. Herminie et Victoire Redern ont assisté à une de ces séances, où Arthur Batthyany et d'autres messieurs ont eu à subir une épreuve qui n'était rien moins qu'amusante. Du reste, ce phrénologue me fait l'effet de n'être qu'un fameux aventurier.

SAISON D'EAUX A ISCHL.

1450. Voyage à Gmunden et à Ischl. — Séjour dans cet endroit. — Voyage de Custine en Russie. — Établissement de Wierer pour des enfants pauvres. — Mariages dans les hautes sphères. — Mademoiselle Craling. — Affaires de Bohême. — L'horizon politique se couvre de nuages. — La comtesse de Sickingen. — Mariage de l'Archiduc Albert. — Chez l'Archiduchesse Sophie. — Pierre d'Arenberg. — Affaires d'Espagne. — Rivalité entre l'Angleterre et la France. — Simony. — Situation intérieure.

Gmunden, du 30 juin au 1er juillet.

1450. Il en a bien coûté à ma pauvre maman de se séparer de moi. Moi-même j'étais profondément émue, et je regrettais amèrement de la quitter. Dieu sait si, quand nous nous reverrons, nous n'aurons pas à déplorer l'affreux malheur de la perte de ses yeux; que Dieu la protége, ainsi que nous! A Nussdorf, nous avons trouvé Blacas, Schulenburg et quelques autres, qui ont pris congé de nous; quant à Szapary, Louis Karolyi et mon frère Victor, ils se sont embarqués avec nous. Nous nous sommes trouvés sur le meilleur bateau, le *Jean*, avec le superbe capitaine Mayer, dont la réputation est extraordinaire. Léontine nous y attendait avec sa petite fille et la gouvernante. La journée que nous avons passée sur le Danube a été pluvieuse et froide; nous avons charmé nos loisirs en jouant au whist, sans parler du dîner et du thé. La nuit a été très-pénible; le mouvement du bateau était presque insupportable; il faisait un temps horriblement pluvieux, et il régnait une obscurité complète, ce qui ne nous a pas empêchés de continuer heureusement notre voyage. Le 1er juillet, à une heure, nous sommes arrivés à Linz, où nous attendaient les chevaux de poste. Une pluie battante nous a accompagnés pendant une grande partie du chemin. A sept heures du soir, nous sommes arrivés à Gmunden, dont le beau lac était tout à fait caché par la pluie et le brouillard. Après notre dîner, Potocki est venu pour nous rassurer relativement à la route qui conduit à Ischl : on avait dit qu'elle était impraticable par suite du débordement de la Traun.

Ischl, 2 juillet.

Nous avons eu un temps assez favorable, ce qui nous a permis de jouir des beautés du lac de Traun et des magnifiques montagnes qui l'encadrent. La contrée est ravissante, et l'on voudrait rester toujours ici avec ce que l'on aime. Nous avons tâché d'assister à une messe à Gmunden, ce qui n'a pas été tout à fait facile, et à onze heures nous nous sommes embarqués sur le petit bateau à vapeur qui porte le nom de *Sophie,* et qui est une vraie miniature. La traversée, sur cette eau si pure et si transparente, est vraiment divine. Je n'ai jamais vu d'aussi belles montagnes, une aussi fraîche verdure et d'aussi énormes rochers. A une heure et demie, nous sommes arrivés à Ebensee, et en un peu plus d'une heure nous avons atteint Ischl, en suivant une route charmante. La maison Eltz, où nous sommes descendus, est très-jolie, très-commode et très-agréable, et l'on y jouit d'une fort belle vue. Flore Wrbna et Thérèse Jablonowska n'ont pas tardé à venir nous voir et ont été heureuses de nous souhaiter la bienvenue sur leur terrain. Nous avons visité la petite maison de Léontine, qui est située tout près de chez nous; on a trouvé, à côté, un gîte pour mes garçons. Après le dîner, nous sommes allés sur la place Metternich et ensuite au Schweizerhaus.

3 juillet.

Nous sommes allés rendre visite à Marie-Louise; elle se plaint également de cette pluie qui n'en finit pas.

4 juillet.

Clément nous a lu ses Mémoires, qui l'occupent très-sérieusement. Il écrit beaucoup et nous lit souvent des passages de son autobiographie. Après le dîner, nous avons fait une excursion à Saint-Wolfgang. L'église renferme un magnifique tableau, qui mérite réellement d'être vu. Au retour de cette

promenade, dont j'ai été enchantée, nous sommes allés voir la comtesse de Flahault. Le mariage de sa fille Émilie avec lord Shelburne est une chose décidée.

5 juillet.

Le ministre Rochow, qui est un homme aimable et sympathique, a dîné chez nous avec sa femme, qui me plaît aussi. Ils ont avec eux leur nièce Maltitz, que j'ai vue à Coblentz chez la Reine de Prusse, et qui fait aussi une impression agréable.

6 juillet.

Clément nous a encore lu ses Mémoires; il désire que je les copie, travail qui me fait naturellement grand plaisir.

Après le dîner, nous sommes allés sur la place Metternich, où se trouvait Flahault avec sa famille. Nous avons été au Schweizerhaus, et nous avons visité dans tous ses détails la jolie propriété du baron de Hohenbruck, qui nous en a fait lui-même les honneurs avec sa femme. C'est une maison charmante de tout point. Pendant que Clément faisait une petite promenade, je suis restée sur le balcon avec Flahault et Shelburne. Le temps était magnifique, et la vue merveilleuse.

7 juillet.

Clément a pris son troisième bain; il est content de l'état de sa santé. J'ai passé la matinée à copier les Mémoires de mon cher mari.

9 juillet.

A deux heures, Clément, moi et mes trois enfants, nous nous sommes mis en route pour aller à l'Attersee. Nous avons trouvé nos dames à Weissenbach, où elles nous attendaient dans une très-jolie auberge située en face de ce charmant lac. Le beau chemin qui y conduit, et ce lac avec ses rives pittoresques, font vraiment un effet magique. Nous avons fait un assez modeste dîner; puis nous nous sommes embarqués sur le

lac, dont les vagues, agitées par un orage lointain, s'élevaient assez haut. Pourtant nous n'avons pas achevé la promenade que nous comptions faire, parce que nous craignions une averse ou un orage. Peu à peu le ciel s'éclaircit, et nous quittâmes à regret ce beau lac pour rentrer chez nous. En route, nous descendîmes de voiture pour aller voir une jolie cascade, et à huit heures nous revînmes à la maison, enchantés de notre excursion.

11 juillet.

J'ai lu avec Clément le *Voyage en Russie* de M. de Custine; c'est un livre très-remarquable, à cause de la sincérité dont il porte le cachet. Jamais on n'a, je crois, rien imprimé d'aussi méchant; avec cela, l'ouvrage est bien écrit et très-intéressant. On a de la peine à se séparer de ce livre, qui, sous l'apparence d'un grand amour de la vérité, d'une politesse parfaite, et souvent même à côté de vifs éloges, contient les plus amères critiques.

18 juillet.

A onze heures, Clément, Mélanie, Paul et moi, nous nous sommes mis en route pour aller au lac de Hallstadt, où Flore Wrbna, Thérèse Jablonowska, Werner et Hügel se sont embarqués avec nous. Le pays a un caractère sévère, mais il est beau; à Hallstadt, nous avons été reçus par le curé, par les fonctionnaires, etc., et nous avons visité l'église, qui est un monument fort ancien. On a commis un véritable acte de vandalisme en la faisant blanchir au dehors et à l'intérieur. Elle renferme cependant un beau maître-autel, qu'on peut presque comparer à celui de Saint-Wolfgang. Ensuite nous sommes rentrés dans un bon hôtel, et nous avions commencé à dîner sur un balcon, d'où l'on avait la vue du lac, quand Édouard Woyna est venu se joindre à nous; il arrive de Saint-Pétersbourg. Thérèse est restée avec lui pendant que nous allions nous promener, par un chemin charmant, jusqu'à une jolie cascade qui se trouve dans le voisinage. Après une agréable

traversée sur le lac, nous sommes revenus à Ischl; mais nous étions trop fatigués pour aller à la réunion du Casino.

19 juillet.

Après le dîner, nous sommes allés voir Louise Fünfkirchen; nous avons montré à Clément tous les détails de sa jolie installation. Nous avons appris chez elle qu'on peut avoir pour dix mille florins une petite maison très-agréablement située, avec beaucoup de terrain, le tout se trouvant derrière la propriété du comte de Sickingen. Elle plaît beaucoup à Clément. Nous sommes allés avec tous les enfants au théâtre, où l'on jouait une farce que Clément a vue ici il y a dix-huit ans, le *Docteur Kramperl;* les enfants se sont on ne peut mieux amusés à cette représentation.

20 juillet.

Wierer est venu me chercher pour me faire visiter la maison qu'il a fondée pour des enfants pauvres. C'est un bel établissement, mais il revient si cher qu'on ne peut songer à créer quelque chose de semblable. Le curé y était venu pour m'en faire les honneurs avec son vicaire; ils travaillent tous à l'œuvre commune avec des sentiments de véritable philanthropie. A la maison, j'ai assisté à la leçon d'allemand de Mélanie; ensuite je me suis occupée à écrire jusqu'au dîner; Rothschild et Goldschmidt, qui sont ici depuis plusieurs semaines, les Sándor, Philippovich et Woyna ont dîné avec nous.

21 juillet.

Clément s'est décidé aujourd'hui à continuer sa cure et à ne pas aller en Bohême. J'avoue que cela m'a un peu contrariée. Plus tard il m'a développé tout son plan, qui consiste tout simplement à différer son départ jusqu'au 12 et à aller ensuite avec moi, sans les enfants, faire un court séjour à Plass et à Kœnigswart. Ce projet me rend inquiète. Mélanie est trop grande pour pouvoir être laissée seule, et c'est avec une

véritable douleur que je me sépare de Lothaire ; pourtant, que la volonté de Dieu se fasse !

A sept heures et demie est venu Woyna, pour lire avec moi l'ouvrage de Custine. J'éprouve de l'intérêt à l'entendre se prononcer sur ce livre; il est beaucoup plus à même de le juger que moi, attendu que je n'ai pas d'idées bien nettes sur la Russie. Bien que son cœur penche vers l'indulgence, Woyna est étonné et effrayé des vérités que renferme ce livre infâme, qui produit en Russie un effet écrasant. On dit que l'Empereur est très-irrité de cette publication.

L'Archiduc Charles-Ferdinand, fils de l'Archiduc Charles, est venu ce soir. Il a parlé du mariage de la seconde fille du Vice-Roi avec le prince de Carignan, et de celui du duc d'Ossuna avec la grande-duchesse Alexandra, enfin de celui du prince de Bavière avec la princesse de Modène.

22 juillet.

J'ai trouvé à l'église les deux Archiduchesses, qui assistaient à une messe des morts dite pour le repos de l'âme du duc de Reichstadt; c'est aujourd'hui l'anniversaire de sa mort.

J'ai reçu la visite assez peu réjouissante d'une demoiselle Craling. Elle est l'amie de tous les *saints* de profession, ce qui est quelque chose de terrible pour moi; mais comme Mimi Meyendorff me l'avait recommandée, il a bien fallu la recevoir. Elle a beaucoup parlé de son orphelinat de Berlin et tâche d'obtenir de l'argent pour cet établissement.

Clément a été aujourd'hui chez l'Archiduc; les affaires intérieures le préoccupent beaucoup. Il s'agit de donner un successeur à Chotek en Bohême; Kolowrat paraît avoir promis ce poste à l'Archiduc Étienne. La Bohême est actuellement exposée à tous les dangers; personne n'agit, on laisse aller les choses, et l'on se borne à protéger personnellement des gens qui pour la plupart n'ont pas grand mérite.

23 juillet.

Clément a reçu aujourd'hui l'agréable nouvelle que l'Empereur Nicolas demande, par l'intermédiaire de Colloredo, qui est arrivé en qualité d'ambassadeur à Saint-Pétersbourg, le consentement de l'Empereur d'Autriche à ce que trente mille hommes de troupes russes entrent en Valachie pour mettre fin aux complications dont ce pays est le théâtre. Clément est décidé à dire un *non* catégorique.

Les affaires de Hongrie, celles d'Espagne, où la révolution fait de grands progrès, car Espartero est en fuite, la situation de l'Angleterre, où la chute des torys est imminente; bref, l'horizon politique, qui est partout couvert de nuages, donne de graves soucis à mon mari; il se tourmente et travaille trop.

24 juillet.

A midi, j'ai accompagné Clément chez l'Archiduc; ensuite je suis allée chercher Louise Fünfkirchen, pour me rendre avec elle chez la comtesse de Sickingen. J'ai vu enfin cette maison enchantée, mais j'ai trouvé la comtesse dans un état peu enviable. La pauvre femme ne peut plus quitter son lit; elle a presque perdu l'usage de ses pieds, et elle fait réellement pitié. La maison est bien située, jolie, mais disposée, selon moi, d'une manière peu agréable. Le cabinet du comte est la seule pièce dont on pourrait s'arranger. La pauvre femme est jolie; elle a été très-aimable pour moi.

25 juillet.

L'Archiduc Albert épouse décidément la princesse Hildegarde de Bavière; toute la famille est enchantée de ce mariage.

A huit heures, nous sommes allés, par un temps vraiment affreux, à la Réunion, où nous avons trouvé réuni tout le monde élégant d'Ischl, les Archiduchesses en tête. Le seul incident intéressant de la soirée a été la présentation de la

comtesse de Flahault à Marie-Louise. L'ambassadeur n'est pas venu, parce qu'il était malade; sa femme était de mauvaise humeur, parce qu'elle ne pouvait pas échapper à cette présentation. Quant à moi, j'ai fait semblant de ne pas m'en apercevoir.

27 juillet.

A deux heures, j'ai dîné chez l'Archiduchesse Sophie. Nous étions : trois Metternich, deux Sándor, Falkenhayn, la comtesse de Schœnborn et mademoiselle de Vécsey. Le dîner a été très-gai, et, comme le soleil n'a pas tardé à se montrer, l'Archiduchesse ne nous a pas retenus longtemps; nous avons donc fait une promenade en voiture avec nos trois garçons, et, pour compléter la fête, nous les avons conduits au moulin de Rettenbach, où nous avons pris le café. Là, Salomon Rothschild est venu se joindre à nous; il a parlé d'affaires avec Clément; plus tard, Marie-Louise et toute la Cour sont venues dans cet élégant café. Malgré la boue, nous sommes rentrés à pied, par un chemin charmant. Richard et Paul avaient dîné chez les petits Archiducs, ce qui les a rendus très-heureux. Sándor a eu une aventure dont on s'est entretenu vivement dans toute notre maison. Un homme s'était égaré sur une montagne; en opérant sa descente, il fut pris de vertige et poussa des cris terribles. Sándor et ses gens allèrent à son secours, et ils réussirent, à l'aide de cordes, à le tirer de sa situation critique, qui toutefois n'était pas aussi périlleuse qu'il se le figurait.

Villafranca est arrivé ce soir. Les nouvelles d'Espagne sont si inquiétantes que le pauvre homme n'a pas pu tenir plus longtemps à Vienne.

28 juillet.

J'ai fait une promenade avec Clément; nous nous sommes égarés dans un marais, parce que mon mari veut toujours aller à la découverte.

29 juillet.

Medem est arrivé et nous a annoncé Gordon pour ce soir. Nous l'avons emmené chez Rothschild, qui nous a donné un dîner, à nous, aux Sándor et aux messieurs de la chancellerie d'État. Après cela, nous avons fait une jolie promenade, et, pendant que nous étions chez Flore pour la chercher, Pierre d'Arenberg est venu chez nous; c'est à peine si nous l'avons reconnu, tant il a engraissé. Le pauvre homme a perdu sa femme, qui le rendait très-heureux; elle lui a laissé deux garçons jumeaux et une petite fille. Il pleure quand il parle de son malheur. Il trouve que mon mari a une mine excellente. Il était intimement lié avec Victor, et il a pour Clément un attachement très-vif; bref, cet homme, que je vois si rarement, est un vieil et cher ami sur lequel je crois pouvoir toujours compter.

Nous avons eu une soirée très-brillante; Sándor a fait venir un prestidigitateur, qui a exécuté devant nous des tours de cartes très-amusants. La comtesse Apponyi, née Sztáray, sa sœur, la comtesse Georges Esterhazy, Flahault, Gordon, qui est arrivé ce soir; en un mot, tout Ischl était réuni chez nous. La comtesse de Flahault était encore tout émue d'un accident qui était arrivé à Léontine sur l'esplanade. Elle allait chercher les Redern; son cocher, en voulant tourner trop court, a cassé le timon et fait tomber les chevaux. Sándor, qui allait prendre congé de l'ambassadrice, attendu qu'il va passer quelques jours dans la montagne, est arrivé par hasard sur le théâtre de l'accident; d'un bras vigoureux il a relevé brusquement les quatre chevaux et les a empêchés de prendre le mors aux dents.

30 juillet.

Clément se trouve de nouveau au milieu d'un petit congrès. Gordon est chargé de s'entretenir avec lui des affaires d'Espagne, qui commencent à inquiéter l'Angleterre. Les Anglais disent : « Que devons-nous faire pour nous garantir de Louis-

Philippe, qui veut marier la jeune Isabelle avec un de ses fils? » Louis-Philippe, par contre, dit : « Les Anglais croient que je veux marier mon fils avec la Reine d'Espagne; je n'y consentirais jamais; je veux simplement mettre fin aux complications dont ce pays souffre actuellement. » Clément espère qu'il réussira à faire conclure le mariage d'Isabelle avec le prince des Asturies; mais Dieu sait si l'on entendra raison.

Ce soir, nous avons reçu la visite du nonce, qui vient de Rome pour aller à Vienne et ne veut s'arrêter ici que la journée de demain.

2 août.

Après le dîner, nous nous sommes mis en route avec les enfants, pendant que Flore se faisait accompagner par Gordon. Nous sommes allés jusqu'à la brasserie, où nous avons trouvé nos porteurs; ceux-ci nous ont conduits au Schwarzensee. Le chemin est très-joli, mais fatigant. Clément nous a tous étonnés; j'étais inquiète, parce qu'il marchait plus vite que tous les autres, sans s'arrêter et sans se fatiguer.

Ce soir, Medem, Flahault, Gordon et Villafranca étaient réunis chez nous lorsque les journaux sont arrivés avec le courrier de Francfort. Le *Journal des Débats* apporte beaucoup de nouvelles sur l'Espagne, où l'on dit que le calme est rétabli, mais où de nouvelles complications sont à craindre. Il est amusant de voir comme dans cette question les Français et les Anglais sont animés de sentiments de jalousie et de rivalité; l'agitation dans laquelle se trouvent Gordon et Flahault est une fidèle image des sentiments des deux nations. Il est clair que, malgré sa déclaration qu'il ne veut pas le trône d'Espagne pour son fils, Louis-Philippe intrigue pour que le peuple espagnol regarde cette combinaison comme la seule possible et nécessaire, tandis que les Anglais, de leur côté, embrouillent tout pour que l'Espagne recoure à eux comme à leurs uniques sauveurs, et qu'ils puissent procurer peut-être une nouvelle couronne à un Cobourg. Si tout cela n'était pas si triste, on pourrait en rire. Au milieu de tout cela, Villafranca fait ses

réflexions et lève les yeux au ciel, pour que Dieu protége sa patrie contre ses prétendus amis et alliés.

3 août.

Clément a appris par la voie de Francfort que le Duc régnant de Nassau s'est décidé à épouser une des filles de la grande-duchesse de Russie, et qu'il est allé lui-même avec son frère à Saint-Pétersbourg pour demander le consentement de l'Empereur Nicolas.

10 août.

Au retour d'une promenade, j'ai trouvé l'Archiduchesse Sophie dans mon salon. Elle était en conversation avec un M. Simony, qui est un homme très-intéressant. Il était pharmacien, et a renoncé à cette profession pour s'adonner tout entier à des études géologiques. Il passe sa vie sur les sommets des Alpes, où il séjourne même en hiver. Il veut arriver à faire un chemin jusqu'au sommet du Dachstein*, et Clément compte ouvrir une souscription pour cette entreprise. L'Archiduchesse était chez moi pendant que l'Archiduc s'entretenait avec Clément. Mon mari a déploré la marche des affaires intérieures, qui, à la manière dont elles sont dirigées actuellement, prennent une très-mauvaise tournure. L'Archiduc Étienne sera nommé gouverneur général de Bohême. Clément joue le rôle de Jérémie, et personne ne l'écoute. Il est inquiet non-seulement à cause du danger, mais encore à cause de son âge avancé, qui rend le danger encore plus pressant, parce que lui du moins possède encore des armes, qu'après lui personne n'aura plus. Rien ne se fait, la vie se passe, la patience et les forces s'épuisent. Après cette longue et pénible conversation, nous avons dîné chez la bonne Archiduchesse, qui se sent aussi contente qu'on peut l'être.

* Son projet a réussi. On arrive maintenant de Hallstadt au haut du Dachstein par un chemin qui porte le nom de Simony.

(*Note de l'Éditeur.*)

RETOUR A VIENNE PAR LA BOHÊME.

1451. Départ pour la Bohême. — Le perroquet. — A Kœnigswart. — La statue de la *Politique*. — Roger Aldenburg. — Mort de Maltzahn. — La famille de Holstein-Augustenburg. — Le professeur Rath. — Invitation à aller à Varsovie. — Retour à Vienne. — Tatistscheff. — Le professeur Liebig. — L'Archiduc Albert. — Excursion à Merkenstein et à Vœslau. — A Schœnbrunn. — La Cour à la villa. — Députations hongroises. — Révolution en Grèce. — Lady Jersey. — Mort de la princesse Caroline Lobkowitz et de Lerchenfeld. — Maladie de Pauline Sándor et voyage en Moravie. — La duchesse de Talleyrand. — L'Archiduchesse Sophie. — Fanny Elssler. — Golowkin. — Baumann.— Arbre de Noël.

Linz, le 12 août.

1451. Le pauvre Clément a reçu deux courriers, l'un de Londres, l'autre de Paris, ce qui l'a de nouveau obligé de s'entretenir avec Flahault, Gordon et Villafranca. Ce n'est qu'à onze heures que nous avons pu partir d'Ischl pour Ebensee; encore pleuvait-il à verse. En descendant de voiture, nous avons trouvé Flore, Thérèse, les Karolyi, Léontine et Herminie. Nous avons traversé le lac avec toute cette société, à laquelle se joignirent encore les Meyendorff père et fils. A Gmunden, nous prîmes congé de la moitié de nos compagnons; nous dînâmes chez le conseiller aulique Schiller, qui est à la tête de l'administration des salines. A quatre heures, nous montions en wagon, et à sept heures nous arrivions à Linz avec les Meyendorff et les Karolyi.

Kœnigswart, du 13 au 15 août.

A onze heures, nous sommes partis par le chemin de fer, et à quatre heures nous sommes arrivés à Budweis, où nous avons dîné au son d'une musique militaire, ce qui a fait le bonheur des enfants. Le 14, nous nous sommes mis en route pour Ellischau; les chevaux de poste sont tombés dans un fossé, et, au moment où nous sortions en toute hâte de la voiture, mon beau perroquet que j'aime tant s'est envolé tout à coup, de sorte que j'étais tout effrayée à l'idée de l'avoir perdu

pour toujours. Son bon caractère fit qu'on put le prendre et me le rapporter bientôt. Nous avons dîné chez les Taaffe, qui nous accueillent toujours avec tant de cordialité. A cinq heures du soir, nous sommes arrivés à Kœnigswart. Clément m'a paru fatigué; néanmoins, après le dîner, nous avons fait le tour des chambres, qui sont tout à fait en ordre, et nous avons fait une petite promenade dans le jardin. Clément Hügel et de Pont sont arrivés.

16 août.

Clément Hügel a envoyé ici la statue de la *Politique*, que Gandolphi a faite pour Clément. Nous avions toujours désiré que cette œuvre devînt la propriété de mon mari. Clément Hügel a réalisé ce vœu en achetant la statue de concert avec Münch, Colloredo, Maurice et Paul Esterhazy et Ugarte, et en écrivant une lettre très-simple et très-touchante où il prie mon mari d'accepter cette statue et de la mettre à Kœnigswart. Clément a été touché aux larmes de cette attention, et il en a éprouvé une grande joie. Je remarque qu'il est absorbé par des pensées tristes; cela me déchire le cœur; à chaque pas, il semble dire adieu à la vie. Cela est bien pénible; il faut surtout que je me taise, ce qui souvent me coûte beaucoup.

Roger Aldenburg est arrivé. Le cher garçon a beaucoup grandi; il a bonne tenue et fait la meilleure impression. Zedlitz, Sieber et Werner sont également venus.

19 août.

Mimi Meyendorff m'a annoncé la mort du pauvre Maltzahn, qui, dit-on, est mort au milieu d'affreuses convulsions. Que Dieu ait pitié de son âme!

25 août.

Clément est allé avec Münch à Marienbad pour voir le duc de Holstein-Augustenburg, qui y est arrivé avec toute sa famille et qui veut venir nous faire une visite.

Charles Buol est arrivé. Il m'apporte de Berlin toute une correspondance avec le pauvre Maltzahn, correspondance dont le contenu est bien pénible à lire.

26 août.

Gordon, Strangway, M. de Willems et le patriarche Pyrker sont arrivés ici en même temps que la famille de Holstein-Augustenburg. Cette dernière compte à elle seule huit personnes. La duchesse est une belle femme, dans le genre de la comtesse d'Ingelheim; le duc ressemble beaucoup aux portraits de Georges IV et rappelle aussi vaguement Paul Esterhazy. La fille aînée est très-jolie; quant à la plus jeune, elle est malade et a très-mauvaise mine. C'est à cause d'elle que la famille voyage. Elle est âgée de seize à dix-sept ans, a quelque ressemblance avec la princesse Émilie de Suède, mais elle est maigre, très-élancée et bien faite. Le fils aîné a quatorze ans; il a une demi-tête de plus que Richard; le plus jeune est très-joli garçon. Toute la famille est plus qu'aimable; elle est tellement prévenante qu'on en est d'autant plus embarrassé, et l'on a toujours peur de n'être pas assez poli pour elle. A table, je me suis occupée du duc, qui m'a accablée d'attentions. La duchesse, par contre, a fait la cour à mon mari et au vieux Pyrker, qui, de même que moi, ne savait trop comment répondre à tant de prévenance. Nous avons conduit les dames au musée, puis dans le jardin. Nous ne nous sommes séparés que fort tard.

27 août.

Le comte de Salm est venu de Prague; mais mon mari n'a pas pu lui parler, parce qu'il lisait avec Gordon des dépêches qu'un courrier a apportées de Londres. Bientôt après est venu Tettenborn, puis Windischgraetz, Antonini, le prélat de Tepl, et une foule d'autres visiteurs dont je ne me souviens plus du tout. Nous étions encore vingt-cinq personnes à table.

Plass, le 30 août.

Un courrier de Londres a apporté à Clément la nouvelle que la Reine Victoria et le prince Albert veulent aller faire une visite à Louis-Philippe au château d'Eu.

31 août.

Clément a conduit Gordon et Zedlitz aux forges; tout le monde admire avec raison ce bel établissement.

1er septembre.

J'ai eu hier une longue conversation avec le nouveau chapelain et bibliothécaire, le professeur Rath, qui me plaît sous tous les rapports et que je voudrais bien mettre auprès de mes enfants.

Le professeur Rath viendra à Vienne, où il lui sera possible de faire des observations exactes sur l'éducation actuelle de mes enfants; j'ai remercié Dieu pour l'espérance qu'il me donne de les voir entre des mains honnêtes et sûres.

3 septembre.

Cette après-midi, nous sommes allés de Plass à Ellischau, où nous ne sommes arrivés qu'à dix heures du soir. Après le souper, la comtesse de Taaffe a organisé un petit concert, pour nous faire entendre la musique du jeune Benoni.

Linz, 4-6 septembre.

Nous avons visité avec les Taaffe une chapelle très-jolie que le comte fait bâtir, et qui est destinée pour le caveau de la famille.

A sept heures du soir, nous sommes arrivés à Linz. Là, un courrier a apporté à mon mari la nouvelle que l'Empereur Ni-

colas l'attendait à Varsovie, et qu'il espérait qu'il viendrait l'y voir. Clément a décidé qu'il déclinerait cette invitation et qu'il enverrait Ficquelmont à sa place. Je regrette que cette entrevue n'ait pas lieu, car elle n'aurait pu, selon moi, qu'être utile.

Vienne, 7-14 septembre.

Le 7, jour de notre arrivée, Clément est allé chez l'Empereur, à Schœnbrunn. Le même jour, j'ai eu la visite de Tatistscheff. Le pauvre homme m'a inspiré une profonde pitié. Il est tout à fait aveugle, et il est si abandonné, que réellement il fait peine à voir.

Clément et Gervay sont allés à Ebreichsdorf, chez le comte Kolowrat, à qui mon mari avait à parler. Clément a été très-satisfait de cette entrevue, et Kolowrat a dit à Gervay qu'on n'aurait pu lui faire un plus grand plaisir.

Nous avons eu un dîner de savants en l'honneur du professeur Liebig*, qui est un homme agréable; il va à Gratz pour assister à la réunion des naturalistes. Il a écrit une description des divers pays qu'il a parcourus, description qu'il veut communiquer à cette réunion de savants, et qui me paraît intéressante. J'espère qu'elle aura du succès.

* Le prince de Metternich était en correspondance suivie avec ce savant. C'est ainsi qu'entre autres il écrivait, le 24 décembre, à Liebig : « Si, pendant le trop court séjour que vous avez fait dernièrement à Vienne, j'ai produit sur vous l'impression d'un homme qui n'est pas tout à fait étranger au domaine scientifique que vous exploitez avec tant de succès, vous ne vous êtes pas trompé dans votre appréciation. Les sciences naturelles ont joué un rôle considérable dans ma longue vie, qui, à première vue, semble avoir été consacrée à de tout autres soins. Je les ai toujours menées de front avec mes travaux politiques, et j'ai trouvé entre ces deux directions bien plus de rapport que ne peuvent le soupçonner beaucoup de ceux qui suivent exclusivement l'une ou l'autre carrière. Vous et moi, nous pourrions nous rencontrer dans la noble tâche qui consiste à faire entrer dans la pratique les théories pures. Personne n'honore la théorie plus que je ne le fais; mais elle n'est après tout qu'une base sur laquelle il faut asseoir l'édifice. Si les fondements sont solides, la maison sera habitable; si la ligne de fondation dévie de la verticale, ou bien le bâtiment ne sera jamais achevé, ou bien il s'écroulera tôt ou tard sur la tête de ses habitants.

« Vous avez le mérite et la bonne fortune, qui en est inséparable, d'avoir appliqué la *jeune* science au *vieux* domaine abandonné de la pratique. Par

14 septembre.

L'Archiduc Albert a été chez Clément. Il a une mine superbe et paraît tout heureux de sa prochaine union avec la fille du Roi de Bavière.

15 septembre.

Mon mari est allé à Schœnbrunn chez l'Impératrice mère; elle a reçu hier la nouvelle de la mort du pauvre Merveldt, qui depuis longtemps était souffrant.

16 septembre.

A neuf heures et demie, nous étions en chemin de fer, avec Schulenburg, Medem et les deux Hügel. A Vœslau, nous avons rencontré le comte de Münch, qui nous a conduits à Merkenstein, où il bâtit une jolie maison dans le goût anglais. Nous avons visité Merkenstein, la nouvelle construction et la ruine; puis nous sommes allés voir à Vœslau les bains et le château des Fries, après quoi nous sommes rentrés. Toute la société était de la meilleure humeur du monde; cela amuse Clément de faire des excursions de ce genre.

18 septembre.

J'ai été avec Clément à Schœnbrunn. L'Impératrice régnante m'a fait un accueil extrêmement gracieux, et l'Impé-

là, vous avez rendu un grand service au monde. Il en adviendra ce qui arrive pour toutes les améliorations réelles et sérieuses; elles agissent à la façon des rayons et éclairent tout autour d'elles.

« Marchez hardiment dans la voie que vous avez commencé à suivre; elle ne peut que conduire au bien. Vous pouvez compter fermement que je ferai tout ce qui dépendra de moi pour contribuer au progrès de la science, et ce sera avec un véritable plaisir que je saisirai toutes les occasions que vous m'offrirez de le faire. »

Parmi plusieurs lettres que nous avons sous les yeux, nous reproduisons de préférence celle-ci, parce qu'elle fait très-bien connaître la nature des relations qui existaient entre le chancelier d'État et Liebig.

(*Note de l'Éditeur.*)

ratrice mère m'a longuement parlé des voyages de l'Archiduc Étienne.

21 septembre (villa Metternich).

Après avoir dîné à deux heures, Clément et moi nous avons passé le temps à causer jusqu'à quatre heures et demie, en attendant la Cour. L'Empereur est venu d'abord; après Sa Majesté, l'Archiduc Régnier a fait son apparition avec ses deux fils; puis sont arrivés successivement l'Impératrice mère, Marie-Louise, l'Archiduc François, l'Archiduchesse Sophie avec ses enfants, et l'Archiduc Louis. Nous leur avons fait voir le jardin et ensuite la propriété de l'Archiduc Ferdinand. Rentrés à la villa, ils ont parcouru toutes les chambres et ont tout visité en détail. Ensuite ils ont pris part à un copieux goûter, qui a duré fort longtemps. L'Empereur s'est retiré à sept heures et demie, parce qu'il n'a pas voulu laisser trop longtemps l'Impératrice seule. L'Impératrice mère a été prendre congé du couvent des Salésiennes au Rennweg, qui est placé sous son patronage, parce qu'elle va faire un voyage en Bavière. L'Archiduchesse Sophie est restée avec les jeunes Archiducs, qui ont dansé avec ardeur. Ils ont choisi pour danseuses Gabrielle Fürstenberg, madame de Zobel, qui appartient à la suite de Marie-Louise, Mélanie et Thérèse de Bombelles. On s'est amusé jusqu'à huit heures.

24 septembre.

Clément a reçu plusieurs députations hongroises. Les plus forts crieurs de l'opposition viennent chez mon mari pour lui demander conseil et assistance, comme le font aussi les honnêtes gens. Il y a dans le monde des situations vraiment uniques, et celle de mon mari devient plus bizarre de jour en jour.

30 septembre.

Brenner apporte des dépêches d'Athènes, qui annoncent un bouleversement en Grèce. On a menacé le Roi Othon; on

a voulu l'assassiner, lui et sa femme, s'il ne signait pas la constitution. Le signal de la révolution a été surtout donné par les troupes; tout le pays est dans une agitation extrême; Dieu sait comment cela finira! Clément a été affecté très-désagréablement par cette nouvelle. Le grand-duché de Bade est aussi agité par des menées révolutionnaires.

3-8 octobre.

L'affaire grecque donne fort à faire à mon mari; en ce moment, plus que jamais, il est accablé d'affaires de tout genre. Il a envoyé un courrier à Londres, et il s'occupe aussi avec beaucoup d'intérêt de la situation de la Hongrie, dont il s'est entretenu avec le comte Kolowrat et Hartig. Il a de plus discuté avec eux un nouveau système douanier.

8-17 octobre.

Lady Jersey est arrivée ici avec sa fille lady Clémentine. Celle-ci est très-jolie et fait tourner la tête à tous nos vieux amis. On ne parle que d'elle.

17-24 octobre.

La belle et bonne Caroline Lobkowitz, née Wrbna, est morte subitement; elle était enceinte et souffrait presque toujours. Il y a quelques jours, elle a fait une promenade en voiture avec son neveu; de retour à la maison, elle a joué avec ses enfants et plus tard avec son mari. Tout à coup elle s'est sentie prise de malaise et a demandé un médecin. Georges est parti pour en chercher un; lorsqu'il est rentré et qu'il a voulu la soutenir, elle s'est évanouie dans ses bras; elle n'a plus repris connaissance, et une demi-heure après elle était morte.

Notre vieil et vénérable Lerchenfeld est mort. Déjà à Kœnigswart je lui ai trouvé fort mauvaise mine; on dit que sa mort a été celle d'un saint.

Le pauvre Tatistscheff a tous les soirs des accès de fièvre.

Il est tellement abandonné chez lui que c'est une pitié; je vais le voir quelquefois, mais pas aussi souvent que je le devrais.

Du 28 octobre au 30 novembre.

Le 29 octobre, une lettre de Léontine m'a annoncé que la petite Pauline était sérieusement malade, et qu'elle, la mère, en était au désespoir. Cette nouvelle m'a consternée. Maurice Esterhazy, qui est toujours bon et affectueux, s'est offert à aller lui-même prendre des renseignements sur place; j'ai prié Clément de me laisser partir avec lui, et, après avoir fait appeler Stoffella, que Léontine me priait d'emmener, j'ai fixé mon départ au 30. Clément paraissait content que j'eusse pris cette résolution, parce que l'anxiété de Léontine l'inquiétait. Maman et Caroline m'ont promis de bien le soigner; je me suis donc mise en route, après avoir vu mes enfants au déjeuner. Clément a continué de dormir tranquillement. Le temps était beau. Maurice Esterhazy m'attendait au chemin de fer. J'avoue que ce voyage m'a été très-pénible, parce que j'avais le cœur plein de soucis. Après être restés six heures en voiture, nous sommes arrivés à deux heures à Hullein. Des chevaux de Sándor attendaient le médecin, qui est monté en voiture avec Maurice; j'ai trouvé avec peine des chevaux de paysan; à Kremsier, j'ai pris la poste, qui m'a conduite à Wizomierschitz. J'avais des battements de cœur terribles, qui n'ont fait qu'augmenter lorsqu'on m'a dit que la petite était atteinte d'une fièvre typhoïde. Il m'est impossible de décrire la première impression que me fit ce château. Léontine et Herminie, seules dans un pays affreux, loin de tout secours, avaient tout à fait perdu la tête. Léontine se trouvait dans un état d'agitation à faire pitié; Herminie, par contre, ne se sentait pas en état de prendre n'importe quelle mesure. Je suis restée cinq jours chez les enfants. Sándor est venu de Pardubitz dans la nuit qui a suivi mon arrivée. Il a été très-effrayé et s'est montré excellent dans cette circonstance; il a fait venir tous les domestiques de Pardubitz et n'a plus quitté le château.

Le premier coup d'œil jeté sur la petite ne m'a pas fait une impression défavorable. Je ne l'ai pas trouvée affaissée; parfois ses yeux avaient une certaine fixité, mais ils n'étaient pas éteints. Elle avait une fièvre modérée. Les quelques remèdes qu'on lui a administrés ont presque toujours produit l'effet désiré; elle n'a perdu connaissance que pendant quelques heures, et, en revenant à elle, elle avait repris tous ses sens. Je n'ai pas remarqué chez elle un seul symptôme bien accusé de fièvre typhoïde. Après trois jours, Clément a désiré me voir revenir; cependant j'étais décidée à ne pas partir avant que Caroline vînt me remplacer. Léontine avait besoin de quelqu'un en cas de malheur, ou même si la maladie traînait en longueur. Le 2, Caroline est venue, et je suis partie le lendemain matin, avec l'espérance que les crises iraient en diminuant de fréquence et d'intensité, et que la maladie disparaîtrait peu à peu sans secousses violentes. Mon cher Maurice Esterhazy s'est mis en route avec moi.

Clément et ma pauvre maman m'attendaient à la gare. J'espérais qu'après mon départ la petite malade de Wizomierschitz n'aurait plus d'attaques violentes; mais à peine étais-je rentrée à la maison que, sans avoir d'autres nouvelles, je me sentis plus agitée, plus inquiète. J'envoyai un domestique aux renseignements. Celui-ci m'apporta dans l'après-midi une lettre de Sándor, qui m'annonçait que la petite était perdue. Elle avait été prise, Dieu sait comment, d'une sorte de crampe, au point que le médecin croyait qu'elle n'avait plus à peine que trois heures à vivre. Le 5, nous sommes restés toute la journée sans nouvelles; enfin, le 6, Stoffella, que nous avions renvoyé à Wizomierschitz, est revenu nous annoncer que l'enfant était sauvée. Une crise était survenue au moment où on la croyait perdue sans retour. Elle avait le dos couvert d'abcès très-douloureux, mias qui l'ont sauvée. A partir de ce moment, les nouvelles sont devenues de jour en jour meilleures. Caroline est revenue le 17 novembre, et, le 23, Sándor nous a rapporté pour la fête de mon mari les renseignements les plus rassurants. Il n'y a plus qu'à prendre patience jusqu'au moment où les abcès s'ouvriront et où les

dernières crises seront passées. La pauvre Léontine se sent heureuse au delà de toute expression.

La duchesse de Talleyrand dîne souvent chez nous; elle vient quelquefois me voir dans la matinée et fréquemment le soir, pour prendre part à notre whist. Elle est aimable et a un talent extraordinaire pour animer la conversation.

J'ai été chez l'Archiduchesse Sophie pour la remercier de la part qu'elle a prise au chagrin de Léontine; elle a été, comme toujours, très-bonne et très-affectueuse.

4-10 décembre.

Cette semaine, j'ai été deux fois au théâtre, une fois à la Comédie française et l'autre fois à la Josephstadt avec Clément, pour voir Fanny Elssler. On l'a fêtée en faisant des vers en son honneur, et on l'a vivement applaudie, bien qu'elle n'ait dansé que la cachucha.

Vendredi, la duchesse de Talleyrand a dîné chez nous, avec Schulenburg, les deux Hügel, Lœwenstein, Senfft, qui est revenu de Munich, et quelques autres messieurs. Un de ces derniers a raconté sur Golowkin des anecdotes qui ont beaucoup amusé Clément, et la duchesse nous a régalés d'histoires sur lui dont elle avait été témoin et qui sont tout à fait uniques dans leur genre.

Lundi, il y a eu soirée chez l'Archiduchesse Sophie : Baumann, à cette occasion, a chanté très-joliment des chansons autrichiennes.

10-28 décembre.

Toutes les semaines, la duchesse de Talleyrand dîne chez nous; elle intéresse et amuse Clément; elle lui fait lire une correspondance qu'elle reçoit de Paris, et qui renferme toute sorte de bavardages, mais où il est souvent aussi question de politique.

Léontine est arrivée, Dieu merci, avec Pauline. Clément et moi nous les attendions à la gare. Sándor était venu dans la matinée. Nous sommes restés assez longtemps chez Léontine,

qui se sent heureuse de voir sa petite tout à fait rétablie. Pauline a grandi; elle a très-bonne mine : c'est une enfant pleine d'esprit et charmante au possible.

La duchesse de Talleyrand, le comte de Flahault avec sa fille Louise, et madame Rodoni, la protégée de maman, dont elle a fait le portrait avec tant de succès, se sont réunis autour de l'arbre de Noël. Le 28, Louis Széchényi nous a donné une soirée très-amusante, à laquelle assistait aussi l'Archiduc Étienne.

SUR LES ÉVÉNEMENTS POLITIQUES DU JOUR.

EXTRAITS DE LETTRES CONFIDENTIELLES DE METTERNICH A APPONYI, A PARIS, ÉCRITES DU 22 JANVIER AU 16 DÉCEMBRE 1843, EN DEUX PARTIES.

I.

1452. Ratification du traité relatif au droit de visite à exercer sur mer en vue de supprimer la traite des esclaves. — Litige entre la Société autrichienne de navigation à vapeur sur le Danube et une entreprise de navigation turque. — Système de ménagements envers la Porte suivi par Metternich. — L'article IX de la convention de 1831 entre l'Angleterre et la France. — 1453. Confusion en Syrie sous Sarim-Effendi. — Rôle de l'Autriche dans la question du droit de visite sur mer. — 1454. Refus de Boutenieff d'accepter et de faire parvenir à son adresse une lettre du Sultan à l'Empereur de Russie sur la question serbe. — Position de Guizot. — 1455. Arrivée de Villafranca à Vienne. — 1456. Attitude de lord Aberdeen et duplicité de la France dans la question serbe. — 1457. Cette question n'est comprise ni à Londres ni à Paris. — Attitude de l'Empereur Nicolas vis-à-vis de ces deux Cours. — 1458. La question espagnole. — 1459. Voyage du prince à Presbourg pour assister à la Diète. — 1460. Le duc d'Aumale au nombre des prétendants à la main de la Reine Isabelle.

Metternich à Apponyi. Vienne, ce 22 janvier 1843.

1452. J'ai reçu par la voie de la poste ordinaire vos rapports du 12 de ce mois. La confirmation qu'ils renferment du jugement que je porte sur la situation du ministère français m'a fait grand plaisir. Je regarde celle-ci comme assurée, parce qu'il a eu la sagesse de se placer sur la base des vérités pratiques.

Je serais surpris si, pour remporter un triomphe dans la question du droit de visite*, il ne suffisait pas au Cabinet actuel de renvoyer les attaques contre les arrangements de 1831 et 1833, avec l'Angleterre, à l'adresse de ceux qui ont conclu ces arrangements. Ceux qui ont aujourd'hui à les défendre ont pour eux toute la force que donne le principe du respect dû à la parole engagée. Le Cabinet actuel a certes fait un grand et dur sacrifice en ne ratifiant pas le dernier traité, sacrifice que lui a imposé la clameur qui, dans des circonstances données, sait se parer du titre imposant d'opinion publique. En faisant cette concession, le Gouvernement se trouvait encore placé dans les limites de son droit; franchir ces limites, ce serait commettre un crime politique et un véritable suicide moral! Le bon sens de la majorité dans la Chambre devra l'emporter sur le jeu des partis et assurer un *bill d'indemnité* à ceux qui en auront besoin, au nombre desquels il serait imposssible de ne pas ranger les ministres actuels.

Veuillez prévenir M. Guizot que je le prie de ne point attribuer à notre Cabinet la marche que vient de suivre une affaire minime en elle-même, mais qui sera préconisée par les politiques à courte vue comme un triomphe que nous aurions remporté sur la Porte. Comme on en écrira de Constantinople à Paris, je tiens à ce que M. Guizot soit informé de la vérité.

Il s'est élevé une rivalité entre la Compagnie de la navigation à vapeur du Danube, qui dessert aussi la ligne entre Constantinople et Trébizonde, et une entreprise ottomane qui parcourt également cette ligne. La querelle s'est échauffée, et nous avons dû intervenir en faveur de la Compagnie autrichienne. Plusieurs grands dignitaires ottomans et le Sérail étant plus ou moins intéressés dans l'entreprise turque, la querelle s'est envenimée, et notre chargé d'affaires près du Divan ne voyant ou ne croyant plus voir de moyen d'accommodement,

* La signature du protocole de ratification du traité du 20 décembre 1841 eut lieu sans la participation de la France, dans la seconde moitié du mois de novembre 1842, après que le prince de Metternich eut encore proposé quelques simplifications. (*Note de l'Éditeur.*)

s'est, à ses propres risques et périls, décidé à pousser sa pointe jusqu'à la menace de l'interruption des relations diplomatiques entre les deux Cours. Nous venons d'être informés par lui que sa menace a produit l'effet qu'il s'en était promis, et que le Divan a reculé. Nous sommes ainsi placés en face d'un succès qui cependant n'en est pas un comme nous les aimons. Le chargé d'affaires a pris trop sur lui, et nous ne trouvons pas non plus utile que la Porte soit moralement abaissée. Il s'élèvera à Constantinople même des chants de victoire, et les quelques mots que je viens de vous dire suffiront pour vous montrer ce que nous pensons de l'événement. Nous acceptons sans doute le bien *matériel* qui ressort de la situation, mais nous ferons ce qui dépendra de nous dans cette affaire pour placer la Porte aussi bien que possible au point de vue moral.

Comme il serait difficile qu'à distance on pût admettre que notre organe à Constantinople n'ait point agi en vertu d'ordres précis de sa Cour, je trouve utile qu'un ministre de la valeur de M. Guizot ne se trompe pas sur la vérité dans les faits. Notre système à l'égard de la Porte est de la *ménager* autant que cela est possible ; ce système ne nous est certes pas dicté par le sentiment de notre faiblesse, mais bien par celui de la faiblesse o tomane. Ce n'est donc pas nous qui entendons causer le moindre ébranlement à un édifice qui de toute part menace ruine ; nous nous réservons même, en toute occasion, le droit de nous prononcer contre toute tentative de ce genre de la part d'autres puissances, et c'est dans cet ordre d'idées même que nous ne pouvons nous réjouir de ce qui s'est passé.

P. S. — Voici une remarque à laquelle a donné lieu de ma part le recours que j'ai eu aux actes concernant la conclusion des conventions de 1831 et de 1833 entre la France et la Grande-Bretagne.

L'article IX de la convention principale du 30 novembre 1831 porte :

« Les hautes parties contractantes au présent traité sont



d'accord pour inviter les autres puissances maritimes à y accéder dans le plus bref délai possible. »

Les deux Cours ont donné suite à cette stipulation. Les autres puissances ont non-seulement été invitées, mais elles ont été pressées d'accéder pour leur part aux arrangements conclus entre la France et la Grande-Bretagne. S'il n'entre pas dans les habitudes des puissances de rompre selon leur bon plaisir des traités placés *sous la bonne foi* des parties contractantes, de combien cette règle commune aux transactions publiques et privées ne gagne-t-elle pas en poids et en valeur, quand une convention porte l'obligation d'une invitation pareille à celle du susdit article? Sur quelle base alors se placer de confiance, si un Gouvernement devait annuler par suite de son seul bon plaisir un engagement par lequel il s'est lié lui-même, et auquel il a invité d'autres puissances à accéder?

Cette argumentation n'est-elle pas péremptoire, et l'esprit de parti peut-il être assez puissant pour décider une réunion d'hommes doués de raison à jeter à la mer ce premier élément de la vie internationale, la foi publique?

Je répugne à regarder le fait comme possible, et je reconnais aux hommes chargés de la haute mission de défendre le bon droit dans la présente occasion, une situation trop forte pour admettre la possibilité de leur défaite.

13 février.

453. Je ne vous adresse que peu de mots sur les dernières nouvelles de la Syrie, car il ne m'est pas donné de prendre pour base d'un raisonnement des notions incomplètes. Ce qui dans tous les cas en ressort pour moi, c'est une nouvelle confusion, et je ne crois pas que les Cours puissent espérer de voir un meilleur état de choses s'établir aussi longtemps que Sarim-Effendi sera le meneur de la politique ottomane *.

* Aux termes d'une note du 7 décembre 1841, Sarim-Effendi avait promis

Reschid-Pacha, qui est ici depuis huit jours, compte se mettre en route pour Constantinople jeudi prochain. Il prend la voie du Danube jusqu'à Rutschuk. J'ai eu plusieurs entretiens avec lui, et j'ai été parfaitement satisfait de ses vues. Reschid est un homme d'esprit, et qui, à force de s'instruire et de voir, est arrivé à un point où il pourra éviter les fautes dont il s'est rendu coupable à ses propres dépens lors de son premier ministère. Arrivera-t-il au second? Il serait difficile de le prévoir avec certitude, car rien en Turquie n'est moins certain que ce qui est franchement raisonnable. Nous, de notre côté, nous ferons tout ce que nous pourrons pour lui frayer le chemin.

Félicitez M. Guizot de la manière dont il s'est tiré de l'affaire du droit de visite *. Il n'y a pas de question dans laquelle un Cabinet puisse se trouver plus singulièrement placé que le nôtre dans celle-ci. Nous avons combattu les propositions anglaises pendant plus de vingt ans. De guerre lasse, et restés seuls de notre bord, nous avons fini par céder à l'invitation pressante des deux puissances maritimes, et cela pour nous trouver engagés dans un système que nous avions combattu avec les raisons, — fort bonnes d'ailleurs, — que nous devons récuser aujourd'hui, parce qu'elles sont incomplétement soutenues par l'une des puissances originairement contractantes!

Tout bien considéré, il me paraît prouvé que certaines idées philanthropiques ne nous conviennent pas.

la solution pacifique du différend qui s'était élevé entre les Maronites et les Druses. Les Druses et les Maronites devaient avoir le libre exercice de leur culte; ils devaient rentrer dans leurs possessions antérieures; en conséquence, Beteddin devait être évacué, ainsi que toutes les localités de la montagne que les Turcs avaient occupées; enfin, toutes les milices présentes en Syrie devaient être rappelées par la Turquie. Au lieu de cela, le district de Dschibail, qui renferme à lui seul plus d'un tiers de la population maronite, fut détaché violemment des autres districts de la montagne avec lesquels il avait fait corps jusque-là; ce district fut incorporé au pachalik de Tripoli, et cette province fut soumise à l'administration immédiate d'un gouverneur turc, ce qui équivalait à l'anéantissement de la nationalité maronite, à un asservissement définitif de la montagne. Les Albanais cantonnés en Syrie ne furent pas non plus rappelés. (*Note de l'Éditeur.*)

* Ce passage se rapporte à l'intervention de Guizot dans les débats de la Chambre à propos du droit de visite. (*Note de l'Éditeur.*)

5 mars.

1454. Je vous envoie cette lettre par un courrier que M. le comte de Flahault expédie à Paris avec des rapports de M. de Bourqueney, apportés ici il y a quelques heures par une estafette de l'internonciature à Constantinople. La raison de l'envoi de cette dernière se trouve dans le fait que M. de Boutenieff s'est refusé à accepter la lettre du Sultan à l'Empereur Nicolas, dont une copie lui a fait connaître le contenu. M. de Boutenieff a demandé les ordres de sa Cour à l'égard de l'envoi de la lettre de Sa Hautesse.

Le contenu virtuel de cette lettre a été publié dans l'*Écho de l'Orient* du 17 février. Il implique le refus de la Porte de rien changer à ce qui a été sanctionné par elle en Serbie. Ce refus est emmiellé à la façon des mets turcs!

Je vous prie d'exposer à M. Guizot, à l'égard de cet état de choses, ma pensée dans les termes suivants.

La position ne se présente à mon esprit que comme une nouvelle invitation à la patience. Les ministres ottomans ont fait entrer leur maître dans une impasse; il faut donc qu'il rebrousse chemin. Ce ne sont pas les hommes qui ont engagé le Sultan dans une fausse voie qui l'en feront sortir; ce sera soit une force des choses bien autrement puissante que ces hommes ne sont forts, soit Reschid-Pacha, s'il arrive au ministère, ainsi qu'il est permis de l'espérer. Reschid doit être arrivé à Constantinople le 27 ou le 28 février. Je n'ai ainsi pour le moment rien à écrire à notre agent près de la Porte. Ce que j'ai eu à lui dire, je le lui ai fait savoir, et M. Guizot en connaît l'esprit.

L'attitude que M. de Boutenieff vient de prendre ne lui a point été dictée par un esprit de chicane. Ce que cet envoyé ne peut mettre en doute, c'est que son Maître *ne reculera pas* sur le veto qu'il a opposé dans la question; il aura dès lors voulu lui ménager la plus grande liberté d'action, et cela, non dans le sens d'une rupture, mais dans le sens de la façon dont l'objet peut être atteint sans une rupture. Telle est ma conviction.

Quant à ce qui regarde l'affaire de Serbie *, vous ne sauriez mettre en doute que nous la connaissons dans toutes ses filières, et c'est parce qu'il en est ainsi que je n'hésite pas à regarder comme un fait certain que l'Empereur de Russie ne retirera pas son veto et que le Sultan finira par reculer, parce qu'il ne peut ni avancer ni rester dans la position où l'ont mis de fort criminels conseillers.

Chaque jour que perd ici le Divan augmente la faute qu'il a commise. La grande question est aujourd'hui celle de l'avénement au pouvoir de Reschid-Pacha ou de sa non-entrée au ministère. La probabilité est en faveur de la première de ces chances.

J'ai reçu hier vos rapports du 22 février. Je me flatte que l'intrigue aura de nouveau échoué dans la Chambre, et si tel est le cas, j'en féliciterai la chose publique plus que M. Guizot. Tout ce jeu, vu de loin et jugé avec impartialité, est peu fait pour relever le régime sous lequel il trouve moyen de se faire jour aux yeux de l'étranger. Ce qu'en tout état de cause il y a de certain, c'est l'impossibilité où se trouveraient les adversaires de la politique que suit le Cabinet actuel, de formuler et de s'approprier un programme qui serait opposé à cette politique.

Dans cette impossibilité même se trouve la force de M. Guizot, et elle est puissante, parce qu'elle repose sur la saine raison.

30 mars.

1455. Le marquis de Villafranca est arrivé ici, et ce que j'augure par suite de ce qu'il a été dans le cas de m'apprendre,

* La question serbe dont il s'agit ici concerne la déposition du prince héréditaire Michel Obrenowitsch (septembre 1842), à la place duquel Kara Georgewitsch avait été élu comme prince de Serbie. Cet acte fut ratifié par la Porte; mais la Russie éleva des objections contre la mesure prise, prétendant que c'était une violation des traités qui lui assuraient une certaine influence sur la direction des affaires intérieures de la Serbie. Le Divan fit publier la lettre du Sultan, adressée à l'Empereur Nicolas, attendu que ce Souverain refusà de la recevoir; mais finalement la Porte accepta l'ultimatum de la Russie (avril 1843), qui était appuyé par l'Autriche. Kara

est de nature à me faire regarder Don Carlos comme mieux inspiré qu'il ne l'avait été l'an dernier. J'attribue cette amélioration à l'influence que le temps exerce constamment sur les hommes, dans quelque situation qu'ils puissent se trouver, et à la franche manifestation des adhérents les plus dévoués de ce prince, de leur conviction qu'ils regardent son rôle personnel comme fini. Qu'y a-t-il de possible en partant de ce point de vue? C'est sur cette question que je me permettrai de m'expliquer, dans la prochaine expédition, avec tout l'abandon qu'évoque en moi la parfaite indépendance de ma position relativement à la grave question espagnole; avec la confiance que m'inspire le sentiment que dans cette affaire ma pensée se rencontre au fond avec celle du Roi Louis-Philippe; avec la franchise enfin avec laquelle Sa Majesté m'a depuis longtemps permis de m'expliquer envers Elle sur un sujet qui offre bien plus de difficultés que de facilités pour arriver à un arrangement définitif et consolant. Veuillez, mon cher comte, dire au Roi ce que vous venez de lire.

6 avril.

1456. L'objet qui m'a engagé à rédiger l'expédition de ce jour* est évidemment un malentendu ou une intrigue. En y réfléchissant, j'y trouve l'un et l'autre, et voici comment je m'explique le fait.

Georgewitsch abdiqua; on procéda à une nouvelle élection, à la suite de laquelle ce dernier fut élu pour la seconde fois prince de Serbie (septembre 1843). Voir la lettre n° 1456. (*Note de l'Éditeur.*)

* Relativement à l'objet principal de cette expédition, c'est-à-dire relativement au litige serbe, le prince de Metternich écrit à Apponyi : « A l'égard de la Serbie, le droit de la Russie se borne à la surveillance, *en faveur du peuple serbe,* du privilége de faire choix de princes (*Knes*) appelés à le gouverner *par les notables de la nation serbe*. Or, c'est ce privilége que la Porte a enfreint, en sanctionnant la déchéance du Knes Michel et l'appel d'Alexandre Czerny, actes contraires à la loi organique émanée du Sultan et *soumise par lui* au patronage de la Russie. Les actes susdits ont été l'œuvre de quelques conjurés, et non des notables désignés par le statut organique. » En présence de ce mouvement révolutionnaire, la Russie fit valoir son droit de protection, qui lui était assuré par les traités, et l'Autriche approuva entièrement sa conduite. Voir la lettre ci-dessus, n° 1454. (*Note de l'Éditeur.*)

Lord Aberdeen est un fort honnête homme, mais un très-faible ministre, non sous le rapport des principes, mais sous celui du choix à faire d'une marche dans la conduite d'une affaire. Dans celle de Serbie, lord Aberdeen ne voit pas clair; il est guidé par les impressions que lui donne sir Stratford-Canning, qui, à son tour, est placé sous l'influence des intrigants turcs, serbes et polonais, qui ont amené la complication. Par suite, lord Aberdeen regarde le Divan comme étant dans son droit et la Russie comme ayant tort. Il sent que nous devons être mieux instruits de ce qui regarde l'affaire en question, et il a confiance en nous; il ordonne dès lors à sir Stratford-Canning de se conformer aux directions qui arrivent d'ici à l'internonciature, mais il conserve néanmoins quelques doutes sur l'exactitude de nos informations. Ce sont ces doutes qu'il aura exprimés soit à M. de Sainte-Aulaire, soit à lord Cowley, et voilà le Gouvernement français qui se met de la partie, dans l'espoir de pouvoir jouer une niche à *Nicolas !* Ce plan est misérable, et si nous ne réussissons pas à le réduire au néant dont il porte l'empreinte, il en ira de l'affaire serbe comme de celle de la Grèce, dont la paix d'Andrinople a couronné l'inepte folie politique. Ce que le Gouvernement français regarderait comme un triomphe, ce serait une entente entre lui, les Cours de Londres, de Vienne et de Berlin, *contre* celle de Russie, et il oublie que si, d'une part, une entente pareille n'est pas applicable à la question qui nous occupe, ce serait d'un autre côté livrer la Porte à la Russie, ou, ce qui est la même chose, jouer le jeu de la dernière de ces puissances. Tout cela n'a pas le sens commun.

8 avril.

1457. En vous pénétrant de l'esprit qui ressort de ce que je vous ai mandé par le dernier courrier, de ce que vous lisez aujourd'hui et de ce que *j'ai dicté* à M. de Flahault, vous verrez clairement ce qu'est l'affaire serbe et ce que nous y cherchons. Malheureusement, cette affaire, — qui en toute justice ne devrait pas en être une, — n'a été comprise ni à

Londres ni à Paris, et cela par suite, non de mauvaise volonté, mais de ce laisser-aller qui est propre à ces Cabinets, aussi souvent qu'ils sont forcés d'*étudier* une question. Vous ferez bien de faire tirer une copie de l'extrait de la lettre de M. de Flahault à M. Guizot; vous n'en direz rien à ce dernier, mais vous trouverez moyen de ne pas vous tromper sur l'attitude que nous avons prise dans l'affaire, et dont rien ne pourra nous faire sortir.

Une des causes directes qui ont augmenté la confusion, c'est le manque d'explications claires et nettes du Cabinet russe envers ceux de Londres et de Paris. Cette omission, qui réagit sur l'affaire, tire sa source de plusieurs causes : l'Empereur Nicolas a pour principe de ne point s'expliquer envers ces deux Cours sur les questions turques; il aime à tenir la France en dehors des affaires en général, et plus particulièrement en dehors de celles qui regardent le Levant; plus enclin à s'expliquer envers la Cour de Londres, il règne à Saint-Pétersbourg un système de caresses pour cette Cour que M. de Brunnow exagère par suite de son dessein de plaire là où il se trouve chargé de la défense d'un intérêt. Une considération enfin se joint à celles que je viens d'énumérer, et c'est le sentiment qu'a l'Empereur Nicolas que nous sommes là pour empêcher qu'il ne surgisse une grave complication. Tout cela n'arrange pas les affaires.

Votre rôle, mon cher comte, doit être de placer M. Guizot et le Roi Louis-Philippe en face de la vérité *à notre égard*. Placez-vous droit et ferme sur le texte que j'ai fourni au comte de Flahault; nous n'en sortirons pas.

24 avril.

1458. Mon exposé de l'affaire espagnole (n° 1472) est un travail de conscience, et c'est comme tel que je vous prie de le faire valoir aux yeux du Roi Louis-Philippe et de M. Guizot. Vous pourrez prévenir Sa Majesté qu'avant de vous l'adresser j'en ai fait la lecture au marquis de Villafranca, et qu'il n'a pas trouvé une seule remarque à y faire.

Quel sera le résultat de la peine que nous prenons de poser les questions ainsi que nous le faisons? Ce n'est certes pas moi qui ai la prétention de le décider. Il y a trente-cinq ans que je suis de près les affaires espagnoles, et la seule conclusion à laquelle je suis arrivé, c'est que ce qui serait le plus conforme à la raison est ce qui arrive le moins. En tout état de cause, nous resterons donc en droit de déclarer que, dans toutes les phases qu'ont parcourues les événements en Espagne, notre pensée n'a point varié.

17 mai.

1459. Ce n'est pas par le courrier de ce jour qu'il me serait possible de vous donner une réponse détaillée à vos rapports du 8 mai relatifs à l'affaire espagnole. Ce que je puis vous dire aujourd'hui, c'est que je ne me suis point attendu à d'autres nouvelles de Paris qu'à celles que j'en ai reçues; que je vais présenter à Don Carlos le tableau de la vérité et lui faire comprendre que c'est dans la situation qu'il faut chercher les remèdes, s'il y a des remèdes à une cause gâtée comme l'est celle de l'Espagne, et non dans des volontés impuissantes. Par la prochaine occasion, je vous rendrai un compte exact de mes faits et gestes.

J'ai fort peu de temps à ma disposition; j'accompagnerai demain l'Empereur à Presbourg, où l'ouverture de la Diète se fera le 19 mai.

Je ne vous parlerai pas des affaires hongroises, car en regardant le pays comme livré à une anarchie complète, on a l'explication de tout, et il ne reste plus rien à en dire. Ce qui est certain, c'est que la lutte n'existe pas entre le pays et le Roi, mais entre les partis qui divisent le pays.

Le tableau que présente celui-ci est de tout point conforme à ce qu'en 1825 j'ai prédit aux chefs de l'opposition libérale, qui à cette époque a pris son essor*. Aujourd'hui, ces mêmes

* Le fait auquel le prince de Metternich fait allusion ici se trouve dans le chapitre intitulé : « Sur l'opposition au sein de la Diète de Presbourg de 1825 », dans le quatrième volume, page 247, particulièrement n° 785. Relativement à

hommes crient misère et n'attendent le salut de la patrie que du Gouvernement! Le moment est d'une haute importance et me cause bien du tracas, qui, joint à tant d'autres, pèse sur moi comme un cauchemar, car c'est, en dernière analyse, le mot qui convient à la chose.

Ischl, 19 juillet.

1460. Mon expédition à Londres* vous apprendra ce que je pense de la phase où se trouve l'affaire espagnole. Comme elle n'est qu'un tissu de manœuvres révolutionnaires et politiques, elle éprouve le sort des œuvres qui tirent leur source d'une combinaison aussi délétère. Tout le monde finit par s'y perdre, et ceux qui en sont les auteurs et les continuateurs ne sont à cet égard pas plus avancés que les spectateurs de ce triste drame.

Je ne sais trop que penser en ce qui concerne le duc d'Aumale. Louis-Philippe y est pour beaucoup; ira-t-il jusqu'au bout dans une direction affirmative ou répulsive? Je ne me permets pas de préjuger la question, même vis-à-vis de moi. S'il s'agit simplement *de croire*, je crois que Louis-Philippe tâchera de laisser aller la chose sur sa pente naturelle, et que si elle doit aboutir au duc d'Aumale, *il acceptera*.

Nous n'entendons pas nous mêler de tout ce tracas. *Tout cela n'est rien* dans la situation où se trouvent placées les choses en Espagne : le seul mariage qui, d'après les règles du simple bon sens, offrirait un côté utile, ce serait celui que nous avons désigné comme le seul rationnel. Ce sont les intérêts révolutionnaires qui s'opposent à sa réussite; des deux côtés de la Manche, on a un penchant décidé pour l'*usurpation*. Grand bien fasse cet élément à ceux qui le regardent comme un point de départ utile; nous n'agirons pas

la Diète de 1843, le chapitre intitulé : « La lutte des langues en Hongrie », n° 1476, contient des détails plus complets. (*Note de l'Éditeur.*)

* Cette expédition contient des réflexions sur la déplorable situation de l'Espagne et sur le peu de chances de voir rétablir l'ordre, soit que le régent sorte victorieux de la lutte, soit qu'il succombe et qu'Isabelle prenne en main les rênes du gouvernement. (*Note de l'Éditeur.*)

contre notre conscience ; si nos bras étaient assez longs pour atteindre l'Espagne et pour maintenir sur le trône celui qui seul y a droit, nous finirions vite la besogne. Placés ainsi que nous le sommes à une distance qui porte obstacle à l'action raisonnable, nous laisserons agir ceux qui sont dans une situation plus favorable pour faire le mal, faute de pouvoir ou de vouloir faire le bien.

L'homme que nous avons envoyé à Bourges s'y trouve toujours, sans que je sache encore ce qu'il y fait ou plutôt pourquoi Don Carlos l'y retient, car il n'a rien à faire à Bourges, où il n'a eu qu'à porter une lettre du marquis de Villafranca. Il reviendra quand Don Carlos voudra l'expédier. Je conçois qu'il ne sache pas trop lui-même que nous dire.

II.

1461. Les différents prétendants à la main de la Reine Isabelle. — 1462. Réponse de Don Carlos à Villafranca. — 1463. Sur le *double règne* en Espagne. — 1464. L'insurrection militaire d'Athènes. — 1465. Motif du silence gardé par Bourges vis-à-vis de Paris. — Difficulté d'arriver à une solution de l'affaire grecque. — 1466. L'Autriche se désintéresse de la question du mariage espagnol. — 1467. Lettre de Villafranca à Don Carlos sur ce sujet. — 1468. Sur l'attitude de l'Angleterre et de la France dans cette affaire. — Le drame grec. — 1469. Trait caractéristique de Louis-Philippe. — L'Angleterre désire l'extinction de la famille des Bourbons en Espagne. — 1470. Conduite d'Olozaga à l'égard de la Reine Isabelle. — 1471. Le *Journal des Débats* sur la jeune Reine d'Espagne.

Metternich à Apponyi. Ischl, 6 août 1843.

1461. Quel est le sort réservé à l'expédition que je vous adresse aujourd'hui? Ce n'est pas moi qui entends le préjuger; ce qui en tout état de cause est certain, c'est qu'en vous l'adressant j'acquitte ma conscience !

Le temps semble venu où l'attitude des deux Cours voisines de l'Espagne devra se montrer au grand jour. Auront-elles les facultés morales nécessaires pour se prononcer en faveur de ce qui est conforme à la raison et pour renoncer à ce qui est

un jeu éminemment répréhensible? Si je ne me trompe, ce sera le Cabinet anglais qui se décidera le plus difficilement en faveur de ce qui est en opposition avec les errements suivis par les deux Cours, depuis l'origine du conflit espagnol.

Les derniers événements dans ce pays sont, sans aucun doute, le produit des intrigues et de l'argent de la Reine Christine, soutenue par la complicité de Louis-Philippe. L'Espagne ne gagnera rien à la chute d'Espartero, la Reine Christine pas davantage, si ce n'est son triomphe sur un adversaire personnel. Espartero était quelque chose; ce qui le remplacera ne peut rien être du tout. Louis-Philippe a eu, je ne le mets pas en doute, de grandes velléités en faveur du mariage d'Isabelle avec le duc d'Aumale; je les regarde comme passées. C'est le comte d'Aquila qui maintenant occupe le terrain, et ma dépêche n° 2 * vous met à même de faire comprendre au Roi ce qui ne nous fait point pencher vers ce choix, bien que, sous le point de vue personnel, il vaille mieux que celui du duc de Cadix. En Angleterre, on ne veut également plus de ce dernier; les ministres penchent vers le prince napolitain, et la Reine veut un Cobourg!

Dieu prononcera, car tout ce que pourront faire les hommes pour rétablir l'Espagne sur un pied tolérable sera une source d'embarras et restera probablement inutile.

Relativement à la ligne de conduite que vous aurez à suivre, je n'ai qu'à vous recommander de vous acquitter de la communication de notre pensée dans l'esprit qui lui sert de boussole. Elle est droite, simple, et n'a égard qu'au bien général.

* Le prince de Metternich écrit ce qui suit : « Nous avons une grave considération à faire valoir contre le choix du comte d'Aquila; elle ne porte point sur l'individualité de ce prince, qui pour nous est une grandeur inconnue : notre objection repose sur une tout autre base. Le Roi de Naples ne pourrait donner son consentement au mariage de son frère avec Isabelle sans se départir du principe conservateur qui est la base de son propre Trône, et sur lequel la tranquillité de l'Italie, et dès lors celle de l'Europe entière, exigent que ce Souverain se maintienne. Toute liaison étroite entre le Royaume des Deux-Siciles et l'Espagne *en révolution* est une source intarissable de dangers; or, comment empêcher cette liaison, conséquence nécessaire de l'établissement en Espagne d'un Prince qui assurément serait dans le cas de chercher de l'appui au dehors? Le plus naturel serait celui du frère. » (*Note de l'Éditeur.*)

6 août.

1462. L'homme que j'avais envoyé à Bourges en est revenu, et il a porté au marquis de Villafranca une courte lettre de Don Carlos. Elle porte en substance le renouvellement de l'assurance « que ce prince est disposé à tous les sacrifices qui renfermeraient le gage de l'utilité pour l'Espagne », et l'expression du vœu « d'être mis à même de se consulter avec quelques personnages qui jouissent de sa confiance ». Les personnages que nomme Don Carlos sont : *M. Ramirez de la Piscina*, actuellement à Rome; *l'archevêque de Cuba*, également présent en Italie, et *M. Erro*, qui doit vivre quelque part en France.

Veuillez porter cette indication à la connaissance du Roi Louis-Philippe.

Linz, 12 août.

1463. Ce qui pour moi ressort des dépêches de Londres, c'est l'embarras dans lequel se trouve le Cabinet anglais, et qui est une conséquence naturelle de la tournure que les affaires espagnoles ont prise. Mon expédition du 4 de ce mois sera venue à point nommé pour agir sur lord Aberdeen.

Veuillez porter *confidentiellement* à la connaissance du Roi et de M. Guizot le rapport de M. de Neumann. Ce rapport n'est évidemment point écrit pour être communiqué à Paris. Sa Majesté et M. Guizot devront trouver dans la connaissance que je leur en donne une nouvelle preuve de la confiance que je leur porte. Informés ainsi qu'ils le seront, il leur deviendra plus facile de diriger leur marche vers le but que je me plais à regarder comme commun entre nous, et qui, j'en ai la pleine conviction, ne pourra être atteint, dans l'intérêt de la paix intérieure de l'Espagne comme de la paix générale, que par l'union des compétiteurs au pouvoir en Espagne!

Quant à la question du double règne* que le Roi a de

* Cette expression de « double règne » veut dire que le fils aîné de Don Carlos devrait se marier, comme *Roi*, avec la *Reine* Isabelle. Voir n° 1472.
(*Note de l'Éditeur.*)

nouveau touchée avec vous, je me borne à me référer à ce que je vous ai déjà dit à ce sujet. Ce que nous ne saurions *proposer*, nous pourrons l'*admettre*. La difficulté ne se trouvera donc pas pour nous dans une condition qu'il appartient à l'Espagne et aux ayants cause de décider.

Je ne conçois non-seulement pas la possibilité que ce soit la France ou l'Angleterre qui parle à l'Espagne, mais je regarde le fait comme impossible. Aussi serons-nous prêts à ouvrir la brèche si nous sommes sûrs de ne pas être désavoués par les deux puissances maritimes. Nous parlerons en notre nom, nous renverrons les Espagnols à l'adhésion des deux Cours, et nous nous appuierons sur l'assentiment de l'Europe entière. Cette position serait forte.

Je n'admets point d'excuses relativement à la mauvaise volonté de la Reine Christine; Louis-Philippe la tient entre ses mains.

Vienne, 1er octobre.

1464. On aura été informé à Paris, par la voie de Marseille, de la révolution du 15 septembre en Grèce *. La marche qu'a suivie cet événement prouve que sa préparation et son exécution ont été parfaites; la nuit du 14 au 15 septembre ne laisse rien à désirer aux connaisseurs du nouvel ingrédient introduit dans le corps social sous le nom de *révoltes militaires couronnées de succès*, pour le complément desquelles les *pronunciamientos* étaient seuls restés à inventer !

L'événement est, à notre avis, à ranger parmi les plus gros de notre époque. Le Royaume hellénique, qui n'est assurément qu'un petit État, deviendra infailliblement un foyer incandescent, dont le rayonnement se fera sentir à de grandes distances. Nous serions en droit de nous féliciter de n'avoir dans l'affaire rien à la charge de notre conscience; nous sommes trop cosmopolites et trop amis du bien-être du corps

* Insurrection à Athènes, dirigée par Kalergi et Makryjanni. Formation d'un ministère soi-disant national et convocation d'une assemblée nationale à l'effet d'élaborer une constitution. Voir nº 1475. (*Note de l'Éditeur.*)



social pour nous laisser aller à un sentiment pareil ! Je prévois que je ne serai que trop souvent dans le cas de revenir encore sur ce qui trouvera son point de départ dans la catastrophe du 15 septembre.

12 octobre.

1465. Dans mon expédition de ce jour *, je n'ai pas voulu toucher à la remarque que vous a faite le Roi sur le silence que Bourges garde envers Paris. Je n'aime pas à confondre avec les affaires ce qui, entre Sa Majesté et nous, porte le caractère d'un abandon que nous savons apprécier.

Le silence que garde Bourges, — le fait est certain, — tire son origine de notre conseil de se tenir tranquille. Vous vous souviendrez que je vous ai dernièrement témoigné le désir qu'entre deux points aussi rapprochés que Bourges l'est de Paris, la voie fût ouverte pour des communications confidentielles.

L'idée n'ayant point été agréée à Paris, nous avons prié Don Carlos de s'abstenir de toute démarche directe. Le silence gardé par ce prince tombe ainsi à notre charge, et la remarque que j'en fais rentre dans l'esprit qui a présidé à mon travail officiel de ce jour.

Cet esprit n'a pas besoin de justification; toute affaire se compose d'un commencement, d'un milieu et d'une fin. On peut être d'accord sur celle-ci sans que pour cela l'affaire avance, et elle ne saurait avancer si on ne l'aborde d'une manière sérieuse. Comme il nous est prouvé que telle est la condition dans laquelle se trouve ce qui, après un laps de temps déjà fort long, n'est point parvenu à prendre un corps, mais est resté dans les limites *d'une idée,* force est pour nous de nous arrêter !

* Le prince de Metternich y parle des efforts tentés par le Cabinet français et par le Cabinet anglais pour faire accueillir défavorablement les propositions de l'Autriche relatives à la pacification de l'Espagne (nº 1472); il rappelle que les deux Cabinets font des vœux pour le succès du comte de Trapani comme prétendant à la main d'Isabelle, ce qui l'a amené à se désintéresser complétement de la question. (*Note de l'Éditeur.*)

Mais c'est parce que tel est le cas, et que je me sens personnellement placé sur le terrain d'une entière liberté, que je cède au besoin de vous avouer que je ne comprends rien à la position. Je vois ce que l'on ne veut pas, sans pouvoir découvrir l'utilité de ce que l'on veut. L'Espagne a besoin d'être pacifiée, et ce n'est pas à l'aide d'excitants que les pays peuvent être ramenés au repos.

L'ordre sans doute finit par naître du désordre, mais l'ordre nouveau n'aura plus rien de commun avec l'ancien. Le Roi Louis-Philippe tient à assurer le trône espagnol dans la succession de Louis XIV, et je trouve qu'en cela il a parfaitement raison. Aujourd'hui, il est question *de la succession directe de Philippe V,* et je comprends la cause de cette restriction et la valeur qu'elle a aux yeux de Sa Majesté. Le but qu'Elle se propose pourra-t-il être atteint par le mariage d'Isabelle avec tout autre prince que celui qui seul ne rompra pas le fil de la succession directe? Je ne le crois pas, et cela, parce que je ne regarde pas comme possible qu'Isabelle puisse jamais, si elle n'épouse pas le fils aîné de Don Carlos, proposer aux Cortès de rétablir dans la descendance l'ordre de succession que son propre avénement au trône a invalidé. Le but que se propose le Roi des Français d'assurer le trône d'Espagne dans la Maison de Bourbon, comment pourrait-il dès lors être atteint par le mariage d'Isabelle avec l'un des frères du Roi de Naples? Ici se présente même une nouvelle difficulté, qui, à mon avis, annule la succession *dans la descendance de Philippe V.*

Les deux puissances voisines de l'Espagne limitant le choix des Espagnols à cette descendance, et désirant en même temps le voir tomber sur un prince napolitain, qu'entendent-elles faire *des huit prétendants* qui dans la ligne de succession de Philippe V précèdent la branche de Naples?

Pour que la position devînt claire, ne faudrait-il pas dire : « Les Cours donnent l'exclusion à tout descendant du fondateur de la dynastie qui ne serait pas issu de la branche aujourd'hui régnante à Naples »?

Je comprends la marche de l'Angleterre, mais je ne comprends pas celle de la France.

Quoi qu'il en soit, mon cher comte, nous rentrerons dans le rang des spectateurs de l'un des plus tristes drames qui aient jamais été joués sur la scène du monde. Notre conscience sera tranquille ; notre esprit ne saurait l'être.

Une autre pièce se joue en ce moment dans une autre contrée, et si son introduction a rempli l'espace, la toile a été levée le 15 septembre dernier. Quand la pièce arrivera-t-elle à sa fin? Ce qu'il y a de certain, c'est que je n'ai pas la prétention de vivre assez longtemps pour en être le témoin. Je crois, en tout état de cause, qu'il nous sera plus facile de nous entendre avec la France sur ce qui regarde la Grèce, car je n'admets pas que le Cabinet français soit livré à des idées que je qualifie d'utopies du système représentatif. Comme nous ne péchons pas par l'excès contraire, il sera possible que les deux Cours se rencontrent dans ce qui est pratique.

Le grand embarras pour la Grèce et pour les puissances sera toujours que ce pays vive privé des moyens qui constituent la vie d'un État. Les plantes de serre chaude ne résistent pas aux intempéries de l'air.

12 octobre.

1466. La question qui fait le sujet de mon expédition de ce jour (celle qui regarde notre situation dans l'affaire espagnole) a une valeur tellement décisive à nos yeux, que je vous charge de prévenir M. Guizot que nous ne saurions différer *notre rentrée dans l'indépendance*. Ce n'est donc que le retour du présent courrier que nous attendrons pour nous dégager du poids qui pèse sur nous par suite de notre action sur Don Carlos et les hommes raisonnables de son parti. Ce retour même ne devra point être différé, car nous regarderons le silence du Cabinet français comme un aveu de sa part qu'il a renoncé à donner suite à notre bienveillante intervention.

Je ne connais guère de cas dans lequel plus d'intrigues aient eu lieu que dans ce qui regarde la question qui depuis si longtemps déjà forme le sujet de pourparlers entre le Roi Louis-Philippe et nous. J'ignore pourquoi le Roi de Naples refuse le comte d'Aquila, mais il est positif qu'il offre le comte de

Trapani. Ce dont je puis répondre, c'est que les pourparlers entre Paris et Naples ont lieu *sous la réserve que l'Autriche n'en soit point informée.* Vous ferez semblant d'ignorer tous ces détails, et vous voudrez bien avoir soin de vous tenir dans les termes de mes dépêches ostensibles; et envers le Roi directement, dans ceux de ma lettre particulière, rédigée pour être portée à sa connaissance. Évitez tout ce qui aurait le caractère d'une *sollicitation* de notre part, car nous *déclarons* notre point de vue et nous ne sollicitons rien.

Ce qui est évident, c'est qu'à Eu, lord Aberdeen s'est laissé enjôler. La peur du mariage d'Isabelle avec le duc d'Aumale l'a fait passer par tout ce qui ne porte pas ce nom. Dans une rencontre avec Louis-Philippe et M. Guizot, lord Aberdeen tirera toujours la courte paille.

Tout ce qui aujourd'hui porte le nom d'une affaire n'est que de l'intrigue. L'Espagne et la Grèce succombent à l'intrigue, et le prochain pays qui, sous ce rapport, ne sera pas mieux partagé, ce sera le Royaume de Naples.

Je vous recommande, mon cher comte, de vous pénétrer de l'esprit qui m'a dicté mon travail de ce jour et de régler sur lui votre attitude, qui devra porter le caractère du calme, mais d'une décision arrêtée de notre part.

11 novembre.

1467. Veuillez faire tenir la lettre ci-jointe à son adresse. Elle est du marquis de Villafranca, qui prévient Don Carlos de notre retraite dans l'affaire espagnole. Il n'en reçoit pas le premier avis, mais le dernier.

Si je dis *notre retraite,* l'expression n'est pas juste, car c'est le Roi Louis-Philippe qui se retire du terrain sur lequel, depuis l'envoi ici de M. Pageot, il nous avait invités à nous placer. N'a-t-il jamais voulu de la chose, ou bien a-t-il changé de disposition? Je crois à la dernière de ces alternatives. C'est surtout depuis que les paroles échangées à Eu ont prouvé au Roi que le ministre anglais *accepterait tout,* pourvu qu'il ne fût pas question d'un fils de ce Prince, que les partis ont été pris. Quoi qu'il en soit, le mal retombera plus sur la France que sur nous.

11 novembre.

1468. Ni le Roi Louis-Philippe ni M. Guizot ne seront fâchés de l'attitude dans laquelle nous nous retirons relativement à la question du mariage espagnol. Ils auront le sentiment d'hommes qui se trouvent déchargés d'un poids. Ce qui est certain, c'est que les affaires espagnoles n'y gagneront rien.

Je vous prie d'attacher quelque valeur à ce que je vous dis au sujet de l'occasion manquée par *les deux Cours* engagées si malencontreusement dans la mauvaise intrigue espagnole, de se dégager *de ce tête-à-tête,* contre l'existence duquel elles ont souvent invoqué notre intervention. Un sort qui serait singulier s'il ne reposait sur des causes naturelles, c'est celui qui fait manquer au Roi Louis-Philippe les occasions d'entrer dans une situation *à cinq*. Il en a été ainsi en 1840, et il en est de même aujourd'hui. La politique française est *ambitieuse,* et elle ne sait dès lors pas se ployer sous la simple raison. Celle de l'Angleterre, par contre, est niaise dans tout ce qui dépasse l'intérêt directement anglais, et par ces faits réunis, les positions excentriques sont à l'usage des deux puissances. Vous savez ce que dans tous les temps j'ai pensé de leur prétendue *alliance;* ce que j'en ai pensé, je le pense encore, et les résultats de leurs entreprises communes ne donneront jamais un démenti à mon jugement sur la nullité de ce qui n'est qu'une prétention irréalisable.

Je ne sais pas où en est en ce moment la question du mariage entre Isabelle et un Prince napolitain. Le Roi de Naples se cache sur ce chapitre devant nous, et la découverte que nous avons faite, bien contre son gré, de ses pourparlers à ce sujet avec la France, l'aura péniblement affecté. Si je ne me trompe, ce sera l'Espagne qui ne voudra pas d'un Prince de la souche napolitaine, et comme je partage l'opinion de M. d'Ayllon sur ce qu'il arriverait de l'union d'Isabelle avec l'un des fils de Don Francesco, il me reste à demander : Où trouvera-t-on l'époux pour Isabelle? Je ne mets pas en doute qu'elle va être déclarée majeure, si déjà elle n'a passé le

Rubicon. Le fait ne changera rien à la situation des choses en Espagne et à sa propre position, si ce n'est que *la Reine en personne* se trouvera placée en face d'un pays rendu ingouvernable par ceux mêmes qui ont créé *le Trône constitutionnel* en détruisant tous les éléments qui pouvaient servir d'appui à cette chaise de bois! Tout cela est de la fort plate fantasmagorie, et finira par une très-compromettante critique de la marche de ceux qui auront aidé au mal.

Des scènes plus ou moins semblables se passeront en Grèce, et leur début n'est déjà pas trop mal. Les drames conçus d'après les règles du libéralisme sont des pastiches qui devraient ne point être représentés sur les grands théâtres. On dira au Roi Othon : « Suivez l'exemple du Roi des Français; le 15 septembre fait le pendant des journées de Juillet; voyez comme avec de l'habileté on peut se tirer d'affaire! » Ce qu'oublieront ceux qui parleront ainsi, c'est qu'il n'y a point de similitude entre les positions. Il y en aurait une si la révolte de Juillet avait laissé aussi sur le trône le Roi Charles X; il n'y en a pas entre un Roi muselé et un Roi issu de la Révolution. Et puis, Othon n'a rien de l'habileté de Louis-Philippe, tout comme la Grèce ne ressemble en rien à la France, ni les Grecs aux Français.

2 décembre.

1469. M. Guizot s'est expliqué avec vous comme je m'y étais attendu sur les deux sujets en instance, les affaires de l'Espagne et celle de la Grèce, et le Roi Louis-Philippe prend l'attitude qui répond à son caractère, lequel a créé sa position, prise dans son grand ensemble. Louis-Philippe n'est pas libéral; il est voué au culte de ce qu'il regarde comme *utile* pour lui et les siens. Il ne méconnaît pas la valeur des principes du droit et de la justice; ce à quoi il restreint ses soins, c'est à s'en servir quand il regarde leur emploi comme pouvant servir le but qu'il tient en vue, et à les regarder comme n'existant pas quand il ne peut pas s'en servir dans son intérêt. C'est une manière de penser et d'agir comme une autre, et il en est de ces manières comme des goûts; tous sont dans la

nature! Cela n'empêche pas qu'il y en ait de bonnes et de fort répréhensibles! Comme ce ne sont pas les hommes qui dominent la nature et qui en règlent les lois, il s'ensuit que l'intrigue finit toujours par tourner contre ceux qui ne répugnent pas à en suivre la direction, et *l'ordre de choses* en France n'échappera pas à cette conséquence voulue!

Ne vous aventurez jamais ni avec M. Guizot ni avec le Roi sur le terrain espagnol. Attendez qu'ils vous en parlent, et aussi souvent qu'il en sera ainsi, cherchez vos répliques dans les préceptes de notre marche. Dans le cours des dernières années, elle a été si clairement exposée par nous-mêmes aux Gouvernements français et anglais, qu'il ne nous reste plus ni une explication à leur donner, ni une pensée à avancer vis-à-vis d'eux. Ce qui m'est démontré, c'est que Louis-Philippe voit les besoins de l'Espagne comme nous les voyons, et que s'il n'en était empêché par un calcul d'intérêt contraire, il se vouerait à la recherche des seuls remèdes qui aient une valeur pratique. C'est la nature de son caractère qui l'arrête et qui le fait s'écarter de la ligne droite, dont le Gouvernement anglais l'a en grande partie fait dévier. C'est donc à Londres qu'il faut chercher les plus grands obstacles au salut de l'Espagne, et ils se trouvent dans la terreur qu'inspirent aux Anglais, pris en masse, les mots *absolutisme* et *catholicisme*. A l'horreur que ces mots inspirent aux Anglais vient, dans la présente occasion, encore se joindre le désir, non moins national, de voir la succession bourbonienne s'éteindre en Espagne : la répugnance est ainsi complète. Ce qui plaît aujourd'hui à Louis-Philippe, c'est de faire entrer Naples dans son orbite.

Quant à la situation en Grèce, elle satisfait, à un égal degré, les hommes d'État des deux rives de la Manche. On est toujours propagandiste quand on est révolutionnaire. La haine personnelle que le Roi des Français porte à l'Empereur de Russie fausse de son côté le jugement du premier. Tout cela aboutit à un gâchis politique dont les conséquences sont encore en partie consignées dans le livre du destin!

14 décembre.

1470. Je me permets de caractériser de folie la conduite de M. Olozaga ; elle peut cependant n'avoir été que de l'exaltation de cet esprit de parti, qui agit comme une puissance sur les individualités espagnoles. Il ne m'est point prouvé qu'Olozaga ait agi comme ennemi d'Isabelle. Ce dont je ne doute pas, c'est qu'il ait consulté sa haine contre Christine. Tout se dévide en Espagne entre des partis dont aucun ne s'appuie sur une autre base que sur celle d'une personnalité ; cette vérité est applicable au trône d'Isabelle lui-même, et repose sur la personnalité de Ferdinand VII. Aussi longtemps que les choses resteront placées ainsi, la lutte entre les partis sera sans fin ; ce qui en trouvera une, ce sera le Trône.

La question entre Olozaga et la jeune Reine est fort dange reusement placée pour celle-ci. Les tête-à-tête sont des positions dangereuses quand ils ont lieu entre des individus dont l'un a tout et l'autre rien à perdre. Plus la conduite du ministre aura été folle et criminelle, moins elle paraîtra vraisemblable ; il en sera de même de la conduite sage et raisonnable de l'enfant couronnée.

Je crois en la vérité de l'enfant ; les partisans d'Olozaga seront-ils dans la même disposition ?

16 décembre.

1471. Le *Journal des Débats* renferme dans sa feuille du 10 décembre la phrase suivante : « La Reine, cette jeune fille innocente, dont l'avénement au Trône a commencé l'ère de la liberté espagnole, etc. » Quand on lit un amas de paroles pareilles, on doit en conscience se demander pour qui elles sont écrites. L'*innocence* convient assurément *aux jeunes filles*, mais n'appartient pas aux prérogatives du Trône ; si, par contre, elle doit tourner en un mérite pour Isabelle, il n'en saurait être de même *de la liberté*, qui date de l'avénement de l'innocente Reine, car la liberté espagnole ne saurait avoir de

la prétention à l'innocence! Si je ne me trompe, la liberté espagnole est horriblement entachée de crimes!

PROPOSITIONS RELATIVES A LA SOLUTION PACIFIQUE DU DIFFÉREND PROVOQUÉ PAR LA QUESTION DE SUCCESSION EN ESPAGNE.

1472. Metternich à Apponyi, à Paris (E. D.). Vienne, 24 avril 1843.

1472. J'ai pris naguère envers vous l'engagement de vous mettre à même de placer sous les yeux du Roi Louis-Philippe notre manière d'envisager la position actuelle de Don Carlos. En m'acquittant aujourd'hui de cette tâche, je m'appliquerai à résumer les faits dans le court exposé suivant :

Je commence par poser en fait que le Roi ne saurait avoir aucun doute à l'égard de ce que nous cherchons comme de ce que nous ne cherchons pas dans l'affaire espagnole; j'ajoute que, de mon côté, j'ai la conviction que l'opinion foncière du Roi à l'égard de cette question se rencontre avec la nôtre. Toutefois, malgré cette conformité de jugement, je ne crois pas superflu d'assurer Sa Majesté que la question des régimes sous lesquels l'Espagne est ou pourrait être placée n'entre pour rien dans notre pensée. Nous regardons ce côté de la position du Royaume comme une question de politique strictement intérieure et qui, par cette raison, ne saurait être soumise à notre contrôle. Nous pouvons sans doute avoir une opinion à nous sur cet objet, et cette opinion pourrait n'être pas celle de la majorité des Espagnols ou celle qu'une minorité impose à la majorité; mais cette divergence n'influerait en aucune manière sur la question qui absorbe plus particulièrement notre intérêt. Par rapport à l'Espagne, nous ne sommes ni absolutistes ni constitutionnels; nous sommes monarchistes et anti-anarchistes par principe, et nous ne croyons pas être appelés à nous mêler du régime intérieur de ce pays. L'intérêt profond que l'Espagne nous inspire, et qui fait appel à nos sentiments, repose sur une base plus élevée; il domine, et

cela même dans celui de l'Espagne, tous les autres intérêts : c'est, en un mot, l'intérêt du Trône.

Rien ne saurait ébranler notre conviction que pour tout État l'ordre de succession au Trône est de toutes les lois celle qu'il importe le plus de mettre hors d'atteinte. Si cette vérité pouvait être douteuse, l'histoire de l'Espagne suffirait pour la constater. Or, comme nos sentiments d'humanité et nos principes politiques nous font également désirer que les déchirements auxquels la malheureuse Espagne est livrée trouvent leur terme le plus tôt possible, nous nous prononçons pour le seul moyen auquel nous puissions reconnaître une efficacité pratique pour assurer ce bienfait à ce malheureux pays. Le Roi des Français connaît ce moyen, Monsieur l'ambassadeur, et même je n'hésite pas à affirmer qu'il répond également à la conscience de Sa Majesté.

Mais le moyen que nous proposons est-il matériellement applicable à l'Espagne, ainsi qu'elle est placée? Telle est la véritable et même la seule question dont peuvent avoir à s'occuper deux Cabinets qui, en principe, se trouvent d'accord quant à leur sentiment moral.

Voici ce que je pense à ce sujet :

Trois éléments influent d'une manière décisive sur la solution de ce grand intérêt :

Don Carlos,

L'Espagne,

La politique de la France et de la Grande-Bretagne.

L'action que nous sommes à même d'exercer sur ces éléments a plus ou moins de portée dans sa gradation, suivant l'ordre dans lequel je les ai rangés.

Quoique négative de son essence, je regarde notre influence sur Don Carlos comme *moralement* forte. Aussi avez-vous vu que nous ne l'avons point négligée et que nous nous sommes appliqués à la faire tourner au bien de la cause. Don Carlos est aujourd'hui convaincu, — c'est un fait dont il ne m'est pas permis de douter, — que son *rôle personnel* est fini. A cet égard, il s'est expliqué en dernier lieu envers nous dans un sens qui évidemment aurait été encore plus explicite, si ce Prince

ne croyait point s'assurer, par une certaine retenue, un moyen de recouvrer plus promptement sa liberté.

Nos propositions à Don Carlos sont connues du Cabinet français jusque dans leurs moindres détails; il sait, par conséquent, que nous n'avons point laissé ignorer à Bourges la différence que nous faisons entre un arrangement auquel nous n'hésiterions pas à accorder la valeur *d'une proposition* de notre part et un arrangement auquel nous ne refuserions pas notre *adhésion* morale. Le premier de ces arrangements serait le mariage entre le fils de Don Carlos, Roi, et la Reine Isabelle; le second, le mariage sans le double règne. Il est superflu d'ajouter que pour l'un comme pour l'autre de ces modes d'accommodement, le point de départ ne saurait se trouver que dans la renonciation formelle de Don Carlos à toute prétention personnelle au gouvernement de l'Espagne.

C'est pour le cas où il s'agirait du premier de ces modes que je regarde Don Carlos comme prêt à se rendre. Si l'impossibilité de sauver le Trône dans toute autre voie pour sa descendance devait lui être démontrée, se refusera-t-il au simple mariage? Je suis hors d'état de prendre sur moi de rien assurer à ce sujet.

La question se trouve dès lors réduite, à mes yeux, à celle des possibilités, et je me trouve à son égard placé dans l'une de ces situations pénibles où ce qui est conforme à la raison et ce qui répond aux intérêts les plus évidents d'un grand pays peut se trouver contre-balancé par d'insurmontables erreurs. Ajoutez à cela la distance à laquelle celui qui s'occupe de la question est placé des points sur lesquels une action incessante et soutenue serait nécessaire, et vous comprendrez les difficultés de ma position.

Quant à l'*élément espagnol,* voici quelle est notre position à son égard. Cet élément, qui aujourd'hui est nul pour nous, offrirait, si nous le voulions, un vaste champ à notre influence, et cela en conformité de l'attitude morale et politique que notre Cour croirait devoir déployer relativement à ce pays.

L'influence de l'Autriche sur les destinées de l'Espagne est fort peu de chose sous le point de vue de la situation intérieure

de cette dernière; elle serait prépondérante le jour où nous nous montrerions sur l'arène que l'incommensurable faute du Roi Ferdinand a ouverte aux partis. Le jour où l'œuvre de Louis XIV a été anéantie par l'un de ses descendants, le Trône espagnol s'est trouvé offert aux prétendants, et un Archiduc qui se présenterait en Espagne réunirait, sans aucun doute, autour de sa personne un immense concours, s'il se présentait soit comme le représentant d'anciens droits, disputés et finalement abandonnés par les Bourbons eux-mêmes, soit comme aspirant à la main de la fille de Ferdinand VII.

Entre ces extrêmes, Monsieur l'ambassadeur, il se trouve une ligne moyenne, et c'est celle que nos sentiments politiques nous ont fait adopter et suivre ; nous nous sommes maintenus en dehors du mouvement espagnol. Qu'en est-il résulté ? L'Autriche est respectée en Espagne, et par suite de ce sentiment, notre voix peut s'y faire écouter, si elle reste inviolablement fidèle aux principes que nous avons constamment professés et qui sont généralement connus. Si nous nous écartions de cette direction, notre voix demeurerait sans effet.

L'élément qui, en vérité, nous semble exercer sur les affaires de l'Espagne actuelle l'influence la plus directe, c'est celui auquel j'ai assigné la troisième place dans le présent exposé ; c'est-à-dire, celui qu'il faut chercher *dans la politique française et anglaise*.

L'Espagne, Monsieur l'ambassadeur, est la victime des fautes de ses derniers gouvernants et de la rivalité française et anglaise. Appelé à dire mon avis sur le remède, il faut avant tout que je me rende compte des causes du mal, et c'est pour moi un devoir de conscience que de ne point cacher ma manière de voir à celui qui entre avec moi en consultation.

Le Roi Louis-Philippe vous a dit, Monsieur l'ambassadeur, « qu'il serait plus facile que je ne le crois d'amener le Cabinet anglais dans nos voies ». Sous ce point de vue, tout ce qu'il m'est permis d'accorder à Sa Majesté, c'est d'admettre la possibilité du fait, et encore ne puis-je faire cette concession que sous la réserve suivante : si le vœu de l'Espagne et de ses gouvernants actuels s'exprimait clairement dans le sens de nos

vues, alors l'Angleterre n'opposerait à leur réalisation aucune résistance. Le sentiment actif de l'Angleterre (et ce sentiment est national) est dirigé contre l'occupation du Trône espagnol par la famille de Bourbon; il peut se présenter des circonstances où l'Angleterre se résignerait à *tolérer* ce qui froisserait ce sentiment; je doute fort cependant qu'elle aille jamais jusqu'à le *soutenir*. En soumettant dans cette question mon sentiment aux lumières du Roi des Français, il n'en reste pas moins évident que la question qui fait le sujet du présent travail doit être traitée avec les Espagnols. La France et l'Angleterre unies dans le conseil, et ce conseil étant soutenu par l'Autriche et accepté par l'Europe entière, assurément un accord aussi imposant commanderait l'attention la plus sérieuse du Régent d'Espagne et de tous les Espagnols amis de la paix de leur pays!

Deux individualités sont, sans aucun doute, appelées par une force des choses invincible à exercer une influence plus ou moins prépondérante sur un projet que jamais je n'ai encore qualifié autrement que *d'une idée,* mais qui, si cette idée finissait par être approuvée, pourrait devenir *une proposition* à laquelle il nous serait possible de nous associer, et dont la non-réussite n'exclurait pas un arrangement de nature à obtenir notre acceptation tolérante.

Ces individualités sont le général Espartero et la Reine Christine. Je m'arrêterai ici à quelques considérations qui, dans l'intérêt direct de ces deux individualités, militeraient en faveur de notre idée.

Ce qu'il y a de plus clair dans l'existence d'Espartero, c'est que son avenir manque de base et de garantie. Ce que les hautes positions valent en Espagne est écrit à toutes les pages de l'histoire de ce pays, et si l'histoire espagnole nous fournit beaucoup d'exemples de l'instabilité de positions pareilles, celle qu'occupe le Régent actuel serait même dans tout autre pays entourée de dangers. De même que les tuteurs, les régents, Monsieur l'ambassadeur, ne sont ordinairement point appelés à la confiance de leurs pupilles. Dans la situation d'Espartero, une circonstance particulière ajoute encore aux conditions habituelles de ceux qui ont passagèrement exercé le

pouvoir suprême : c'est que le pouvoir d'Espartero ayant eu pour point de départ *une révolte,* il doit nécessairement se manifester un contraste entre l'origine du pouvoir du Régent et la position de la Reine; or, il sera évidemment de l'intérêt de celle-ci de faire ressortir ce contraste en toute occasion, afin que la nation elle-même ne puisse pas confondre les deux origines. Cela étant, il ne reste à Espartero qu'une chance de salut, et elle se trouve dans une combinaison qui, sans renfermer une garantie positive pour sa position, n'exclut cependant pas pour lui l'espérance de la conserver. Je crois découvrir cette chance de salut dans le concours des puissances sauvegardant l'intérêt du pays, qui avant tout a besoin de *stabilité.* Isabelle et son époux, quel qu'il puisse être, seront deux enfants qui auront besoin d'être menés, et c'est le rôle de guide qu'Espartero devrait se ménager, et à l'aide duquel il devrait chercher à s'assurer des garanties.

Un pays livré au jeu des partis, ainsi que l'est la malheureuse Espagne, doit assurément être difficile à conduire dans les voies du bien. Mais dans la présente occurrence, c'est d'Espartero que j'entends parler, et en examinant les positions, je suis forcé de me demander si cet homme a de la puissance ou s'il ne représente que le symbole du pouvoir. Dans le premier cas, il est clair qu'Espartero devra vouloir ce qui peut lui être personnellement utile; dans le second cas, il ne vaut pas la peine qu'on s'occupe de lui *.

Il en est de même de la Reine Christine. J'ignore si ses vues personnelles visent à rentrer en Espagne après la majorité de sa fille. S'il devait en être ainsi, ce serait pour elle, même abstraction faite de son sentiment maternel, une raison de plus de vouloir que le trône espagnol repose, sous le poids de circonstances données, sur les bases les plus solides possible. Or, comme il est hors de doute que l'union entre Isabelle et le fils aîné de Don Carlos renfermerait le plus de gages calculables de solidité pour le Trône, c'est cette union qui ration-

* Le 30 juillet 1843, Espartero se démit de ses fonctions de Régent d'Espagne, et se rendit ensuite en Angleterre. (*Note de l'Éditeur.*)

nellement devrait convenir le mieux à la Reine Christine. Vous me mandez que cette Princesse inclinerait plutôt en faveur du choix de son frère le comte d'Aquila, que du fils de Don François de Paule. Dans ce sentiment, la Reine a évidemment raison; mais les arguments qui justifient cette préférence ne sont d'aucun poids en comparaison de ceux qui militent en faveur du choix du Prince des Asturies.

Ce qui me reste à vous dire a trait au mode que je regarderais comme le plus pratique, pour le cas où le Roi Louis-Philippe entrerait dans notre manière de voir.

Il n'y aura guère moyen d'arriver à une entente autrement que par les voies directes entre Paris et Bourges *. C'est donc à ouvrir des voies pareilles qu'il faudrait tendre. Sous ce rapport, nous pourrons, si le Roi des Français devait le désirer, agir sur l'esprit de Don Carlos; dans ce cas, nous mettrions nos soins à inspirer à ce Prince de la confiance dans le Roi Louis-Philippe. Don Carlos est occupé de deux intérêts; il songe à l'avenir de sa famille et de l'Espagne, et ne perd pas de vue sa libération personnelle. Je viens de ranger les deux intérêts dans l'ordre logique qui leur convient, tout en ignorant si cet ordre prédomine dans les esprits des habitants de Bourges. En tout état de cause, il me paraît essentiel de fixer l'attention du Roi sur la nécessité d'éviter de rattacher la mise en liberté de Don Carlos *à une déclaration formelle préalable* de sa renonciation au Trône. Outre qu'une déclaration faite sous l'influence de la pression exercée sur ce Prince par suite de sa captivité ne serait pas valable, je suis convaincu qu'on ne l'obtiendrait pas de lui. Pour vous édifier à l'égard de cette question sur ma pensée tout entière, je vous indique ici la marche à suivre, et je vous marquerai trois époques. D'abord il faudrait procéder à l'établissement d'un accord entre Paris et Bourges; puis arriver à prendre des engagements réciproques; enfin, la *déclaration* trouverait sa place naturelle à l'époque de la mise en liberté. D'après une prévision fort simple, la première

* Depuis qu'il avait été exilé d'Espagne, Don Carlos avait établi sa résidence à Bourges, où il était interné. (*Note de l'Éditeur.*)

période serait la plus longue, car elle devrait être également remplie par des pourparlers avec le Gouvernement anglais et le Régent d'Espagne. Nous serions disposés à faire nos bienveillants efforts dans ces mêmes directions, et si les questions devaient se placer sur un terrain pratique, nous serions prêts à assumer l'attitude de témoins et à corroborer par cette attitude la valeur des engagements qu'il s'agirait de prendre dans la seconde période, qui ainsi se confond avec la première.

Veuillez soumettre tout cela au Roi, car il est clair qu'en poursuivant ce système, la première et à la fois la plus indispensable condition du succès ne pourra se trouver que dans une entente préalable entre le Roi et notre Cabinet.

Je ferai patienter à Bourges jusqu'à ce que je sois en possession d'une réponse de Paris à la présente expédition. De cette réponse dépendra notre participation à l'action ou notre persévérance dans une attitude étrangère à ce qui regarde le conflit espagnol du jour *.

PERCEMENT DE L'ISTHME DE SUEZ.

1473. Metternich au consul général Laurin, à Alexandrie (D.). Vienne, le 25 avril 1843. — **1474.** Metternich à Kübeck (Note). Vienne, le 28 avril 1843.

1473. Monsieur, j'ai reçu votre rapport du 1er février de la présente année, ainsi que les plans et éclaircissements qui y étaient annexés, et qui sont relatifs à l'établissement d'un canal destiné à relier les deux mers au moyen du percement

* Dans une dépêche secrète portant la même date et adressée à Apponyi, le prince de Metternich écrit ce qui suit : « Je vais expédier à Bourges un *simple porteur de lettre*, dans le but que j'ai consigné dans le dernier alinéa de la dépêche précédente. Je le ferai munir d'un passe-port, soit de M. l'ambassadeur de France à Vienne, soit du consul de France à Milan, et vous indiquerai son nom pour l'usage de la police à Bourges. Veuillez prévenir M. Guizot de ce projet. » — On trouve la suite de cette affaire dans les « Événements politiques du jour », particulièrement dans les lettres portant les nos 1460-1468. (*Note de l'Éditeur.*)

de l'isthme de Suez. La lecture de ce rapport m'a donné la certitude que non-seulement la construction de ce canal demandera peu de peine et peu de temps, mais encore que les frais d'établissement ne dépasseront pas les ressources que Méhémet-Ali est à même de trouver sans difficultés; que ce prince hésite entre deux projets, dont l'un, consistant à endiguer le Nil, repose sur des intérêts exclusivement égyptiens, tandis que l'autre, consistant à tracer le canal en question, intéresse le monde entier, qui réclame cette entreprise, et que c'est précisément cette dernière considération et l'extrême importance de la chose qui font hésiter Méhémet-Ali à commencer les travaux, si on ne lui donne pas des garanties pouvant assurer à sa famille la *possession du canal* et une *juste indemnité* pour la construction et l'entretien de cette voie, indemnité que payeraient les navires et les marchandises qui franchiraient ce passage.

Confiant dans le désintéressement absolu et dans la parfaite loyauté de l'Autriche, Méhémet-Ali a, par votre entremise, communiqué ses préoccupations au Cabinet impérial; en effet, l'importance multiple de la question pouvait lui donner la conviction que sa démarche auprès de la Cour de Vienne serait accueillie avec autant de sérieux intérêt que de bienveillance, et qu'en examinant cette affaire, l'Autriche ne ferait pas entrer en ligne de compte des considérations mesquines et des éléments étrangers à la question.

La démarche de Méhémet-Ali lui est dictée par le désir de s'assurer la *possession* du canal et d'en tirer un *revenu* équitable.

Sous ce dernier rapport, je n'hésite pas à vous autoriser à déclarer à Méhémet-Ali que non-seulement le Gouvernement I. R. n'est pas opposé à l'idée de la perception d'un droit uniforme à fixer d'un commun accord pour toutes les nations, droit à exiger des navires et des marchandises qui franchiraient le canal, mais encore qu'il sera prêt à appuyer cette demande d'indemnité, attendu qu'il la considère comme étant fondée sur des raisons d'équité et d'intérêt général.

La *garantie de la possession* soulève une question dont je crois voir la solution dans le fait que la succession dans le

pachalik d'Égypte est assurée aux descendants de Méhémet-Ali; cette question ne pourrait donc paraître un problème compliqué que par suite d'une fausse manière de la comprendre ou de la poser.

Plus je reconnais l'importance de la question dont il s'agit ici, plus mon esprit en est pénétré, moins j'hésite à vous charger de donner à Méhémet-Ali l'assurance que je serai prêt à la traiter avec toute l'attention qu'elle comporte, dès que le Pacha lui-même me demandera de m'en occuper. Je ne suis pas de ceux qui ne savent pas voir des idées et des situations sous leur vrai jour; je suis au contraire *l'homme de la vérité :* Méhémet-Ali en a eu trop de preuves pour douter du fait. Qu'il me parle donc ouvertement, et je saurai toujours lui répondre nettement sur les objets.

Je regarde la question actuelle comme une des plus importantes pour notre époque et pour Méhémet-Ali lui-même. Une fois que nous serions d'accord avec lui sur le principe, il serait facile de nous entendre sur le choix des moyens. Mais avant tout il me paraît utile, dans l'intérêt du succès de l'entreprise, de garder un silence absolu sur l'entente préalable qui existerait entre Méhémet-Ali et moi, attendu qu'ainsi je serais à même d'agir utilement sur d'autres Gouvernements, en me plaçant au point de vue purement autrichien.

Par suite de cette considération, et parce que cette question est aujourd'hui exclusivement politique, je crois devoir vous prier, Monsieur, d'adresser *à moi seul* vos rapports sur cette affaire spéciale, et de me les expédier toujours par la voie de l'internonciature I. R., excepté si, en cas d'urgence, vous trouviez des moyens de communication directe avec Trieste.

Metternich à Kübeck (Note). Vienne, le 28 avril 1843.

1474. . . . . . Dans la Note que j'ai adressée à Votre Excellence, le 14 mars de la présente année *, j'ai dit que la con-

* Les efforts de Metternich avaient pour but d'obtenir que la malle des Indes passât par l'Autriche (Trieste ou Venise), au lieu de passer par la France comme auparavant. La communication de l'état des négociations diploma-

struction du canal (par l'isthme de Suez) était un fait auquel il fallait s'attendre infailliblement. J'y vois un événement d'une importance capitale, un de ces événements qui inaugurent une révolution dans les rapports des peuples entre eux; j'ai la conviction que ce grand fait est de nature à assurer à l'Autriche un avenir où l'Empire sera appelé à prendre rang parmi les premiers États commerçants. Aussi, plus je reconnais l'importance de la question dont il s'agit, plus mon esprit en est pénétré, plus aussi je me sens porté à consacrer à cette affaire toute mon attention et tous mes soins.

Si la réouverture de cette route commerciale, que d'antiques

tiques engagées à cet effet donna lieu à la Note du 14 mars, rappelée ci-dessus. Le chancelier d'État y faisait observer, entre autres choses, ce qui suit : « La résolution prise par le Gouvernement anglais de faire passer la malle des Indes par Trieste ou Venise, en confiant de toute façon le transport entre Alexandrie et l'un de ces ports à la marine militaire anglaise, met à néant les avantages directs que nous pouvions espérer de cette modification d'itinéraire pour notre propre pavillon. Désormais, notre intérêt dans cette question, indépendamment des considérations politiques d'un caractère général, porte donc uniquement sur le point suivant : en présence de la réouverture, de jour en jour plus certaine, de la route du commerce des Indes orientales par la mer Rouge et par l'isthme de Suez, nous devons chercher à attirer vers nos ports la plus grande partie de ce mouvement commercial. Nous nous trouvons, à cet égard, dans une situation plus avantageuse que la France, qui, des marchandises qui seront importées par cette voie commerciale, n'absorbera que la quantité nécessaire aux besoins de sa propre population et à ceux de ses fabriques et manufactures, car, au point de vue du transit, les marchandises qui passent par la Franc n'ont pas de débouché dans d'autres pays. L'Autriche, par contre, semble destinée, d'abord, à absorber ce qui est nécessaire à sa consommation, et, de plus, à fournir à une partie de l'Italie et de la Suisse, à une grande partie de l'Allemagne, et même à une partie de la Pologne et de la Russie, les marchandises qui suivront la nouvelle voie commerciale, attendu que le système des chemins de fer de l'Empire, système en voie de création, donnera naturellement la main au mouvement du commerce des Indes, qui gravite dans cette direction. La réouverture de la route commerciale passant par l'isthme de Suez avance à grands pas. La possibilité de relier, sans grands frais, la mer Rouge à la mer Méditerranée au moyen d'un canal, est démontrée au point de vue technique, et comme, d'autre part, la possibilité et même la facilité d'une entreprise impérieusement réclamée par les intérêts dominants de l'époque est une chose reconnue, toutes les autres difficultés ne tarderont pas à disparaître, et l'exécution ne manquera pas de suivre de près la conception de ce grand projet. Une nécessité rigoureuse nous commande de nous associer à cette œuvre, qui promet à l'Autriche un avenir plein de féconds résultats. » (*Note de l'Éditeur.*)

États ont exploitée jadis avec tant de succès, fait naître en nous le désir d'attirer vers nos ports la plus grande partie de ce mouvement commercial, ce vœu a toujours, même en émanant de nous seuls, la valeur d'une idée politique en harmonie avec la marche des événements, idée qui suffirait à justifier les efforts que nous aurions à faire dans ce but.

Cependant, les faits prennent une tournure bien plus avantageuse pour l'Autriche, puisque, même sur des points de cette nouvelle ligne commerciale qui sont éloignés les uns des autres, on tourne déjà les regards vers nos ports.

Les paroles prononcées par Méhémet-Ali, à propos du projet de faire passer la malle des Indes par Trieste, avaient déjà prouvé que le Pacha admet parfaitement et qu'il a l'intention de favoriser, autant que possible, la participation directe des ports de mer autrichiens au commerce des Indes.

D'après des informations émanant du consul général Laurin, l'idée d'une communication directe entre l'Autriche et les Indes, ainsi que la conviction que de telles relations pourraient s'établir facilement à l'avantage des deux pays, prend de jour en jour plus de consistance chez les négociants de Calcutta et du Caire; il paraît aussi que, pendant que le vice-consul Koster recevait de Vienne l'ordre de faire insérer dans le *Bombay Times* les articles qu'il a écrits, la rédaction de ce journal elle-même s'est adressée au vice-consul, pour lui demander des renseignements sur les produits de l'industrie autrichienne qui pourraient être échangés contre des produits indiens.

Si des manifestations aussi positives se sont produites dans des pays séparés par de si grandes distances, cela prouve que les choses, en suivant leur cours normal et leur développement naturel, ont atteint un point de maturité où elles tendent à se rencontrer avec notre idée elle-même, et que non-seulement nous sommes dans la bonne voie, mais encore que le moment d'agir est venu.

Je ferai donc, dans ma sphère, tout ce qui pourra amener le Pacha d'Égypte à s'occuper sans délai de l'établissement du canal de Suez, en écartant toutes les entreprises qui pourraient entraver l'exécution de ce grand projet; de même,

je ferai mon possible pour calmer les appréhensions qui l'agitent.

La question soulevée par Votre Excellence, savoir celle d'une déclaration à faire relativement à la perception d'un droit de passage, m'a déjà fourni l'occasion de faire une démarche utile; je ne puis que vous en être reconnaissant.

Votre Excellence est seule à même de juger si les propositions émanant de Trieste et ayant pour objet l'établissement d'une communication indépendante de la malle des Indes, directe, régulière, hebdomadaire, entre ce port et Alexandrie, sont de nature à pouvoir aboutir. Aussi me bornerai-je à exprimer l'avis que, si tel était le cas, la certitude de l'ouverture d'une communication régulière et directe de ce genre ne manquerait pas d'avoir une influence considérable sur les résolutions du Pacha aussi bien que sur les dispositions des négociants de l'Égypte et des Indes.

L'INSURRECTION MILITAIRE D'ATHÈNES.

1475. Metternich à Apponyi, à Paris (D.). Vienne, le 12 octobre 1843.

1475. J'ai eu l'honneur de vous transmettre, le 1er de ce mois, les détails qui venaient de nous parvenir sur la catastrophe survenue à Athènes dans la nuit du 14 au 15 septembre *.

Le Trône de Grèce est aujourd'hui réduit à des proportions qui échappent à l'évaluation. En effet, qui pourrait calculer ce que deviendra l'autorité royale après le serment que le Roi a prêté à une Constitution *à confectionner?* On ne saurait, par conséquent, prévoir l'avenir de ce qui est réservé aux débris de la royauté hellénique; mais on peut dès à présent mesurer les conséquences que l'événement du 15 septembre doit amener infailliblement.

* Voir la lettre à Apponyi, datée du 1er octobre, nº 1464.
(*Note de l'Éditeur.*)

Je n'ai ni l'envie ni le temps de scruter les causes qui ont amené une si déplorable catastrophe. N'ayant jamais eu foi dans la solidité de la création du philhellénisme, ce n'est pas la révolution qui de nouveau vient de se montrer à nu qui pourrait nous surprendre. Il y a eu incontestablement beaucoup de fautes commises dans les directions les plus diverses, et celles qui tombent à la charge du Gouvernement hellénique lui-même ne sont pas les moindres. Mais j'écarte toute investigation sur ces fautes, parce qu'un pareil examen me semble oiseux à côté de la grave question qui se présente aujourd'hui, celle des conséquences qui se trouvent liées à la situation actuelle de la Grèce et qui évidemment en sont aussi inséparables que le sont les effets de leurs causes! Ce qui a droit à fixer non-seulement notre attention la plus sérieuse, mais à la fois celle de tous les amis de l'ordre et du repos général, ce sont les dangers que la reprise de la révolution grecque renferme dans son sein. L'anarchie fait constamment appel au bouleversement.

Quel genre d'influence les puissances de l'Europe voudront et pourront-elles prendre sur la marche des événements en Grèce? Telle est la première question du jour.

Le Trône n'existe virtuellement plus en Grèce, et si j'énonce ce fait sans hésitation, c'est que pour nous des mots ne remplacent pas des réalités. Un Roi qui a été forcé de prêter serment à une loi fondamentale de l'État *qui est encore à faire*, ne règne plus, et ce qui *gouverne* à la place d'un Gouvernement régulier n'est qu'une faction, soumise au sort de toutes les factions passées, présentes et à venir! Quelle sera l'attitude que les Cours étrangères croiront devoir prendre en face d'un pareil état de choses? Je ne parle point ici de leur attitude vis-à-vis de la personne du Roi Othon, qui existe encore comme un symbole, mais de celle qu'adopteront les puissances à l'égard d'un ordre de choses que je ne saurais qualifier autrement que de complète anarchie.

Les grandes puissances de l'Europe sont différemment placées à l'égard de la Grèce. Trois d'entre elles portent le caractère de puissances *créatrices*, et ce caractère leur donne

des droits et leur impose des devoirs envers le Royaume hellénique, que ne partagent pas avec elles les autres Cours. Comment les trois puissances entendent-elles exercer leurs droits? Je n'admets pas qu'il leur soit possible de se prononcer contre ce qui sera représenté au public européen comme un triomphe du Gouvernement constitutionnel; la question pour moi est de savoir si les trois Cours sont d'accord entre elles quant aux meilleurs conseils à donner au Roi lorsqu'il s'agira de rédiger la future constitution du Royaume, puisque dans l'acte que le Roi a signé dans la nuit du 14 au 15 septembre, il s'est réservé une part d'influence sur les bases de cette constitution. Si les trois Cours devaient ne pas tomber d'accord sur l'importante action qu'elles sont appelées à exercer, il est clair que ce désaccord créerait à lui seul un mal que la faction radicale saura utiliser pour son propre compte.

Notre rôle, dans cette déplorable occurrence, continuera à être conforme à nos principes et à la ligne de conduite que nous avons invariablement suivie depuis que l'existence du Royaume hellénique a reçu la sanction du Sultan. Nous ne nous mêlerons pas des affaires intérieures de ce pays; mais ce qui est positivement de notre ressort, c'est de veiller à ce que le bouleversement de la Grèce n'exerce pas son influence hors des limites de ce pays. Deux contrées sont directement exposées à éprouver le contre-coup de la révolution en Grèce, les provinces ottomanes et l'Italie.

Les provinces ottomanes, la Turquie d'Europe surtout, recèlent partout une fermentation sourde; les Grecs en révolution viseront à étendre leur territoire, et ils en chercheront les moyens dans des soulèvements de leurs coreligionnaires soumis au sceptre ottoman.

L'exemple d'une révolution consommée dans le cours de peu d'heures, au moyen d'une révolution militaire, est fort dangereux pour les États de l'Italie. Les désordres qui, dans les dernières semaines, se sont manifestés dans les Légations pontificales ne sont pas des entreprises isolées; elles sont un anneau de la longue chaîne révolutionnaire qui touche par ses deux bouts au Portugal et au Bosphore, et qui traverse ainsi

tout le midi de l'Europe. L'Italie, placée aujourd'hui entre deux foyers incandescents d'une direction révolutionnaire organisée, échappera-t-elle à des dangers dont il n'est pas possible de nier l'existence?

Quoi que l'avenir puisse amener, l'intérêt que nous attachons à la conservation de la paix intérieure des contrées voisines de notre Empire nous défend de nous faire illusion sur l'existence du danger. Aussi, Monsieur le comte, ne sommes-nous point exposés à ce risque.

Je vous invite à donner connaissance de la présente dépêche à M. Guizot. Insistez auprès de ce ministre pour qu'il nous fasse part, avec la même franchise, des impressions du Cabinet français et du jugement que ce Cabinet porte sur les événements du jour en Grèce

---

LA LUTTE DES LANGUES EN HONGRIE.

1476. Metternich au Palatin Archiduc Joseph, à Presbourg (E. de lettre).
Vienne, le 29 novembre 1843.

1476. Mgr l'Archiduc Étienne m'a remis la lettre que Votre Altesse Impériale a daigné m'écrire le 24 de ce mois. Non-seulement le contenu de cette lettre m'a fait plaisir, mais encore, en me montrant que nous sommes d'accord sur tant de questions essentielles, il m'a donné de la force et du courage.

Il est de fait que dans l'administration de la Hongrie tout est sens dessus dessous. Rien n'est à sa place. Il en résulte une paralysie générale. Cela est tellement vrai, que le pays n'a pas même assez de force pour être accessible à la révolution (dans le sens propre du mot); car si cela n'était pas, la Hongrie, par suite des éléments subversifs qui fermentent en elle, serait déjà bouleversée. Pour l'historien de l'avenir, cette situation constituera un problème difficile à résoudre. Mais la chose n'en est pas moins vraie! Pour sortir de ces embarras, il n'y a qu'un moyen : il faut se représenter la Hongrie dans son entier, telle

qu'elle est; il faut partir de là pour régler la situation d'une manière conséquente et logique, pour mettre chaque chose à sa place; il faut suivre cette voie, qui est la seule possible, pour faciliter à ce Royaume le développement de ses ressources de tout genre, qui est pour lui si nécessaire. Mais ce but ne peut être atteint que si le Gouvernement agit avec vigueur et résolution. Le système des *concessions* nè ferait que favoriser l'extension du mal existant et amener le pays, malgré lui, à la révolution. Celle-ci n'éclaterait pas sous la forme qu'ont revêtue les bouleversements qui, pendant les trente dernières années, ont eu lieu dans tant d'États. Si une révolution vient à se produire en Hongrie, elle coûtera des flots de sang, et elle armera les couches inférieures de la population contre la classe qui possède. C'est ce que sentent, du reste, les partis eux-mêmes qui existent dans le pays, et c'est pour cela qu'ils se ménagent réciproquement plus que ne le comporte l'esprit ordinaire des factions. L'opposition est plus réservée vis-à-vis du Roi lui-même, parce qu'elle sait quelle répression il pourrait exercer contre elle, et cela sans grand'peine.

Mais passons sur tout cela, Monseigneur, et étudions la solution utile du problème.

Considéré sous le rapport de son origine, ce problème présente tout d'abord une question préliminaire, celle de savoir si la constitution séculaire du pays offre des moyens de le sauver. Vous savez que je réponds *oui* avec une entière conviction.

Comment la situation a-t-elle pu s'embrouiller comme nous le voyons aujourd'hui? Deux causes ont amené cette confusion. L'une tient au fait que l'œuvre de 1790-1791 avait besoin d'un développement considérable, sans qu'on ait tenu compte de cette nécessité. L'autre cause, — et elle est le produit de cette omission, — c'est que le Trône, en ne se mettant pas à la tête du mouvement, a été placé sur un terrain où, au lieu d'avancer, il a été forcé de reculer toujours. Depuis plus d'un demi-siècle le Roi vit *du capital de sa puissance;* or, l'expérience apprend jusqu'où peut conduire une telle situation!

Pour bien faire comprendre à Votre Altesse Impériale ma

manière de voir sur ce point, je me permettrai d'exposer les considérations suivantes :

Les *concessions* peuvent être ou bien réciproques ou bien unilatérales. Si elles sont réciproques, elles deviennent une affaire commerciale; si elles sont unilatérales, elles constituent des dons gracieux. Celui qui donne toujours et ne reçoit jamais finit nécessairement par faire banqueroute.

Mais les concessions se présentent encore sous un autre aspect. L'autorité, comme les individus, repose sur des *principes* ou sur des *droits*, ou encore sur des conditions qu'on est *libre* d'accepter ou de refuser. Sur le terrain des principes, il ne saurait être question de concessions; sur celui des droits, la prudence exige que le contrat ait lieu d'après le simple adage *Do ut des*, particulièrement quand l'intéressé est, non pas le propriétaire absolu, mais un simple gérant. Sur le troisième terrain, il y a plus de marge; là on peut, suivant les circonstances, se montrer généreux.

Dans l'administration de la Hongrie, il a été fait des concessions en masse sur le terrain des principes et des droits de la Royauté; à présent, il y a un temps d'arrêt forcé, parce que l'extrême limite est atteinte, et qu'on ne peut aller au delà sans amener la ruine du Royaume. Tant qu'il ne s'est agi que de diminuer l'autorité royale, les partis ont été assez aveugles pour croire qu'ils gagnaient à ce jeu; mais aujourd'hui qu'on s'attaque aux classes privilégiées, la situation change; la réflexion et la crainte font que les regards s'élèvent vers le Trône!

Votre Altesse Impériale trouvera dans ce tableau la raison pour laquelle moi et tous les conseillers de l'Empereur, qui partagent ma manière de voir, avons refusé avec tant d'énergie de *céder* dans la question croate, car elle rentre dans le domaine des *principes*. Et si l'on veut travailler à améliorer la situation, il faut avant tout commencer par ne plus faire de concessions *sur ce terrain*.

C'est quelque chose de bien singulier que l'*instinct* des partis; en général, il donne bien plus de résultats que leur *intelligence*. La question des langues est bien simple. Le droit

de pétition des États est incontesté. Pourquoi n'ont-ils pas adressé de pétition au Roi? La forme de l'action personnelle a mieux plu aux hommes subversifs; elle avait de plus la valeur d'un piége tendu au Gouvernement. Il ne fallait pas que le Roi y tombât; aussi je regarde le *non* catégorique qu'il a prononcé *comme le premier pas dans une voie meilleure.*

Votre Altesse Impériale m'a fait recommander par Mgr son fils de tenir bon ici. C'est ce que je ferai certainement.

Si une représentation des États se rend à Vienne pour discuter la *question des langues,* je suis d'avis que le Roi, dans sa réponse, devra couler à fond cette question. Il faut en finir une bonne fois avec cette affaire, ce qui devrait être fait depuis longtemps. C'est un fantôme que cette question; or, les fantômes, il ne faut pas les combattre, mais les conjurer.

Du reste, que les choses tournent comme elles voudront, ce qui restera toujours en première ligne, c'est l'absolue nécessité de renvoyer les scandales qui se sont produits à Presbourg, en pleine table, en pleine rue, à l'endroit qui est fait pour eux, en enfer! Il est des victoires que *personne* ne doit tolérer et contre lesquelles amis et ennemis doivent se liguer. Ni une Diète, ni un Gouvernement, ne peuvent vivre au milieu des cris de la tribune, des ovations de la rue ou des menaces de mort; le pays qui ne peut espérer être quelque chose qu'au moyen de telles violences, périrait nécessairement si l'on ne venait pas en aide au droit commun. Ces scènes équivalent à l'action d'empoisonner son adversaire, ou de s'en débarrasser par une mort semblable; il peut être commode de se délivrer ainsi de son ennemi; mais un pareil moyen n'est *jamais* utile, même à celui qui l'emploie pour arriver plus vite à son but.

Que VotreAltesse Impériale combatte résolûmentce mal partout où il se montrera. et Elle sera bénie même par ceux qui parlent en faveur de l'indulgence. Si, de sa nature, la chose est importante elle devient à l'étranger une cause de bon ou de mauvais renom pour le Gouvernement. Un homme

d'État comme Votre Altesse reconnaîtra qu'il est moins difficile de défendre vis-à-vis de l'étranger les folies de l'opposition, que la faiblesse du Gouvernement. Si je trouve des moyens pour le premier cas, je n'en connais pas pour le second.

Il ne me reste plus, Monseigneur, qu'à vous prier de me pardonner la longueur de cette lettre. On ne laisse courir sa plume que si l'on se sait compris de celui à qui l'on s'adresse; or, des hommes ne se comprennent que si leur esprit suit la même voie. Comme je suis convaincu que nous sommes en parfaite communion d'idées, ce fait me servira d'excuse *.

* Pour faciliter au lecteur l'intelligence de la question traitée ci-dessus, nous rappellerons les faits suivants : Dans la séance de la Diète, le 24 mai, pendant que la commission des États s'occupait de la vérification des pouvoirs des députés, le fait que les pouvoirs des députés croates étaient rédigés en latin, souleva la question de savoir si l'on devait permettre aux députés de la Croatie et du Chapitre d'Agram de prononcer leurs discours en latin. Cette question souleva dans les États une agitation extrême. La plupart des députés étaient contre. Dans une séance postérieure de la Diète passa une proposition de loi qui avait été présentée par Szentkirályi, et qui portait que « dans leurs rapports avec la Diète, les Croates auraient à se servir de la langue magyare; que tous ceux qui ne possédaient pas cette langue ne pourraient exercer des fonctions publiques en Croatie, et que la langue hongroise serait enseignée dans tous les établissements d'instruction de ce pays ». Les députés hongrois voulurent appliquer immédiatement la loi votée, et, comme un député croate commença à parler en latin, il fut interrompu par des cris si furieux et si persistants, qu'il se vit réduit à se taire. A la suite de ces désordres parut un rescrit royal (communiqué dans la séance du 2 novembre), qui blâmait sévèrement la prétention d'imposer partout en Croatie l'étude de la langue hongroise, et qui chargeait l'Archiduc Palatin de maintenir l'usage suivi jusqu'alors. Ce n'est que lorsque la Diète prit la résolution de présenter régulièrement une proposition de loi relative à cet objet, que la question des langues reçut sa solution définitive : elle fut tranchée par le rescrit royal du 24 janvier 1844, dans lequel il était dit, entre autres choses, qu'à la Diète on se servirait, dans les deux Chambres, de la langue hongroise, mais que les députés croates auraient encore pendant six ans la faculté de se servir de la langue latine.

Au mois de mai, le prince de Metternich s'était rendu de sa personne à Presbourg pour assister à l'ouverture de la Diète; à cette occasion, il écrivit au Roi de Prusse : « Je prie Votre Majesté de ne pas se casser la tête à propos de cette Diète, car malgré toute Sa haute intelligence, Elle ne parviendra pas à comprendre ce que c'est qu'une Diète pareille. Que Votre Majesté ne se préoccupe pas davantage de tout le bruit qu'on a fait, car sous ce bruit *il n'y a rien*. La Hongrie a besoin d'être réorganisée, et, s'il plaît à Dieu, cette réorganisation se fera par des moyens très-simples. Le pays n'est pas en lutte

avec le Roi, il s'en faut de beaucoup; les partis se combattent entre eux, et l'intérêt que ce spectacle pourrait bien présenter est étouffé par l'ennui. Chaque fois qu'il est question de la Hongrie, il ne faut pas oublier qu'il y a cent cinquante ans ce pays était encore sous la domination d'un Pacha. »

Le lecteur trouvera des renseignements plus détaillés sur les « Incidents qui se sont produits en Hongrie », tels qu'ils se sont passés à la Diète en 1843 et en 1844, dans une notice écrite par le chancelier d'État, que nous insérerons à l'endroit voulu, parmi les documents fournis par l'année 1844.

(*Note de l'Éditeur.*)

FIN DU TOME SIXIÈME.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

a





